

TABLE ANALYTIQUE

DES

TRAVAUX DU SÉNAT

1912-1914

• *DEUXIÈME PARTIE*

TABLE DES MATIÈRES

DEUXIÈME PARTIE

TABLE DES MATIÈRES

ANNÉES 1912-1914

ABORDAGE (Unification de certaines règles en matière d'). — Voir Conventions internationales et traités, 6.

ABSINTHE (Vente de l'). — 1912. Proposition de loi tendant à interdire la fabrication et la vente de l'absinthe, déposée à la Chambre le 8 avril 1908. (Voir tables 1906-1908 et 1909-1911) 1^{re} délibération : décret désignant M. Louis Martin, *directeur général des contributions indirectes*, en qualité de commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Guillaume Poulle, *rapporteur*; de Lamarzelle. Renvoi de la discussion [7 juin] (A. t. I, p. 1151; J.O., p. 928). — Suite de la discussion générale : MM. Cazeneuve, Borne, Grosjean, Besnard, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances*; de Lamarzelle, Guillaume Poulle, *rapporteur*. Clôture de la discussion générale. Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Cazeneuve. Rejet. Discussion des articles. Article premier : MM. Cazeneuve, Peyrot, le Rapporteur. Adoption de l'article premier modifié. Articles 2 à 4. Adoption. Article 5 : MM. Cazeneuve, le Rapporteur, René Besnard, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances*. Adoption. Adoption de l'article 6 et de l'ensemble de la proposition. Modification de l'intitulé de la loi [11 juin] (A. t. I, p. 1163; J.O., p. 938).

ACCIDENTS DU TRAVAIL

1 — 1912. Projet de loi maintenant pour une nouvelle période de cinq ans les taux fixés pour les contributions au fonds de garantie des exploitants non patentés, en matière d'accidents du travail, déposé à

la Chambre le 12 février 1912; rapport de M. Lairolle, le 15 mars; adopté le 21 mars; déposé par MM. les Ministres du Travail et des Finances [23 mai] (A. t. I, p. 1060; J.O., p. 847; I. n° 169). M. Henry Boucher dépose le rapport [29 novembre] (A. t. II, p. 130; J.O., p. 1421; I. n° 359). Discussion: décret désignant M. Chassériau, *chef du service du contrôle des assurances privées*, en qualité de commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion de l'article unique: MM. Halgan, Henry Boucher, *rapporteur*; Dominique Delahaye, Charles Riou, Chassériau, *commissaire du Gouvernement*. Adoption du projet. [5 décembre] (A. t. II, p. 165; J.O., p. 1449). Promulgation (J.O., 15 décembre 1912, p. 10470).

2 — 1912. Proposition de loi, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, ayant pour objet l'extension aux exploitations forestières des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents, déposée à la Chambre le 27 janvier 1911; rapport de M. Dumas le 29 février 1912; adoptée le 30 mars (Voir table 1909-1911, accidents du travail, n° 2); transmise par M. le Président de la Chambre [23 mai] (A. t. I, p. 1059; J.O., p. 846; I. n° 161). || 1914. M. H. Boucher dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 167; I. n° 54). M. H. Boucher dépose un rapport supplémentaire [20 mars] (A. t. I, p. 526; J.O., p. 441; I. n° 143). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption successive des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [23 juin] (A. t. I, p. 954; J.O., p. 813). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 6400).

3 — 1912. Proposition de loi tendant à faire bénéficier les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, déposée au Sénat le 23 juin 1911. (Voir table 1909-1911, accidents du travail n° 3.) M. H. Boucher dépose le rapport [29 novembre] (A. t. II, p. 130; J. O., p. 1421; I. n° 360). Discussion générale: MM. Henry Boucher, *rapporteur*; Jénouvrier, Grosjean, Lemarié. Clôture de la discussion générale. Adoption successive des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [5 décembre] (A. t. II, p. 168; J.O., p. 1451). Promulgation (J.O., 15 décembre, p. 10470).

4 — 1912. Projet de loi concernant la liste des professions soumises à la taxe instituée pour la constitution du fonds de garantie en matière d'accidents du travail, d'après le taux réduit applicable aux exploitations commerciales, déposé à la Chambre le 23 novembre 1911; rapport de M. Lairolle le 26 décembre 1911; adopté le 19 novembre 1912; déposé par MM. les Ministres du Travail et des Finances [3 décembre] (A. t. II,

p. 150; J.O., p. 1436; I. n° 366). || **1913.** M. H. Boucher dépose le rapport [25 juillet] (A. t. I, p. 1406; J.O., p. 1160; I. n° 34). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi. Promulgation (J.O., 24 août, p. 7693).

5 — 1913. Proposition de loi ayant pour objet d'étendre le régime de la législation sur les accidents du travail aux gens de maison, domestiques et serviteurs de toute sorte. Rapport de M. E. Chauvin, repris le 7 avril 1911; rapports de M. Lairolle, les 26 décembre 1911, 11 mars et 26 mai; adoptée le 25 juin; transmise par M. le Président de la Chambre [26 juin] (A. t. I, p. 1164; J.O., p. 961; I. n° 245).

6 — 1913. Projet de loi ayant pour objet l'extension aux maladies d'origine professionnelle de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail; déposé à la Chambre le 23 décembre 1910; rapport et rapport supplémentaire de M. G. Laurent, les 23 décembre 1910, 6 juin, 20 juin; adopté le 3 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Travail [8 août] (A. t. I, p. 1691; J.O., p. 1387; I. n° 394).

7 — 1914. Proposition de loi concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes (modification des articles 9 et 19 de la loi du 9 avril 1898), déposée à la Chambre le 3 février 1913; rapport de M. Lenoir le 28 mars; 2^e rapport collectif de M. Defontaine le 29 mai 1913; adoptée le 23 février; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi tendant à modifier les articles 17 et 22 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail [25 février] (A. t. I, p. 254; J.O., p. 214; I. n° 69). M. Henry Boucher dépose le rapport [31 mars] (A. t. I, p. 720; J.O., p. 607; I. n° 231).

Voir Algérie, § V, 2.

ACCORD AVEC L'ALLEMAGNE. — Voir Conventions et traités, année 1912, 8.

ACQ (commune d'). — Voir Communes et cantons, 1.

ACQUISITION DE LA FORÊT D'EU. — **1913.** Projet de loi portant autorisation, pour le département de la Seine-Inférieure, d'acquérir par expropriation la forêt d'Eu pour son compte et pour celui de l'Etat, déposé à la Chambre le 17 mars; rapport de M. A. Métin, le 12 juin; adopté le 30 juillet; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture et par M. le Ministre des Finances [30 juillet] (A. t. I, 1510; J.O. p. 1243; I. n° 365). M. Develle dépose le rapport [30 juillet] (A. t. I,

p. 1521; J.O. p., 1252; I. n° 369). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [1^{er} août] (A. t. I, p. 1560; J.O., p. 1281). Promulgation (J.O., 22 août, p. 7654).

ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE. — Voir Nationalité française.

ACQUISITION D'UN IMMEUBLE DÉPENDANT DE LA LIQUIDATION DE LA CONGRÉGATION DES PÈRES DE PICPUS. — 1913. Projet de loi autorisant un engagement de dépenses de 810.000 francs pour l'acquisition d'un immeuble sis à Paris, à l'intersection de l'avenue de Saint-Mandé et de la rue de Picpus et dépendant de la liquidation de la congrégation des Pères de Picpus, et la réinstallation de la station d'essais de machines agricoles, déposé à la Chambre le 28 mai 1912; rapport de M. A. Métin, le 10 juin; adopté le 18 juillet; déposé par MM. les Ministres de l'Agriculture et des Finances [25 juillet] (A. t. I, p. 1398; J.O., p. 1154; I. n° 325). M. Develle dépose le rapport [25 juillet] (A. t. I, p. 1402; J.O., 1157; I. n° 338). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Sur l'urgence: MM. Dominique Delahaye, Jules Develle, *rapporteur*. Vote de l'urgence. Reprise de la discussion. Discussion générale: MM. Dominique Delahaye, Deligne, *directeur général de l'enregistrement, commissaire du Gouvernement*, de Lamarzelle, Clémentel, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption successive des articles, et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 juillet] (A. t. I, p. 1511; J.O., p. 1244 et 1247). Promulgation (J.O., 14 août, p. 7398).

ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES DU MINISTÈRE DES HUISSIERS. — 1913. Proposition de loi relative à la diminution des frais des actes judiciaires et extrajudiciaires du ministère des huissiers par le cantonnement en matière civile et de commerce; à la création des clerks assermentés; à la réforme du tarif et du calcul des distances réellement parcourues pour la délivrance des actes judiciaires et extrajudiciaires; à la représentation des parties par les huissiers en justice de paix, déposée au Sénat le 14 décembre 1911 (voir table 1909-1911); M. Lebert dépose le rapport sommaire [13 février] (A. t. I, p. 290; J.O., p. 241; I. n° 57). Adoption de la prise en considération [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O., p. 581). Commission: 1^{er} bureau, M. Lebert; 2^e bureau, M. Vieu; 3^e bureau, M. Savary;

4° bureau, M. Cornet; 5° bureau, M. Peyronnet; 6° bureau, M. Chaumié; 7° bureau, M. Lemarié; 8° bureau, M. Henri Michel; 9° bureau, M. Lhopiteau (J.O., p. 2781; F. 49). Président, M. Savary; Secrétaire, M. Lebert (J.O., p. 2817; Fa. n° 50).

ACTES TRANSLATIFS DE PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE. — Voir Mutations cadastrales.

ADJUDANTS-CHEFS. — Voir Armée, § II, 1, et § VI, 13.

ADJUDANTS D'ADMINISTRATION. — Voir Armée, § III, 2.

ADMINISTRATEURS DES COMMUNES MIXTES. — Voir Algérie, § I, 2, 3 et 5.

ADOPTION. — Voir Code civil, 19.

ADULTÈRE DE LA FEMME. — Voir Code pénal, 1.

AÉRONAUTIQUE MILITAIRE. — Voir Armée, § VI, 8 et 14. Voir aussi Crédits additionnels, 8. Décorations, 13. Interpellations. 3

AFFICHAGE DE DISCOURS. — Voir Résolution (projets de), année 1914, 2, 3, 4.

AFFICHAGE ÉLECTORAL. — Voir Élection, § IV (C), 7.

AFFICHES DITES PANNEAUX-RÉCLAMES. — 1912. Projet de loi portant création d'une taxe spéciale de timbre sur les affiches dites panneaux-réclames, déposé à la Chambre le 11 juin 1912; rapport de M. Chéron le 18 juin; adopté le 8 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 276). M. Baudin dépose le rapport [9 juillet] (A. t. I, p. 1456; J.O., p. 1179-1188; I. n° 285). Discussion. Adoption [11 juillet] (A. t. I, p. 1574; J.O., p. 1268). Promulgation (J.O., 13 juillet, p. 6198).

AFFICHES (Droit de timbre sur les). — 1913. Proposition de loi tendant à exonérer du droit de timbre les affiches concernant la Fête nationale du 14 juillet, déposée à la Chambre le 8 juillet; discussion immédiate; adoptée le 8 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre [10 juillet] (A. t. I, p. 1316; J.O., p. 1083; I. n° 295). || 1914. M. de Selves dépose le rapport [16 janvier] (A. t. I, p. 9; J.O., p. 8; I. n° 5). Rejet de la proposition [2 avril] (A. t. I, p. 733; J.O., p. 619).

AFRIQUE ÉQUATORIALE (Délimitation des possessions respectives de la France et de l'Allemagne). — Voir Conventions

internationales et traités, année 1912, 21. — **Nationalité des personnes se trouvant dans les territoires échangés.** Voir *ibid.* année 1912-1913, 8. Voir aussi **Emprunts des Colonies et des Protectorats**, 8.

AFRIQUE OCCIDENTALE. — Voir **Emprunts des Colonies françaises et des Protectorats**, 3 et 5.

AGENTS DES CHEMINS DE FER SECONDAIRES. — Voir **Retraites des agents des chemins de fer secondaires.**

AGENTS DES DOUANES. — Voir **Pensions des agents des douanes.**

AGRICULTURE (Enseignement de l'). — Voir **Enseignement de l'agriculture et enseignement professionnel de l'agriculture.**

AIN (Département de l'). — Voir **Chemins de fer**, § III, 20.

AIRVAULT (Deux-Sèvres). — Voir **Octrois**, 1.

AIX (Bouches-du-Rhône). — Voir **Emprunts et impositions**, 1.

AIX-LES-BAINS (Savoie). — Voir **Octrois**, 2.

AJOURNEMENT DES OPÉRATIONS DE REVISION DES LISTES ÉLECTORALES. — Voir **Élections**, § IV (C), 9.

ALAIS (Gard). — Voir **Octrois**, 3.

ALBANIE (Avance remboursable à l'). — 1913. **Projet de loi autorisant le Ministre des Finances à faire à l'Albanie une avance remboursable de 10.000 francs (participation de la France dans les frais de restauration de la caserne affectée aux troupes internationales détachées à Scutari d'Albanie).** Déposé à la Chambre le 6 novembre; rapport de M. L. Marin le 21 novembre; avis de la Commission des affaires extérieures du 18 décembre par M. Dubarle; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères et des Finances. Renvoi à la Commission des finances [26 décembre] (A. t. II, p. 279; J.O., p. 1623; I. n° 506). M. Doumer dépose le rapport [27 décembre] (A. t. II, p. 324; J.O., p. 1661; I. n° 511). Adoption du projet de loi [29 décembre] (A. t. II, p. 332; J.O., p. 1667). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1914, p. 2).

ALBANIE SEPTENTRIONALE (Délimitation de l'). — Voir **Crédits spéciaux**, 6.

ALBERTVILLE (Savoie). — Voir **Octrois**, 4.

ALBON (Section d'). — Voir Communes et cantons, 2.

ALCOOLS D'ORIGINE INDUSTRIELLE. — 1912. Projet de loi portant fixation du taux de la taxe de fabrication sur les alcools d'origine industrielle pour l'année 1913, déposé à la Chambre le 20 mars 1912; rapport de M. Chéron le 28 mars; adopté le 2 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances [2 juillet] (A. t. I, p. 1382; J.O., p. 1148; I. n° 242). M. Baudin dépose le rapport [9 juillet] (A. t. I, p. 1456; J.O., p. 1188; I. n° 281). Discussion. Adoption [11 juillet] (A. t. I, p. 1575; J.O., p. 1270). Promulgation (J.O., 13 juillet, p. 6203). || **1913.** Projet de loi portant fixation du taux de la taxe de fabrication sur les alcools d'origine industrielle, pour l'année 1914, déposé à la Chambre le 25 mars; rapport de M. Noulens, le 15 mai; adopté le 20 mai; déposé par M. le Ministre des Finances [28 mai] (A. t. I, p. 887; J.O., p. 731; I. n° 186). M. Aimond dépose le rapport [29 mai] (A. t. I, p. 908; J.O., p. 749; I. n° 187). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [3 juin] (A. t. I, p. 974; J.O., p. 801). Promulgation (J.O., 10 juin, p. 4974). || **1914.** Projet de loi portant fixation des taux de la taxe de fabrication sur les alcools d'origine industrielle pour l'année 1915, déposé à la Chambre le 17 mars; rapport de M. Clémentel, le 30 mars; adopté le 3 avril; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [3 avril] (A. t. I, p. 761; J.O., p. 644; I. n° 261). M. Aimond dépose le rapport [26 juin] (A. t. I, p. 1030; J.O., p. 877; I. n° 315). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [1^{er} juillet] (A. t. I, p. 1109; J.O., p. 943). Promulgation (J.O., 5 juillet, p. 5878).

ALGÉRIE

I. — RÉGIME LÉGAL.

II. — RÉGIME FINANCIER.

III. — CHEMINS DE FER ET TRAVAUX PUBLICS.

IV. — JUSTICE (Organisation de la).

V. — QUESTIONS DIVERSES.

I — RÉGIME LÉGAL

I — 1912. Projet de loi, tendant à proroger l'application de la loi du 24 décembre 1904, qui a maintenu aux administrateurs des communes

mixtes de l'Algérie, en territoire civil, le droit de répression par voie disciplinaire des infractions spéciales à l'indigénat, déposé à la Chambre le 12 juin 1912; rapport de M. Rozet le 17 juin; adopté le 20; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [20 juin] (A. t. I, p. 1249; J.O., p. 1008; I. n° 198). M. Jeanneney dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [21 juin] (A. t. I, p. 1254; J.O., p. 1013; I. n° 202). Promulgation (J.O., 23 juin, p. 5514).

2 — 1912. Projet de loi tendant à proroger l'application de la loi du 24 décembre 1904, qui a maintenu aux administrateurs des communes mixtes de l'Algérie, en territoire civil, le droit de répression par voie disciplinaire des infractions spéciales à l'indigénat, déposé à la Chambre le 12 décembre 1912; rapport de M. Rozet le 17 décembre; adopté le 19 décembre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [19 décembre] (A. t. II, p. 252; J.O., p. 1520; I. n° 394). M. Jeanneney dépose le rapport [20 décembre] (A. t. II, p. 278; J.O., p. 1541; I. n° 408). Adoption [21 décembre] A. t. II, p. 305; J.O., p. 1565). Promulgation (J.O., 23 décembre, p. 10689).

3 — 1913. Projet de loi, tendant à proroger provisoirement l'application de la loi du 24 décembre 1904 qui a maintenu aux administrateurs des communes mixtes de l'Algérie, en territoire civil, le droit de répression, par voie disciplinaire, des infractions spéciales à l'indigénat, déposé à la Chambre le 11 mars; rapport de M. Rozet le 14; adopté le 17; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [17 mars] (A. t. I, p. 343; J.O., p. 280; I. n° 88). Dépôt et lecture du rapport par M. Jeanneney. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption de l'article unique [27 mars] (A. t. I, p. 380; J.O., p. 313; I. n° 108). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2730).

4 — 1913. Projet de loi, tendant à proroger l'application de la loi du 24 décembre 1904, qui a maintenu aux administrateurs des communes mixtes de l'Algérie, en territoire civil, le droit de répression par voie disciplinaire des infractions spéciales à l'indigénat, déposé à la Chambre le 16 juin; rapport de M. Albin Rozet le 17 juin; adopté le 18 juin; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Dépôt du rapport de M. Jeanneney. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée [19 juin] (A. t. I, p. 1110; J.O., p. 915; I. n°s 222, 224). Discussion. Article unique. Amendement de M. Pauliat: MM. Pauliat, Jeanneney, *rapporteur*; Paul Morel, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur*; Monis. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article unique du projet de loi. Proposition de résolution de M. Monis et plusieurs de ses collègues: MM. Monis, le Président [20 juin] (A. t. I, p. 1135;

J.O., p. 936; I. n° 228). || **Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à proroger l'application de la loi du 24 décembre 1904, qui a maintenu aux administrateurs des communes mixtes de l'Algérie, en territoire civil, le droit de répression, par voie disciplinaire, des infractions spéciales à l'indigénat, déposé à la Chambre le 23 juin; rapport de M. A. Rozet le 23 juin; adopté le 26 juin; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. M. Jeanneney dépose le rapport [26 juin] (A. t. I, p. 1165; J.O., p. 962; I. n° 246, 248). Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 juin] (A. t. I, p. 1193; J.O., p. 984). Promulgation (J.O., 28 juin p. 5545).**

5 — 1913. **Projet de loi, tendant à proroger l'application de la loi du 24 décembre 1904, qui a maintenu aux administrateurs des communes mixtes de l'Algérie, en territoire civil, le droit de répression par voie disciplinaire des infractions spéciales à l'indigénat, déposé à la Chambre le 17 décembre; rapport de M. A. Rozet le 24 décembre; adopté le 24 décembre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur; renvoi à la Commission des finances [26 décembre] (A. t. II, p. 274; J.O., p. 1620; I. n° 493). M. G. Chastenet dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Article unique : MM Hervey, Guillaume Chastenet, rapporteur; M. Raoul Péret, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur*. Adoption de l'article unique du projet de loi [26 décembre] (A. t. II, p. 276; J.O., p. 1621; I. n° 500). Promulgation (J.O., 30 décembre 1913, p. 11200).**

6 — 1914. **Projet de loi, réglant le régime de l'indigénat en Algérie, déposé à la Chambre le 8 juin 1911; rapport de M. Albin Rozet le 16 juin 1913 et rapport supplémentaire le 10 février 1914; adopté le 11 février 1914; déposé par le Ministre de l'Intérieur [12 février] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 135; I. n° 50). Commission : 1^{er} bureau, MM. Aubry, Pauliat; 2^e bureau, MM. Maurice Colin, Henry Béranger; 3^e bureau, MM. Vermorel, Servant; 4^e bureau, MM. Jean Morel, Murat; 5^e bureau, MM. Etienne Flandin, Edouard Vilàr; 6^e bureau, MM. de La Batut, Beauvisage; 7^e bureau, MM. Raymond Leygue, Guillaume Poulle; 8^e bureau, MM. Mollard, Le Cour Grandmaison; 9^e bureau, MM. Saint-Germain, Lucien Hubert. Président, M. Jean Morel; Secrétaire, M. de La Batut [20 février] (J.O., p. 1688; F. 19). M. Flandin dépose le rapport [15 juin] (A. t. I, p. 819; J.O., p. 699; I. n° 289). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Etienne Flandin, rapporteur; Aubry. Renvoi de la suite de la discussion à la**

prochaine séance [9 juillet] (A. t. I, p. 1336 à 1355; J.O., p. 1128). Suite de la discussion. Discussion générale (suite) : MM. Maurice Colin, *Jacquier*, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur* ; Lutaud, *gouverneur général de l'Algérie, commissaire du Gouvernement* ; Gaudin de Villaine. Article premier à 4. Adoption. Article 5 : MM. Cabart-Danneville, Etienne Flandin, *rapporteur*. Adoption. Articles 6 à 19. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [10 juillet] (A. t. I, p. 1370 à 1386; J.O., p. 1154). Promulgation (J.O., 17 juillet 1914, p. 6390).

7 — 1914. Projet de loi tendant à proroger l'application de la loi du 24 décembre 1904 qui a maintenu aux administrateurs des communes mixtes de l'Algérie, en territoire civil, le droit de répression, par voie disciplinaire, des infractions spéciales à l'indigénat, déposé à la Chambre le 12 mars ; rapport de M. Albin Rozet le 27 mars ; adopté le 27 mars ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission chargée de l'examen du projet de loi réglementant le régime de l'indigénat en Algérie [27 mars] (A. t. I, p. 627; J.O., p. 527; I. n° 190). M. Flandin dépose le rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Demande de discussion immédiate. Adoption de l'article unique [30 mars] (A. t. I, p. 648; J.O., p. 545; I. n° 208). Promulgation (J.O., 31 mars 1914, p. 2976).

8 — Rapport de M. le Ministre de l'Intérieur sur l'application, pendant la période du 1^{er} juillet 1910 au 30 juin 1911, de lois relatives à l'indigénat [5 novembre 1912] (A. t. II, p. 2; J.O., p. 1316).

II — RÉGIME FINANCIER

1 — 1912. Projet de loi tendant à étendre à l'Algérie les dispositions de l'article 4 de la loi de finances du 8 avril 1910, relatif à l'assiette des redevances sur les mines, déposé à la Chambre le 7 novembre 1911 ; rapport de M. Chéron le 28 mars 1912 ; adopté le 2 juillet ; déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances [2 juillet] (A. t. I, p. 1402; J.O., p. 1135; I. n° 248). M. Doumergue dépose le rapport [12 novembre] (A. t. II, p. 60; J.O., p. 1362; I. n° 347). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [21 novembre] (A. t. II, p. 79; J.O. p. 1379). Promulgation (J.O., 28 novembre 1912, p. 1001).

2 — 1912. Projet de loi tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie, pour l'exercice 1913, déposé à la Chambre le 25 novembre 1912 ; rapport de M. Saumande le 16 décembre ; adopté le 20 décembre ; déposé par

MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances. M. Doumergue dépose le rapport. Demande de discussion immédiate. Urgence déclarée [20 décembre] (A. t. II, p. 276; J.O., p. 1540; I. n° 406). Discussion. Adoption [21 décembre] (A. t. II, p. 315; J.O., p. 1572). Promulgation (J.O., 25 décembre 1912, p. 10766).

3 — 1913. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant affectation des sommes à provenir de l'augmentation de la redevance ainsi que du supplément d'avances que la banque de l'Algérie doit verser à l'État en vertu de la loi du 29 décembre 1911, déposé à la Chambre le 18 novembre 1912; rapport de M. Saumande le 3 mars 1913; adopté le 7 mars; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances [25 mars] (A. t. I, p. 375; J.O., p. 308; I. n° 99). M. Jeanneney dépose le rapport [19 juin] (A. t. I, p. 1110; J.O., p. 915; I. n° 223). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [27 juin] (A. t. I, p. 1186; J.O., p. 979). Promulgation (J.O., 6 décembre 1913, p. 10514).

4 — 1913. Projet de loi tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1914, déposé à la Chambre le 19 décembre; rapport de M. Combrouze le 22 décembre; adopté le 23 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Intérieur [23 décembre] (A. t. II, p. 235; J.O., p. 1586; I. n° 482). Renvoi à la Commission des finances. M. G. Chastenet dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [26 décembre] (A. t. II, p. 278; J.O., p. 1623; I. n° 504). Discussion du projet de loi. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption successive des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 décembre] (A. t. I, p. 355; J.O., p. 1686). Promulgation (J.O., 30 décembre 1913 p. 11194).

5 — 1914. Projet de loi tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour 1915, déposé à la Chambre le 23 décembre; rapport de M. de Kerguézec le 23 décembre; adopté le 23 décembre; déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [23 décembre] (A. t. II, p. 1581; J.O., p. 1332). M. Guillaume Chastenet dépose le rapport. Discussion immédiate. Adoption du projet de loi [23 décembre] (A. t. II, p. 1583 et 1584; J.O., p. 1333; I. n° 483 et 488). Promulgation (J.O., 30 décembre 1914, p. 9463).

III — CHEMINS DE FER ET TRAVAUX PUBLICS

1 — 1912. Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement en Algérie : 1° d'un chemin de fer, à voie de 1 mètre, de Bizot à Djidjelli, avec embranchement sur Mila; 2° d'un chemin de fer à voie normale de Constantine à Oued-Athménia, déposé le 7 juillet 1911 (voir Table 1909-1911). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [30 janvier] (A. t. I, p. 70; J.O., p. 57; I. n° 41). Discussion du projet de loi. Déclaration de l'urgence. Adoption [13 février] (A. t. I, p. 290; J.O., p. 242). Promulgation (J.O., 20 mars 1912, p. 2725).

2 — 1912. Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département d'Oran, d'un chemin de fer d'intérêt local de Sidi-bel-Abbès à Saïda, par Tenira, déposé le 26 décembre 1911 (voir Table 1909-1911). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [14 mars] (A. t. I, p. 764; J.O., p. 621; I. n° 100). Discussion du projet de loi. Déclaration de l'urgence. Adoption [28 mars] (A. t. I, p. 965; J.O., p. 770). Promulgation (J.O., 4 avril, p. 3267).

3 — 1912. Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département d'Oran, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Tiaret à Trumelet, déposé à la Chambre le 13 juin 1912; rapport de M. Tournadé le 28 juin; adopté le 1^{er} juillet; déposé par M. le Ministre des Travaux publics [4 juillet] (A. t. I, p. 1406; J.O., p. 1137; I. n° 252). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [9 juillet] (A. t. I, p. 1409; J.O. p. 1188; I. n° 286). Discussion du projet de loi. Adoption [11 juillet] (A. t. I, p. 1552; J.O., p. 1251). Promulgation (J.O., 24 juillet 1912, p. 6658).

4 — 1914. Projet de loi ayant pour objet le classement comme annexe de la route nationale n° 6 en Algérie, d'une nouvelle route à ouvrir entre Bou-Rached et la limite des territoires du Sud par le Kreider, déposé à la Chambre le 4 novembre 1913; rapport de M. Monestier le 11 décembre; adopté le 22 janvier 1914; déposé par M. le Ministre des Travaux publics et par M. le Ministre de l'Intérieur [10 février] (A. t. I, p. 144; J.O., p. 121; I. n° 41). Renvoi à la Commission des finances. M. Guillaume Chastenet dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 395; J.O., p. 331; I. n° 96). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi [18 juin] (A. t. I, p. 852; J.O., p. 727). Promulgation (J.O., 3 juillet 1914, p. 5822).

IV — JUSTICE (Organisation de la)

1 — 1913. Proposition de loi concernant la compétence des juges de paix en Algérie, déposée à la Chambre le 2 février 1911; rapport de

M. E. Broussais le 12 avril ; adoptée le 19 mai 1913 ; transmise par M. le Président de la Chambre [20 mai] (A. t. I, p. 622; J.O., p. 516; I. n° 176). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [26 juin] (A. t. I, p. 1164; J.O., p. 961; I. n° 244). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [18 juillet] (A. t. I, p. 1361; J.O., p. 1122). Promulgation (J.O., 1^{er} août 1913, p. 6895).

2. — 1913. — Projet de loi portant création d'une troisième chambre au tribunal de première instance d'Oran et d'un siège de juge suppléant chargé de l'instruction au tribunal de première instance de Sétif, déposé à la Chambre le 14 mai ; rapport de M. E. Andrieu le 17 juillet ; adopté le 22 ; déposé par M. le Garde des Sceaux et par M. le Ministre des finances [28 juillet] (A. t. I, p. 1410; J.O., p. 1164; I. n° 345). M. Gervais dépose le rapport [28 juillet] (A. t. I, p. 1436; J.O., p. 1184; I. n° 353). Première délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi [6 août] (A. t. I, p. 1620; J.O., p. 1329). Promulgation (J.O., 9 août 1913, p. 7166).

3 — 1914. Projet de loi portant création d'une quatrième chambre au tribunal de 1^{re} instance d'Alger et d'un siège de juge suppléant chargé de l'instruction au tribunal de 1^{re} instance de Mostaganem, déposé à la Chambre le 27 mars ; rapport de M. Pourquery de Boisserin, le 1^{er} avril ; adopté le 2 avril ; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la justice. Renvoi à la Commission des finances [2 avril] (A. t. I, p. 747; J.O., p. 630; I. n° 250). M. Alexandre Bérard dépose le rapport [15 juin] (A. t. I, p. 819; J.O., p. 699; I. n° 290). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi [19 juin] (A. t. I, p. 876; J.O., p. 747). Promulgation (J.O., 28 juin 1914, p. 5613).

V — QUESTIONS DIVERSES

1 — 1913. Projet de loi sur les améliorations de traitement des instituteurs et institutrices de l'Algérie, déposé à la Chambre le 26 décembre ; rapport de M. Clémentel le 26 décembre ; adopté le 26 décembre ; déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et par M. le Ministre des finances [26 décembre] (A. t. II, p. 274; J.O., p. 1619; I. n° 496). Renvoi à la Commission des Finances. M. G. Chastenot dépose le rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [26 décembre] (A. t. II, p. 275; J.O., p. 1620; I. n° 497). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1914, p. 2).

2 — 1914. Projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail en Algérie,

déposé à la Chambre le 23 novembre 1911; rapport de M. Lucien Voilin le 11 décembre 1913; adopté le 11 février 1914; déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur, du Travail et de la Prévoyance sociale, des Finances et par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la commission chargée de l'examen de la proposition de loi tendant à modifier les articles 17 et 22 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents de travail [23 mars] (A. t. I, p. 546; J.O., p. 457; I. n° 151).

3. — 1914. — Projet de loi relatif aux dépenses de constructions des écoles primaires spéciales aux indigènes de l'Algérie, déposé à la Chambre le 26 décembre 1913; rapport de M. Cambrouze 16 mars 1914; adopté le 30 mars; déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur et de l'Instruction publique [31 mars] (A. t. I, p. 719; J.O., p. 607; I. n° 229). M. G. Chastenot dépose le rapport [2 juillet] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 967; I. n° 345).

ALGÉRIE (Nomination d'une Commission de 18 membres). — Voir : Résolution (Projets de), année 1913, 7.

ALGÉRIE (Pensions des militaires indigènes de l'Algérie et de la Tunisie). — Voir Pensions des militaires indigènes de l'Algérie et de la Tunisie.

ALGÉRIE (Banque de l'). — Voir Banques de France et d'Algérie.

ALIÉNÉS. — **1912.** Proposition de loi relative au régime des aliénés déposée au Sénat le 29 janvier 1907. (Voir table 1906-1908). M. Paul Strauss dépose le rapport [12 juillet] (A. t. I, p. 1596; J.O., p. 1298; I. n° 324). ¶ **1913.** M. Jeanneney dépose un avis de la Commission des finances [24 juin] (A. t. I, p. 1162; J.O., p. 959; I. n° 239). 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Sur l'urgence : MM. Paul Strauss, *rapporteur*; Bérenger. Rejet de l'urgence. Discussion générale : MM. le Rapporteur et Flaissières. Discussion des articles. Article premier. Amendement de M. Faisans (premier paragraphe nouveau) : MM. le Rapporteur, Bérenger. Adoption de l'amendement et de l'article premier modifié. Article 2 : MM. Faisans, le Rapporteur. Amendement de M. Faisans : MM. Faisans, le Rapporteur, Paul Morel, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur. Renvoi de l'amendement et de l'article à la Commission. Article 3. Amendement de M. Faisans : MM. Faisans, le Rapporteur. Amendement de M. Dellestable : MM. Dellestable, Cazeneuve, le Rapporteur.

teur, Emile Rey, Goy, Jeanneney, *rapporteur de la Commission des finances*; le Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur, Bérenger. Renvoi des amendements et de l'article à la Commission.

Article 4. Amendement de M. Faisans : M. le Rapporteur. Adoption de l'amendement et de l'article 4 modifié. Article 5 (nouvelle rédaction) : MM. Jeanneney, *rapporteur de la Commission des finances*; le Rapporteur, le Sous-Secrétaire d'Etat, Cazeneuve, Cachet. Adoption du premier paragraphe de l'article. Sur le deuxième paragraphe : M. le Rapporteur. Rejet du deuxième paragraphe : Adoption des derniers paragraphes. Adoption de l'ensemble de l'article 5. Sur le libellé du titre premier : MM. Cazeneuve, le Rapporteur [2 décembre] (A. t. II, p. 116; J.O., p. 1487). Discussion des articles (suite). Amendement (disposition additionnelle) de M. Faisans (art. 5 *bis*) : MM. Faisans, Paul Strauss, *rapporteur*. Adoption de l'amendement. Jonction de la discussion de l'amendement de M. Faisans (art. 5 *ter*) à la discussion de l'article 10. Article 6. Adoption. Article 7. Amendement de M. Faisans : MM. le Rapporteur, Faisans. Adoption de l'amendement modifié. Sur l'article : MM. Bienvenu Martin, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Faisans, le Rapporteur. Adoption successive des paragraphes et de l'ensemble de l'article modifié. Article 8. Amendement de M. Genoux : M. Genoux. Retrait de l'amendement. Sur l'article : MM. Cazeneuve, le Rapporteur, Flaissières, Raoul Péret, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur*, le Garde des Sceaux. Addition de M. Faisans : M. le Rapporteur. Adoption de l'article 8 complété.

Article 9. Adoption. Article 10. Amendement de M. Faisans (art. 5 *ter*) : MM. Faisans, le Rapporteur, le Garde des Sceaux. Adoption de l'amendement et de l'article 10 modifié. Amendement de M. Faisans (art. 10 *bis*) : MM. Faisans, le Rapporteur. Ajournement de la discussion sur le fond de l'amendement. Article 11 : MM. le Rapporteur, Emile Rey, le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur. Adoption de l'article modifié. Article 12 : MM. le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur. Adoption. Article 13. Adoption. Article 14 : MM. le Garde des Sceaux, le Rapporteur. Adoption de l'article 14 modifié. Article 15. Amendement de M. Faisans : MM. Faisans, le Rapporteur. Adoption de l'amendement et de l'article 15 modifié. Amendement (art. 15 *bis*) de M. Faisans : M. le Rapporteur. Adoption. Articles 16 et 17. Adoption. Articles 18 : M. le Rapporteur. Adoption. Articles 19 et 20. Adoption. Article 21 : MM. le Rapporteur et le Garde des Sceaux. Adoption. Article 22. Amendement de M. Faisans : M. le Rapporteur. Adoption de l'amendement et de l'article 22 modifié. Article 23 : MM. le Garde des Sceaux, le Rapporteur, Ribot. Adoption. Article 24 : MM. le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, le Rapporteur. Adoption. Article 25.

Adoption. Article 26 : M. le Rapporteur. Adoption. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [12 décembre] (A. t. II, p. 147; J.O., p. 1514 et suivantes). Discussion des articles (suite). Article 27. Amendement de M. Faisans sur le 4^e paragraphe : MM. Faisans, Paul Strauss, *rapporteur*; Raoul Péret, *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur*. Adoption de l'amendement et de l'article 27 modifié. Article 28. Adoption. Article 29. Amendement de M. Cazeneuve : MM. Cazeneuve, le Rapporteur, le Sous-Secrétaire d'Etat. Retrait de l'amendement. Sur l'article : M. Goirand. Amendement de M. Goirand : MM. le Sous-Secrétaire d'Etat, le Rapporteur. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 29. Article 30. Adoption. Article 31 : M. le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, le Rapporteur. Adoption. Sur la section II (administration des biens). Amendement de M. Faisans : M. Faisans. Retrait de l'amendement. Article 32. Adoption. Article 33 : M. Goirand. Adoption. Article 34 : M. Faisans. Réservé. Article 35 : MM. Goirand, le Rapporteur. Adoption. Article 36 : MM. Faisans, le Rapporteur. Premier paragraphe réservé. Adoption. Article 37. Amendement de M. Faisans. Adoption de l'amendement. Article 34 (réservé) : M. Faisans. Adoption de l'article 34 modifié. Article 38. Adoption. Article 39. Amendement de M. Faisans. Retrait. MM. Bienvenu Martin, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; le Rapporteur. Adoption de l'article 39 modifié. Article 39 bis de M. Faisans : MM. le Garde des Sceaux, le Rapporteur. Adoption. Articles 40 à 42. Adoption. Article 43 : MM. le Garde des Sceaux, le Rapporteur, Boivin-Champeaux. Adoption. Article 44 : MM. Faisans, le Rapporteur. Adoption. Amendement de M. Faisans (art. 44 bis) : MM. Faisans, le Rapporteur. Adoption de l'amendement modifié (art. 44 bis). Article 45 : MM. Jeanneney, *rapporteur de la Commission des finances*, le Rapporteur, le Sous-Secrétaire d'Etat, Faisans. Adoption. Article 46. Amendement de M. Faisans : MM. Faisans, le Rapporteur. Adoption de l'amendement et de l'article 46 complété. Article 47. Amendement de M. Dellestable : MM. le Rapporteur, Dellestable, le Sous-Secrétaire d'Etat. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 47. Article 48 : MM. Cazeneuve, le Rapporteur, le Sous-Secrétaire d'Etat, Milliès-Lacroix, Séblin. Adoption. Article 49. Retiré. Article 50 : MM. Cazeneuve, le Rapporteur. Adoption. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [19 décembre] (A. t. II, p. 208; J.O., p. 1565 et suivantes). Discussion des articles (suite). Disposition additionnelle de M. Faisans : MM. Faisans, Bienvenu Martin, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Paul Strauss, *rapporteur*. Retrait de l'amendement. Article 51. Adoption. Art. 52. Amendement de M. Faisans : MM. le Rapporteur, le Garde

des Sceaux. Adoption de l'amendement et de l'article modifiés. Article 53: MM. le Garde des Sceaux, le Rapporteur. Adoption. Article 54 Adoption. Article 55. MM. Flaissières, Séblin. Adoption. Articles 56 et 57. Adoption. Article 2 (précédemment réservé) : MM. de Lamarzelle, Léon Labbé, le Rapporteur, Raoul Péret, *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur*; Séblin. Amendement de M. Faisans : M. Faisans. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 2. Article 3 (précédemment réservé). Amendement de M. Faisans : MM. Faisans, le Rapporteur. Retrait de l'amendement. Le Sénat, consulté, décide de passer à une 2^e délibération [23 décembre] (A. t. II, p. 254; J.O., p. 1603 et suivantes).

ALLAITEMENT MATERNEL. — 1913. Proposition de loi relative à la protection de l'allaitement maternel, déposée à la Chambre le 23 juin 1910; rapport de M. Schmidt le 3 juin et rapport supplémentaire le 10 juin 1913; adoptée le 12 juin; transmise par M. le Président de la Chambre [17 juin] (A. t. I, p. 1092; J.O., p. 900; I. n° 216).

ALLOCATIONS. — Voir Familles nécessiteuses.

ALLOCATIONS JOURNALIÈRES. — Voir Soutiens de famille résidant à l'étranger.

ALLOCUTIONS

1 — 1912. Prononcée par M. Huguet, doyen d'âge, en prenant place au fauteuil [9 janvier] (A. t. I, p. 1; J.O., p. 1; I. n° 1).

2 — 1912. Prononcée par M. Antonin Dubost, président du Sénat, en prenant place au fauteuil [12 janvier] (A. t. I, p. 7; J.O., p. 7; I. n° 2).

3 — 1913. Prononcée par M. Huguet, doyen d'âge, en prenant place au fauteuil [14 janvier] (A. t. I, p. 1; J.O., p. 1; I. n° 1).

4 — 1913. Prononcée par M. Antonin Dubost, président du Sénat, en prenant place au fauteuil [14 janvier] (A. t. I, p. 3; J.O., p. 3; I. n° 2).

5 — 1914. Prononcée par M. Huguet, doyen d'âge, en prenant place au fauteuil [13 janvier] (A. t. I, p. 1; J.O., p. 1; I. n° 1).

6 — 1914. Prononcée par M. Antonin Dubost, président du Sénat, en prenant place au fauteuil [16 janvier] (A. t. I, p. 7; J.O., p. 7; I. n° 2).

7 — 1914. Prononcée par M. Antonin Dubost, président du Sénat [4 août] (A. t. I, p. 1546; J.O., p. 1301).

8 — 1914. Prononcée par M. Antonin Dubost, président du Sénat [22 décembre] (A. t. I, p. 1563; J.O., p. 1315).

ALPES (Route des). — Voir Route des Alpes.

ALSACIENS-LORRAINS

1 — 1914. Projet de loi relatif à l'admission des Alsaciens-Lorrains dans l'armée française, déposé à la Chambre le 4 août; discussion immédiate; adopté le 4 août; déposé par M. le Ministre de la Guerre; renvoi à la Commission de l'armée. M. Gervais dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption du projet de loi [4 août] (A. t. I, p. 1547; J.O., p. 1302; I. n^{os} 439 et 440). Promulgation (J.O., 6 août 1914, p. 7130).

2 — 1914. Projet de loi portant extension aux colonies françaises de la loi du 5 août 1914 relative à l'admission des Alsaciens-Lorrains dans l'armée française, déposé à la Chambre le 22 décembre; rapport de M. Lagrosillière le 23 décembre; adopté le 23 décembre; déposé par M. le Ministre de la Guerre et par M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission de l'armée [23 décembre] (A. t. I, p. 1582; J.O., p. 1333; I. n^o 489).

AMATHEY A PONTARLIER. — Voir Chemins de fer, § III, année 1913, 2.

AMBASSADE DE FRANCE A TOKIO. — 1913. Projet de loi relatif à la construction de l'ambassade de France à Tokio, déposé à la Chambre le 29 juillet; rapport de M. L. Marin le 7 novembre; adopté le 26 décembre; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères, des Finances, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Renvoi à la Commission des finances [26 décembre] (A. t. II, p. 274; J.O., p. 1619; I. n^o 492). || 1914. M. Doumer dépose le rapport [25 février] (A. t. I, p. 273; J.O., p. 229; I. n^o 72). — Voir aussi Crédits extraordinaires, § 1, 6.

AMENDES EN MATIÈRE DE CONTRAVENTIONS. — 1914. Proposition de loi sur la perception des amendes en matière de contraventions, déposée par M. Goirand [29 juin] (A. t. I, p. 1074; J.O., p. 914; I. n^o 332).

AMNISTIE

I — 1913. Projet de loi relatif à l'amnistie, déposé à la Chambre, le 30 janvier; rapport de M. Pourquery de Boisserin le 28 février et rapport supplémentaire le 18 mars; adopté le 29 mars; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et par M. le Ministre de la Justice [20 mai] (A. t. I, p. 643; J.O., p. 532; I. n° 177). Commission: 1^{er} bureau, M. Louis Martin; 2^e bureau, M. Ournac; 3^e bureau, M. Milliard; 4^e bureau, M. Reynald; 5^e bureau, M. Vincent; 6^e bureau, M. Grosjean; 7^e bureau, M. Charles Riou; 8^e bureau, M. Louis Blanc; 9^e bureau, M. Sarrien (J.O., p. 4587; F. 47). Président, M. Sarrien; Secrétaire, M. Louis Martin; Rapporteur, M. Reynald (J.O., p. 4627; F. 49). M. Reynald dépose le rapport [20 juin] (A. t. I, p. 1134; J.O., p. 935; I. n° 227). 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Lhopiteau, Flaissières, Reynald, rapporteur; Antony Ratier, garde des Sceaux, Ministre de la justice; Dominique Delahaye, Chautemps, de Lamarzelle. Discussion des articles: Article premier. Amendement de M. Nègre: M. Sarrien, président de la commission. Rejet de l'amendement. Amendement de M. Flaissières: MM. Flaissières, le Rapporteur. Rejet de l'amendement. Adoption des quatre premiers paragraphes. Cinquième paragraphe. Amendement de M. Dominique Delahaye: MM. Dominique Delahaye, le Rapporteur. Rejet de l'amendement. Amendement de MM. Jénouvrier, Brager de la Ville-Moysan et Hayez: MM. Jénouvrier, le Rapporteur, le Garde des Sceaux, le Président de la Commission, Adoption de l'amendement. Adoption du cinquième paragraphe et adoption des sixième et septième paragraphes. Renvoi de la suite de la discussion à une prochaine séance [10 juillet] (A. t. I, p. 1349; J.O., p. 1086). Suite de la discussion: Article premier. (Suite). Huitième paragraphe. Amendement de MM. Vallé, Bourgeois et Monfeuillart: MM. Vallé, Reynald, Rapporteur; Antony, Ratier, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice; Milliard. Adoption des premiers mots du paragraphe 8^o. Sur le renvoi du paragraphe à la Commission: MM. Mougeot, Sarrien, président de la Commission. Rejet du renvoi à la Commission. Rejet de l'amendement de MM. Vallé, Bourgeois et Monfeuillart par l'adoption du texte de la Commission. Adoption de la fin du paragraphe. Neuvième paragraphe: Adoption du premier alinéa. Deuxième alinéa: Amendement de MM. Mougeot, Menier, Paul Le Roux et plusieurs de leurs collègues: MM. Mougeot, le Rapporteur. Adoption de l'amendement. Deuxième amendement de MM. Mougeot, Menier et plusieurs de leurs collègues: MM. Mougeot, le Président de

la Commission. Adoption du troisième alinéa. Nouveau paragraphe : MM. le Rapporteur, Dominique Delahaye, le Président de la Commission, le Garde des Sceaux. Adoption. Adoption de l'ensemble du neuvième paragraphe (modifié). Dixième paragraphe : MM. le Rapporteur, le Président de la Commission, le Président. Dixième paragraphe (nouveau texte) : M. le Rapporteur. Adoption. Onzième paragraphe. Adoption. Amendement (paragraphe additionnel) de M. Beauvisage : MM. Beauvisage, le Rapporteur, le Garde des Sceaux, Bérenger. Rejet de l'amendement. Douzième paragraphe. Adoption. Treizième paragraphe. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Articles 2, 3 et 4. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Charles Riou, le Garde des Sceaux, Vieu. Adoption de l'ensemble du projet de loi [17 juillet] (A. t. I, p. 1343; J.O., p. 1105). Promulgation (J.O., 1^{er} août 1913, p. 6894).

2 — 1914. Projet de loi relatif à l'amnistie pour les insoumis et les déserteurs de l'armée de terre et de l'armée de mer; déposé à la Chambre le 4 août; discussion immédiate; adopté le 4 août; déposé par MM. les Ministres de la Guerre, de la Marine et de la Justice Renvoi à la Commission de l'armée. M. Murat dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption du projet de loi [4 août] (A. t. I, p. 1547 et 1548; J.O., p. 1302; I, n^{os} 441 et 442). Promulgation (J.O., 6 août 1914, p. 7130).

ANICHE (Nord). — Voir Octrois, 5.

ANIMAUX (PETITS) NUISIBLES A L'AGRICULTURE (Destruction des). — 1913. Proposition de la loi concernant la destruction des petits animaux nuisibles à l'agriculture, déposée le 18 mars; rapport de M. L. Perrier le 23 décembre; adoptée le 27; transmise par M. le Président de la Chambre des députés. Renvoi à la Commission des finances [27 décembre] (A. t. II, p. 324; J.O., p. 1160; I. n^o 507).

ANJOUAN (Iles d'). — Voir Iles d'Anjouan.

ANNEMASSE A SAMOENS. — Voir Chemins de fer, § III, année 1914, 15.

ANTRAIN (Ille-et-Vilaine.) — Voir Octrois, 6.

APPELLATIONS D'ORIGINE.— Voir Produits naturels et fabriqués.

APPRENTISSAGE. — 1912. Proposition de loi relative à l'apprentissage, déposée par MM. Henri Michel et Mascuraud [7 mars] (A. t. I,

p. 729 ; J.O., p. 592 ; I. n° 94). M. Surreaux dépose le rapport sommaire [5 juillet] (A. t. I, p. 1431 ; J.O., p. 1157 ; I. n° 262). Adoption de la prise en considération [12 juillet] (A. t. I, p. 1587 ; J.O., p. 1288). Commission : 1^{er} bureau, M. Henri Michel ; 2^e bureau, M. Cauvin ; 3^e bureau, M. Astier ; 4^e bureau, M. Peyrot ; 5^e bureau, M. Murat ; 6^e bureau, M. Mascuraud ; 7^e bureau, M. Sculfort ; 8^e bureau, M. Herriot ; 9^e bureau, M. Goy (J.O., p. 621 ; Fa. n° 81). Président, M. Astier ; Secrétaire, M. Herriot ; Rapporteur, M. Henri Michel (J.O., p. 9704 ; F. 82) || 1914. M. Henri Michel dépose le rapport [10 juillet] (A. t. I, p. 1390 ; J.O., p. 1170 ; I. n° 401).

APPROBATION D'UN ACTE ADMINISTRATIF. — 1913. Projet de loi tendant à approuver l'acte administratif passé entre l'Etat et la ville d'Orléans au sujet de l'emplacement des bâtiments à construire pour les bureaux des états-majors et des services du 5^e corps d'armée, déposé à la Chambre le 24 juillet ; rapport de M. Bénazet le 24 juillet ; adopté le 25 juillet ; déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur, de la Guerre et des Finances [25 juillet] (A. t. I, p. 1398 ; J.O., p. 1154 ; I. n° 326). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [25 juillet] (A. t. I, p. 1401 ; J.O., p. 1156 ; I. n° 337). Promulgation (J.O., 7 août 1913, p. 7106).

ARBITRAGE ENTRE LE MINISTRE DES COLONIES ET LES COMPAGNIES DE TRANSPORTS MARITIMES. — Voir Transports de l'administration des Colonies.

ARBITRAGE (Frais d') des affaires du CARTHAGE, du MANOUBA, du TAVIGNANO. — Voir Crédits extraordinaires, § I, 4.

ARCACHON (Gironde). — Voir Octrois, 7.

ARGENTAN (Orne). — Voir Octrois, 8.

ARGENTAT A SALERS. — Voir Chemins de fer, § III, année 1912, 3.

ARLES A TRINQUETAILLE. — Voir Chemins de fer, § III, année 1912, 21.

ARMÉE

- I. — RECRUTEMENT.
- II. — CADRES.
- III. — ADMINISTRATION.
- IV. — JUSTICE MILITAIRE.
- V. — CLASSEMENT ET DÉCLASSEMENT D'OUVRAGES MILITAIRES.
- VI. — QUESTIONS DIVERSES.

I — RECRUTEMENT

1 — 1912. Projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, portant modifications à la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée, article 83 (Voir table 1909-1911, Armée, § I, 8), déposé par M. le Ministre de la Guerre [30 janvier] (A. t. I, p. 71; J.O., p. 58; I. n° 39). M. Gervais dépose le rapport [19 février] (A. t. I, p. 499; J.O., p. 405; I. n° 67). Adoption [5 mars] (A. t. I, p. 722; J.O., p. 586). Promulgation (J.O., 16 mars, p. 2537).

2 — 1912. Projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modification par la Chambre des Députés, portant modifications à la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée, article 58 (Voir table 1909-1911, Armée, § I, 8), déposé par M. le Ministre de la Guerre [30 janvier] (A. t. I, p. 71; J.O., p. 58; I. n° 39). M. Gervais dépose le rapport [22 mars] (A. t. I, p. 850; J.O., p. 696; I. n° 125). Discussion. Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 1015; J.O., p. 835). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 3112).

3 — 1912. Proposition de loi relative à l'organisation des réserves de l'armée active, déposée par M. Pierre Baudin [25 juin] (A. t. I, p. 1308; J.O., p. 1056; I. n° 223).

4 — 1912. Projet de loi tendant à modifier les articles 4 et 5 de la loi sur le recrutement de l'armée, déposé à la Chambre les 3 et 5 février 1912; rapport de M. Driant le 14 mars; adopté le 25 mars; déposé par M. le Ministre de la Guerre [26 mars] (A. t. I, p. 890; J.O., p. 730; I. n° 140). M. Gervais dépose le rapport [28 mars] (A. t. I, p. 980; J.O., p. 781; I. n° 151). Discussion. Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 1015; J.O., p. 812). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 3108).

5 — 1912. Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 30 mars 1912, portant modification des articles 4 et 5 de la loi sur le recrutement de l'armée, déposée à la Chambre le 14 juin 1912; rapport de M. Goujon, le 6 juillet; adoptée le 11 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre [11 juillet] (A. t. I, p. 1548; J.O., p. 1261; I. n° 318). M. Gervais dépose le rapport [29 novembre] (A. t. II, p. 130; J.O., p. 1422; I. n° 362). Discussion: M. Gervais, *rapporteur*. Adoption [5 décembre] (A. t. II, p. 167; J.O., p. 1450). Promulgation (J.O., 9 décembre p. 10301).

6 — 1912. Proposition de loi tendant à compléter l'article 23 de la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée, en assimilant les boursiers de licence près les facultés des lettres et des sciences aux élèves admis à l'École Normale supérieure, déposée par MM. Gervais et Cazeneuve [19 décembre] (A. t. II, p. 264; J.O., p. 1529; I. n° 399).

7 — 1913. Proposition de loi tendant à compléter la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée, transmise au Sénat le 14 décembre 1911 (Voir table 1909-1911, Armée, § I, 9). M. Chapuis dépose le rapport [28 février] (A. t. I, p. 194; J.O., p. 160; I. n° 9). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion. Article unique: MM. Gaudin de Villaine. Chapuis, *rapporteur*. Adoption [7 mars] (A. t. I, p. 243; J.O.; p. 198). Promulgation (J.O., 14 mars, p. 2302).

8 — 1913. Projet de loi, autorisant le Ministre de la Guerre à engager des dépenses, jusqu'à concurrence d'une somme de 234.500.000 francs en vue d'assurer l'exécution des mesures que comporte le maintien sous les drapeaux de la classe terminant sa deuxième année de service en 1913, déposé à la Chambre le 19 mai 1913; rapport de M. Bénazet le 22 mai; adopté le 27 mai; déposé par M. le Ministre de la Guerre et M. le Ministre des Finances [28 mai] (A. t. I, p. 865; J.O., p. 713; I. n° 184). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [28 mai] (A. t. I, p. 866; J.O., p. 713; I. n° 185). Discussion. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Avis de la Commission de l'armée: M. Paul Doumer, *rapporteur*. Discussion générale: MM. Flaissières, Butterlin, Chapuis, Etienne, *Ministre de la Guerre*. Article unique: MM. Ponteille, Dominique Delahaye, Milliès-Lacroix, *rapporteur de la Commission des finances*, Boudenoot, le Ministre, Debierre. Vote sur l'article: M. Gaudin de Villaine. Adoption [29 mai] (A. t. I, p. 910; J.O., p. 749). Promulgation (J.O., 30 mai, p. 4606).

9 — 1913. Projet de loi modifiant les lois des cadres de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie et du génie en ce qui concerne l'effectif des unités, et fixant les conditions du recrutement de l'armée active et la durée du service dans l'armée active et ses réserves, déposé le

6 mars; rapport de M. Paté le 14 mai; rapport supplémentaire le 25 juin; 2^e et 3^e rapports supplémentaires les 16 et 17 juillet; adopté le 19 juillet; déposé par M. le Ministre de la Guerre [22 juillet] (A. t. I, p. 1370; J.O., p. 1130; I. n^o 308). Renvoyé à la Commission de l'armée et à la Commission des finances pour avis. M. Doumer dépose le rapport [25 juillet] (A. t. I, p. 1402; J.O., p. 1157; I. n^o 339). M. Milliès-Lacroix dépose l'avis de la Commission des finances [25 juillet] (A. t. I, p. 1402; J.O., p. 1157; I. n^o 340). Discussion du projet de loi. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Boudenoot, *vice-président de la Commission de l'armée*; Gouzy, le général Pau, *commissaire du Gouvernement*. Renvoi de la suite de la discussion [31 juillet] (A. t. I, p. 1538; J.O., p. 1264). Suite de la discussion générale : MM. d'Estournelles de Constant, Maujan, Flaissières. Renvoi de la suite de la discussion [1^{er} août] (A. t. I, p. 1560; J.O., p. 1282). Suite de la discussion générale : MM. le général Mercier, le général Audren de Kerdrel, Gaudin de Villaine, Etienne, *Ministre de la Guerre*; Doumer, *rapporteur*; Jean Codet, Jénouvrier. Clôture de la discussion générale. Renvoi de la discussion des articles au mardi 5 août [1^{er} août] (A. t. I, p. 1560; J.O., p. 1293). Suite de la discussion. Contre-projet de M. Richard : MM. Richard, Doumer, *rapporteur*. Rejet du contre-projet. Contre-projet de MM. Herriot et plusieurs de ses collègues : MM. Herriot, le général Pau, le général Legrand, *commissaire du Gouvernement*; le rapporteur. Rejet, au scrutin, du contre-projet. Contre-projet de M. Debierre : MM. Debierre, le Rapporteur. Rejet du contre-projet. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance. Sur l'ordre de discussion des articles : décision de commencer par l'article 18 [5 août] (A. t. I, p. 1596; J.O., p. 1309). Suite de la discussion. Discussion des articles. Article 18 : MM. le comte de Tréveneuc, Doumer, *rapporteur*; Barthou, *président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*; de Las Cases. Adoption successive des paragraphes et de l'ensemble de l'article 18. Article premier. Adoption. Article 2. MM. le comte d'Alsace, le général Legrand, *commissaire du Gouvernement*. Adoption de l'article 2. Articles 3 et 4. Adoption. Article 5. Amendement de MM. Charles Chabert et Louis Blanc : MM. Charles Chabert, le Rapporteur. Amendement de MM. Nègre, Razimbaud et Delhon : M. Nègre. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Charles Chabert et Louis Blanc. Retrait des amendements et renvoi des amendements à la Commission de l'armée. Sur l'ensemble de l'article 5 : MM. Guillier, Charles Chabert, Charles Dumont, *Ministre des Finances*. Adoption de l'article 5. Article 6. MM. Léon Labbé, Le Breton, Clemenceau, le Président du Conseil. Adoption, au scrutin, de l'article 6. Renvoi de la suite de la discussion

à la séance de l'après-midi [6 août, 1^{re} séance] (A. t. I, p. 1622; J.O., p. 1331 et suiv.). Suite de la discussion des articles. Article 7. M. Simonet. Adoption. Articles 8 et 9. Adoption. Article 10. Amendement (disposition additionnelle) de M. de La Batut : MM. de La Batut, Doumer, rapporteur. Disjonction de l'amendement. Sur l'article : MM. Milliès-Lacroix, le Rapporteur, Mougeot, Léon Labbé, Lemarié, Le Cour Grandmaison, Troussaint, *directeur général du service de santé, commissaire du Gouvernement*; Lucien Cornet, Etienne, *Ministre de la Guerre*. Adoption de l'article 10. Article 11. Amendement de M. Cazeneuve : M. Cazeneuve. Disjonction de l'amendement. Amendement de M. Louis Pichon : M. Louis Pichon. Disjonction de l'amendement. Sur l'article : MM. Reymond, le Rapporteur, Cordelet. Adoption de l'article 11, Article 12. Amendement de M. Milliès-Lacroix, rapporteur de la Commission des finances; le Rapporteur, Charles Dumont, *Ministre des Finances*; Barthou, *Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*; Bienvenu Martin, *président de la Commission des finances*; Richard. Disjonction, au scrutin, de l'amendement. Amendement de M. Mougeot : M. Mougeot. Disjonction. Sur l'article : MM. Léon Barbier, Lucien Cornet, le Rapporteur. Adoption de l'article 12. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [6 août, 2^e séance] (A. t. I, p. 1644; J.O., p. 1348 et suiv.). Suite de la discussion des articles. Article 13. MM. Emile Reymond, Hervey, Noël, Paul Doumer, rapporteur; Simonet, Barthou, *Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. Amendements de M. Cazeneuve : M. le Rapporteur. Disjonction des amendements. Amendement de M. Noël : M. Noël. Disjonction de l'amendement. Adoption de l'article 13. Article 14. Adoption. Article 15. Amendement de M. Cazeneuve. Disjonction. Sur les deux premiers paragraphes : M. Paul Strauss. Adoption des deux paragraphes. Amendement de MM. Debierre, Thiéry Laurent et Richard : MM. Debierre, le Rapporteur, Brager de la Ville-Moysan. Disjonction de l'amendement. Adoption de l'article 15. Articles 16 et 17. Adoption. Article 18 (précédemment adopté). Article 19. Amendement de M. Noël : M. Noël. Disjonction. Adoption de l'article 19. Articles 20 à 24. Adoption. Article 25 : MM. Simonet, de Las Cases, Fortier, Etienne, *Ministre de la Guerre*. Adoption de l'article 25. Articles 26 à 36. Adoption. Amendement (article additionnel) de M. Louis Pichon : M. le Rapporteur. Disjonction. Articles 37 à 40. Adoption. Article 41 : MM. Vieu, le Rapporteur. Adoption. Articles 42 à 50. Adoption. Sur l'ensemble du projet de loi : MM. Boudenoot, *vice-président de la Commission*; Gervais, l'amiral de la Jaille, Charles Humbert, Bepmale, Murat, Albert Peyrounet, Gaston Menier, Richard, le

Président du Conseil. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [7 août] (A. t. I., p. 1670; J.O., p. 1369). Promulgation (J.O., 8 août, p. 7138).

10 — 1913. Projet de loi portant modification à la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée et à la loi du 7 août 1913, modifiant les lois des cadres de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie et du génie, en ce qui concerne l'effectif des unités, et fixant les conditions du recrutement de l'armée active et la durée du service dans l'armée active et ses réserves, déposé par M. le Ministre de la Guerre [4 novembre] (A. t. II, p. 4; J.O., p. 1393; I. n° 400). || **1914.** M. Doumer dépose le rapport [25 février] (A. t. I, p. 273; J.O., p. 229; I. n° 73). M. Doumer dépose un rapport supplémentaire [19 mars] (A. t. I, p. 508; J.O., p. 425; I. n° 139). M. Milliès-Lacroix dépose l'avis de la Commission des finances [26 mars] (A. t. I, p. 609; J.O., p. 511; I. n° 178).

11 — 1914. Projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 1905. Déposé au Sénat le 23 février 1911 (voir Table 1909-1911. Armée, § I, 8). Retrait du projet de loi [8 juillet] (A. t. I, p. 1330; J.O., p. 1024; I. n° 376).

12 — 1912. Dépôt par M. le Ministre de la Guerre du compte rendu des opérations sur le recrutement de l'armée pour l'année 1911 [27 juin] (A. t. I, p. 1312; J.O., p. 1060). || **1913.** Dépôt par M. le Ministre de la Guerre du compte rendu des opérations sur le recrutement de l'armée pendant l'année 1912 [3 juillet] (A. t. I, p. 1238; J.O., p. 1022).

II — CADRES

1 — 1912. Projet de loi tendant à autoriser la nomination, en 1912, d'un certain nombre d'adjudants-chefs dans les différentes armes et dans les services, déposé à la Chambre le 19 décembre 1911; rapport de M. Treignier, le 5 mars 1912; adopté le 18 mars; déposé par M. le Ministre de la Guerre [26 mars] (A. t. I, p. 890; J.O., p. 730; I. n° 138). M. Ch. Humbert dépose le rapport [28 mars] (A. t. I, p. 980; J.O., p. 781; I. n° 150). Discussion: MM. Milliès-Lacroix, Millerand, *Ministre de la Guerre*. Adoption. [29 mars] (A. t. I, p. 1043; J.O., p. 834). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 3108).

2. — 1912. Projet de loi, relatif à la constitution des cadres et des effectifs de l'infanterie, déposé à la Chambre le 19 décembre 1911; rapport de M. Treignier, le 29 mars 1912; avis de la Commission du budget par M. Clémentel, le 14 juin; adopté le 10 décembre; déposé par M. le Ministre de la Guerre [12 décembre] (A. t. II, p. 211; J.O., p. 1485;

I. n° 379). M. Gervais dépose le rapport [19 décembre] (A. t. II, p. 253 ; J.O., p. 1520 ; I. n° 391). M. Milliès-Lacroix dépose l'avis de la Commission des finances [19 décembre] (A. t. II, p. 264 ; J.O., p. 1529 ; I. n° 400). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. le général Audren de Kerdrel, Gaudin de Villaine, Millerand, *Ministre de la Guerre*. Discussion des articles. Article premier. MM. Baudin, Millerand, *Ministre de la Guerre* ; le comte de Tréveneuc. Adoption de l'article premier. Articles 2 à 4. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet [21 décembre] (A. t. II, p. 315 ; J.O., p. 1573). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 10802).

3. — 1912. Projet de loi relatif à la constitution des cadres et des effectifs de la cavalerie, déposé à la Chambre, le 19 décembre 1911 ; rapport de M. Bénazet, le 28 mars 1912 ; avis de la Commission du budget par M. Clémentel, le 2 juillet ; adopté le 20 décembre 1912 ; déposé par M. le Ministre de la Guerre [21 décembre] (A. t. II, p. 296 ; J.O., p. 1557 ; I. n° 421). || 1913 : M. le comte d'Alsace dépose le rapport [7 mars] (A. t. I, p. 249 ; J.O., p. 204 ; I. n° 64). M. Milliès-Lacroix dépose l'avis de la Commission des finances [27 mars] (A. t. I, p. 374 ; J. O., p. 307 ; I. n° 97). 1^{re} délibération. Décret désignant en qualité de commissaires du Gouvernement : MM. le général de division Legrand, *deuxième sous-chef d'état-major de l'armée* ; le général Bridoux, *directeur de la cavalerie* ; le lieutenant-colonel Riberpray, *chef du 1^{er} bureau de l'état-major de l'armée*. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Gouzy, Etienne, *Ministre de la Guerre* ; le général Audren de Kerdrel, de Kéranflech, le comte d'Alsace, *rapporteur*. Clôture de la discussion générale. Article premier. Amendement de M. le général de Kerdrel. Retrait. Adoption de l'article premier. Article 2 et 3. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [27 mars] (A. t. I, p. 386 ; J.O., p. 318). Promulgation (J.O., 2 avril p. 2926).

4. — 1913. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant la réorganisation des cadres des vétérinaires militaires, déposée à la Chambre le 12 décembre 1911 ; Rapport de M. Méquillet le 5 décembre 1912 ; avis de la Commission du budget par M. Clémentel du 12 mars 1913 ; adoptée le 25 mars ; transmise par M. le Président de la Chambre [27 mars] (A. t. I, p. 385 ; J.O., p. 317 ; I. n° 117). M. Chapuis dépose le rapport [31 mai] (A. t. I, p. 691 ; J.O., p. 572 ; I. n° 179). Renvoi du rapport de M. Chapuis à la Commission des finances pour avis [27 mai] (A. t. I, p. 862 ; J.O., p. 710). M. Milliès-Lacroix dépose l'avis de la Commission des finances [4 juin] (A. t. I, p. 1032 ; J. O., p. 824 ; I. n° 195) 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption successive

des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [10 juin] (A. t. I, p. 1060; J.O., p. 871). Promulgation (J.O., 15 juin, p. 5142).

5. — 1913. Projet de loi relatif à la nomination par anticipation au grade de sous-lieutenant des élèves de l'École spéciale militaire entrés à cette école en 1911 et 1912, déposé à la Chambre le 19 mai; rapport de M. Treignier le 4 juin; adopté le 13 juin; déposé par M. le Ministre de la Guerre [17 juin] (A. t. I, p. 1107; J.O., p. 911; I. n° 211). M. le comte d'Alsace dépose le rapport et en donne lecture. M. Milliès-Lacroix donne lecture de l'avis de la Commission des finances. Déclaration de l'urgence. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption [3 juillet] (A. t. I, p. 1289; J.O., p. 1022; I. n° 268 et 279). Promulgation (J.O., 5 juillet, p. 5782).

6. — 1913. Projet de loi tendant à modifier la loi du 14 avril 1832 sur l'avancement dans l'armée, en ce qui concerne la nomination aux grades de sous-lieutenant et de lieutenant, déposé à la Chambre le 5 juin; rapport de M. Driant le 30 juin; adopté le 7 juillet; déposé par M. le Ministre de la Guerre [10 juillet] (A. t. I, p. 1319; J.O., p. 1086; I. n° 296). Renvoi à la Commission de l'armée. M. le comte d'Alsace dépose le rapport [25 juillet] (A. t. I, p. 1399; J.O., p. 1154; I. n° 329). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Article premier. Amendement de M. Richard. Retrait. Adoption de l'article premier. Article 2 à 4. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [31 juillet] (A. t. I, p. 1535; J.O., p. 1263). Promulgation (J.O., 3 août, p. 6991).

7 — 1913. Proposition de loi de MM. le comte d'Alsace et Richard tendant à modifier les lois sur l'avancement dans l'armée en ce qui concerne la nomination aux grades de sous-lieutenant et lieutenant [1^{er} août] (A. t. I, p. 1560; J.O., p. 1281; I. n° 381). M. Richard dépose le rapport [6 août] (A. t. I, p. 1644; J.O., p. 1347; I. n° 390). M. Richard donne lecture de son rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption de l'article unique du projet de loi [8 août] (A. t. I, p. 1694; J.O., p. 1389). Promulgation (J.O., 20 décembre, p. 10919).

8 — 1914. Proposition de loi sur l'avancement des officiers, déposée par M. Gervais [16 janvier] (A. t. I, p. 9; J.O., p. 8; I. n° 7).

9 — 1914. Projet de loi relatif à la constitution des cadres et effectifs des différentes armes (infanterie, cavalerie, artillerie, génie, secrétaires d'état-major et du recrutement), déposé à la Chambre le 6 février; rapport de M. Treignier, le 5 mars; adopté le 12 mars; déposé par M. le Ministre de la Guerre et par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'armée [13 mars] (A. t. I, p. 460; J.O., p. 386; I. n° 117).

Renvoi pour avis à la Commission des finances [16 mars] (A. t. I, p. 474 ; J.O., p. 398). M. Gervais dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 591 ; J.O., p. 496 ; I. n° 168). M. Milliès-Lacroix dépose l'avis de la Commission des finances [26 mars] (A. t. I, p. 609 ; J.O., p. 511 ; I. n° 177). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Articles premier à 7. Adoption. Article 8. MM. Brager de La Ville-Moysan, Gervais, rapporteur. Adoption. Articles 9 à 18. Adoption [3 avril] (A. t. I, p. 768 à 787 ; J.O., p. 650) Promulgation (J.O., 17 avril, p. 3518).

10 — 1914. Projet de loi relatif à la nomination par anticipation au grade de sous-lieutenant des aspirants élèves à l'École spéciale militaire entrés à cette école en 1913, déposé à la Chambre le 25 juin ; rapport de M. Treignier, 9 juillet ; adopté le 10 juillet ; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoyé à la Commission de l'armée [10 juillet] (A. t. I, p. 1388 ; J.O., p. 1169 ; I. n° 395). M. le comte d'Alsace dépose le rapport [10 juillet] (A. t. I, p. 1390 ; J.O., p. 1170 ; I. n° 399). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi [13 juillet] (A. t. I, p. 1425 ; J.O., p. 1198). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 6399).

11 — 1914. Projet de loi relatif à la nomination au grade de sous-lieutenant des élèves des Écoles polytechnique et spéciale militaire entrés à ces écoles en 1913 sous le régime de la loi du 7 août 1913, déposé à la Chambre le 4 août ; discussion immédiate ; adopté le 4 août ; déposé par M. le Ministre de la Guerre. M. Gervais dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption du projet de loi [4 août] (A. t. I, p. 1551 ; J.O., p. 1305 ; I. nos 451 et 452). Promulgation (J.O., 6 août, p. 7130).

12 — 1914. Projet de loi relatif à la nomination immédiate au grade de sous-lieutenant des aspirants-élèves aux Écoles polytechnique et spéciale militaire entrés à ces écoles en 1913, déposé à la Chambre le 4 août ; discussion immédiate ; adopté le 4 août ; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoyé à la Commission de l'armée. M. Gervais dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption du projet de loi [4 août] (A. t. I, p. 1552 ; J.O., p. 1306 ; I. nos 453 et 454). Promulgation (J.O., 6 août, p. 7130).

III — ADMINISTRATION

1 — 1912. Proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 21, 22, 23 et 24 du titre IV de la loi du 16 mars 1882 (Conseils

d'administration des corps), déposée le 22 mars 1910 (voir table 1909-1911, armée, § III). M. Gervais dépose le rapport [16 janvier] (A. t. I, p. 25; J.O., p. 21; I. n° 6). Adoption [5 mars] (A. t. I, p. 722; J.O., p. 586).

2 — 1913. Projet de loi relatif à la proportion des adjudants d'administration à nommer officier d'administration de 3^e classe, déposé à la Chambre le 5 novembre 1912; rapport de M. Seydoux, le 12 décembre; adopté le 11 novembre 1913; déposé par M. le Ministre de la Guerre [18 novembre] (A. t. II, p. 44; J.O., p. 1428; I. n° 421). M. Cachet dépose le rapport [27 novembre] (A. t. II, p. 88; J.O., p. 1463; I. n° 440). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [12 décembre] (A. t. II, p. 145; J.O., p. 1512). Promulgation (J.O., 18 décembre, p. 10861).

IV — JUSTICE MILITAIRE

1 — 1912. Projet de loi portant suppression des conseils de guerre permanents dans les armées de terre et de mer, et des tribunaux maritimes, déposé le 17 juin 1909 (voir table 1909-1911). M. Gervais dépose l'avis de la Commission de l'armée [27 juin] (A. t. I, p. 1313; J.O., p. 1060; I. n° 231). 1^{re} délibération. Décret désignant M. Paul Matter, *directeur du contentieux et de la justice militaire*, en qualité de commissaire du Gouvernement; dépôt, par M. Milliès-Lacroix, de l'avis de la Commission des finances. Discussion générale : MM. Flandin, *rapporteur*. Renvoi de la discussion générale [19 novembre] (A. t. II, p. 68; J.O., p. 1370; I. n° 353). Suite de la discussion. Décret désignant M. Maurice Bloch, *directeur général de la comptabilité publique*, en qualité de commissaire du Gouvernement. Discussion générale (suite) : MM. Gouzy, Flaissières, Millerand, *Ministre de la Guerre*. Clôture de la discussion générale. Déclaration de l'urgence. Discussion des articles. Contre-projet de M. Flaissières : MM. Flaissières, Bérard, *président de la Commission*. Rejet du contre-projet. Contre-projet de M. Jénouvrier : MM. Jénouvrier, le Président de la Commission. Renvoi de la discussion [21 novembre] (A. t. II, p. 80; J.O., p. 1379). Suite de la discussion. Contre-projet de M. Jénouvrier (suite) : MM. Jénouvrier, Flandin, *rapporteur*; Bérard, président de la Commission. Retrait du contre-projet par son auteur. Contre-projet de M. Gouzy : MM. Gouzy, le Rapporteur. Rejet, au scrutin, de l'article premier du contre-projet de M. Gouzy. Article premier du projet de la Commission. Amendement de M. Gouzy : MM. Gouzy, le Rapporteur. Mise aux voix du paragraphe premier du texte de la Commission : MM. Milliès-Lacroix, le Rapporteur, le Président de la Commission. Retrait de l'amende-

ment de M. Gouzy. Vote du paragraphe premier modifié du texte de la Commission. Disposition additionnelle de M. le général Mercier : MM. Jénouvrier, le Président de la Commission. Renvoi de la discussion [22 novembre] (A. t. II, p. 93 ; J.O., p. 1391). Suite de la discussion. Article premier (suite). Amendement (disposition additionnelle) de M. le général Mercier : MM. le général Mercier, Flandin, *rapporteur*; Jénouvrier, Millerand, *Ministre de la Guerre*. Retrait de l'amendement par son auteur. Article premier adopté. Article 2. Amendement de M. le général Mercier : MM. le général Mercier, Bérard, *président de la Commission*; Gouzy, le Rapporteur. Adoption de l'article 2 modifié, moins le dernier paragraphe (réservé). Article 3. Adoption. Article 4. Amendement de M. le général Mercier : M. le Rapporteur. Article 4 réservé. Article 5. Amendement de M. le général Mercier : MM. le Rapporteur, Chastenot. Adoption de l'amendement et de l'article 5 modifié. Article 6. Amendement de M. le général Mercier. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption de l'article 6. Article 7. Adoption. Article 8. Amendement de M. Louis Martin : MM. Louis Martin, le Ministre de la Guerre, le Rapporteur, le Président de la Commission. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption de l'article 8. Articles 9 à 14. Réservés. Article 15. Amendement de M. Louis Martin : M. le Président de la Commission. Retrait de l'amendement. Amendement de M. Théodore Girard : MM. Théodore Girard, le Rapporteur, le Ministre de la Guerre, le Président de la Commission, Flaissières. Vote sur le premier paragraphe de l'article 15. Rejet. Renvoi de la discussion : MM. le Rapporteur, le Ministre de la Guerre [26 novembre] (A. t. II, p. 112; J.O., p. 1407). Discussion des articles (suite). Article 9 (nouvelle rédaction). Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Flandin, *rapporteur*; Dominique Delahaye, Jénouvrier, Millerand, *Ministre de la Guerre*. Rejet de l'amendement. Amendement de M. Gouzy. Retrait de l'amendement. Amendement de M. Flaissières, MM. Flaissières, Bérard, *président de la Commission*. Rejet de l'amendement. Amendement de M. le général Mercier : MM. le général Mercier, le Président de la Commission, Jénouvrier. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption du premier paragraphe de l'article 9. Renvoi de la discussion [13 décembre] (A. t. II, p. 220; J.O., p. 1494). Discussion des articles (suite). Article 9, paragraphe 2. Amendement de M. Poulle. Adoption. Amendement de M. Gouzy. MM. Gouzy, Flandin, *rapporteur*. Retrait de l'amendement. Adoption du paragraphe 2 (texte modifié). Adoption des paragraphes 3, 4, 5 et 6. Paragraphe 7. Amendement de M. Guillaume Poulle : MM. Jénouvrier, le Rapporteur. Adoption du paragraphe 7 modifié. Adoption des derniers paragraphes de l'article. Adoption de l'ensemble de l'article 9. Article 10. Amendement

de M. le général Mercier : MM. le général Mercier, le Rapporteur. Amendement de M. Guillaume Poulle. Retrait de l'amendement de M. le général Mercier. Adoption de l'amendement de M. Guillaume Poulle. Vote sur l'article 10 : MM. Jénouvrier, le Rapporteur. Adoption. Article 11. Amendement de M. le général Mercier. Retrait de l'amendement. MM. Chastenet, le Rapporteur. Adoption de l'article 11. Article 12. Amendement de M. Flaissières : MM. Flaissières, le Rapporteur, Millerand, *Ministre de la Guerre*; Gouzy, Bérard, *président de la Commission*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption des six premiers paragraphes. Paragraphe 7, amendement de M. Jénouvrier. Adoption. Paragraphe 8. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 12. Article 13. Amendement de M. Jénouvrier : MM. Jénouvrier, le Ministre de la Guerre. Retrait de l'amendement. M. Grosjean. Adoption de l'article 13. Article 14. Amendement de M. Guillaume Poulle. Adoption. Amendement de M. Jénouvrier : MM. Jénouvrier, le Rapporteur. Retrait de l'amendement : MM. Grosjean, Jénouvrier, Matter, *directeur du contentieux et de la justice militaire*; le Rapporteur. Paragraphe premier, réservé. Paragraphes 2 et 3, remplacés par la rédaction de M. Guillaume Poulle. Paragraphe 3 (ancien 4). Adoption. Paragraphe 4 (ancien 5). Amendement de M. Jénouvrier : MM. Jénouvrier, le Rapporteur. Paragraphe 4 (ancien 5), réservé. Adoption des paragraphes 5, 6, 7, 8 et 9 de l'article 14. Fin de l'article 14, réservé. Article 15. Adoption. Article 16. Amendement de M. Guillaume Poulle. Adoption. Adoption de l'article 16 modifié. Articles 17 et 18. Adoption. Article 19. Amendement de M. Jénouvrier. Adoption. Adoption de l'article 19 modifié. Article 20. Adoption. Article 21. Amendement de M. le général Mercier : MM. le général Mercier, le Rapporteur. Amendement de M. Jénouvrier : M. Jénouvrier. Rejet de l'amendement. Adoption. Article 21. Renvoi de la discussion [19 décembre] (A. t. II, p. 253; J.O., p. 1520). || 1913. Discussion des articles (suite). Article 22. Adoption. Article 23. Adoption du premier paragraphe. Amendement de M. Jénouvrier. Première partie relative au paragraphe 2 : MM. Jénouvrier, Flandin, *rapporteur*. Adoption de la première partie de l'amendement. Deuxième partie de l'amendement : MM. le Rapporteur, Jénouvrier, Etienne, *Ministre de la Guerre*. Rejet, au scrutin, de la deuxième partie de l'amendement. Adoption des derniers paragraphes et de l'ensemble de l'article 23 modifié. Article 24. Adoption. Article 25. Amendement de M. Jénouvrier : MM. le Rapporteur, Jénouvrier. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption de l'article 25. Article 26. Amendement de M. Jénouvrier : MM. Jénouvrier, le Rapporteur. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption de l'article 26. Articles 27, 28 et 29. Adoption. Article 30. Amendement de M. Jénou-

vrier : M. le Rapporteur. Adoption de l'amendement et de l'article 30 modifié. Article 31. Adoption. Article 32. Amendement de M. Jénouvrier : MM. Jénouvrier, le Rapporteur. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 32. Articles 33 et 34. Adoption. Article 35. Amendement de M. Gouzy et amendement de M. Jénouvrier : MM. Gouzy, le Rapporteur. Retrait des amendements par leurs auteurs. Adoption de l'article 35. Article 36. Amendement de M. Jénouvrier : MM. Jénouvrier, le Rapporteur. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 36. Articles 37, 38 et 39. Adoption. Article 40. Amendement de M. Jénouvrier : MM. Jénouvrier, le Rapporteur, Matter, *commissaire du Gouvernement*. Article 40, réservé. Articles 41, 42 et 43. Adoption. Article 44. Amendement de M. Jénouvrier : MM. Jénouvrier, le Rapporteur. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 44. Article 45. Adoption des deux premiers paragraphes. Amendement de M. Jénouvrier sur les paragraphes 3 et 4 : MM. Jénouvrier, le Rapporteur, le Commissaire du Gouvernement. Adoption de l'amendement de M. Jénouvrier modifié. Amendement de M. Gouzy sur le paragraphe 5 (ancien) : MM. Gouzy, le Rapporteur, le Commissaire du Gouvernement, Bérenger. Adoption du texte de la Commission modifié. Adoption du 6^e paragraphe (ancien). Amendement de M. Jénouvrier au paragraphe 7 (ancien). Retrait de l'amendement. Dernier paragraphe. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 45. Articles 46, 47, 48, 49, 50 et 51. Adoption. Article 52 : MM. Gouzy, le Rapporteur. Adoption de l'article 52. Articles 53 et 54. Adoption. Article 55. Amendement de M. Jénouvrier sur les deux premiers paragraphes : MM. Jénouvrier, le Rapporteur. Retrait de l'amendement. Amendement de M. Gouzy sur le deuxième paragraphe : MM. Gouzy, le Rapporteur, Jénouvrier, Cachet. Article 55, réservé. Article 56. Adoption. Article 57. Amendement de M. le général Mercier. Retrait de l'amendement : MM. Grosjean, le Rapporteur. Adoption de l'article 57 modifié. Article 58. Adoption. Article 59. Amendement de M. Jénouvrier : MM. Jénouvrier, le Rapporteur. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 59. Articles 60 et 61. Adoption. Article 62. Amendement de M. Jénouvrier : MM. Jénouvrier, le Rapporteur. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 62. Articles 63, 64, 65 et 66. Adoption. Article 67. Amendement de M. Grosjean : MM. Grosjean, le Rapporteur, Bérard, *président de la Commission*; Jénouvrier, le Ministre de la Guerre. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Sur l'article : MM. Jénouvrier, le Rapporteur. Adoption de l'article 67. Renvoi de la discussion [11 février] (A. t. I, p. 76; J.O., p. 63). Discussion des articles (suite). Article 14 (paragraphe réservé). Amendement de M. Jénouvrier : MM. Jénouvrier, Flandin, *rapporteur*; Matter, *commissaire du Gouvernement*. Adoption de la première partie du paragraphe. Rejet,

au scrutin, de l'amendement de M. Jénouvrier par l'adoption du texte de la Commission (2^e partie du paragraphe). Adoption du douzième paragraphe. Amendement de M. Jénouvrier sur le treizième paragraphe : M. Jénouvrier. Retrait de l'amendement. Adoption du paragraphe. Adoption du quatorzième paragraphe. Adoption du quinzième paragraphe. Amendement de M. Jénouvrier sur le seizième paragraphe. Adoption de l'amendement et du paragraphe modifié. Adoption du paragraphe premier. Adoption de l'ensemble de l'article 14. Articles 68 et 69. Adoption. Article 70. Amendement de M. Jénouvrier : MM. Jénouvrier, le Rapporteur. Article 70 réservé. Article 71. Adoption. Article 72. Adoption des trois premiers paragraphes. Amendement de M. Jénouvrier sur le quatrième paragraphe : MM. Jénouvrier, le Rapporteur. Rejet de l'amendement. Adoption de l'ensemble de l'article 72. Articles 73, 74 et 75. Adoption. Article 76 : MM. Jénouvrier, Bérard, *président de la Commission*. Adoption. Article 77. Adoption. Article 78. Adoption de la première partie de l'article. Amendement de M. Jénouvrier sur la dernière phrase de l'article : MM. Jénouvrier, le Rapporteur, le Président de la Commission. Rejet de l'amendement. Adoption de la deuxième partie et de l'ensemble de l'article 78. Article 79 : M. le Rapporteur. Article réservé. Article 80. Adoption. Article 81. Réservé. Articles 82 à 89. Adoption. Article 90. Amendement de M. Jénouvrier. Adoption de l'amendement. Adoption de l'article 90 modifié. Article 91. Adoption. Article 92. Amendement de M. Jénouvrier : MM. Jénouvrier, le Rapporteur. Adoption de l'amendement et de l'article 92 modifié. Articles 93 et 94. Adoption. Article 95 : Amendement de M. Jénouvrier. Adoption. Adoption de l'article 95 modifié. Articles 96 à 98. Adoption. Renvoi de la discussion [13 février] (A. t. I. p. 99; J.O., p. 82). Discussion des articles (suite). Articles 99 à 117. Adoption. Article 118 (Art. 485 du Code pénal). Adoption. Art. 486 du Code pénal. Amendement de M. Flaissières. Retrait de l'amendement. Amendement de M. Gouzy : MM. Gouzy, Flandin, *rapporteur*; Bérard, *président de la Commission*. Adoption du premier paragraphe de l'article 486 et rejet de l'amendement par l'adoption du deuxième paragraphe de l'article 486 (texte de la Commission). Adoption de l'ensemble de l'article 486. Article 487 du Code pénal. Amendement de M. Jénouvrier sur le dernier paragraphe de l'article. Adoption de l'amendement et de l'article 487 modifié. Article 488 du Code pénal. Adoption du premier paragraphe. Amendement de M. Jénouvrier sur le deuxième paragraphe : MM. Jénouvrier, le Rapporteur. Adoption de l'amendement. Amendement de M. Flaissières sur le troisième paragraphe : MM. Flaissières, le Rapporteur. Rejet de l'amendement. Adoption du troisième paragraphe. Amendement de M. Flaissières sur le quatrième paragraphe. Rejet de

l'amendement. Adoption du quatrième paragraphe. Amendement de M. Flaissières sur le cinquième paragraphe. Rejet de l'amendement. Adoption du cinquième paragraphe. Adoption de l'article 488. Article 489 du Code pénal. Adoption du premier paragraphe. Amendement de M. Flaissières sur la première phrase du deuxième alinéa : MM. Flaissières, le Rapporteur. Rejet de l'amendement. Amendement de M. Flaissières sur la deuxième phrase du deuxième alinéa : MM. Flaissières, le Rapporteur. Rejet de l'amendement. Adoption du deuxième alinéa. Amendement de MM. Flaissières sur le troisième paragraphe : MM. Flaissières, le Rapporteur. Rejet de l'amendement. Adoption des troisième et quatrième paragraphes et de l'ensemble de l'article 489. Article 490 du Code pénal. Adoption. Article 491 du Code pénal. Amendement de M. Gouzy. Adoption. Adoption de l'article 491 modifié. Articles 492, 493 et 494 du Code pénal. Adoption. Article 495 du Code pénal. Amendement de M. Gouzy : M. le Rapporteur. Discussion de l'amendement jointe à la discussion de l'article 500. Amendement (disposition additionnelle) de M. Jénouvrier. Adoption. Adoption de l'article 495. Article 496 du Code pénal. Amendement de M. Gouzy. Discussion de l'amendement jointe à la discussion de l'article 500. Adoption de l'article 496. Articles 497, 498 et 499 du Code pénal. Adoption. Article 500 du Code pénal. Amendement de M. Gouzy : MM. Gouzy, le Rapporteur. Amendement de MM. Jénouvrier : MM. Jénouvrier, le Rapporteur, Guillaume Poulle. Sur le renvoi de l'article à la Commission : MM. Jénouvrier, le Rapporteur, Savary. Renvoi à la Commission prononcé. Articles 501 et 502 du Code pénal. Adoption. Article 503 du Code pénal. Amendement (disposition additionnelle) de M. Jénouvrier : MM. Jénouvrier, le Rapporteur, Collin. Renvoi à la Commission de l'article 503. Articles 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514 et 515 du Code pénal. Adoption. Article 516 du Code pénal. Amendement de M. le général Mercier non appuyé. Adoption de l'article 516. Article 517 du Code pénal. Adoption. Article 518 du Code pénal. Amendement de M. Gouzy : MM. Gouzy, le Rapporteur. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 518. Vote sur l'ensemble de l'article 118 réservé. Modification à l'article 486 proposé par M. Jénouvrier : MM. Jénouvrier, le Rapporteur, le Président. Adoption. Article 119 (complément à l'article 147 du Code pénal). Adoption. Article 120 (complément à l'article 171 du Code pénal.) Adoption. Article 121 (modification à l'article 177 du Code pénal). Adoption. Article 122 (remplacement de l'article 234 du Code pénal). Adoption. Article 123 (remplacement de l'article 386 du Code pénal). Adoption. Article 124 réservé. Articles 125 à 134. Adoption. Article 135 : MM. Matter, *commissaire du Gouvernement* ; le Rapporteur. Adoption. Articles 136 à 139. Adoption.

Article 140. Amendement de M. Louis Martin. Retrait de l'amendement. Sur l'article : MM. Guillaume Poulle, le Commissaire du Gouvernement. Adoption. **Article 141.** Adoption. **Suspension de la séance :** MM. le Président de la Commission, le Ministre, le Rapporteur. Reprise de la séance. Suite de la discussion. **Discussion des articles réservés.** Adoption du dernier paragraphe de l'article 2, des articles 4, 40, 55, 70, 79, 81, 118 (articles 500 et 503 du Code pénal) : M. Dominique Delahaye et 124 (complément à l'article 401 du Code pénal). Adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [14 février] (A. t. I, p. 121 ; J.O., p. 100).

V — CLASSEMENT ET DÉCLASSEMENT D'OUVRAGES MILITAIRES

1 — 1912. Projet de loi portant classement d'un certain nombre d'ouvrages de la place de Maubeuge, déposé à la Chambre le 26 février 1912 ; rapport de M. Driant, le 11 mars ; adopté le 15 mars ; déposé par M. le Ministre de la Guerre [22 mars] (A. t. I, p. 850 ; J.O., p. 696 ; I. n° 123). M. Cauvin dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. [9 juillet] (A. t. I, p. 1470 ; J.O., p. 1188 ; I. n° 287). Discussion. Adoption [14 juillet] (A. t. I, p. 1552 ; J.O., p. 1251). Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 6411).

2 — 1912. Projet de loi autorisant le Gouvernement à déclasser des ouvrages défensifs situés sur les frontières du Nord et de l'Est, déposé à la Chambre le 7 novembre 1911 ; rapport de M. Vandame, le 21 mars 1912 ; adopté le 26 mars ; déposé par M. le Ministre de la Guerre [23 mai] (A. t. I, p. 1060 ; J.O. p. 847 ; I. n° 167). M. Grosjean dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [9 juillet] (A. t. I, p. 1470 ; J.O., p. 1188 ; I. n° 289). Discussion. Adoption [11 juillet] (A. t. I, p. 1552 ; J.O., p. 1251). Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 6412).

3 — 1912. Projet de loi autorisant le Gouvernement à déclasser des ouvrages défensifs dans la région du Nord, déposé à la Chambre le 7 novembre 1911 ; rapport de M. Vandame, le 21 mars 1912 ; adopté le 26 mars ; déposé par M. le Ministre de la Guerre [23 mai] (A. t. I, p. 1060 ; J.O., p. 847 ; I. n° 168). M. Grosjean dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [9 juillet] (A. t. I, p. 1470 ; J.O., p. 1188 ; I. n° 288). Discussion. Adoption [11 juillet] (A. t. I, p. 1552 ; J.O., p. 1251). Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 6411).

4 — 1913. Projet de loi, portant classement de la nouvelle batterie de la Hève au Havre, déposé à la Chambre le 5 novembre 1912 ; rapport de M. Driant, le 6 février 1913 ; adopté le 20 février ; déposé par

M. le Ministre de la Guerre [28 février] (A. t. I, p. 178; J.O., p. 147; I. n° 42). M. le comte d'Alsace dépose le rapport [15 mai] (A. t. I, p. 540; J.O., p. 449; I. n° 165). 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant classement de la nouvelle batterie de la Hève, au Havre. Déclaration de l'urgence. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [4 juin] (A. t. I, p. 1003; J.O., p. 824). Promulgation (J.O., 9 juin, p. 4949).

5 — 1913. Projet de loi portant classement de divers ouvrages du plateau de Chantraine à Epinal, déposé à la Chambre le 10 mars 1913; rapport de M. Albert Denis le 9 mai; adopté le 15 mai; déposé par M. le Ministre de la Guerre [19 mai] (A. t. I, p. 619; J.O., p. 514; I. n° 174). M. Charles Humbert dépose le rapport [18 décembre] (A. t. II, p. 188; J.O., p. 1547; I. n° 461). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [24 décembre] (A. t. II, p. 270; J.O. p. 1616). Promulgation (J.O., 28 décembre, p. 11151).

6 — 1913. Projet de loi portant déclassement de la batterie de Saint-Erasme à Bastia, déposé à la Chambre le 9 mai 1913; rapport de M. A. Denis, le 27 mai; adopté le 11 juin; déposé par M. le Ministre de la Guerre [17 juin] (A. t. I, p. 1092; J.O., p. 899; I. n° 213). || **1914.** M. Charles Humbert dépose le rapport [6 février] (A. t. I, p. 127; J.O., p. 107; I. n° 36). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi [12 février] (A. t. I, p. 162; J.O., p. 135). Promulgation (J.O., 27 février, p. 1849).

7 — 1914. Projet de loi portant déclassement de la redoute du Tilleul à Maubeuge, déposé à la Chambre le 30 juin 1913; rapport de M. Albert Denis, le 12 février 1914; adopté le 16 février; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [25 février] (A. t. I, p. 273; J.O., p. 229; I. n° 71).

VI — QUESTIONS DIVERSES

1 — 1912. Projet de loi modifiant le tableau n° 3 de la loi du 24 juillet 1909, fixant le nombre et la nature des batteries d'artillerie, et le tableau n° 2 ter de la même loi, en ce qui concerne l'effectif en chevaux des batteries à cheval ordinaires, déposé le 12 juillet 1911. (Voir table 1909-1911, armée, § 2, 3.) 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption. Modification de l'intitulé du projet [12 mars] (A. t. I, p. 760; J.O., p. 617). Promulgation (J.O., 16 décembre, p. 10517).

2 — 1912. Projet de loi relatif au maintien provisoire du régime actuel concernant l'organisation des musiques militaires, déposé à la Chambre le 23 janvier ; rapport de M. Treignier, le 23 ; adoption le 25 ; déposé par M. le Ministre de la Guerre [25 janvier] (A. t. I, p. 60 ; J.O., p. 50 ; I. n° 25). M. Catalogne dépose et lit le rapport. (I. n° 38). Déclaration de l'urgence. Discussion. Adoption [30 janvier] (A. t. I, p. 70 ; J.O., p. 57). Promulgation (J.O., 1^{er} février, p. 1062).

3 — 1912. Projet de loi relatif au maintien provisoire du régime actuel concernant l'organisation des musiques d'artillerie, déposé à la Chambre le 1^{er} juillet ; rapport de M. Treignier, le 8 ; adopté le 10 ; déposé par M. le Ministre de la Guerre [11 juillet] (A. t. I, p. 1563 ; J.O., p. 1260 ; I. n° 306) M. Grosjean dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1605 ; J.O., p. 1303 ; I. n° 314). Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 6412).

4 — 1912. Projet de loi relatif au maintien provisoire du régime actuel concernant l'organisation des musiques d'artillerie, déposé à la Chambre le 6 décembre ; rapport de M. Treignier le 16 ; adopté le 19 ; déposé par MM. les Ministres de la Guerre et des Finances [19 décembre] (A. t. II, p. 264 ; J.O., p. 1529 ; I. n° 397). M. Grosjean dépose le rapport [20 décembre] (A. t. I, p. 277 ; J.O., p. 1540 ; I. n° 407). Adoption [21 décembre] (A. t. II, p. 305 ; J.O., p. 1565). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 10812).

5 — 1912. Projet de loi étendant le bénéfice de la loi du 17 juillet 1908 aux médecins, pharmaciens, aides-majors de 2^e classe et aux aides-vétérinaires, déposé à la Chambre le 2 décembre 1911 ; rapport de M. Girod le 25 janvier 1912 ; adopté le 1^{er} février ; déposé par M. le Ministre de la Guerre [7 février] (A. t. I, p. 216 ; J.O., p. 178 ; I. n° 52). M. Labbé dépose le rapport [28 mars] (A. t. I, p. 961 ; J.O., p. 766 ; I. n° 147). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [4 juillet] (A. t. I, p. 1420 ; J.O., p. 1149). Promulgation (J.O., 9 juillet, p. 6043).

6 — 1912. Projet de loi portant réorganisation des troupes de télégraphie militaire, déposé à la Chambre le 22 décembre 1910 ; rapport de M. Lebrun, le 16 juin 1911 ; rapport supplémentaire par M. Bénazet le 18 mars 1912 ; avis de la Commission du budget par M. Clémentel, le 20 mars 1912 ; adoption le 21 mars ; déposé par M. le Ministre de la Guerre [21 mars] (A. t. I, p. 838 ; J.O., p. 685 ; I. n° 116). M. le comte d'Alsace dépose le rapport (I. n° 149). M. Milliès-Lacroix dépose l'avis de la Commission des finances [28 mars] (A. t. I, p. 980 ; J.O. p. 781 ; I. n° 153). 1^{re} délibération. Discussion. Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 1015 ; J.O., p. 812). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 3108).

7 — 1912. Projet de loi concernant un modèle nouveau de chaussures de repos (art. 57 du projet de loi de finances de l'exercice 1912, disjoint par le Sénat). M. Chapuis dépose le rapport [21 mars] (A. t. I, p. 838; J.O., p. 685; I. n° 119). M. Milliès-Lacroix dépose l'avis de la Commission des finances [28 mars] (A. t. I, p. 980; J.O., p. 782; I. n° 154). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 1015; J.O., p. 834). Promulgation (J.O., 26 mars 1914, p. 2756).

8 — 1912. Projet de loi portant organisation de l'aéronautique militaire et ouverture de crédits supplémentaires au titre de l'exercice 1912, déposé à la Chambre le 5 mars 1912; rapport de M. Clémentel; avis de la Commission de l'armée par M. Bénazet, le 21 mars; adopté le 26 mars; déposé par MM. les Ministres de la Guerre, de la Marine et des Finances [26 mars] (A. t. I, p. 890; J.O., p. 730; I. n° 139). M. Baudin dépose le rapport [28 mars] (A. t. I, p. 980; J.O., p. 781; I. n° 148). M. Milliès-Lacroix dépose l'avis de la Commission des finances [28 mars] (A. t. I, p. 980; J.O., p. 781; I. n° 152). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion. Articles 1 à 11. Adoption. Article 12 : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur de la Commission des finances*; Baudin, *rapporteur de la Commission de l'armée*; Millerand, *Ministre de la Guerre*. Etat A. Ministère de la Guerre. Chapitres 7, 16, 19, 34, 35, 39, 43, 103. Adoption. — Ministère de la Marine. Chapitres 10, 11, 49, 56. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 12 et de l'état A y annexé. Article 13. Etat B. Ministère de la Guerre. Chapitres 13, 14, 15. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 13 et de l'état B y annexé. Article 14. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet [29 mars] (A. t. I, p. 1014; J.O., p. 810). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 3108).

9 — 1913. Projet de loi relatif à des permutations temporaires limitées à la durée d'un séjour colonial entre des officiers des corps et services des troupes coloniales et des officiers des corps et services correspondants des troupes métropolitaines (art. 86 disjoint du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1913). M. Gervais dépose le rapport [4 juin] (A. t. I, p. 1021; J.O., p. 842; I. n° 198). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi [20 juin] (A. t. I, p. 1138; J.O., p. 939).

10 — 1913. Projet de loi portant création d'une nouvelle région de corps d'armée sur la frontière de la France, déposé à la Chambre le 4 novembre; rapport de M. A. Seydoux le 13; adopté le 20; déposé par M. le Ministre de la Guerre et M. le Ministre des Finances [25 novembre] (A. t. II, p. 78; J.O., p. 1455; I. n° 431). M. le comte d'Alsace dépose le rapport [27 novembre] (A. t. II, p. 88; J.O., p. 1463;

I. n° 439). M. Millières-Lacroix dépose un avis au nom de la Commission des finances [16 décembre] (A. t. II, p. 164 ; J.O., p. 1527 ; I. n° 458). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique [19 décembre] (A. t. II, p. 227 ; J.O., p. 1578). Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 11009).

|| — 1913. Projet de loi relatif à la création d'un corps d'ingénieurs militaires des poudres et de corps d'agents militaires techniques et comptables du service des poudres, déposé à la Chambre le 23 mai 1912; rapport de M. Vandame le 9 décembre 1912; rapports supplémentaires les 24 janvier, 11 février; avis de la Commission du budget par M. Bénazet le 7 juillet et 3^e rapport supplémentaire par M. Vandame le 13 novembre; adopté le 17 décembre; déposé par M. le Ministre de la Guerre et M. le Ministre des Finances [19 décembre] (A. t. II, p. 206; J.O., p. 1563; I. n° 470). Renvoi à la Commission de l'armée. || 1914. M. de Langenhagen dépose le rapport [5 février] (A. t. I, p. 109; J.O., p. 93; I. n° 35). M. Millières-Lacroix dépose l'avis de la Commission des finances [25 février] (A. t. I, p. 254; J.O., p. 213; I. n° 66). 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Article premier à 8. Adoption. Article 9. Demande de disjonction des deux derniers paragraphes: M. Millières-Lacroix, rapporteur de la Commission des finances. Amendement de M. Cabart-Danneville (soumis à la prise en considération): MM. Cabart-Danneville, le Rapporteur de la Commission des finances, Maginot, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre. Retrait de l'amendement. Adoption des premiers paragraphes de l'article 9. Rejet des deux derniers paragraphes. Adoption de l'article 9. Articles 10 à 18. Adoption. Article 19. Amendement de MM. Cazeneuve et Limouzain-Laplanche: MM. Cazeneuve, Emile Chautemps, de Langenhagen, rapporteur; le Sous-Secrétaire d'Etat. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 19 modifié. Articles 20 à 22. Adoption. Article 23. Amendement de M. Mulac: M. le Rapporteur. Adoption de l'amendement et de l'article 23 modifié. Articles 24 à 29. Adoption. Articles 30. MM. le Rapporteur de la Commission des finances, le général Gaudin, commissaire du Gouvernement. Adoption. Article 31. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [27 février] (A. t. I, p. 312 à 323; J.O., p. 261). Rectifications au texte des articles 8 et 28 [12 mars] (A. t. I, p. 422; J.O., p. 353). Promulgation (J.O., 26 mars 1914, p. 2752).

|| 2 — 1913. Projet de loi relatif au maintien provisoire du régime actuel concernant l'organisation des musiques d'artillerie, déposé à la Chambre le 1^{er} décembre; rapport de M. Treignier le 19; adopté le 22; déposé par M. le Ministre de la Guerre [23 décembre] (A. t. II,

p. 254; J.O., p. 1603; I. n° 489). Renvoi à la Commission de l'armée. M. Richard dépose le rapport [27 décembre] (A. t. II, p. 324; J.O., p. 1661; I. n° 512). Adoption, après déclaration de l'urgence, du projet de loi [29 décembre] (A. t. II, p. 361; J.O., p. 1691). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1914, p. 3).

13 — 1914. Projet de loi ayant pour objet de compléter la loi du 11 juillet 1899 et l'article 85 de la loi de finances du 13 juillet 1911 par la création d'un tarif de pension correspondant aux emplois d'adjudant chef et d'aspirant, déposé à la Chambre le 8 août 1913; rapport de M. le baron des Lyons de Feuchin, 28 novembre, et avis de la Commission du budget de M. Nail le 2 mars 1914; adopté le 10 mars. Déposé par M. le Ministre de la Guerre et par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [26 mars] (A. t. I, p. 609; J.O., p. 511; I. n° 481). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption de l'article unique [2 avril] (A. t. I, p. 748, 749; J.O., p. 631; I. n° 254). Promulgation (J.O., 12 avril 1914, p. 3429).

14 — 1914. Projet de loi portant modifications et additions aux lois du 29 mars 1912 et du 4 juillet 1913 concernant l'aéronautique militaire, déposé à la Chambre le 27 mars; rapport de M. Adolphe Girod le 31 mars; adopté le 2 avril. Déposé par M. le Ministre de la Guerre et par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'armée et pour avis à la Commission des finances [2 avril] (A. t. I, p. 747; J.O., p. 630; I. n° 254). M. Emile Reymond dépose le rapport [7 juillet] (A. t. I, p. 1302; J.O., p. 1101; I. n° 371). M. Milliès-Lacroix dépose l'avis de la Commission des finances [9 juillet] (A. t. I, p. 1355; J.O., p. 1143; I. n° 384). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Article premier: MM. Milliès-Lacroix, Emile Reymond, *rapporteur*; Messimy, *Ministre de la Guerre*. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [12 juillet] (A. t. I, p. 1402 à 1405; J.O., p. 1180). Promulgation (J.O., 18 juillet 1914, p. 6537).

15 — 1914. Projet de loi relatif à l'incorporation en temps de guerre des hommes de troupes et des officiers de l'armée territoriale dans l'armée active et réciproquement, déposé à la Chambre le 4 août; discussion immédiate; adopté le 4 août. Déposé par M. le Ministre de la Guerre. M. Gouzy dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption du projet de loi [4 août] (A. t. I, p. 1550 et 1551; J.O., p. 1305; I. n° 449 et 450). Promulgation (J.O., 6 août 1914, p. 7129).

ARMÉE. — Voir Décrets (ratification de). — Voir Ecole polytechnique.

ARMÉE DE MER. — Voir Marine.

ARMENTIÈRES (Nord). — Voir Octrois, 9.

ARMURE DE PHILIPPE II (Chanfrein de l'). — 1914. Proposition de loi autorisant le Ministre des Affaires étrangères à offrir au gouvernement espagnol le chanfrein de l'armure de Philippe II, déposé à la Chambre le 11 mars; discussion immédiate; adoptée le 11 mars; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [12 mars] (A. t. I, p. 437; J.O., p. 365; I. n° 111). Commission : 1^{er} bureau, M. Victor Lourties; 2^e bureau, M. Poirson; 3^e bureau, M. Forsans; 4^e bureau, M. Henry Bérenger; 5^e bureau, M. Bourganel; 6^e bureau, M. Martinet; 7^e bureau, M. Maurice Ordinaire; 8^e bureau, M. Honoré Sauvan; 9^e bureau, M. Baudet [16 mars] (J.O., p. 2405; F. 29). Président, M. Lourties; Secrétaire, M. H. Bérenger. Rapporteur, M. Maurice Ordinaire [17 mars] (J.O., p. 2466; F. 30). M. Ordinaire dépose le rapport [23 mars] (A. t. I, p. 546; J.O., p. 457; I. n° 149). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Article unique. Contre-projet de M. Dominique Delahaye : M. Dominique Delahaye, René Viviani, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. Rejet. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [2 avril] (A. t. I, p. 737 à 739; J.O., p. 622). Promulgation (J.O., 8 avril 1914, p. 3413).

ARMURIERS DE LA MARINE. Voir Marine, 12.

ARRANGEMENT FRANCO-ANGLAIS POUR LA CORRESPONDANCE TÉLÉPHONIQUE. — Voir Postes, télégraphes, téléphones, § II, 3.

ARRAS (Pas-de-Calais). — Voir Octrois, 10.

ASPIRANTS-ÉLÈVES A L'ÉCOLE SPÉCIALE MILITAIRE. — Voir Armée, § II, 10, 11, 12.

ASSISTANCE AUX ENFANTS. — 1914. Proposition de loi de M. Paul Strauss sur l'assistance aux enfants de moins de seize ans infirmes ou incurables, déposé le 27 février (A. t. I, p. 300; J.O., p. 251; I. n° 79).

ASSISTANCE AUX FAMILLES NOMBREUSES.

| — 1913. Dépôt, par M. Ferdinand-Dreyfus, d'un rapport, au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'assistance aux familles nombreuses (articles 60 à 72 disjoints du projet de loi portant fixation du budget

des dépenses et des recettes de l'exercice 1913) [4 juin] (A. t. I, p. 1002; J.O., p. 824; I. n° 196). 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Ferdinand-Dreyfus, *rapporteur*; Ribot, Chéron, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*; Dominique Delahaye. Article premier. Adoption. Article 2. Amendement de M. Emile Rey : MM. Emile Rey, le Rapporteur, le Ministre; Bienvenu Martin, *président de la Commission des finances*. Rejet de l'amendement. Amendement de MM. Guillier, Cordelet et Poulle. Renvoi de l'amendement à la Commission [17 juin] (A. t. I, p. 1095; J.O. p. 902). Suite de la discussion. Article 2 (suite) : MM. Ferdinand-Dreyfus, *rapporteur*; Guillier. Retrait de l'amendement de MM. Guillier, Poulle et Cordelet. MM. Lhopiteau, le Rapporteur, Grosjean. Article 2 réservé (renvoyé à la Commission). Article 3 : MM. Hervey, le Rapporteur, Fortier, Chéron, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*, Cauvin. Adoption de l'article 3. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Strauss, Lourties et Poulle : MM. Paul Strauss, le Rapporteur, le Ministre, Fortier. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Article 4 : MM. Paul Morel, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur*; Bienvenu Martin, *président de la Commission des finances*. Adoption de l'article 4 modifié. Article 5 : MM. Boivin-Champeaux, le Président de la Commission des finances, Denoix, Rey, le Sous-Secrétaire d'État à l'Intérieur. Adoption de l'article 5. Article 6. Adoption. Article 7. Amendement de M. Rey : MM. Rey, le Rapporteur, Milliès-Lacroix, de Las Cases, Dellestable, le Sous-Secrétaire d'État à l'Intérieur, le Président de la Commission des finances, Séblin. Amendement de M. Poulle. Renvoi des amendements à la Commission [19 juin] (A. t. I, p. 1113; J.O., p. 918). Discussion des articles (suite) : M. Ferdinand-Dreyfus, *rapporteur*. Ajournement de la discussion des articles 7, 8, 9 et 10. Article 2 (nouvelle rédaction) : M. le Rapporteur. Adoption. Article 11. Adoption. Article 12. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Cazeneuve : MM. Cazeneuve, le Rapporteur. Renvoi de l'amendement à la Commission. Article 13. Amendement de M. Cazeneuve : MM. Cazeneuve, le Rapporteur. Adoption de l'amendement et de l'article 13 modifié. Article 14 et 15. Adoption. Renvoi de la discussion à une séance ultérieure [20 juin] (A. t. I, p. 1139; J.O., p. 939). Suite de la discussion sur les articles réservés : M. Ferdinand-Dreyfus, *rapporteur*. Article 7 (nouvelle rédaction). Amendement de M. Emile Rey : M. Emile Rey. Retrait de l'amendement. Amendement de M. Guillaume Poulle : Retrait. Sur l'article : M. Cauvin. Adoption de l'article 7. Article 8. Amendement (disposition additionnelle) de M. Cazeneuve : MM. Cazeneuve, le Rapporteur, Chéron,

Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, Félix Martin. Adoption de l'amendement (sous un article numéro 14). Adoption de l'article 8: Article 9. Adoption. Article 12. Retrait d'un amendement de M. Caze-neuve par son auteur. Amendement (disposition additionnelle) de M. Rey: MM. Emile Rey, Bienvenu Martin, *président de la Commission des finances.* Retrait de l'amendement. Article additionnel de M. Emile Rey: MM. Emile Rey, le Rapporteur, le Ministre. Retrait. Mise aux voix de l'ensemble du projet de loi. Adoption [3 juillet] (A. t. I, p. 1246; J.O., p. 1028). Promulgation (J.O., 16 juillet, p. 6278).

2 — 1914. Projet de loi ayant pour objet de compléter l'article 6 (domicile de secours) de la loi du 14 juillet 1913 relative à l'assistance aux familles nombreuses, déposé à la Chambre le 24 février; rapport de M. Lairolle, le 1^{er} avril; adopté le 3 avril; déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances. Renvoi à la Commission des finances [1^{er} juillet] (A. t. I, p. 1109; J.O., p. 942; I. n° 338).

ASSISTANCE AUX FEMMES EN COUCHES. — Voir Femmes en couches.

ASSISTANCE ET SAUVETAGE MARITIME. — Voir Conventions internationales et traités, année 1912, 5.

ASSOCIATIONS D'OUVRIERS FRANÇAIS. — Voir Marchés de travaux et de fournitures.

ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION. — 1914. Projet de loi sur les associations ouvrières de production et sur le crédit au travail, déposé à la Chambre le 19 mai 1913; rapport et rapport supplémentaire de M. Aimé Berthod les 2 février et 31 mars; adopté le 2 avril; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la justice, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie et M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale [1^{er} juillet] (A. t. I, p. 1108; J.O., p. 942; I. n° 337).

ASSURANCE MUTUELLE AGRICOLE. — 1912. Proposition de loi relative à l'assurance mutuelle agricole contre la grêle et la mortalité du bétail [6 juin 1911] (voir Table 1909-1911). M. Lebert dépose le rapport sommaire [7 juin] (A. t. I, p. 1147; J.O., p. 925; I. n° 182). Discussion: MM. Pams, *Ministre de l'Agriculture*, E. Rey. Adoption de la prise en considération [18 juin] (A. t. I, p. 1214; J.O., p. 979). Commission: 1^{er} bureau, M. Lebert; 2^e bureau; M. Vilar; 3^e bureau, M. Fortier; 4^e bureau, M. Lourties; 5^e bureau, M. Léon Monnier; 6^e bureau, M. Fagot; 7^e bureau, M. Emile Rey; 8^e bureau, M. Hayez;

9^e bureau, M. Darlot (J.O., p. 5718; F. 69). Président, M. Rey; Secrétaire, M. Vilar (J.O., p. 5718; F. 70).

ASSURANCE SOCIALE. — Voir livret d'assurance sociale.

ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL. — 1913.

Scrutin pour la nomination d'un membre du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail : M. Ranson, élu [13 février] (A. t. I, p. 98; J.O., p. 95).

ASSURANCES SUR LA VIE ET ENTREPRISES DE CAPITALI-

SATION. — 1913. Scrutin pour la nomination de deux membres du comité consultatif des assurances sur la vie et des entreprises de capitalisation : MM. Victor Lourties et Eugène Guérin, élus [23 mai] (A. t. I, p. 752; J.O., p. 645).

ASSURANCES. — Voir Privilège en matière d'assurances.

AUBAGNE (Bouches-du-Rhône). — Voir Octrois, 11.

AUBENAS (Ardèche). — Voir Octrois, 12.

AUBIN (Aveyron). — Voir Octrois, 13.

AULNAY (Charente-Inférieure). — Voir Octrois, 14.

AUTOMOBILES D'ORIGINE ÉTRANGÈRE (Châssis des). — Voir Douanes, 7.

AUTORITÉ MILITAIRE. — Voir Réquisition (Droit de).

AVANCE AU GOUVERNEMENT CRÉTOIS. — 1912. Projet de loi

autorisant le Ministre des Finances à faire au gouvernement crétois une avance remboursable de 35.000 francs, déposé à la Chambre le 20 juin 1912; rapport de M. Thierry le 28; adopté le 2 juillet; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères et des Finances [2 juillet] (A. t. I, p. 1382; J.O., p. 1118; I. n^o 241). M. Stéphen Pichon dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Adoption au scrutin [9 juillet] (A. t. I, p. 1455; J.O., p. 1176; I. n^o 273). Promulgation (J.O., 23 juillet 1912, p. 6601).

AVESNES (Nord). — Voir Octrois, 15.

AVIGNON (Vaucluse). — Voir Octrois, 16.

BAGNÈRES-DE-LUCHON (Concession dans la forêt de). — 1912.

Projet de loi relatif à la prorogation, au profit de la société des chemins de fer et hôtels de montagne aux Pyrénées, d'une concession dans la forêt domaniale de Bagnères-de-Luchon, déposé à la Chambre le 8 juillet 1912; rapport de M. Plissonnier le 10 juillet; adopté le 11 juillet; déposé par MM. les Ministres des Finances et de l'Agriculture [11 juillet] (A. t. I, p. 1563; J.O., p. 1260; I. n° 309). M. Saint-Germain dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1611; J.O., p. 1307; I. n° 328). Promulgation (J.O., 27 juillet 1912, p. 6769).

BAGNOLES DE L'ORNE. — Voir Communes et cantons, 3.

BAILLEUL (Nord). — Voir Octrois, 17.

BANNALEC (Finistère). — Voir Octrois, 18.

BANQUE DE L'ALGÉRIE. — Voir Algérie, § II, 3.

BANQUES COLONIALES. — 1912. Projet de loi portant prorogation du privilège des banques coloniales et des statuts desdites banques, déposé à la Chambre le 17 décembre 1912; rapport de M. Bluysen, le 19 décembre; adopté le 20 décembre; déposé par MM. les Ministres des Finances et des Colonies (I. n° 420). M. Gervais dépose et lit le rapport. (I. n° 424). Déclaration de l'urgence Adoption [20 décembre] (A. t. II, p. 307; J.O., p. 1157, 1566). Promulgation (J.O., 27 décembre, p. 10874). || 1913. Projet de loi portant prorogation du privilège des banques coloniales et des statuts desdites banques, déposé à la Chambre le 15 décembre; rapport de M. d'Iriart d'Etchepare le 18 décembre; adopté le 22 décembre; déposé par M. le Ministre des Colonies et par M. le Ministre des Finances [23 décembre] (A. t. II, p. 235; J.O., p. 1586; I. n° 481). Renvoi à la Commission des finances. M. Gervais dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel* [27 décembre] (A. t. II, p. 324; J.O., p. 1661; I. n° 509). Discussion du projet de loi. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption de l'article unique du projet de loi [26 décembre] (A. t. II, p. 357, J.O., p. 1687). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1914; p. 3. || 1914. Projet de loi portant prorogation du privilège des banques coloniales et des statuts desdites banques, déposé à la Chambre le 22 décembre; rapport de M. Paul Bluysen le 23 décembre; adopté le 23 décembre; déposé par MM. les Ministres des Finances et des Colonies. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à

la Commission des finances [23 décembre] (A. t. I, p. 1580; J.O., p. 1332). M. Gervais dépose le rapport. Discussion immédiate. Adoption du projet de loi [23 décembre] (A. t. I, p. 1582; J.O., p. 1333; I. n^o 482 et 487). Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 9510). || Projet de loi relatif au remboursement des billets des banques coloniales, déposé à la Chambre le 22 décembre; rapport de M. Bluysen, 23 décembre; adopté le 23 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [23 décembre] (A. t. I, p. 1583; J.O., p. 1333; I. n^o 484).

BANQUES DE FRANCE ET D'ALGÉRIE. — 1914. Projet de loi portant augmentation de la faculté d'émission des banques de France et d'Algérie, établissant à titre provisoire le cours forcé de leurs billets et approuvant des conventions passées avec ces établissements, déposé à la Chambre le 4 août; discussion immédiate; adopté le 4 août; déposé par M. le Ministre des Finances. M. Aimond dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption du projet de loi [4 août] (A. t. I, p. 1554 et 1555; J.O., p. 1308; I. n^o 459 et 460). Promulgation (J.O., 6 août, p. 7127).

BARBEZIEUX (Charente). — Voir Octrois, 19.

BARCELONNETTE. — Voir Octrois, 20.

BARNAS (section de). — Voir Communes et cantons, 4.

BASSES-PYRÉNÉES (département des). — Voir Chemins de fer, § III, année 1912, 20.

BÂTIMENTS DE MER. — 1912. Projet de loi concernant les bâtiments de mer accomplissant des parcours partie maritimes, partie fluviaux, déposé à la Chambre le 14 novembre 1910, rapport et rapport supplémentaire de M. Bienaimé, les 7 juillet et 6 décembre 1911; adoption le 22 décembre; déposé par MM. les Ministres du Commerce et de la Marine [22 mars] (A. t. I, p. 842; J.O., p. 689; I. n^o 120). || **1913.** M. Riotteau dépose le rapport [17 juin] (A. t. I, p. 1092; J.O., p. 899; I. n^o 215). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [26 juin] (A. t. I, p. 1165; J.O., p. 962). Promulgation (J.O., 24 juillet 1913, p. 6598).

BATTERIE DE LA HÈVE, AU HAVRE. — Voir Armée, § V, 4.

BATTERIE DE SAINT-BARTHÉLEMY (Guadeloupe). — **1914.** Projet déposé le 21 janvier 1908 (Voir Table 1906-1908); M. Gervais dépose le rapport [4 juillet, 2^e séance] (A. t. I, p. 1217; J.O., p. 1030; I. n^o 356).

Déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi [13 juillet] (A. t. I, p. 1416; J. O., p. 1191). Promulgation (J. O., 13 août, p. 7354).

BATTERIE DE SAINT-ÉRASME, A BASTIA. — Voir Armée, § V, 5.

BATTERIES D'ARTILLERIE. — Voir Armée, § VI, 1.

BATZ (Ile de) (Finistère). — Voir Octrois, 21.

BAUX. — Voir Canal des Baux.

BAVAY (Nord). — Voir Octrois, 22.

BEAUREPAIRE. — Voir Octrois, 23.

BELLEGARDE A CHÉZERY. — Voir Chemins de fer, § III, année 1912, 49.

BERNAY (Eure). — Voir Octrois, 24.

BEURRE DE CACAO. — 1912. Projet de loi relatif à la fabrication du beurre de cacao, en vue de l'exportation, dans des locaux placés sous le régime de l'entrepôt réel, déposé à la Chambre le 28 février 1912; rapport de M. de la Trémoille le 21 mars, adopté le 30 mars; déposé par MM. les Ministres du Commerce et de l'Industrie et des Finances [15 novembre] (A. t. II, p. 64; J. O., p. 1365; I. n° 349). || **1913.** M. Noël dépose le rapport [28 février] (A. t. I, p. 178; J. O., p. 147; I. n° 41). 1^{re} délibération. Décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [10 juin] (A. t. I, p. 1060; J. O., p. 871). Promulgation (J. O., 1^{er} juillet, p. 5661).

BEURRE DE CACAO. — Voir Matières grasses.

BEUZEC-CONQ (Finistère). — Voir Octrois, 25.

BI-CENTENAIRE DE JEAN-JACQUES ROUSSEAU (Célébration du). Voir Crédits extraordinaires, § VII, 1.

BIDASSOA (Construction d'un pont sur la). — Voir chemins de fer, § III, année 1914, 14.

BIZANOS (Basses-Pyrénées). — Voir Octrois, 26.

BIZOT A DJIDJELLI (Chemin de fer de). — Voir Algérie, § III, 1.

BOHARS (Finistère). — Voir Octrois, 27.

BOIS CONTREPLAQUÉS. — Voir Douanes, 6.

BOIS DE LA RUDELIÈRE. — Voir Vente des bois de la Rudelière.

BOIS DES COMMUNES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS. —
1914. Projet de loi tendant à modifier, dans un but de décentralisation, les règles en vigueur pour l'assiette des coupes extraordinaires dans les bois des communes et établissements publics, déposé à la Chambre le 6 novembre 1913; rapport de M. Deléglise le 12 février; adopté le 17 mars; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission des finances [30 mars] (A. t. I, p. 647; J.O., p. 545; I. n° 200). M. Jules Develle dépose le rapport [2 avril] (A. t. I, p. 747; J.O., p. 630; I. n° 247). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi [2 juillet] (A. t. I, p. 1142; J.O., p. 968). Promulgation (J.O., 28 juillet, p. 6933).

BONNAT A EVAUX. — Voir Chemins de fer, § III, année 1912, 5.

BORDEAUX (Ville de). — Voir Emprunts et impositions, 2.

BORDES (Section des). — Voir Communes et cantons, 6.

BOUCAU (Le) (Basses-Pyrénées). — Voir Octrois, 28.

BOUGIE (Algérie). — Voir Ports maritimes, 1.

BOUILLARGUES A SAINT-GILLES. — Voir Chemins de fer, § III, année 1912, 21.

BOUILLON A CORBION. — Voir Chemins de fer, § III, année 1913, 6.

BOULOGNE-SUR-MER. — Voir Chambre de commerce de Boulogne-sur-Mer.

BOU-RACHED (Route nationale de). — Voir Algérie, § III, 4.

BOURBOURG A DRINCHAM. — Voir Chemins de fer, § III, année 1913, 13.

BOURBOURG-VILLE (Nord). — Voir Octrois, 29 et 30.

BOURGOIN (Isère). — Voir Octrois, 31.

BOURNE (Drôme). — Voir Canal de la Bourne.

BOURSIERS DE LICENCE ÈS LETTRES ET ÈS SCIENCES. —

Voir Armée, § I, 6.

BRÉAL A REDON. — Voir Chemins de fer et tramways, § III, année 1914, 13.

BREST. — Voir 1^o Chambre de commerce de Brest et 2^o Ports maritimes, 2.

BRIGNOLES (Var). — Voir Octrois, 32.

BRIVE (Corrèze). — Voir Octrois, 33.

BUDGETS

I. — BUDGETS GÉNÉRAUX.

II. — RÉGLEMENTS DÉFINITIFS DES BUDGETS.

III. — BUDGETS DE L'ALGÉRIE.

IV. — BUDGETS DU SÉNAT.

I — BUDGETS GÉNÉRAUX

I — 1912. Projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1912, déposé au Sénat par M. le Ministre des Finances le 30 décembre 1911 (Voir table 1909-1911); rapport général déposé par M. Gauthier [23 janvier] (A. t. I, p. 46; J.O., p. 39; I. n^o 16). — Rapports spéciaux : M. Aimond dépose le rapport sur le budget du Ministère des Travaux publics et sur les Conventions et garanties d'intérêt (I. n^{os} 7 et 8). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport sur le budget du Ministère de la Guerre (I. n^o 9). M. A. Bérard dépose le rapport sur le budget du Ministère de l'Intérieur (I. n^o 10). M. Théodore Girard dépose le rapport sur le budget du Ministère du Travail (I. n^o 12). M. Saint-Germain dépose trois rapports sur les budgets : 1^o du Ministère des Finances; 2^o des Monnaies et Médailles; 3^o de l'Imprimerie nationale [19 janvier] (A. t. I, p. 28, 43; J.O., p. 23, 36; I. n^{os} 13 à 15). M. Jeanneney dépose le rapport sur le budget du Ministère de la Justice [23 janvier] (A. t. I, p. 46; J.O., p. 3; I. n^o 18). M. Develle dépose le rapport sur le budget du Ministère de l'Agriculture (I. n^o 26). M. Gervais dépose le rapport sur le budget du Ministère des Colonies (I. n^o 27) [25 janvier] (A. t. I, p. 60; J.O., p. 50). M. Stéphen Fichon dépose le rapport sur le budget du Ministère des Affaires étrangères [26 janvier] (A. t. I, p. 63; J.O., p. 53; I. n^o 28). M. Touron dépose le rapport sur le budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie (I. n^o 31). M. Monis dépose le rapport sur le budget annexe

des Poudres et salpêtres (I. n° 34). M. Dupont dépose trois rapports : 1° sur le budget du Ministère des Postes et des Télégraphes ; 2° sur la Caisse nationale d'épargne ; 3° sur le budget annexe de l'École des Arts et manufactures (I. nos 35 à 37). M. Jeanneney dépose le rapport sur le budget annexe de la Légion d'honneur (I. n° 42) [30 janvier] (A. t. I., p. 70 ; J.O., p. 57). M. Albert Gérard dépose le rapport sur le budget du service des Beaux-Arts [1^{er} février] (A. t. I., p. 74 ; J.O., p. 61 ; I. n° 43). M. Chautemps dépose le rapport sur le budget annexe de la Caisse des invalides de la marine [5 février] (A. t. I., p. 172 ; J.O., p. 145 ; I. n° 49). M. Pierre Baudin dépose le rapport sur le budget du Ministère de l'Instruction publique (I. n° 59). M. Aimond dépose le rapport sur le budget annexe des Chemins de fer de l'Etat (I. n° 60) [13 février] (A. t. I., p. 311 ; J.O., p. 258). M. Gervais dépose le rapport sur le budget annexe des Chemins de fer et du port de la Réunion [15 février] (A. t. I., p. 343 ; J.O., p. 285, 294 ; I. n° 61). M. Stéphane Pichon dépose le rapport sur la situation des Protectorats [5 mars] (A. t. I., p. 715 ; J.O., p. 581 ; I. n° 85). — Décrets désignant MM. les commissaires du Gouvernement chargés d'assister MM. les Ministres dans la discussion. Ouverture de la discussion générale : MM. Charles Riou, Gauthier, *rapporteur général de la Commission des finances* ; Klotz, *Ministre des Finances*. Clôture de la discussion générale. Article premier. Réservé. Ministère des Finances. Chapitre premier à 32. Adoption. Chapitre 33 : M. Saint-Germain, *rapporteur*. Adoption du chiffre de la Commission. Chapitres 34 à 89. Adoption. Chapitre 89 bis : MM. Lintilhac, Saint-Germain, *rapporteur* ; Klotz, *Ministre des Finances* ; Peytral, Bienvenu Martin, *président de la Commission des finances*. Adoption. Chapitre 90 (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitre 91 à 106. Adoption. Chapitre 107 : M. Saint-Germain, *rapporteur*. Adoption. Chapitre 108 à 119. Adoption. Chapitre 120 : MM. Jeanneney, Besnard, *Sous-Secrétaire d'État des finances* ; Courrégelongue, Gauthier, *rapporteur général*, le Ministre des Finances. Adoption. Chapitre 121 : MM. Dominique Delahaye, le Ministre des Finances. Adoption. Chapitres 122 à 127. Adoption. — Monnaies et Médailles. Chapitres premier à 17. Adoption. — Imprimerie nationale. Discussion générale : MM. Antoine Perrier, Saint-Germain, Besnard, *Sous-Secrétaire d'État des finances* ; Audiffred. Clôture de la discussion générale. Adoption successive des chapitres du budget annexe de l'Imprimerie nationale : M. le Président. Renvoi de la discussion [1^{er} février] (A. t. I., p. 74 ; J.O., p. 61). — Suite de la discussion : Etat A (suite). Ministère de l'Intérieur. Chapitre premier : MM. Le Provost de Launay, Steeg, *Ministre de l'Intérieur*. Réservé. Chapitres 2 à 8. Adoption. Chapitre 9 : MM. Guérin, Maurice Faure, Antoine Perrier, Jeanneney, le Ministre

de l'Intérieur, Aimond, Peytral, Lintilhac. Adoption. Chapitres 10 à 17. Adoption. Chapitre 18 : MM. Dominique Delahaye, Bérard, *rapporteur*. Adoption du chapitre 18, chiffre de la Commission des finances. Chapitres 19 à 33. Adoption. Chapitre 34 : MM. Bérenger, Bérard, *rapporteur*; Mirman, *commissaire du Gouvernement*; le Ministre de l'Intérieur. Flandin. Adoption. Chapitres 35 à 39. Adoption. Chapitre 40 : MM. Paul Strauss, le Rapporteur. Adoption du chapitre 40, chiffre de la Commission modifié. Chapitres 41 à 78. Adoption. Chapitre 79 : MM. Charles Riou, le Ministre de l'Intérieur, Bienvenu Martin, *président de la Commission des finances*. Adoption. Chapitres 80 à 85 : MM. Brager de La Ville-Moysan, le Ministre de l'Intérieur. Adoption. — Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Discussion générale : MM. Gaudin de Villaine, Klotz, *Ministre des Finances*; Bourgeois, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*; Touron, Hervey, Dominique Delahaye. Clôture de la discussion générale. Chapitres premier à 4. Adoption. Chapitre 5 rectifié. Adoption. Chapitres 6 à 12. Adoption. Chapitre 13 : MM. le Ministre du Travail, Théodore Girard, *rapporteur*. Adoption du chapitre 13, chiffre de la Commission des finances : M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Chapitres 14 à 19. Adoption. Chapitre 20. Adoption du chiffre de la Commission. Chapitre 21 : M. le Président. Adoption du chapitre 21 rectifié. Chapitres 22 à 24. Adoption. Chapitre 25 (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitres 26 à 40. Adoption. Chapitres 41 à 52. Adoption. — Ministère des Travaux publics. Chapitres premier à 5. Adoption. Chapitre 6 : MM. le Président, Jean Dupuy, *Ministre des Travaux publics*; Aimond, *rapporteur*; Bienvenu Martin, *président de la Commission des finances*. Adoption, au scrutin, du chapitre 6, chiffre de la Chambre des Députés. Chapitres 7 à 10. Adoption. Chapitre 11 : MM. le Président, le Rapporteur, Lintilhac, le Ministre des Travaux publics. Adoption du chapitre 11, chiffre proposé par la Commission. Renvoi de la discussion. Suite de la discussion. Etat A (suite). [2 février] (A. t. I, p. 103; J.O., p. 87). — Ministère des Travaux publics. Chapitre 12 : M. Aimond, *rapporteur*. Adoption du chapitre 12 modifié (chiffre de la Commission). Chapitres 13 à 21. Adoption. Chapitre 22. Adoption du chapitre 22 modifié (chiffre de la Commission). Chapitres 23 à 43. Adoption. Chapitre 44 : M. le Rapporteur. Adoption du chiffre de la Commission. Chapitres 45 à 54. Adoption. Chapitre 55. Adoption du chapitre 55 modifié (chiffre de la Commission). Chapitres 56 et 57. Adoption. Chapitre 58 : MM. Chapuis, Jean Dupuy, *Ministre des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes*; Aimond, *rapporteur*. Adoption. Chapitre 63 : MM. Halgan, Doumergue, le Ministre des Travaux publics. Adoption. Chapi-

tres 64 et 65. Adoption. Chapitre 66 : MM. Rouby, le Ministre des Travaux publics, Klotz, *Ministre des Finances*. Adoption. Chapitres 67 à 76. Adoption. — Budget des Conventions et garanties d'intérêts. Chapitres 77 à 84. Réservés. Chapitre 85. Adoption. Chapitres 86 et 87. Réservés. Chapitre 88 : MM. Empereur, le Rapporteur, le Ministre des Travaux publics, Gauthier, *rapporteur général*; Lintilhac, Bienvenu Martin, *président de la Commission des finances*. Réservé. Chapitres 89 à 93. Adoption. Chapitre 94 : M Audiffred. Adoption. Chapitres 95 à 97. Adoption. — Convention des Chemins de fer. Chapitres 77, 78, 81 à 84, 86 et 87. Adoption. Chapitre 98 : MM. Lintilhac, Gaudin de Villaine, le Ministre des Travaux publics. Adoption. — Ministère de la Guerre. Discussion générale : MM. Reymond, le général Audren de Kerdrel, Gaudin de Villaine, Millerand, *Ministre de la Guerre*; Chapuis, Milliès-Lacroix, *rapporteur*. Clôture de la discussion générale. Chapitre premier : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 2 à 10. Adoption. Chapitre 11 : MM. Doumergue, le Rapporteur, le Ministre de la Guerre. Adoption du chapitre 11 modifié (chiffre de la Commission). Chapitres 11 bis à 19. Adoption. Chapitre 20 : MM. Dominique Delahaye, Bienvenu Martin, *président de la Commission des finances*, le Ministre de la Guerre. Adoption. Chapitres 21 à 25. Adoption : M. le Président. Renvoi de la discussion [3 février] (A. t. I. p. 136; J.O., p. 115). — Suite de la discussion : Ministère de la Guerre. Chapitre 26 : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur*. Adoption du chiffre de la Commission. Chapitre 26 bis. Rejet. Chapitre 27. Adoption du chiffre de la Commission. Chapitre 27 bis. Adoption du chiffre de la Commission. Chapitres 28 et 29. Adoption. Chapitre 30 : MM. Gervais, Millerand, *Ministre de la Guerre*. Adoption. Chapitre 30 bis : MM. Rouby, le Ministre de la Guerre. Adoption. Chapitres 30 ter et 30 quater. Adoption. Chapitre 31 : MM. Honoré Leygue, le Ministre de la Guerre, Gervais. Adoption. Chapitre 32 : MM. Chapuis, le Ministre de la Guerre. Adoption. Chapitres 33 et 33 bis. Adoption. Chapitre 34 : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur*; le Ministre de la Guerre, d'Estournelles de Constant, Reymond, Monis. Adoption. Renvoi de la discussion [13 février] (A. t. I. p. 290; J.O., p. 242). — Suite de la discussion : Ministère de la Guerre. Chapitre 35 : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur*; Darbot, le comte d'Alsace, le comte de Goulaine, Cabart-Danneville, Dominique Delahaye, Sancet, Millerand, *Ministre de la Guerre*; le comte de Tréveneuc. Adoption du chapitre 35 (chiffre de la Commission). Chapitre 36. Adoption. Chapitre 36 bis (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitre 37 : MM. Charles Riou, le Rapporteur, le Ministre de la Guerre. Adoption. Chapitre 38 : MM. Chapuis, le Ministre de la Guerre. Adoption. Chapitre 39 (chiffre de la Chambre des Députés). Adoption. Chapitres 40 et 41. Adoption. Cha-

pitre 41 *bis* (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitre 42. Adoption. Chapitre 43 : M. le Rapporteur. Adoption du chapitre 43 (chiffre de la Commission). Chapitre 44. Adoption. Chapitre 45 : MM. Guillaume Poulle, le Ministre de la Guerre, le comte de Tréveneuc, Cazeneuve. Adoption. Chapitre 45 *bis* (chiffres de la Commission). Adoption. Chapitre 46. Adoption. Chapitre 47 : MM. Dominique Delahaye, le Ministre de la Guerre. Adoption. Chapitre 47 *bis* (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitre 48 (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitre 48 *bis* : MM. Gaudin de Villaine, le Ministre de la Guerre. Adoption. Chapitre 49. Amendement de MM. Reynald, Forichon, Gervais et Bernère : MM. Reynald, le Rapporteur, Le Provost de Launay, le Ministre de la Guerre. Adoption de l'amendement et du chapitre 49 (chiffre de la Chambre). Chapitres 50 à 55 *octiès*. Adoption. Chapitre 55 *noniès* : MM. Dominique Delahaye, le Ministre de la Guerre. Adoption. Chapitres 56 à 58. Adoption. Chapitre 58 *bis* (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitre 59. Adoption. Chapitre 59 *bis* (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitres 60 à 64. Adoption. Chapitre 64 *bis* (chiffre de la Chambre des Députés). Rejet. Chapitres 65 à 71. Adoption. Chapitre 71 *bis* (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitre 72. Adoption. Chapitre 73 : M. Gaudin de Villaine. Adoption. Chapitres 73 *bis* à 82 *ter*. Adoption. Chapitre 83 (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitres 84 à 100. Adoption. Chapitre 101 : MM. Pierre Baudin, le Ministre de la Guerre, le Rapporteur, Gaudin de Villaine. Adoption. Chapitre 102 : MM. Charles Riou, Cabart-Danneville, Peytral, le Ministre. Adoption. Chapitres 103 à 109. Adoption. — Budget annexe des Poudres et salpêtres. Discussion générale : MM. Cazeneuve, Chautemps, Monis, *rapporteur*; le Ministre de la Guerre. Clôture de la discussion générale. Chapitre premier (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitres 2 à 9. Adoption. Chapitre 10 (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitres 11 et 12. Adoption. Renvoi de la discussion [14 février] (A. t. I, p. 314; J.O., p. 261). — Suite de la discussion : Ministère de la Justice. Discussion générale : MM. Charles Riou, Cabart-Danneville, Lemarié, Jeanneney, *rapporteur*; Peytral, Le Breton, Briand, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Flaissières, Le Provost de Launay. Clôture de la discussion générale. Chapitre premier : MM. le Président, Jeanneney, *rapporteur*; Chautemps, le *Garde des Sceaux*. Adoption du chapitre premier (chiffre de la Commission). Chapitre premier *bis* (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitre 2. Adoption. Chapitre 3 : MM. Charles Riou, le *Garde des Sceaux*. Adoption. Chapitre 4 (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitres 5 à 7. Adoption. Chapitres 8 et 9. Adoption. Chapitre 10 : MM. Peytral, Briand, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Gaudin de Villaine. Adoption. Chapi-

tres 11 à 13. Adoption. Chapitre 14 (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitres 15 à 23. Adoption. Chapitre 24 : MM. Bérénger, le Garde des Sceaux. Adoption. Chapitres 25 à 27. Adoption. Chapitre 28 : MM. René Bérénger, le Garde des Sceaux, Philippe Berger, Charles Riou, Chautemps. Adoption. Chapitres 29 à 46 et dernier. Adoption. — Budget annexe de la Légion d'honneur. Discussion générale : M. Dominique Delahaye. Adoption successive des chapitres premier à 22. — Ministère du Commerce et de l'Industrie. Discussion générale : MM. Dominique Delahaye, Fernand David, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*. Clôture de la discussion générale. Chapitres premier à 14. Adoption. Chapitre 15 : MM. Cazeneuve, Méline, le Ministre, Touron, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 16 et 17. Adoption. Chapitre 18 : MM. le Rapporteur, le Ministre. Adoption du chapitre 18 (chiffre de la Commission). Chapitre 19 : MM. Goy, le Ministre, le Rapporteur, Chautemps. Adoption. Chapitres 20 à 23. Adoption. Chapitre 24. Réserve. Chapitre 25. Adoption. Chapitre 25 bis. Réserve. Chapitre 26. Adoption. Chapitre 27 : MM. Cazeneuve, le Ministre, Touron, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 28 à 51 et dernier. Adoption. — Budget annexe de l'École centrale des Arts et manufactures. Adoption successive des chapitres premier à 4. — Budget du Ministère des Affaires étrangères : MM. Dominique Delahaye, Flandin, Poincaré, *Président du Conseil*, *Ministre des Affaires étrangères*. Chapitres premier à 7. Adoption. Chapitre 8 : MM. Guérin, le Président du Conseil. Adoption du chiffre de la Chambre des Députés. Chapitres 22 à 36. Adoption. — Budget des Postes et des Télégraphes : MM. René Bérénger, Chaumet, *Sous-Secrétaire d'État des Postes et des Télégraphes*; Peytral. Chapitres premier à 8. Adoption. Chapitre 9 : MM. Guillier, Dupont, *rapporteur*; le Sous-Secrétaire d'État, Gauthier, *rapporteur général de la Commission des finances*; Bienvenu Martin, *Président de la Commission des finances*. Adoption du chapitre 9 (chiffre de la Chambre des Députés, adopté par la Commission). Chapitres 10 à 13. Adoption. Chapitre 14 (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitres 15 et 16. Adoption. Chapitre 17 : MM. le comte de Goulaine, le Sous-Secrétaire d'État. Adoption. Chapitres 18 à 29. Adoption. Chapitre 30 (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitres 31 à 52. Adoption : MM. de Las Cases, le Sous-Secrétaire d'État. — Budget annexe de la Caisse nationale d'épargne. Adoption successive des chapitres premier à 11. Renvoi de la discussion (A. t. I, p. 343; J.O., p. 285, 294). — Suite de la discussion : Ministère de la Marine et Caisse des invalides de la marine : MM. Chautemps, *rapporteur*; Louis Martin, Delcassé, *Ministre de la Marine*; Cabart-Danneville, Henri Michel, Fortin, Gaudin de Villaine, le Ministre de la Marine, le comte de Goulaine, Dominique Delahaye,

le Rapporteur. Chapitre premier. Adoption. Chapitre premier bis : MM. Delcassé, *Ministre de la Marine* ; Chautemps, *rapporteur*. Adoption du chapitre premier bis (chiffre de la Commission). Chapitres 2 à 9. Adoption. Chapitre 10 : MM. Reymoneng, le *Ministre de la Marine*. Adoption. Chapitres 11 à 18. Adoption. Chapitre 19 : MM. le Rapporteur, le *Ministre de la Marine*. Adoption. Chapitres 20 à 22. Adoption. Chapitre 23 : MM. Delobeau, le *Ministre de la Marine*. Adoption. Chapitres 24 à 28. Adoption. Chapitre 29. Amendement de MM. Delobeau et Reymoneng : MM. Delobeau, le Rapporteur, Aimond, Bienvenu Martin, *Président de la Commission des finances* ; Besnard, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère des finances* ; le Président. Rejet de l'amendement. Adoption du chapitre 29 (chiffre de la Commission). Chapitres 30 à 35. Adoption. Chapitre 36 : MM. Delobeau, le *Ministre de la Marine*. Adoption. Chapitre 37. Adoption. Chapitre 38 : MM. Delobeau, le Rapporteur. Adoption. Chapitres 39 à 43. Adoption. Chapitre 43 bis : MM. Guillier, Louis Martin, le Rapporteur, le *Ministre de la Marine*. Adoption. Chapitre 44. Adoption. Chapitre 45. Amendement de M. Lemarié : MM. Lemarié, le *Président de la Commission des finances*, le *Ministre de la Marine*. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption du chapitre 45. Chapitres 46 à 53. Adoption. Chapitre 54 (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitre 55. Adoption. Chapitre 56 : MM. d'Estournelles de Constant, le *Ministre de la Marine*. Adoption. Chapitres 57 à 62. Adoption. — Caisse des invalides de la marine. Chapitres premier à 13. Adoption. Renvoi de la discussion [16 février] (A. t. I, p. 385 ; J.O., p. 317). — Suite de la discussion : *Ministère des Colonies* : MM. Dominique Delahaye, Flandin, Gervais, *rapporteur* ; Lebrun, *Ministre des Colonies* ; Chautemps. Chapitre premier : MM. Milliès-Lacroix, Genet, le *Ministre des Colonies*. Adoption du chapitre premier (chiffre de la Commission). Chapitres 3 à 26. Adoption. Chapitre 27 : MM. Peytral, le *Ministre des Colonies*. Adoption. Chapitres 28 à 37. Adoption. Chapitre 38. Projet de résolution de M. Flandin : MM. Flandin, le *Ministre des Colonies*, Bienvenu Martin, *Président de la Commission des finances*. Retrait du projet de résolution par son auteur. Adoption. Chapitres 39 à 63. Adoption. Chapitre 64 : MM. Flaissières, le *Ministre des Colonies*. Adoption. Chapitres 65 à 68. Adoption. Chapitre 69 (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitres 70 à 72 (Mémoire). — Chemins de fer de l'État. Adoption successive des chapitres premier à 18. Chapitres 19 à 22 (Mémoire). — Réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest. Adoption successive des chapitres premier à 9. Chapitre 10 et 11 (Mémoire). Chapitres 12 à 19. Adoption. Chapitres 20 à 23 (Mémoire). Chapitre 24. Adoption. — *Ministère des Travaux publics*. Chapitres réservés. Chapi-

tres 79 et 80. Adoption. Chapitre 82 : MM. Aimond, *rapporteur* ; Brager de La Ville-Moysan, Jean Dupuy, *Ministre des Travaux publics*. Adoption du chapitre 82 (chiffre de la Commission). Chapitre 88 : MM. le Rapporteur, le Ministre des Travaux publics. Adoption du chapitre 88 (chiffre de la Chambre des Députés, repris par la Commission). Renvoi de la discussion. — Ministère de l'Agriculture. Discussion générale : MM. Le Breton, le comte de Saint-Quentin, Flaissières, Empereur, Bassinet, Grosjean, Vermorel, Louis Martin, Peytral, Pams, *Ministre de l'Agriculture*. Clôture de la discussion générale. Chapitres premier à 10. Adoption. Chapitre 11 : M. Gaudin de Villaine. Adoption. Chapitre 12. Adoption. Chapitre 13. Projet de résolution de M. Rey : MM. Emile Rey, le Président, le Ministre, Gauthier, *rapporteur général*. Retrait du projet de résolution par son auteur. Adoption. Renvoi de la discussion [17 février] (A. t. I, p. 423 ; J.O., p. 347). — Suite de la discussion : Ministère de l'Agriculture. Chapitre 14 : MM. le Président, Dominique Delahaye. Réservé. Chapitres 15 à 24. Adoption. Chapitre 25 : MM. Cachet, Pams, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption. Chapitres 26 à 53. Adoption. Chapitre 54 : MM. Dominique Delahaye, le Ministre de l'Agriculture, le Président. Adoption. Chapitre 55. Adoption. Chapitre 56 : MM. le comte de Saint-Quentin, Louis Pichon, le Ministre de l'Agriculture. Adoption. Chapitre 57 : MM. Surreaux, Lintilhac, Jules Develle, *rapporteur* ; Louis Pichon, Empereur, Sancet, le Ministre de l'Agriculture, Gaudin de Villaine, Paul Fleury. Adoption du chapitre 57 (chiffre de la Commission). Chapitres 58 à 61. Adoption. Chapitre 62 : MM. Flaissières, le Ministre de l'Agriculture. Adoption. Chapitres 63 à 65. Adoption. Chapitre 66, 66 bis, 66 ter (Mémoire). Chapitre 67 : MM. Genoux, Nègre. Adoption. Chapitre 68. Adoption. Chapitre 69 : MM. Dominique Delahaye, le Président. Adoption. Chapitres 70 à 71. Adoption. Chapitres 72 à 76 (Mémoire). Chapitres 77 à 93 et dernier. Adoption. — Ministère de l'Instruction publique. 1^{re} section. Instruction publique : MM. Gouzy, Guist'hau, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts* ; Léon Labbé, Daudé, Halgan, Audiffred, Dominique Delahaye, le Président. Chapitres premier à 8. Adoption. Chapitre 9 (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitres 10 à 18. Adoption. Chapitre 19 (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitres 20 à 29. Adoption. Chapitre 30 (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitres 31 et 32. Adoption. Chapitre 33 (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitres 34 et 35. Adoption. Chapitre 36 : MM. Charles Dupuy, Poincaré, *Président du Conseil*, *Ministre des Affaires étrangères*, Pierre Baudin, *rapporteur* ; le Ministre de l'Instruction publique. Adoption du chapitre 36 (chiffre de la Commission). Chapitres 37 à 45. Adoption. Chapitre 46 (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitre 47. Adoption.

Chapitre 48 (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitres 49 à 63-Adoption. Chapitre 64 (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitre 65 (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitres 66 à 75. Adoption. Chapitre 76 (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitres 77 à 97. Adoption. Chapitre 98. Amendement de MM. Chastenet, Courrégelongue et Thounens : MM. Chastenet, le Ministre de l'Instruction publique, Thounens, le Président. Retrait de l'amendement par ses auteurs. Adoption du chapitre 98 (chiffre de la Commission). Chapitres 99 à 109. Adoption. Chapitre 110 (chiffre de la Commission) Adoption. Chapitres 111 à 116. Adoption. Chapitre 117 : MM. Bassinet, le Ministre. Adoption. Chapitre 118 : MM. le Rapporteur, Ranson, le Ministre. Adoption du chapitre 118 (chiffre de la Chambre repris par la Commission). Chapitres 119 à 127. Adoption. Chapitre 128. Amendement de M. de Marcère : MM. de Marcère, le Ministre, Bienvenu Martin, *Président de la Commission des finances*. Adoption du chapitre 128 (chiffre de la Commission). Chapitre 129. Adoption. Chapitre 130 : MM. Peytral, le Ministre, Strauss. Adoption. Chapitres 131 à 148. Adoption. Chapitres 149 à 151 (Mémoire). — 2^e section. Beaux-Arts : MM. Colin, Albert Gérard, *rapporteur* ; Léon Bérard, *Sous-Secrétaire d'Etat des Beaux-Arts*. Chapitres premier à 11. Adoption. Chapitre 12 (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitres 13 à 18. Adoption. Chapitre 19. Amendement de M. Lintilhac et plusieurs de ses collègues : MM. Lintilhac, le Rapporteur, Strauss, le Président de la Commission des finances. Rejet de l'amendement. Adoption du chapitre 19 (chiffre de la Commission). Chapitres 20 à 25. Adoption. Chapitre 26 (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitres 27 à 61. Adoption. Chapitre 62 : MM. Genoux, le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption. Chapitres 63 et 64. Adoption. Chapitre 65 : MM. Gaudin de Villaine, le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption. Chapitres 66 à 70. Adoption. Chapitre 71 : MM. le Sous-Secrétaire d'Etat des Beaux-Arts, le Président de la Commission des finances. Adoption du chiffre de la Commission. Chapitre 72 à 96 *ter*. Adoption. Chapitres 97 à 99 (Mémoire). — Budget annexe du Chemin de fer et du port de la Réunion. Chapitres premier à 7. Adoption. Chapitres 8 à 10 (Mémoire). (Ministère de l'Intérieur). Chapitre réservé Chapitre 2 (chiffre de la Commission). Adoption. Renvoi de la discussion [19 février] (A. t. I, p. 460 ; J.O., p. 375). — Suite de la discussion : Ministère de l'Agriculture. Chapitre 14 (réservé) : MM. Audiffred, Cazeneuve, Courrégelongue, Louis Martin, Pams, *Ministre de l'Agriculture* ; Cabart-Danneville. Adoption. — Loi de finances. Article premier : M. le Président. Réservé. Article 2 de la Chambre des Députés (incorporé dans la loi du 30 décembre 1911). Article 3 de la Chambre des Députés. Demande de disjonction. Amendement de MM. Charles Dupuy,

Noël et Louis Martin : MM. Charles Dupuy, Klotz, *Ministre des Finances* ; Louis Martin, Noël, Gauthier, *rapporteur général* ; Guillier, Bienvenu Martin, *Président de la Commission des finances* ; le Président. Renvoi à la Commission des articles 3, 4 et 5 de la Chambre des Députés. Article 6 de la Chambre des Députés : M. le Président. Demande de disjonction. Amendement de MM. Cazeneuve, Ponteille et Reymoncq : MM. Cazeneuve, Gauthier, *rapporteur général de la Commission des finances* ; Vermorel, Klotz, *Ministre des Finances*. Scrutin sur la disjonction. Article 7 de la Chambre des Députés (incorporé dans la loi du 30 décembre 1911). Article 2 de la Commission (art. 8 de la Chambre des Députés). Amendement de M. Boivin-Champeaux : MM. Boivin-Champeaux, le Ministre des Finances. Adoption de l'amendement. Adoption de l'article 2 modifié. Article 3 de la Commission (art. 9 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 4 de la Commission (art. 10 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 5 de la Commission (art. 11 de la Chambre des Députés) : MM. Guillier, le Ministre des Finances, Jeanneney, Chasteney, Dominique Delahaye, Bienvenu Martin, *Président de la Commission des finances* ; le Président. Adoption, au scrutin, du premier paragraphe (texte de la Commission). Adoption des paragraphes suivants et de l'ensemble de l'article 5 (texte de la Commission). Résultat du scrutin sur la disjonction de l'article 6 de la Chambre des Députés. Rejet de la disjonction. Article 6 de la Chambre des Députés. Amendement de M. Cazeneuve, accepté par la Commission et par le Gouvernement. Adoption de l'amendement devenant l'article 2. Article 6 nouveau (texte de la Commission) ; article 6 bis de la Commission (art. 12 modifié de la Chambre des Députés) ; article 7 de la Commission (art. 13 modifié de la Chambre des Députés) ; article 8 (art. 14 de la Chambre des Députés). Réservés. Articles 9 à 16 de la Commission (art. 15 à 22 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 23 de la Chambre des Députés : M. le Ministre des Finances. Disjonction. Article 17 de la Commission (art. 24 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 18 de la Commission (art. 25 de la Chambre des Députés). Réservé. Article 19 à 21 de la Commission (art. 26 à 28 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 22 de la Commission (art. 29 de la Chambre des Députés) : MM. Aimond, le Ministre des Finances, Ribot. Adoption. Renvoi de la discussion [20 février] (A. t. I, p. 502 ; J.O., p. 407). — Suite de la discussion : Loi de finances. Article 23 de la Commission (art. 30 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 24 de la Commission (art. 31 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 25 de la Commission (art. 32 de la Chambre des Députés). Réservé. Article 26 de la Commission (art. 33 de la Chambre des Députés). Amendement de M. Pic-Paris : MM. Pic-Paris, Klotz, *Ministre*

des Finances ; le Président de la Commission des finances, le Président. Adoption. Article 27 de la Commission (art. 34 de la Chambre des Députés) : MM. Guillier, le Président. Réservé. Article 28 de la Commission (art. 35 de la Chambre des Députés). Amendement de M. Pic-Paris demandant la disjonction : MM. Pic-Paris, le Ministre des Finances, Dominique Delahaye, Fortier, Hervey, Lemarié, le Président de la Commission des finances, le Président. Adoption, au scrutin, de la disjonction. Article 29 de la Commission (art. 36 modifié de la Chambre des Députés). Amendement de MM. Pic-Paris et de La Batut : MM. Pic-Paris, Marraud, *directeur de l'enregistrement, commissaire du Gouvernement* ; Lemarié, Peyrot, le Rapporteur général, le Président de la Commission des finances, le Président. Renvoi à la Commission de l'article 29 et de l'article 27. Article 30 de la Commission (art. 37 modifié de la Chambre des Députés) : MM. Fortier, le Rapporteur général. Adoption. Article 31 de la Commission (art. 38 de la Chambre des Députés). Incorporé dans la loi du 27 janvier 1912. Article 32 de la Commission. Adoption. Article 40 de la Chambre. Demande de disjonction : MM. Dominique Delahaye, le Président de la Commission, le Président. Disjonction. Article 33 de la Commission (art. 41 de la Chambre des Députés) : MM. Dominique Delahaye, le Président, Jeanneney. Adoption. Article 42 de la Chambre des Députés. Demande de disjonction. Adoption de la disjonction. Article 34 de la Commission (art. 43 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 35 de la Commission (art. 44 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 36 de la Commission (art. 45 modifié de la Chambre des Députés). Amendement de M. Martinet : MM. Martinet, Klotz, *Ministre des Finances* ; Flaissières, Gaston Menier, Paul Morel, *Sous-Secrétaire d'État de l'Intérieur*. Adoption de l'amendement. Disposition additionnelle de M. Hervey : MM. Hervey, le Sous-Secrétaire d'État de l'Intérieur. Rejet de la prise en considération : MM. le Président, Flaissières, Lintilhac, Gaston Menier. Article 46 de la Chambre des Députés. Demande de disjonction : MM. Flaissières, Gauthier, *rapporteur général* ; le Ministre des Finances. Disjonction prononcée. Articles 37 à 40 de la Commission (art. 47 à 50 de la Chambre des Députés). Adoption. Article additionnel de M. Louis Martin : MM. Bienvenu Martin, *président de la Commission des finances* ; Louis Martin, Millerand, *Ministre de la Guerre*. Retrait de l'article additionnel par son auteur. Article 51 de la Chambre des Députés. Demande de disjonction : MM. le Ministre de la Guerre, le Rapporteur général. Disjonction prononcée. Article 41 de la Commission (art. 52 de la Chambre des Députés). Demande de disjonction par M. Chautemps : MM. Chautemps, le Ministre de la Guerre, le Président de la Commission des finances. Disjonction pro-

noncée. Renvoi à la Commission de l'armée. Article 53 de la Chambre des Députés. Demande de disjonction. Disjonction prononcée et renvoi de l'article disjoint à la Commission de l'armée ordonné. Article 54 de la Chambre des Députés. Demande de disjonction : MM. Reynald, le Rapporteur général. Disjonction prononcée. Articles 42 et 43 de la Commission (art. 55 et 56 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 57 de la Chambre des Députés. Demande de disjonction : MM. le Ministre de la Guerre, le Rapporteur général. Disjonction prononcée et renvoi de l'article disjoint à la Commission de l'armée ordonné. Article 44 de la Commission (Article 58 de la Chambre des Députés). Adoption. Articles 59 et 60 de la Chambre des Députés. Demande de disjonction. Disjonction prononcée. Articles 45, 46 et 47 de la Commission (art. 61, 62 et 63 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 64 de la Chambre des Députés. Disjonction demandée. Amendements de MM. Strauss et Nègre : MM. le Ministre des Finances, Strauss, Nègre. Retrait des amendements par leurs auteurs. Disjonction prononcée. Article 48 de la Commission (art. 65 de la Chambre des Députés) : MM. Pierre Baudin, *rapporteur* ; Guist'hau, *Ministre de l'Instruction publique* ; Goy. Cazeneuve. Adoption du texte modifié de la Commission. Article 49 de la Commission (art. 66 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 50 de la Commission (art. 67 de la Chambre des Députés). Adoption. Amendement de M. Savary : MM. le Rapporteur général, Savary, Cordelet. Adoption de l'amendement. Adoption de l'article 50, texte de la Chambre repris par la Commission. Article 68 de la Chambre des Députés. Demande de disjonction : MM. Debierre, le Ministre de l'Instruction publique. Disjonction prononcée. Article 51 de la Commission (art. 69 modifié de la Chambre des Députés). Réservé. Article 70 de la Chambre des Députés : MM. Poirson, le Ministre des Finances, le Président de la Commission des finances, Gaston Menier. Disjonction prononcée. Article 71 de la Chambre des Députés (chapitres du Ministère du Commerce) ; articles 72 à 81 (retraites ouvrières). Réservés. Articles 52 et 53 (art. 82 et 83 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 84 de la Chambre des Députés. Amendement de M. Nègre : MM. le Ministre des Finances, Nègre. Réservé. Articles 54 et 55 (art. 85 et 86 de la Chambre des Députés). Adoption. Art. 56 de la Commission (art. 87 de la Chambre des Députés) ; M. le Ministre des Finances. Réservé. Article 56 *bis* de la Commission (art. 88 de la Chambre des Députés). Adoption. Article additionnel de M. Lucien Cornet. Réservé. Article 57 de la Commission (art. 89 de la Chambre des Députés) : M. Delatour, *directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, commissaire du Gouvernement*. Adoption. Articles 58 et 59 de la Commission (art. 90 et 91 de la

Chambre des Députés). Adoption. Article 60 de la Commission (art. 92 de la Chambre des Députés) : MM. Surreaux, le Ministre des Finances, Mauclère, directeur du contrôle au Ministère de la Guerre, commissaire du Gouvernement. Adoption. Articles 61 à 71 de la Commission (art. 93 à 103 de la Chambre des Députés). Adoption. Article additionnel de M. Chautemps : MM. Chautemps, le Ministre des Finances. Retrait de l'article additionnel par son auteur. Articles 72 à 82 de la Commission (art. 104 à 114 de la Chambre des Députés). Adoption. Article additionnel de M. Chautemps : MM. Chautemps, Aimond, le Ministre des Finances, le Président de la Commission des finances. Renvoi de l'article additionnel à la Commission de la marine. Articles 83 et 84 de la Commission (art. 115 et 116 de la Chambre des Députés). Adoption : M. le Président. Renvoi de la discussion [21 février] (A. t. I, p. 539 ; J.O., p. 437 à 448). — M. Gervais dépose l'avis de la Commission des finances sur les articles 72 à 81 du projet de loi de finances de l'exercice 1912, adoptés par la Chambre des Députés et relatifs aux retraites ouvrières et paysannes et demande l'insertion au *Journal officiel* : MM. Fortier, Klotz, *Ministre des Finances*; le Président de la Commission des finances, le Président. Insertion au *Journal officiel* ordonnée [21 février] (A. t. I, p. 572 ; J.O., p. 464). — Suite de la discussion : Loi de finances : M. le Président. Article 84. Demande de disjonction présentée par la Commission des finances. Amendement de M. Nègre, tendant au maintien de l'article 84 dans la loi de finances : MM. Nègre, Cazeneuve, Dominique Delahaye, Pams, *Ministre de l'Agriculture*; Cachet, Gauthier, *rapporteur général de la Commission des finances*; Gomot, *président de la Commission des fraudes*; Vermorel, Vieu, le Président. Adoption de la disjonction. Renvoi de l'article 84 à la Commission des fraudes. Articles 72 à 81 de la Chambre des Députés. Demande de renvoi de la discussion sur ces articles : MM. Bourgeois, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*; Touron, Cuvinot, *président de la Commission spéciale*; Hervey, le Président, Ferdinand Dreyfus, Bepmale. Rejet, au scrutin, de la demande de renvoi. Discussion immédiate ouverte : MM. le Président, Ferdinand-Dreyfus, Bepmale, Touron, Bourgeois, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. Renvoi de la discussion [22 février] (A. t. I, p. 580 ; J.O., p. 469). — Suite de la discussion : Loi de finances. Article 6 réservé (nouvelle rédaction de la Commission) (art. 12 de la Chambre des Députés). Amendement de M. Boucher : MM. Boucher, Brindeau, Klotz, *Ministre des Finances*; Barbier, Fernand David, *Ministre du Commerce*; Fortier, Honoré Leygue, Cachet. Adoption de l'article 6 (nouvelle rédaction). Article 6 bis réservé (art. 12 modifié de la Chambre des Députés). Amendement de M. Boucher. Adoption.

Article 7 réservé (art. 13 modifié de la Chambre des Députés). Amendement de M. Boucher. Adoption. Article 8 réservé (art. 14 de la Chambre des Députés). Amendement de M. Boucher. Adoption. Article 71 (texte de la Chambre des Députés). Demande de disjonction. Amendement de M. Couyba : MM. Couyba, Tournon, *rapporteur du budget du Ministère du Commerce* ; Astier, le Ministre du Commerce, Klotz, *Ministre des Finances*. Rejet de la disjonction : MM. Dominique Delahaye, Savary, Astier. Adoption de l'article 71. — Ministère du Commerce. Chapitre 24 réservé (chiffre de la Chambre des Députés). Adoption. Chapitre 25 bis réservé (chiffre de la Chambre des Députés). Adoption. — Loi de finances. Articles 3, 4 et 5 réservés (texte de la Chambre des Députés) : MM. le Ministre des Finances, le Président. Renvoi de la discussion. Reprise de la discussion : M. le Président. Texte nouveau de la Commission : MM. Louis Martin, Bloch, *directeur général des Contributions directes, commissaire du Gouvernement*. Adoption du texte nouveau devenant l'article premier bis. Article 5 de la Chambre des Députés : M. Louis Martin. Rejet. Articles 72 à 81 de la Chambre des Députés : MM. le Président, Bourgeois, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale* ; Tournon, Strauss, Cuvinot, *président de la Commission spéciale* ; Brager de La Ville-Moysan, le Président. Amendement de M. Tournon : MM. le Président, Tournon, le Ministre du Travail, Aimond, le Ministre des Finances, Lintilhac, Cuvinot, *président de la Commission spéciale*. Mise aux voix de la prise en considération de l'amendement de M. Tournon : M. le Président. Rejet. Renvoi de la discussion [23 février] (A. t. I, p. 605 ; J.O., p. 489 à 504). — Suite de la discussion : Loi de finances. Article 72 de la Chambre des Députés : MM. Cuvinot, *président et rapporteur de la Commission spéciale* ; Strauss. Amendement de M. Richard : MM. Richard, Bourgeois, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. Retrait de l'amendement par son auteur. Alinéas relatifs au paragraphe premier de l'article 4 de la loi du 5 avril 1910. Adoption. Alinéas relatifs au paragraphe 3. Amendement de MM. Strauss, Bepmale et Richard : MM. Strauss, le Président de la Commission spéciale, le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, Gervais, *rapporteur de la Commission des finances* ; Brager de La Ville-Moysan. Adoption de l'amendement et des alinéas relatifs au paragraphe 3. Alinéas relatifs au paragraphe 4 : MM. Brager de La Ville-Moysan, le Président de la Commission spéciale. Adoption. Alinéa relatif au paragraphe 5. Adoption de la première partie. Deuxième partie de l'alinéa. Amendement de M. Brager de La Ville-Moysan : MM. Brager de La Ville-Moysan, Klotz, *Ministre des Finances*. Rejet de l'amendement. Adoption de l'alinéa. Alinéas relatifs aux paragraphes 7 et 8. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 72. Article 73. Alinéas relatifs au paragraphe

premier de l'article 5 de la loi du 5 avril 1910. Adoption. Alinéa relatif au paragraphe 4. Amendement de M. Bepmale : MM. Bepmale, Delattour, *directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, commissaire du Gouvernement*. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption du texte de la Commission. Adoption de l'ensemble de l'article 73. Article 74 : MM. Brager de La Ville-Moysan, Strauss. Adoption. Article 75. Adoption. Article 76. Adoption. Article 77. Amendement de MM. Chastenet, Courrégelongue et plusieurs de leurs collègues : M. Courrégelongue. Retrait de l'amendement. Adoption. Article 78. Adoption. Article 79. Adoption. Article 80. Rejet. Article 81 : MM. Brager de La Ville-Moysan, Klotz, *Ministre des Finances*. Adoption. — Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Chapitre 41 réservé. Adoption du chiffre de la Commission. Chapitre 42 réservé. Adoption du chiffre de la Commission. Chapitre 43 réservé. Adoption du chiffre de la Chambre des Députés repris par la Commission. — Ministère de l'Intérieur. Chapitre 42 réservé. Adoption du chiffre de la Chambre des Députés repris par la Commission. Chapitre 43 réservé. Adoption du chiffre de la Commission. — Loi de finances. Article 56 réservé (art. 87 de la Chambre des Députés) : MM. Cuvinot, Gauthier, *rapporteur général de la Commission des finances*; le Ministre des Finances. Adoption du paragraphe premier. Rejet du paragraphe 2. Vote sur l'ensemble de l'article. Adoption. Article additionnel de M. Lucien Cornet : MM. Lucien Cornet, le Ministre des Finances, Delattour, *directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, commissaire du Gouvernement*; le Président. Rejet de l'article additionnel. Article 51 réservé. Nouvelle rédaction de la Commission. Adoption. Articles 27 et 29 réunis en un article 27 nouveau de la Commission. Amendement de MM. Pic-Paris et Lemarié : MM. Pic-Paris, le Ministre des Finances, Lemarié, le Président de la Commission spéciale, Dominique Delahaye. Demande de renvoi de la discussion. Rejet. : MM. Lemarié, le Président de la Commission, le Président de la Commission des finances, Marraud, *directeur de l'Enregistrement, commissaire du Gouvernement*; Pic-Paris, de La Batut. Adoption de l'amendement de MM. Pic-Paris et Lemarié. Adoption de l'article 27 nouvelle rédaction modifiée. Article premier réservé. Adoption. Article 25 réservé. Adoption. Article 18 réservé. Adoption. Vote sur l'ensemble du projet de loi. Adoption, au scrutin [24 février] (A. t. I, p. 647 ; J.O., p. 523). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1912 (I. n° 71). M. Gauthier dépose le rapport (I. n° 75). Proposition de discussion immédiate : MM. le Président, Aimond, Klotz, *Ministre des Finances*. Renvoi de la

discussion [26 février] (A. t. I, p. 674; J.O., p. 543). Discussion : MM. Gauthier, *rapporteur général de la Commission des finances*; le Président. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Article premier. — Ministère des Finances. Chapitre 33 (chiffre de la Chambre des Députés). Adoption. Chapitre 107. Adoption du chiffre de la Commission. -- Ministère de la Justice. Chapitre 4 (chiffre de la Chambre des Députés). Adoption. — Ministère de l'Intérieur. Chapitre premier (chiffre de la Chambre des Députés). Adoption. Chapitre 2 (chiffre de la Chambre des Députés). Adoption. Chapitre 18 (chiffre de la Chambre des Députés). Adoption. Chapitre 40 (chiffre de la Commission). Adoption. — Ministère de la Guerre. Chapitre premier : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur*; le Président. Adoption du chiffre nouveau de la Commission. Chapitre 2 : MM. le Rapporteur, le Président. Adoption du chiffre nouveau de la Commission. Chapitre 2 bis (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitre 6 (chiffre de la Chambre des Députés). Adoption. Chapitres 10, 10 bis et 10 ter (chiffres et libellés de la Commission). Adoption d'un chapitre unique sous le n° 10. Chapitre 11 (chiffre de la Chambre des Députés). Adoption. Chapitre 11 bis (chiffre de la Chambre des Députés). Adoption. Chapitre 26 (chiffre de la Chambre des Députés). Adoption. Chapitre 26 bis (chiffre nouveau de la Chambre des Députés). Adoption. Chapitres 30, 30 bis, 30 ter et 30 quater (chiffres et libellés de la Commission). Adoption. Chapitre 32 (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitres 33, 33 bis, 36, 36 bis, 41, 41 bis et 43 (chiffres de la Chambre des Députés). Adoption. Chapitre 45 : MM. le Président, Klotz, *Ministre des Finances*; le Président, Milliès-Lacroix, *rapporteur*. Adoption du chiffre de la Chambre des Députés. Chapitres 45 bis, 47 et 47 bis (chiffre de la Chambre des Députés). Adoption. Chapitre 55 (anciens 55 à 55 noniès du Sénat) : MM. le Président, Hervey, le Rapporteur. Adoption du libellé de la Chambre des Députés. Chapitres 56 (anciens 56 et 56 sexiès du Sénat) (chiffres et libellé de la Chambre des Députés). Adoption. Chapitres 58, 58 bis, 59, 59 bis, 60 (anciens 60 à 60 quater du Sénat). Adoption du chapitre 60 (libellé de la Chambre des Députés). Chapitre 61 (anciens 61 à 61 ter du Sénat). Adoption du libellé de la Chambre des Députés. Chapitre 61 bis. Adoption du chiffre de la Chambre des Députés. Chapitres 62 et 62 bis (anciens 62 à 62 quater). Adoption. Chapitre 64 (chiffre de la Chambre des Députés). Adoption. Chapitre 64 bis (chiffre de la Chambre des Députés). Adoption. Chapitre 73 (anciens 73 à 73 quater). Adoption du libellé de la Chambre des Députés. Chapitre 78 (anciens 78 à 78 ter). Adoption du libellé de la Chambre des Députés. Chapitre 81 (chiffre de la Chambre des Députés). Adoption. Chapitre 81 bis (chiffre de la Chambre des Députés). Adoption. Chapi-

tre 82 (anciens 82 à 82 *ter* du Sénat). Adoption du libellé de la Chambre des Députés. Chapitre 84 (anciens 84 à 84 *ter* du Sénat). Adoption du libellé de la Chambre des Députés. — Ministère de la Marine. Chapitre premier *bis* (chiffre de la Chambre des Députés). Adoption. Chapitre 54 (chiffre de la Commission). Adoption. — Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (Instruction publique). Chapitres 9, 19, 33, 36 et 48 (chiffres de la Chambre des Députés). Adoption (Beaux-Arts). Chapitre 19 : MM. le Président, Lintilhac. Adoption du chiffre de la Chambre des Députés. Chapitre 26 : MM. le Président, Bérard, *Sous-Secrétaire d'Etat des Beaux-Arts*; Bienvenu Martin, *président de la Commission des finances*. Adoption du chiffre de la Commission. Chapitre 71 (chiffre de la Chambre des Députés). Adoption. — Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Chapitre 5 (chiffre de la Chambre des Députés). Adoption. Chapitre 13 (chiffre de la Commission). Adoption. Chapitres 21 et 25 (chiffres de la Chambre des Députés). Adoption. — Ministère des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes. Chapitre 11 : Amendement de M. Lintilhac : MM. le Président, Lintilhac, Aimond, *rapporteur*; Jean Dupuy, *Ministre des Travaux publics*. Rejet, au scrutin, du chiffre de la Chambre des Députés. Adoption du chiffre de la Commission. Chapitre 12, 23, 24, 44 et 55. Retrait des amendements sur ces chapitres par leurs auteurs. Adoption des chiffres de la Commission. Chapitre 82 (chiffre de la Chambre des Députés). Adoption. Chapitre 98 : MM. le Président, Peschaud, le Ministre des Travaux publics, Aimond, *rapporteur*. Adoption. Chapitre 100 (chiffre de la Chambre des Députés). Adoption. — Ministère de la Guerre (Poudres et salpêtres). Chapitre premier. Adoption du chiffre de la Commission. Chapitre 10. Adoption du chiffre de la Commission. — Loi de finances. Article premier. Réservé. Article 2. Amendement de MM. Louis Martin, Albert Peyronnet et plusieurs de leurs collègues. Amendement de M. Tournon : MM. le Président, le Rapporteur général de la Commission des finances, Bérenger, Louis Martin, Vallé, le Ministre des Finances, Tournon. Adoption de l'amendement de M. Louis Martin devenant l'article 2. Article 4. Adoption du texte de la Chambre des Députés. Article 26. Adoption du texte de la Chambre des Députés. Art 30. Amendement de MM. Pic-Paris et Lemarié demandant la disjonction : MM. Pic-Paris, le Ministre des Finances, Lemarié, Perreau, le Président de la Commission des finances. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 30 (texte de la Chambre des Députés). Article 31. Amendement de M. Pic-Paris demandant la disjonction : MM. Pic-Paris, le Ministre des Finances, le Président de la Commission des finances, Lemarié. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 31 (texte de la Chambre des Députés).

Articles 34 et 35. Adoption du texte de la Chambre des Députés. Article 38. Amendement de MM. Flaissières et Lintilhac : MM. Flaissières, Lintilhac, Gaston Menier, le Ministre des Finances, le Président de la Commission des finances. Adoption des deux premiers alinéas de l'article 38. Troisième alinéa. Rejet de l'amendement. Adoption du troisième alinéa. Quatrième alinéa. Adoption. Vote sur l'ensemble de l'article 38. Adoption. Article 43. Disjonction et renvoi à la Commission de l'armée. Article 44. Disjonction et renvoi à la Commission de l'armée. Article 48. Disjonction. Article 52. Adoption du texte de la Commission. Article 55, texte de la Commission. Adoption. Article 56 : MM. le Président, le Sous-Secrétaire d'État des Beaux-Arts, le Rapporteur général. Disjonction. Article 66. Adoption du texte de la Chambre des Députés. Article 69. Demande de disjonction : MM. le Président, le Rapporteur général de la Commission des finances. Adoption de la disjonction. Renvoi à la Commission de la répression des fraudes. Article 72 : MM. le Président, Cuvinot, le Ministre des Travaux publics. Adoption du texte de la Chambre des Députés. Article premier réservé. Adoption. Article 28 réservé. Adoption. Article 21 réservé. Adoption. Vote au scrutin sur l'ensemble. Adoption. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, modifié de nouveau par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1912 (I. n° 77). M. Gauthier dépose et lit le rapport (I. n° 78). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Article premier. Ministère de l'Intérieur. Chapitre 40. Adoption du chiffre de la Chambre des Députés. — Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. 2^e section. Beaux-Arts. Chapitre 26. Adoption du chiffre de la Chambre des Députés. — Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Chapitre 13. Adoption du chiffre de la Chambre des Députés. — Ministère des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes (Travaux publics). Chapitre 11. Adoption du chiffre de la Chambre des Députés. Chapitres 12, 23, 24, 44, 45. Adoption des chiffres de la Chambre des Députés. — Loi de finances. Article 64. Nouvelle rédaction de la Commission des fraudes acceptéé par la Commission des finances : MM. Cazeneuve, *rapporteur de la Commission des fraudes* ; Gauthier, *rapporteur général* ; Klotz, *Ministre des Finances*. Adoption. Article premier. Adoption. Vote, au scrutin, sur l'ensemble. Adoption du projet de loi : MM. Bienvenu Martin, *président de la Commission des finances* ; le Président [27 février] (A. t. I, p. 682 ; J.O., p. 551 à 572). Promulgation (J.O., 28 février, p. 1850).

2 — 1913. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant

fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1913, déposé à la Chambre le 29 mars 1912; rapport général de M. Chéron le 30 mars 1912; rapports supplémentaires déposés le 13 décembre 1912, les 7 et 27 février; adopté le 15 mars; déposé par M. le Ministre des Finances [17 mars] (A. t. I, p. 321; J.O., p. 263; I. n° 85). Rapport général déposé par M. Aimond (I. n° 130). Rapports spéciaux déposés par : M. Couyba : Service des Beaux-Arts et budget des Monnaies et Médailles (I. n°s 131-146). M. Trouillot : Ministère des Travaux publics (I. n° 147). M. Paul Doumer : Ministère des Affaires étrangères (I. n° 148). M. A. Bérard : Services pénitentiaires (I. n° 151). M. Jules Develle : Ministère de l'Agriculture (I. n° 152). M. Dupont : Postes et Télégraphes (I. n° 153); Caisse nationale d'épargne (I. n° 154); Ecole centrale (I. n° 155). M. Astier : Conventions et garanties d'intérêt (I. n° 133); Budget des Chemins de fer de l'Etat (I. n° 132). M. Saint-Germain : Ministère des Finances (I. n° 134); Imprimerie nationale (I. n° 135). M. Ferdinand-Dreyfus : Ministère du Travail (I. n° 136). M. Chautemps : Ministère de la Marine (I. n° 137). M. Gervais : Ministère des Colonies (I. n° 138). M. Touron : Ministère du Commerce (I. n° 139). M. Jeanneney : Ministère de l'Intérieur (I. n° 140). M. Milliès-Lacroix : Ministère de la Guerre (I. n° 141); budget des Poudres et Salpêtres (I. n° 156). M. Lintilhac : Ministère de l'Instruction publique (I. n° 142). M. Antoine Perrier : Ministère de la Justice (I. n° 144); budget annexe de la Légion d'honneur (I. n° 145) [29 mars] (A. t. I, p. 472; J.O., p. 394). Communication de décrets designant en qualité de commissaires du Gouvernement : Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale : MM. Fontaine, *directeur du travail*; Paulet, *directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales*; Brice, *directeur des retraites ouvrières et paysannes*; Richard, *directeur de la mutualité*; March, *directeur du service de la statistique générale de la France*; Chassériaux, *inspecteur des finances, chargé du service du contrôle des assurances privées*, et Gambier, *chef du cabinet du Ministre*. — Ministère des Travaux publics : M. Charguéraud, *directeur des routes et de la navigation*; Fontaneilles, *directeur des chemins de fer*; Mahieu, *directeur du personnel et de la comptabilité*; Weiss, *directeur des mines, des distributions d'énergie électrique et de l'aéronautique*, et Claveille, *directeur des chemins de fer de l'Etat*. — Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes : MM. Gabelle, *directeur de l'enseignement technique*; Tirman, *directeur du personnel de la marine marchande et des transports*; Bolley, *directeur des affaires commerciales et industrielles*; Bordes, *chef du cabinet du Ministre*, et MM. Hermann, *directeur de la comptabilité*; Mazoyer, *directeur de l'exploitation postale*; Bizet, *directeur de la caisse nationale d'épargne*; Frouin, *directeur de l'exploitation télégraphique*; Bouchard, *directeur de*

l'exploitation téléphonique; Tarbouriech, *directeur du personnel*. Ministère de l'Agriculture : MM. Cabaret, *directeur du secrétariat, du personnel central et de la comptabilité*; Dabat, *directeur général des eaux et forêts*; Berthault, *directeur de l'enseignement et des services agricoles*; Roux, *directeur des services sanitaires et scientifiques et de la répression des fraudes*; de Pardiou, *directeur des haras* et Decharme, *chef du service du crédit, de la coopération et de la mutualité agricoles*. — Ministère de la Marine : MM. l'amiral Le Bris, *chef d'état-major général*; Serres, *contrôleur général de 1^{re} classe de la Marine, directeur du contrôle*; l'amiral de Gueydon, *directeur central de l'artillerie navale*; Romazzotti, *directeur du génie maritime, directeur central des constructions navales*; Coustolle, *inspecteur général des travaux maritimes, chef du service central des travaux hydrauliques*; Desforges, *directeur de la comptabilité générale*; Bellot, *chef du service central de santé*; Gigout, *chef du service central de l'intendance militaire*; Féraud, *chef du service du personnel militaire de la flotte*, et Cablat, *administrateur de 1^{re} classe de l'inscription maritime, chef du cabinet du Sous-Secrétariat d'Etat à la marine marchande*. Caisse des Invalides de la Marine : MM. Desforges, *directeur de la comptabilité générale au Ministère de la Marine*, et Neuville, *administrateur de l'établissement des invalides de la marine*. — Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts : MM. Bayet, *directeur de l'enseignement supérieur*; Lucien Poincaré, *directeur de l'enseignement secondaire*; Gasquet, *directeur de l'enseignement primaire*; Lesage, *directeur du personnel et de la comptabilité*; Paul Léon, *chef de la division des services d'architecture*, et Valentino, *chef de la division de l'enseignement et des travaux d'art*. — Ministère de la Guerre : MM. Deloncle, *secrétaire général du Ministre de la Guerre*; le général Legrand, *2^e sous-chef d'état-major de l'armée*; le contrôleur général Mauclère, *directeur du contrôle*; Matter, *directeur du contentieux et de la justice militaire*; le colonel Guillaumat, *directeur de l'infanterie*; le colonel Anselin, *directeur de la cavalerie*; le général Mengin, *directeur de l'artillerie*; le général Chevalier, *directeur du génie*; l'intendant militaire Defait, *directeur de l'intendance*; le général Gaudin, *directeur des poudres et salpêtres*; le médecin inspecteur Toussaint, *directeur du service de santé*; le général Berdoulat, *directeur des troupes coloniales*; le général Hirschauer, *inspecteur général permanent de l'aéronautique militaire* et le lieutenant-colonel Riberpray, *chef du 1^{er} bureau de l'état-major de l'armée*. — Ministère des Finances : MM. Maurice Bloch, *directeur général de la comptabilité publique*; Luquet, *directeur du mouvement général des fonds*; Feret du Longbois, *directeur du contrôle des administrations financières et de l'ordonnancement*; Bley, *directeur de la Dette inscrite*; Fravaton, *directeur du personnel et du matériel*; Baudouin-Bugnet, di-

recteur général des contributions directes; Deline, *directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre*; Branet, *directeur général des douanes*; Martin (Louis), *directeur général des contributions indirectes*; Ricaud, *directeur général des manufactures de l'Etat*; Martin (Edmond), *directeur de l'administration des Monnaies et Médailles*; Méjan, *directeur de l'Imprimerie nationale* et A. Delatour, *directeur général de la Caisse des dépôts et consignations*. — Ministère des Colonies : MM. Loisy, *inspecteur des colonies, chef du cabinet du Ministre*; Vassel, *directeur, chef du service de l'Indo-Chine*; You, *directeur, chef du service de l'Afrique occidentale et de l'Afrique équatoriale*; Schmidt, *directeur, chef du service des colonies de l'Océan indien*; Guyho, *inspecteur général des colonies, directeur du contrôle*; colonel Mordrelle, *directeur chef des services militaires*; Boutteville, *inspecteur général des travaux publics des colonies*, et Grall, *inspecteur général du service de santé des colonies*. — Ministère de l'Intérieur : MM. Durand, *directeur du personnel*; Ogier, *directeur du contrôle et de la comptabilité*; Maringer, *directeur de l'administration départementale et communale*; Mirman, *directeur de l'assistance et de l'hygiène publique*, et Pujalet, *directeur de la sûreté générale*. — Ministère de la Justice : MM. Paul Bouulloche, *directeur des affaires civiles et du sceau*; André, *directeur des affaires criminelles et des grâces*; Siben, *directeur du personnel et de la comptabilité*, et Just, *directeur de l'administration pénitentiaire*. — Ministère des Affaires étrangères : MM. Gavarry, *directeur des affaires administratives et techniques*; Paléologue, *directeur des affaires politiques et commerciales*, et Delamotte, *directeur de la comptabilité*. Discussion générale : MM. Amond, *rapporteur général*; Le Breton, Debierre. Renvoi de la discussion [13 mai] (A. t. I, p. 497; J.O., p. 417). Discussion générale (suite) : MM. Charles Riou, Charles Dumont, *Ministre des Finances*, Richard, Hervev. Clôture de la discussion générale. Article premier. Réservé. — Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Discussion générale : MM. Albert Peyronnet, Chéron, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*; Gaudin de Villaine. Clôture de la discussion générale. Renvoi de la discussion [14 mai] (A. t. I, p. 517; J.O., p. 431). — Suite de la discussion : Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Chapitre premier : MM. Chéron, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*; Ferdinand Dreyfus, *rapporteur*. Adoption. Chapitre 2 : MM. le Ministre, le Rapporteur. Adoption. Chapitre 3. Adoption. Chapitre 4 : MM. le Ministre et le Rapporteur. Adoption. Chapitre 5 : M. le Ministre. Adoption. Chapitres 6 à 14. Adoption. Chapitres 15 : MM. Cachet, le Ministre, Charles Riou, Bienvenu Martin, *président de la Commission*, le Rapporteur. Réservé. Chapitres 16 à 18. Adoption. Chapitre 19 : M. le Ministre. Adoption. Cha-

pitres 20 à 42. Adoption. Chapitre 43 : MM. le Ministre, le Rapporteur. Adoption. Chapitres 44 et 45. Adoption. Chapitre 46. Amendement de M. Albert Peyronnet : MM. Albert Peyronnet, Delatour, *directeur général de la Caisse des dépôts et consignations*; le Rapporteur, le Ministre, Paul Strauss. Retrait de l'amendement. Adoption du chapitre 46. Chapitre 47. Amendement de M. Albert Peyronnet : MM. Albert Peyronnet, le Ministre. Retrait de l'amendement. Adoption du chapitre 47. Chapitres 48 à 55. Adoption. — Budget des services pénitentiaires. Discussion générale : MM. Monnier, Antony Ratier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Chapitres 1 à 27. Adoption. — Ministère des Travaux publics. Discussion générale : MM. Quesnel, Audiffred (dépôt d'une demande d'interpellation), Joseph Thierry, *Ministre des Travaux publics*; Astier, *rapporteur du budget des chemins de fer de l'Etat*. Clôture de la discussion générale. Chapitres premier à 12. Adoption. Chapitre 13 : MM. le Ministre, le Président de la Commission. Adoption. Chapitres 14 à 32. Adoption. Chapitre 33 : MM. Perreau, le Ministre. Adoption. Chapitres 34 à 76. Adoption. Chapitres 85, 88, 89 et 90. Adoption. Chapitre 91 (nouveau) : MM. le Ministre, le Président de la Commission. Adoption. Chapitre 92 (ancien 91). Adoption. Chapitre 93 (ancien 92) : MM. Bodinier, le Ministre. Adoption. Chapitres 94 à 97, 100, 101 et 102 (anciens 93 à 96, 99, 100 et 101). Adoption. — Budget des conventions et garanties d'intérêt. Adoption des chapitres 77, 78, 81, 83, 84, 86, 87, 98 (ancien 97) et 99 (ancien 98) (du Ministère des Travaux publics). — Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Chaque 15 réservé : MM. Touron, *rapporteur du budget du Commerce*; Ferdinand-Dreyfus, *rapporteur*; Chéron, *Ministre du Travail*; Doumer, Dominique Delahaye, le Président de la Commission. Adoption. — Ministère du Commerce. Chapitres premier à 26. Adoption. Chapitre 27 : MM. Massé, *Ministre du Commerce*; le Président, Touron, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 28 à 54. Adoption. Renvoi de la discussion [15 mai] (A. t. I, p. 540; J.O., p. 449). — Suite de la discussion : Ministère de l'Agriculture. Discussion générale : MM. Louis Martin, Eugène Guérin, Clémentel, *Ministre de l'Agriculture*; Perchot, Henri Michel, Darbot, Ponteille, Emile Rey, le comte de Pontbriand, Cazeneuve, Develle, *rapporteur*; Audiffred, Louis Martin, Empereur. Chapitres premier à 11. Adoption. Chapitre 12. Dépôt d'une proposition de résolution par M. Méline : MM. Méline, le Rapporteur, le Ministre, Gaudin de Villaine. Adoption de la proposition de résolution. Sur le chapitre : MM. Charles Riou, Herriot, le Ministre. Adoption du chapitre 12. Chapitres 13 à 21. Adoption. Chapitre 22. Amendement de M. Courrégelongue : MM. Courrégelongue, le Rapporteur, Hervev. Rejet de l'amendement. Adoption du Chapitre 22. Chapitres 23 et 24. Adoption. Cha-

pitre 25. Amendement de M. Cachet et plusieurs de ses collègues : MM. Cachet, Hervey, le Ministre. Retrait de l'amendement. Adoption du chapitre 25. Renvoi de la discussion [16 mai] (A. t. I, p. 565 ; J.O., p. 471). — Ministère de l'Agriculture (suite). Chapitre 26. MM. Pédebidou, Reynald, Clémentel, *Ministre de l'Agriculture* ; Adoption. Chapitre 27. Adoption. Chapitre 28 : MM. Chauveau, le Ministre. Adoption. Chapitres 29 à 42. Adoption. Chapitre 43. Amendement de M. Darbot : MM. Darbot, le Ministre. Retrait de l'amendement. Adoption du chapitre 43. Chapitres 44 à 56. Adoption. Chapitre 57 : MM. Courrégelongue, le Ministre, Lintilhac, le comte de Keranfle'h, Le Cour Grandmaison, Ournac, Gaudin de Villaine, de Pardieu, *directeur des haras, commissaire du Gouvernement* ; Basire, Labbé. Adoption. Chapitres 58 à 61. Adoption. Chapitre 62. MM. Courrégelongue, le Ministre, Rambourgt, Guillaume Chastenot, Cazeneuve. Adoption. Chapitre 63. Amendement de MM. Audiffred, Courrégelongue et plusieurs de leurs collègues : MM. Develle, *rapporteur* ; le Ministre. Adoption de l'amendement. Adoption du chapitre 63. Chapitres 64 et 65. Adoption. Chapitre 66 : MM. Hervey, le Ministre, Decker-David, le comte de Keranfle'h. Adoption. Chapitres 67 à 70. Adoption. Chapitre 71 : MM. Lourties, le Ministre, Gaudin de Villaine. Fortier. Adoption. Chapitre 72 : MM. Grosjean, le Ministre. Adoption. Chapitres 73, 74 et 75. Réservés. Chapitres 76 à 92. Adoption. Chapitres 92 bis (de la Chambre des Députés). Réservé. Chapitres 93 à 101. Adoption. — Ministère de la Marine. Discussion générale : MM. Louis Martin, Baudin, *Ministre de la Marine*. Renvoi de la discussion [19 mai] (A. t. I, p. 595 ; J.O. p. 494). — Ministère de la Marine. Discussion générale (suite) : MM. Reymonenq, Chautemps, *rapporteur* ; Baudin, *Ministre de la Marine* ; Henri Michel. Renvoi de la discussion [20 mai] (A. t. I, p. 623 ; J.O. p. 516). — Ministère de la Marine. Discussion générale (suite) : MM. Henri Michel, Emile Chautemps, *rapporteur* ; Dominique Delahaye et Gaudin de Villaine. Chapitre premier. Amendement de M. Henri Michel et plusieurs de ses collègues : MM. Henri Michel, Gaudin de Villaine, le Rapporteur, Reymonenq, Bienvenu Martin, *président de la Commission des finances, Jénouvrier*. Adoption de l'amendement et du chapitre premier. Chapitre 1 bis à 18. Adoption. Chapitre 19. MM. Baudin, *Ministre de la Marine* ; le rapporteur. Adoption. Chapitres 20 et 21. Adoption. Chapitre 22. MM. Gaudin de Villaine, le Ministre. Adoption. Chapitre 23. Adoption. Chapitre 24 : M. le Président. Réservé. Chapitres 25 à 34. Adoption. Chapitre 35 : MM. Chautemps, *rapporteur* ; Baudin, *Ministre de la Marine*. Adoption. Chapitres 36 à 40. Adoption. Chapitre 24 (réservé) : MM. Gaudin de Villaine, le Ministre, le Rapporteur. Adoption. Chapitre 59 bis (de la Chambre des Députés) (réservé). Chapitres 60 à

63. Adoption. Budget de la Caisse des invalides de la marine. Chapitres 1^{er} à 13. Adoption. — Budget des chemins de fer de l'Etat. Discussion générale : M. Jénouvrier. Dépôt d'une proposition de résolution : MM. Thierry, *Ministre des Travaux publics*; Bienvenu Martin, *président de la Commission des finances*. Adoption de la proposition de résolution. MM. Gaudin de Villaine, le Ministre. Clôture de la discussion générale. Ancien réseau. Chapitres premier à 26. Adoption. Réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest. Chapitres premier à 4. Adoption. Chapitre 5 : MM. Brager de la Ville-Moysan, le Ministre. Adoption. Chapitres 6 à 28. Adoption. — Ministère des Travaux publics. Chapitre 79 (réservé). Chapitre 80 (réservé). Adoption. Chapitre 82 (réservé). Adoption. — Ministère de l'Instruction publique. Discussion générale : MM. Gaudin de Villaine, Barthou, *Président du Conseil*, *Ministre de l'Instruction publique*; Dominique Delahaye. Chapitres 1 à 18. Adoption. Chapitre 19. Amendement de M. Strauss : MM. Paul Strauss, le Ministre. Retrait de l'amendement. Adoption du chapitre 19. Chapitres 20 à 32. Adoption. Chapitre 33 : MM. Goy, le Ministre, Lintilhac, *rapporteur*. Adoption du chapitre 33. Chapitres 34 à 77. Adoption. Chapitre 78 : M. le Rapporteur. Adoption. Chapitres 79 à 99. Adoption. Chapitre 100 : M. le Rapporteur. Adoption. Chapitres 101 à 118. Adoption. Chapitre 119 : M. le Rapporteur. Réservé. Chapitres 120 à 125. Adoption. Chapitres 126, 126 bis et 128 : M. le Rapporteur. Réservés. Chapitres 127, 129 et 130. Adoption. Chapitre 131 : MM. Herriot, le Ministre. Adoption. Chapitre 140 : MM. Poulle, le Rapporteur, le Ministre. Adoption. Chapitres 141 à 152. Adoption. — Budget du Sous-Secrétariat d'Etat des Beaux-Arts. Chapitres premier à 25. Adoption. Chapitre 26 : MM. Gustave Rivet, Léon Bérard, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts*; Guillaume Chastenet, Dominique Delahaye. Adoption. Chapitres 27 à 41. Adoption. Chapitre 42 : MM. Simonet, le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption. Chapitres 43 à 47. Adoption. Chapitre 48 : MM. Gustave Rivet, Couyba, *rapporteur*; le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption. Chapitres 49 à 50. Adoption. Chapitre 51 : MM. Chastenet, le Sous-Secrétaire d'Etat, Gaston Menier. Adoption. Chapitres 52 à 64. Adoption. Chapitre 65 : MM. Gaudin de Villaine, Dominique Delahaye, le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption. Chapitre 65 bis : MM. Gaudin de Villaine, le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption. Chapitres 66 à 82. Adoption. Chapitre 83 : MM. Bodinier, le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption. Chapitres 84 à 100. Adoption. Renvoi de la discussion [21 mai] (A. t. I, p. 645; J.O., p. 535). — M. Gervais dépose le rapport sur le budget annexe du chemin de fer et port de la Réunion [21 mai] (A. t. I, p. 691; J.O., p. 572; I. n° 178). — Suite de la discussion : Ministère de la Guerre. Discussion générale : MM. Gaudin de Villaine, Etienne, *Ministre de la Guerre*; Chapuis, Defait, direc-

teur de l'Intendance, commissaire du Gouvernement; Debierre, Larère. Dominique Delahaye, de Lamarzelle, Etienne, *Ministre de la Guerre*; Guillaume Poulle, Doumer, Milliès-Lacroix, *rapporteur*. Clôture de la discussion. Proposition de résolution de M. Debierre. Renvoi à la Commission des finances. Chapitre premier : MM. le Ministre, le Rapporteur. Adoption. Chapitres 2 à 5. Adoption. Chapitre 6 : M. le Rapporteur. Adoption. Chapitre 7 : M. le Rapporteur. Adoption. Chapitres 8 à 10. Adoption. Chapitre 11 : MM. Labbé, Lebert. Adoption. Chapitre 12 : M. le comte de Keranflech. Adoption. Chapitre 13 : MM. Gaudin de Villaine, le Ministre. Adoption. Chapitres 14 et 15. Adoption. Chapitre 16 : MM. Cachet, le Ministre. Adoption. Chapitre 14 bis de la Chambre des Députés. Rejet. Chapitres 17 à 22. Adoption. Chapitre 23 : MM. Gaudin de Villaine, le Ministre. Adoption. Chapitres 24 à 27. Adoption. Chapitre 25 bis (de la Chambre des Députés). Rejet. Chapitres 28 à 33. Adoption. Chapitre 34 : MM. Rouby, le Ministre, Gervais. Adoption. Renvoi de la discussion [22 mai] (A. t. I, p. 693; J.O., p. 588). — Ministère de la Guerre (suite). Chapitre 35 : M. Gaudin de Villaine. Adoption. Chapitres 36 et 37. Adoption. Chapitre 38 : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur*. Adoption. Chapitre 39 : M. le Rapporteur. Adoption. Chapitre 33 bis de la Chambre des Députés : M. le Rapporteur. Rejet. Chapitres 40 à 42. Adoption. Chapitre 43 : M. le Rapporteur. Adoption. Chapitre 44. Adoption. Chapitre 45 : M. le Rapporteur. Adoption. Chapitre 46. Adoption. Chapitre 38 bis de la Chambre des Députés. Rejet. Chapitres 47 à 51. Adoption. Chapitre 42 bis de la Chambre des Députés. Rejet. Chapitre 52. Adoption. Chapitre 53 : M. le Rapporteur. Adoption. Chapitre 44 bis de la Chambre des Députés. Rejet. Chapitre 54 : M. le Rapporteur. Adoption. Chapitre 45 bis de la Chambre des Députés. Rejet. Chapitre 55. Adoption. Chapitre 46 bis de la Chambre des Députés. Rejet. Chapitre 56. Adoption. Chapitre 47 bis de la Chambre des Députés. Rejet. Chapitres 57 à 59. Adoption. Chapitre 49 bis de la Chambre des Députés. Rejet. Chapitre 50 de la Chambre des Députés : M. le Rapporteur. Rejet. Chapitre 60 : MM. Sabaterie, Etienne, *Ministre de la Guerre*. Adoption. Chapitre 61. Adoption. Chapitre 62 : MM. Charles Riou, Hervey, le Ministre. Amendement de M. Reynald : M. le Rapporteur, M. Jeanneney, *rapporteur du budget de l'Intérieur*. Réservé (jonction à la discussion du chapitre 20 du budget du Ministère de l'Intérieur). Chapitres 63 à 81. Adoption. Chapitre 73 de la Chambre des Députés : M. le Rapporteur. Rejet. Chapitres 82 à 90. Adoption. Chapitre 79 de la Chambre des Députés. Rejet. Chapitres 91, 91 bis, 91 ter et 91 quater. Adoption. Chapitre 80 de la Chambre des Députés. Rejet. Chapitres 92 à 95. Adoption. Chapitre 83 de la Chambre des Députés. Rejet. Chapitres 96 à 127. Adoption.

Sur la 3^e section (Constructions et matériel neufs. Approvisionnements de réserve) : MM. le Rapporteur, le Ministre, Aimond, *rapporteur général de la Commission des finances*. Chapitres 128 à 134. Adoption. Chapitres 135 : MM. Herriot, le Ministre. Adoption. Chapitre 133 bis de la Chambre des Députés. Rejet. Chapitres 136 et 138. Adoption. Chapitre 139 : MM. le Ministre, le Rapporteur. Adoption. Chapitres 140 et 141. Adoption. Chapitre 142 : M. le Rapporteur. Adoption. Chapitres 143 et 144. Adoption. — Budget des Poudres et Salpêtres. Discussion générale : MM. Cazeneuve, Emile Chautemps, *rapporteur du budget de la Marine*; le général Gaudin, *directeur des poudres et salpêtres, commissaire du Gouvernement*. Chapitres premier à 13. Adoption. — Ministère des Finances. Discussion générale : MM. Guillaume Chastenot, Charles Dumont, *Ministre des Finances*. Chapitres premier à 47. Adoption. Chapitre 48 : M. Saint-Germain, *rapporteur*. Réservé. Chapitre 48 bis de la Chambre des Députés. Réservé. Chapitres 49 à 96. Adoption. Chapitre 97. Réservé. Chapitres 98 à 100. Adoption. Chapitres 101 et 102. Réservés. Chapitres 103 à 108. Adoption. Chapitre 109. Réservé. Chapitre 110. Adoption. Chapitres 111, 112 et 113. Réservés. Chapitre 113 bis de la Chambre des Députés. Réservé. Chapitres 114 et 115. Adoption. Chapitre 116. Réservé. Chapitre 116 bis de la Chambre des Députés. Réservé. Chapitres 117 à 120. Adoption. Chapitre 121 : M. Monis. Adoption. Chapitres 122 à 128. Adoption. — Budget de l'Imprimerie nationale. Chapitres premier à 18. Adoption. — Budget des Monnaies et Médailles. Chapitres premier à 17. Adoption. — Ministère de l'Intérieur. Discussion générale : MM. Charles Riou, Paul Morel, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur*; Limon et Savary. Chapitres premier à 4. Adoption. Chapitre 5 : MM. le Sous-Secrétaire d'Etat, Jeanneney, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 6 à 10. Adoption. Chapitre 11 : MM. Perreau, le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption. Chapitres 12 à 19. Adoption. Chapitre 20. Discussion de l'amendement de M. Reynald, au chapitre 62 du Ministère de la Guerre : MM. Reynald, le Sous-Secrétaire d'Etat, Milliès-Lacroix, Hervey, Paul Leroux. Adoption de l'amendement et de l'article 62 du budget de la Guerre. Sur le chapitre 20 : M. le Rapporteur. Adoption du chapitre 20. Chapitre 21 à 40. Adoption. Chapitre 40 bis de la Chambre des Députés. Réservé. Chapitres 41 à 47 bis. Adoption. Chapitre 48 : MM. Paul Strauss, le Rapporteur. Adoption. Chapitres 49 à 55. Adoption. Chapitre 56 : MM. le Rapporteur, le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption. Chapitres 56 bis à 59. Adoption. Chapitre 60 : MM. Herriot, le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption. Chapitres 61 à 84. Adoption. — Ministère de la Justice. Discussion générale : MM. de Lamarzelle, Antony Ratier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Louis Martin, Pontelle, Charles Riou,

Antoine Perrier, *rapporteur*. Chapitres premier à 10. Adoption. Chapitre 11 : MM. Ournac, le Garde des Sceaux, Reynald. Adoption. Chapitres 12 à 14. Adoption. Chapitre 15 : MM. Jeanneney, Siber, *directeur du personnel, commissaire du Gouvernement*; le Rapporteur, le Garde des Sceaux. Adoption. Chapitres 16 à 19. Adoption. Chapitre 20 : MM. le Rapporteur, le Garde des Sceaux. Adoption. Chapitres 21 et 22. Adoption. Chapitre 23 : MM. le Rapporteur, le Garde des Sceaux. Adoption. Chapitres 24 à 31. Adoption. — Budget de la Légion d'honneur. Chapitres 1 à 22. Adoption. Renvoi de la discussion [23 mai] (A. t. I, p. 736; J.O., p. 622). — Discussion de l'interpellation de M. Henry Bérenger sur l'aménagement des ports français des Antilles et de l'océan Pacifique, en vue de l'ouverture du canal de Panama : MM. Henry Bérenger, Audiffred, Jean Morel, *Ministre des Colonies*. Ordre du jour de M. Henry Bérenger. Adoption. — Ministère des Colonies. Discussion générale : MM. Etienne Flandin, Jean Morel, *Ministre des Colonies*; Gervais, *rapporteur*; Milliès-Lacroix, Doumergue. Chapitres premier à 25. Adoption. Chapitre 26 : MM. Henry Bérenger, le Rapporteur. Adoption. Chapitres 27 à 37. Adoption. Chapitre 38 : MM. Maurice Bloch, *directeur de la comptabilité publique*; Etienne Flandin, Bienvenu Martin, *président de la Commission des finances*. Adoption du chapitre 38 avec un nouveau libellé. Chapitres 39 à 43. Adoption. Chapitre 44 : MM. le Ministre, le Rapporteur. Adoption. Chapitres 45 à 73. Adoption. — Budget du chemin de fer et du port de la Réunion. Chapitres premier à 11. Adoption. — Ministère des Affaires étrangères. Discussion générale : MM. Gaudin de Villaine, Doumer, *rapporteur*; d'Aunay, Debierre, Louis Martin, Stéphen Pichon, *Ministre des Affaires étrangères*. Chapitres premier à 23. Adoption. Chapitre 24 : MM. Chastenet, le Ministre. Adoption. Chapitres 24 bis à 37. Adoption. Renvoi de la discussion [26 mai] (A. t. I, p. 781; J.O., p. 647). — Suite de la discussion : Ministère des Postes et Télégraphes. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. de Langenhagen, Aimond, *rapporteur général*; Massé, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*; Brager de la Ville-Moysan, Astier, Bodinier et Servant. Chapitres 1^{er} et 2. Réservés. Chapitres 3 à 5. Adoption. Chapitre 6. Réservé. Chapitre 7. Adoption. Chapitres 8 et 9. Réservés. Chapitre 10. Adoption. Chapitres 11 et 12. Chapitre 13. Adoption. Chapitre 14. Réservé. Chapitres 15 et 16. Adoption. Chapitre 17. Réservé. Chapitres 18 à 21. Adoption. Chapitre 22. Réservé. Chapitre 23 : MM. Guillaume Chastenet, le Ministre. Adoption. Chapitre 24. Réservé. Chapitres 25 à 27. Adoption. Chapitres 28 à 31. Réservés. Chapitre 32. Adoption. Chapitre 33. Réservé. Chapitres 34 à 39. Adoption.

Chapitre 40 : MM. Brindeau, le Ministre. Adoption. Chapitres 41 à 47. Adoption. Chapitre 47bis de la Chambre des Députés. Réservé. Chapitre 48 et 49. Adoption. — Budget de l'École centrale. Chapitres 1 à 4. Adoption. — Budget de la Caisse nationale d'épargne. Chapitre premier. Adoption. Chapitres 2 à 4. Réservés. Chapitres 5 à 8. Adoption. Chapitre 9. Réservé. Chapitres 10 et 11. Adoption. — Loi de finances. Article premier. Réservé. Article 2. Adoption. Article 3 de la Chambre des Députés. Sur le renvoi de la discussion : MM. Empereur, Bourély, *Sous-Secrétaire d'Etat aux finances*; Touron, Aimond, *rapporteur général*; Monis. Sur la disjonction, amendement de M. Empereur : MM. Empereur, Aimond, *rapporteur général*; Charles Dumont, *Ministre des finances*; Touron, Boudenoot (dépôt d'une proposition de résolution) Lintilhac, Flaissières, Aimond, *rapporteur général*; Empereur, Bourély, *Sous-Secrétaire d'Etat aux finances*; Touron. Vote sur la disjonction de l'article 3. Pointage. Suspension de la séance. Rejet, après pointage, de la disjonction de l'article 3 de la Chambre des Députés. Amendement de M. Lintilhac et plusieurs de ses collègues à l'article 3 de la Chambre des Députés : MM. Lintilhac, le Rapporteur général. Adoption, au scrutin, de l'amendement. Article 4 de la Chambre des Députés. Amendement de MM. Reymond, Codet, Vacherie et Martinet : MM. le Rapporteur général, le Sous-Secrétaire d'Etat aux finances. Codet. Adoption de l'amendement et de l'article 4 de la Chambre des Députés. Article 5. Adoption. Article 6 de la Chambre des Députés. Disjoint. Article 7 de la Chambre des Députés : MM. Clémentel, *Ministre de l'Agriculture*; le Rapporteur général, Hervey. Adoption de l'article 7 modifié. Ministère de l'Agriculture (chapitres réservés) : chapitres 73, 74, 75. Adoption. — Loi de finances (suite). Articles 4, 5 et 6 (8, 9 et 10 de la Chambre des Députés). Réservés. Article 12 (18 de la Chambre des Députés) : MM. Martinet, Boivin-Champeaux, Mougeot, Poulle, Grosjean, Deligne, *directeur de l'Enregistrement des domaines et du timbre, commissaire du Gouvernement*; le Rapporteur général. Astier, le Sous-Secrétaire d'Etat. Rejet de l'article 12. Article 13 (19 de la Chambre des députés). Amendement (disposition additionnelle) de M. Gaston Menier : MM. Gaston Menier, le Rapporteur général, Deligne, *directeur de l'Enregistrement des domaines et du timbre, commissaire du Gouvernement*. Adoption de l'article 13 et de l'amendement modifié. Renvoi de la discussion [27 mai] (A. t. I, p. 828; J.O., p. 683). — Suite de la discussion : Ministère de l'Instruction publique. Chapitre 119 : MM. de Lamarzelle, Barthou, *Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*; Flaissières et Jénouvrier. Ordres du jour : le 1^{er}, de MM. Lintilhac, Maurice Faure, Saint-Germain, Peytral, Ferdinand-Dreyfus, Ournac, Boudenoot et Mulac; le

2^o, de M. Cazeneuve. Sur les ordres du jour : MM. le Président du Conseil, Cazeneuve, Lintilhac, *rapporteur du budget de l'Instruction publique*, le 3^o, de Milliès-Lacroix et Aimond. Retrait des deux premiers ordres du jour. Adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de MM. Milliès-Lacroix et Aimond. Adoption du chapitre 119 du Ministère de l'Instruction publique [28 mai] (A. t. I, p. 866; J.O., p. 713). — Suite de la discussion : Article 20 de la Chambre des Députés. Rejet. Article 14 (article 21 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 15 (article 22 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 23 de la Chambre des Députés. Rejet. Article 16 (article 24 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 17 (article 25 de la Chambre des Députés). Amendement de MM. de Langenhagen et Chapuis : MM. de Langenhagen, Charles Dumont, *Ministre des Finances*; Flaisnières, Aimond, *rapporteur général de la Commission des finances*; Cachet. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 17. Article 26 de la Chambre des Députés : 1^o amendement de M. Louis Martin ; 2^o amendement de M. Henri Michel et plusieurs de ses collègues ; 3^o amendement de M. Maurice Faure et plusieurs de ses collègues : MM. Louis Martin, le Rapporteur général, le Ministre des Finances, Henri Michel. Réservé. Article 27 de la Chambre des Députés. Rejet. Article 18 (28 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 29 de la Chambre des Députés. Rejet. Article 19 (30 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 20 (31 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 32 de la Chambre des Députés. M. Massé, *Ministre du Commerce de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Adoption. Article 21 (33 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 22 (34 de la Chambre des Députés) : MM. le Rapporteur général, le Ministre des Finances, Astier, le Ministre du Commerce, Jénouvrier, Dominique Delahaye. Réservé. Article 35 de la Chambre des Députés. Rejet. Article 23 à 27 (36 à 40 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 28. Réservé. Article 29 (41 de la Chambre des Députés). Adoption. Articles 30 et 31 (42 et 43 de la Chambre des Députés). Réservés. Articles 32 à 34 (44 à 46 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 35 (47 de la Chambre des Députés). Réservés. Article 36 (48 de la Chambre des Députés). Adoption. Chapitres réservés : MM. le Rapporteur général, le Ministre des Finances. — Ministère des Postes et Télégraphes (chapitres réservés) : Chapitre 1^{er} : MM. le Ministre du Commerce, le Rapporteur général. Amendement de MM. Herriot : MM. Herriot, Paul Doumer, Bienvenu Martin, *Président de la Commission des finances*, le Rapporteur général, le Ministre des Finances, Couyba. Adoption de l'article premier. Chapitres 2, 6, 8. Adoption. Chapitre 9 : MM. le Ministre du Commerce et le Rapporteur général. Adoption du chapitre 9. Chapitres 11, 12, 31 et 33. Adoption. — Budget de la Caisse d'Épargne. Chapitres 2 à 4 et 9.

Adoption. — Ministère des Finances (chapitres réservés). Chapitres 48, 48 bis, 97, 97 bis, 101, 102, 109, 111 à 113, 113 bis, 116, 116 bis. Adoption. — Loi de finances. Article 49. Sur les amendements : MM. le Rapporteur général, Herriot, le Ministre des Finances, Charles Chabert. Rejet de l'article 49 de la Chambre des Députés. Article 37 (50 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 51 de la Chambre des Députés. Retrait d'un amendement de M. Louis Martin par son auteur. Rejet. Article 38 (52 de la Chambre des Députés). Adoption. Art. 39 (59 de la Chambre des Députés). Adoption. Disposition additionnelle de M. Gouzy : MM. Gouzy, Charles Chabert, le Rapporteur général, le comte de Tréveneuc, Bienvenu Martin, *Président de la Commission* ; Menier, Monis, Doumer, Bourély, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des finances* ; Dominique Delahaye. Ajournement du vote sur la disposition additionnelle de M. Gouzy et sur celle de M. Chabert. Article 40 (54 de la Chambre des Députés). Amendement de M. Guillier et plusieurs de ses collègues : MM. Guillier, le Sous-Secrétaire d'État aux finances, le Rapporteur général, Monis, Jeanneney, Empereur, Léon Barbier. Adoption de l'amendement et de l'ensemble de l'article 40 [29 mai] (A. t. I, p. 891 ; J.O., p. 735). — Suite de la discussion : Amendement (article additionnel 40 bis) de M. Guillaume Poulle : MM. Guillaume Poulle, Charles Dumont, *Ministre des Finances*. Retrait de l'amendement. Amendement (article additionnel 40 ter) de M. Perreau : MM. Perreau, le Ministre des Finances. Retrait de l'amendement. Article 55 et 56 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 57 de la Chambre des Députés. Amendement de MM. de Langenhahn et Chapuis : MM. Ferdinand-Dreyfus, Gustave Rivet. Disjonction. Article 41 (58 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 59 de la Chambre des Députés. Amendement de MM. Lhopiteau et Louis Martin : MM. Bienvenu Martin, *Président de la Commission des finances* ; Lhopiteau. Retrait de l'amendement. Disjonction de l'article 59. Article 60 de la Chambre des députés et suivants : MM. le Président de la Commission des Finances. Amendement de MM. Louis Martin et Poulle : M. Louis Martin. Retrait de l'amendement. MM. Paul Morel, *Sous-Secrétaire d'État à l'Intérieur* ; Ferdinand Dreyfus, Flaissières, le Ministre des Finances, Emile Rey, Berenger, Poulle, le comte de Pontbriand, Dominique Delahaye, Paul Strauss, Brager de La Ville-Moysan, le Président de la Commission des finances. Disjonction des articles 60 à 72. — Ministère de l'Intérieur (chapitre réservé). Chapitre 40 bis : MM. Flaissières, le Président de la Commission, Fortier. Rejet du chiffre voté par la Chambre des Députés. Maintien de l'intitulé du chapitre pour mémoire. — Loi de finances. Article 42 (73 de la Chambre des Députés). Adoption. Articles 74 et 75 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 43 (76 de la Chambre des Députés). Adop-

tion. Article 44 (77 de la Chambre des Députés). Amendement (disposition additionnelle) de M. Rivet : MM. Gustave Rivet, le Ministre des Finances. Sur la disjonction de l'article 44 : MM. Richard, le Président de la Commission, Guillier, Herriot, Poulle. Rejet de la disjonction de l'article. Adoption de l'article 44. Rejet de l'amendement de M. Rivet. Article 6. MM. Martinet, Touron, Charles Dumont, *Ministre des Finances*, Debierre, Alexandre Bérard, Savary, Aimond, *rapporteur général*. Renvoi de la discussion [30 mai] (A. t. I, p. 931; J.O., p. 767, 781). — Loi de finances (suite). Article 6 (nouvelle rédaction). (Article 10 de la Chambre des Députés). Amendement (disposition additionnelle) de M. Honoré Leygue. MM. Aimond, *rapporteur général*; Touron, Charles Dumont, *Ministre des Finances*. Vote sur l'article 6. Pointage. Proclamation du scrutin. Rejet. Articles 7 et 8 (11 et 12 de la Chambre des Députés). Rejet. Article 9 (nouveau). Retrait. Article 10 (13 de la Chambre des Députés). Retrait. Article 14 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 15 de la Chambre des Députés : M. le Ministre des Finances. Rejet. Article 16 de la Chambre des Députés. Adoption. Article 11 (17 de la Chambre des Députés). Adoption. Articles 45 et 46 (78 et 79 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 80 de la Chambre des Députés : MM. Rambourgt, Boivin-Champeaux, Bienvenu Martin, *Président de la Commission des finances*. Disjonction. Article 47 (81 de la Chambre des Députés) : M. Charles Riou. Adoption des deux premiers paragraphes. Sur le troisième paragraphe : 1^o amendement de M. Hervey : MM. Hervey, le Président de la Commission. Retrait de l'amendement. 2^o Amendement de M. Louis Martin : MM. Louis Martin. Adoption. Adoption de l'article 47 modifié. Amendement (disposition additionnelle) de M. Paul Strauss : MM. le Rapporteur général, Paul Strauss, Riou, Louis Martin. Disjonction de l'amendement. Article 82 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 48 (83 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 84 de la Chambre des Députés : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur du budget de la guerre*. Adoption. Articles 85, 86 et 87 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 88 de la Chambre des Députés : MM. Colin, Milliès-Lacroix, *rapporteur du budget de la guerre*. Disjonction. Article 49 de la Chambre des Députés : MM. Henri Michel, Baudin, *Ministre de la Marine*; Barbier. Articles 50 et 51 (90 et 91 de la Chambre des députés). Adoption. Chapitre 59 bis (réservé) du Ministère de la Marine. Rejet. Article 93 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 94 de la Chambre des Députés : MM. Brindeau, le Président de la Commission, Doumer. Adoption. Article 95 de la Chambre des Députés : MM. Emile Chautemps, Raynald. Adoption. MM. le Ministre de la Marine. Caze-neuve, Bérenger. Adoption. Article 53 (96 de la Chambre des Députés) :

MM. Barbier, Lintilhac. Adoption. Article 52 (92 de la Chambre des Députés). Adoption. Renvoi de la discussion [3 juin] (A. t. I, p. 974; J.O., p. 802). — Loi de finances (suite). Article 54 (97 de la Chambre des Députés). Amendement de MM. Herriot et Nègre : M. Herriot. Amendement de M. Rivet : MM. Rivet, Bienvenu Martin, *Président de la Commission des finances*; Lintilhac, *rapporteur du budget du Ministère de l'Instruction publique*; Barthou, *Président du Conseil*, *Ministre de l'Instruction publique*; Savary. Amendement de M. Debierre : MM. Debierre, Herriot et Nègre. Rejet de la disjonction de premier paragraphe du texte adopté par la Chambre des Députés. Adoption des paragraphes suivants de l'article (texte de la Chambre des Députés). Amendement (disposition additionnelle) de M. Louis Martin : MM. Aimond, *rapporteur général*, Lintilhac, *rapporteur*; Louis Martin, Fortier. Rejet de l'amendement. Adoption des derniers paragraphes de l'article 54 et de l'ensemble de l'article. Chapitres réservés du budget de l'Instruction publique. M. Lintilhac, *rapporteur*. Chapitre 126. Adoption. Chapitres 126 bis et 128. Adoption. Article 98 de la Chambre des Députés. Amendement de M. Debierre et plusieurs de ses collègues : MM. Debierre, le Rapporteur général. Disjonction de l'article 98. Article 99 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 55 (100 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 101 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 102 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 56 (103 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 104 de la Chambre des Députés : M. Audiffred. Disjonction. Article 105 de la Chambre des Députés. Amendement de M. Réveillaud : M. Réveillaud. Disjonction. Articles 106 à 108 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 109 : MM. Grosjean, Jeanneney. Disjonction. Article 110. Disjonction. Article 57 (111 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 112 de la Chambre des Députés. Rejet. Article 113 de la Chambre des Députés. Disjonction. Articles 58 à 61 (114 à 117 de la Chambre des Députés). Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Debierre et plusieurs de ses collègues : MM. Debierre, Charles Dumont, *Ministre des Finances*; Doumer, Dominique Delahaye. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Article 118 de la Chambre des Députés. Amendement de M. Louis Martin : MM. Louis Martin, Develle, *rapporteur du budget de l'Agriculture*. Retrait de l'amendement. Disjonction de l'article. Article 119 de la Chambre des Députés. Amendement de M. Louis Martin : MM. Louis Martin, Henri Michel, Develle, *rapporteur du budget de l'Agriculture*; Léon Barbier, le *Ministre des Finances*. Disjonction. Chapitre (réservé) 92 bis du Ministère de l'Agriculture. Rejet. Renvoi de la discussion [4 juin] (A. t. I, p. 1003; J.O., p. 824). — Loi de Finances (suite). Article 120 de la Chambre des Députés : M. Ai-

mond, *rapporteur général*. Rejet. Article 121 de la Chambre des Députés. Rejet. Article 122 de la Chambre des Députés. Amendement de M. Louis Martin, Develle, *rapporteur du Ministère de l'Agriculture*; Doumergue, Dominique Delahaye, le Rapporteur général, Léon Barbier, Charles Dumont, *Ministre des Finances*. Disjonction. Article 123 de la Chambre des Députés : MM. Antoine Perrier, Faisans; le Rapporteur général, Henri-Michel et Empereur. Adoption. Article 124 de la Chambre des Députés : M. le Rapporteur général. Rejet. Articles 125 à 127 de la Chambre des Députés. Rejet. — Ministère des Postes et Télégraphes (chapitres réservés). Chapitre 14 : M. Charles Chabert, le Ministre des Finances. Adoption. Chapitres 17, 22, 24, 28, 29, 30. Adoption. Chapitre 47 bis. Rejet. — Loi de finances : Article 128 de la Chambre des Députés. Rejet. Amendements de M. Empereur : MM. Empereur; le Rapporteur général, le Ministre des Finances, Séblin. Retrait des amendements. Articles 62 à 81 (129 à 148 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 82 (149 de la Chambre des Députés). Amendement de M. Dellestable : MM. Dellestable, le Rapporteur général, le Ministre des Finances. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 82. Articles 83 à 86 (150 à 153 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 154 de la Chambre des Députés : MM. Dominique Delahaye, Paul Doumer, le Rapporteur général, le Ministre des Finances. Rejet. Article 87 (155 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 156 de la Chambre des Députés : MM. Dominique Delahaye, le Rapporteur général, Paul Doumer, Milliès-Lacroix, le Ministre des Finances. Disjonction. Article 88 (157 de la Chambre des Députés) : MM. Dominique Delahaye, Milliès-Lacroix. Adoption. Articles 4 et 5 (réservés) (8 et 9 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 22 (réservé) (34 de la Chambre des Députés). Amendement de M. Astier : MM. Astier, Massé, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*; le Ministre des Finances. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 22. Article 26 de la Chambre des Députés (réservé). MM. Charles Chabert, le Rapporteur général, Louis Martin, le Ministre des Finances, Bassinet. Adoption. Articles 30 à 35 (réservés) (42 et 47 de la Chambre des Députés). Adoption. Disposition additionnelle de M. Gouzy (réservée) : MM. le Ministre des Finances, Gouzy, Bienvenu Martin, *Président de la Commission*. Renvoi de l'amendement à la Commission de l'armée. Amendement (article additionnel) de M. Chabert (réservé) : MM. le Ministre des Finances, Chabert. Renvoi à la Commission des Finances. Articles 1^{er}, 28 et 31. M. le Rapporteur général. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [5 juin] (A. t. I, p. 1030; J.O., p. 845). — Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés.

portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1913 [25 juillet] (A. t. I, p. 1398; J.O., p. 1153; I. n° 324). M. Aimond dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [25 juillet] (A. t. I, p. 1401; J.O., p. 1156; I. n° 334). Discussion générale : MM. Alexandre Ribot, Barthou, *Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. Loi de finances. Article premier. Réservé. Ministère des Finances. Chapitre 9 bis. Réservé. Chapitres 26 et 43. Adoption (chiffre de la Chambre des Députés). Chapitre 48 (48 et 48 bis réunis). Adoption (chiffre de la Chambre des Députés). Chapitre 97 (97 et 97 bis réunis). Adoption (chiffre de la Commission). Chapitre 98. Adoption (chiffre de la Chambre des Députés). Chapitres 99 et 100. Adoption (chiffre de la Commission). Chapitre 113 (113 et 113 bis réunis). Adoption (chiffre de la Chambre des Députés). Chapitre 116 (116 et 116 bis réunis). Adoption (chiffres de la Chambre des Députés). Chapitres 117, 118, 119, 121 et 122. Adoption (chiffre de la Chambre des Députés). — Ministère de la Justice. Chapitres 8, 9, 15, 20 et 22. Adoption (chiffres de la Chambre des Députés). — Ministère des Affaires Etrangères. Chapitre 20 bis. Adoption (chiffre de la Chambre des Députés). Chapitre 29. Adoption (chiffre de la Commission). Chapitres 29 ter et 31. Adoption (chiffre de la Chambre des Députés). — Ministère de l'Intérieur. Chapitres 9 et 34. Adoption (chiffres de la Commission). Chapitres 51, 57 et 57 bis. Adoption (chiffres de la Chambre des Députés). — Ministère de la Guerre. Chapitres 1, 43, 62, 63 bis, 78, 80. Adoption (chiffres de la Chambre des Députés). Chapitre 94. Adoption (chiffre de la Commission). Chapitres 122, 128 à 131, 133 à 136, 138 à 141. Adoption (chiffres de la Chambre des Députés). Chapitre 142. Réservé. — Ministère de la Marine. Chapitres 1, 19, 27, 32, 35, 47, 49 à 52, 55 à 59. Adoption (chiffres de la Chambre des Députés). — Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Instruction publique. Chapitres 23, 54, 58, 78 et 148. Adoption (chiffres de la Chambre des Députés). Beaux-Arts. Chapitres 3 bis, 77 bis, 84, 86, 90, 92, 94, 95. Adoption (chiffres de la Chambre des Députés). — Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. Commerce et Industrie. Chapitre 2. Adoption (libellé de la Chambre des Députés). Chapitre 19. Adoption (chiffre de la Commission). Chapitres 38, 39, 42, 49 bis, 49 ter. Adoption (chiffres de la Chambre des Députés). Postes et Télégraphes. Chapitre réservé. — Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Chapitres 1, 2, 4, 5. Adoption (chiffres de la Chambre des Députés). Chapitres 12 et 13. Adoption (chiffres de la Commission). Chapitres 15 et 15 bis. Adoption (chiffres de la Chambre des Députés). — Ministère des Colonies. Chapitre 21. Adoption (chiffre de la Chambre des Députés). Chapitre 38.

Amendement de M. Flandin sur le libellé du chapitre : MM. Flandin, Dumont, *Ministre des Finances*; Bienvenu Martin, *Président de la Commission des finances*. Rejet de l'amendement par l'adoption du libellé du texte de la Commission. Chapitre 65. Adoption (chiffres de la Chambre des Députés). Chapitre 69. Adoption (texte de la Commission). Chapitre 70. M. Jean Morel, *Ministre des Colonies*. Adoption (chiffre de la Chambre des Députés). — Ministère de l'Agriculture. Chapitre 22. Adoption (chiffre de la Commission). Chapitres 26, 34, 34 bis, 61. Adoption (chiffres de la Chambre des Députés). Chapitre 92 bis. Réservé. — Ministère des Travaux Publics. Chapitres 29, 30, 65. Adoption (chiffres de la Commission). Chapitre 92. Adoption (chiffre de la Chambre des Députés). — Loi de finances. Article 3. MM. Dumont, *Ministre des finances*; Aimond, *rapporteur général*; Debierre, Hervey. Amendement de M. Debierre (texte de la Chambre des Députés). Adoption du 1^{er} paragraphe de l'article 3. Vote sur l'amendement. Pointage. Article 6 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 7 (article 8 de la Chambre des Députés) : MM. Martinet, le *Ministre des Finances*, Fortier, Merlet. Proclamation du scrutin sur l'amendement de M. Debierre (au 2^e paragraphe de l'article 3). Rejet de l'amendement. Adoption du texte de la Commission (2^e paragraphe). Rejet du dernier paragraphe (texte de la Chambre des Députés). Adoption de l'article 3. Scrutin sur l'article 7. Adoption. Renvoi de la discussion [28 juillet] (A. t. I, p. 1412; J.O., p. 1165). Loi de Finances (suite). Article 8 (9 de la Chambre des Députés). Adoption (texte de la Chambre des Députés). Article 13 de la Chambre des Députés. Rejet. Article 13 (15 de la Chambre des Députés) : MM. Fortier, Charles Dumont, *Ministre des finances*; le comte de Tréveneuc. Adoption. Article 23 (25 de la Chambre des Députés). Adoption (texte de la Commission). Article 24 (26 de la Chambre des Députés). Adoption. Articles 30 et 33 (32 et 35 de la Chambre des Députés). Réservés. Article 37 (39 de la Chambre des Députés). — Budget des Monnaies et Médailles. Chapitres 6 et 14. Adoption (chiffres de la Chambre des Députés). — Budget des Poudres et Salpêtres. Chapitre 11 : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur*; le *Ministre des Finances*, Charles Riou. Adoption (chiffre de la Chambre des Députés). — Budget de la Caisse d'épargne. Chapitres 4, 5 et 9. Adoption (chiffres de la Chambre des Députés). Adoption de l'article 37 (39 de la Chambre des Députés). — Ministère de la Guerre. Chapitre 142 (réservé). Adoption (chiffre de la Chambre des Députés). Article 41 (de la Chambre des Députés) : MM. le *Ministre des Finances*, Aimond, *rapporteur général*; Louis Martin, Bienvenu Martin, *président de la Commission*. Rejet au scrutin. Article 43 de la Chambre des Députés. Rejet. Articles 47, 50 et 55 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 57 de la Cham-

bre des Députés : MM. Paul Morel, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur*, le Président de la Commission des finances. Disjonction. Article 60 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 52 (61 de la Chambre des Députés). Adoption. Amendement (article additionnel 52 bis) de M. Charles Chabert : MM. Charles Chabert, Millières-Lacroix, *rapporteur du budget de la Guerre* ; le Ministre des Finances. Disjonction. (Renvoi à la Commission des finances.) Article 62 de la Chambre des Députés. Rejet. Article 55 (65 de la Chambre des Députés). Adoption (texte de la Commission). — Ministère des Finances. Chapitre 9 bis. Adoption. (Maintien du chapitre au Ministère des finances). — Marine. Chapitre 59 bis. Suppression. — Loi de finances (suite). Article 56 (66 de la Chambre des Députés). Adoption (texte de la Chambre des Députés). Article 68 de la Chambre des Députés. Rejet. Articles 73 et 74 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 77 de la Chambre des Députés : MM. Audiffred, le Rapporteur général. Disjonction. Article 81 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 82 de la Chambre des Députés : MM. Butterlin, Jeanneney, Grosjean, Couyba, le Ministre des Finances, Audiffred. Disjonction. Article 83 de la Chambre des Députés : MM. Gustave Rivet, le Président de la Commission des finances. Disjonction. Articles 66 à 70 (86 à 90 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 91 de la Chambre des Députés : MM. Guillaume Poulle, Millières-Lacroix, Chéron, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale* ; le Président de la Commission. Disjonction. Articles 71 et 72 (92 et 93 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 97 de la Chambre des Députés : MM. le Ministre des Finances, le Rapporteur général Louis Martin, Millières-Lacroix. Disjonction. — Ministère de l'Agriculture. Chapitre 92 bis. Adoption (chiffre de la Commission). — Loi de finances. Articles 99 à 102 de la Chambre des Députés. Rejet. — Postes et Télégraphes. Chapitres 14, 17. Adoption (chiffres de la Commission). Chapitres 20 et 21. Adoption (chiffres de la Chambre des Députés). Chapitres 22 et 24. Adoption (chiffres de la Commission). Chapitre 26. Adoption (chiffres de la Chambre des Députés). Chapitres 28, 29 et 30. Adoption (chiffres de la Commission). Chapitre 47 bis. Rejet. — Loi de finances. Article 129 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article premier. Adoption. Article 30. Adoption. Article 33. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 juillet] (A. t. I, p. 1454 ; J.O., p. 1199). M. Charles Dumont, *Ministre des Finances*, dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des re-

cettes de l'exercice 1913 [29 juillet] (A. t. I, p. 1479; J.O., p. 1219; I. n° 358). M. Aimond dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1913 (I. n° 359). Lecture du rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion des articles. Loi de finances : Article premier. Réservé. Ministère de la Guerre : Chapitre 94 : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur du budget de la Guerre*. Adoption (chiffre de la Commission). — Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. Postes et Télégraphes : Chapitres 14, 17, 22, 24, 28, 29 et 30. Adoption (chiffres de la Chambre des Députés). — Ministère du Travail : Chapitres 12 et 13. Adoption (chiffres de la Chambre des Députés). — Loi de finances. Article 3 : M. Charles Riou. Adoption du paragraphe premier. Sur le deuxième paragraphe : MM. Touron, Dumont, *Ministre des Finances*. Adoption du deuxième paragraphe. Disposition additionnelle de M. Touron : MM. Dumont, *Ministre des Finances*; Touron, Bienvenu Martin, *président de la Commission*; Doumergue. Disjonction de la disposition additionnelle. Troisième paragraphe. Disposition additionnelle de M. Touron : MM. Touron, le Président de la Commission. Adoption du troisième paragraphe. Prise en considération de la disposition additionnelle. Renvoi de la disposition additionnelle à la Commission. Sur la disjonction de la disposition additionnelle : MM. Aimond, *rapporteur général*; Touron. Disjonction prononcée. Adoption du quatrième paragraphe et de l'ensemble de l'article 3. Article 6 de la Chambre des Députés. Disjonction. Articles 31 et 34. Réservés. Article 40 de la Chambre des Députés : MM. Louis Martin, le Rapporteur général. Rejet, au scrutin. Article 42 de la Chambre des Députés. Rejet. Article 46 de la Chambre des Députés : M. Ferdinand-Dreyfus. Disjonction. Articles 57 et 68. Adoption. Article 71 de la Chambre des Députés : M. le Rapporteur général. Disjonction. Articles 72, 73 et 74 de la Chambre des Députés. Disjonction. Articles 75, 76 et 77 de la Chambre des Députés : M. Grosjean. Disjonction. Article 91 de la Chambre des Députés : MM. Lebert, le Rapporteur général, le Ministre des Finances, le Ministre du Travail. Adoption. Article 92 de la Chambre des Députés. Adoption. Article premier (réservé). Adoption. Articles 31 et 34 (réservés). Adoption. Adoption au scrutin de l'ensemble du projet [30 juillet] (A. t. I, p. 1481; J.O., p. 1221). M. le Ministre des Finances dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, modifié de nouveau par le Sénat, modifié

de nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1913. M. Aimond dépose le rapport. Lecture du rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : M. Dumont, *Ministre des Finances*. — Loi de finances. Article 6 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 46 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 40 de la Chambre des Députés : MM. Louis Martin, Bienvenu Martin, *président de la Commission*. Rejet, au scrutin. Article 42 de la Chambre des Députés. Rejet. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 juillet] (A. t. I, p. 1512; J.O., p. 1245; I. n° 364, 366). — M. le Ministre des Finances dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, modifié à nouveau par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, modifié à nouveau par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1913. (I. n° 367.) M. Aimond dépose le rapport. Lecture du rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Dominique Delahaye, Charles Dumont, *Ministre des Finances*; le Rapporteur général, Flaissières, Reymonenq, Ournac, Louis Martin, Delhon. — Loi de finances. Article 40 de la Chambre des Députés. Rejet. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 juillet] (A. t. I, p. 1522; J.O., p. 1252; I. n° 370). — M. le Ministre des Finances dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1913. M. Aimond dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. — Loi de finances. Article 40 de la Chambre des Députés : M. Barthou, *président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. Rejet. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 juillet] (A. t. I, p. 1525; J.O., p. 1255; I. n°s 371, 373). — Promulgation (J.O., 31 juillet, p. 6773).

3 — 1914. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914, déposé à la Chambre des Députés le 4 novembre 1913; rapport de M. Clémentel le 6 février et rapport supplémentaire le 13 mars; adopté le 1^{er} avril; déposé par M. le Ministre des Finances [2 avril] (A. t. I, p. 725; J.O., p. 612; I. n^o 244). M. Aimond dépose le rapport [3 avril] (A. t. I, p. 793; J.O., p. 674; I. n^{os} 272 et 272 bis). — Rapports particuliers par: MM. de Selves, Finances; Couyba, Monnaies et Médailles; Amic, Imprimerie nationale; Alexandre Bérard, Justice; Cachet, Services pénitentiaires, Légion d'honneur; Paul Doumer, Affaires étrangères; Alexandre Bérard, Intérieur; Milliès-Lacroix, Guerre, Poudres et salpêtres; Emile Chautemps, Marine militaire; Jénouvrier, Marine marchande, Caisse des invalides de la marine; Eugène Lintilhac, Instruction publique; Couyba, Beaux-Arts (I. n^o 272, t. II). Victor Lourties, Commerce et industrie, Ecole centrale; Emile Dupont, Postes et Télégraphes, Caisse nationale d'épargne; Ferdinand-Dreyfus, Travail et prévoyance sociale; Gervais, Colonies, Chemin de fer et port de la Réunion; Jules Develle, Agriculture; Albert Gérard, Travaux publics et Conventions; Léon Barbier, Chemins de fer de l'Etat; Lucien Hubert, Protectorats [3 avril] (A., p. 793; J.O., p. 674; I. n^o 272, t. III). — Discussion du projet de loi. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Aimond, rapporteur général; Chéron et Perchot, Renvoi de la discussion [17 juin] (A. t. I, p. 826 à 850; J.O., p. 703). — Discussion générale (suite): MM. Noulens, *Ministre des Finances*; Jénouvrier, de Lamarzelle, Dominique Delahaye, Doumer, comte de Tréveneuc, Emile Chautemps. Article premier: MM. Aimond, rapporteur général; Touron. Demande de renvoi des articles 7 à 28, pour avis, à la Commission de l'impôt sur le revenu. Adoption. Article premier réservé. — Ministère des Finances. Chapitres premier à 3. Adoption. Chapitre 4: MM. Guillaume Chastenot, le Ministre des Finances. Adoption. Chapitres 5 à 29. Adoption. Chapitre 30: MM. Charles Riou, le Ministre des Finances. Adoption. Chapitres 31 à 42. Adoption. Chapitre 43: M. le Rapporteur général. Adoption. Chapitres 44 à 69. Adoption. Chapitres 70 et 71. Réservés. Chapitres 72 et 73. Adoption. Chapitre 74. Réservé. Chapitres 75 à 89. Adoption. Chapitre 90. Réservé. Chapitre 91. MM. Perreau, le Ministre des Finances, Pic-Paris. Dépôt d'une motion de M. Perreau: M. le Président. Retrait. Adoption du chapitre 91. Chapitres 92 à 99. Adoption. Chapitre 100. Réservé. Chapitres 101 à 103. Adoption. Chapitre 104. Réservé. Chapitres 105 à 110. Adoption. Chapitre 111. M. le Rapporteur général. Adoption. Chapitres 112 à 131. Adoption. — Monnaies et Médailles. Adoption des chapitres. — Imprimerie nationale. Adoption

des chapitres. Renvoi de la discussion [18 juin] (A. t. I, p. 852 à 872; J.O. p. 727 et suiv.). — Suite de la discussion : Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. — Ministère de la Justice. Discussion générale : MM. Louis Martin, de Lamarzelle, Jénouvrier, René Bérenger, Bienvenu Martin, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Chapitre premier. Réservé. Chapitres 2 à 14. Adoption. Chapitre 15. Réservé. Chapitres 16 à 31. Adoption. — Services pénitentiaires. Adoption des chapitres. — Légion d'honneur. Adoption des chapitres. — Ministère des Affaires étrangères. Chapitres 1 à 13. Adoption. Chapitre 14 : MM. René Viviani, *président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*; Paul Doumer, *rapporteur*; Dominique Delahaye. Adoption. Chapitres 15 à 37. Adoption. — Ministère de l'Intérieur. Discussion générale : MM. Charles Riou, Jacquier, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur*. Chapitres 1 à 8. Adoption. Chapitre 9. Amendement de M. Jeanneney : MM. Jeanneney, le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption de l'amendement et des chapitres 9 (libellé modifié) et 9 bis (nouveau). Chapitres 10 à 40. Adoption. Chapitre 41 : MM. Alexandre Bérard, *rapporteur*; le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption. Chapitres 42 à 92. Adoption. — Ministère de la Guerre. Discussion générale : MM. Chapuis, Messimy, *Ministre de la Guerre*; Debierre, Milliès-Lacroix, *rapporteur*; Gaudin de Villaine. Chapitres 1 à 5. Adoption. Chapitre 6 : MM. Dominique Delahaye, le Rapporteur. Adoption. Chapitres 7 à 22. Adoption. Chapitre 23 : MM. Gaudin de Villaine, le Ministre. Adoption. Chapitres 24 à 26. Adoption. Chapitre 27 : MM. Lhopiteau, le Ministre. Adoption. Chapitres 28 à 39. Adoption. Chapitre 40. MM. le Rapporteur, Gaudin de Villaine. Adoption. Chapitre 40 bis. MM. Grosjean, le Ministre, Dominique Delahaye. Adoption. Chapitres 41 à 47. Adoption. Chapitre 48. MM. Louis Quesnel, de Keranflec'h. Renvoi de la discussion [19 juin] (A. t. I, p. 876 à 901; J.O., p. 748 et suiv.). — Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. — Ministère de la Guerre (suite) : Chapitre 48 : MM. Gaudin de Villaine, le général Asselin, *directeur de la cavalerie, commissaire du Gouvernement*; Louis Quesnel, Guilloteaux, Messimy, *Ministre de la Guerre*. Adoption. Chapitres 49 à 62. Adoption. Chapitre 62 bis de la Chambre des Députés. Rejet. Chapitre 63. Adoption. Chapitre 64 : MM. Charles Riou, le Ministre, Dominique Delahaye, Hervey, Fortier, Paul Doumer. Adoption. Chapitres 65 à 69. Adoption. Chapitre 70 : MM. Boudenoot, le Ministre. Adoption. Chapitres 71 à 121. Adoption. Chapitre 122 : MM. le Ministre, Milliès-Lacroix, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 123 à 138. Adoption. Chapitre 139 : MM. le général Audren de Kerdel, le Ministre. Adoption. Chapitres 140 à 144. Adoption. Chapitre 145 : MM. Gaudin de Villaine, le Ministre. Adoption.

Chapitres 145 bis à 148. Adoption. Chapitre 149 : MM. Dominique Delahaye, le général Bernard, *directeur de l'aéronautique, commissaire du Gouvernement*. Adoption. Chapitre 150. Adoption. Chapitre 151 : MM. Gaudin de Villaine, Lauraine, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre*. Adoption. Chapitres 152 à 156. Adoption. — Poudres et salpêtres. Adoption des chapitres [20 juin] (A. t. I, p. 914 à 925 ; J.O., p. 780). — Ministère de l'Instruction publique. Discussion générale : MM. Cazeneuve, Lintilhac, Augagneur, *Ministre de l'Instruction publique* ; Aimond, *rapporteur général*. Chapitre premier : MM. Paul Strauss, le Rapporteur, le Ministre, le Rapporteur général, Dominique Delahaye. Réservé. Chapitres 2 à 12. Adoption. Chapitre 13. Amendement de M. Cazeneuve : MM. Peytral, *président de la Commission des finances* ; Cazeneuve, le Président, le Rapporteur général. Adoption. Chapitre 14 : M. Cazeneuve. Adoption. Chapitres 15 à 32. Adoption. Chapitre 33 : MM. Paul Strauss, le Rapporteur, le Ministre. Adoption. Chapitres 34 à 46. Adoption. Chapitre 47 : MM. Paul Strauss, le Ministre, le Rapporteur. Adoption. Chapitres 48 à 93. Adoption. Chapitre 94 : M. le Rapporteur. Adoption. Chapitres 95 à 99. Adoption. Chapitre 100 : M. le Rapporteur. Adoption. Chapitres 101 à 131. Adoption. Chapitre 132. Amendement de MM. Perchot, Maurice Sarraut et Nègre : MM. Perchot, le Rapporteur, le Rapporteur général, le Ministre. Adoption de l'amendement. Amendement de M. Cazeneuve et plusieurs de ses collègues : MM. Cazeneuve, le Rapporteur. Retrait de l'amendement. Adoption du chapitre 132. Chapitres 133 à 155. Adoption. — Beaux-Arts. Discussion générale : MM. Riotteau, Dalimier, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts* ; Dominique Delahaye, Halgan, de Lamarzelle, Guillaume Chastenet, Maurice Faure, *rapporteur*. Chapitres premier à 26. Adoption. Chapitre 27 : M. le Rapporteur. Adoption. Chapitres 28 à 31. Adoption. Chapitre 32 : M. le Rapporteur général. Adoption (nouveau libellé). Chapitres 33 à 47. Adoption. Chapitre 48 : MM. Gustave Rivet, le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption. Chapitres 49 à 66. Adoption. Chapitre 67 : MM. Gaudin de Villaine, Riotteau, le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption. Chapitre 68 : MM. Jouffray, le Rapporteur, le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption. Chapitres 69 à 104. Adoption. — Ministère du Commerce et de l'Industrie. Discussion générale : MM. Auciffred, Thomson, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Adoption des chapitres. — Ecole centrale des arts et manufactures. Adoption des chapitres [22 juin] (A. t. I, p. 928 à 951 ; J.O., p. 791). — Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. — Postes et Télégraphes. Chapitres premier à 16. Adoption. Chapitre 17. MM. Fabien-Cesbron, Mazoyer, *directeur de l'exploitation postale, commissaire du Gouvernement*. Adoption. Chapitres 18 à 41. Adoption.

Chapitre 41 bis de la Chambre des Députés. Rejet. Chapitres 42 et 43. Adoption. — Caisse nationale d'épargne. Chapitre premier. Adoption. Chapitre 2. MM. Thomson, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*; Aïmond, *rapporteur général de la Commission des finances*; Dupont, *rapporteur du budget de la Caisse nationale d'épargne*; Peytral, *président de la Commission des finances*. Adoption. Chapitres 3 à 12. Adoption. — Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Discussion générale : MM. Albert Peyronnet, Couyba, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*, Audiffred. Chapitres premier à 6. Adoption. Chapitre 7 : M. le Ministre. Adoption. Chapitres 8 à 11. Adoption. Chapitre 12 : MM. le Ministre, Ferdinand-Dreyfus, *rapporteur*; Audiffred, le Président de la Commission des finances. Réservé. Chapitres 13 à 27. Adoption. Chapitre 28 : M. le Rapporteur. Adoption. Chapitres 29 à 45. Adoption. Chapitre 46 : MM. Brager de La Ville-Moysan, le Ministre, le Rapporteur. Adoption. Chapitres 47 à 57. Adoption. Chapitre 12 (précédemment réservé) : MM. le Rapporteur, Léon Labbé, Dominique Delahaye. Adoption. — Ministère des Colonies. Discussion générale : MM. Le Hérisse, Raynaud, *Ministre des Colonies*. Adoption des chapitres. — Chemin de fer et port de la Réunion. Adoption des chapitres. — Ministère de l'Agriculture. Discussion générale : MM. Chauveau, Fernand David, *Ministre de l'Agriculture*; Flaissières. Chapitres premier à 22. Adoption. Chapitre 23 : MM. Dellestable, le Ministre. Adoption. Chapitres 24 à 26. Adoption. Chapitre 27. Amendement de M. Chauveau : MM. Chauveau, le Ministre. Adoption de l'amendement et du chapitre 27 modifié. Chapitre 27 bis (nouveau) : M. le Rapporteur général. Adoption. Chapitre 28 : MM. Le Breton, Séblin. Adoption. Chapitres 29 à 40. Adoption. Chapitre 41 : MM. Le Breton, Léon Barbier, le Ministre. Adoption. Chapitre 42 : MM. Grosjean, le Ministre. Adoption. Chapitres 43 à 101. Adoption. Chapitre 102 : MM. Milliès-Lacroix, le Ministre. Adoption. Chapitres 103 à 107. Adoption [23 juin] (A. t. I, p. 955 à 980; J.O., p. 814). — Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. — Ministère des Travaux publics. Discussion générale : MM. Poirrier, René Renoult, *Ministre des Travaux publics*; Belhomme. Chapitre premier : M. le Ministre. Adoption. Chapitres 2 à 10. Adoption. Chapitre 11 : MM. Perreau, le Ministre. Adoption. Chapitres 12 à 22. Adoption. Chapitre 23 : MM. Brager de La Ville-Moysan, le Ministre. Adoption. Chapitres 24 à 32. Adoption. Chapitre 33 : MM. Perreau, le Ministre. Adoption. Chapitres 34 à 65. Adoption. Chapitre 66 : MM. Chapuis, le Ministre. Adoption. Chapitres 67 à 86. Adoption. Chapitre 87 : M. Léon Barbier. Réservé. Chapitres 88 à 98. Adoption. Chapitre 99 : MM. Hervey, le Ministre. Adoption. Chapitre 100 : MM. Bodinier, Le Cour Grandmaison,

le Ministre. Adoption. Chapitres 101 à 108. Adoption. — Budget des chemins de fer de l'Etat. Discussion générale : MM. Jénouvrier, le Ministre, Lhopiteau, Brager de La Ville-Moysan, Perreau, Léon Barbier, *rapporteur* ; Halgan, Dominique Delahaye et Gaudin de Villaine. — Ancien réseau. Chapitres 1 à 17. Adoption. Chapitre 18 : MM. d'Estournelles de Constant, le Ministre, le Rapporteur. Adoption. Chapitre 19 : MM. Lhopiteau, le Rapporteur, le Ministre. Adoption. Chapitres 20 à 27. Adoption. — Réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest. Chapitres premier à 16. Adoption. Chapitre 17 : MM. Brager de La Ville-Moysan, Claveille, *directeur des chemins de fer de l'Etat, commissaire du Gouvernement*. Adoption. Chapitres 18 à 29. Adoption. — Ministère des Travaux publics. Chapitre 87 (précédemment réservé) : M. le Rapporteur général. Adoption [24 juin] (A. t. I, p. 982 à 1006 ; J.O., p. 837). — Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. — Ministère de la Marine militaire. Discussion générale : MM. Gaudin de Villaine, Emile Chautemps, *rapporteur* ; Louis Martin, Pierre Baudin, Henri Michel, de Las Cases. Renvoi de la discussion [25 juin] (A. t. I, p. 1008 à 1027 ; J.O., p. 859). — M. Aimond dépose un rapport supplémentaire [26 juin] (A. t. I, p. 1030 ; J.O., p. 877 ; I. n° 314). — Ministère de la marine militaire. Discussion générale (suite) : MM. d'Estournelles de Constant, Gauthier, *Ministre de la Marine* ; Ernest Monis, Pierre Baudin, l'amiral de la Jaille et Emile Chautemps, *rapporteur*. Chapitre premier : MM. Villiers, le Rapporteur. Adoption. Chapitres 2 à 5. Adoption. Chapitre 6 : MM. Cabart-Danneville, le Rapporteur. Adoption. Chapitres 7 à 9. Adoption. Chapitre 10 : MM. Cabart-Danneville, Guilloteaux, le Rapporteur, le Ministre, Gaudin de Villaine, Genet. Adoption. Renvoi de la discussion [26 juin] (A. t. I, p. 1030 à 1054 ; J.O., p. 878). — M. Milliès-Lacroix dépose deux rapports supplémentaires : le 1^{er}, sur les articles 22 bis et 22 ter de la Loi de finances, articles 63 et 64 du projet de loi adopté par la Chambre des Députés (Occupation militaire du Maroc, compte spécial) ; le 2^e, sur l'article 22 ter de la Loi de finances, article 64 du projet adopté par la Chambre des Députés (Occupation militaire du Maroc) [29 juin] (A. t. I, p. 1054 ; J.O., p. 898 ; I. nos 328 et 329). — Ministère de la Marine militaire (suite). Discussion des chapitres : Chapitre 11. Adoption. Chapitre 12 : MM. Perreau, Gauthier, *Ministre de la Marine* ; Emile Chautemps, *rapporteur* ; Reymoncq. Adoption. Chapitre 13. MM. Fortin, le Rapporteur. Adoption. Chapitres 14 à 22. Adoption. Chapitre 23. MM. Guilloteaux, Reymoncq, le Rapporteur. Adoption. Chapitre 24. MM. Gaudin de Villaine, le Ministre, le Rapporteur. Adoption. Chapitres 25 à 27. Adoption. Chapitre 28 : MM. Guilloteaux, Cuvinot. Adoption. Chapitres 29 à 35. Adoption. Chapitre 36 : MM. Perreau, Guilloteaux, le

Rapporteur, Gaudin de Villaine, le Ministre. Adoption. Chapitres 37 et 38. Adoption. Chapitre 39 : MM. Villiers, le Rapporteur. Adoption. Chapitres 40 à 58. Adoption. — Marine marchande. Discussion générale : M. Perreau. Chapitres 1 à 9. Adoption. Chapitre 10 : MM. Aimond, *rapporteur général* ; Gauthier, *Ministre de la Marine* ; Milliès-Lacroix, Lespéron, *contrôleur général de la marine marchande, commissaire du Gouvernement* ; Emile Chautemps. Adoption. Chapitres 11 à 32. Adoption. — Caisse des invalides de la marine. Adoption des chapitres. — Ministère des Finances. Sur les chapitres réservés : M. de Selves, *rapporteur du budget du Ministère des Finances*. Chapitres 70, 71, 74, 90, 100 et 104. Adoption. — Loi de finances : Article premier. Réservé. Article 2. Adoption. Article 3 de la Chambre des Députés. Amendement de MM. Louis Martin, Charles Dupuy, Noël et Lemarié : MM. Louis Martin, Aimond, *rapporteur général* ; Noulens, *Ministre des Finances*. Disjonction de l'article (rejet de l'amendement). Article 4 de la Chambre des Députés. Amendement de MM. Louis Martin, Charles Dupuy, Noël et Lemarié : MM. Louis Martin, Touron. Disjonction de l'article (rejet de l'amendement). Articles 3 et 4 (5 et 6 de la Chambre des Députés). Adoption. Articles 7 à 28 de la Chambre des Députés. Réservés. Renvoi de la discussion [29 juin] (A. t. I, p. 1055 à 1073 ; J.O., p. 898). — Loi de finances (suite). Article 29 de la Chambre des Députés : MM. Noulens, *Ministre des Finances* ; Jénouvrier, Aimond, *rapporteur général*. Disjonction des articles 29 à 35. Renvoi aux bureaux. Article 36 de la Chambre des Députés : MM. le Ministre, Jénouvrier. Rejet. Article 37 de la Chambre des Députés. Amendement de M. Fortier : M. Fortier. Renvoi de la discussion [30 juin] (A. t. I, p. 1091 à 1104 ; J.O., p. 928). — Loi de finances (suite). Article 7 (37 de la Chambre des Députés). Nouvelle rédaction de la Commission. Amendement de M. Fortier : MM. Fortier, Touron, Noulens, *Ministre des Finances* ; Pic-Paris, Lemarié, Vieu, Aimond, *rapporteur général de la Commission des finances*. Rejet, au scrutin, de l'amendement de M. Fortier. Amendement de M. Touron : MM. Touron, Aimond, *rapporteur général*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 5 modifié. Article 38 de la Chambre des Députés. Rejet. Article 6 (39 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 7 (40 de la Chambre des Députés) : MM. Touron, le Ministre des Finances, le Rapporteur général. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Chastenet : M. Guillaume Chastenet. Adoption de l'amendement. Articles 41 et 42 de la Chambre des Députés. Rejet. Articles 8 et 9 (43 et 44 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 45 de la Chambre des Députés : MM. Louis Martin, le Rapporteur général. Rejet. Article 46 de la Chambre des Députés. Amendement de M. Gaston Menier, amendement de M. Lucien Cornet, amendement de M. Louis

Martin : MM. Louis Martin, Peytral, *président de la Commission*. Réserve. Article 47 de la Chambre des Députés. Disjonction. Renvoi à la Commission des douanes. Articles 10 et 11 (48 et 49 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 50 de la Chambre des Députés. Rejet. Articles 12 et 13 (51 et 52 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 53 de la Chambre des Députés. Rejet. Articles 14, 15 et 16 (55, 56 et 57 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 17 (57 de la Chambre des Députés). Réserve. Article 18 (58 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 19 (59 de la Chambre des Députés). Réserve. Article 20 (60 de la Chambre des Députés). Adoption. Articles 21 et 22 (61 et 62 de la Chambre des Députés). Réservés. Article 22 *bis* (63 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 22 *ter* (64 de la Chambre des Députés) : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur du budget de la Guerre*; le Ministre des Finances. Adoption. Article 23 (65 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 66 de la Chambre des Députés. Rejet. Article 67 de la Chambre des Députés. MM. Alexandre Bérard, Bienvenu Martin, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Amendement de M. Reynald. Retrait de l'amendement. Disjonction de l'article 67. Article 68 de la Chambre des Députés. MM. le Président, le Garde des Sceaux. Disjonction. Article 69 de la Chambre des Députés : MM. Alexandre Bérard, le Garde des Sceaux. Disjonction. Articles 25 et 26 (articles 70 et 71 de la Chambre des Députés). Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Jeanneney : MM. Jeanneney, le *rapporteur général*. Disjonction de l'amendement. Article 27 (72 de la Chambre des Députés) : M. le Rapporteur général. Adoption. Article 27 *bis* (73 de la Chambre des Députés). Adoption. Articles 28 à 32 (74 à 78 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 79 de la Chambre des Députés. Rejet. Article 80 de la Chambre des Députés. Amendement de MM. Beauvisage et Pontaille : MM. le Président, Peytral, *président de la Commission des finances*. Disjonction de l'article. Article 81 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 82 de la Chambre des Députés. Amendement de M. Cazeneuve : MM. Cazeneuve, le *Rapporteur général*. Adoption de l'amendement et de l'article. Article 32 *ter* et 32 *quater* (83 et 84 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 85 de la Chambre des Députés. Disjonction. Articles 33 à 36 (86 à 89 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 90 de la Chambre des Députés : MM. le Ministre des Finances, le *Rapporteur général*, Paul Doumer. Rejet. Article 37 (91 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 38 (92 de la Chambre des Députés). Réserve. Articles 39 à 49 (93 à 103 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 104 de la Chambre des Députés : MM. de Las Cases, Emile Chautemps. Disjonction de l'article. Articles 50 à 67 (105 à 122 de la Chambre des Députés).

Adoption. Article 68 (123 de la Chambre des Députés). Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, le Ministre des Finances. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 68. Renvoi de la discussion [1^{er} juillet] (A. t. I, p. 1110 à 1134; J.O., p. 943). — Loi de finances (suite). Articles 7 à 28 (impôts sur les revenus). Amendement de MM. Boivin-Champeaux, Hervey, de Saint-Quentin et Touron (demande de disjonction) : MM. Boivin-Champeaux, de Lamarzelle, Ribot, Touron, Aimond, *rapporteur général*; Noulens, *Ministre des Finances*; Martinet, Gaudin de Villaine. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Renvoi de la discussion [2 juillet] (A. t. I, p. 1142 à 1160; J.O., p. 969). — Loi de finances (suite). Article 7. Amendement de MM. Perchot et Maurice Sarraut : MM. Perchot, Aimond, *rapporteur général*; Maurice Sarraut, Noulens, *Ministre des Finances*. Retrait de l'amendement. Amendement de M. Touron et plusieurs de ses collègues : M. Touron. Renvoi de la discussion [3 juillet, 1^{re} séance] (A. t. I, p. 1169 à 1178; J. O., p. 992). — Loi de finances (suite). Article 7. Suite de la discussion de l'amendement de M. Touron et plusieurs de ses collègues : MM. Touron, Aimond, *rapporteur général*; Servant, Noulens, *Ministre des Finances*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Sur le texte de la Commission : MM. de Selves, le Rapporteur général. Adoption, au scrutin, de l'article 7. Article 8. Adoption du premier alinéa. Amendement de M. Lucien Cornet : MM. Lucien Cornet, le Rapporteur général. Adoption de l'amendement et de l'ensemble de l'article modifié. Article 9. MM. Séblin, le Rapporteur général. Adoption. Article 10. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Guillier. Renvoi de la discussion [3 juillet, 2^e séance] (A. t. I, p. 1181 à 1199; J.O., p. 1002). — Loi de finances. Article 10 (suite). Amendement (paragraphe additionnel) de M. Guillier : MM. Guillier, Noulens, *Ministre des Finances*; Aimond, *rapporteur général*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Sur l'article 10 : MM. Hervey, Peytral, *président de la Commission*; Doumer, Lemarié, Maurice Colin. Adoption de l'article 10. Article 11 : MM. Le Breton, le Rapporteur général. Adoption. Article 12 : MM. d'Estournelles de Constant, le Ministre des Finances, Léon Barbier, le Rapporteur général, Touron, Hervey. Renvoi de la discussion [4 juillet, 1^{re} séance] (A. t. I, p. 1204 à 1214; J.O., p. 1021). Article 12 (suite) : M. Hervey. Amendement de M. Servant : MM. Servant, Doumer, Noulens, *Ministre des Finances*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Amendement de MM. Maurice Colin et Guillaume Chastenet : MM. Maurice Colin, le Ministre des Finances, Guillaume Chastenet. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Amendement de MM. Touron et Servant : MM. Touron, le Rapporteur général, Lhopiteau, Léon Barbier, Peytral, *président de la Commission*. Vote ajourné. Article 12 et amendements à

l'article réservés. Article 13. Amendement de M. Léon Barbier : MM. Léon Barbier, le Rapporteur général, Boivin-Champeaux, le Ministre des Finances. Retrait de l'amendement. Amendement de M. Boivin-Champeaux : MM. Boivin-Champeaux, le Président de la Commission, Touron. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption de l'article 13. Article 14. Amendement de M. Chéron : M. Chéron. Adoption de l'amendement. Sur l'article : M. Léon Barbier. Adoption de l'article 14 modifié. Article 15. Amendement (disposition additionnelle) de M. Servant : MM. Servant, le Ministre des Finances, d'Estournelles de Constant. Rejet, au scrutin de l'amendement. Sur l'article : MM. Fabien Gesbron, Baudoin-Bugnet, *directeur général des contributions directes, commissaire du Gouvernement*; Séblin, d'Estournelles de Constant, le Ministre des Finances. Amendement de M. Guillier : MM. Guillier, Doumer. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption de l'article 15. Article 16. Adoption. Article 17 : MM. Hervey, le Rapporteur général. Adoption. Renvoi de la discussion [4 juillet, 2^e séance] (A. t. I, p. 1218 à 1224; J.O. p. 1031). — Loi de finances (suite) : Article 12 (nouvelle rédaction) : MM. Aimond, *rapporteur général*; le marquis de Kérourartz. Adoption du premier paragraphe. Amendement de M. Debierre (disposition additionnelle) au premier paragraphe. Amendement non appuyé. Adoption du 2^e paragraphe. Amendement (disposition additionnelle) de M. de Las Cases : M. de Las Cases. Retrait. Adoption de l'ensemble de l'article 12. Article 18 (nouvelle rédaction). Amendement de M. de Selves : MM. de Selves, Touron, Léon Barbier, Aimond, *rapporteur général*; Milliard, Guillaume Chastenet, Noulens, *Ministre des Finances*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption du premier paragraphe. Sur le deuxième paragraphe : M. de Selves. Amendement, de M. Chastenet : MM. Guillaume Chastenet, Guillier (amendement modificatif de l'amendement de M. Guillaume Chastenet), Noulens, *Ministre des Finances*; Lhopiteau, Touron (amendement), René Bérenger, le Rapporteur général. Rejet, au scrutin, de l'amendement de M. Guillaume Chastenet et, par conséquence, de l'amendement de M. Guillier. Adoption de l'amendement de M. Touron et du 2^e paragraphe. Amendement (disposition additionnelle) de M. Léon Barbier : MM. Léon Barbier, de Las Cases, le Rapporteur général, Henry Boucher, de Selves. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Sur l'article : MM. Henry Boucher, le Ministre, Séblin, Boivin-Champeaux. Adoption des 3^e et 4^e paragraphes. Sur le 5^e paragraphe : amendement de M. Boivin-Champeaux : MM. Boivin-Champeaux, le Rapporteur général, le Ministre des Finances. Retrait de l'amendement. Adoption du 5^e paragraphe, puis du 6^e paragraphe. Sur le 7^e paragraphe : MM. le marquis de Kérourartz, le Rapporteur général. Amendement de M. de

Selves : MM. de Selves, le Ministre des Finances, le Rapporteur général, le marquis de Kérouartz. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption du 7^e paragraphe et de l'ensemble de l'article 18. Article 19. Amendement de MM. Nègre et Delhon (soumis à la prise en considération) : MM. Nègre, le Rapporteur général. Rejet de l'amendement. Sur l'article : MM. Henry Boucher, le Rapporteur général, Lemarié, le Ministre des Finances, Maurice Colin. Adoption de l'article modifié. Article 20. Adoption. Renvoi de la discussion [6 juillet] (A. t. I, p. 1241 à 1264; J.O., p. 1050). Loi de finances (suite). Article 21. Amendement de M. Servant. Non appuyé. Amendement de M. de La Batut : MM. de La Batut, Aimond, *rapporteur général*; Paul Doumer, Jean Codet. Retrait de l'amendement. Amendement de MM. Touron, Servant et Denoix au 2^e de l'article : MM. Touron, Noulens, *Ministre des Finances*; le Rapporteur général, Dominique Delahaye, Henry Boucher. Retrait de l'amendement. Sur le texte, modifié, de la Commission : MM. Paul Strauss, le Ministre des Finances, Léon Barbier, Fabien-Cesbron, Séblin, le Rapporteur général, Brager de La Ville-Moysan, Baudoin-Bugnet, *directeur des contributions directes, commissaire du Gouvernement*. Adoption des quatre premiers alinéas. Sur le 5^e alinéa : Amendement de M. Touron : MM. Touron, le Rapporteur général, le Ministre. Retrait de l'amendement. Adoption du 5^e alinéa et de l'ensemble de l'article 21. Amendement (paragraphe additionnel) de M. Léon Barbier : MM. Léon Barbier, le Ministre des Finances, Séblin. Retrait de l'amendement. Article 21 de la Chambre des Députés. Rejet. Article 22 : MM. Ferdinand-Dreyfus, le Rapporteur général, Séblin. Adoption. Article 23 : MM. Hervey, Brager de La Ville-Moysan, Fabien-Cesbron, le Ministre des Finances, le Rapporteur général, Grosjean, Guillaume Chastenet, Séblin. Amendement de M. Grosjean. Adoption de l'amendement. Sur l'article modifié : M. Théodore Girard. Vote sur l'article. Scrutin. Pointage. Proclamation du résultat du scrutin sur l'article 23. Rejet de l'article. Article 24. Amendement de M. Boivin-Champeaux et plusieurs de ses collègues : MM. Boivin-Champeaux, le Ministre, le Rapporteur général. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Amendement (disposition additionnelle) de M. Halgan (soumis à la prise en considération) : MM. Halgan, le Rapporteur général. Rejet. Adoption de l'article 24. Article 25 : MM. Brager de La Ville-Moysan, le Commissaire du Gouvernement. Adoption de l'article 25. Article 26 : MM. Lucien Cornet, le Rapporteur général. Adoption. Article 27 : M. le Rapporteur général. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Colin et Servant : MM. Maurice Colin, le Ministre des Finances. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 27. — Chapitres et articles réservés. — Ministère de la Justice. Chapitres

premier et 15. Adoption. — Ministère de l'Instruction publique. Chapitre premier. Adoption. -- Loi de finances. Article 46 : Amendement de M. Gaston Menier : MM. Gaston Menier, le Rapporteur général, Lucien Cornet (retrait de son amendement), Louis Martin (retrait de son amendement). Adoption de l'amendement de M. Gaston Menier et de l'article 46 modifié. Articles 21 et 22. Adoption. Article 38 : M. Jules Develle, *rapporteur du budget de l'Agriculture*. Disjonction. Sur les articles destinés à établir l'équilibre : M. Aimond, rapporteur. Articles 1^{er}, 17 et 19. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Charles Riou, le comte d'Elva, Daniel, Tournon. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [7 juillet] (A. t. I, p. 1273 à 1291, 1292 à 1302 ; J.O. p. 1076, 1092). — Dépôt par M. le Ministre des Finances du projet de budget modifié par la Chambre des Députés. M. Aimond dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [13 juillet] (A. t. I, p. 1440 ; J.O., p. 1211 ; I. n^{os} 419 et 420). Discussion du projet de loi. Article premier. — Ministère des Finances. Chapitre 43. Adoption (chiffre de la Chambre des Députés). Chapitres 48, 70, 71, 74, 82, 90 et 100. Adoption (chiffre de la Commission). Chapitre 102. Adoption (chiffre de la Chambre des Députés). Chapitre 104. Adoption (chiffre de la Commission). Chapitres 111, 114, 115, 116, 119, 120 à 122, 124 et 125. Adoption (chiffres de la Chambre). Chapitres 125 *ter*, 125 *quater*, 125 *quinquiès*. Adoption (chiffres de la Commission). — Ministère des Affaires étrangères. Chapitres 1^{er}, 2 et 3. Adoption (chiffres de la Commission). Chapitre 4. Adoption (chiffre de la Chambre). Chapitres 5 et 20. Adoption (chiffres de la Commission). Chapitre 20 *bis*. Rejet. Chapitres 20 *ter*, 24, 25 *bis*, 29, 29 *bis*, 29 *ter* et 30. Adoption (chiffres de la Commission). — Ministère de l'Intérieur. Chapitres 9, 9 *bis* et 38. Adoption (chiffres de la Commission). Chapitre 41 : MM. Paul Strauss, Aimond, *rapporteur général* ; Jacquier, *Sous-secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur*. Adoption du chiffre de la Commission. Chapitre 55. Adoption (chiffre de la Chambre). — Ministère de la Guerre. Chapitres 6, 36, 38, 40, 41, 47 et 49. Adoption (chiffres de la Chambre). Chapitre 56. Adoption (chiffre de la Commission). Chapitre 59. Adoption (chiffres de la Chambre). Chapitre 62 *bis*. Rejet. Chapitre 65 *ter*. Adoption (chiffre de la Commission). Chapitre 89. Adoption (chiffre de la Chambre). Chapitre 122. Adoption (chiffre de la Commission). Chapitres 132, 138 à 145. Adoption (chiffres de la Chambre). Chapitre 145 *bis*. Adoption (chiffre de la Commission). Chapitres 148 à 150. Adoption (chiffres de la Chambre). Chapitre 150 *bis*. Adoption (chiffre de la Commission). Chapitres 151, 153, 153 *bis*. Adoption (chiffres de la Chambre). — Ministère de la Marine. Chapitres 1^{er}, 2, 5, 7, 9, 10, 14, 16 et 17. Adoption (chiffres de la Commission). Cha-

pitre 19. Adoption (chiffre de la Chambre). Chapitres 20, 23 et 28. Adoption (chiffres de la Commission). Chapitre 32. Adoption (chiffre de la Chambre). Chapitres 33 et 36. Adoption (chiffres de la Commission). Chapitres 42, 45, 46, 47, 50, 51 et 53. Adoption (chiffres de la Chambre). Chapitres 53 bis et 54. Adoption (chiffres de la Commission). — Marine marchande. Chapitres 1^{er}, 4 et 23. Adoption (chiffres de la Commission). — Ministère de l'Instruction publique. Chapitre 1^{er}. Adoption (chiffre de la Chambre). Chapitres 2 et 6. Adoption (chiffres de la Commission). Chapitre 33 : MM. Paul Strauss, Peytral, *Président de la Commission des finances*. Adoption (chiffre de la Commission). Chapitres 35 bis, 47, 59, 94, 149 et 155 bis. Adoption (chiffres de la Chambre). — Beaux-arts. Chapitres 92, 93, 104 à 107. Adoption (chiffres de la Chambre). — Ministère du Commerce et de l'Industrie. Chapitre 43 bis. Adoption (chiffre de la Commission). Chapitres 43 ter à 43 sexiès. Adoption (chiffres de la Chambre). Chapitres 43 septiès, 43 noniès et 48 bis. Adoption (chiffres de la Commission). — Postes et Télégraphes. Chapitre 3. Adoption (chiffre de la Chambre). Chapitre 12. Adoption (chiffre de la Commission). Chapitre 14 : MM. le Rapporteur général, Thomson, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes* ; Louis Martin, Dupont, *rapporteur du Budget des Postes et des Télégraphes* ; René Viviani, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères* ; de Selves. Millières-Lacroix. Amendement de M. Louis Martin. Scrutin. Pointage. Adoption. Adoption du chapitre (chiffre de la Chambre des députés). Chapitres 15, 16, 17, 21, 22, 24, 26 et 30. Adoption (chiffres de la Chambre des députés). — Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Chapitres 7 et 21. Adoption (chiffres de la Chambre). Chapitre 28. Adoption (chiffre de la Commission). Chapitre 45 : MM. Couyba, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale* ; Ferdinand-Dreyfus, *rapporteur du Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale*. Adoption (chiffre de la Commission). — Ministère des Colonies. Chapitres 18, 24 bis et 63. Adoption (chiffres de la Chambre). — Imprimerie nationale. Chapitres 7, 8 et 17. Adoption (chiffres de la Chambre). — Service des Poudres et Salpêtres. Chapitres 5 et 11. Adoption (chiffres de la Chambre). — Caisse nationale d'épargne. Chapitres 4, 6 et 10. Adoption (chiffres de la Chambre). — Chemins de fer de l'État (ancien réseau). Chapitres 19 et 20. Adoption (chiffres de la Chambre). (Réseau racheté). Chapitres 17 à 19 et 22. Adoption (chiffres de la Chambre). — Loi de finances. Article 3 de la Chambre des Députés : MM. Louis Martin, le Rapporteur général. Disjonction prononcée au scrutin. Article 4 de la Chambre des Députés : MM. Louis Martin, Touron. Disjonction. Article 3 : M. le Rapporteur général (texte de la Commission). Adoption, Article 10 (12 de la Chambre) : MM. Brager de La Ville-Moysan, Touron.

Noulens, *Ministre de la Guerre*. Adoption. Article 13 (15 de la Chambre) : M. le Rapporteur général. Adoption (texte de la Chambre des Députés). Articles 16, 17 et 19 (18, 19 et 21 de la Chambre). Adoption (texte de la Chambre des Députés). Article 22 de la Chambre des Députés. Rejet. Articles 28 à 34 de la Chambre des Députés : MM. le Rapporteur général, le Ministre des Finances. Disjonction. Renvoi à une Commission spéciale. Article 36 de la Chambre des Députés. Rejet. Article 31. Adoption (texte de la Chambre des Députés). Article 35 (46 de la Chambre). Adoption (texte de la Chambre des Députés). Article 56 de la Chambre. Adoption (texte de la Chambre des Députés). Articles 46 (57 de la Chambre). Adoption (texte de la Chambre des Députés). Article 73 de la Chambre. Disjonction. Article 66 (78 de la Chambre des Députés). Adoption. Article 80 de la Chambre. Disjonction. Articles 1^{er}, 41 (52 de la Chambre), 43 (54 de la Chambre des Députés). Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [14 juillet] (A. t. I, p. 1471 à 1514; J.O., p. 1239). — Dépôt par M. le Ministre des Finances du projet de loi adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés portant fixation du budget de l'exercice 1914 [14 juillet] (A. t. I, p. 1514; J.O., p. 1272; I. n° 422). M. Aimond dépose le rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Article premier. Etat A. — Ministère de l'Intérieur. Chapitre 41. Adoption (chiffre de la Commission). — Ministère de la Guerre. Chapitre 62 *bis*. Adoption (chiffre de la Chambre). — Ministère de l'Instruction publique. Chapitre 33 : MM. Paul Strauss, Aimond, *rapporteur général*. Adoption (chiffre de la Commission). — Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Chapitre 45 : MM. Couyba, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*, le Rapporteur général. Adoption (chiffre de la Commission). — Ministère de l'Agriculture. Chapitre 27. Adoption (chiffre de la Commission). Chapitre 63. Adoption (chiffre de la Chambre). Chapitre 64. Adoption (chiffre de la Chambre). — Loi de finances. Article 3 de la Chambre : M. Louis Martin. Disjonction. Article 4 de la Chambre : M. Louis Martin. Disjonction. Article 5. Adoption (texte de la Commission). Article 22 de la Chambre : MM. le Rapporteur général, Noulens, *Ministre des finances*. Rejet. Articles 28 à 34 de la Chambre : MM. Guillaume Chastenot, le Rapporteur général, le Ministre des finances. Disjonction. Renvoi des articles aux bureaux. Article 36 de la Chambre : M. le Rapporteur général. Disjonction. Article 73 de la Chambre : M. le Rapporteur général. Adoption. Articles 1^{er}, 57, 19. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [15 juillet] (A. t. I, p. 1523 à 1529; J.O., p. 1280; I. n° 425). Dépôt

par M. le Ministre des Finances du projet de budget, adopté avec de nouvelles modifications par la Chambre des Députés. M. Aimond dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. — Loi de finances. Article 3 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 4. Adoption (texte de la Commission). Article 22 de la Chambre des Députés : MM. le Président, le Rapporteur général. Ribot. Disjonction. Renvoi aux bureaux. Articles 52 et 54. Adoption (texte de la Commission). Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [15 juillet] (A. t. I, p. 1533 et 1534; J.O., p. 1288; I. nos 428 et 429). Dépôt par M. le Ministre des Finances du projet de budget modifié de nouveau par la Chambre des Députés. M. Aimond dépose et lit le rapport; déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. — Loi de finances. Article 3 de la Chambre des Députés : M. Louis Martin. Disjonction. Article 4. Adoption (texte de la Commission). Article 22 de la Chambre des Députés. Disjonction. Renvoi aux bureaux. Articles 52 et 54. Adoption (texte de la Commission) [15 juillet] (A. t. I, p. 1535; J.O., p. 1290; I. nos 432 et 433). Dépôt par M. le Ministre des Finances du projet de budget modifié de nouveau par la Chambre des Députés. M. Aimond dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. — Loi de finances. Article 22. Adoption (texte de la Chambre). Adoption, au scrutin, du projet de loi [15 juillet] (A. t. I, p. 1536 et 1537; J.O., p. 1291; I. nos 434 et 435). Promulgation (J.O., 18 juillet 1914, p. 6448).

II — RÈGLEMENTS DÉFINITIFS DES BUDGETS

1 — 1912. Projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1905, déposé le 24 mars 1910. (Voir Table 1909-1911). Discussion : MM. Riou, *président de la Commission*; Delahaye. Adoption au scrutin [5 mars] (A. t. I, p. 717; J.O., p. 582). Promulgation (J.O., 18 mars, p. 2558).

2 — 1912. Projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1906, déposé le 24 mars 1910. (Voir Table 1909-1911). Discussion : M. Richard, *rapporteur*. Adoption au scrutin [7 mars] (A. t. I, p. 737; J.O., p. 601). Promulgation (J.O., 5 avril, p. 3330).

3 — 1913. Projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1907, déposé à la Chambre le 30 juin 1910; rapports de M. E. Brousse les 12 juillet 1911 et 29 mars 1912; adopté le 6 novembre 1913; déposé par M. le Ministre des Finances [11 novembre] (A. t. II, p. 8; 2

J.O., p. 1398; I. n° 403). 1^{er} bureau, MM. Mascle, Martinet; 2^e bureau; MM. Richard, Bollet; 3^e bureau, MM. Bidault, Laurent Thiéry; 4^e bureau, MM. Dominique Delahaye, Vieu; 5^e bureau, MM. de La Batut, Genet; 6^e bureau, MM. Lucien Cornet, Surreaux; 7^e bureau, MM. Milliès-Lacroix, Fabien-Cesbron; 8^e bureau, MM. Nègre, Louis Martin; 9^e bureau, MM. Henry Boucher, Léon Monnier [27 novembre] (J.O., p. 10307, F. 91).

4 — 1913. Projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1908, déposé à la Chambre le 30 juin 1910; rapport de M. E. Brousse le 29 mars 1912; adopté le 6 novembre 1913; déposé par M. le Ministre des Finances [11 novembre] (A. t. II, p. 8; J.O., p. 1398; I. n° 411).

5 — 1913. Projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1909, déposé à la Chambre le 23 décembre 1910; rapport de M. E. Brousse, le 29 mars 1912; adopté le 6 novembre 1913; déposé par M. le Ministre des Finances [11 novembre] (A. t. II, p. 8; J.O., p. 1398; I. n° 412).

6 — 1914. Projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1910; déposé à la Chambre le 30 décembre 1911; rapports de MM. Joseph Patureau-Mirand, le 15 décembre 1913; Paul Cuny, le 26 février et rapport général de M. E. Brousse le 18 mars; adopté le 3 avril; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission précédemment nommée et chargée de l'examen des projets de loi portant règlement définitif du budget des exercices 1907, 1908 et 1909 [3 avril] (A. t. I, p. 794; J.O., p. 674; I. n° 271).

7 — 1914. Projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1911, déposé à la Chambre le 21 décembre 1912; rapport de M. E. Brousse, le 18 mars 1914; adopté le 3 avril; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission précédemment saisie de l'examen des projets de loi portant règlement définitif du budget des exercices 1907, 1908, 1909 [3 avril] (A. t. I, p. 794; J.O., p. 675; I. n° 273).

III — BUDGETS DE L'ALGÉRIE

Voir Algérie, § II, 2, 4, 5.

IV — BUDGETS DU SÉNAT

Voir Résolutions (Projets de), nos 1, année 1912; 6, année 1913; 1, année 1914.

BUREAU DE POSTE ET DE TÉLÉGRAPHE (Installation d'un). — Voir Postes, Télégraphes, Téléphones, § III, 3.

BUREAU DU SÉNAT. — 1912. Scrutin pour la nomination du président du Sénat : M. Antonin Dubost, élu. Scrutin pour la nomination de quatre vice-présidents : MM. Cordelet, Jean Dupuy, Maxime Lecomte et Lintilhac, élus. Scrutin pour la nomination de huit secrétaires : MM. Hayez, Guillier, Faisans, Jénouvrier, Mollard, Poirson, Astier et Charles Humbert, élus. Scrutin pour la nomination de trois questeurs : MM. Tillaye, Gustave Rivet et Denoix, élus [11 janvier] (A. t. I, p. 3; J.O., p. 5). Scrutin pour la nomination d'un vice-président du Sénat en remplacement de M. Jean Dupuy, démissionnaire : M. Antony Ratier, élu [26 janvier] (A. t. I, p. 66; J.O., p. 55). || **1913.** Scrutin pour la nomination du président du Sénat : M. Antonin Dubost, élu. Scrutin pour la nomination de quatre vice-présidents : MM. Touron, Ratier, Maurice-Faure et Savary, élus. Scrutin pour la nomination de huit secrétaires : MM. Reymond, Le Cour Grandmaison, Hayez, Faisans, Poirson, Astier, Mollard et Charles Humbert, élus. Scrutin pour la nomination de trois questeurs : MM. Denoix, Tillaye et Rivet, élus [14 janvier] (A. t. I, p. 2 et 3; J.O., p. 2). Scrutin pour la nomination d'un vice-président du Sénat : M. Jean Dupuy, élu. Scrutin pour la nomination d'un questeur : M. Théodore Girard, élu [17 juin] (A. t. I, p. 1092, 1094; J.O., p. 900, 901). || **1914.** Scrutin pour la nomination du président du Sénat : M. Antonin Dubost, élu. Scrutin pour la nomination de quatre vice-présidents : MM. Savary, Maurice Faure, Touron, Jean Dupuy, élus. Scrutin pour la nomination de huit secrétaires : MM. Faisans, Reymond, Mollard, Poirson, Charles Humbert, Astier, Le Cour Grandmaison, Lucien Cornet, élus. Scrutin pour la nomination de trois questeurs : MM. Denoix, Th. Girard, G. Rivet, élus [15 janvier] (A. t. I, p. 4; J.O., p. 5).

BUREAUX

ANNÉE 1912

9 janvier. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 2; J.O., p. 2; F. 2). Organisation des bureaux (J.O., p. 391; F. 3).

Le 4^e bureau (de novembre 1911) a nommé membre de la Commission des finances M. Cazeneuve, en remplacement de M. Fessard [12 janvier] (J.O., p. 416; F. 4).

Le 1^{er} bureau (de novembre 1902) a nommé membre de la Commission de l'enseignement supérieur M. Philippe Berger, en remplacement de M. Lannelongue. — Le 9^e bureau (de novembre 1902) a nommé membre de la même Commission M. Doumergue, en remplacement de M. Saillard [19 janvier] (J.O., p. 691 ; F. 6).

Le 3^e bureau (de juin 1907) a nommé membre de la Commission relative à l'inéligibilité de certains fonctionnaires M. le comte de La Riboisière, en remplacement de M. Ollivier. — Le 4^e bureau (de juin 1907) a nommé membre de la même Commission M. Jean Morel, en remplacement de M. Gobron [25 janvier] (J.O., p. 908 ; F. 8).

Le 3^e bureau (d'octobre 1909) a nommé membre de la Commission relative aux usines hydrauliques M. Cazeneuve, en remplacement de M. Péliissier. — Le 2^e bureau (de mars 1909) a nommé membre de la Commission relative au reboisement et à la conservation des forêts privées M. Lozé, en remplacement de M. Calvet. — Le 6^e bureau (de mars 1909) a nommé membre de la même Commission M. de La Batut, en remplacement de M. de Montfort. — Le 8^e bureau (de mars 1909) a nommé membre de la même Commission M. Courrégelongue, en remplacement de M. Labrousse [30 janvier] (J.O., p. 1053 ; F. 10).

Le 1^{er} bureau (de juin 1909) a nommé membre de la Commission des douanes M. Lebreton, en remplacement de M. Saillard. — Le 3^e bureau (de juin 1909) a nommé membres de la même Commission MM. Vermorel et Goy, en remplacement de MM. César Duval et Jules Brisson. — Le 4^e bureau (de juin 1909) a nommé membre de la même Commission M. Jean Morel, en remplacement de M. Fougérol. — Le 8^e bureau (de juin 1909) a nommé membre de la même Commission M. Lucien Hubert, en remplacement de M. Gobron [1^{er} février] (J.O., p. 1113 ; F. 11).

Le 6^e bureau (de novembre 1911) a nommé membre de la Commission des finances M. Pédebidou, en remplacement de M. Jean Dupuy. — Le 8^e bureau (de novembre 1911) a nommé membre de la même Commission M. Mougeot, en remplacement de M. Raymond Poincaré [2 février] (J.O., p. 1138 ; F. 12).

Le 6^e bureau (de février 1907) a nommé membre de la Commission relative au régime des aliénés M. Richard, en remplacement de M. Blanchier. — Le 7^e bureau (de février 1907) a nommé membre de la même Commission M. Emile Rey, en remplacement de M. Paul Gerente [6 février] (J.O., p. 1215 ; F. 15).

Le 1^{er} bureau (de juin 1910) a nommé membre de la Commission relative à l'organisation départementale et cantonale M. Lhopiteau, en remplacement de M. Emile Labiche. — Le 9^e bureau (de juin 1910) a

nommé membre de la même Commission M. Baudet, en remplacement de M. Fessard [7 février] (J.O., p. 1280; F. 16).

Le 1^{er} bureau (d'octobre 1910) a nommé membre de la Commission relative à la dépopulation et aux mesures propres à relever la natalité M. Servant, en remplacement de M. Delpech. — Le 2^e bureau (d'octobre 1910) a nommé membre de la même Commission M. Paul Strauss, en remplacement de M. Ouvrier. — Le 4^e bureau (d'octobre 1910) a nommé membre de la même Commission M. Sancet, en remplacement de M. Boissier. — Le 7^e bureau (d'octobre 1910) a nommé membre de la même Commission M. Peyrot, en remplacement de M. Emile Labiche. — Le 8^e bureau (d'octobre 1910) a nommé membre de la même Commission M. Chauveau, en remplacement de M. Lannelongue [8 février] (J.O., p. 1315; F. 17).

Le 5^e bureau (de mai 1911) a nommé membre de la Commission relative au bien de famille insaisissable M. Guillier, en remplacement de M. Fessard. — Le 9^e bureau (de mars 1909) a nommé membre de la Commission relative à l'impôt général sur le revenu M. Noël, en remplacement de M. Raymond Poincaré [9 février] (J.O., p. 1349; F. 18).

9 février. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 241; J.O., p. 201; F. 18). Organisation des bureaux (J.O., p. 1461; F. 20).

Le 1^{er} bureau (de mars 1900) a nommé membre de la Commission relative à la protection des mères et des nourrissons M. Cachet, en remplacement de M. Delpech. — Le 3^e bureau (de mars 1900) a nommé membre de la même Commission M. Farny, en remplacement de M. Labrousse. — Le 5^e bureau (de mars 1900) a nommé membre de la même Commission M. Chauveau, en remplacement de M. Ouvrier. — Le 6^e bureau (de mars 1900) a nommé membre de la même Commission M. Paul Fleury, en remplacement de M. Ancel. — Le 9^e bureau (de mars 1900) a nommé membre de la même Commission M. Mascle, en remplacement de M. Emile Gayot [16 février] (J.O., p. 1529; F. 26).

Le 9^e bureau (de juin 1909) a nommé membre de la Commission relative à la suppression des conseils de guerre M. de Selves, en remplacement de M. le général Langlois [19 février] (J.O., p. 1592; F. 30).

Le 1^{er} bureau (de juin 1909) a nommé membre de la Commission relative à la suppression des conseils de guerre M. Léon Barbier, en remplacement de M. le vice-amiral de Cuverville. — Le 6^e bureau (de mai 1903) a nommé membre de la Commission relative à la prise des gages au Mont-de-Piété de Paris M. Courrégelongue, en remplacement de M. Fessard. — Le 7^e bureau (de mai 1903) a nommé membre de la même Commission M. Henri David, en remplacement de M. Daumy [20 février] (J.O., p. 1606; F. 32).

Le 3^e bureau (de mars 1910) a nommé membre de la Commission relative à l'action en nullité de vente d'un animal bovin tuberculeux M. Monfeuillart, en remplacement de M. Jules Brisson [21 février] (J.O., p. 1626 ; F. 33).

Le 1^{er} bureau (de juin 1911) a nommé membre de la Commission relative à la suppression des délimitations M. Genet, en remplacement de M. Calvet. — Le 4^e bureau (de juin 1911) a nommé membre de la même Commission M. Noël, en remplacement de M. Ancel. — Le 8^e bureau (de juin 1911) a nommé membre de la même Commission M. Loubet, en remplacement de M. Gassis [22 février] (J.O., p. 1751 ; F. 37).

Le 2^e bureau (de juin 1910) a nommé membre de la Commission relative aux articles 1075 à 1097 du Code civil (Partages d'ascendants) M. Dominique Delahaye, en remplacement de M. Dufoussat. — Le 3^e bureau (de juin 1910) a nommé membre de la même Commission M. Albert Peyronnet, en remplacement de M. Ancel. — Le 9^e bureau (de juin 1910) a nommé membre de la même Commission M. Lemarié, en remplacement de M. Fessard [5 mars] (J.O., p. 2221 ; F. 42).

Le 9^e bureau (de février 1912) a nommé membre de la Commission tendant à interdire à certains condamnés de droit commun la fondation, la direction de toute entreprise industrielle, commerciale et financière M. Grosjean. — Le 9^e bureau (de février 1912) a nommé membre de la Commission relative à l'examen du certificat d'études primaires M. Peyrot. — Le 5^e bureau (de janvier 1912) a nommé membre de la Commission de l'armée M. Richard, en remplacement de M. le général Langlois [7 mars] (J.O., p. 2295 ; F. 43).

Le 1^{er} bureau (de juin 1910) a nommé membre de la Commission relative à la restauration et la conservation des terrains en montagne M. Blanc, en remplacement de M. Calvet. — Le 6^e bureau (de juin 1910) a nommé membre de la même Commission M. Borné, en remplacement de M. Saillard [12 mars] (J.O., p. 2477 ; F. 45).

12 mars. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 759 ; J.O., p. 617). Organisation des bureaux (J.O., p. 2526 ; F. 46).

Le 1^{er} bureau (de mars 1905) a nommé membre de la Commission relative à l'article 40 du code civil (Recherche de la paternité) M. Vieu, en remplacement de M. Delpech [22 mars] (J.O., p. 2817 ; F. 50).

Le 2^e bureau (d'octobre 1904) a nommé membre de la Commission relative au secret et à la liberté du vote M. Blanc, en remplacement de M. Jules Brisson. — Le 2^e bureau (de mars 1910) a nommé membre de la Commission relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique M. Baudet, en remplacement de M. Fessard. — Le 5^e bureau (de

mars 1910) a nommé membre de la même Commission M. Ranson, en remplacement de M. Pradal [28 mars] (J. O., p. 3042 ; F. 52).

23 mai. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 1059 ; J.O., p. 847 ; F. 55). Organisation des bureaux (J.O., p. 4753 ; F. 56).

Le 6^e bureau (de juin 1906) a nommé membre de la Commission relative aux dispositions légales concernant le mariage M. Réveillaud, en remplacement de M. Dufoussat. — Le 9^e bureau (de juin 1906) a nommé membre de la même Commission M. Loubet, en remplacement de M. Fessard [4 juin] (J.O., p. 5016 ; F. 59).

Le 2^e bureau (de février 1901) a nommé membre de la Commission relative aux accidents du travail M. Séblin, en remplacement de M. Ancel. — Le 8^e bureau (de février 1901) a nommé membre de la même Commission M. Bassinet, en remplacement de M. Fessard [7 juin] (J.O., p. 5093 ; F. 61).

Le 9^e bureau (de janvier 1912) a nommé membre de la Commission de la marine (1912) M. Cabart-Danneville, en remplacement de M. Delobeaue [13 juin] (J.O., p. 5266 ; F. 63).

Le 9^e bureau (de juin 1912) a nommé membre de la Commission relative à l'article 2101 du code civil et 549 du code de commerce M. Servant, en remplacement de M. Delobeaue. — Le 5^e bureau (de janvier 1912) a nommé membre de la Commission relative aux voies navigables (ou-tillage national) M. Pauliat, en remplacement de M. Edouard Millaud. — Le 7^e bureau (de janvier 1902) a nommé membre de la même Commission M. Poirrier, en remplacement de M. de Cuverville. — Le 2^e bureau (de février 1902) a nommé membre de la Commission relative à la durée de la journée de travail dans les mines M. Albert Gérard, en remplacement de M. Delpech [20 juin] (J.O., p. 5482 ; F. 66).

Le 3^e bureau (de janvier 1904) a nommé membre de la Commission relative au travail des enfants dans les établissements industriels M. Murat, en remplacement de M. Fougeirol. — Le 1^{er} bureau (de novembre 1902) a nommé membre de la Commission de l'enseignement supérieur M. Lucien Hubert, en remplacement de M. Philippe Berger. — Le 4^e bureau (de novembre 1902) a nommé membre de la même Commission M. Astier, en remplacement de M. Delobeaue [24 juin] (J.O., p. 5623 ; F. 68).

25 juin. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 1282 ; J.O., p. 1035 ; F. 68). Organisation des bureaux (J.O., p. 5718 ; F. 69).

Le 5^e bureau (de janvier 1896) a nommé membre de la Commission relative au régime hypothécaire M. André Lebert, en remplacement de M. Legrand. — Le 6^e bureau (de janvier 1896) a nommé membre de la même Commission M. Lemarié, en remplacement de M. Delobeaue. — Le 1^{er} bureau (d'octobre 1896) a nommé membre de la même Commis-

sion M. Colin, en remplacement de M. Émile Labiche. — Le 6^e bureau (d'octobre 1896) a nommé membre de la même Commission M. de La Batut, en remplacement de M. Dufoussat. — Le 7^e bureau (d'octobre 1896) a nommé membre de la même Commission M. Catalogne, en remplacement de M. Pradal [9 juillet] (J.O., p. 6100; F. 74).

5 novembre. — Tirage au sort des bureaux (A. t. II, p. 3; J.O., p. 1316; F. 77). Organisation des bureaux (J.O., p. 9461; F. 78).

Le 1^{er} bureau (d'octobre 1906) a nommé membre de la Commission relative aux établissements dangereux et insalubres M. Cazeneuve, en remplacement de M. Léonce de Sal. — Le 5^e bureau (d'octobre 1906) a nommé membre de la même Commission M. Rousé, en remplacement de M. César Duval. — Le 9^e bureau (d'octobre 1906) a nommé membre de la même Commission M. Cannac, en remplacement de M. Ouvrier. — Le 1^{er} bureau (de février 1907) a nommé membre de la Commission relative au régime des aliénés M. Goy, en remplacement de M. Rolland [16 novembre] (J.O., p. 9704; F. 82).

Le 9^e bureau (de janvier 1898) a nommé membre de la Commission des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains M. Herriot, en remplacement de M. Édouard Millaud [22 novembre] (J.O., p. 9875; F. 85).

Le 6^e bureau (de juin 1910) a nommé membre de la Commission relative à la mendicité et au vagabondage M. Ferdinand-Dreyfus, en remplacement de M. Ouvrier. — Le 9^e bureau (de juin 1910) a nommé membre de la même Commission M. Fenoux, en remplacement de M. Fessard [3 décembre] (J.O., p. 10183; F. 88).

Le 4^e bureau (d'octobre 1896) a nommé membre de la Commission relative à la réforme du régime hypothécaire M. Fenoux, en remplacement de M. Jules Cazot [5 décembre] (J.O., p. 10228; F. 89).

5 décembre. Tirage au sort des bureaux (A. t. II, p. 154; J.O., p. 1440; F. 89). Organisation des bureaux (J.O., 10374; F. 90).

Le 9^e bureau (d'octobre 1909) a nommé membre de la Commission relative aux usines hydrauliques établies sur les cours d'eau du domaine public M. Brindeau, en remplacement de M. Savary [19 décembre] (J.O., p. 10634; F. 94).

ANNÉE 1913

14 janvier. — Tirage au sort des bureaux. (A. t. I, p. 2; J.O., p. 2; F. 2). Organisation des bureaux [21 janvier] (J.O., p. 728; F. 3).

Le 3^e bureau (de mai 1912) a nommé membre de la Commission des finances M. Gauthier, en remplacement de M. Pierre Baudin. — Le 9^e bureau (de mai 1905) a nommé membre de la Commission relative à la répression des fraudes dans la vente des marchandises M. Rouland, en remplacement de M. Ouvrier [28 janvier] (J.O., p. 944; F. 6).

Le 1^{er} bureau (de décembre 1904) a nommé membre de la Commission relative à la procédure du protêt de perquisition M. Jénouvrier, en remplacement de M. Le Chevalier. — Le 2^e bureau (de décembre 1904) a nommé membre de la même Commission M. Boivin-Champeaux, en remplacement de M. Develle. — Le 3^e bureau (de décembre 1904) a nommé membre de la même Commission M. Goirand, en remplacement de M. Pradal. — Le 6^e bureau (de décembre 1904) a nommé membre de la même Commission M. Loubet, en remplacement de M. Cicéron [7 février] (J.O., p. 1268; F. 9).

Le 6^e bureau (de mai 1907) a nommé membre de la Commission relative à la création d'une Commission des affaires extérieures M. Stéphen Pichon, en remplacement de M. Poincaré [4 mars] (J.O., p. 2077).

Le 4^e bureau (de mai 1907) a nommé membre de la Commission relative à la création d'une Commission annuelle des affaires extérieures et coloniales M. Lucien Hubert, en remplacement de M. Godin. — Le 9^e bureau (de mai 1907) a nommé membre de la même Commission M. Henry Bérenger, en remplacement de M. Cicéron (8 février) (J.O., p. 1290; F. 10).

Le 7^e bureau (de mars 1905) a nommé membre de la Commission relative à l'article 340 du Code civil (Recherche de la paternité) M. Cachet, en remplacement de M. Jules Cazot. — Le 9^e bureau (de mars 1905) a nommé membre de la même Commission M. Sabaterie, en remplacement de M. Cicéron [11 février] (J.O., p. 1413; F. 11).

14 février. — Tirage aux sort des bureaux (A. t. I, p. 129; J.O., p. 99; F. 13). Organisation des bureaux (J.O., p. 1708; F. 14).

Le 9^e bureau (de mai 1905) a nommé membre de la Commission relative à la protection de la santé publique M. Louis Baudet, en remplacement de M. Fessard [17 mars] (J.O., p. 2432; F. 23).

6 mai. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 491; J.O., p. 409; F. 29). Organisation des bureaux (J.O., p. 4129; F. 30).

Le 3^e bureau (de mai 1907) a nommé membre de la Commission relative à la création d'une Commission des affaires extérieures M. Chastenot, en remplacement de M. Louis Tillaye. — Le 6^e bureau (de mai 1907) a nommé membre de la même Commission M. Goy, en remplacement de M. Stéphen Pichon [16 mai] (J.O., p. 4202; F. 32).

Le 3^e bureau (de janvier 1901) a nommé membre de la Commission relative à l'extradition M. Guillier, en remplacement de M. Ed. Develle. — Le 4^e bureau (de janvier 1901) a nommé membre de la même Commission M. Simonet, en remplacement de M. Jules Cazot. Le 6^e bureau (de janvier 1901) a nommé membre de la même Commission M. Reynald, en remplacement de M. Demôle. — Le 7^e bureau (de

janvier 1901) a nommé membre de la même Commission M. Charles Riou, en remplacement de M. de Casabianca. — Le 8^e bureau (de janvier 1901) a nommé membre de la même Commission M. Amic, en remplacement de M. Mazeau [20 mai] (J.O., p. 4303; F. 34).

Le 5^e bureau (de février 1913) a nommé membre de la Commission relative à la création d'une caisse des monuments historiques M. Fortier, en remplacement de M. Tillaye [24 mai] (J.O., p. 4439; F. 39).

Le 1^{er} bureau (de mars 1896) a nommé membre de la Commission relative à la compétence des juges de paix M. Georges Trouillot, en remplacement de M. Antony Ratier. — Le 2^e bureau (de mars 1896) a nommé membre de la même Commission M. Petitjean, en remplacement de M. Louis Tillaye. — Le 4^e bureau (de mars 1896) a nommé membre de la même Commission M. Laurent Thiéry, en remplacement de M. Legrand. — Le 5^e bureau (de mars 1896) a nommé membre de la même Commission M. Guillaume Poulle, en remplacement de M. Jules Godin. — Le 7^e bureau (de mars 1896) a nommé membre de la même Commission M. Sarrien, en remplacement de M. Demôle [27 mai] (J.O., p. 4529; F. 44).

Le 1^{er} bureau (de février 1890) a nommé membre de la Commission relative aux sociétés coopératives de production et de consommation, M. Limon, en remplacement de M. Rey. — Le 3^e bureau (de février 1890) a nommé membre de la même Commission M. Vinet, en remplacement de M. Desmons. — Le 4^e bureau (de février 1890) a nommé membre de la même Commission M. Félix Martin, en remplacement de M. Barthe. — Le 5^e bureau (de février 1890) a nommé membre de la même Commission M. Reynald, en remplacement de M. Drumel. — Le 7^e bureau (de février 1890) a nommé membre de la même Commission M. Loubet, en remplacement de M. Gouin. — Le 8^e bureau (de février 1890) a nommé membre de la même Commission M. Darbot, en remplacement de M. Morel. — Le 9^e bureau (de février 1890) a nommé membre de la même Commission M. Léon Monnier, en remplacement de M. Garrisson [29 mai] (J.O., p. 4587; F. 46).

10 juin. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 1058; J.O., p. 870; F. 53).

12 juin. — Organisation des bureaux (J.O., p. 5069; F. 54).

Le 2^e bureau (de mai 1905) a nommé membre de la Commission relative à la codification des lois ouvrières M. Herriot, en remplacement de M. Louis Tillaye [26 juin] (J.O., p. 5523).

Le 4^e bureau (de janvier 1904) a nommé membre de la Commission relative au travail des enfants et filles mineures dans les établissements industriels M. Maxime Lecomte, en remplacement de M. Richard Waddington. — Le 2^e bureau (de novembre 1912) a nommé

membre de la Commission relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce M. Lhopiteau, en remplacement de M. Besnard [8 juillet] (J.O., p. 6034).

Le 1^{er} bureau (de juin 1912) a nommé membre de la Commission des douanes M. de Langenhagen, en remplacement de M. Waddington [11 juillet] (J.O., p. 6116).

Le 5^e bureau (de février 1907) a nommé membre de la Commission relative à l'article 334 du Code civil (Enfants adultérins) M. Chastenot, en remplacement de M. Maxime Lecomte. — Le 7^e bureau (de février 1907) a nommé membre de la même Commission M. Guillaume Poulle, en remplacement de M. Delobeaue. — Le 4^e bureau (de mars 1902) a nommé membre de la Commission relative à la répression des fraudes en matière électorale M. Paul Fleury, en remplacement de M. Edouard Millaud. — Le 6^e bureau (de mars 1902) a nommé membre de la même Commission M. Charles Riou, en remplacement de M. Louis Tillaye [26 juillet] (J.O., p. 6656; F. 69).

4 novembre. — Tirage au sort des bureaux (A. t. II, p. 3; J.O., p. 1392; F. 84). Organisation des bureaux (J.O., p. 9903; F. 85).

Le 9^e bureau (de décembre 1912) a nommé membre de la Commission du privilège agricole M. Murat, en remplacement de M. Dujardin-Beaumetz. — Le 6^e bureau (de janvier 1902) a nommé membre de la Commission de l'outillage national (Voies navigables) M. Bodinier, en remplacement de M. Borne (J.O., p. 9981; F. 86).

Le 9^e bureau (de novembre 1912) a nommé membre de la Commission relative à la modification des lois organiques sur l'élection des Députés M. Emile Chautemps, en remplacement de M. Antony Ratier [25 novembre] (J.O., p. 10250; F. 90).

Le 9^e bureau (de juin 1912) a nommé membre de la Commission des douanes M. Trouillot, en remplacement de M. Borne [27 novembre] (J.O., p. 10307; F. 91).

11 décembre. — Tirage au sort des bureaux (A. t. II, p. 140; J.O., p. 1509; F. 95). Organisation des bureaux (J.O., p. 10765; F. 96).

Le 9^e bureau (de novembre 1913) a nommé membre de la Commission des finances M. Léon Mougeot, en remplacement de M. Bienvenu Martin. — Le 3^e bureau (de juin 1913) a nommé membre de la Commission de l'Algérie M. Lucien Hubert, en remplacement de M. Gaston Doumergue. — Le 7^e bureau (de juin 1913) a nommé membre de la même Commission M. Couyba, en remplacement de M. Ernest Monis [16 décembre] (J.O., p. 10853; F. 97).

ANNÉE 1914

13 janvier. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 2; J.O., p. 2). Organisation des bureaux (J.O., p. 571; F. 5).

Le 9^e bureau (de novembre 1902) a nommé membres de la Commission de l'enseignement supérieur M. Magnien, en remplacement de M. Bienvenu Martin, et M. Cachet, en remplacement de M. Doumergue (J.O., p. 571; F. 5).

Le 4^e bureau (d'octobre 1910) a nommé membre de la Commission de la dépopulation M. Peschaud, en remplacement de M. Bienvenu Martin (J.O., p. 665; F. 7).

Le 4^e bureau (de mai 1900) a nommé membre de la Commission relative à l'article 108 de la loi municipale du 5 avril 1884 M. Guillaume Poulle, en remplacement de M. Tillaye. Le 6^e bureau (de mai 1900) a nommé membre de la même Commission M. Masclé, en remplacement de M. Ed. Millaud. — Le 9^e bureau (de mai 1900) a nommé membre de la même Commission M. Chautemps, en remplacement de M. Dufoussat (J.O., p. 769; F. 8).

Le 7^e bureau (de février 1901) a nommé membre de la Commission relative aux accidents du travail M. Astier, en remplacement de M. Alexandre Lefèvre (J.O., p. 769; F. 8).

Le 7^e bureau (de novembre 1901) a nommé membre de la Commission de l'enseignement primaire et secondaire M. Audiffred, en remplacement de M. A. Lefèvre. — Le 8^e bureau (de novembre 1902) a nommé membre de la Commission de l'enseignement supérieur M. Maurice-Faure, en remplacement de M. A. Lefèvre (J.O., p. 863; F. 10).

Le 7^e bureau (de février 1902) a nommé membre de la Commission relative à la durée du travail dans les mines M. Jean Morel, en remplacement de M. Ringot. — Le 8^e bureau (de novembre 1913) a nommé membre de la Commission relative aux offres et demandes de valeurs mobilières M. Milliard, en remplacement de M. Ringot. — Le 3^e bureau (de février 1912) a nommé membre de la Commission du certificat d'études primaires M. Jouffray, en remplacement de M. Monis. — Le 4^e bureau (de février 1912) a nommé membre de la même Commission M. Lebert, en remplacement de M. A. Lefèvre (J.O., p. 1083; F. 11).

Le 4^e bureau (de novembre 1912) a nommé membre de la Commission relative à la création d'une caisse de retraites des ouvriers mineurs M. Albert Peyronnet, en remplacement de M. Ringot (J.O., p. 1128; F. 12).

Le 8^e bureau (de novembre 1913) a nommé membre de la Commission

relative aux notaires du canton de Saint-Renan et aux articles 985 et 986 du Code civil M. Louis Martin, en remplacement de M. Ringot [10 février] (J.O., p. 1318; F. 14).

Le 4^e bureau (de mai 1905) a nommé membre de la Commission relative au Code du travail M. Raymond Leygue, en remplacement de M. Monis. — Le 7^e bureau (de mai 1905) a nommé membre de la même Commission M. Ribière, en remplacement de M. Lordereau [12 février] (J.O., p. 1400; F. 15).

13 février. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 181; J.O., p. 151 et 165). Organisation des bureaux [17 février] (J.O., p. 1539; F. 17).

Le 8^e bureau (d'octobre 1909) a nommé membre de la Commission relative aux usines hydrauliques M. Capéran, en remplacement de M. Bassinet [17 février] (J.O., p. 1539; F. 17).

Le 1^{er} bureau (de mai 1905) a nommé membre de la Commission relative à la codification des lois ouvrières M. Peschaud, en remplacement de M. Bassinet [19 février] (J.O., p. 1655; F. 18).

Le 2^e bureau (de mai 1890) a nommé membre de la Commission relative aux droits civils des femmes M. de Las Cases, en remplacement de M. Jules Cazot. — Le 4^e bureau (de mai 1890) a nommé membre de la même Commission M. Petitjean, en remplacement de M. Alexandre Lefèvre. — Le 6^e bureau (de mai 1890) a nommé membre de la même Commission M. Chastenot, en remplacement de M. Louis Tillaye [25 février] (J.O., p. 1809; F. 20).

Le 6^e bureau (de février 1914) a nommé membre de la Commission relative à la vente à crédit des valeurs de bourse M. Lebert. — Le 7^e bureau (de février 1914) a nommé membre de la même Commission M. Guillaume Poulle. — Le 6^e bureau (de février 1914) a nommé membre de la Commission relative à la vente des instruments de musique mécaniques M. Louis Martin. — Le 7^e bureau (de février 1914) a nommé membre de la même Commission M. Catalogne. — Le 8^e bureau (de février 1901) a nommé membre de la Commission relative aux accidents du travail M. Le Breton, en remplacement de M. Bassinet [3 mars] (J.O., p. 1973; F. 23).

Le 5^e bureau (de février 1908) a nommé membre de la Commission relative à l'assistance des enfants infirmes et incurables M. Genet, en remplacement de M. Béral [5 mars] (J.O., p. 2033; F. 24).

Le 6^e bureau (de février 1908) a nommé membre de la même Commission M. Beauvisage, en remplacement de M. Lordereau. — Le 8^e bureau (de février 1908) a nommé membre de la même Commission M. Dominique Delahaye, en remplacement de M. Bienvenu Martin [5 mars] (J.O., p. 2033; F. 24).

Le 3^e bureau (d'octobre 1904) a nommé membre de la Commission relative aux articles 113 et suivants du Code d'instruction criminelle M. Louis Martin, en remplacement de M. Ernest Monis. — Le 4^e bureau (d'octobre 1904) a nommé membre de la même Commission M. Sarrien, en remplacement de M. Louis Tillaye. — Le 9^e bureau (d'octobre 1904) a nommé membre de la même Commission M. Fortier, en remplacement de M. Léonce de Sal [7 mars] (J.O., p. 2052; F. 25).

Le 3^e bureau (de mars 1901) a nommé membre de la Commission relative aux Conseils de prud'hommes M. Louis Martin, en remplacement de M. Waddington. — Le 4^e bureau (de novembre 1901) a nommé membre de la Commission relative à la loi du 15 mars 1850 sur l'enseignement (loi Falloux) M. Mascle, en remplacement de M. Boissier. — Le 6^e bureau (de janvier 1912) a nommé membre de la Commission relative aux articles 72 à 81 de la loi de finances de 1912 (retraites ouvrières et paysannes) M. Rousé, en remplacement de M. Bassinet [11 mars] (J.O., p. 2189; F. 26).

Le 8^e bureau (de février 1902) a nommé membre de la Commission de l'enseignement départemental et communal de l'agriculture M. Chauveau, en remplacement de M. Saillard [12 mars] (J.O., p. 2247; F. 27).

13 mars. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 440; J.O., p. 369).

Le 4^e bureau (de mai 1903) a nommé membre de la Commission relative à la prise des gages du Mont-de-Piété M. Lebert, en remplacement de M. Besnard. — Le 8^e bureau (de mai 1903) a nommé membre de la même Commission M. Rousé, en remplacement de M. Lefèvre [13 mars] (J.O., p. 2300; F. 28).

Organisation des bureaux [16 mars] (J.O., p. 2406; F. 29).

Le 4^e bureau (de février 1900) a nommé membre de la Commission relative à la réforme des expertises médico-légales M. Devins, en remplacement de M. Gauthier. — Le 6^e bureau (de février 1900) a nommé membre de la même Commission M. Monsservin, en remplacement de M. Monsservin. — Le 9^e bureau (de février 1900) a nommé membre de la même Commission M. Petitjean, en remplacement de M. Saillard [26 mars] (J.O., p. 2816; F. 35).

Le 4^e bureau (de décembre 1911) a nommé membre de la Commission relative à la conservation des monuments et objets d'art ayant un caractère historique M. Lhopiteau, en remplacement de M. Boissyd'Anglas. — Le 6^e bureau (de février 1911) a nommé membre de la Commission relative à l'application du crédit mutuel aux ouvriers fabricants et commerçants M. Decker-David, en remplacement de M. Calvet [31 mars] (J.O., p. 2966; F. 37).

Le 6^e bureau (de novembre 1913) a nommé membre de la Commission

des finances M. Guillier, en remplacement de M. Gauthier [1^{er} avril] (J.O., p. 3045 ; F. 38).

Le 1^{er} bureau (de mars 1909) a nommé membre de la Commission relative à l'impôt général sur le revenu M. Flandin, en remplacement de M. Gauthier (J.O., p. 3147 ; F. 40).

2 juin. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 812 ; J.O., p. 692). Organisation des bureaux [15 juin] (J.O., 5291 ; F. 43).

Le 5^e bureau a nommé membre de la Commission des finances M. Trouillot, en remplacement de M. Perrier. — Le 7^e bureau (de novembre 1913) a nommé membre de la Commission des finances M. Henri-Michel, en remplacement de M. Couyba. — Le 5^e bureau (de janvier 1914) a nommé membre de la Commission des chemins de fer M. Philipot, en remplacement de M. Perrier [18 juin] (J.O., p. 5369 ; F. 46).

Le 7^e bureau (de janvier 1914) a nommé membre de la Commission des chemins de fer M. Mascle, en remplacement de M. Gauthier [25 juin] (J.O., p. 5565 ; F. 52).

Le 7^e bureau (de novembre 1912) a nommé membre de la Commission relative à l'apprentissage M. de Langenhagen, en remplacement de M. Sculfort. — Le 6^e bureau (de novembre 1912) a nommé membre de la Commission relative à la durée du travail des adultes dans les établissements industriels M. Vieu, en remplacement de M. Maxime Lecomte [26 juin] (J.O., p. 5600 ; F. 53).

Le 6^e bureau (de novembre 1913) a nommé membre de la Commission relative au vote obligatoire M. Loubet, en remplacement de M. Maxime Lecomte. — Le 9^e bureau (de janvier 1914) a nommé membre de la Commission relative à la nomination et à la révocation des instituteurs et institutrices M. Trystram, en remplacement de M. Maxime Lecomte [29 juin] (J.O., p. 5708 ; F. 54).

Le 7^e bureau (de décembre 1911) a nommé membre de la Commission relative à la conservation des monuments et objets d'art ayant un caractère historique ou artistique M. Eugène Réveillaud, en remplacement de M. Sculfort. — Le 4^e bureau (de janvier 1904) a nommé membre de la Commission relative au travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels M. Laurent Thiéry, en remplacement de M. Maxime Lecomte [30 juin] (J.O., p. 5759 ; F. 55).

Le 3^e bureau (de février 1913) a nommé membre de la Commission relative à l'article 27 de la loi de 1867 sur les sociétés M. de Las Cases, en remplacement de M. Besnard. — Le 6^e bureau (de novembre 1901) a nommé membre de la Commission relative à l'abrogation de la loi de 1875 sur l'enseignement supérieur M. Steeg, en remplacement de M. Maxime Lecomte [1^{er} juillet] (J.O., p. 5794 ; F. 56).

Le 2^e bureau (d'octobre 1910) a nommé membre de la Commission

relative à l'exercice des fonctions d'administrateur judiciaire M. Magny, en remplacement de M. Besnard. — Le 6^e bureau (de novembre 1901) a nommé membre de la Commission relative à l'abrogation du chapitre 1^{er} du titre III de la loi de 1850 sur l'enseignement (loi Falloux) M. Sauvan, en remplacement de M. Maxime Lecomte [3 juillet] (J.O., p. 5868 ; F. 60).

Le 5^e bureau (d'octobre 1904) a nommé membre de la Commission relative à la modification des articles 113 et suivants du Code d'instruction criminelle M. Loubet, en remplacement de M. Maxime Lecomte. — Le 2^e bureau (de juillet 1913) a nommé membre de la Commission relative à l'article 573 du Code de commerce (vente des immeubles du failli), M. Limouzain-Laplanche, en remplacement de M. Sculfort. — Le 9^e bureau (de mai 1905) a nommé membre de la Commission relative à la codification des lois ouvrières M. Blanc, en remplacement de M. Maxime Lecomte [4 juillet] (J.O., p. 5888 ; F. 61).

Le 4^e bureau (de juin 1912) a nommé membre de la Commission des douanes M. Dron, en remplacement de M. Sculfort [9 juillet] (J.O., p. 6032 ; F. 65).

4 août. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 1542 ; J.O., p. 1298).

BUREAUX DE BIENFAISANCE.

I — 1912. Projet de loi relatif à la création des bureaux de bienfaisance et à la composition des commissions administratives de ces établissements ainsi que des hôpitaux et hospices, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [17 décembre] (A. t. II, p. 247 ; J.O., p. 1516 ; I. n° 390). II 1913. M. Théodore Girard dépose un rapport supplémentaire sur le projet de loi et sur la proposition de loi déposée par M. Gourju, relative aux bureaux de bienfaisance et à la composition des commissions administratives. (Voir Table 1906-1908) [27 juin] (A. t. I, p. 1185 ; J.O., p. 978 ; I. n° 253). — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Ajournement de la discussion : MM. Lemarié, Th. Girard, *rapporteur* [16 novembre] (A. t. II, p. 44 ; J.O., p. 1428). — 1^{re} délibération. Discussion générale : MM. Rousé, Paul Morel, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur*. Déclaration de l'urgence : Article premier : MM. le *Sous-Secrétaire d'État*, Th. Girard, *rapporteur*. Renvoi de la discussion [25 novembre] (A. t. II, p. 79 ; J.O., p. 1456). — Article premier (nouvelle rédaction). Adoption. Article 2 : MM. Théodore Girard, *rapporteur* ; Paul Morel, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur* ; Méline, *président de la Commission*. Rejet, au scrutin, de l'article 2.

Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [27 novembre] (A. t. II, p. 88; J.O., p. 1463). — Article 2 (ancien art. 3). Adoption. Article 3 (ancien art. 4). Amendement de M. Lemarié. Retrait. Adoption de l'article 3. Article 4 (ancien art. 5). Adoption. Article 5 (ancien art. 6). Amendement de M. Lemarié : MM. Lemarié, Théodore Girard, rapporteur. Adoption des cinq premiers paragraphes de l'article. Adoption de l'amendement (sixième paragraphe). Septième paragraphe : MM. le Rapporteur, Paul Morel, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur*. Suppression du paragraphe. Dernier paragraphe : amendement de M. Guillier : MM. Guillier, le Sous-Secrétaire d'État, le Rapporteur. Retrait de l'amendement. Adoption du paragraphe. Adoption de l'ensemble de l'article 5. Article 6 bis de M. Catalogne. Retrait. Articles 6, 7 et 8 (anciens art. 7, 8 et 9) : M. le Sous-Secrétaire d'État. Suppression. Article 6 (ancien art. 10) : Amendement (disposition additionnelle) de M. Lemarié : MM. Lemarié, le Rapporteur, le Sous-Secrétaire d'État. Retrait du texte présenté par la Commission et retrait de l'amendement. Adoption de l'article 6 (nouvelle rédaction). Article 7 (ancien art. 11) (nouvelle rédaction). Adoption. Sur l'ensemble : M. Louis Martin. Sur le retrait de l'urgence : MM. Jeanneney, le Rapporteur, le Sous-Secrétaire d'État. Retrait de l'urgence prononcé. Vote sur le passage à une 2^e délibération [28 novembre] (A. t. II, p. 106; J.O. p. 1479 et suiv.).

CABLE TÉLÉGRAPHIQUE SOUS-MARIN ENTRE MARSEILLE ET ALGER. — Voir Postes, Télégraphes, Téléphones, § III, 1.

CACAO. — Voir Beurre de cacao.

CADRES DE LA CAVALERIE. — Voir Armée, § II, 3.

CADRES DE L'INFANTERIE. — Voir Armée, § II, 2.

CADRES DES COMMIS DE LA MARINE. — Voir Marine, 15.

CADRES ET EFFECTIFS DES DIFFÉRENTES ARMES. — Voir Armée, § II, 9.

CAEN (Calvados). — Voir Octrois, 34.

CAHORS A MOISSAC. — Voir Chemins de fer, § III, 4, année 1912.

CAISSE D'AMORTISSEMENT ET CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS. — 1912 : dépôt du rapport de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts

et consignations sur les opérations de l'année 1911 de ces deux établissements, par M. Lourties, *président de la Commission* [25 juin] (A. t. I, p. 1288; J.O., p. 1040; I. n° 222). || 1913: dépôt du rapport de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1912 de ces deux établissements, par M. Lourties, *président de la Commission* [26 juin] (A. t. I, p. 1164; J.O., p. 962; I. n° 247) || 1914: dépôt par M. Lourties, *président de la Commission*, du rapport de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1913 de ces deux établissements [25 juin] (A. t. I, p. 1007; J.O., p. 859; I. n° 309).

CAISSE DES MONUMENTS HISTORIQUES.— 1912. Proposition de loi de MM. Audiffred, Bourganel, le comte de Pontbriand, tendant à la création d'une Caisse des monuments historiques [21 juin] (A. t. I, p. 1278; J.O., p. 1033; I. n° 216). M. Murat dépose un rapport sommaire [17 décembre] (A. t. II, p. 224; J.O., p. 1511; I. n° 386). || 1913. Adoption de la prise en considération [14 février] (A. t. I, p. 121; J.O., p. 100). Commission: 1^{er} bureau, M. Rambourgt; 2^e bureau, M. Cachet; 3^e bureau, M. Pauliat; 4^e bureau, M. Couyba; 5^e bureau, M. Louis Tillaye; 6^e bureau, M. Audiffred; 7^e bureau, M. Murat; 8^e bureau, M. Jouffray; 9^e bureau, M. Paul Leroux (J.O., p. 1508; F. 14). Président, M. Audiffred; Secrétaire, M. Murat (J.O., p. 1876; F. 14). M. Audiffred dépose le rapport [17 juin] (A. t. I, p. 1092; J.O., p. 899; I. n° 214). Déclaration de l'urgence. Adoption [24 juin] (A. t. I, p. 1160; J.O., p. 957). || 1914. Transmission par M. le Président de la Chambre du projet de loi modifié par la Chambre des Députés [3 juillet, 2^e séance] (A. t. I, p. 1199; J.O., p. 1017; I. n° 355). M. Audiffred dépose le rapport [6 juillet] (A. t. I, p. 1264; J.O., p. 1070; I. n° 360). Discussion du projet de loi. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [8 juillet] (A. t. I, p. 1131; J.O., p. 1109). Promulgation (J.O., 12 juillet, p. 6170).

CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE.

— 1912. Projet de loi modifiant le paragraphe 2 de l'article 29 de la loi du 20 juillet 1886 relative à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, déposé à la Chambre le 20 mai 1911; rapport de M. Lairolle, le 23 janvier 1912; adopté le 26; déposé par MM. les Ministres du Travail et des Finances [1^{er} février] (A. t. I, p. 101; J.O., p. 84,

I. n° 45). M. Th. Girard dépose le rapport [22 février] (A. t. I, p. 579; J.O., p. 469; I n° 69). Adoption [7 mars] (A. t. I, p. 739; J.O., p. 601). Promulgation (J.O., 15 mars, p. 2517). — Scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission supérieure de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. M. Goirand, élu [12 novembre] (A. t. II, p. 42; J.O., p. 1356). || **1913**. Projet de loi tendant à abroger les paragraphes 3, 5, 6, 7, 8 et 9 de l'article 13 de la loi du 20 juillet 1886 relative à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (art. 113 disjoint du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1913) [Voir le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1913]. || **1914**. M. Goirand dépose le rapport [12 mars] (A. t. I, p. 422; J.O., p. 353; I. n° 107). Première délibération. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [19 mars] (A. t. I, p. 510; J.O., p. 427). Promulgation (J.O., 12 avril, p. 3430).

CAISSE NATIONALE DES OUVRIERS MINEURS. — Voir Ouvriers mineurs.

CAISSES D'ÉPARGNE. — **1912**. Scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission supérieure des Caisses d'épargne : M. Petitjean, élu [16 février] (A. t. I, p. 401; J.O., p. 345). — Projet de loi tendant à compléter la loi du 20 juillet 1895 sur les Caisses d'épargne ordinaires, déposé à la Chambre le 7 mars; rapport de M. Marquet, le 26 mars; adopté le 14 juin; déposé par MM. les Ministres du Travail et des Finances [21 juin] (A. t. I, p. 1254; J.O., p. 1013; I. n° 204); M. Ferdinand-Dreyfus dépose le rapport [4 juillet] (A. t. I, p. 1420; J.O., p. 1149; I. n° 253). Déclaration de l'urgence. Adoption [11 juillet] (A. t. I, p. 1550; J.O., p. 1249). Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 6627). || **1913**. Proposition de loi tendant à reviser la loi du 29 juillet 1895 sur les Caisses d'épargne, déposée par M. Lucien Cornet [23 décembre] (A. t. II, p. 233; J.O., p. 1585; I. n° 480). || **1914**. M. Daniel dépose le rapport sommaire [5 mars] (A. t. I, p. 350; J.O., p. 293; I. n° 83). Prise en considération. Renvoi aux bureaux [13 mars] (A. t. I, p. 440; J.O., p. 370). Commission : 1^{er} bureau, M. Victor Lourties; 2^e bureau, M. Jouffray; 3^e bureau, M. André Lebert; 4^e bureau, M. Lucien Cornet; 5^e bureau, M. Fabien-Cesbron; 6^e bureau, M. Cordelet; 7^e bureau, M. de Langenhagen; 8^e bureau, M. Bodinier; 9^e bureau, M. Sarrien [16 mars] (J.O., p. 2405; F. 29). — Proposition de loi tendant à modifier la loi du 20 juillet 1895 sur les

Caisses d'épargne, déposée à la Chambre le 4 novembre 1913; rapport de M. Fernand de Ramel le 2 avril; adoptée le 3 avril; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Lucien Cornet et plusieurs de ses collègues tendant à reviser la loi du 20 juillet 1895 sur les Caisses d'épargne [3 avril] (A. t. I, p. 805; J.O., p. 684; I. n° 284).

CAISSES DES ÉCOLES. — 1914. Projet de loi relatif aux Caisses des écoles, déposé à la Chambre le 4 mars; rapport de M. Viviani le 29 mars et avis de la Commission de l'enseignement de M. Bouffandeau le 22 janvier 1914; adopté le 2 février; déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et par M. le Ministre des Finances [5 février] (A. t. I, p. 109; J.O., p. 93; I. n° 33). Commission: 1^{er} bureau, MM. Vincent, Simonet; 2^e bureau, MM. Goy, Chautemps; 3^e bureau, MM. Eugène Guérin, Cazeneuve; 4^e bureau, MM. René Bérenger, Leblond; 5^e bureau, MM. Loubet, Faisans; 6^e bureau, MM. A. Bérard, Maurice-Faure; 7^e bureau, MM. Lucien Cornet, Viseur; 8^e bureau, MM. Milliard, Debierre; 9^e bureau, MM. Savary, Ferdinand-Dreyfus [10 février] (J.O., p. 1318; F. 14). Président, M. Savary; Vice-Président, M. Maurice-Faure; Secrétaire, M. Vincent [12 février] (J.O., p. 1400; F. 15). M. Ferdinand-Dreyfus dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 350; J.O., p. 294; I. n° 82). Renvoi pour avis à la Commission des finances [10 mars] (A. t. I, p. 400; J.O., p. 336). M. Lintilhac dépose l'avis de la Commission des finances [18 mars] (A. t. I, p. 504; J.O., p. 422; I. n° 128).

CALUIRE ET GUIRE. — Voir Communes et cantons, 7.

GAMBRAI (Nord). — Voir Octrois, 35.

CAMPAGNOLS (Invasion des). — Voir Crédits extraordinaires, § II, 1, et Crédits supplémentaires, § II, 1.

CANAL DES BAUX. — 1913. Projet de loi modifiant le montant de la subvention accordée à l'association syndicale du canal d'irrigation de la vallée des Baux par les lois des 31 juillet 1889 et 25 juillet 1902 pour la construction de ce canal, déposé à la Chambre le 2 décembre 1912; rapport de M. Albert Métin le 16 décembre; adopté le 21 décembre (I. n° 23); déposé par MM. les Ministres de l'Agriculture et des Finances [14 février] (A. t. I, p. 120; J.O., p. 99; I. n° 23). M. Develle dépose le rapport [25 février] (A. t. I, p. 150; J.O., p. 126; I. n° 33).

1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi [6 mars] (A. t. I, p. 217; J.O., p. 178). Promulgation (J.O., 27 mars, p. 2705).

CANAL DE LA BOURNE. — 1913. Projet de loi portant addition au cahier des charges de la concession du canal de la Bourne (Drôme), approuvé par la loi du 21 mai 1874, déposé à la Chambre le 4 juillet 1912; rapport de M. Paul Pelisse le 12 décembre; adopté le 20 décembre; déposé par MM. les Ministres de l'Agriculture et des Finances [14 février] (A. t. I, p. 120; J.O., p. 99; I. n° 24). M. Develle dépose le rapport [25 février] (A. t. I, p. 150; J.O., p. 126; I. n° 34). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi [6 mars] (A. t. I, p. 217; J.O., p. 178). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2730).

CANAL DE VENTAVON. — Voir Crédits supplémentaires, § II, 2.

CANDIDATS AUX FONCTIONS PUBLIQUES. — 1913. Proposition de loi tendant à modifier l'article 7 de la loi du 21 mars 1905 et à exiger des candidats aux fonctions publiques la condition d'avoir fait trois ans de service militaire, déposée par M. Gouzy [4 mars] (A. t. I, p. 212; J.O., p. 175; I. n° 48).

CARANTEC (Finistère). — Voir Octrois, 36.

CARCASSONNE. — Voir Octrois, 37.

CASSEL (Nord). — Voir Octrois, 38.

CASSIS (Bouches-du-Rhône). — Voir Octrois, 39.

CAUTIONNEMENT DES CONSERVATEURS DES HYPOTHÈQUES. — Voir Conservateurs des hypothèques.

CAUTIONNEMENTS DES EMPLOYÉS ET OUVRIERS (Garantie des). — 1913. Proposition de loi concernant la garantie des cautionnements des employés et ouvriers, transmise au Sénat le 2 avril 1910 (voir Table 1909-1911). M. Ferdinand-Dreyfus dépose le rapport [11 novembre] (A. t. II, p. 40; J.O., p. 1399; I. n° 410). Première délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Article 1^{er}. Amendement de M. Cordelet sur le 2^o de l'article : MM. Cordelet, Ferdinand-Dreyfus,

rapporteur. Adoption de l'amendement et de l'article 1^{er} modifié. Art. 2 : M. le Rapporteur. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) soumis à la prise en considération : MM. Dominique Delahaye, le Rapporteur. Rejet. Art. 3. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [28 novembre] (A. t. II, p. 110 ; J.O., p. 1483). || 1914. Promulgation (J.O., 4 avril, p. 3125).

CERTIFICAT D'ÉTUDES PRIMAIRES. — 1912. Projet de loi relatif à l'examen du certificat d'études primaires, déposé à la Chambre le 4 décembre 1911 ; rapport de M. Lefas, le 25 janvier 1912 ; adopté le 30 janvier ; déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique [5 février] (A. t. I, p. 155 ; J.O., p. 131 ; I. n° 48). Commission : 1^{er} bureau, M. Maurice Faure ; 2^e bureau, M. Loubet ; 3^e bureau, M. Monis ; 4^e bureau, M. Lefèvre ; 5^e bureau, M. Monnier ; 6^e bureau, M. Savary ; 7^e bureau, M. Reymonenq ; 8^e bureau, M. Beauvisage ; 9^e bureau, N... (J.O., p. 2221 ; F. 42). Président, M. Savary ; Secrétaire, M. Loubet ; Rapporteur, M. Maurice-Faure (J.O., p. 2329 ; F. 44).

CERTIFICATS DE PASSAGE EN FORCE DE CHOSE JUGÉE. — 1912. Projet de loi déterminant l'autorité compétente pour délivrer les certificats de passage en force de chose jugée prévus par l'article 19 de la convention de la Haye sur la procédure civile, déposé par MM. les Ministres de la Justice et des Affaires étrangères [5 mars] (A. t. I, p. 715 ; J.O., p. 580 ; I. n° 82). Commission : 1^{er} bureau, M. Hervey ; 2^e bureau, M. Forichon ; 3^e bureau, M. Besnard ; 4^e bureau, M. Jean Morel ; 5^e bureau, M. Brindeau ; 6^e bureau, M. de Las Cases ; 7^e bureau, M. Guillier ; 8^e bureau, M. Henri-Michel ; 9^e bureau, M. Lozé (J.O., p. 2546 ; F. 47). Président, M. Lozé ; Secrétaire, M. Brindeau ; Rapporteur, M. Guillier (J.O., p. 2735 ; F. 48). M. Guillier dépose le rapport [22 mars] (A. t. I, p. 850 ; J.O., p. 696 ; I. n° 124). Déclaration d'urgence. Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 1045 ; J.O., p. 836).

CERTIFICATS DE TRAVAIL. — 1914. Proposition de loi tendant à exonérer du timbre et de l'enregistrement les certificats de travail donnés aux ouvriers, employés ou serviteurs, et contenant certaines mentions non prévues par l'article 3 de la loi du 2 juillet 1890, déposée à la Chambre le 23 février ; rapport et rapport supplémentaire de M. Louis Nail les 25 et 27 mars ; adoptée le 30 mars ; transmise par M. le Président de la Chambre [2 avril] (A. t. I, p. 731 ; J.O., p. 617 ; I. n° 239).

CESSIONS FRAUDULEUSES DE MARCHÉS DE TRAVAUX ET FOURNITURES MILITAIRES. — Voir Code pénal, 2.

CHAMBRE DE COMMERCE DE BOULOGNE. — 1913. Projet de loi ayant pour objet de modifier le taux d'intérêt des emprunts que la Chambre de commerce de Boulogne est autorisée à contracter par la loi du 28 juin 1909 en vue du prolongement de la digue Carnot, déposé à la Chambre le 4 novembre; rapport de M. Roblin le 18 novembre; adopté le 20 novembre; déposé par MM. les Ministres des Finances, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et des Travaux publics [25 novembre] (A. t. II, p. 78; J.O., p. 1456; I. n° 432). M. Lourties dépose le rapport et en donne lecture (I. n° 441). Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 novembre] (A. t. II, p. 101; J.O., p. 1475). Promulgation (J.O., 29 novembre, p. 10317).

CHAMBRE DE COMMERCE DE BREST. — 1914. Projet de loi ayant pour objet de modifier le taux d'intérêt maximum de l'emprunt que la Chambre de commerce de Brest est autorisée à contracter par la loi du 7 mars 1913 en vue de la construction d'un quai à grande profondeur à l'est du port de commerce de cette ville, déposé à la Chambre le 29 janvier; rapport de M. Chalamel le 11 février; adopté le 23 mars; déposé par MM. les Ministres du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Travaux publics et des Finances. Renvoi à la Commission des finances [24 mars] (A. t. I, p. 584; J.O., p. 490; I. n° 162). M. Lourties dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 674; J.O., p. 564; I. n° 221). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [3 avril] (A. t. I, p. 793; J.O., p. 674). Promulgation (J.O., 22 avril, p. 3709).

CHAMBRE DE COMMERCE DE PARIS. — 1913. Projet de loi relatif à la construction de l'hôtel de la Chambre de commerce de Paris, déposé à la Chambre le 25 mars; rapport de M. Maurice Maunoury le 3 juin; adopté le 5 juin; déposé par MM. les Ministres du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et des Finances [24 juin] (A. t. I, p. 1162; J.O., p. 958; I. n° 240). M. Touron dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 1290; J.O., p. 1064; I. n° 282). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [18 juillet] (A. t. I, p. 1360; J.O., p. 1121). Promulgation (J.O., 10 août, p. 7198).

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES OU EXTRAORDINAIRES APPLICABLES AU BUDGET DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

1 — 1912. Proposition de loi concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'exercice 1912 ; rapport de M. Chéron, le 5 mars ; adoptée le 8 mars ; transmise par M. le Président de la Chambre [8 mars] (A. t. I, p. 742 ; J.O., p. 603 ; I. n° 97). M. Saint-Germain dépose le rapport. Déclaration de l'extrême urgence [21 mars] (A. t. I, p. 824 ; J.O., p. 673 ; I. n° 115). Adoption au scrutin [22 mars] (A. t. I, p. 844 ; J.O., p. 991). Promulgation (J.O., 24 mars, p. 2830).

2 — 1912. Proposition de loi concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'exercice 1912 ; rapport de M. Rabier, le 2 juillet ; adoptée le 4 juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre [4 juillet] (A. t. I, p. 1420 ; J. O., p. 1149 ; I. n° 257). M. Saint-Germain dépose le rapport [5 juillet] (A. t. I, p. 1431 ; J.O., p. 1157 ; I. n° 264). Adoption au scrutin [9 juillet] (A. t. I, p. 1458 ; J.O., p. 1179). Promulgation [J.O., 10 juillet, p. 6078).

3 — 1912. Proposition de loi concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire, applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'exercice 1912 ; rapport de M. Rabier, le 9 décembre ; adoptée le 12 décembre ; transmise par M. le Président de la Chambre [12 décembre] (A. t. II, p. 218 ; J.O., p. 1491 ; I. n° 381). M. Saint-Germain dépose le rapport [19 décembre] (A. t. II, p. 253 ; J.O., p. 1520 ; I. n° 395). Adoption au scrutin [20 décembre] (A. t. II, p. 288 ; J.O. , p. 1549). Promulgation (J.O., 22 décembre, p. 10673).

4 — 1913. Proposition de loi concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'exercice 1912 ; rapport de M. Rabier le 7 mars ; adoptée le 11 mars ; transmise par M. le Président de la Chambre [13 mars] (A. t. I, p. 253 ; J.O., p. 208 ; I. n° 72). M. Saint-Germain dépose le rapport [14 mars] (A. t. I, p. 287 ; J.O., p. 235). Discussion. Adoption de la proposition de loi [15 mars] (A. t. I, p. 298 ; J.O., p. 243). Promulgation (J.O., 16 mars, p. 2354).

5 — 1913. Proposition de loi concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre

des Députés pour l'exercice 1913 ; rapport de Rabier, le 21 juillet ; adoptée le 21 juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre [22 juillet] (A. t. I, p. 1370 ; J.O., p. 1130 ; I. n° 314). M. Saint-Germain, dépose le rapport Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [25 juillet] (A. t. I, p. 1405 ; J.O., p. 1160 ; I. n° 343). Adoption. [28 juillet] (A. t. I. p. 1411 ; J.O., p. 1164). Promulgation (J.O., 29 juillet, p. 6723).

6 — 1913. Proposition de loi concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'exercice 1913 ; rapport de M. Rabier, le 19 décembre ; adoptée le 19 décembre ; transmise par M. le Président de la Chambre [23 décembre] (A. t. II, p. 233 ; J.O., p. 1584 ; I. n° 478). M. de Selves dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [23 décembre] (A. t. II, p. 233 ; J.O., p. 1585 ; I. n° 479). Adoption de la proposition de loi [24 décembre] (A. t. II, p. 268 ; J.O., p. 1615). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 11034).

7 — 1914. Proposition de loi concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'exercice 1913 ; rapport de M. Armez, le 5 mars ; adoptée le 19 mars ; transmise par M. le Président de la Chambre [19 mars] (A. t. I, p. 509 ; J.O., p. 426 ; I. n° 137). M. de Selves dépose le rapport [23 mars] (A. t. I, p. 546 ; J.O., p. 457 ; I. n° 153). Adoption [26 mars] (A. t. I, p. 592 ; J.O., p. 497). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2834).

8 — 1914. Proposition de loi concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'exercice 1914 ; rapport de M. Armez, le 5 mars ; adoptée le 19 mars ; transmise par M. le Président de la Chambre [19 mars] (A. t. I, p. 509 ; J.O., p. 426 ; I. n° 138). M. de Selves dépose le rapport [23 mars] (A. t. I, p. 546 ; J.O., p. 457 ; I. n° 154). Adoption [27 mars] (A. t. I, p. 592 ; J.O., p. 497). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2834).

9 — 1914. Proposition de loi concernant l'ouverture d'un crédit applicable à l'indemnité des Députés pour l'exercice 1914 ; rapport au nom de la Commission de comptabilité de M. Fernand Rabier, le 10 juin ; adoptée le 25 juin ; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission des finances [25 juin] (A. t. I,

p. 1027; J.O., p. 875; I. n° 310). M. de Selves dépose le rapport [30 juin] (A. t. I, p. 1078; J.O., p. 917; I. n° 333). Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption [2 juillet] (A. t. I, p. 1141; J.O., p. 969). Promulgation (J.O., 5 juillet, p. 5877).

CHAMBRES D'AGRICULTURE. — 1912. Proposition de loi tendant à la création de Chambres d'agriculture, déposée par MM. Chastenet, Courrégelongue et plusieurs de leurs collègues [17 février] (A. t. I, p. 457; J.O., p. 373; I. n° 65). M. Chastenet dépose le rapport sommaire [30 mai] (A. t. I, p. 1097; J.O., p. 880; I. n° 178). Adoption de la prise en considération [25 juin] (A. t. I, p. 1282; J.O., p. 1035). Commission : 1^{er} bureau, M. Cordelet; 2^e bureau, M. Lhopiteau; 3^e bureau, M. Denoix; 4^e bureau, M. Ferdinand-Dreyfus; 5^e bureau, M. Chastenet; 6^e bureau, M. Cachet; 7^e bureau, M. Potié; 8^e bureau, M. Monfeuillart; 9^e bureau, M. le comte de Pontbriand (J.O., p. 5718; F. 69.) Président, comte de Pontbriand; Secrétaire, M. Lhopiteau (J.O., p. 5718; F. 70).

CHAMBRES D'AGRICULTURE DÉPARTEMENTALES. — 1912. Proposition de loi tendant à instituer des Chambres d'agriculture départementales, déposée par MM. Lhopiteau, Vinet et Baudet [12 novembre] (A. t. II, p. 42; J.O., p. 1347; I. n° 346).

CHAMBRES DE COMMERCE (Congrès international des). — Voir Crédits extraordinaires, § IV, 3.

CHAMPAGNOLE A FONCINE-LE-BAS. — Voir Chemins de fer, § III, n° 11, année 1912.

CHANTRAINE (Ouvrages de). — Voir Armée, § V, 5.

CHARLEVILLE (Ardennes). — Voir Octrois, 40.

CHASSE. — 1914. Proposition de loi portant modification à la loi du 3 mai 1844 en vue de faciliter la reproduction du faisan, déposée par MM. Mougeot, Menier et plusieurs de leurs collègues; renvoi à la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi relative aux articles 11 à 31 de la loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse [18 juin] (A. t. I, p. 872; J.O., p. 744; I. n° 294). M. Paul Le Roux dépose le rapport [29 juin] (A. t. I, p. 1074; J.O., p. 913; I. n° 331). Première délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de la proposition de loi [4 juillet] (A. t. I, p. 1204; J.O., p. 1021).

CHASSIS D'AUTOMOBILES. — Voir Douanes, 7.

CHATEAUDUN (Eure-et-Loir). — Voir Octrois, 41.

CHATEAULIN (Finistère). — Voir Octrois, 42.

CHATELGUYON A COMBRONDE. — Voir Chemins de fer, § III, 6 et 7, année 1914.

CHAUSSURES DE REPOS POUR L'ARMÉE. — Voir Armée, § VI, 7.

CHEMINS DE FER

- I. — CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.
- II. — GRANDES COMPAGNIES.
- III. — LIGNES D'INTÉRÊT LOCAL ET TRAMWAYS.
- IV. — CHEMINS DE FER COLONIAUX.
- V. — QUESTIONS DIVERSES.

I — CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

1 — 1912. Projet de loi relatif aux obligations à émettre pour les besoins des chemins de fer de l'Etat et portant ouverture de crédits supplémentaires applicables à l'exercice 1912, déposé à la Chambre le 6 février; rapport de M. Chéron, le 24 février; adopté le 4 mars; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 83). M. Aimond dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 714, 722; J.O., p. 580, 586; I. n° 89). Déclaration de l'urgence. Article premier. Adoption. Article 2: MM. Hervey, Klotz, *Ministre des Finances*. Adoption. Articles 3 et 4. Adoption. Scrutin sur l'ensemble. Adoption [8 mars] (A. t. I, p. 742; J.O., p. 603). Promulgation (J.O., 9 mars, p. 2310).

2 — 1914. Projet de loi relatif à l'emploi du reliquat non employé du crédit accordé pour les frais d'émission des obligations créées pour les besoins des chemins de fer de l'Etat, déposé à la Chambre le 26 mai 1913; rapport de M. Perrissoud le 23 janvier 1914; adopté le 2 février; déposé par MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics [3 février] (A. t. I, p. 98; J.O., p. 83; I. n° 30). M. de Selves dépose le rapport [23 mars] (A. t. I, p. 546; J.O., p. 457; I. n° 155). 1^{re} délibération; déclaration de l'urgence; adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [27 mars] (A. t. I, p. 618; J.O., p. 520). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 3252).

II — GRANDES COMPAGNIES

1 — 1912. Projet de loi portant approbation de la convention passée le 6 septembre 1911, entre le Ministre des Finances, le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer de l'Est, déposé au Sénat le 19 décembre 1911 (Voir Table 1909-1911). 1^{re} délibération; décret désignant MM. Privat-Deschanel, *directeur général de la comptabilité publique*, et Luquet, *directeur du mouvement général des fonds*, en qualité de commissaires du Gouvernement. M. Aimond, *rapporteur*. Déclaration de l'urgence. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet: MM. le Rapporteur, le Président, Klotz, *Ministre des Finances*. Rectification à l'intitulé du projet. Adoption [23 janvier] (A. t. I, p. 471; J.O., p. 40). Promulgation (J.O., 25 janvier, p. 789).

2 — 1913. Projet de loi ayant pour objet: 1^o de déclarer d'utilité publique diverses lignes de chemins de fer d'intérêt général; 2^o d'approuver une convention provisoire, passée avec la Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans, pour la concession d'un certain nombre de lignes d'intérêt général, déposé à la Chambre le 24 février; rapport de M. Mons, le 12 mars; adopté le 18 mars; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [18 mars] (A. t. I, p. 370; J.O., p. 304; I. n^o 92). M. Lintilhac dépose le rapport [3 juin] (A. t. I, p. 983; J.O., p. 809; I. n^o 193). M. Astier dépose l'avis de la Commission des finances [24 juin] (A. t. I, p. 1158; J.O., p. 955; I. n^o 233). Décret désignant M. Fontaneilles, *directeur des chemins de fer au Ministère des Travaux publics*, en qualité de commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Faisans, Lintilhac, *rapporteur*; Thierry, *Ministre des Travaux publics*. Adoption des articles et de l'ensemble de la loi [26 juin] (A. t. I, p. 1166; J.O., p. 963). Promulgation (J.O., 9 juillet, p. 6022).

III — CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL ET TRAMWAYS

ANNÉE 1912

1 — Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans Paris, d'une ligne de chemin de fer d'intérêt local de la place Jules-Joffrin à la porte de la Chapelle, formant prolongement de la ligne « Porte de Versailles-Place Jules-Joffrin » du réseau Nord-Sud de Paris, déposé le 12 décembre 1911. (Voir Table

1909-1911, Chemins de fer, année 1911, n° 10) ; M. Richard dépose le rapport [12 janvier] (A. t. I, p. 15 ; J.O., p. 13 ; I. n° 3). Déclaration de l'urgence. M. Richard, *rapporteur*. Adoption [23 janvier] (A. t. I, p. 46 ; J.O., p. 40). Promulgation (J.O., 26 janvier, p. 894).

2 — Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie de 1 mètre, destiné à raccorder le chemin de fer d'intérêt local de Roanne à Boën au port public du canal de Roanne à Digoin, déposé le 28 décembre 1911. (Voir Table 1909-1911, Chemins de fer, année 1911, n° 12). M. Antoine Perrier dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 867 ; J.O., p. 710 ; I. n° 129). Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 1041 ; J.O., p. 833). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 3482).

3 — Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement d'un chemin de fer à voie de 1 mètre d'Argentat à Salers, déposé le 29 décembre 1911. (Voir Table 1909-1911, Chemins de fer, année 1911, n° 15). M. Dellestable dépose le rapport [26 février] (A. t. I, p. 671 ; J.O., p. 543 ; I. n° 72). Déclaration de l'urgence : MM. Baudin, Jean Dupuy, *Ministre des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes* ; Bienvenu Martin, *président de la Commission des finances* ; Lintilhac, Dellestable, *rapporteurs* ; Aimond, de Las Cases, Millières-Lacroix, le Président. Renvoi pour avis du projet de loi à la Commission des finances [7 mars] (A. t. I, p. 730 ; J.O., p. 593). || 1913. Le projet est retiré par décret [4 mars] (J.O., p. 163 ; I. n° 46).

4 — Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement d'un chemin de fer à voie normale de Cahors à Moissac, déposé le 29 décembre 1911. (Voir Table 1909-1911, année 1911, n° 14). M. Faisans dépose le rapport [11 juillet] (A. t. I, p. 1550 ; J.O., p. 1249 ; I. n° 301). || 1913. Le projet est retiré par décret [4 mars] (J.O., p. 163 ; I. n° 46).

5 — Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement des chemins de fer, à voie de 1 mètre, de Saint-Léonard à Auzances et de Bonnat à Evaux, ou à un point voisin d'Evaux, sur la ligne de Montluçon à Eygurande, déposé le 29 décembre 1911. (Voir Table 1909-1911, Chemins de fer, année 1911, n° 16). M. Defumade dépose le rapport [30 janvier] (A. t. I, p. 69 ; J.O., p. 57 ; I. n° 32). Adoption [14 février] (A. t. I, p. 313 ; J.O., p. 261). Promulgation (J.O., 23 février, p. 1638).

6 — Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer de Montluçon à Gouttières, déposé le 29 décembre 1911. (Voir Table 1909-1911, Chemins de fer, année 1911, n° 13). M. Dellestable dépose le rapport [26 février] (A. t. I, p. 671; J.O., p. 543; I. n° 73). Renvoi à la Commission des finances [7 mars] (A. t. I, p. 737; J.O., p. 599). || **1913**. Le projet est retiré par décret [4 mars] (J.O., p. 163; I. n° 46).

7 — Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement d'un chemin de fer à voie étroite de Treignac à Bugeat, déposé le 29 décembre 1911. (Voir Table 1909-1911, Chemins de fer, année 1911, n° 17). M. Dellestable dépose le rapport [26 février] (A. t. I, p. 671; J.O., p. 543; I. n° 74). Déclaration de l'urgence, M. Aimond. Adoption [7 mars] (A. t. I, p. 730; J.O., p. 599). Promulgation (J.O., 13 mars, p. 2454).

8 — Projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique la construction, dans le département des Côtes-du-Nord, d'un nouveau réseau de chemins de fer, à voie étroite, déposé à la Chambre le 16 janvier; rapport de M. Émile Favre, le 15 février; adopté le 22 février; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [27 février] (A. t. I, p. 705; J.O. p. 571; I. n° 76). M. Jénouvrier dépose le rapport [15 mars] (A. t. I, p. 780; J.O., p. 635; I. n° 107). Adoption [22 mars] (A. t. I, p. 843; J.O., p. 690). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 3096).

9 — Projet de loi ayant pour objet d'approuver un avenant à la convention du 7 juillet 1905, passé entre le Ministre des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes et la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, pour l'établissement à double voie du chemin de fer d'intérêt général de Riom à Vichy, déposé à la Chambre le 27 février; rapport de M. Joseph Python le 12 mars; adopté le 26 mars; déposé par MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics [26 mars] (A. t. I, p. 889; J.O., p. 729; I. n° 133). M. Al. Bérard dépose le rapport [28 mars] (A. t. I, p. 960; J.O., p. 765; I. n° 145). Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 1041; J.O., p. 833). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 3482).

10 — Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Seine : 1° d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, entre Paris (Porte-Maillot) et Nanterre (limite du département) vers la forêt de Saint-Germain; 2° d'une route départementale entre le rond-point de la Défense, à Puteaux, et Nanterre (limite du département), vers la forêt de Saint-Germain,

déposé à la Chambre le 23 février; rapport de M. Leboucq, le 30 mai; adopté le 11 juin; déposé par M. le Ministre des Travaux publics [11 juin] (A. t. I, p. 1163; J.O., p. 938; I. n°185). M. Barbier dépose le rapport [20 juin] (A. t. I, p. 1236; J.O., p. 997; I. n° 197). Adoption [27 juin] (A. t. I, p. 1314; J.O., p. 1061). Promulgation (J.O., 3 juillet, p. 5861).

11 — Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans les départements du Jura et du Doubs, des chemins de fer d'intérêt local, à voie de 1 mètre, de Champagnole à Foncine-le-Bas et de Sirod à la gare de Boujailles (réseau Paris-Lyon-Méditerranée), déposé à la Chambre le 16 janvier; rapport de M. Chapsuis le 6 juin; adopté le 11 juin; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [14 juin] (A. t. I, p. 1198; J.O., p. 965; I. n° 189). M. Trouillot dépose le rapport [25 juin] (A. t. I, p. 1308; J.O., p. 1056; I. n° 225). Adoption [2 juillet] (A. t. I, p. 1383; J.O., p. 1118). Promulgation (J.O., 13 juillet, p. 6203).

12 — Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans les départements de la Loire et du Rhône, d'un réseau de chemins de fer d'intérêt local à voie étroite, déposé à la Chambre le 21 mars; rapport de M. Pierre Charles, le 14 juin; adopté le 18 juin; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [21 juin] (A. t. I, p. 1254; J.O., p. 1013; I. n° 201). M. Ponteille dépose le rapport [2 juillet] (A. t. I, p. 1382; J.O., p. 1118; I. n° 245). Adoption [9 juillet] (A. t. I, p. 1456; J.O., p. 1177). Promulgation (J.O., 21 juillet, p. 6538).

13 — Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans Paris, d'une ligne de chemin de fer d'intérêt local de la gare Montparnasse à la porte de Vanves, formant embranchement de la ligne « porte de Versailles-porte de la Chapelle », du réseau Nord-Sud de Paris, déposé à la Chambre le 10 juin; rapport de M. Spronck, le 27 juin; adopté le 1^{er} juillet; déposé par M. le Ministre des Travaux publics [4 juillet] (A. t. I, p. 1406; J.O., p. 1137; I. n° 251). M. Ranson dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [11 juillet] (A. t. I, p. 1549; J.O., p. 1249; I. n° 295). Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1587; J.O., p. 1288). Promulgation (J.O., 21 juillet, p. 6538).

14 — Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans les départements des Basses-Pyrénées et des Landes, des chemins de fer d'intérêt local de Saint-Jean-de-Luz à

Peyrehorade, de Saint-Palais à Saint-Jean-Pied-de-Port, du chemin de fer à crémaillère de la Rhune et d'une usine hydro-électrique à Licq-Atherey avec ses diverses installations, déposé à la Chambre le 28 juin; rapport de M. Margaine, le 3 juillet; adopté le 5 juillet; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances (I. n° 265). M. Faisans dépose le rapport [5 juillet] (A. t. I, p. 1440; J.O., p. 1165; I. n° 266). Adoption [9 juillet] (A. t. I, p. 1456; J.O., p. 1178). Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 6601).

15 — Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Loire, d'un chemin de fer d'intérêt local à voie de 1 mètre, de Feurs (gare de la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée), à Panissières (gare de ligne d'intérêt local de Panissières à l'Arbresle), déposé à la Chambre le 10 juin; rapport de M. Pierre Charles, le 3 juillet; adopté le 5 juillet; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [11 juillet] (A. t. I, p. 1549; J.O., p. 1248; I. n° 299). M. Audiffred dépose le rapport [26 novembre] (A. t. II, p. 110; J.O., p. 1405; I. n° 358). Adoption [17 décembre] (A. t. II, p. 242; J.O., p. 1512). Promulgation (J.O., 27 décembre, p. 10862).

16 — Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Haute-Garonne, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie de 1 mètre de largeur, de Muret à Aurignac, déposé à la Chambre le 11 juillet; rapport de M. Auriol, le 11 juillet; adopté le 11 juillet; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [12 juillet] (A. t. II, p. 1605; J.O., p. 1303; I. n° 325). M. R. Leygue dépose le rapport [3 décembre] (A. t. II, p. 134; J.O., p. 1423; I. n° 363). Adoption [12 décembre] (A. t. II, p. 195; J.O., p. 1473). Promulgation (J.O., 23 décembre, p. 10690).

17 — Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer de Nantes à Paimbœuf par le Pellerin, déposé le 11 juillet 1911. (Voir table 1909-1911, Chemins de fer, année 1911, 3.) Le projet est retiré [16 novembre] (A. t. II, p. 63; J.O., p. 1365; I. n° 350).

18 — Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département du Jura, du chemin de fer d'intérêt local de Salins à Andelot, déposé à la Chambre le 22 novembre; rapport de M. Chapuis, le 5 décembre; adopté le 9 décembre; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [17 décem-

bre] (A. t. II, p. 246; J.O., p. 1515; I. n° 389). M. Trouillot dépose le rapport [20 décembre] (A. t. II, p. 276; J.O., p. 1540; I. n° 405). Adoption [21 décembre] (A. t. II, p. 306; J.O., p. 1565). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 11006).

19 — Projet de loi ayant pour objet d'approuver un avenant à la convention de concession du chemin de fer d'intérêt local de Bellegarde à Chézery, déposé à la Chambre le 13 décembre; rapport de M. Chanal, le 19 décembre; adopté le 20 décembre; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances (I. n° 410). M. Bérard dépose le rapport [20 décembre] (A. t. II, p. 286, 289; J.O., p. 1547, 1550; I. n° 412). Adoption [21 décembre] (A. t. II, p. 306; J.O., p. 1566). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 10961).

20 — Projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention passée entre la Compagnie des chemins de fer du Midi et la Compagnie des tramways à vapeur de la Chalosse et du Béarn, relativement à une garantie d'intérêt pour diverses lignes de tramways dans les départements des Landes et des Basses-Pyrénées, ainsi qu'une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Midi, déposé à la Chambre le 17 décembre; rapport de M. Gioux, le 20 décembre; adopté le 20 décembre; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances (I. n° 436). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport. Adoption [21 décembre] (A. t. II, p. 336; J.O., p. 1589, 1593; I. n° 440). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 10960).

21 — Projet de loi ayant pour objet d'approuver des avenants aux conventions de concession des chemins de fer d'intérêt local de Nîmes à Arles-Trinquette et de Bouillargues à Saint-Gilles et de fusionner, en les modifiant, les maxima des subventions de l'Etat relatives à ces deux lignes dans le département du Gard, déposé à la Chambre le 16 décembre; rapport de M. Spronck, le 21 décembre; adopté le 23 décembre; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances (I. n° 449). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport. Adoption [23 décembre] (A. t. II, p. 352; J.O., p. 1605; I. n° 450). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 10958).

ANNÉE 1913.

1 — Projet de loi ayant pour objet de déclasser le tramway de Feuquières-Fressenneville à Ault-Onival et de déclarer d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Woincourt à

Ault-Onival, déposé à la Chambre le 12 décembre 1912; rapport de M. Paul Bignon, le 23 janvier 1913; adopté le 3 février; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [13 février] (A. t. I, p. 99; J.O., p. 82; I. n° 22). M. Ranson dépose le rapport [13 mars] (A. t. I, p. 253; J.O., p. 208; I. n° 71). Adoption [17 mars] (A. t. I, p. 322; J.O., p. 264). Promulgation (J.O., 23 mars, p. 2603).

2 — Projet de loi tendant à déclarer d'utilité publique l'établissement, dans les départements du Doubs et du Jura, des chemins de fer d'intérêt local de Mouthe à Foncine-le-Haut, d'Amathay-Vésigneux à Pontarlier et de Levier à Chaffois et de classer le tramway de Pontarlier à Mouthe comme chemin de fer d'intérêt local, déposé à la Chambre le 24 janvier; rapport de M. Chapuis le 13 février; adopté le 17 février; déposé par MM. les Ministres des Travaux Publics et des Finances [25 février] (A. t. I, p. 150; J.O., p. 125; I. n° 31). M. Perchot dépose le rapport [13 mars] (A. t. I, p. 253; J.O., p. 208; I. n° 70). Adoption [18 mars] (A. t. I, p. 352; J.O., p. 289). Promulgation (J.O., 26 mars, p. 2674).

3 — Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement dans le département du Jura, du chemin de fer d'intérêt local de Morez à la frontière suisse, vers Saint-Cergues, déposé à la Chambre le 21 février; rapport de M. Chapuis le 5 mars; adopté le 10 mars; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [15 mars] (A. t. I, p. 292; J.O., p. 243; I. n° 82). M. Trouillot dépose le rapport [17 mars] (A. t. I, p. 343; J.O., p. 281; I. n° 89). Adoption [27 mars] (A. t. I, p. 385; J.O., p. 317). Promulgation (J.O., 6 avril, p. 3069).

4 — Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement dans les départements du Jura et de Saône-et-Loire, des chemins de fer d'intérêt local à voie étroite, de Lons-le-Saunier à Pierre-en-Bresse et de Lons-le-Saunier à Saint-Julien, déposé à la Chambre le 4 mars; rapport de M. Chapuis le 7 mars; adopté le 10 mars; déposé par MM. les Ministres des Travaux Publics et des Finances [15 mars] (A. t. I, p. 297; J.O., p. 243; I. n° 81). M. Trouillot dépose le rapport [17 mars] (A. t. I, p. 343; J.O., p. 281; I. n° 90). Adoption [27 mars] (A. t. I, p. 385; J.O., p. 318). Promulgation (J.O., 5 avril, p. 3038).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement dans les départements de Saône-et-Loire et du Jura, d'un réseau de chemins de fer d'intérêt local, déposé à la Chambre des Députés le 4 mars; rapport de

M. Germain Périer le 17 mars; adopté le 25 mars; déposé par MM. les Ministres des Travaux Publics et des Finances; M. Trouillot dépose le rapport [27 mars] (A. t. I, p. 378; J.O., p. 326, 327; I. n° 118 et 119). Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 473; J.O., p. 395). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 3110).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département des Ardennes, d'un chemin de fer d'intérêt local à voie de 1 mètre formant prolongement, vers Sugny et Pussemange, de la ligne vicinale belge de Bouillon à Corbion, déposé à la Chambre le 28 février; rapport de M. Eugène Chanal le 20 mars; adopté le 27 mars; déposé par MM. les Ministres des Travaux Publics et des Finances [29 mars] (A. t. I, p. 473; J.O., p. 394; I. n° 149). || 1914. Communication d'un décret portant retrait du projet de loi présenté au Sénat le 29 mars 1913 et ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département des Ardennes, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie de 1 mètre, formant prolongement vers Sugny et Pussemange, de la ligne vicinale belge de Bouillon à Corbion [2 juillet] (A. t. I, p. 1160; J.O., p. 984; I. n° 351).

7 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique les travaux à exécuter dans le département de la Loire pour la modification du tracé du chemin de fer d'intérêt local de Mornant à Rive-de-Gier, entre Saint-Genis, Terre-Noire et Rive-de-Gier, déposé à la Chambre le 6 mai; rapport de M. P. Charles le 27 mai; adopté le 30 mai; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [10 juin] (A. t. I, p. 1058; J.O., p. 869; I. n° 205). M. Ponteille dépose le rapport [10 juillet] (A. t. I, p. 1316; J.O., p. 1084; I. n° 294). Adoption [18 juillet] (A. t. I, p. 1358; J.O., p. 1119). Promulgation (J.O., 29 juillet, p. 6724).

8 — Projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention passée entre l'administration des chemins de fer fédéraux et la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, pour la circulation des trains de cette dernière compagnie sur la ligne de Genève à la Plaine et leur admission dans la gare de Genève-Cornavin, déposé à la Chambre le 5 novembre 1912; rapport de M. Emile Favre le 5 décembre et un avis de la Commission du budget par M. Charles Dumont, le 14 janvier 1913; adopté le 25 juin; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [4 juillet] (A. t. I, p. 1268; J.O., p. 1045; I. n° 281). M. Goy dépose le rapport [18 juillet] (A. t. I,

p. 1367; J.O., p. 1127; I, n° 306). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption [30 juillet] (A. t. I, p. 1510; J.O., p. 1243). Promulgation (J.O., 15 août, p. 7431).

9 — Projet de loi ayant pour objet d'autoriser l'administration des chemins de fer de l'Etat à se charger de la construction et de l'exploitation d'un deuxième réseau de tramways dans le département de la Vendée, déposé le 7 mars; rapport de M. P. Charles le 19 juillet; adopté le 22 juillet; déposé par MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics [22 juillet] (A. t. I, p. 1380; J.O., p. 1137; I. n° 318). Renvoyé à la Commission des Chemins de fer. M. Goy dépose le rapport [1^{er} août] (A. t. I, p. 1559; J.O., p. 1281; I. n° 378). Adoption [6 août] (A. t. I, p. 1644; J.O., p. 1347). Promulgation (J.O., 20 août, p. 7605).

10 — Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique la création d'un embranchement urbain avec gare de débord et la substitution d'un passage supérieur au passage à niveau du Tilleul à Tourcoing, déposé le 1^{er} juillet; rapport de M. Margaine le 21 juillet; adopté le 22 juillet; déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur et des Travaux publics [22 juillet] (A. t. I, p. 1380; J.O., p. 1137; I. n° 317). M. Eugène Guérin dépose le rapport et en donne lecture [6 août] (A. t. I, p. 1664; J.O., p. 1364; I. n° 391). Adoption [8 août] (A. t. I, p. 1692; J.O., p. 1387). Promulgation (J.O., 31 août, p. 7845).

11 — Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Isère, d'un chemin de fer d'intérêt local de Vif (gare de Paris-Lyon-Méditerranée) aux Saillants-du-Guâ, avec embranchement des Saillants au Champa, déposé à la Chambre le 22 mai; rapport de M. P. Charles le 23 juillet; adopté le 24 juillet; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [25 juillet] (A. t. I, p. 1398; J.O., p. 1154; I. n° 328). M. Faisans dépose le rapport [28 juillet] (A. t. I, p. 1411; J.O., p. 1164; I. n° 349). Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 1534; J.O., p. 1261). Promulgation (J.O., 15 août, p. 7421).

12 — Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique une ligne de chemin de fer d'intérêt local à voie étroite du Cheylard à Aubenas et d'approuver une convention passée avec la Compagnie des chemins de fer départementaux pour la concession de cette ligne, déposé à la Chambre le 1^{er} juillet; rapport de M. Chalamel le 18 juillet; adopté le 23 juillet; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics

et des Finances [25 juillet] (A. t. I, p. 1398; J.O., p. 1154, I. n° 327). M. Astier dépose le rapport [28 juillet] (A. t. I, p. 1411; J.O., p. 1164; I. n° 350). Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 1534; J.O., p. 1262). Promulgation (J.O., 13 août, p. 7365).

13 — Projet de loi ayant pour objet de proroger le délai fixé pour les expropriations nécessaires à l'établissement du chemin de fer d'intérêt local de Bourbourg à Drincham (Nord), déposé à la Chambre le 12 mars; rapport de M. Henri Roy le 17 mars et rapport supplémentaire le 20 novembre; adopté le 24 novembre; déposé par M. le Ministre des Travaux publics [28 novembre] (A. t. II, p. 113; J.O., p. 1485; I. n° 442). Renvoi à la Commission des chemins de fer. || **1914**. M. Eug. Guérin dépose le rapport [16 janvier] (A. t. I, p. 9; J.O., p. 8; I. n° 6). Adoption [22 janvier] (A. t. I, p. 30; J.O., p. 25). Promulgation (J.O., 28 janvier, p. 761).

14 — Projet de loi ayant pour objet d'approuver l'augmentation du capital de premier établissement du réseau des chemins de fer d'intérêt local des Pyrénées-Orientales, ainsi que l'augmentation du capital dont la garantie d'intérêts est accordée par la Compagnie du Midi à la société concessionnaire de ce réseau, déposé à la Chambre le 22 juillet; rapport de M. Bedouce le 8 décembre; adopté le 15 décembre; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [16 décembre] (A. t. II, p. 164; J.O., p. 1527; I. n° 454). || **1914**. M. Surreaux dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Insertion du rapport au *Journal officiel* [2 avril] (A. t. I, p. 749; J.O., p. 632; I. n° 258). Adoption [3 avril] (A. t. I, p. 799; J.O., p. 679). Promulgation. (J.O., 19 avril, p. 3624).

15 — Projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention provisoire passée avec la Compagnie des chemins de fer du Midi pour la concession éventuelle de diverses lignes de chemins de fer d'intérêt général, déposé à la Chambre le 24 février; rapport de M. Bedouce le 8 août; adopté le 18 décembre; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer [26 décembre] (A. t. II, p. 274; J.O., p. 1620; I. n° 494). || **1914**. M. Faissans dépose le rapport [12 février] (A. t. I, p. 162; J.O., p. 135; I. n° 47). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [25 février] (A. t. I, p. 255; J.O., p. 214). Promulgation (J.O., 26 mars, p. 2747).

ANNÉE 1914

1 — Projet de loi ayant pour objet d'approuver trois délibérations du conseil général du département du Nord portant engagements complé-

mentaires du département envers le concessionnaire des chemins de fer d'intérêt local de Don à Fromelles et d'Hondschoote à Bray-Dunes, déposé à la Chambre le 24 novembre 1913; rapport de M. Lhoste, le 22 janvier 1914; adopté le 3 février; déposé par M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer [5 février] (A. t. I, p. 109; J.O., p. 93; I. n° 34). M. Catalogne dépose le rapport [26 juin] (A. t. I, p. 1030; J.O., p. 877; I. n° 316). Adoption [4 juillet, 2^e séance] (A. t. I, p. 1218; J.O., p. 1030).

2 — Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, dans les départements de la Nièvre et de l'Allier, l'établissement de deux voies ferrées d'intérêt local de Saxy-Bourdon à Decize et de Decize à Moulins-sur-Allier, avec embranchement de Saint-Ennemond à Dornes, déposé à la Chambre le 3 février; rapport de Lhoste, le 4 février; adopté le 10 février; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer [12 février] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 135; I. n° 51). M. Capéran dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 371; J.O., p. 211; I. n° 92). Adoption [12 mars] (A. t. I, p. 423; J.O., p. 354). Promulgation (J.O., 24 mars, p. 2651).

3 — Projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention passée entre le département de la Drôme et la Compagnie du chemin de fer de Taulignan-Grignan-Chamaret, en vue du relèvement du tarif voyageurs de 2^e classe sur le tramway de Taulignan à Grignan et à la station de Chamaret du réseau Paris-Lyon-Méditerranée, déposé à la Chambre le 15 janvier; rapport de M. Chalamel, le 4 février; adopté le 13 février; déposé par M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer [20 février] (A. t. I, p. 233; J.O., p. 197; I. n° 62). M. Charles Chabert dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 371; J.O., p. 311; I. n° 90). Adoption [13 mars] (A. t. I, p. 440; J.O., p. 370). Promulgation (J.O., 25 mars, p. 2798).

4 — Projet de loi ayant pour objet d'approuver un avenant passé entre le département des Bouches-du-Rhône et la Compagnie des chemins de fer de la Camargue pour la modification des conditions d'exploitation du réseau de chemins de fer d'intérêt local concédé à ladite Compagnie par la loi du 25 juin 1889, déposé à la Chambre le 15 décembre 1913; rapport de M. Maurice Spronck, le 3 février 1914; adopté le 16 février; déposé par MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics [25 février] (A. t. I, p. 254; J.O., p. 213; I. n° 64). M. Faisans dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 591; J.O., p. 496; I. n° 172). Adoption [26 juin] (A. t. I, p. 1030; J.O., p. 878).

5 — Projet de loi ayant pour objet de modifier les conditions de concession ou de rétrocession du chemin de fer d'intérêt local de Toulouse à Boulogne-sur-Gesse et du réseau départemental de tramways de la Haute-Garonne, déposé à la Chambre le 15 décembre 1913; rapport de M. Bedouce, le 28 janvier 1914; adopté le 19 février; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer [26 février] (A. t. I, p. 280; J.O., p. 235; I. n° 74). M. Dellestable dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 350; J.O., p. 294; I. n° 84). Adoption [12 mars] (A. t. I, p. 423; J.O., p. 355). Promulgation (J.O., 25 mars, p. 2688).

6 — Projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention provisoire passée avec la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée pour la concession à titre éventuel, d'une ligne de chemin de fer d'intérêt général de Châtelguyon à Combronde, déposé à la Chambre le 4 novembre 1913; rapport de M. Mairat, le 11 février 1914; adopté le 3 mars; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [12 mars] (A. t. I, p. 422; J.O., p. 353; I. n° 108). M. Dellestable dépose le rapport [18 mars] (A. t. I, p. 484; J.O., p. 406; I. n° 126). Adoption [24 mars] (A. t. I, p. 567; J.O., p. 476).

7 — Projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention provisoire passée avec la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée pour la concession, à titre éventuel, d'une ligne de chemin de fer d'intérêt général de Châtelguyon à Combronde (montant maximum des approvisionnements pour l'ensemble du réseau Paris-Lyon-Méditerranée), déposé à la Chambre le 4 novembre 1913; rapport de M. Mairat, le 11 février 1914; adopté le 3 mars; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [12 mars] (A. t. I, p. 422; J.O., p. 354; I. n° 109). M. Dellestable dépose le rapport [18 mars] (A. t. I, p. 484; J.O., p. 406; I. n° 125). Adoption [27 mars] (A. t. I, p. 592; J.O., p. 497). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 3228).

8 — Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement dans les départements des Vosges et de la Haute-Marne d'une voie ferrée d'intérêt local entre Neufchâteau et Contrexéville, déposé à la Chambre le 11 mars; rapport de M. Henri Roy, le 12 mars; adopté le 13 mars; déposé par MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics [13 mars] (A. t. I, p. 460; J.O. p. 386; I. n° 118). M. Catalogne dépose le rapport [19 mars] (A. t. I, p. 508; J.O., p. 425; I. n° 134). Adoption [23 mars] (A. t. I, p. 548; J.O., p. 459). Promulgation (J.O., 4 avril, p. 3126).

9 — Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département des Basses-Pyrénées, d'une voie ferrée d'intérêt local de Pau à Sault-de-Navailles et d'autoriser la Compagnie des chemins de fer du Midi à accorder une garantie d'intérêt à cette entreprise, déposé à la Chambre le 4 mars ; rapport de M. Bedouce le 12 mars ; adopté le 17 mars ; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer [18 mars] (A. t. I, p. 505 ; J.O., p. 422 ; I. n° 129). M. Catalogne dépose le rapport [19 mars] (A. t. I, p. 508 ; J.O., p. 425 ; I. n° 135). Adoption [23 mars] (A. t. I, p. 547 ; J.O., p. 458). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 3228).

10 — Projet de loi ayant pour objet d'approuver un avenant à la convention de concession du réseau des tramways de la Corrèze, déposé à la Chambre le 6 mars ; rapport de M. Mons le 12 mars ; adopté le 17 mars ; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer [18 mars] (A. t. I, p. 505 ; J.O., p. 422 ; I. n° 130). M. Dellestable dépose le rapport [19 mars] (A. t. I, p. 508 ; J.O., p. 425 ; I. n° 131). Adoption [24 mars] (A. t. I, p. 567 ; J.O., p. 476). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 3227).

11 — Projet de loi ayant pour objet, d'une part, d'approuver une convention passée entre le département de la Meuse et la Société générale des chemins de fer économiques pour la concession de l'exploitation des chemins de fer d'intérêt local de Verdun à Montmédy et de Commercy à la ligne précédente et, d'autre part, d'augmenter le capital de premier établissement de ces chemins de fer, déposé à la Chambre le 13 février ; rapport de M. Henri Roy, le 4 mars ; adopté le 17 mars ; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer [19 mars] (A. t. I, p. 508 ; J.O., p. 425 ; I. n° 136). M. Surreaux dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Demande de discussion immédiate. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [2 avril] (A. t. I, p. 749 ; J.O., p. 632 ; I. n° 257). Adoption [3 avril] (A. t. I, p. 798 ; J.O., p. 678). Promulgation (J.O., 19 avril, p. 3626).

12 — Projet de loi ayant pour objet de déclasser une section du tramway de la Lacelle à Trun, et de réduire le capital de premier établissement, ainsi que la subvention de l'Etat, concernant cette ligne, déposé à la Chambre le 15 janvier ; rapport de M. Emile Favre le 4 mars ; adopté le 17 mars ; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer

[19 mars] (A. t. I, p. 508; J.O., p. 425; I. n° 133). M. Fenoux dépose le rapport [31 mars] (A. t. I, p. 712; J.O., p. 601; I. n° 226). Adoption [17 juin] (A. t. I, p. 825; J.O., p. 703). Promulgation (J.O., 2 juillet, p. 5770).

13 — Projet de loi ayant pour objet : 1° de déclarer d'utilité publique les travaux à exécuter pour la modification du tracé, entre Saint-Just et Redon, du tramway de Bréal à Redon, faisant partie du réseau déclaré d'utilité publique par décret du 1^{er} septembre 1906, et pour l'établissement d'un embranchement destiné au service des marchandises jusqu'au bassin à flot de Redon; 2° d'approuver l'avenant passé entre le département d'Ille-et-Vilaine et la Compagnie des tramways à vapeur d'Ille-et-Vilaine; 3° d'élever le maximum du capital de premier établissement afférent à la ligne de Bréal à Redon et à l'ensemble du réseau; 4° de prolonger le délai d'expropriation des terrains à occuper par ladite ligne, déposé à la Chambre le 16 mars; rapport de M. Margaine, le 18 mars; adopté le 20 mars; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer [23 mars] (A. t. I, p. 546; J.O., p. 457; I. n° 152). M. Lemarié dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 591; J.O., p. 496; I. n° 171). Adoption [31 mars] (A. t. I, p. 712, 713; J.O., p. 601). Promulgation (J. O., 19 avril, p. 3623).

14 — Projet de loi ayant pour objet : 1° d'autoriser le prolongement, avec construction d'un pont sur la Bidassoa, du chemin de fer espagnol de Saint-Sébastien à la frontière française jusque dans la gare française d'Hendaye (réseau du Midi : ligne de Bayonne à Irun); 2° d'approuver la convention passée, le 3 octobre 1913, entre la Compagnie du chemin de fer de Saint-Sébastien à la frontière française et celle du Midi pour l'établissement et l'exploitation dudit prolongement, déposé à la Chambre le 15 janvier; rapport de M. Pierre Charles, le 19 mars; adopté le 25 mars; déposé par M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer [30 mars] (A. t. I, p. 647; J.O., p. 545; I. n° 202). M. Faisans dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 648; J.O., p. 546; I. n° 206). Adoption [3 avril] (A. t. I, p. 798; J.O., p. 678). Promulgation (J.O., 17 avril, p. 3517).

15 — Projet de loi ayant pour objet : 1° de classer comme voie ferrée d'intérêt local le tramway d'Annemasse à Samoëns et embranchements (Haute-Savoie); 2° de déclarer d'utilité publique, d'une part, les travaux de modification et d'électrification à exécuter sur ladite ligne et ses embranchements; d'autre part, l'établissement de deux voies

ferrées d'intérêt local de Samoëns à Sixt et du Pont-de-Fillinges à Habère-Poche, déposé à la Chambre le 27 mars ; rapport de M. Emile-Favre le 27 mars ; adopté le 30 mars) ; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer [30 mars] (A. t. I, p. 671 ; J.O., p. 564 ; I. n° 220). M. Goy dépose le rapport. Adoption [2 avril] (A. t. I, p. 725 à 727 ; J.O., p. 613 ; I. n° 241). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 3241).

16 — Projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention passée avec la compagnie de chemins de fer départementaux pour la concession, à titre éventuel, d'un chemin de fer d'intérêt général, à voie étroite, de Meyrueis à Millau ou à un point voisin de Millau sur la ligne de Millau à Rodez, déposé à la Chambre le 20 mars ; rapport de M. Margaine le 24 mars ; adopté le 25 mars ; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances ; renvoi à la Commission des chemins de fer [30 mars] (A. t. I, p. 647 ; J.O., p. 545 ; I. n° 203). M. Defumade dépose le rapport [23 juin] (A. t. I, p. 980 ; J.O., p. 835 ; I. n° 305). Adoption [1^{er} juillet] (A. t. I, p. 1109 ; J.O., p. 942). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 6398).

17 — Projet de loi ayant pour objet d'approuver le rachat, par le département de Lot-et-Garonne, de la rétrocession de son réseau de tramways et une nouvelle rétrocession de ce réseau, ainsi que d'autoriser la compagnie des chemins de fer du Midi à accorder une garantie d'intérêt à l'entreprise, déposé à la Chambre le 27 mai ; rapport de M. Margaine le 30 mars ; adopté le 31 mars ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics [31 mars] (A. t. I, p. 719 ; J.O., p. 607 ; I. n° 227). M. Capéran dépose et lit le rapport. Adoption [2 avril] (A. t. I, p. 727 J.O., p. 614, I. n° 238). Promulgation (J.O., 19 avril, p. 3606).

18 — Projet de loi ayant pour objet de proroger, en ce qui concerne la partie du tramway de Cuiseaux (Saône-et-Loire) à Saint-Trivier-de-Courtes (Ain) comprise entre le point kilométrique 11 k. 700 et le terminus à Saint-Trivier-de-Courtes (point 11 k. 986), le délai fixé pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement de ce tramway, déposé à la Chambre le 11 mars ; rapport de M. Edmond Chapuis le 30 mars ; adopté le 31 mars ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics ; renvoi à la Commission des chemins de fer [3 avril] (A. t. I, p. 761 ; J.O., p. 644 ; I. n° 263). M. Faisans dépose le rapport [23 juin] (A. t. I, p. 980 ; J.O., p. 835 ; I. n° 303). Adoption [30 juin] (A. t. I, p. 1078 ; J.O., p. 917). Promulgation (J.O., 5 juillet, p. 5878).

19 — **Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement d'un réseau de voies ferrées d'intérêt local dans les départements du Tarn et de la Haute-Garonne, et d'autoriser la compagnie des chemins de fer du Midi à accorder une garantie d'intérêt à l'entreprise, déposé à la Chambre le 2 juillet; rapport de M. Guiraud le 3 juillet; adopté le 7 juillet; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances; renvoyé à la Commission des chemins de fer [7 juillet] (A. t. I, p. 1291; J.O., p. 1091; I. n° 364). M. Faisans dépose le rapport [7 juillet] (A. t. I, p. 1291; J.O., p. 1092; I. n° 365). Adoption [10 juillet] (A. t. I, p. 1367; J.O. p. 1152). Promulgation (J.O., 25 août, p. 7617).**

20 — **Projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans les départements de la Haute-Savoie et de l'Ain, d'un nouveau réseau de voies ferrées d'intérêt local, déposé à la Chambre le 6 juillet; rapport de M. Emile Favre le 8 juillet; adopté le 8 juillet; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances; renvoyé à la Commission des Chemins de fer [8 juillet] (A. t. I, p. 1330; J.O., p. 1024; I. n° 374). M. Goy dépose le rapport; Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [10 juillet] (A. t. I, p. 1366; J.O., p. 1151; I. n° 390). Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1395; J.O., p. 1174). Promulgation (J.O., 22 août, p. 7553).**

21 — **Projet de loi ayant pour objet de proroger le délai fixé pour les expropriations nécessaires à l'établissement du réseau des tramways de la Haute-Vienne, déposé à la Chambre le 25 juin; rapport de M. Emile Dumas le 8 juillet; adopté le 9 juillet; déposé par M. le Ministre des Travaux publics [10 juillet] (A. t. I, p. 1388; J.O., p. 1169; I. n° 394). M. Defumade dépose le rapport [10 juillet] (A. t. I, p. 1389; J.O., p. 1170; I. n° 398). Adoption [13 juillet] (A. t. I, p. 1417; J.O., p. 1192). Promulgation (J.O., 31 juillet, p. 7005).**

IV — CHEMINS DE FER COLONIAUX

1 — **1912. Projet de loi autorisant la colonie de Madagascar et dépendances à construire un chemin de fer entre Tananarive et Antsirabe, déposé à la Chambre le 28 décembre 1911; rapport de M. Malavialle, le 5 mars 1912; avis de la Commission du budget par M. Viollette, le 2 juillet; adopté le 11 juillet; déposé par MM. les Ministres des Colonies et des Finances [11 juillet] (A. t. I, p. 1563; J.O.,**

p. 1260; I. n° 313). M. Jénouvrier dépose le rapport [13 décembre] (A. t. II, p. 219; J.O., p. 1493; I. n° 382). Adoption [19 décembre] (A. t. II, p. 253; J.O., p. 1520). Promulgation (J.O., 4 janvier 1913, p. 130).

2 — 1913. Projet de loi autorisant la constitution d'un fonds de réserve spécial, d'un fonds de roulement et d'un fonds spécial pour travaux et matériel complémentaires et de renouvellement au budget annexe du chemin de fer de Kayes au Niger et portant modification des articles 48 et 49 de la loi du 30 janvier 1907, déposé à la Chambre le 12 mars; rapport de M. Maurice Viollette le 5 juin; adopté le 4 juillet; déposé par MM. les Ministres des Finances et des Colonies [8 juillet] (A. t. I, p. 1290; J.O., p. 1063; I. n° 283). M. Gervais dépose le rapport [28 juillet] (A. t. I, p. 1436; J.O., p. 1184; I. n° 354). Adoption [5 août] (A. t. I, p. 1595; J.O., p. 1309). Promulgation (J.O., 31 août, p. 7847).

3 — 1914. Projet de loi portant approbation de la convention conclue, au nom du Gouvernement de la République française, par le Commissaire résident général de la République française au Maroc avec la Compagnie générale du Maroc et la Compagnie générale espagnole d'Afrique, en vue de la concession du chemin de fer de Tanger à Fez, déposé à la Chambre le 27 mars; rapport de M. François Deloncle le 30 mars, et avis verbal de M. Messimy au nom de la Commission du budget; adopté le 1^{er} avril; déposé par MM. les Ministres des Affaires Etrangères et des Finances [2 avril] (A. t. I, p. 725; J.O., p. 612; I. n° 237). Renvoi pour avis à la Commission des finances [15 juin] (A. t. I, p. 820; J.O., p. 699). M. Lhopiteau dépose le rapport [26 juin] (A. t. I, p. 1030; J.O., p. 877; I. n° 312). M. Lucien Hubert dépose un avis au nom de la Commission des finances [1^{er} juillet] (A. t. I, p. 1108; J.O., p. 942; I. n° 340). Première délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [7 juillet] (A. t. I, p. 1272; J.O., p. 1076). Promulgation (J.O., 20 août, p. 7513).

V. — QUESTIONS DIVERSES

1 — 1913. Proposition de loi de M. Jénouvrier relative aux transports à effectuer par voie ferrée hors frontière [29 juillet] (A. t. I, p. 1479; J.O., p. 1219; I. n° 357).

CHEMINS DE FER (Agents des). — Voir Retraites des agents des chemins de fer.

CHEVAUX DESTINÉS A LA BOUCHERIE. — Voir [Douanes, 5.

CHEYLARD (LE) A AUBENAS. — Voir Chemins de fer, § III, 12, année 1913.

CHIMISTE-EXPERT (Diplôme del. — 1913. Proposition de loi, adoptée par le Sénat et modifiée par la Chambre des Députés, relative à la création d'un diplôme d'Etat de chimiste expert. (Voir Tables 1909-1911), déposée à la Chambre le 7 avril 1911; rapport de M. Daniel Vincent le 23 janvier 1913; adoptée le 25 mars; transmise par M. le Président de la Chambre [27 mars] (A. t. I, p. 385; J.O., p. 317; I. n° 116). M. Cazeneuve dépose le rapport [19 mai] (A. t. I, p. 594; J.O., p. 494; I. n° 173). Adoption [27 mai] (A. t. I, p. 845; J.O., p. 696). Promulgation (J.O., 8 juin, p. 4918).

CHOLET (Maine-et-Loire). — Voir Octrois, 43.

CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES. — 1914. Voir Élection des Députés, § IV (b), 10.

CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES. — 1912. Proposition de loi tendant à modifier la majorité nécessaire pour l'obtention des circonstances atténuantes, transmise au Sénat le 22 mars 1907. (Voir Table 1906-1908). M. Savary dépose le rapport [23 janvier] (A. t. I, p. 46; J.O., p. 39; I. n° 17). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Savary, *rapporteur*; Louis Martin. Clôture. Rejet du passage à la discussion des articles [7 juin] (A. t. I, p. 1147; J.O., p. 925).

CLASSE DE 1913 (Maintien sous les drapeaux de la). — Voir Armée, § I, 8.

CLÉDER (Finistère). — Voir Octrois, 45.

CLERCS D'HUISSIERS. — 1912. Projet de loi sur les clercs d'huissiers assermentés et sur la signification des protêts, déposé par M. le Ministre de la Justice [4 juillet] (A. t. I, p. 1420; J.O., p. 1149; I. n° 255).

CLERMONT-L'HÉRAULT (Hérault). — Voir Octrois, 46.

CLIPPERTON (Le). — Voir Crédits extraordinaires, § I, 4.

CODES

CODE CIVIL

1 — 1912. Proposition de loi tendant à modifier l'article 340 du Code civil (Reconnaissance judiciaire de la paternité naturelle), transmise par M. le Président de la Chambre [23 janvier] (A. t. I, p. 49; J.O., p. 42; I. n° 22). M. Guillier dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 722; J.O., p. 586; I. n° 88). Discussion. Décret désignant M. Bouulloche, *directeur des affaires civiles et du sceau*, en qualité de commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Louis Martin, Guillier, *rapporteur*. Demande de renvoi de la discussion [7 novembre] (A. t. II, p. 8; J.O., p. 1321). Reprise de la discussion : Article premier (remplacement de l'article 340 du Code civil). Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Vieu : MM. Vieu, Guillier, *rapporteur*; Briand, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Rejet. Article 2. Amendement de MM. Strauss et Louis Martin : M. Strauss. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 2. Article 3 (complément à l'article 400 du Code pénal). Amendement de MM. Strauss et Louis Martin. Retrait. Amendement de M. Milliard : MM. Milliard, le Rapporteur, Louis Martin, le Garde des Sceaux. Sous-amendement de M. Strauss : MM. Strauss et Milliard. Vote sur le paragraphe premier de l'amendement de M. Milliard. Rejet. Adoption de la première partie de l'article 3. Amendement de M. Milliard : MM. Milliard, le Rapporteur. Rejet. Adoption de la seconde partie et de l'ensemble de l'article 3. Article 4. Amendement de M. Paul Strauss : MM. Strauss, le Rapporteur. Rejet de l'amendement. MM. Knight, Lebrun, *Ministre des Colonies*. Vote sur l'article 4. Adoption. Adoption de l'ensemble de la loi [8 novembre] (A. t. II, p. 23; J.O., p. 1333). Promulgation (J.O., 17 novembre, p. 9718).

2 — 1912. Proposition de loi ayant pour objet de modifier les articles 390, 391, 402, 403, 404, 442 et 470 du Code civil concernant la tutelle, de façon à augmenter les droits de la mère, à supprimer toute distinction en matière de tutelle entre les lignes paternelle et maternelle, et à permettre aux femmes l'accession à la tutelle, déposée par M. Louis Martin [23 janvier] (A. t. I, p. 49; J.O., p. 42; I. n° 20).

3 — 1912. Proposition de loi tendant au rétablissement du divorce par consentement mutuel, déposée par M. Louis Martin [23 janvier] (A. t. I, p. 49; J.O., p. 42; I. n° 21).

4 — 1912. Proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 162 du Code civil en ce qui concerne le mariage entre beaux-frères et belles-sœurs, déposée à la Chambre le 27 mars 1911; rapport de

M. Raoul Péret le 8 février 1912; adoptée le 4 mars; transmise par M. le Président de la Chambre [7 mars] (A. t. I, p. 728; J.O., p. 591; I. n° 91). Commission: 1^{er} bureau, M. Pauliat; 2^e bureau, M. Catalogne; 3^e bureau, M. H. Savary; 4^e bureau, M. Lucien Cornet; 5^e bureau, M. Albert Peyronnet; 6^e bureau, M. Jénouvrier; 7^e bureau, M. Guillier; 8^e bureau, M. Jeanneney; 9^e bureau, M. Guillaume Poulle (J.O., p. 2526; F. 46). Président, M. Savary; Secrétaire, M. Jeanneney; Rapporteur, M. Poulle (J.O., p. 2546; F. 47). || 1914. M. Poulle dépose le rapport [26 février] (A. t. I, p. 280; J.O., p. 235; I. n° 75). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [25 juin] (A. t. I, p. 1007; J.O., p. 859). Promulgation (J.O., 3 juillet, p. 5822).

5 — 1912. Projets de lois modifiant certains articles du Code civil (Enfants adultérins et naturels). (Voir Tables 1906-1908 et 1909-1912). M. Maxime Lecomte dépose un rapport supplémentaire [26 mars] (A. t. I, p. 890; J.O., p. 730; I. n° 141). Discussion générale: MM. Maxime Lecomte, rapporteur; Debierre. Clôture de la discussion générale. Amendement de M. Reymonenq. Retrait de l'amendement par son auteur. Proposition d'ajournement de la discussion par M. Bérenger: MM. Bérenger, le Rapporteur, Debierre, Eugène Guérin, président de la Commission. Ajournement prononcé [9 juillet] (A. t. I, p. 1462; J.O., p. 1182). Suite de la 1^{re} délibération. Article premier. Modification au 2^e paragraphe de l'article 313. Paragraphe réservé. Modification de l'article 315. Amendement de M. Boivin-Champeaux: MM. Boivin-Champeaux, Maxime Lecomte, rapporteur. Amendement de M. Guillaume Poulle: MM. Guillaume Poulle, le Rapporteur, Briand, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Renvoi à la Commission du texte de l'article 315. Adjonction à l'article 316. Amendement de M. Boivin-Champeaux: M. Boivin-Champeaux. Nouvelle rédaction de la Commission: M. Guillaume Poulle. Demande de renvoi à la Commission: M. Maxime Lecomte. Renvoi à la Commission prononcé. Modification de l'article 331. Paragraphe premier. Amendement de M. Lhopiteau: MM. Lhopiteau, le Rapporteur. Amendement de M. Louis Martin, non appuyé. Vote sur le texte de la Commission. Adoption. Paragraphe 2. Retrait d'un amendement de M. Mazière. Adoption du paragraphe 2. Paragraphe 3. Amendement de M. Goirand, non appuyé. M. le Rapporteur. Adoption du paragraphe 3 (texte de la Commission) à l'exception des mots: « ou tenus pour désavoués » et des dispositions visant l'article 313. Paragraphe 4. Adoption. Amendements de M. Guillaume Poulle. Retrait par leur auteur. Modification à l'article 313 renvoyée à la Commission. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2. Adoption. Article 3. MM. Colin, le Rapporteur. Rejet. Article 4. Dispositions:

transitoires. Adoption. Renvoi de la suite de la délibération [12 novembre] (A. t. II, p. 42; J.O., p. 1347). || **1913.** M. Maxime Lecomte dépose un 2^e rapport supplémentaire [3 juillet] (A. t. I, p. 1263; J.O., p. 1641; I. n^o 274). Suite de la 1^{re} délibération sur : 1^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 331 du Code civil et tendant à la légitimation des enfants adultérins; 2^o la proposition de loi de MM. Catalogne et Cicéron, tendant à modifier l'article 331 du Code civil; 3^o la proposition de loi de M. Maxime Lecomte ayant pour objet de modifier les articles 315 et 317 du Code civil; 4^o la proposition de loi de M. Reymoncq, tendant à modifier les articles 63, 313 et 333 du Code civil, en ce qui concerne la légitimation des enfants naturels. Observations : M. Maxime Lecomte, *rapporteur*. Article 313. Amendement de M. Boivin-Champeaux sur le second paragraphe: MM. Boivin-Champeaux, le Rapporteur, Antony Ratier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Renvoi du texte de l'article 313 à la Commission. Article 331 (§ 3), Adoption du 1^o du paragraphe. Sur le 2^o : MM. Boivin-Champeaux, le Rapporteur. Rejet du texte de la Commission. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [18 juillet] (A. t. I, p. 1362; J.O., p. 1122 et suiv.). M. Eugène Guérin dépose un 3^e rapport supplémentaire [16 décembre] (A. t. II, p. 164; J.O., p. 1527; I. n^o 457). || **1914.** Suite de la 1^{re} délibération. Disjonction de la disposition de l'article 1^{er}, relative à l'article 313 du Code civil. Article premier (art. 331 du Code civil). Adoption. Articles 2 et 3 (précédemment adoptés). Vote sur le passage à une 2^e délibération. Adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [13 février] (A. t. I, p. 197; J.O., p. 163). M. Guérin dépose un rapport supplémentaire [19 mars] (A. t. I, p. 514; J.O., p. 430; I. n^o 140).

6 — 1912. Proposition de loi relative aux oppositions au mariage, déposée par MM. Reymoncq et Vagnat [23 mai] (A. t. I, p. 1059; J.O., p. 846; I. n^o 163).

7 — 1912. Proposition de loi tendant à modifier l'article 184 du Code civil (action en nullité du mariage), déposée par M. Mazière [6 juin] (A. t. I, p. 1145; J.O., p. 922; I. n^o 181). M. Vagnat dépose un rapport sommaire [18 juin] (A. t. I, p. 1213; J.O., p. 979; I. n^o 195). Adoption de la prise en considération [12 juillet] (A. t. I, p. 1587; J.O., p. 1288). Commission : 1^{er} bureau, M. Honoré Sauvan; 2^e bureau, M. Besnard; 3^e bureau, M. Guillaume Poulle; 4^e bureau, M. Lebert; 5^e bureau, M. Vagnat; 6^e bureau, M. Tillaye; 7^e bureau, M. Catalogne; 8^e bureau, M. Flandin; 9^e bureau, M. Charles Riou (J.O., p. 10069; F. 87). Président, M. Riou; Secrétaire, M. Sauvan (J.O., p. 10183; F. 88).

8 — 1912. Proposition de loi relative aux témoins du mariage, déposée par M. Paul Strauss [5 novembre] (A. t. II, p. 4; J.O., p. 1317; I. n° 338).

9 — 1912. Proposition de loi tendant à modifier les articles 158, 159 et 160 du Code civil. (Mariage des mineurs de 21 ans), (Voir Tables 1906-1908 et 1909-1912). 2^e délibération : M. Catalogne, rapporteur. Art. 1^{er} (complément à l'article 148 du Code civil). Adoption. Art. 2 (modification des articles 158, 159 et 160 du Code civil). Adoption. Art. 3. Adoption. Vote sur l'ensemble. Adoption. — Modification de l'intitulé de la loi [7 novembre] (A. t. II, p. 20; J.O., p. 1331). **1913.** Promulgation (J.O., 12 mars, p. 2238).

10 — 1913. Proposition de loi organisant un régime transitoire pour l'application de la loi du 16 novembre 1912 relative à la reconnaissance judiciaire de la paternité naturelle, déposée par MM. Vieu, Belhomme et Knight [7 février] (A. t. I, p. 60; J.O., p. 49; I. n° 16).

11 — 1913. Proposition de loi tendant à modifier les articles 228 et 296 du Code civil (délai de viduité), déposée à la Chambre le 16 février 1912; rapport de M. Maurice Viollette le 4 février 1913; adoptée le 4 mars; transmise par M. le Président de la Chambre [6 mars] (A. t. I. p. 216; J.O., p. 178; I. n° 54). Commission : 1^{er} bureau, M. Reynald; 2^e bureau, M. Basire; 3^e bureau, M. Guillaume Poulle; 4^e bureau, M. Théodore Girard; 5^e bureau, M. Louis Martin; 6^e bureau, M. Goirand; 7^e bureau, M. Lemarié; 8^e bureau, M. Lebert; 9^e bureau, M. Loubet (J.O., p. 2382; F. 22).

12 — 1913. Proposition de loi tendant à la modification des articles 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080 et 1097 du Code civil concernant les partages faits par les ascendants, déposée au Sénat le 24 mars 1910. (Voir Table, 1909-1911, Code civil, n° 12). M. Lebert dépose le rapport [23 mai] (A. t. I, p. 752; J.O., p. 621; I. n° 181). 1^{re} délibération. Déclaration d'urgence : MM. Guillier, Colin et Antony Ratier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Rejet de l'urgence. Article unique (modification des articles 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080 et 1097). Adoption. Vote sur le passage à une 2^e délibération. Adoption [25 juillet] (A. t. I, p. 1399; J.O., p. 1155). **1914.** M. Lebert dépose un rapport supplémentaire [6 juillet] (A. t. I, p. 1239; J.O., p. 1049; I. n° 359).

13 — 1913. Proposition de loi déposée par M. Mougeot, relative à la reconnaissance des enfants naturels par les ascendants de leurs pères ou de leurs mères [8 août] (A. t. I, p. 1692; J.O., p. 1387; I. n° 395). **1914.** M. Lemarié dépose le rapport sommaire [3 mars] (A. t. I, p. 325;

J.O., p. 273 ; I. n° 81). Prise en considération [6 mars] (A. t. I, p. 377 ; J.O., p. 317). Commission : 1^{er} bureau, M. Sarrien ; 2^e bureau, M. Eugène Lintilhac ; 3^e bureau, M. Nègre ; 4^e bureau, M. Peschaud ; 5^e bureau, M. Maurice Sarraut ; 6^e bureau, M. Léon Mougeot ; 7^e bureau, M. Lemarié ; 8^e bureau, M. Faisans ; 9^e bureau, M. Sauvan [12 mars] (J.O., p. 2247 ; F. 27). Président, M. Sarrien ; Secrétaire, M. Peschaud ; Rapporteur, M. Mougeot [13 mars] (J.O., p. 2300 ; F. n° 28).

14 — 1913. Projet de loi portant modification ou abrogation de certaines dispositions du Code civil, relatives à la nationalité : paragraphes 3, 4 et 5 de l'article 8, articles 9, 10, 12, 17, 18, 19, 20 et 21, déposé par M. le Garde des Sceaux et par M. le Ministre des Affaires étrangères [11 novembre] (A. t. II, p. 8 ; J.O., p. 9398 ; I. n° 404).

15 — 1913. Projet de loi relatif à la modification des articles 985 et 986 du Code civil, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [18 novembre] (A. t. II, p. 44 ; J.O., p. 1428 ; I. n° 422).

16 — 1913. Proposition de loi tendant à modifier plusieurs dispositions légales relatives au mariage, déposée par M. Nègre [18 décembre] (A. t. II, p. 203 ; J.O., p. 1560 ; I. n° 465).

17 — 1914. Proposition de loi tendant à abroger le dernier paragraphe de l'article 295 du Code civil qui interdit le divorce aux époux précédemment divorcés et remariés ensemble, déposée par M. Louis Martin [23 janvier] (A. t. I, p. 52 ; J.O., p. 43 ; I. n° 17).

18 — 1914. Proposition de loi ayant pour objet de compléter l'article 340 du Code civil et de suspendre la prescription de l'action en reconnaissance judiciaire de la paternité pendant le temps de service militaire du père prétendu, déposée à la Chambre le 25 juillet 1913 ; rapport de M. Viollette, le 24 décembre ; adoptée le 16 janvier 1914 ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [27 janvier] (A. t. I, p. 55 ; J.O., p. 45 ; I. n° 18). Renvoi à la Commission relative à l'abrogation de l'article 340 du Code civil.

19 — 1914. Proposition de loi tendant à modifier l'article 359 du Code civil sur l'adoption, déposée à la Chambre le 23 juillet 1913 ; rapport de M. Joseph Python, 10 février 1914 ; adoptée le 4 mars ; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission chargée d'examiner la proposition de loi tendant à la modification de l'article 331 du Code civil en ce qui concerne les enfants adultérins [5 mars] (A. t. I, p. 350 ; J.O., p. 294 ; I. n° 85).

20 — 1914. Proposition de loi tendant à ajouter un paragraphe à l'article 248 du Code civil (nécessité de signifier les arrêts de rejet de la chambre des requêtes, en matière de divorce et de séparation de corps), déposée à la Chambre le 22 juin; rapport de M. Léon Abrami, le 8 juillet; adoptée le 10 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoyée à la Commission relative à l'article 310 du Code civil [12 juillet] (A. t. I, p. 1394; J.O., p. 1174; I. n° 402).

CODE CIVIL ÉGYPTIEN. — 1912. Projet de loi ayant pour but d'approuver la modification de l'article 12 du Code civil mixte égyptien; déposé à la Chambre le 9 décembre 1911; rapport de M. Goujon, le 14 mars 1912; adopté le 28 mars; déposé par MM. les Ministres de la Justice et des Affaires étrangères [23 mai] (A. t. I, p. 1058; J.O., p. 846, I. n° 159). Commission: 1^{er} bureau, M. Tillaye; 2^e bureau, M. de La Batut; 3^e bureau, M. Brindeau; 4^e bureau, M. Murat; 5^e bureau, M. Lucien Hubert; 6^e bureau, M. Étienne Flandin; 7^e bureau, M. Lucien Cornet; 8^e bureau, M. Savary; 9^e bureau, M. Lebert (J.O., p. 5426; F. 65). Président, M. Murat; Secrétaire et Rapporteur: M. Lucien Hubert [20 juin] (J.O. p. 5482; F. 66).

CODE DE COMMERCE

1 — 1912. Proposition de loi ayant pour objet de compléter l'article 578 du Code de commerce en ce qui concerne les dommages-intérêts dus sur marchés à livrer par des acheteurs en suspension de paiements, déposée au Sénat le 8 juillet 1909. (Voir Table 1909-1911, Code de commerce n° 2). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. M. Théodore Girard, rapporteur. Rejet. [23 janvier] (A. t. I, p. 47; J.O., p. 41).

2 — 1913. Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 573 du Code de commerce relatif à la vente des immeubles du failli, déposée à la Chambre le 22 novembre 1912; rapport de M. Lauraine le 9 juin; adoptée le 1^{er} juillet; transmise par M. le Président de la Chambre [3 juillet] (A. t. I, p. 1238; J.O., p. 1021; I. n° 273). Commission: 1^{er} bureau, M. Jénouvrier; 2^e bureau, M. Sculfort; 3^e bureau, M. Grosjean; 4^e bureau, M. Chaumié; 5^e bureau, M. Vieu; 6^e bureau, M. Émile Dupont; 7^e bureau, M. Goirand; 8^e bureau, M. Simonet; 9^e bureau, M. Lebert (J.O., p. 6365; F. 66). Président, M. Chaumié; Secrétaire, M. Grosjean (J.O., p. 6399; F. 67). M. Grosjean dépose le rapport [18 décembre] (A. t. II, p. 196; J.O., p. 1554; I. n° 464). Première

délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [24 décembre] (A. t. II, p. 270; J.O., p. 1617). Promulgation (J.O., 7 janvier 1914, p. 202).

CODE FORESTIER. — 1913. Projet de loi tendant à modifier l'article 3 du Code forestier qui fixe le minimum d'âge exigé pour l'admission aux emplois de l'administration des eaux et forêts, déposé à la Chambre le 13 avril 1911; rapport de M. Léon Perrier, 11 juillet; adopté le 5 février 1912; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture [6 mars] (A. t. I, p. 216; J.O., p. 177; I. n° 49). M. Develle dépose le rapport [15 mars] (A. t. I, p. 298; J.O., p. 244; I. n° 84). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [25 mars] (A. t. I, p. 375; J.O., p. 308). Promulgation (J.O., 15 avril, p. 3334).

CODE PÉNAL

1 — 1912. Propositions de loi tendant : 1^o à modifier les articles 337, 338 et 339 du Code pénal (adultère de la femme et entretien par le mari de concubine au domicile conjugal); 2^o à supprimer le paragraphe 2 de l'article 324 du Code pénal qui déclare excusable le meurtré de la femme adultère et de son complice surpris en flagrant délit par le mari dans la maison conjugale, déposées par M. Louis Martin [23 janvier] (A. t. I, p. 49; J.O., p. 42; I. n° 19).

2 — 1912. Proposition de loi tendant à modifier l'article 433 du Code pénal et à réprimer les cessions frauduleuses de marchés de travaux et fournitures militaires, déposée par M. Gervais [19 décembre] (A. t. II, p. 270; J.O., p. 1534; I. n° 403).

3 — 1913. Proposition de loi tendant à l'abrogation du 2^e paragraphe de l'article 324 du Code pénal; déposée à la Chambre le 11 novembre 1910; rapport de M. Viollette le 16 février 1912; adoptée le 4 mars 1913; transmise par M. le Président de la Chambre [6 mars] (A. t. I, p. 217; J.O., p. 178; I. n° 56).

CODE DE PROCÉDURE CIVILE

1912. — Projet de loi ayant pour objet de modifier et de compléter les articles 2 et 59, paragraphe 1^{er}, du code de procédure civile, déposé par M. le Ministre de la Justice [27 juin] (A. t. I, p. 1312; J.O., p. 1060; I. n° 228). Commission : 1^{er} bureau, M. A. Lebert; 2^e bureau, M. Lhopiteau; 3^e bureau, M. Chaumié; 4^e bureau, M. Guillaume Poulle; 5^e bureau, M. Richard; 6^e bureau, M. Belhomme; 7^e bureau, M. Paul Fleury; 8^e bureau, M. Guillier; 9^e bureau, M. Ermant (J.O., p. 5918; F. 72). Président, M. Chaumié; Secrétaire, M. Lebert (J.O., p. 5947; F. 73).

CODE DU TRAVAIL

1 — 1912. Projet de loi portant codification des lois ouvrières (Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale), déposé au Sénat le 25 mai 1905 (voir Table 1902-1905. Lois ouvrières). M. Paul Strauss dépose le rapport [23 mai] (A. t. I, p. 1059; J.O. p. 847; I. n° 164). Adoption [5 juillet] (A. t. I, p. 1441; J.O., p. 1165). Promulgation (J.O., 30 novembre, p. 10049).

2 — 1913. Projet de loi modifiant les articles 7, 57 et 140 du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, déposé par M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale [30 janvier] (A. t. I, p. 30; J.O., p. 23; I. n° 8). M. Paul Strauss dépose le rapport [6 février] (A. t. I, p. 48; J.O., p. 39; I. n° 9). Déclaration de l'urgence. Adoption [20 février] (A. t. I, p. 144; J.O., p. 121). Promulgation (J.O., 6 mars, p. 2090).

3 — 1913. Proposition de loi tendant à modifier l'article 36 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, déposée à la Chambre le 12 décembre 1912; rapport de M. Lemire, le 6 février 1913; adoptée le 4 mars; transmise par M. le Président de la Chambre [6 mars] (A. t. I, p. 216; J.O., 178; I. n° 55).

4 — 1913. Projet de loi tendant à modifier l'article 72 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale (travaux interdits aux enfants de moins de dix-huit ans et aux femmes), déposé à la Chambre le 4 novembre; rapport de M. Lemire le 18 novembre; adopté le 20 novembre; déposé par M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale [27 novembre] (A. t. II, p. 85; J.O., p. 1463; I. n° 436).

5 — 1913. Projet de loi portant modification des titres III et V du livre premier du Code du travail et de la prévoyance sociale (salaires des ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement), déposé à la Chambre le 7 novembre 1911; rapport de M. Berthod, le 20 janvier 1913; adopté le 13 novembre; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et M. le Ministre du Travail [16 décembre] (A. t. II, p. 164; J.O., p. 1527; I. n° 453). Commission: 1^{er} bureau, M. Empereur; 2^e bureau, M. Louis Martin; 3^e bureau, M. Jean Morel; 4^e bureau, M. Debierre; 5^e bureau, M. Henri-Michel; 6^e bureau, M. Perreau; 7^e bureau, M. Henri Boucher; 8^e bureau, M. Paul Strauss; 9^e bureau, M. Lozé [26 décembre] (J.O., p. 11139). F. 102). Président, M. Henri Boucher; secrétaire, M. Henri-Michel [28 décembre] (J.O., p. 11167; F. 103). || **1914.** M. Jean Morel dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 647; J.O., p. 545; I. n° 207).

COLLÈGES COMMUNAUX DE GARÇONS. — 1913. Projet de loi relatif aux collèges communaux de garçons, déposé à la Chambre le 10 décembre 1912; rapport de M. G. Périer, le 14 mars 1913; adopté le 24 décembre; déposé par MM. les Ministres de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et de la Marine [29 décembre] (A. t. II, p. 353; J.O., p. 1684; I. n° 513). M. Gervais dépose le rapport [29 décembre] (A. t. II, p. 361; J.O., p. 1691; I. n° 514). || **1914.** 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [23 janvier] (A. t. I, p. 44; J.O., p. 37). Promulgation, (J.O., 29 janvier, p. 778).

COLONIES PÉNITENTIAIRES. — Voir Femmes récidivistes.

COMBRIT (Finistère). — Voir Emprunts et impositions, 3.

COMMIS DU MINISTÈRE DE LA MARINE. — Voir Marine, 15.

COMMISSAIRES DE CONTROLE AUPRÈS DES GRANDES ADMINISTRATIONS. — Voir Résolution (projets de), 3, année 1913.

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'AFFAIRE ROCHETTE. — 1914. Proposition de loi tendant à attribuer les pouvoirs judiciaires à la Commission d'enquête de la Chambre des Députés sur l'affaire Rochette, déposée à la Chambre le 17 mars; discussion immédiate; adoptée le 17 mars; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Sur le renvoi : M. Alexandre Bérard. Déclaration de l'urgence. Renvoi aux bureaux [18 mars] (A. t. I, p. 484; J.O., p. 405; I. n° 124). Commission : 1^{er} bureau, M. Ribot, *président*; 2^e bureau, M. Georges Trouillot, *rapporteur*; 3^e bureau, M. Ferdinand-Dreyfus; 4^e bureau, M. Théodore Girard; 5^e bureau, M. Etienne Flandin; 6^e bureau, M. Goirand; 7^e bureau, M. Richard; 8^e bureau, M. Guillaume Poulle, *secrétaire*; 9^e bureau, M. Vieu [12 mars] (J.O., p. 2559; F. 31). M. Trouillot dépose le rapport et en donne lecture (I. n° 145). Discussion immédiate des conclusions du rapport. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion de l'article unique. Contre-projet de M. Richard : M. Richard. Retrait du contre-projet. Sur l'article : MM. Bienvenu Martin, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Milliard, Trouillot, *rapporteur*; Maurice Colin, Ribot, *président de la Commission*; Fabien-Cesbron, Guillier, Dominique Delahaye, Charles Riou, Boivin-Champeaux. Adoption successive des six premiers paragraphes de l'article. Septième paragraphe : Amendement de M. Dominique Delahaye. Rejet. Adoption du septième paragraphe (texte de la Commission). Adop-

tion, au scrutin, de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [20 mars] (A. t. I, p. 526 à 541; J.O., p. 447). Promulgation (J.O., 24 mars, p. 2650).

COMMISSIONS

COMMISSION DE L'ARMÉE

1912. — 1^{er} bureau, MM. Mézières, Humbert, Labbé; 2^e bureau, MM. Bonnefoy-Sibour, Codet, Boudenoot; 3^e bureau, MM. Philippe Berger, Mougeot, de Courcel; 4^e bureau, MM. Monis, Grosjean, Cauvin; 5^e bureau, MM. Gervais, le général Langlois, Catalogne; 6^e bureau, MM. de Selves, Reymond, Doumergue; 7^e bureau, MM. de Freycinet, Baudin, Viseur; 8^e bureau, MM. le comte d'Alsace, Edouard Millaud, Chapuis; 9^e bureau, MM. Saint-Germain, Louis Pichon, Gouzy [26 janvier] (J.O., p. 945; F. 9). Président, M. de Freycinet; Vice-Présidents, MM. Mézières et Boudenoot; Secrétaires, MM. P. Baudin et Humbert (J.O., p. 1053; F. 10).

1913. — 1^{er} bureau, MM. le comte d'Alsace, Léon Labbé, Gaston Menier; 2^e bureau, MM. Paul Doumer, Lebert, Maujan; 3^e bureau, MM. Lucien Cornet, Waddington, Chapuis; 4^e bureau, MM. Gervais, Reymond, Cachet; 5^e bureau, MM. Monis, Richard, Saint-Germain; 6^e bureau, MM. Lourties, Raymond, Lozé; 7^e bureau, MM. Mézières, de Courcel, de Langenhagen; 8^e bureau, MM. de Selves, Bonnefoy-Sibour, Viseur; 9^e bureau, MM. de Freycinet, Charles Humbert, Boudenoot. Président, M. de Freycinet; Vice-Présidents, MM. Mézières, Boudenoot; Secrétaires, MM. Ch. Humbert, Gervais, Lucien Cornet [30 janvier] (J.O., p. 998; F. 7).

1914. — 1^{er} bureau, MM. G. Chapuis, Richard, de Selves; 2^e bureau, MM. Poirson, Mougeot, Maujan; 3^e bureau, MM. de Freycinet, Paul Doumer, Cachet; 4^e bureau, MM. Paul Gouzy, de La Batut, Lebert; 5^e bureau, MM. Alfred Mézières, Emile Reymond, Peschaud; 6^e bureau, MM. Gervais, Ch. Humbert, Murat; 7^e bureau, MM. le comte d'Alsace, Lozé, Léon Labbé; 8^e bureau, MM. Bonnefoy-Sibour, Boudenoot, Gaston Menier; 9^e bureau, MM. Lourties, de Langenhagen, Maxime Lecomte (J.O., p. 841; F. 9). Président, M. de Freycinet; Vice-Présidents, MM. A. Mézières, Boudenoot; Secrétaires, MM. Gervais, Ch. Humbert et Richard (J.O., p. 863; F. 10).

COMMISSION DES CHEMINS DE FER

1912. — 1^{er} bureau, MM. Barbier, Perrier, Audiffred; 2^e bureau, MM. Dellestable, Surreaux, Philipot; 3^e bureau, MM. Lintilhac, Faisans, Emile Dupont; 4^e bureau, MM. Gauthier, Aimond, Alexandre Bérard; 5^e bureau, MM. Vagnat, Mollard, Jénouvrier; 6^e bureau, MM. Milliès-Lacroix, Mazière, Astier; 7^e bureau, MM. Guérin, Aubry, Ponteille; 8^e bureau, MM. Goy, Empereur, Raymond Leygue; 9^e bureau, MM. Ranson, Defumade, Trouillot [26 janvier] (J.O., p. 945; F. 9); Président, M. Gauthier; Vice-Présidents, MM. Ant. Perrier, Milliès-Lacroix, Trouillot; Secrétaires, MM. A. Bérard, Ponteille, Astier, Ranson (J.O., p. 1053; F. 10).

1913. — 1^{er} bureau, MM. Georges Trouillot, Catalogne, Vagnat; 2^e bureau, MM. Ranson, Perchot, Astier; 3^e bureau, MM. Gauthier, Milliès-Lacroix, Gabrielli; 4^e bureau, MM. Léon [Barbier, Mazière, Lintilhac; 5^e bureau, MM. Surreaux, Mollard, Bassinet; 6^e bureau, MM. Aimond, Denoix, Defumade; 7^e bureau, MM. Ant. Perrier, Faisans, Aubry; 8^e bureau, MM. Goy, Dellestable, Ponteille; 9^e bureau, MM. Alexandre Bérard, Lhopiteau, Guérin [30 janvier] (J.O., p. 998; F. 7); Président, M. Gauthier; Vice-Présidents, MM. A. Perrier, Milliès-Lacroix, Trouillot; Secrétaires, MM. Astier, Ranson, Ponteille, A. Bérard (J.O., p. 1028; F. 8).

1914. — 1^{er} bureau, MM. Denoix, Surreaux, Lemarié; 2^e bureau, MM. Lhopiteau, Léon Barbier, Goy; 3^e bureau, MM. Catalogne, Defumade, Ranson; 4^e bureau, MM. Capéran, Emile Dupont, Perchot; 5^e bureau, MM. Faisans, Ant. Perrier, Martinet; 6^e bureau, MM. Alexandre Bérard, Milliès-Lacroix, Georges Trouillot; 7^e bureau, MM. Gauthier, Mollard, Ponteille; 8^e bureau, MM. Fenoux, Dellestable, Goirand; 9^e bureau, MM. Astier, Charles Chabert, Lintilhac (J.O., p. 841; F. 9); Président, M. Gauthier; Vice-Présidents, MM. A. Perrier, Milliès-Lacroix, Trouillot; Secrétaires, MM. A. Bérard, Ranson, Astier, Ponteille (J.O., p. 863; F. 10).

Président, M. Milliès-Lacroix, en remplacement de M. Gauthier; Vice-Présidents, M. Faisans, en remplacement de M. Perrier, et M. Lhopiteau, en remplacement de M. Milliès-Lacroix (J.O., p. 5489; F. 50).

COMMISSION DE COMPTABILITÉ

1912. — 1^{er} bureau, MM. Beauvisage, Chaumié; 2^e bureau, MM. Sabaterie, Bollet; 3^e bureau, MM. Jean Morel, Bony-Cisternes; 4^e bureau, MM. Monfeuillart, Debierre; 5^e bureau, MM. Gravin, Lebert; 6^e bureau,

MM. Pauliat, Charles Chabert; 7^e bureau, MM. Gomot, Poulle; 8^e bureau, MM. Raymond, Vincent; 9^e bureau, MM. Servant, Bourganel [26 janvier]; Président, M. Gomot; Secrétaire et Rapporteur, M. G. Poulle (J.O., p. 945; F. 9).

1913. — 1^{er} bureau, MM. Gomot, Louis Blanc; 2^e bureau, MM. Vincent, Pédebidou; 3^e bureau, MM. Gravin, Sabaterie; 4^e bureau, MM. Servant, Monfeuillart; 5^e bureau, MM. Charles Chabert, Darbot; 6^e bureau, MM. Poulle, Paul Fleury; 7^e bureau, MM. Cocula, Poirson; 8^e bureau, MM. Sauvan, Bussière; 9^e bureau, MM. Chambige, de La Batut [30 janvier] (J.O., p. 998; F. 7); Président, M. Gomot; Secrétaire et Rapporteur, M. G. Poulle (J.O., p. 1028; F. 8).

1914. — 1^{er} bureau, MM. Servant, Vincent; 2^e bureau, MM. Grosdier, Laurent Thiéry; 3^e bureau, MM. Bidault, Empereur; 4^e bureau, MM. Sauvan, Sabaterie; 5^e bureau, MM. Beaupin, Loubet; 6^e bureau, MM. Beauvisage, Maurice-Faure; 7^e bureau, MM. Gomot, Poulle; 8^e bureau, MM. Debierre, Cocula; 9^e bureau, MM. Gravin, Henry Bérenger [29 janvier] (J.O., p. 841; F. 9); Président, M. Gomot; Vice-Président, M. Maurice-Faure; Secrétaire et Rapporteur, M. G. Poulle (J.O., p. 1083; F. 11).

COMMISSION DES CONGÉS

1912. — 1^{re} Commission [16 janvier] (J.O., p. 586; F. 5); 2^e Commission [13 février] (J.O., p. 1460; F. 20); 3^e Commission [14 mars] (J.O., p. 2526; F. 46); 4^e Commission [23 mai] (J.O., p. 4753; F. 56); 5^e Commission [27 juin] (J.O., p. 5718; F. 69); 6^e Commission [7 novembre] (J.O., p. 9461; F. 78); 7^e Commission [5 décembre] (J.O., p. 10374; F. 90).

1913. — 1^{re} Commission [21 janvier] (J.O., p. 728; F. 3); 2^e Commission [14 février] (J.O., p. 1708; F. 14); 3^e Commission [14 mai] (J.O., p. 4129; F. 30); 4^e Commission [12 juin] (J.O., p. 5069; F. 55); 5^e Commission [17 juillet] (J.O., p. 6365; F. 66); 6^e Commission [4 novembre] (J.O., p. 9903; F. 85); 7^e Commission [12 décembre] (J.O., p. 10765; F. 96).

1914. — 1^{re} Commission [20 janvier] (J.O., p. 571; F. 5); 2^e Commission [17 février] (J.O., p. 1539; F. 17); 3^e Commission [16 mars] (J.O., p. 2405; F. 29); 4^e Commission [15 juin] (J.O., p. 5291; F. 43).

COMMISSION DES DOUANES

1912. — 1^{er} bureau, MM. Richard Waddington, Etienne Flandin, Poirrier; 2^e bureau, MM. Aubry, Albert Girard, Masceraud; 3^e bureau,

MM. Noël, Fortier, Gentilliez; 4^e bureau, MM. Sculfort, Lourties, Vermorel; 5^e bureau, MM. Jules Méline, J. Develle, Honoré Leygue; 6^e bureau, MM. Viger, Lebreton, Gomot; 7^e bureau, MM. Servant, Cazeneuve, Potié; 8^e bureau, MM. Jean Morel, Couyba, Touron; 9^e bureau, MM. Borne, Ermant, Gaston Menier [2 juillet] (J.O., p. 5873; F. 74); Président, M. Viger; Vice-Présidents, MM. Waddington et Lourties; Secrétaires, MM. Gentilliez et Alb. Gérard (J.O., p. 5918; F. 72).

COMMISSION DES FINANCES

1912 (Budget de 1913). — 1^{er} bureau, MM. Peytral, Doumer (Paul), d'Estournelles de Constant; 2^e bureau, MM. Boudenoit, Gervais, Astier; 3^e bureau, MM. Pierre Baudin, Milliès-Lacroix, Touron; 4^e bureau, MM. Ribot, Stéphen Pichon, Jeanneney; 5^e bureau, MM. Saint-Germain, Alexandre Bérard, Ferdinand-Dreyfus; 6^e bureau, MM. Antoine Perrier, Emile Dupont, Georges Trouillot; 7^e bureau, MM. Aimond, Eugène Lintilhac, Jules Develle; 8^e bureau, MM. Bienvenu Martin, Antony Ratier, Couyba; 9^e bureau, MM. Gaston Doumergue, Denoix, Chautemps; Président, M. Bienvenu Martin; Vice-Présidents, MM. Peytral, Saint-Germain, Alexandre Bérard, Trouillot; Secrétaires, MM. Gervais, Jeanneney, Couyba, Ferdinand-Dreyfus, Astier; Rapporteur général, M. Pierre Baudin; Rapporteurs spéciaux : *Affaires étrangères*, M. Stéphen Pichon; *Protectorats*, M. Stéphen Pichon; *Agriculture*, M. Develle; *Colonies*, M. Gervais; *Commerce*, M. Touron; *Ecole Centrale*, M. Dupont; *Finances*, M. Saint-Germain; *Monnaies et Médailles*, M. Couyba; *Guerre*, M. Milliès-Lacroix; *Poudres et Salpêtres*, M. Milliès-Lacroix; *Instruction publique*, M. Lintilhac; *Beaux-Arts*, M. Couyba; *Intérieur*, M. Jeanneney; *Algérie*, M. Gaston Doumergue; *Justice*, M. Antoine Perrier; *Service pénitentiaire*, M. Alexandre Bérard; *Imprimerie nationale*, M. Saint-Germain; *Légion d'honneur*, M. Saint-Germain; *Marine*, M. Chautemps; *Travail*, M. Ferdinand-Dreyfus; *Travaux publics*, M. Aimond; *Chemins de fer de l'Etat*, M. Astier; *Conventions et garanties*, M. Astier; *Postes et Caisse d'épargne*, M. Dupont [7 juin] (J.O., p. 5066; F. 70). || **1913**. — La Commission des Finances a nommé: Rapporteur général M. Aimond, en remplacement de M. Baudin [29 janvier] (J.O., p. 944; F. 6); Rapporteur du budget du Ministère des Affaires étrangères, M. Paul Doumer, en remplacement de M. Stéphen Pichon [30 mars] (J.O., p. 2853; F. 28).

1913 (Budget de 1914 et de 1915). — 1^{er} bureau, MM. Touron, Léon Barbier, Amic; 2^e bureau, MM. Gervais, de Selves, Emile Dupont; 3^e bureau, MM. Jules Develle, Jénouvrier, Cachet; 4^e bureau, MM. Paul Doumer, Lucien Hubert, Maurice-Faure; 5^e bureau, MM. Peytral,

Ferdinand-Dreyfus, Antoine Perrier; 6^e bureau, MM. Gauthier, Albert Gérard, Lourties; 7^e bureau, MM. Aimond, Milliès-Lacroix, Couyba; 8^e bureau, MM. Chastenet, Eugène Lintilhac, Emile Chautemps; 9^e bureau, MM. Alexandre Bérard, Bienvenu Martin, Ribot; *Président*, M. Bienvenu Martin; *Vice-Présidents*, MM. Peytral, Alexandre Bérard, Antoine Perrier, Gauthier; *Secrétaires*, MM. Gervais, Couyba, Ferdinand-Dreyfus, Chastenet, Lucien Hubert; Rapporteur général, M. Gauthier; Rapporteurs spéciaux: *Affaires étrangères*, M. Paul Doumer; *Protectorats*, M. Lucien Hubert; *Agriculture*, M. Jules Develle; *Colonies*, M. Gervais; *Commerce*, M. Lourties, *Ecole centrale*, M. Lourties; *Finances*, M. de Selves; *Monnaies et Médailles*, M. Couyba; *Guerre*, M. Milliès-Lacroix; *Poudres et salpêtres*, M. Milliès-Lacroix; *Instruction publique*, M. Eugène Lintilhac; *Beaux-Arts*, M. Couyba; *Intérieur*, M. Alexandre Bérard; *Algérie*, M. Chastenet; *Justice*, M. Alexandre Bérard; *Services pénitentiaires*, M. Cachet; *Imprimerie nationale*, M. Amic; *Légion d'honneur*, M. Cachet; *Marine*, M. Emile Chautemps; *Marine marchande*, M. Jénouvrier; *Travail*, M. Ferdinand-Dreyfus; *Travaux publics*, M. Albert Gérard, *Chemins de fer de l'Etat*, M. Léon Barbier; *Conventions et garanties d'intérêt*, M. Albert Gérard, *Postes et Caisse d'épargne*, M. Emile Dupont [26 novembre] (J.O., p. 10250; F. 90). La Commission des finances a nommé: Président, M. Peytral, en remplacement de M. Bienvenu Martin; Vice-Président, M. Milliès-Lacroix, en remplacement de M. Peytral [16 décembre] (J.O. p. 10853; F. 97). || 1913. — Le 9^e bureau (de novembre 1913) a nommé membre de la Commission des Finances M. Mougeot, en remplacement de M. Bienvenu Martin. || 1914. — Le 6^e bureau a nommé membre de la Commission des Finances M. Guillier, en remplacement de M. Gauthier [1^{er} avril] (J.O., p. 3045; F. 38). Le 5^e bureau a nommé membre de la Commission des Finances M. Trouillot, en remplacement de M. Perrier [18 juin] (J.O., p. 5369; F. 46). Le 7^e bureau a nommé membre de la Commission des Finances M. Henri-Michel, en remplacement de M. Couyba [18 juin] (J.O., p. 5369; F. 46).

COMMISSION D'INITIATIVE PARLEMENTAIRE

1912. — 1^{re} Commission [16 janvier] (J.O., p. 586; F. 5); 2^e Commission [13 février] (J.O., p. 1460; F. 20). 3^e Commission [14 mars] (J.O., p. 2526; F. 46). 4^e Commission [23 mai] (J.O., p. 4753; F. 56). 5^e Commission [27 juin] (J.O., p. 5718; F. 69). 6^e Commission [7 novembre] (J.O., p. 9461; F. 78). 7^e Commission [5 décembre] (J.O., p. 10374; F. 90).

1913. — 1^{re} Commission [21 janvier] (J.O., p. 728; F. 3). 2^e Commission [14 février] (J.O., p. 1708; F. 14). 3^e Commission [14 mai] (J.O.,

p. 4129 ; F. 30). 4^e Commission [12 juin] (J.O., p. 5069 ; F. 55). 5^e Commission [17 juillet] (J.O., p. 6365 ; F. 66). 6^e Commission [4 novembre] (J.O., p. 9903 ; F. 85). 7^e Commission [12 décembre] (J.O., p. 10765 ; F. 96).

1914. — 1^{re} Commission [20 janvier] (J.O., p. 571 ; F. 5). 2^e Commission [17 février] (J.O., p. 1539 ; F. 17). 3^e Commission [16 mars] (J.O., p. 2406 ; F. 29) [17 mars] (J.O., p. 2467 ; F. 30). 4^e Commission [15 juin] (J.O., p. 5291 ; F. 43).

COMMISSION D'INTÉRÊT LOCAL

1912. — 1^{re} Commission [16 janvier] (J.O., p. 586 ; F. 5). 2^e Commission [13 février] (J.O., p. 1460 ; F. 20). 3^e Commission [14 mars] (J.O., p. 2526 ; F. 46). 4^e Commission [23 mai] (J.O., p. 4753 ; F. 56). 5^e Commission [27 juin] (J.O., p. 5718 ; F. 69). 6^e Commission [7 novembre] (J.O., p. 9461 ; F. 78). 7^e Commission [5 décembre] (J.O., p. 10374 ; F. 90).

1913. — 1^{re} Commission [21 janvier] (J.O., p. 728 ; F. 3). 2^e Commission [14 février] (J.O., p. 1708 ; F. 14). 3^e Commission [14 mai] (J.O., p. 4129 ; F. 39). 4^e Commission [12 juin] (J.O., p. 5069 ; F. 55). 5^e Commission [17 juillet] (J.O., p. 6365 ; F. 66). 6^e Commission [4 novembre] (J.O., p. 9903 ; F. 85). 7^e Commission [12 décembre] (J.O., p. 10765 ; F. 96).

1914. — 1^{re} Commission [20 janvier] (J.O., p. 571 ; F. 5). 2^e Commission [17 février] (J.O., p. 1539 ; F. 17). 3^e Commission [16 mars] (J.O., p. 2405 ; F. 29). 4^e Commission [15 juin] (J.O., p. 5291 ; F. 43).

COMMISSION DE LA MARINE

1912. — 1^{er} bureau, MM. Genet, de La Batut, Basire ; 2^e bureau, MM. Jouffray, l'amiral de la Jaille, Lucien Hubert ; 3^e bureau, MM. Chastenet, Le Cour Grandmaison, Amic ; 4^e bureau, MM. Poirrier, Ournac, d'Estournelles de Constant ; 5^e bureau, MM. Henry-Michel, Huguet, Trystram ; 6^e bureau, MM. Peytral, Perreau, Ringot ; 7^e bureau, MM. Cuvinot, Poirson, de Saint-Quentin ; 8^e bureau, MM. Chautemps, Albert Decrais, Louis Martin ; 9^e bureau, MM. Hayez, Honoré Leygue, Delobeaudeau [26 janvier] (J.O., p. 945 ; F. 9) ; Président, M. Cuvinot ; Vice-Présidents, MM. Peytral, amiral de la Jaille ; Secrétaires, MM. Genet, Hayez, Louis Martin (J.O., p. 1053 ; F. 10).

1913. — 1^{er} bureau, MM. le vice-amiral de la Jaille, Cabart-Danneville, Riotteau ; 2^e bureau, MM. Peytral, Rouland, Brindeau ; 3^e bu-

reau, MM. Louis Martin, Henri-Michel, Mulac ; 4^e bureau, MM. Amic, Fenoux, Réveillaud ; 5^e bureau, MM. Besnard, Cuvinot, Chautemps ; 6^e bureau, MM. Perreau, Reynald, Ringot ; 7^e bureau, MM. Fortin, Trystram, Honoré Leygue ; 8^e bureau, MM. Chastenet, Genet, Huguet ; 9^e bureau, MM. Poirrier, Cauvin, Mascle [30 janvier] (J.O., p. 998 ; F. 7) ; Président, M. Cuvinot ; Vice-Présidents, MM. Peytral, amiral de la Jaille ; Secrétaires, MM. Louis Martin, Genet, Reynald (J.O., p. 1028 ; F. 8).

1914. — 1^{er} bureau, MM. Poirrier, Réveillaud, Reynald ; 2^e bureau, MM. Emile Chautemps, Henry Chéron, Guilloteaux ; 3^e bureau, MM. Pierre Baudin, Le Cour Grandmaison, Reymoneng ; 4^e bureau, MM. Amic, Genet, Lucien Hubert ; 5^e bureau, MM. Colin, Perreau, Hayez ; 6^e bureau, MM. Peytral, Cabart-Canneville, Cauvin ; 7^e bureau, MM. Henri-Michel, Chastenet, Cuvinot ; 8^e bureau, MM. Riotteau, Mulac, Fortin ; 9^e bureau, MM. le vice-amiral de la Jaille, Trystram, Louis Martin (J.O., p. 841 ; F. 9) ; Président, M. Cuvinot ; Vice-Présidents, MM. Peytral et le vice-amiral de la Jaille ; Secrétaires, MM. Louis Martin, Reynald, Genet et Hayez (J.O., p. 863 ; F. 10).

COMMISSION DES PÉTITIONS

1912. — 1^{re} Commission [16 janvier] (J.O., p. 586 ; F. 5). 2^e Commission [13 février] (J.O., p. 1460 ; F. 20). 3^e Commission [14 mars] (J.O., p. 2526 ; F. 46). 4^e Commission [23 mai] (J.O., p. 4753 ; F. 56). 5^e Commission [27 juin] (J.O., p. 5718 ; F. 69). 6^e Commission [7 novembre] (J.O., p. 9461 ; F. 78). 7^e Commission [5 décembre] (J.O., p. 10374 ; F. 90).

1913. — 1^{re} Commission [21 janvier] (J.O., p. 728 ; F. 3). 2^e Commission [14 février] (J.O., p. 1708 ; F. 14). 3^e Commission [14 mai] (J.O., p. 4129 ; F. 30). 4^e Commission [12 juin] (J.O., p. 5069 ; F. 55). 5^e Commission [17 juillet] (J.O., p. 6365 ; F. 66). 6^e Commission [4 novembre] (J.O., p. 9903 ; F. 85). 7^e Commission [12 décembre] (J.O., p. 10765 ; F. 96).

1914. — 1^{re} Commission [20 janvier] (J.O., p. 571 ; F. 5) (J.O., p. 621 ; F. 6). 2^e Commission [17 février] (J.O., p. 1539 ; F. 17). 3^e Commission [16 mars] (J.O., p. 2405 ; F. 29). 4^e Commission [15 juin] (J.O., p. 5291 ; F. 43).

COMMISSION DES AFFAIRES EXTÉRIEURES (Création d'une).

— Voir Résolution (projets de), 1, 2, 4, année 1913.

COMMISSION FINANCIÈRE DES AFFAIRES BALKANIQUES. —
Voir Crédits additionnels, 13.

**COMMISSION SUPÉRIEURE DU TRAVAIL DES FEMMES, DES
FILLES MINEURES ET DES ENFANTS DANS LES ÉTABLIS-
SEMENTS INDUSTRIELS.**

1913. — Scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission supérieure du travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels. M. Paul Strauss, élu [10 juillet] (A. t. I, p. 1316; J.O., p. 1097).

COMMUNES ET CANTONS

1 — 1913. Projet de loi tendant à distraire les communes d'**Acq** et de **Mont-Saint-Eloi** (Pas-de-Calais) du canton de Vimy pour les rattacher au canton d'Arras-Nord, déposé à la Chambre le 10 juin; rapport de M. Lecointe, le 25 juin; adopté le 27 juin; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [3 juillet] (A. t. I, p. 1262; J.O., p. 1041; Fa. 49, n° 152). M. Cachet dépose le rapport [4 juillet] (A. t. I, p. 1267; J.O., p. 1045; Fa. 52, n° 155). Adoption [10 juillet] (A. t. I, p. 1316; J.O., p. 1084). Promulgation (J.O., 13 juillet, p. 6206).

2 — 1912. Projet de loi tendant à distraire la section d'**Albon** de la commune de **Marcols-les-Eaux** (canton de Saint-Pierre-ville, arrondissement de Privas, département de l'Ardèche), pour l'ériger en municipalité distincte, déposé à la Chambre le 13 novembre 1911; rapport de M. Vandame, le 19 janvier 1912; adopté le 25 janvier; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [5 février] (A. t. I, p. 156; J.O., 131; Fa. 5, n° 6). M. Lefèvre dépose le rapport [22 février] (A. t. I, p. 579; J.O., p. 469; F. 8, n° 9). Adoption [7 mars] (A. t. I, p. 729; J.O., p. 593). Promulgation (J.O., 22 mars, p. 2270).

3 — 1913. Projet de loi tendant à distraire des parcelles des communes de la **Ferté-Macé**, **Couterne** et **Tessé-la-Madeleine** (Orne), pour les ériger en municipalité distincte sous le nom de **Bagnoles-de-l'Orne**, déposé à la Chambre le 9 juillet 1912; rapport de M. Schmidt, le 27 mars 1913; adopté le 20 mai; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [4 juin] (A. t. I, p. 1002; J.O., p. 823; Fa. 39, n° 138). M. de Langenhagen dépose le rapport [17 juin] (A. t. I, p. 1092; J.O., p. 900; Fa. 41, n° 140).

Adoption [20 juin] (A. t. I, p. 1134; J.O., 936). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 5603).

4 — 1913. Projet de loi tendant à distraire la section de **Barnas** de la commune de Thuyets (Ardèche) pour l'ériger en municipalité distincte, déposé à la Chambre le 6 décembre 1912; rapport de M. de Bagnoux, le 20 février 1913; adopté le 24 février; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur [15 mars] (A. t. I, p. 319; J.O., p. 261; Fa. 21, n° 81). M. Lefèvre dépose le rapport [17 mars] (A. t. I, p. 343; J.O., p. 281; Fa. 22, n° 82). Adoption [27 mars] (A. t. I, p. 385; J.O., p. 317). Promulgation (J.O., 2 avril, p. 2926).

5 — 1913. Projet de loi tendant à distraire les sections de **Blentour**, du **Douliou** et du **Grand-Bois** de la commune d'Essaires (Nord), pour les ériger en municipalité distincte, déposé à la Chambre le 28 mai; rapport de M. Berniolle, le 2 juillet; adopté le 9 juillet; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [25 juillet] (A. t. I, p. 1398; J.O., p. 1154; Fa. 57, n° 160). M. Monnier dépose le rapport [1^{er} août] (A. t. I, p. 1559; J.O., p. 1281; Fa. 60, n° 163). Adoption [11 novembre] (A. t. II, p. 10; J.O., p. 1399). Promulgation (J.O., 21 novembre, p. 10129).

6 — 1912. Projet de loi tendant à distraire la section des **Bordes** des communes d'Issoudun, Lizeray et Sainte-Lizaigne (canton et arrondissement d'Issoudun, département de l'Indre) pour l'ériger en municipalité distincte, déposé à la Chambre le 18 mars 1912; rapport de M. Marin, le 29 mars; adopté le 29 mars; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [29 mars] (A. t. I, p. 1015; J.O., p. 812; Fa. 34, n° 89). M. Lefèvre dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 1045; J.O., p. 836; Fa. 35, n° 91). Promulgation (J.O., 4 avril, p. 3266).

7 — 1913. Projet de loi tendant à rattacher à la ville de Lyon (4^e canton) la partie du territoire de la commune de **Caluire-et-Cuire** (canton de Neuville-sur-Saône) sur laquelle est édifié l'hôpital d'isolement de la Croix-Rousse, déposé à la Chambre le 24 novembre 1912; rapport de M. Gourd, le 22 juillet 1913; adopté le 25 juillet; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [11 novembre] (A. t. II, p. 9; J.O., p. 1398; Fa. 62, n° 165). M. Lefèvre dépose le rapport [2 décembre] (A. t. II, p. 116; J.O., p. 1487; Fa. 68, n° 195). Adoption [12 décembre] (A. t. II, p. 144; J.O., p. 4512). Promulgation (J.O., 20 décembre, p. 10918).

8 — 1913. Projet de loi tendant à distraire la section de **Darvault** de la commune de Fromonville (canton de Nemours, arrondissement

de Fontainebleau, département de Seine-et-Marne), pour l'ériger en municipalité distincte, déposé à la Chambre le 26 mars 1912; rapport de M. Vandame, le 13 novembre 1913; adopté le 17 novembre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [2 décembre] (A. t. II, p. 114; J.O., p. 1487; Fa. 67, n° 194). M. Lefèvre dépose le rapport [11 décembre] (A. t. II, p. 140; J.O., p. 1507; Fa. 71, n° 206). Adoption [18 décembre] (A. t. II, p. 188; J.O., p. 1548). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 11034).

9 — 1914. Projet de loi tendant à diviser la commune d'Esserts-Escry (Haute-Savoie) en deux communes distinctes dont les chefs-lieux seraient respectivement à Esserts et à Escry, déposé à la Chambre le 4 mars; rapport de M. Amédée Chenal, le 13 mars; adopté le 17 mars; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [18 mars] (A. t. I, p. 505; J.O., p. 422; Fa. 45, n° 140). M. Goy dépose le rapport [23 mars] (A. t. I, p. 563; J.O., p. 471; Fa. 48, n° 143). Adoption [26 mars] (A. t. I, p. 591; J.O., p. 497). Promulgation (J.O., 1^{er} avril, p. 3006).

10 — 1912. Projet de loi tendant à distraire la commune du Hautmont-près-Samogneux du canton de Montfaucon, arrondissement de Montmédy, département de la Meuse, pour la rattacher au canton de Charny, arrondissement de Verdun (même département), déposé à la Chambre le 13 novembre 1911; rapport de M. Vandame, le 21 décembre; adopté le 23 décembre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [12 janvier] (A. t. I, p. 15; J.O., p. 13; Fa. 1, n° 1). M. Lefèvre dépose le rapport [23 janvier] (A. t. I, p. 46; J.O., p. 39; Fa. 3, n° 3). Adoption [30 janvier] (A. t. I, p. 71; J.O., p. 58). Promulgation (J.O., 13 février, p. 1422).

11 — 1913. Projet de loi tendant à ériger en commune distincte la section de Lavandou, dépendant actuellement de la commune de Borme (Var), déposé à la Chambre le 10 mars; rapport de M. Berniolle le 25 mars; adopté le 27 mars; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [29 mars] (A. t. I, p. 486; J.O., p. 405; Fa. 27, n° 87). M. Sauvan dépose le rapport [15 mai] (A. t. I, p. 540; J.O., p. 449; Fa. 29, n° 89). Adoption [20 mai] (A. t. I, p. 622; J.O., p. 516). Promulgation (J.O., 28 mai, p. 4542).

12 — 1914. Projet de loi tendant à diviser la ville de Lyon (Rhône) en douze cantons, déposé à la Chambre le 9 mars 1911; rapport de M. Etienne Rognon le 27 décembre; adopté le 12 février 1912; déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur et de la Justice [6 mars] (A. t. I, p. 382; J.O., p. 321; Fa. 38; n° 133). M. Cazeneuve dépose le rapport [19-mars] (A. t. I, p. 514; J.O., p. 430; Fa. 46, n° 141). Demande d'ajour-

nement de la discussion : M. Guillier. Renvoi à une autre séance [27 mars] (A. t. I, p. 618; J.O., p. 520). Adoption [31 mars] (A. t. I, p. 694; J.O., p. 586). Promulgation (J.O., 21 avril, p. 3685).

13 — 1912. Projet de loi tendant à distraire la commune de **Marsaillette** du canton de Peyriac-Minervois (arrondissement de Carcassonne, département de l'Aude) pour la rattacher au canton de Capendu (même arrondissement et département), déposé à la Chambre le 26 mars 1912; rapport de M. Malavialle, le 28 mars; adopté le 28 mars; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [29 mars] (A. t. I, p. 1015; J.O., p. 812; Fa. n° 34, n° 90). M. Lefèvre dépose le rapport [4 juin] (A. t. I, p. 1138; J.O., p. 916; Fa. 38, n° 94). Adoption [13 juin] (A. t. I, p. 1184; J.O., p. 955). Promulgation (J.O., 26 juin, p. 5609).

14 — 1913. Projet de loi tendant à distraire de la commune de **Montoir** (Loire-Inférieure), la section de Trignac pour l'ériger en commune, déposé à la Chambre le 11 novembre; rapport de M. Chenal, le 17 novembre; adopté le 20 novembre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [2 décembre] (A. t. II, p. 115; J.O., p. 1487; Fa. 67, n° 193). M. Lefèvre dépose le rapport [11 décembre] (A. t. II, p. 140; J.O., p. 1507; Fa. 71, n° 205). Adoption [18 décembre] (A. t. II, p. 188; J.O., p. 1548). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 11034).

15 — 1912. Projet de loi tendant à subdiviser en quatre cantons les cantons actuels de **Nice-Est** et de **Nice-Ouest**, déposé à la Chambre le 5 juillet 1910; rapport de M. Marin, le 11 mars 1912; adopté le 25 mars; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [24 mai] (A. t. I, p. 1093; J.O., p. 875; Fa. 37, n° 93).

16 — 1912. Projet de loi tendant à distraire la commune de **Pierrefitte** (Seine) du canton d'Aubervilliers pour la rattacher au canton de Saint-Denis, déposé à la Chambre le 19 novembre; rapport de M. Roblin, le 17 décembre; adopté le 19 décembre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur (Fa. 66, n° 138). M. Monnier dépose le rapport [20 décembre] (A. t. II, p. 276 et 278; J.O., p. 1540; Fa. 69, n° 143). Déclaration de l'urgence. Adoption [21 décembre] (A. t. II, p. 330; J.O., p. 1588). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 10958).

17 — 1912. Projet de loi tendant à distraire la section de **Pont-Chrétien-Chabenet** de la commune de Saint-Marcel (canton d'Argenton, arrondissement de Châteauroux, département de l'Indre) pour l'ériger en municipalité distincte, déposé à la Chambre le 26 mars; rapport de M. Berniolle le 24 juin; adopté le 1^{er} juillet; déposé par

M. le Ministre de l'Intérieur [2 juillet] (A. t. I, p. 1382; J.O., p. 1117; Fa. 44, n° 100). M. Lefèvre dépose le rapport [4 juillet] (A. t. I, p. 1406; J.O., p. 1137; Fa. 46, n° 102). Adoption [9 juillet] (A. t. I, p. 1455; J.O., p. 1177). Promulgation (J.O., 12 juillet, p. 6150).

18 — 1912. Projet de loi tendant à distraire la section des **Quatre Routes** des communes de Condat, Cavagnac, Strenquels et Cazillac (Lot) pour l'ériger en municipalité distincte, déposé à la Chambre le 26 février; rapport de M. Chenal le 19 mars; adopté le 25 mars; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur (Fa. 28, n° 83). M. Lefèvre dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 869, 890; J.O., p. 712, 730; Fa. 32, n° 87). Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 1013; J.O., p. 814). Promulgation (J.O., 3 avril, p. 3218).

19 — 1912. Projet de loi tendant à distraire la section du **Retail** de la commune d'Allonne (canton de Secondigny, arrondissement de Parthenay, département des Deux-Sèvres) pour l'ériger en municipalité distincte, déposé à la Chambre le 21 mars; rapport de M. Berniolle le 4 juin; adopté le 7 juin; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [11 juin] (A. t. I, p. 1180; J.O., p. 952; Fa. 39, n° 95). M. Lefèvre, dépose le rapport [14 juin] (A. t. I, p. 1198; J.O., 965; Fa. 40, n° 96). Adoption. [27 juin] (A. t. I, p. 1313; J.O., p. 1060). Promulgation (J.O., 4 juillet, p. 5881).

20 — 1914. Projet de loi tendant à distraire les hameaux de la **Ribaudière, du Chêne-Vert** et de la **Semellerie**, de la commune de Saint-Benoît, canton d'Azay-le-Rideau (Indre-et-Loire), pour les rattacher à la commune de Cravant (canton de l'Île-Bouchard, même département), déposé à la Chambre le 30 janvier; rapport de M. Amédée Chenal le 23 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'intérêt local [26 février] (A. t. I, p. 280; J.O., p. 235; Fa. 27, n° 88). M. Riotteau dépose le rapport [12 mars] (A. t. I, p. 422; J.O., p. 353; Fa. 41, n° 136). Adoption [24 mars] (A. t. I, p. 566; J.O., p. 476). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2832).

21 — 1913. Projet de loi tendant à diviser en cinq cantons les communes de **Roubaix, Wattlelos, Croix** et **Wasquehal** (Nord) et à ériger Wattlelos en canton, déposé à la Chambre le 10 juin; rapport de M. Daniel-Vincent le 19 juin; adopté le 25 juin; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [4 juillet] (A. t. I, p. 1268; J.O., p. 1045; Fa. 51, n° 154). || **1914.** M. de Langenhagen dépose le rapport [16 janvier] (A. t. I, p. 9; J.O., p. 8; Fa. 4, n° 11).

22 — 1913. Projet de loi tendant à rattacher à la ville de **Lyon** (6^e canton), la portion du territoire de la commune de **Sainte-Foy-lès-Lyon** (canton de Saint-Genis-Laval), sur laquelle est édifée une partie de l'hospice Debrousse et de ses dépendances, déposé à la Chambre le 21 novembre 1912; rapport de M. Gourd, le 22 juillet 1913; adopté le 25 juillet; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [11 novembre] (A. t. II, p. 9; J. O., p. 1398; Fa. 62, n° 166). M. Lefèvre dépose le rapport [2 décembre] (A. t. II, p. 116; J. O., p. 1487; Fa. 68, n° 196). Adoption. [12 décembre] (A. t. II, p. 144; J. O., p. 1512). Promulgation (J. O., 20 décembre, p. 10918).

23 — 1914. Projet de loi tendant à distraire la section de **Saint-Léger** de la commune de **Pouilly-les-Nonains** (canton et arrondissement de Roanne, département de la Loire), pour l'ériger en municipalité distincte, déposé à la Chambre le 25 novembre 1910; rapport de M. Etienne Rognon, le 29 mai 1911 et rapport supplémentaire le 3 mars 1914; adopté le 9 mars; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [13 mars] (A. t. I, p. 460; J. O., p. 386; Fa. 42, n° 137). M. Riotteau dépose le rapport [16 mars] (A. t. I, p. 465; J. O., p. 390; Fa. 44, n° 139). Adoption [24 mars] (A. t. I, p. 566; J. O., p. 476). Promulgation (J. O., 28 mars, p. 2832).

24 — 1914. Projet de loi tendant à compléter la répartition du passif de l'ancienne commune de **Sathonay** entre les communes de **Sathonay-camp** et **Sathonay-village** (Ain), déposé à la Chambre le 27 janvier 1910; rapport de N. Louis Marin, le 18 février; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [26 mars] (A. t. I, p. 591; J. O., p. 496; Fa. 50, n° 145).

25 — 1912. Projet de loi tendant à distraire la section du **Touquet** de la commune de **Cucq** (canton et arrondissement de Montreuil-sur-Mer, département du Pas-de-Calais), pour l'ériger en municipalité distincte, déposé à la Chambre le 22 février 1912; rapport de M. Roblin, le 5 mars; adopté le 7 mars; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [8 mars] (A. t. I, p. 743; J. O., p. 604; Fa. 17, n° 59). M. Lefèvre dépose le rapport [15 mars] (A. t. I, p. 780; J. O., p. 635; Fa. 21, n° 75). Adoption [26 mars] (A. t. I, p. 868; J. O., p. 711). Promulgation (J. O., 31 mars, p. 3090).

26 — 1914. Projet de loi tendant à ériger en commune distincte, sous le nom de **Vannerie-la-Jolie**, la section du Chaudron, dépendant actuellement de la commune de **Origny-en-Thiérache** (Aisne), déposé à la Chambre le 16 mars; rapport de M. Amédée Chenal, le 30 mars;

adopté le 31 mars; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [2 avril] (A. t. I, p. 725; J.O., p. 612; Fa. 52, n° 147).

27 — 1912. Projet de loi tendant à distraire la commune de **Versols-et-Lapeyre** du canton de Camarès (arrondissement de Saint-Affrique, département de l'Aveyron), pour la rattacher au canton de Saint-Affrique (mêmes arrondissement et département), adopté le 30 novembre 1911; M. Lefèvre dépose le rapport [23 janvier] (A. t. I, p. 46; J.O., p. 39; Fa. 3, n° 4). Adoption [30 janvier] (A. t. I, p. 71; J.O., p. 58). Promulgation (J.O., 13 février, p. 1421).

28 — 1913. Projet de loi tendant à distraire la commune de **Villeperdrix** (Drôme) du canton de la Motte-Chatançon, pour la rattacher au canton de Rémuzat, déposé à la Chambre le 25 février; rapport de M. Heuzé, le 14 mars; adopté le 17 mars; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur [18 mars] (A. t. I, p. 352; J. O., p. 289; Fa. 23, n° 83). M. Monnier dépose le rapport [27 juin] (A. t. I, p. 1185; J.O., p. 978; Fa. 48, n° 151). Discussion : MM. Maurice-Faure, Paul Morel, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur*. Adoption [8 juillet] (A. t. I, p. 1291; J.O., p. 1064). Promulgation (J.O., 13 juillet, p. 6206).

COMMUNICATIONS

ANNÉE 1912

1 — Communication d'une lettre de M. le Président de la Chambre des députés faisant connaître la composition définitive du bureau de la Chambre des Députés pour l'année 1912 [12 janvier] (A. t. I, p. 7; J.O., p. 7).

2 — Communication : 1° d'une lettre de M. Jean Dupuy, *Ministre des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes*, remettant au Président sa démission de Vice-Président du Sénat; 2° d'une lettre de M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, relative à l'élection de trois membres du Conseil supérieur du Travail [19 janvier] (A. t. I, p. 43; J.O., p. 2336).

3 — Communication d'une lettre de M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale relative à l'élection d'un membre de la Commission supérieure des caisses d'épargne [30 janvier] (A. t. I, p. 70; J.O., p. 58).

4 — Communication d'une lettre de M. le Président de la Répu-

blique relative à la revue du 10 mars à Vincennes [5 mars] (A. t. I, p. 724; J.O., 587).

5 — Communication d'une lettre de M. le Président de la République faisant connaître à M. le Président du Sénat qu'une revue aura lieu, le 14 juillet, au champ de courses de Longchamp, et le priant d'inviter MM. les Sénateurs à y assister [5 juillet] (A. t. I, p. 1450; J.O., p. 1173).

6 — Communication d'une lettre de M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale relative à la désignation d'un représentant du Sénat à la Commission supérieure de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse [5 novembre] (A. t. II, p. 2; J.O., p. 1315).

ANNÉE 1913

1 — Communication d'une lettre de M. le Président de la République faisant connaître à M. le Président du Sénat qu'une revue aura lieu, le 16 mars, au champ de courses de Vincennes et le priant d'inviter MM. les Sénateurs à y assister [13 mars] (A. t. I, p. 253; J.O., p. 208).

2 — Communication d'une lettre de M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale rappelant que le mandat de MM. Guérin et Lourties en qualité de membres du Comité consultatif des assurances sur la vie, expire le 27 mai 1913 [19 mai] (A. t. I, p. 594; J.O., p. 493).

3 — Communication de deux lettres de M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale rappelant : la première, que le mandat de M. Strauss, sénateur, comme membre du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels, est expiré; la deuxième, que le mandat de M. Cordelet, sénateur, comme membre de la Commission supérieure des caisses d'épargne, expire le 14 juin 1913, et demandant qu'il soit procédé à de nouvelles élections [28 mai] (A. t. I, p. 866; J.O., p. 713).

4 — Communication d'une lettre de M. le Président de la République faisant connaître à M. le Président du Sénat qu'une revue aura lieu le 14 juillet au champ de courses de Longchamp et le priant d'inviter MM. les Sénateurs à y assister [8 juillet] (A. t. I, p. 1310; J.O., p. 1079).

5 — Communication d'une lettre de M. le Ministre des Finances transmettant des textes résultant de l'achèvement de l'évaluation des

propriétés non bâties, en vue d'en saisir la Commission sénatoriale de l'impôt sur le revenu [8 juillet] (A. t. I, p. 1340; J.O., p. 1079; I. n° 290).

6 — Communication d'un rapport de M. le Ministre de l'Intérieur sur l'application pendant la période du 1^{er} juillet 1911 au 30 juin 1912 des lois des 21 décembre 1897 et 24 décembre 1904 qui ont maintenu aux administrateurs des communes mixtes de l'Algérie le droit de réprimer, par mesure disciplinaire, les infractions spéciales à l'indigénat [4 novembre] (A. t. II, p. 3; J.O., p. 1392).

7 — Communication d'une lettre de M. le Président de la Commission de surveillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations rappelant qu'il y a lieu de procéder à la désignation d'un membre du Sénat pour faire partie de cette Commission [4 novembre] (A. t. II, p. 3; J.O., p. 1392).

8 — Communication d'une lettre de M. le Ministre de la Marine demandant qu'une rectification soit apportée à l'état A faisant suite à l'article 18 du projet de loi sur les pensions adopté par le Sénat le 23 décembre. Rectification ordonnée [27 décembre] (A. t. II, p. 296; J.O., p. 1637).

9 — Communication d'une lettre de M. Audiffred demandant que, par ampliation, soit adressé à M. le Président de la Chambre des Députés le projet de loi tendant à la création d'une caisse des monuments historiques et préhistoriques, voté le 24 juin par le Sénat [27 décembre] (A. t. II, p. 296; J.O., p. 1638).

ANNÉE 1914

1 — Communication d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, faisant connaître au Sénat la composition définitive du bureau de la Chambre des Députés [12 juin] (A. t. I, p. 815; J.O., p. 695).

2 — Communication d'une lettre de M. le Président de la Commission de surveillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, rappelant qu'il y a lieu de procéder à la désignation d'un membre du Sénat pour faire partie de cette Commission, le mandat de M. Ferdinand-Dreyfus arrivant à expiration [12 juin] (A. t. I, p. 816; J.O., p. 696).

3 — Communication d'une lettre de M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale demandant au Sénat de procéder à l'élection de ses deux représentants au Conseil supérieur des retraites ouvrières [15 juin] (A. t. I, p. 819; J.O., p. 699).

4 — Communication d'une lettre de M. le Président de la Commission de surveillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations demandant à présenter au Sénat le rapport de la Commission de surveillance sur les opérations de 1913 [19 juin] (A. t. I, p. 875; J.O., p. 747).

5 — Communication du Gouvernement relative à l'attentat contre S. A. I. et R. l'archiduc héritier d'Autriche et de Hongrie et contre la duchesse de Hohenberg, sa femme [29 juin] (A. t. I, p. 1054; J.O., p. 897).

6 — Communication du dépôt par M. le Ministre de la Guerre du compte rendu des opérations du recrutement de l'armée pendant l'année 1913 [29 juin] (A. t. I, p. 1054; J.O., p. 897).

7 — Communication d'une lettre de M. le Président de la République faisant connaître qu'une revue aura lieu le 14 juillet au champ de courses de Longchamp et priant MM. les Sénateurs de bien vouloir y assister [7 juillet] (A. t. I, p. 1302; J.O., p. 1101).

8 — M. Viviani, président du Conseil, donne lecture d'une communication du Gouvernement [4 août] (A. t. II, p. 1543 à 1546; J.O., p. 1299).

9 — Communication d'une lettre de M. le Ministre de la Guerre transmettant le rapport officiel relatant les circonstances dans lesquelles M. le sénateur Emile Reymond a trouvé la mort [22 décembre] (A. t. II, p. 1564; J.O., p. 1317; I. n° 474).

10 — Communication d'une lettre de M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale relative à la désignation d'un représentant du Sénat à la Commission supérieure de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse [22 décembre] (A. t. II, p. 1565; J.O., p. 1318).

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE LA CAMARGUE. — Voir Chemins de fer, § III, 4, année 1914.

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU MIDI. — Voir Chemins de fer, § III, 15, année 1913.

COMPENSATION D'ARMEMENT. — 1912. Proposition de loi ayant pour but de conserver à la France sa flotte marchande de grands voiliers par le maintien d'une compensation d'armement, déposée le 29 décembre 1911. (Voir Table 1909-1911.) M. Cabart-Danneville dépose le rapport [25 janvier] (A. t. I, p. 53; J.O., p. 45; I. n° 23). M. Tournon

dépose l'avis de la Commission des finances [16 février] (A. t. I, p. 401; J. O., p. 329; I. n° 64). Adoption [22 février] (A. t. I, p. 580; J. O., p. 469). Promulgation (J. O., 1^{er} mars, p. 2014).

COMPTABLES DES DÉPARTEMENTS ET DES COMMUNES. — Voir Oppositions.

COMPTABLES PUBLICS. — Voir Jours fériés.

COMPTES DE PÊCHE (Règlement des). — 1913. Proposition de loi tendant à prévenir les contestations dans le règlement des comptes de pêche entre armateurs et inscrits maritimes à la grande pêche, déposée à la Chambre le 23 février 1912; rapport de M. Guernier le 9 juillet; adoptée le 18 mars; transmise par M. le Président de la Chambre [18 mars] (A. t. I, p. 370; J. O., p. 304; I. n° 94). Commission: 1^{er} bureau, M. Brindeau; 2^e bureau, M. Basire; 3^e bureau, M. Halgan; 4^e bureau, M. Bonnelat; 5^e bureau, M. Riotteau; 6^e bureau, M. Edouard Vilar; 7^e bureau, M. Peytral; 8^e bureau, M. Vincent; 9^e bureau, M. Reymonenq (J. O., p. 2744; F. 26); Président, M. Riotteau; Secrétaire, M. Vincent (J. O., p. 2820; F. 27).

CONDÉ-SUR-NOIREAU (Calvados). — Voir Octrois, 47.

CONGO. — Voir: 1^o Emprunt des Colonies françaises, 7; 2^o Conventions internationales et traités, année 1912, 1.

CONGRÉGATIONS (Liquidation des).

1 — 1912. Proposition de loi déposée à la Chambre le 15 mars 1910. (Voir table 1909-1914). Discussion des conclusions du rapport de la Commission. Décret désignant M. Marraud, *directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre*, en qualité de commissaire du Gouvernement: MM. Le Provost de Launay, Riou, de Las Cases, Combes, *président de la Commission*; le Président. Renvoi de la discussion [21 mars] (A. t. I, p. 826; J. O. p. 675). Suite de la discussion: MM. Combes, *président de la Commission*; Jénouvrier. Régismanset, *rapporteur*; le Président. Renvoi de la discussion [26 mars] (A. t. I, p. 869; J. O., p. 712). Suite de la discussion: MM. Le Provost de Launay, Marraud, *directeur de l'enregistrement, des domaines et du timbre*, commissaire du Gouvernement; Dominique Delahaye, le Président, Jénouvrier, Régismanset, *rapporteur*; Savary, Vieu. Renvoi de la discussion [23 mai] (A. t. I, p. 1060; J. O., p. 847). Suite de la discussion: MM. de Lamarzelle, Dominique Delahaye, Paul Morel, *Sous-Secrétaire d'Etat au*

Ministère de l'Intérieur; Jénouvrier, Marraud, directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre, commissaire du Gouvernement; Régismanset, rapporteur. Communication d'un projet de résolution de MM. Combes et Régismanset : MM. Le Provost de Launay, le Rapporteur, Jénouvrier, Combes, *président de la Commission*; le Sous-Secrétaire d'Etat. Proposition par M. Le Provost de Launay tendant à ajourner la suite de la discussion à une prochaine séance : MM. Le Provost de Launay, le Président de la Commission, le Président. Communication d'un projet de résolution de MM. Le Provost de Launay, Riou et de Las Cases : M. le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption au scrutin de la priorité sur le projet de résolution de MM. Combes et Régismanset : MM. Jénouvrier, le Président de la Commission, le Sous-Secrétaire d'Etat, Dominique Delahaye, Hervey. Adoption au scrutin du projet de résolution de MM. Combes et Régismanset. Demande de renvoi à la Commission du projet de résolution de MM. de Las Cases et Le Provost de Launay : MM. Charles Riou, de Las Cases, Le Provost de Launay, le Président de la Commission, le Président [24 mai] (A. t. I., p. 1075; J.O., p. 861).

2 - 1913. Projet de loi relatif à la liquidation des congrégations, déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances [6 février] (A. t. I, p. 55; J.O., p. 45; I. n° 14). M. Régismanset dépose le rapport [19 juin] (A. t. I, p. 1110; J.O., p. 915; I. n° 221). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Dominique Delahaye, Régismanset, *rapporteur*. Discussion des articles : Article premier. Adoption. Article 2. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, le Rapporteur, Paul Morel, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur*. Rejet de l'amendement. Sur l'article : MM. Charles Riou, le Rapporteur, le Sous-Secrétaire d'Etat, Dominique Delahaye, Combes, *président de la Commission*; de Las Cases. Adoption de la première partie de l'article 2. Adoption, au scrutin, des mots « résidant en France ». Adoption de la dernière partie de l'article 2. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [3 juillet] (A. t. I, p. 1252; J.O., p. 1033). Suite de la discussion du projet de loi relatif à la liquidation des congrégations. Discussion des articles (suite). Disposition additionnelle de M. Guillier à l'article 2. Retrait. Adoption de l'ensemble de l'article 2. Article 3. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, Deligne, *directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre, commissaire du Gouvernement*; Guillier, Paul Morel, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur*; Régismanset, *rapporteur*. Adoption du pre-

mier paragraphe de l'article. Adoption de la première phrase du deuxième paragraphe. Rejet de l'amendement de M. Dominique Delahaye par l'adoption, au scrutin, de la deuxième et dernière phrase du paragraphe (nouvelle rédaction). Amendement de M. Larère : MM. Larère, le Rapporteur, le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, M. Charles Riou. Rejet de l'amendement. Adoption de l'ensemble du paragraphe 2. Adoption des derniers paragraphes de l'article 3 et de l'ensemble de l'article 3. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [4 juillet] (A. t. I, p. 1271; J.O., p. 1048 et suiv.). Suite de la discussion : Article 4. Premier amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, Régismanset, *rapporteur*. Rejet de l'amendement. Deuxième amendement de M. Dominique Delahaye. Rejet. Sur l'article : MM. Charles Riou, Paul Morel, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur*. Adoption de l'article 4. Article 5 : Observations de M. le Rapporteur. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, le Rapporteur, Charles Riou, le Sous-Secrétaire d'Etat. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 5. Amendement (disposition additionnelle) de M. Delahaye : MM. Dominique Delahaye, le Rapporteur. Rejet de l'amendement. Article 6. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, Guillier, le Sous-Secrétaire d'Etat, le Rapporteur. Adoption du commencement du premier paragraphe, et rejet de l'amendement par l'adoption de la fin du paragraphe (texte de la Commission). Amendement de M. Dominique Delahaye sur le deuxième paragraphe : M. Dominique Delahaye. Adoption de la première partie du paragraphe. Rejet de l'amendement. Adoption de la fin du deuxième paragraphe et de l'ensemble du deuxième paragraphe. Adoption du troisième paragraphe. Amendement de M. Dominique Delahaye sur les quatrième et cinquième paragraphes : MM. Jénouvrier, le Sous-Secrétaire d'Etat, le Rapporteur. Rejet de l'amendement de M. Dominique Delahaye par l'adoption des deux derniers paragraphes. Adoption de l'ensemble de l'article 6. Art. 7. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, le Rapporteur. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 7. Art. 8 (texte nouveau). M. Guillier. Adoption de l'article. Amendement. (Art. 8 bis) de M. Jénouvrier : MM. Jénouvrier, le Rapporteur, le Sous-Secrétaire d'Etat. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Article 9. Adoption. Article 10 : MM. Guillier, le Rapporteur. Adoption de l'article 10 (modifié). Adoption de l'ensemble de la loi [8 juillet] (A. t. I, p. 1292; J.O., p. 1065 et suiv.).

CONGRÈS INTERNATIONAL D'ÉDUCATION PHYSIQUE. — Voir Crédits extraordinaires, § VII, 2.

CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL. — 1912. Scrutin pour la nomination de trois membres du conseil supérieur du travail. MM. Lourties, Ferdinand-Dreyfus, Paul Strauss, élus [25 janvier] (A. t. I, p. 53; J.O., p. 51).

CONSEILS D'ADMINISTRATION DES CORPS D'ARMÉE. — Voir Armée, § III, 1.

CONSEILS D'ARRONDISSEMENT (Publicité des séances des). — 1913. Proposition de loi tendant à établir la publicité des séances des Conseils d'arrondissement; déposée le 18 juin 1912; rapport de M. Laroche le 12 juin; adoptée le 24 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [25 juillet] (A. t. I, p. 1399; J.O., p. 1154; I. n° 333). || **1914.** M. Pauliat dépose le rapport [30 janvier] (A. t. I, p. 95; J.O., p. 80; I. n° 25).

CONSEILS DE GUERRE PERMANENTS (Suppression des). — Voir Armée, § IV, 1.

CONSEILS DE PRÉFECTURE (Compétence des). — 1913. Propositions de loi tendant à modifier la compétence des Conseils de préfecture et à assurer l'unité de juridiction par la création d'une chambre administrative à la Cour de cassation, déposé par M. G. Chastenot [25 février] (A. t. I, p. 173; J.O., p. 145; I. n° 38.)

CONSEILS DES PRUD'HOMMES.

1. — 1912. Projet de loi ayant pour objet de modifier les articles 11, 14, 17 et 25 et de compléter l'article 10 de la loi du 27 mars 1907, concernant les Conseils de prud'hommes, déposé par M. le Ministre de la Justice [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O., p. 580; I. n° 79). || **1914.** M. Paul Strauss dépose le rapport [10 mars] (A. t. I, p. 400; J.O., p. 335; I. n° 100).

2 — 1912. Projet de loi ayant pour objet le relèvement des incapacités prévues par les articles 49 et 50 de la loi du 27 mars 1907 relative aux Conseils de prud'hommes, déposé par M. le Ministre de la Justice (I. n° 80); M. Paul Strauss dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 715 et 722; J.O., p. 580, 586; I. n° 87). Déclaration de l'urgence. Adoption [8 mars] (A. t. I, p. 744; J.O., p. 605). Promulgation (J.O., 9 mars, p. 2310).

3 — 1913. Proposition de loi portant modification des articles 14 et 24 de la loi du 27 mars 1907 relative aux Conseils de prud'hommes.

déposée par M. Cachet [28 février] (A. t. I, p. 178; J.O., p. 147; I. n° 40).

|| 1914. M. Paul Strauss dépose le rapport [10 mars] (A. t. I, p. 400; J.O., p. 335; I. n° 100) (1).

CONSEILS GÉNÉRAUX.

1 — 1912. Projet de loi tendant à retarder l'ouverture de la première session ordinaire des conseils généraux en 1913, déposé à la Chambre le 6 décembre; rapport de M. Dalbiez, le 19 décembre; adopté le 20 décembre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur (I. n° 416). M. Jeanney dépose et lit le rapport (I. n° 435) Déclaration de l'urgence. Adoption [21 décembre] (A. t. I, p. 331; J.O., p. 1589). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 10756).

2 — 1914. Projet de loi tendant à fixer au 18 mai l'ouverture de la première session ordinaire des conseils généraux pour l'année 1914; déposé à la Chambre le 9 mars; rapport de M. Gaston Galpin le 20 mars. adopté le 27 mars; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [27 mars] (A. t. I, p. 627; J.O., p. 527; I. n° 189); M. Alexandre Bérard dépose le rapport [27 mars] (A. t. I, p. 641; J.O., p. 539; I. n° 194). Déclaration de l'urgence. Adoption [30 mars] (A. t. I, p. 648; J.O., p. 545). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 2976).

CONSEILS GÉNÉRAUX ET CONSEILS D'ARRONDISSEMENT

(Date d'élection des). — 1913 : Proposition de loi tendant à changer la date des élections aux Conseils généraux et aux Conseils d'arrondissement, déposée par M. Lhopiteau [20 mai] (A. t. I, p. 622; J.O., p. 516; I. n° 175).

CONSERVATEURS DES HYPOTHÈQUES. — 1912.

Projet de loi relatif aux cautionnements à fournir en numéraire par les conservateurs des hypothèques, déposé à la Chambre le 11 juin; rapport de M. Bourély le 18 décembre; adopté le 21 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [21 décembre] (A. t. II, p. 331; J.O., p. 1588; I. n° 433). || 1913. M. Saint-Germain dépose le rapport [29 mars] (A. t. I, p. 473; J.O., p. 394; I. n° 143). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [22 juillet] (A. t. I, p. 1379; J.O., p. 1137). Promulgation (J.O., 31 juillet, p. 6871).

(1) Le rapport de M. Paul Strauss vise aussi les projets et propositions de loi sur les Conseils de prud'hommes déposés au cours des années 1909, 1910, 1911 (Voir la Table 1909-1911, Conseils de prud'hommes, nos 1, 2, 3, 4, 6).

CONSERVES ÉTRANGÈRES DE POISSONS. — 1913. Proposition de loi tendant à rendre les dispositions de la loi du 11 juillet 1906 applicables à toutes les conserves étrangères de poissons entrant en France, déposée à la Chambre le 29 novembre 1912; rapport de M. Simyan le 19 décembre; adoptée le 10 février 1913; transmise par M. le Président de la Chambre [11 février] (A. t. I, p. 74; J.O., p. 61; I. n° 18). Commission: 1^{er} bureau, M. Cazeneuve; 2^e bureau, M. Basire; 3^e bureau, M. Halgan; 4^e bureau, M. Emile Dupont; 5^e bureau, M. Fortin; 6^e bureau, M. Edouard Vilar; 7^e bureau, M. Jénouvrier; 8^e bureau, M. Aubry; 9^e bureau, M. Reymonenq (J.O., p. 1708; F. 14). Président, M. Halgan; Secrétaire, M. Reymonenq (J.O., p. 1876; F. 15). M. Cazeneuve dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 216; J.O., p. 177; I. n° 50). Adoption [13 mai] (A. t. I, p. 496; J.O., p. 414). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 5604).

CONTRAVENTIONS. — Voir Amendes en matière de contraventions.

CONTRAVENTIONS (Poursuite des). — Voir Echelles du Levant et de Barbarie.

CONTRAVENTIONS AUX LOIS SUR LES SPIRITUEUX. — Voir Spiritueux.

CONTRIBUTIONS DIRECTES. — 1912. Projet de loi relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1913; déposé à la Chambre le 30 mars; rapport de M. Chéron, le 1^{er} juillet; adopté le 10 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 296). M. Baudin dépose et lit le rapport (I. n° 300). Discussion générale: MM. Martinet, Klotz, *Ministre des Finances*; Fortier, Pierre Baudin, *rapporteur général*; Tournon. Clôture de la discussion générale. Adoption successive des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet [11 juillet] (A. t. I, p. 1549; J.O., p. 1263). Promulgation (J.O., 13 juillet, p. 6198). || **1913.** Projet de loi relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1914, déposé à la Chambre le 23 juillet; rapport de M. Noulens, le 29 juillet; adopté le 30 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances [30 juillet] (A. t. I, p. 1521; J.O., p. 1252; I. n° 368). M. Aimond dépose le rapport. Lecture du rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption successive des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 juillet] (A. t. I, p. 1536; J.O., p. 1263; I. n° 376). Promulgation (J.O., 2 août, p. 6946). || **1914.** Projet de loi relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1915,

déposé à la Chambre le 9 juillet ; rapport de M. Clémentel le 13 juillet ; adopté le 14 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoyé à la Commission des finances [15 juillet] (A. t. I, p. 1520 ; J.O., p. 1278 ; I. n° 424). M. Aimond dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des articles 1^{er} à 17. Sur l'ensemble : MM. Halgan, Aimond, *rapporteur général*, Vieu. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [15 juillet] (A. t. I, p. 1529 à 1531 ; J.O., p. 1285 ; I. n° 429). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 6393).

CONTROLE DE L'ENGAGEMENT DES DÉPENSES. — 1914.

Projet de loi concernant le renforcement du contrôle de l'engagement des dépenses, rapport à la Chambre au nom de la Commission du budget sur les articles 79 *bis*, 79 *ter* et 79 *quater* des nouvelles propositions du Gouvernement (Loi de finances de l'exercice 1914) par M. Emmanuel Brousse, le 19 mars. Adoption le 31 mars ; déposé par M. le Ministre des Finances [2 avril] (A. t. I, p. 725 ; J.O., p. 612 ; I. n° 243).

CONVENTION DES SUCRES. — Voir Sucres.

CONVENTIONS.

1 — 1912. Projet de loi tendant à approuver la convention passée entre l'Etat et la ville de Nantes, au sujet de la cession du Château de Nantes à cette ville, déposé à la Chambre le 5 décembre 1911 ; rapport de M. de Montaigu, le 27 décembre ; adopté le 28 décembre ; déposé par MM. les Ministres de la Guerre, de l'Intérieur, des Finances et des Beaux-Arts [6 février] (A. t. I, p. 196 ; J.O., p. 164 ; I. n° 50). M. L. Pichon dépose le rapport [21 mars] (A. t. I, p. 838 ; J.O., p. 685 ; I. n° 118). Déclaration de l'urgence. Adoption [26 mars] (A. t. I, p. 869 ; J.O., p. 712). Promulgation (J.O., 23 avril, p. 3937).

2 — 1912. Projet de loi tendant à approuver la convention passée entre l'Etat et la ville de Nantes au sujet du déplacement des magasins aux explosifs de cette place, déposé à la Chambre le 5 décembre 1911 ; rapport de M. de Montaigu, le 27 décembre ; adopté le 28 décembre ; déposé par MM. les Ministres de la Guerre, de l'Intérieur, des Finances et des Beaux-Arts [6 février] (A. t. I, p. 196 ; J.O., p. 164 ; I. n° 51). M. L. Pichon dépose le rapport [21 mars] (A. t. I, p. 838 ; J.O., p. 685 ; I. n° 117). Déclaration de l'urgence. Adoption [26 mars] (A. t. I, p. 869 ; J.O., p. 711). Promulgation (J.O., 23 avril, p. 3938).

3 — 1912. Projet de loi tendant à approuver une convention passée entre l'Etat et le département de la Seine pour la création à Paris d'un institut médico-légal comprenant l'ensemble des services administratifs et d'enseignement, actuellement installés dans les bâtiments de la Morgue, déposé au Sénat le 18 mai 1911. (Voir Table 1909-1911.) M. Baudin dépose le rapport [21 mars] (A. t. I, p. 824 ; J.O., p. 673 ; I. n° 114), Déclaration de l'urgence. Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 1042 ; J.O., p. 834). Promulgation (J.O., 4 avril, p. 3266).

4 — 1912. Projet de loi tendant à approuver la convention passée entre l'Etat et la ville de Riom, au sujet d'une cession amiable d'immeubles, en vue de la réorganisation du casernement de la place, déposé à la Chambre le 30 mars ; rapport de M. Etienne, le 30 mai ; adopté le 4 juin ; déposé par MM. les Ministres de la Guerre, de l'Intérieur et des Finances [13 juin] (A. t. I, p. 1184 ; J.O., p. 955 ; I. n° 186). M. Millières-Lacroix dépose le rapport [14 juin] (A. t. I, p. 1198 ; J.O., p. 964 ; n° 192). Déclaration de l'urgence. Adoption [21 juin] (A. t. I, p. 1255 ; J.O., p. 1014). Promulgation (J. O., 9 juillet, p. 6042).

5 — 1912. Projet de loi tendant à approuver la convention passée entre l'Etat et la ville d'Orléans au sujet de la cession à cette ville des droits de jouissance et de nue propriété que possède l'Etat sur le quartier Duportail à Orléans, déposé à la Chambre le 20 décembre ; rapport de M. Clémentel le 20 décembre ; adopté le 21 décembre ; déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur, de la Guerre et des Finances (I. n° 445). M. Millières-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 446). Déclaration de l'urgence. Discussion. Adoption [21 décembre] (A. t. II, p. 343 ; J.O., p. 1598). Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 11046).

6 — 1914. Projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention relative à la concession de la construction, de la concession et de l'exploitation d'un port d'escale avec dépôt de charbons à Papeete (établissement français de l'Océanie), déposé à la Chambre le 8 août 1913 ; rapport de M. Henry Simon, le 26 décembre et avis de la Commission du budget, de M. Ceccaldi, le 10 février 1914 ; adopté le 3 mars ; déposé par MM. les Ministres des Colonies et des Finances. Renvoi à la Commission des finances [5 mars] (A. t. I, p. 303 ; J.O., p. 362 ; I. n° 86). M. Gervais dépose le rapport [27 mars] (A. t. I, p. 641 ; J.O., p. 538 ; I. n° 185). Discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Adoption [3 avril] (A. t. I, p. 802 ; J.O., p. 681). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 3253).

CONVENTIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL. — 1913. Projet de loi relatif aux conventions collectives du travail, déposé à la Chambre

le 11 juillet 1910; rapport et rapport supplémentaire de M. A. Grousier, les 5 décembre 1912 et 5 juillet 1913; adopté le 29 juillet; déposé par M. le Garde des Sceaux et M. le Ministre du Travail [8 août] (A. t. I, p. 1691; J.O., p. 1387; I. n° 393).

CONVENTIONS AVEC LA COMPAGNIE DE L'EST.—Voir Chemins de fer, § II, 1.

CONVENTIONS INTERNATIONALES ET TRAITÉS

ANNÉE 1912

1 — Projet de loi portant règlement de diverses questions pendantes entre la France et la Belgique au sujet du Congo, déposé au Sénat le 7 novembre 1911 (voir Table 1909-1911). M. Stéphen Pichon dépose le rapport [19 février] (A. t. I, p. 449; J.O., p. 405; I. n° 66). Déclaration de l'urgence. Adoption [5 mars] (A. t. I, p. p. 722; J.O., p. 586). Promulgation (J.O., 13 mars, p. 2454).

2 — Projet de loi portant approbation de la convention conclue entre la France et l'Allemagne, le 4 novembre 1911, pour la délimitation de leurs possessions respectives dans l'Afrique équatoriale, déposé au Sénat le 21 décembre 1911 (voir Table 1909-1911). M. P. Baudin dépose le rapport [25 janvier] (A. t. I, p. 60; J.O., p. 50; I. n° 24). Décrets désignant MM. Regnault, *Ministre de la République à Tanger*; Conty, *Ministre plénipotentiaire de 2^e classe, chargé de la sous-direction d'Europe*, et Paléologue, *Ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe, directeur des affaires politiques et commerciales*, en qualité de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Jénouvrier, Charles Dupuy, le comte de Goulaine. Renvoi de la discussion [5 février] (A. t. I, p. 156; J.O., p. 131). Discussion générale (suite): MM. Gaudin de Villaine, de Las Cases, d'Estournelles de Constant. Renvoi de la discussion [6 février] (A. t. I, p. 175; J.O., p. 147). Discussion générale (suite): MM. de Lamarzelle, P. Baudin, *rapporteur*. Renvoi de la discussion [7 février] (A. t. I, p. 199; J.O., p. 165). Discussion générale (suite): MM. P. Baudin, *rapporteur*, Goirand, Stéphen Pichon. Renvoi de la discussion [8 février] (A. t. I, p. 217; J.O., p. 181). Discussion générale (suite): MM. d'Aunay, Jénouvrier, Stéphen Pichon, le Président, Ribot, *Président de la Commission*, Debierre. Renvoi de la discussion [9 février] (A. t. I, p. 241; J.O., p. 201). Discussion générale (suite) MM. Méline, Poincaré, *Président du Conseil, Ministre des Affai-*

res étrangères; Clemenceau. Clôture de la discussion générale. Article unique: MM. Labbé, le général Mercier, Cachet, Philippe Berger, Cabart-Danneville, le comte de Goulaine. Adoption, au scrutin, du projet [10 février] (A. t. I, p. 257; J.O., p. 215). Promulgation (J.O., 14 février, p. 1446).

3 — **Projet de loi portant approbation de la convention de commerce et de navigation signée, le 19 août 1911, entre la France et le Japon, déposé au Sénat le 28 décembre 1911 (voir Table 1909-1911). M. Noël, dépose le rapport [30 janvier] (A. t. I, p. 70; J.O., p. 57; I. n° 33). Déclaration de l'urgence. Adoption [19 février] (A. t. I, p. 459; J.O., p. 375). Promulgation (J.O., 23 février, p. 1637).**

4 — **Projet de loi portant approbation de la convention signée à Paris, le 29 novembre 1911, entre la France et la Russie, pour la protection des œuvres artistiques et littéraires, déposé à la Chambre le 29 décembre 1911; rapport de M. Reinach le 30 janvier 1912; adopté le 12 février; déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, des Colonies et des Affaires étrangères [5 mars] (A. t. I, p. 721; J.O., p. 585; I. n° 86). Commission: 1^{er} bureau, M. Edouard Millaud; 2^e bureau, M. Vieu; 3^e bureau, M. Astier; 4^e bureau, Alexandre Bérard; 5^e bureau, M. Cachet; 6^e bureau, M. de Las Cases; 7^e bureau, M. Vallé; 8^e bureau, M. Jules Develle; 9^e bureau, M. Emile Dupont (J.O., 2546; F. 47). Président, M. Ed. Millaud; Secrétaire, M. Cachet; Rapporteur, M. Bérard (J.O., p. 2735; F. 48). M. Bérard dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 891; J.O., p. 730; I. n° 144). Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 1042; J.O., p. 833).**

5 — **Projet de loi portant approbation de la convention pour l'unification de certaines règles en matière d'assistance et de sauvetage maritime, conclue, le 23 septembre 1910, à Bruxelles, entre l'Allemagne, la République Argentine, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Brésil, le Chili, Cuba, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie, le Japon, le Mexique, le Nicaragua, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Suède et l'Uruguay, déposé à la Chambre le 7 décembre 1911; rapport de M. Coreil, le 28 mars 1912; adopté le 20 mai; déposé par MM. les Ministres de la Marine, du Commerce et de l'Industrie et des Affaires étrangères [23 mai] (A. t. I, p. 1058; J.O., p. 846; I. n° 157). Commission: 1^{er} bureau, M. Brindeau; 2^e bureau, M. Murat; 3^e bureau, M. Paul Le Roux; 4^e bureau, M. Vermorel; 5^e bureau, M. le vice-amiral de la Jaille; 6^e bureau, M. Maillard; 7^e bureau, M. Mascle; 8^e bureau, M. Pauliat; 9^e bureau, M. Lemarié (J.O., p. 5873;**

F. 71). Président et Rapporteur, amiral de la Jaille; Secrétaire, M. Brindeau (J.O., p. 5918; F. 72). M. l'amiral de la Jaille dépose le rapport [5 juillet] (A. t. I, p. 1431; J.O., p. 1157; I. n° 261). Déclaration de l'urgence. Adoption [11 juillet] (A. t. I, p. 1553; J.O., p. 1253). Promulgation (J.O., 9 août, p. 7218).

6 — Projet de loi portant approbation de la convention pour l'unification de certaines règles en matière d'abordage, conclue, le 23 septembre 1910, à Bruxelles, entre l'Allemagne, la République Argentine, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Brésil, le Chili, Cuba, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie, le Japon, le Mexique, le Nicaragua, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Suède et l'Uruguay, déposé à la Chambre le 7 novembre 1911; rapport de M. Coreil, le 28 mars 1912; adopté le 30 mars; déposé par MM. les Ministres de la Marine, du Commerce et de l'Industrie et des Affaires étrangères; [23 mai] (A. t. I, p. 1058; J.O., p. 846; I. n° 158). M. l'amiral de La Jaille dépose le rapport [5 juillet] (A. t. I, p. 1431; J.O., p. 1157; I. n° 260). Déclaration de l'urgence. Adoption [11 juillet] (A. t. I, p. 1553; J.O., p. 1252). Promulgation (J.O., 9 août, p. 7218).

7 — Projet de loi portant approbation du traité conclu entre la France et le Maroc, le 30 mars 1912, pour l'organisation du protectorat français dans l'empire chérifien; déposé à la Chambre le 24 mai; rapport de M. Long, le 13 juin; adopté le 1^{er} juillet; déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères. Déclaration de l'urgence [2 juillet] (A. t. I, p. 1382; J.O., p. 1118; I. n° 244). Commission : 1^{er} bureau, MM. Etienne Flandin, Louis Martin; 2^e bureau, MM. Ribot, Lozé; 3^e bureau, MM. Blanc, Paul Le Roux; 4^e bureau, MM. d'Estournelles de Constant, Milliès-Lacroix; 5^e bureau, MM. Stéphen Pichon, Gervais; 6^e bureau, MM. de Selves, Lucien Hubert; 7^e bureau, MM. d'Aunay, Chautemps; 8^e bureau, MM. Decrais, Pauliat; 9^e bureau, MM. Pierre Baudin, Strauss. Président, M. Ribot; Vice-Président, M. Decrais; Secrétaires, MM. Lucien Hubert, Gervais; Rapporteur, M. P. Baudin; (J. O., p. 5918; F. 72). M. Baudin dépose le rapport [9 juillet] (A. t. I, p. 1456; J. O., p. 1177; I. n° 268). Discussion générale : MM. de Lamarzelle, Baudin, rapporteur, Jénouvrier, d'Estournelles de Constant, Poincaré, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, Dominique Delahaye. Clôture de la discussion générale. Adoption [11 juillet] (A. t. I, p. 1554; J.O., p. 1252). Promulgation (J.O., 18 juillet, p. 6386).

8 — Projet de loi portant approbation d'un accord conclu entre la

France et l'Allemagne, le 2 février 1912, au sujet de la nationalité des personnes se trouvant dans les territoires échangés, le 4 novembre 1911, par la France et l'Allemagne, en Afrique équatoriale; déposé à la Chambre le 4 mars; rapport de M. Long, le 4 juillet; adopté le 10 juillet; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères et des Colonies (I. n° 305). M. Baudin dépose et lit le rapport (I. n° 319). Déclaration de l'urgence. Discussion. Adoption [11 juillet] (A. t. I, p. 1562, 1566; J.O., p. 1250, 1262. Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 6434).

9 — Projet de loi portant approbation de la Convention franco-italienne ayant pour objet la détermination des zones de pêche respectivement réservées aux pêcheurs français et aux pêcheurs italiens dans les eaux comprises entre la Corse et la Sardaigne, déposé à la Chambre le 24 novembre 1910; rapport de M. Brunet, le 7 juin 1911; adopté le 12 juin; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères, de la Marine et des Finances [5 décembre] (A. t. II, p. 168; J.O., p. 1451; I. n° 371). Commission: 1^{er} bureau, M. Jean Morel; 2^e bureau, M. Hervey; 3^e bureau, M. Reynald; 4^e bureau, M. Cachet; 5^e bureau, M. Vincent; 6^e bureau, M. Knight; 7^e bureau, M. Gabrielli; 8^e bureau, M. Richard; 9^e bureau, M. Murat (J.O., p. 10634; F. 94); Président, M. Knight; Secrétaire, M. Vincent; Rapporteur, M. Gabrielli (J.O., p. 10663, F. 95). || 1913. M. Gabrielli dépose le rapport [16 mai] (A. t. I, p. 565; J.O., p. 471; I. n° 167). Adoption [23 mai] (A. t. I, p. 752; J.O., p. 621). Promulgation (J.O., 26 juin, p. 5466).

ANNÉE 1913

1 — Projet de loi portant approbation de la Convention littéraire signée par la France et la Grèce le 22 avril 1912, déposé à la Chambre le 7 novembre 1912; rapport de M. Th. Reinach le 20 décembre; avis de la Commission des affaires extérieures par M. Denys Cochin le 7 février 1913; adopté le 13 février; déposé par MM. les Ministres de la Justice, de l'Instruction publique et des Affaires étrangères [13 mars] (A. t. I, p. 252; J.O., p. 207; I. n° 73). Commission: 1^{er} bureau, M. Lucien Cornet; 2^e bureau, M. Debierre; 3^e bureau, M. Charles Dupuy; 4^e bureau, M. Couyba; 5^e bureau, M. Louis Martin; 6^e bureau, M. Laurent Thiéry; 7^e bureau, M. Vagnat; 8^e bureau, M. Lhopiteau; 9^e bureau, M. Richard (J.O., p. 2744; F. 26). Président, M. Charles Dupuy; Secrétaire, M. Cornet; Rapporteur, M. Martin (J.O., p. 2819; F. 27). M. Louis Martin dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 1290; J.O., p. 1064;

I. n° 284). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [22 juillet] (A. t. I, p. 1371; J.O., p. 1130). Promulgation (J.O., 6 août, p. 7077).

2 — Projet de loi portant approbation de la convention signée à Washington le 2 juin 1911, en vue de modifier : 1° la convention d'union de Paris du 20 mars 1883, relative à la protection internationale de la propriété industrielle, ainsi que le protocole de clôture annexé à cette convention; 2° l'arrangement de Madrid du 14 avril 1891, pour l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce; 3° l'arrangement de Madrid du 14 avril 1891, concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises, déposé à la Chambre le 11 juillet 1912; rapport de M. Maunoury le 19 décembre; adopté le 10 février 1913; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères et du Commerce [13 mars] (A. t. I, p. 252; J.O., p. 207; I. n° 65). M. Astier dépose le rapport [17 mars] (A. t. I, p. 321; J.O., p. 263; I. n° 86). Adoption [18 mars] (A. t. I, p. 353; J.O., p. 290). Promulgation (J.O., 29 mars, p. 2789).

3 — Projet de loi portant approbation de la convention conclue à Madrid le 27 novembre 1912, entre la France et l'Espagne, en vue de préciser la situation respective des deux pays à l'égard de l'empire chérifien, déposé à la Chambre le 9 décembre 1912; rapport de M. Nourens le 27 février 1913; adopté le 7 mars; déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères [13 mars] (A. t. I, p. 252; J.O., p. 207; I. n° 67). Commission : 1^{er} bureau, M. Herriot; 2^e bureau, M. Maxime Lecomte; 3^e bureau, M. Delhon; 4^e bureau, M. Pichon; 5^e bureau, M. Ribot; 6^e bureau, M. de Selves; 7^e bureau, M. Murat; 8^e bureau, M. d'Aunay; 9^e bureau, M. Decrais; Président, M. Ribot; Secrétaire, M. Herriot (J.O., p. 2382; F. 21). M. de Selves dépose le rapport [27 mars] (A. t. I, p. 380; J.O., p. 313; I. n° 107). Discussion du projet de loi. Décret désignant, en qualité de commissaire du Gouvernement, M. Delarüe Caron de Beaumarchais, *sous-chef du bureau du Maroc*. Discussion générale; MM. Flaissières, Méline, de Selves, *rapporteur*; Stéphen Pichon, *Ministre des Affaires étrangères*; Honoré Leygue, Dominique Delahaye, Colin, Maurice-Faure. Clôture de la discussion générale. Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 475; J.O., p. 396). Promulgation (J.O., 30 mars, p. 2830).

4 — Projet de loi portant approbation de la convention signée, à Genève, le 6 juillet 1906, pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne, déposé à la Chambre le 27 mars

1911; rapport de M. Louis Andrieux le 14 novembre; adopté le 5 mars 1912; déposé par MM. les Ministres de la Guerre, de la Marine et des Affaires étrangères [13 mars] (A. t. I, p. 252; J.O., p. 207; I. n° 74). Commission: 1^{er} bureau, M. Reynald; 2^e bureau, M. Cachet; 3^e bureau, M. Guillaume Poulle; 4^e bureau, M. Emile Reymond; 5^e bureau, M. Louis Martin; 6^e bureau, M. Chapuis; 7^e bureau, M. Vagnat; 8^e bureau, M. Vincent; 9^e bureau, M. Raymond (J.O., p. 2694; F. 25). Président, M. Martin; Secrétaire, M. Reynald; Rapporteur, M. Cachet (J.O., p. 2744; F. 26). M. Cachet dépose le rapport [15 mai] (A. t. I, p. 564; J.O., p. 469). Adoption [27 mai] (A. t. I, p. 828; J.O., p. 683). Promulgation (J.O., 14 juin, p. 5090).

5 — Projet de loi portant application des articles 23, 27 et 28 de la convention internationale signée à Genève, le 6 juillet 1906, pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne et des articles 5, 6 et 21 de la convention internationale signée à la Haye, le 18 octobre 1907, pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la convention de Genève, déposé à la Chambre le 5 juillet 1912; rapport de M. Andrieux le 20 février 1913; adopté le 18 mars; déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères [6 mai] (A. t. I, p. 490; J.O., p. 407; I. n° 157). M. Cachet dépose le rapport [10 juin] (A. t. I, p. 1061; J.O., p. 872; I. n° 208). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [19 juin] (A. t. I, p. 1411; J.O., p. 916). Promulgation (J.O., 29 juillet, p. 6722).

6 — Projet de loi portant approbation d'un arrangement relatif au mariage des indigents signé le 4 août 1912 entre la France et l'Italie déposé à la Chambre le 5 novembre 1912; rapport de M. Marietton le 17 décembre; adopté le 19 décembre; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères, de la Justice et des Finances [13 mai] (A. t. I, p. 496; J.O., p. 414; I. n° 164). Commission: 1^{er} bureau, M. Gabrielli; 2^e bureau, M. Lemarié; 3^e bureau, M. Simonet; 4^e bureau, M. Empeur; 5^e bureau, M. Chastenet; 6^e bureau, M. Servant; 7^e bureau, M. Colin; 8^e bureau, M. Sculfort; 9^e bureau, M. Gustave Rivet (J.O., p. 4363; F. 37). Président, M. Servant; Secrétaire et Rapporteur, M. Gabrielli (J.O., p. 4399; F. 39). || 1914. M. Gabrielli dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 376; J.O., p. 316; I. n° 94). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [12 mars] (A. t. I, p. 422; J.O., p. 354). Promulgation (J.O., 27 mars, p. 2798).

7 — Projet de loi portant approbation d'une déclaration modifiant l'article 10 du traité d'extradition franco-belge du 15 août 1874, déposé

à la Chambre le 15 novembre 1911; rapport de M. Marietton, le 12 novembre 1912; adopté le 18 novembre; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères et de la Justice [13 mai] (A. t. I, p. 496; J.O., p. 414; I. n° 163). M. Vallé dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 1310; J.O., p. 1079; I. n° 289). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [28 juillet] (A. t. I, p. 1411; J.O., p. 1164). Promulgation (J.O., 14 août, p. 7397).

ANNÉE 1914

1 — **Projet de loi portant approbation de la convention conclue le 4 octobre 1913, à Berne, entre la France et la Suisse, pour l'aménagement et le partage de la puissance hydraulique du Rhône, aux abords du pont de Chancy-Pougny, déposé à la Chambre le 18 décembre 1913; rapport de M. Emile Favre, le 26 décembre; adopté le 27 décembre; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères et des Travaux publics. Renvoi à la Commission relative aux usines hydrauliques [6 février] (A. t. I, p. 128; J.O., p. 107; I. n° 38). M. Goy dépose le rapport [20 mars] (A. t. I, p. 526; J.O., p. 441; I. n° 144). Déclaration de l'urgence. Adoption [30 mars] (A. t. I, p. 650; J.O., p. 547). Promulgation (J.O., 30 avril, p. 3878).**

2 — **Projet de loi portant approbation de la convention douanière et de voisinage, signée le 10 avril 1912, entre la France et la principauté de Monaco déposé à la Chambre le 30 mai 1912; rapport de M. Henry Simon le 24 juillet 1913 et avis de la Commission des douanes, de M. Plichon, le 24 juillet; adopté le 4 février; déposé par M. Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et par MM. les Ministres de l'Intérieur, de la Marine des Travaux publics, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, et des Finances. Renvoi à la Commission des douanes [6 février] (A. t. I, p. 128; J.O., p. 107; I. n° 39). M. Noël dépose le rapport [10 mars] (A. t. I, p. 416; J.O., p. 348; I. n° 105). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [19 mars] (A. t. I, p. 509; J.O., p. 426). Promulgation (J.O., 29 mars, p. 2858).**

3 — **Projet de loi portant approbation de la convention pour la protection de la propriété littéraire, artistique et scientifique, signée à Rio-de-Janeiro, le 25 décembre 1913, entre la France et les Etats-Unis du Brésil, déposé à la Chambre le 16 mars; rapport de M. Théodore Reinach, le 24 mars; adopté le 27 mars; déposé par M. le Président du**

Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et par MM. les Ministres de l'Intérieur, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts [27 mars] (A. t. I, p. 627; J.O., p. 527; I. n° 192). Commission : 1^{er} bureau, M. Henry Bérenger; 2^e bureau, M. Murat; 3^e bureau, M. Eugène Guérin; 4^e bureau, M. Lozé; 5^e bureau, M. Gustave Lhopiteau; 6^e bureau, M. Vincent; 7^e bureau, M. Paul Le Roux; 8^e bureau, M. Gustave Rivet; 9^e bureau, M. d'Estournelles de Constant [15 juin] (J.O., p. 5261; F. 43). Président, M. Gustave Rivet; Secrétaire, M. Henry Bérenger; Rapporteur, M. Gustave Rivet [17 juin] (J.O., p. 5326; F. 44). M. G. Rivet dépose le rapport [22 juin] (A. t. I, p. 952; J.O., p. 814; I. n° 300). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [26 juin] (A. t. I, p. 1030; J.O., p. 878).

4 — Projet de loi portant approbation de la convention signée à Bruxelles le 29 décembre 1913 concernant l'établissement d'une statistique commerciale internationale ainsi que du règlement d'organisation du bureau international de statistique commerciale et du protocole annexé à ces instruments, déposé à la Chambre le 2 juillet; rapport de M. Jugy et avis de la Commission du budget, de M. André Hesse, le 8 juillet; adopté le 9 juillet; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères et des Finances. Renvoi à la Commission des finances, et, pour avis, à la Commission des douanes [12 juillet] (A. t. I, p. 1401; J.O., p. 1179; I. n° 408). M. Paul Doumer dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption (13 juillet) (A. t. I, p. 1417; J.O., p. 1192; I. n° 413). Promulgation (J.O., 26 août, p. 7674).

CONVENTIONS POSTALES, TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES. — Voir Postes, Télégraphes, Téléphones, § II, 1 à 6.

CORAY (Finistère). — Voir Octrois, 48.

CORRUPTION ÉLECTORALE. — Voir Elections, § IV (C), 5.

CORSE (Régime douanier de la). — 1912. Projet de loi portant modification du régime douanier de la Corse et tendant à accorder une subvention annuelle à ce département, déposé à la Chambre le 11 juillet 1911; rapport de M. Pierrangéli, le 14 décembre 1911, et de M. Thierry le 4 mars 1912; adopté le 11 mars; déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances (29 mars) (A. t. I, p. 1015; J.O., p. 812; I. n° 156). M. J. Morel dépose l'avis de la Commission des douanes [14 juin] (A. t. I, p. 1210; J.O., p. 975; I. n° 193). M. Jeanneney dépose le rapport [21 juin] (A. t. I, p. 1254; J.O., p. 1014; I. n° 203).

Déclaration de l'urgence. Adoption au scrutin [2 juillet] (A. t. I, p. 1385; J. O., p. 1120). Promulgation (J.O., 9 juillet, p. 6041).

COSNE (Nièvre). — Voir Octrois, 49.

COTES (Défense des). — Voir Défense des côtes.

COTES-DU-NORD (département des). — Voir Chemins de fer, § III, 8, année 1912.

COUPES DE BOIS. — Voir Bois des communes et des établissements publics.

COUR D'ASSISES. — Voir Président de cours d'assises.

COUR DE CASSATION. — Voir Elections, § IV (C), 6.

COUR DES COMPTES. — 1912 : Projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses pour l'utilisation des locaux précédemment occupés par la Cour des comptes, déposé à la Chambre le 6 décembre; rapport de M. Bourély, le 20 décembre; adopté le 21 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 434). M. Saint-Germain dépose et lit le rapport (I. n° 438). Déclaration de l'urgence. Adoption [21 décembre] (A. t. II, p. 296, 334; J.O., p. 1588, 1591). Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 10738).

COURS D'APPEL ET TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE

I — 1914. Projet de loi fixant la composition des cours d'appel et des tribunaux de première instance (art. 67 disjoint du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914). (Voir budget de 1914.) M. Alexandre Bérard dépose le rapport [1^{er} juillet] (A. t. I, p. 1135; J.O., p. 963; I. n° 343). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [2 juillet] (A. t. I, p. 1141; J.O., p. 968); déposé à la Chambre le 2 juillet; rapport de M. Edouard Andrieu le 7 juillet; avis de la Commission des crédits de M. J.-B. Abel le 7 juillet; rapport supplémentaire de M. Pierre Laval, le 13 juillet; adoption le 14 juillet. Dépôt par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, du projet de loi modifié par la Chambre des Députés [15 juillet] (A. t. I, p. 1520; J.O., p. 1277; I. n° 423). M. Chastenet dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Maurice Sarraut, Bienvenu Martin, *Garde des Sceaux, Ministre de la Jus-*

tice. Adoption [15 juillet] (A. t. I, p. 1531 à 1533; J.O., p. 1287; I. n° 427). Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 6790).

2 — 1914. Projet de loi ayant pour objet d'assurer le fonctionnement des cours d'appel et des tribunaux de première instance pendant la durée de la guerre, déposé à la Chambre le 4 août; discussion immédiate; adopté le 4 août; déposé par M. le Ministre de la Justice. Renvoyé à la Commission des finances. M. Mougeot dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [4 août] (A. t. I, p. 1555; J.O., p. 1308; I. n° 4). Promulgation (J.O., 6 août, p. 7126).

COURS D'EAU (Interdiction des ponts sur les). — Voir Défense nationale.

CRAVANT (Indre-et-Loire). — Voir Communes et cantons, 20.

CRÉATION DE MINISTÈRES OU DE SOUS-SECRETARIATS D'ÉTAT. — **1912.** Proposition de loi, sous forme d'amendement au projet de loi, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1911, déposée par M. Louis Martin le 7 juillet 1911. Commission : 1^{er} bureau, M. Charles Dupuy; 2^e bureau, M. Louis Martin; 3^e bureau, M. Jénouvrier; 4^e bureau, M. Jeanneney; 5^e bureau, M. Cazeneuve; 6^e bureau, M. Raymond Leygue; 7^e bureau, M. Halgan; 8^e bureau, M. Vincent; 9^e bureau, M. Besnard (J.O., p. 5426; F. 65). Président, M. Halgan; Secrétaire, M. Jeanneney (J.O., p. 5482; F. 66).

CRÉATION D'UNE NOUVELLE RÉGION DE CORPS D'ARMÉE. — Voir Armée, § VI, 10.

CRÉDIT AU PETIT ET AU MOYEN COMMERCE (Organisation du). — **1914.** Projet de loi ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie, déposé à la Chambre le 5 novembre 1912; rapport de M. Landry, le 6 mars 1913; 2^e rapport collectif le 27 novembre; adopté le 19 mars; déposé par MM. les Ministres des Finances, du Travail et de la Prévoyance sociale et du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. Renvoi à la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Jean Codet relative à l'application du crédit mutuel aux ouvriers, fabricants et commerçants ainsi qu'aux sociétés coopératives [27 mars] (A. t. I, p. 641; J.O., p. 538; I. n° 193).

CRÉDIT AGRICOLE A LONG TERME. — **1912.** Projet de loi tendant à autoriser, en faveur du crédit agricole à long terme, des

prélèvements sur l'avance de 40 millions faite au Trésor par la Banque de France, déposé à la Chambre le 15 décembre 1911; rapport de M. Métin, le 21 juin 1912; adopté le 5 juillet; déposé par MM. les Ministres de l'Agriculture et des Finances [12 juillet] (A. t. I, p. 1614; J.O., p. 1310; I. n° 332). M. Develle dépose le rapport [8 novembre] (A. t. II, p. 39; J.O., p. 1345; I. n° 345). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Cazeneuve, Pams, *Ministre de l'Agriculture*. Clôture de la discussion générale. Adoption [15 novembre] (A. t. II, p. 64; J.O., p. 1365). Promulgation (J.O., 4 décembre, p. 10170).

CRÉDIT MARITIME MUTUEL (Organisation du). — 1913. Projet de loi relatif à l'organisation du crédit maritime mutuel, déposé à la Chambre le 12 décembre 1912; rapport de M. G. Le Bail, le 27 février 1913; adopté le 13 mars; déposé par MM. les Ministres de la Marine et des Finances [19 juin] (A. t. I, p. 1129; J.O., p. 931; I. n° 225). Commission : 1^{er} bureau, M. Cornet (Lucien); 2^e bureau, M. Codet (Jean); 3^e bureau, M. Mascle; 4^e bureau, M. Martin (Louis); 5^e bureau, M. Reynald; 6^e bureau, M. Perreau; 7^e bureau, M. Riotteau; 8^e bureau, M. Trystram; 9^e bureau, M. Genet (J.O., p. 5798; F. n° 63). Président, M. Riotteau; Secrétaire, M. Louis Martin; Rapporteur, M. Jean Codet (J.O., p. 6033; F. 64). M. Codet dépose le rapport [25 juillet] (A. t. I, p. 1406; J.O., p. 1160; I. n° 342). M. Chautemps dépose l'avis de la Commission des finances [1^{er} août] (A. t. I, p. 1593; J.O., p. 1306; I. n° 386). M. Mascle dépose un avis de la Commission de la marine [6 août] (A. t. I, p. 1640; J.O., p. 1316; I. n° 387). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Jean Codet, *rapporteur*; de Monzie, *Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine*. Articles premier à 26. Adoption. Article 27 : M. Henry Bérenger, le *Sous-Secrétaire d'Etat*. Adoption. Article 28. Adoption. Adoption du projet de loi [11 novembre] (A. t. II, p. 10; J.O., p. 1399). Promulgation (J.O., 6 décembre, p. 10514).

CRÉDITS ADDITIONNELS

I — 1912. Projet de loi portant annulation sur l'exercice 1911 d'un crédit extraordinaire, et ouverture sur l'exercice 1912 d'un crédit additionnel aux crédits provisoires, pour l'enlèvement du rocher de Tormery (Savoie), déposé à la Chambre le 22 janvier; rapport de M. Chautemps, le 8 février; adopté le 13 février; déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances [22 février] (A. t. I, p. 602; J.O., p. 487; I. n° 70). M. Bérard dépose le rapport [14 mars] (A. t. I, p. 764; J. O., p.

621; I. n° 102). Déclaration de l'urgence. Discussion. Adoption au scrutin [28 mars] (A. t. I, p. 965; J.O., p. 769). Promulgation (J.O., 3 avril, p. 3218).

2 — 1913. Projet de loi portant ouverture d'un crédit additionnel aux crédits provisoires de l'exercice 1913 pour la célébration, aux frais de l'Etat, des funérailles de M. Alfred Picard, vice-président du conseil d'Etat, déposé à la Chambre le 10 mars; rapport de M. H. Chéron, le 10 mars; adopté le 10 mars; déposé par MM. les Ministres des Finances et de la Justice (I. n° 68). M. Aimond, *rapporteur général*, dépose et lit le rapport. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate. Adoption du scrutin [13 mars] (A. t. I, p. 252; J.O., p. 208; I. n° 69). Promulgation (J.O., 14 mars, p. 2302).

3 — 1913. Projet de loi portant: 1° ouverture, sur l'exercice 1913, de crédits additionnels aux crédits provisoires; 2° annulation, sur l'exercice 1912, de crédits au titre du budget général, déposé à la Chambre le 17 mars; rapport de M. H. Chéron, le 18 mars; adopté le 25 mars; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères et des Finances; dépôt du rapport par M. Aimond, *rapporteur général*. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate [27 mars] (A. t. I, p. 379; J.O., p. 312, 316; I. n° 102, 112). Discussion du projet de loi: communication d'un décret désignant, en qualité de commissaire du Gouvernement, M. Maurice Bloch, *directeur général de la comptabilité publique*. Adoption des deux articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 mars] (A. t. I, p. 447; J.O., p. 372). Promulgation (J.O., 30 mars, p. 2830).

4 — 1913. Projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1913, de crédits additionnels aux crédits provisoires, déposé à la Chambre le 27 mars; rapport de M. Noulens du 27 mars; adopté le 27 mars; déposé par M. le Ministre des Finances. M. Aimond dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate [28 mars] (A. t. I, p. 452; J.O., p. 369, 376; I. n° 122 et 124). Discussion du projet de loi. Déclaration de l'urgence. Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 475; J.O., p. 396). Promulgation (J.O., 30 mars, p. 2830).

5 — 1913. Projet de loi concernant: 1° l'ouverture, sur l'exercice 1913, de crédits additionnels aux crédits provisoires; 2° l'annulation, sur l'exercice 1912, de crédits au titre du budget général, déposé à la Chambre le 14 mai; rapport de M. Noulens le 15 mai; adopté le 16 mai; déposé par M. le Ministre des Finances [16 mai] (A. t. I, p. 591; J.O., p. 491; I. n° 169). M. Aimond dépose le rapport [19 mai] (A. t. I, p. 594;

J.O., p. 493; I. n° 170). Communication d'un décret désignant en qualité de commissaire du Gouvernement M. Maurice Bloch, *directeur général de la comptabilité publique*. Adoption des articles 1^{er} et 2 et, au scrutin. de l'ensemble du projet de loi [22 mai] (A. t. I, p. 710; J.O., p. 588). Promulgation (J.O., 24 mai, p. 4414).

6 — 1913. Projet de loi relatif à la participation de l'administration des beaux-arts à l'exposition quadriennale et internationale des beaux-arts de Munich en 1913, déposé à la Chambre le 10 décembre 1912; rapport de M. Simyan, du 24 février 1913; adopté le 27 mars; déposé par MM. les Ministres de l'Instruction publique et des Finances [20 juin] (A. t. I, p. 1155; J.O., p. 953; I. n° 229). M. Couyba dépose le rapport [24 juin] (A. t. I, p. 1158; J.O., p. 956; I. n° 237). Discussion. Adoption [27 juin] (A. t. I, p. 1186; J.O., p. 979).

7 — 1913. Projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1913, de crédits additionnels aux crédits provisoires, déposé à la Chambre le 29 mai; rapport de M. Painlevé, le 23 juin; adopté le 23 juin; déposé par MM. les Ministres de la Marine et des Finances [24 juin] (A. t. I, p. 1158; J.O., p. 955; I. n° 231). M. Chautemps dépose le rapport [26 juin] (A. t. I, p. 1164; J.O., p. 961; I. n° 242). Discussion. Déclaration de l'urgence, communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption [27 juin] (A. t. I, p. 1196; J.O., p. 987). Promulgation (J.O., 5 juillet, p. 5782).

8 — 1913. Projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1913, de crédits additionnels aux crédits provisoires, en vue de la création au ministère de la Guerre d'une direction de l'aéronautique, déposé à la Chambre le 2 juin; rapport de M. Bénazet, le 18 juillet; adopté le 20 novembre; déposé par MM. les Ministres de la Guerre et des Finances [25 novembre] (A. t. II, p. 78; J.O., p. 1455; I. n° 430). Renvoi pour avis à la Commission de l'armée [11 décembre] (A. t. II, p. 140; J. O., p. 1507). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport au nom de la Commission des finances [12 décembre] (A. t. II, p. 144; J.O., p. 1511; I. n° 452). M. Emile Reymond dépose un avis au nom de la Commission de l'armée [26 décembre] (A. t. II, p. 277; J.O., p. 1622; I. n° 501). Discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption [29 décembre] (A. t. II, p. 353; J.O., p. 1684). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1914, p. 2).

9 — 1914. Projet de loi portant ouverture d'un crédit additionnel aux crédits provisoires de l'exercice 1914 pour la célébration aux frais

de l'Etat des funérailles du général Picquart, ancien ministre de la Guerre, déposé à la Chambre le 20 janvier; discussion immédiate; adopté le 20 janvier; déposé par MM. les Ministres des Finances et de la Guerre. M. Aimond dépose le rapport. Demande de discussion immédiate : M. Dominique Delahaye. Adoption. Discussion générale : MM. Dominique Delahaye, Gaston Doumergue, *président du Conseil, ministre des Affaires étrangères*. Adoption, au scrutin, du projet de loi. [20 janvier] (A. t. I, p. 21, 24 à 26; J.O., p. 20; I. n° 8 et 9). Promulgation (J.O., 24 janvier, p. 650).

IO — 1914. Projet de loi portant ouverture d'un crédit additionnel aux crédits provisoires de l'exercice 1914, pour la création d'emplois au tribunal de première instance de la Seine, en vue de l'application de la loi du 22 juillet 1912 sur les tribunaux pour enfants et adolescents et la liberté surveillée, déposé à la Chambre le 3 février; rapport de M. J.-B. Abel, le 13 février; adopté le 16 février; déposé par M. le Ministre des Finances et par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission des finances [17 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 167; I. n° 52). M. Ferdinand-Dreyfus dépose le rapport [19 février] (A. t. I, p. 231; J.O., p. 194; I. n° 61). Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Article unique : MM. Halgan, Ferdinand-Dreyfus, *rapporteur*; Bienvenu Martin, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption de l'article unique. Art. 2 (de la Chambre des Députés). Rejet au scrutin. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [20 février] (A. t. I, p. 234 et 235; J.O., p. 197).

II — 1914. Projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires pour l'exercice 1914, en vue de réduire la durée du travail dans les établissements industriels relevant du Ministère des Finances et du Ministère de la Guerre, déposé à la Chambre le 23 janvier; rapport de M. Albert Thomas, le 6 mars; adopté le 17 mars; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [26 mars] (A. t. I, p. 591; J.O., p. 496; I. n° 167). M. de Selves dépose le rapport [1^{er} juillet] (A. t. I, p. 1108; J.O., p. 942; I. n° 334). Discussion. Communication de deux décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Louis Martin, Brager de La Ville-Moysan, Dominique Delahaye, Flaissières, Noulens, *Ministre des Finances*; de Selves, *rapporteur*; René Viviani, *président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*. Adoption, au scrutin, du passage à la discussion des articles. Article 1^{er}. Amendement de M. Milliès-Lacroix : M. Milliès-Lacroix, le Ministre des Finances,

Peytral, *président de la Commission des finances*. Renvoi à la Commission. Suspension de la séance. Reprise de la séance. Sur l'article premier (nouvelle rédaction) : MM. de Selves, *rapporteur* ; Dominique Delahaye. Adoption. Articles 2 et 3. Adoption. Adoption, au scrutin, du projet de loi [8 juillet] (A. t. I, p. 1312 à 1330; J.O., p. 1109). Promulgation (J.O., p. 11 juillet, p. 6150).

12 — 1914. Projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères de crédits additionnels aux crédits provisoires applicables au Sous-Secrétariat d'Etat aux Affaires étrangères, déposé à la Chambre le 25 juin; rapport de M. Louis Marin le 2 juillet; adopté le 7 juillet; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères et des Finances. Renvoyé à la Commission des finances [7 juillet] (A. t. I, p. 1291; J.O., p. 1091; I. n° 369). M. Paul Doumer dépose le rapport [9 juillet] (A. t. I, p. 1127; I. n° 379). Discussion du projet de loi. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption au scrutin [12 juillet] (A. t. I, p. 1396; J.O., p. 1175). Promulgation (J.O., 16 juillet, p. 6338).

13 — 1914. Projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit additionnel aux crédits provisoires pour les dépenses de la Commission financière des affaires balkaniques, déposé à la Chambre le 26 juin; rapport de M. Louis Marin le 2 juillet; adopté le 8 juillet; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères et des Finances [7 juillet] (A. t. I, p. 1291; J.O., p. 1091; I. n° 368). M. Paul Doumer dépose et lit le rapport. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate. Adoption au scrutin [12 juillet] (A. t. I, p. 1397; J.O., p. 1176; I. n° 405). Promulgation (J.O., 16 juillet, p. 6338).

14 — 1914. Projet de loi concernant l'ouverture au Ministre des Finances de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1914, pour l'aménagement de nouveaux ateliers dans les bâtiments de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention, déposé à la Chambre le 25 juin; rapport de M. Paul Aubriot le 2 juillet; adopté le 7 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [7 juillet] (A. t. I, p. 1291; J.O., p. 1091; I. n° 363). M. Amic, dépose le rapport [9 juillet] (A. t. I, p. 1355; J.O., p. 1143; I. n° 387). Demande de discussion immédiate. Sur la demande de déclaration de l'extrême urgence : MM. Dominique Delahaye, Aimond, *rapporteur général de la Commission des finances*; Audiffred, Paul Strauss, Charles Riou. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption au scrutin [12 juillet] (A. t. I, p. 1399 à 1401; J.O., p. 1177). Promulgation (J.O., 14 juillet, p. 6285).

15 — 1914. Projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1914, d'un crédit additionnel aux crédits provisoires en vue de permettre le règlement des dépenses afférentes à l'expropriation de la forêt d'Eu, déposé à la Chambre le 25 juin; rapport de M. Adrien Dariac le 3 juillet; adopté le 7 juillet; déposé par MM. les Ministres des Finances et de l'Agriculture. Renvoi à la Commission des finances [7 juillet] (A. t. I, p. 1291; J.O., p. 1091; I. n° 362). M. Jules Develle dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 1310; J.O., p. 1107; I. n° 372). Discussion du projet de loi. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption au scrutin [12 juillet] (A. t. I, p. 1394 et 1395; J.O., p. 1174). Promulgation (J.O., 18 juillet, p. 6537).

16 — 1914. Projet de loi relatif à la participation de la France à l'Exposition universelle internationale de San-Francisco, déposé à la Chambre le 22 juin; rapport de M. Simyan le 30 juin; avis de la Commission du commerce et de l'industrie le 7 juillet; adopté le 8 juillet; déposé par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et M. le Ministre des Finances. Renvoyé à la Commission des finances [8 juillet] (A. t. I, p. 1330; J.O., p. 1123; I. n° 373). M. Lourties dépose le rapport [9 juillet] (A. t. I, p. 1355; J.O., p. 1143; I. n° 385). Discussion. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption au scrutin [12 juillet] (A. t. I, p. 1397; J.O., p. 1176). Promulgation (J.O., 15 juillet, p. 6321).

17 — 1914. Projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit additionnel aux crédits provisoires pour achat d'un hôtel diplomatique à Athènes, déposé à la Chambre le 26 juin; rapport de M. Louis Marin le 2 juillet; adopté le 8 juillet; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères et des Finances. Renvoyé à la Commission des finances [9 juillet] (A. t. I, p. 1355; J.O., p. 1143; I. n° 383). M. Paul Doumer dépose et lit le rapport. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate: M. Fortier et M. le Rapporteur sont entendus. Adoption au scrutin [12 juillet] (A. t. I, p. 1398; J.O., p. 1176; I. n° 406). Promulgation (J.O., 16 juillet, p. 6338).

18 — 1914. Projet de loi portant ouverture sur l'exercice 1914, de crédits additionnels aux crédits provisoires, déposé à la Chambre le 8 juillet; rapport de M. Justin Godart le 8 juillet; adopté le 10 juillet; déposé par MM. les Ministres de la Marine et des Finances. Renvoyé à la Commission des finances [10 juillet] (A. t. I, p. 1389; J.O., p. 1169; I. n° 393). M. Chautemps dépose le rapport [12 juillet] (A. t. I, p. 1406;

J.O., p. 1183; I. n° 410) et en donne lecture [13 juillet] (A. t. I, p. 1424; J.O., p. 1198). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption au scrutin [13 juillet] (A. t. I, p. 1425; J.O., p. 1198). Promulgation (J.O., 1^{er} août, p. 7022).

19 — 1914. Projet de loi portant ouverture, au Ministre des Affaires étrangères, d'un crédit additionnel aux crédits provisoires pour dépenses afférentes aux œuvres scolaires françaises à Tanger, déposé à la Chambre le 7 juillet; rapport de M. Louis Marin le 12 juillet; adopté le 13 juillet; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères et des Finances. Renvoyé à la Commission des finances [13 juillet] (A. t. I, p. 1425; J.O., p. 1198; I. n° 417). M. Paul Doumer dépose le rapport et en donne lecture. Déclaration d'extrême urgence. Discussion immédiate. Adoption du projet de loi [14 juillet] (A. t. I, p. 1470 et 1471; J.O., p. 1238; I. n° 421). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 6390).

CRÉDITS EXTRAORDINAIRES

- I. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES.**
- II. — AGRICULTURE.**
- III. — COLONIES.**
- IV. — COMMERCE ET INDUSTRIE.**
- V. — FINANCES.**
- VI. — GUERRE.**
- VII. — INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS.**
- VIII. — INTÉRIEUR.**
- IX. — JUSTICE.**

I — AFFAIRES ÉTRANGÈRES

1 — 1912. Projet de loi portant ouverture : 1° au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1912, d'un crédit extraordinaire pour frais d'une mission à Fez; 2° au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale de crédits supplémentaires applicables à l'exercice 1912, déposé à la Chambre le 22 février; rapport de M. Chéron le 27 février; adopté le 29 février; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 714; J.O., p. 580; I. n° 84). M. Stéphane Pichon dépose le rapport [14 mars] (A. t. I, p. 764; J.O., p. 621; I. n° 104). Adoption au scrutin [21 mars] (A. t. I, p. 825; J.O., p. 674). Promulgation (J.O., 24 mars, p. 2830).

2 — 1912. Projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1912, d'un crédit extraordinaire à l'occasion du voyage de S. M. la reine des Pays-Bas, déposé à la Chambre le 28 mai; rapport de M. Chéron le 28 mai; adopté le 28 mai; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères et des Finances (I. n° 176). M. Develle dépose et lit le rapport (I. n° 177). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption au scrutin [30 mai] (A. t. I., p. 1097; J.O., p. 880). Promulgation (J.O., 31 mai, p. 4873).

3 — 1912. Projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1912, d'un crédit extraordinaire à l'occasion des funérailles de S. M. le roi de Danemark, déposé à la Chambre le 24 mai; rapport de M. Chéron le 28 mai; adopté le 28 mai; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères et des Finances (I. n° 174). M. Develle dépose et lit le rapport (I. n° 175). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption au scrutin [30 mai] (A. t. I., p. 1096; J.O., p. 880). Promulgation (J.O., 31 mai, p. 4874).

4 — 1912. Projet de loi portant ouverture sur l'exercice 1912: 1° au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit extraordinaire pour frais d'arbitrage des affaires du *Carthage*, du *Manouba* et du *Tavignagno*, du traité de commerce franco-suisse de 1906 et de l'arbitrage relatif à l'île *Clipperton*; 2° au Ministre de l'Intérieur, d'un crédit extraordinaire destiné à faciliter la participation des sociétés sportives françaises aux jeux olympiques de Stockholm; 3° au Ministre des Affaires étrangères, d'un crédit supplémentaire pour frais de représentation du Ministre de France à Stockholm, déposé à la Chambre le 24 mai; rapport de M. Chéron le 18 juin; adopté le 25 juin; déposé par M. le Ministre des Finances [25 juin] (A. t. I., p. 1282; J.O., p. 1035; I. n° 217). M. Baudin dépose le rapport [27 juin] (A. t. I., p. 1325; J.O., p. 1071; I. n° 235). Discussion générale. Art. 1^{er}: MM. d'Estournelles de Constant, Klotz, *Ministre des Finances*. Adoption. Art. 2 et 3. Adoption. Scrutin sur l'ensemble. Adoption [2 juillet] (A. t. I., p. 1384; J.O., p. 1119). Promulgation (J.O., 4 juillet, p. 5882).

5 — 1912. Projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1912, d'un crédit extraordinaire à l'occasion du voyage de S. A. le bey de Tunis, déposé à la Chambre le 27 juin; rapport de M. Chéron le 1^{er} juillet; adopté le 8 juillet; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères et des Finances (I. n° 270). M. Stéphen Pichon dépose et lit le rapport (I. n° 274). Déclaration de l'urgence. Adoption au scrutin [9 juillet] (A. t. I., p. 1455; J.O., p. 1176, 1177). Promulgation (J.O., 13 juillet, p. 6198).

6 — 1912. Projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1912, d'un crédit extraordinaire de 111.500 fr. pour la reconstruction de l'ambassade de France à Tokio, déposé à la Chambre le 6 juin ; rapports de M. Chéron les 18 juin, 5 juillet et de M. Louis Marin, le 8 juillet ; adopté le 11 juillet ; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères et des Finances [11 juillet] (A. t. I, p. 1563 ; J.O., p. 1260 ; I. n° 311). M. Stéphen Pichon dépose et lit le rapport (I. n° 327). Déclaration de l'urgence. Discussion. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1610 ; J.O., p. 1305). Promulgation (J.O., 6 août, p. 7049).

7 — 1913. Projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit extraordinaire pour frais de la mission envoyée aux funérailles de S. A. R. le régent de Bavière, déposé à la Chambre le 21 décembre 1912 ; rapport de M. Chéron le 24 février 1913 ; adopté le 5 mars ; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères et des Finances [7 mars] (A. t. I, p. 242 ; J.O., p. 198 ; I. n° 63). M. Aimond dépose le rapport [13 mars] (A. t. I, p. 268 ; J.O., p. 221 ; I. n° 75). Discussion. Déclaration de l'extrême urgence. Adoption [15 mars] (A. t. I., p. 298 ; J.O., p. 243). Promulgation (J.O., 27 mars, p. 2705).

8 — 1913. Projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit extraordinaire à l'occasion du voyage de S. M. le roi d'Espagne, déposé à la Chambre le 6 mai ; rapport de M. Noulens le 6 mai ; adopté le 6 mai ; déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères. Dépôt et lecture du rapport par M. Doumer. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption au scrutin [6 mai] (A. t. I, p. 491 ; J.O., p. 407, 408 ; I. n° 158 et 161). Promulgation (J.O., 7 mai, p. 3942).

9 — 1913. Projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit extraordinaire à l'occasion des voyages du Président de la République en Angleterre et en Espagne, déposé à la Chambre le 27 mai ; rapport de M. Maurice Damour le 2 juin ; adopté le 5 juin ; déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères. M. Paul Doumer dépose le rapport [10 juin] (A. t. I, p. 1061 ; J.O., p. 869, 872 ; I. n° 203, 206). Adoption [17 juin] (A. t. I, p. 1093 ; J.O., p. 900). Promulgation (J.O., 17 juin, p. 5230).

10 — 1913. Projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit extraordinaire pour frais de réception d'une mission hellénique, déposé le 30 juin ; rapport de M. Maurice Damour le 4 juillet ; adopté le 8 juillet ; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères et des Finances [10 juillet] (A. t. I, p. 1333 ; J.O.,

p. 1097; I. n° 298). M. Doumer dépose le rapport [17 juillet] (A. t. I, p. 1338; J.O., p. 1101; I. n° 303). Adoption [22 juillet] (A. t. I, p. 1385; J.O., p. 1142). Promulgation (J.O., 1^{er} août, p. 6895).

11 — 1914. Projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit extraordinaire à l'occasion des voyages de S. M. le roi de Grande-Bretagne et d'Irlande et de S. M. le roi de Danemark, déposé à la Chambre le 13 mars; rapport de M. Louis Marin le 23 mars; adopté le 27 mars; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères et des Finances [27 mars] (A. t. I, p. 641; J.O., p. 538; I. n° 186). M. Paul Doumer dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 649; J.O., p. 546; I. n° 210). Adoption [2 avril] (A. t. I, p. 736; J.O., p. 622). Promulgation (J.O., 5 avril, p. 3158).

12 — 1914. Projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit extraordinaire à l'occasion des voyages du Président de la République en Russie, en Suède, en Danemark et en Norvège, déposé à la Chambre le 30 juin; rapport de M. Louis Marin le 2 juillet; adopté le 7 juillet; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères et des Finances [7 juillet] (A. t. I, p. 1291; J.O., p. 1091; I. n° 370). M. Paul Doumer dépose le rapport [9 juillet] (A. t. I, p. 1335; J.O., p. 1127; I. n° 378). Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate. Adoption [10 juillet] (A. t. I, p. 1389; J.O., p. 1170). Promulgation (J.O., 11 juillet, p. 6150).

13 — 1914. Projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit extraordinaire à titre de secours aux Français victimes des troubles du Mexique, déposé à la Chambre le 26 juin; rapport de M. Louis Marin le 2 juillet; adopté le 7 juillet; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères et des Finances. Renvoyé à la Commission des finances [7 juillet] (A. t. I, p. 1291; J.O., p. 1091; I. n° 367). M. Paul Doumer dépose le rapport [9 juillet] (A. t. I, p. 1336; J.O., p. 1127; I. n° 380). Discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption au scrutin [12 juillet] (A. t. I, p. 1396; J.O., p. 1175). Promulgation (J.O., 16 juillet, p. 6338).

II — AGRICULTURE

1 — 1913. Projet de loi tendant à ouvrir à M. le Ministre de l'Agriculture, sur l'exercice 1913, un crédit de 750.000 francs pour combattre l'invasion des campagnols, déposé à la Chambre le 10 novembre; rapport de M. Dariac le 18 décembre; adopté le 19 décembre; déposé par

MM. les Ministres de l'Agriculture et des Finances [19 décembre] (A. t. II, p. 208; J.O., p. 1565; I. n° 471). M. Develle dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Insertion au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [19 décembre] (A. t. II, p. 227; J.O., p. 1580; I. n° 472). Adoption [23 décembre] (A. t. II, p. 235; J.O., p. 1586). || 1914. Promulgation (J.O., 11 janvier, p. 314).

2 — 1914. Projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 8 millions pour venir en aide aux agriculteurs victimes des intempéries, déposé à la Chambre le 9 juillet 1913; rapport de M. Simyan le 2 février 1914; adopté le 9 février; déposé par MM. les Ministres de l'Agriculture et des Finances [25 février] (A. t. I, p. 254; J.O., p. 213; I. n° 65). M. J. Develle dépose le rapport [2 juillet] (A. t. I, p. 1142; J.O., p. 968; I. n° 350). Adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [7 juillet] (A. t. I, p. 1273; J.O., p. 1076). Promulgation (J.O., 19 août, p. 7499).

III — COLONIES

1 — 1912. Projet de loi portant ouverture au Ministre des Colonies. d'un crédit extraordinaire pour les opérations de délimitation de la frontière entre l'Afrique équatoriale française et le Cameroun, déterminée par l'accord franco-allemand du 4 novembre 1911, déposé à la Chambre le 4 juin; rapport de M. Thierry le 12 juin; adopté le 12 juin; déposé par MM. les Ministres des Colonies et des Finances [13 juin] (A. t. I, p. 1184; J.O., p. 955; I. n° 187). M. Gervais dépose le rapport [14 juin] (A. t. I, p. 1198; J.O., p. 965; I. n° 191). Discussion. Adoption au scrutin [18 juin] (A. t. I, p. 1213; J.O., 979). Promulgation (J.O., 25 juin, p. 5562).

IV — COMMERCE, INDUSTRIE, POSTES ET TÉLÉGRAPHES

1 — 1912. Projet de loi relatif à la participation de la France à l'exposition universelle et internationale de Gand en 1913, déposé à la Chambre le 12 juin; rapport de M. Brousse le 28 juin; adopté le 4 juillet; déposé par MM. les Ministres des Finances et du Commerce [4 juillet] (A. t. I, p. 1420; J.O., p. 1149; I. n° 256). M. Touron dépose le rapport [5 juillet] (A. t. I, p. 1441; J.O., p. 1165; I. n° 267). Discussion. Adoption [11 juillet] (A. t. I, p. 1553; J.O., p. 1251). Promulgation (J.O., p. 6214).

2 — 1914. Projet de loi portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, d'un crédit extra-

ordinaire de 30.000 francs en vue de la participation de la France à l'exposition internationale d'horticulture de Saint-Petersbourg en 1914, déposé à la Chambre le 24 mars; rapport de M. Adrien Dariac le 31 mars et avis de la Commission du commerce et de l'industrie de M. Roblin le 31 mars; adopté le 31 mars; déposé par MM. les Ministres de l'Agriculture, des Finances et du Commerce [2 avril] (A. t. I, p. 725; J.O., 612; I. n° 234). M. Lourties dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Demande de discussion immédiate. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [2 avril] (A. t. I, p. 749; J.O., p. 632; I. n° 256). Adoption [3 avril] (A. t. I, p. 803; J.O., p. 682). Promulgation (J.O., 5 mai, p. 4053).

3 — 1914. Projet de loi portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, d'un crédit extraordinaire de 100.000 francs pour le congrès international de 1914 des chambres de commerce, déposé à la Chambre le 31 mars; rapport de M. René Besnard le 1^{er} avril; adopté le 2 avril; déposé par MM. les Ministres du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes et des Finances. Renvoi à la Commission des finances [2 avril] (A. t. I, p. 747; J.O., p. 630; I. n° 249). M. Lourties dépose et lit le rapport. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate. Adoption, au scrutin [3 avril] (A. t. I, p. 804; J.O., p. 683; I. n° 278). Promulgation (J.O., 22 avril, p. 3710).

V — FINANCES

1 — 1913. Projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances d'un crédit extraordinaire de 7.000 francs pour le deuxième congrès international de la réglementation douanière, déposé à la Chambre le 6 novembre; rapport de M. Noulens le 17 novembre; adopté le 18 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [18 novembre] (A. t. II, p. 44; J.O., p. 1428; I. n° 419). M. Saint-Germain dépose le rapport et en donne lecture (I. n° 425). Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'extrême urgence. Adoption au scrutin [18 novembre] (A. t. II, p. 46; J.O., p. 1429). Promulgation (J.O., 19 novembre, p. 10085).

VI — GUERRE

1 — 1912. Proposition de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1912, d'un crédit extraordinaire pour la participation du Ministère de la Guerre à l'érection des monuments qui seront élevés en Russie à la mémoire des morts de la campagne de 1812,

déposé à la Chambre le 9 juillet; rapport de M. Clémentel, le 10 juillet; adoptée le 11 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre (I. n° 315). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [11 juillet] (A. t. I, p. 1564; J.O., p. 1269; I. n° 322). Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1605; J.O., p. 1303). Promulgation (J.O., 27 juillet, p. 6770).

VII — INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS

1 — 1912. Projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit extraordinaire de 30.000 fr. pour la célébration du bicentenaire de la naissance de Jean-Jacques Rousseau, déposé à la Chambre le 26 mars; rapport de M. Viviani, le 23 mai; adopté le 11 juin; déposé par MM. les Ministres de l'Instruction publique et des Finances [13 juin] (A. t. I, p. 1484; J.O., p. 955; I. n° 188). M. Lintilhac dépose le rapport [18 juin] (A. t. I, p. 1233; J.O., p. 995; I. n° 196). 1^{re} délibération : MM. de Las Cases, Flaisnières, de Lamarzelle, Eugène Lintilhac, *rapporteur*; Guist'hau, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*; Réveillaud. Clôture de la discussion générale. Adoption au scrutin [25 juin] (A. t. I, p. 1288; J.O., p. 1041). Promulgation (J.O., 27 juin, p. 5633).

2 — 1912. Projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit extraordinaire de 30.000 fr. à titre de subvention pour le congrès international d'éducation physique, déposé à la Chambre le 10 juillet; rapport de M. Chéron, le 3 décembre; adopté le 12 décembre; déposé par MM. les Ministres des Finances et de l'Instruction publique [21 décembre] (A. t. II, p. 337; J.O., p. 1593; I. n° 443). || 1913. M. Lintilhac dépose le rapport [6 février] (A. t. I, p. 56; J.O., p. 46; I. n° 12). Adoption au scrutin [13 février] (A. t. I, p. 99; J.O., p. 62). Promulgation (J.O., 25 février, p. 1834).

3 — 1913. Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1913, un crédit extraordinaire de 80.000 francs pour la transformation en bronze du plan de la Rome antique destiné à la Sorbonne, déposée le 26 mai; rapport de Simyan le 30 juin et avis de M. Fournol, au nom de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts, le 7 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre [17 juillet] (A. t. I, p. 1338; J.O., p. 1101; I. n° 304).

4 — 1914. Projet de loi relatif à l'allocation d'un crédit extraordinaire au théâtre national de l'Odéon, déposé à la Chambre le 2 février;

rapport de M. Simyan, le 12 février; adopté le 2 mars; déposé par MM. les Ministres de l'Instruction publique et des Finances. Renvoi à la Commission des finances [5 mars] (A. t. I, p. 362; J.O., p. 303; I. n° 87). M. Lintilhac dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 671; J.O., p. 564; I. n° 218). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Discussion générale : MM. Eugène Lintilhac, *rapporteur*; René Viviani, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*; Dominique Delahaye. Adoption au scrutin [2 avril] (A. t. I, p. 733 à 736; J.O., p. 619). Promulgation (J.O., 4 avril, p. 3139).

5 — 1914. Projet de loi portant ouverture d'un crédit de 25.000 fr. au budget des Beaux-Arts pour couvrir les dépenses d'érection et d'inauguration d'une statue de Victor Hugo, offerte par le Gouvernement de la République aux Etats de Guernesey; déposé à la Chambre le 30 mars; rapport de M. Simyan, le 2 avril; adopté le 2 avril; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [2 avril] (A. t. I, p. 747; J.O., p. 630; I. n° 252). M. Eugène Lintilhac dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [3 avril] (A. t. I, p. 801; J.O., p. 681; I. n° 276). Promulgation (J.O., 5 avril, p. 3158).

VIII — INTÉRIEUR

1 — 1912. Projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1912, d'un crédit extraordinaire de 30.000 francs pour les funérailles de M. Henri Brisson, ancien Président du Conseil, Président de la Chambre des Députés, déposé à la Chambre le 23 mai 1912; rapport de M. Chéron, le 28 mai; adopté le 28 mai; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères, de l'Intérieur et des Finances (I. n° 172). M. Bérard dépose et lit le rapport (I. n° 173). [Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption au scrutin [30 mai] (A. t. I, p. 1096; J.O., p. 879). Promulgation (J.O., 1^{er} juin, p. 4898).

IX — JUSTICE

1 — 1912. Projet de loi portant ouverture au Ministre de la Justice d'un crédit extraordinaire, au titre de l'exercice 1912, destiné à la création d'un office scientifique de criminologie, déposé à la Chambre le 20 juin; rapport de M. Roche, le 9 juillet; adopté le 11 juillet; déposé par MM. les Ministres de la Justice et des Finances [11 juillet] (A. t. I, p. 1563; J.O., p. 1260; I. n° 310).

CRÉDITS PROVISOIRES

1 — 1912. Projet de loi portant : 1^o ouverture, sur l'exercice 1912, des crédits provisoires applicables au mois de février 1912 ; 2^o autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 22 janvier ; rapport de M. Chéron le 23 janvier ; adopté le 26 janvier ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n^o 29). M. Gauthier dépose et lit le rapport (I. n^o 30). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Décret désignant M. Privat-Deschanel, *directeur général de la comptabilité publique*, en qualité de commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Riou, Klotz, *Ministre des Finances*. Clôture de la discussion générale. Adoption au scrutin [26 janvier] (A. t. I, p. 63 ; J.O., p. 53). Promulgation (J.O., 28 janvier, p. 966).

2 — 1912. Projet de loi portant : 1^o ouverture sur l'exercice 1913, des crédits provisoires applicables aux mois de janvier et de février 1913 ; 2^o autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 19 décembre ; rapport de M. Chéron le 19 décembre ; adopté le 21 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n^o 441). M. Baudin dépose et lit le rapport (I. n^o 444). Déclaration de l'urgence. Discussion : M. Poincaré, *Président du Conseil*, *Ministre des Affaires étrangères*. Adoption au scrutin [21 décembre] (A. t. II, p. 338 ; J.O., p. 1594). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 10772).

3 — 1913. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1^o ouverture, sur l'exercice 1913, des crédits provisoires applicables au mois de mars 1913 ; 2^o autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 21 février ; rapport de M. Henri Chéron le 24 février ; adopté le 25 février ; déposé par M. le Ministre des Finances [25 février] (A. t. I, p. 163 ; J.O., p. 134 ; I. n^o 36). Dépôt et lecture du rapport (I. n^o 375) par M. Aimond, *rapporteur général de la Commission des finances*. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [25 février] (A. t. I, p. 163 ; J.O., p. 134, 136). Promulgation (J.O., 27 février, p. 1886).

4 — 1913. Projet de loi portant ouverture d'un crédit provisoire de 220.000 francs pour travaux de bâtiments et aménagements mobiliers au palais de l'Élysée, déposé à la Chambre le 17 février ; rapport de M. H. Chéron le 24 février ; adopté le 5 mars ; déposé par MM. les Ministres de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et des Finances [6 mars] (A. t. I, p. 216 ; J.O., p. 177 ; I. n^o 52). M. Aimond dépose le

rapport [7 mars] (A. t. I, p. 242; J.O., p. 198; I. n° 62). Discussion. Déclaration de l'extrême urgence. Adoption au scrutin [14 mars] (A. t. I, p. 273; J.O., p. 223). Promulgation (J.O., 20 mars, p. 2482).

5 — 1913. Projet de loi portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1913, des crédits provisoires applicables aux mois d'avril et de mai 1913; 2° autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 13 mars; rapport de M. H. Chéron le 17 mars; adopté le 25 mars; déposé par M. le Ministre des Finances. Dépôt et lecture du rapport par M. Aimond. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Communication d'un décret designant en qualité de commissaire du Gouvernement M. Maurice Bloch, *directeur général de la Comptabilité publique*. Adoption au scrutin [27 mars] (A. t. I, p. 381; J.O., p. 312, 314; I. nos 104 et 110). Promulgation (J.O., 29 mars, p. 2762).

6 — 1913. Projet de loi portant : 1° ouverture sur l'exercice 1913 des crédits provisoires applicables au mois de juin 1913; 2° autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 29 mai; rapport de M. Noulens le 30 mai; adopté le 30 mai; déposé par M. le Ministre des Finances. M. Aimond dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Communication d'un décret designant un commissaire du Gouvernement. Articles 1^{er} à 5, adoption. Article 6 (de la Chambre des Députés) : M. Chéron, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. Disjonction. Articles 7 à 22. Adoption. Adoption au scrutin [30 mai] (A. t. I, p. 964; J.O., p. 790, 792; I. nos 189 et 190). Promulgation (J.O., 31 mai, p. 4646).

7 — 1913. Projet de loi portant : 1° ouverture sur l'exercice 1913 des crédits provisoires applicables au mois de juillet 1913; 2° autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 25 juin; rapport de M. Noulens, le 27 juin; adopté le 27 juin; déposé par M. le Ministre des Finances. M. Aimond dépose et lit le rapport. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Communication d'un décret designant un commissaire du Gouvernement. Adoption au scrutin [27 juin] (A. t. I, p. 1194; J.O., p. 978, 985; I. nos 254 et 259). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 5574).

8 — 1913. Projet de loi portant : 1° ouverture sur l'exercice 1914 des crédits provisoires applicables aux mois de janvier et de février 1914; 2° autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 19 décembre; rapport de M. Clémentel, le 23 décembre; adopté le 26 décembre; déposé par

M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [26 décembre] (A. t. II, p. 275; J.O., p. 1621; I. n° 498). M. Aimond dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [26 décembre] (A. t. II, p. 278; J.O., p. 1622; I. n° 502). Discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Alexandre Ribot, Joseph Caillaux, *ministre des Finances*. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [27 décembre] (A. t. II, p. 317; J.O., p. 1655). Discussion générale (suite) : MM. de Lamarzelle, Tournon, Cauvin, Caillaux, *Ministre des Finances*; Alexandre Ribot. Discussion des articles : Articles premier à 25. Adoption. Article 29. Amendement (disposition additionnelle) de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, le Ministre des Finances. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 29. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 décembre] (A. t. II, p. 332; J.O., p. 1667 et suiv.). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 11209).

9 — 1914. Projet de loi portant ouverture d'un crédit provisoire en vue du relèvement du prix moyen d'achat des animaux par le service des remontes, déposé à la Chambre le 15 janvier; rapport de M. Clémentel, le 16 janvier; adopté le 20 janvier; déposé par MM. les Ministres de la Guerre et des Finances. Renvoi à la Commission des finances [23 janvier] (A. t. I, p. 40; J.O., p. 34; I. n° 16).

10 — 1914. Projet de loi portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1914, des crédits provisoires applicables au mois de mars 1914; 2° autorisation de percevoir, pendant le même mois, les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 20 février; rapport de M. Clémentel, le 23 février; adopté le 24 février; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [25 février] (A. t. I, p. 254; J.O., p. 213; I. n° 63). M. Aimond dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Demande de discussion immédiate. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [25 février] (A. t. I, p. 254; J.O., p. 213; I. n° 67). Discussion. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption au scrutin [26 février] (A. t. I, p. 281 à 283; J.O., p. 236). Promulgation (J.O., 27 février, p. 1825).

11 — 1914. Projet de loi portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1914, des crédits provisoires applicables au mois d'avril 1914; 2° autorisation de percevoir, pendant le même mois, les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 24 mars; rapport de M. Clémentel le 26 mars;

adopté le 27 mars ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [27 mars] (A. t. I, p. 627 ; J.O., p. 527 ; I. n° 187). M. Aimond dépose le rapport et en donne lecture. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption au scrutin [30 mars] (A. t. I, p. 657 à 659 ; J.O., p. 553 ; I. n° 214). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 2946).

12 — 1914. Projet de loi portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1914, des crédits provisoires applicables aux mois de mai et de juin 1914 ; 2° autorisation de percevoir, pendant les mêmes mois, les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 1^{er} avril ; rapport de M. Clémentel, le 2 avril ; adopté le 3 avril ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [3 avril] (A. t. I, p. 761 ; J.O., p. 645 ; I. n° 266). M. Aimond dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Charles Riou, René Renoult, *ministre des Finances*. Adoption au scrutin [3 avril] (A. t. I, p. 788 à 793 ; J.O., p. 669 ; I. n° 270). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 3206).

13 — 1914. Projet de loi portant : 1° ouverture sur l'exercice 1914 des crédits provisoires applicables au mois de juillet 1914 ; 2° autorisation de percevoir, pendant le même mois, les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 22 juin ; rapport de M. Clémentel le 23 juin ; adopté le 26 juin ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances. M. Aimond dépose le rapport [26 juin] (A. t. I, p. 1051 ; J.O., p. 895 ; I. n° 320 et 323). Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption au scrutin [29 juin] (A. t. I, p. 1070 ; J.O., p. 910). Promulgation (J.O., 30 juin, p. 5670).

14 — 1914. Projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation, sur l'exercice 1914, de crédits provisoires au titre du budget général et du budget annexe des monnaies et médailles ; 2° l'ouverture, sur l'exercice 1914, de crédits gagés par des ressources spéciales, déposé à la Chambre le 7 juillet ; rapport de M. Clémentel le 10 juillet ; adopté le 11 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances [12 juillet] (A. t. I, p. 1394 ; J.O., p. 1174 ; I. n° 404). M. Aimond dépose et lit le rapport (I. n° 416). Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate prononcée. Communication d'un décret désignant des commissaires

du Gouvernement. Discussion générale: MM. Dominique Delahaye, Peytral, *président de la Commission des finances*; Aimond, *rapporteur général*. Discussion des articles. Article premier. État A. Ministère des finances: Chapitres 48, 70, 71, 74, 82, 90, 100, 104 et 121. Adoption. Ministère de l'Intérieur: Chapitre 38. Adoption. Ministère des Affaires étrangères: Chapitres 20, 29 et 30. Adoption. Ministère de la Guerre: Chapitres 56, 65, 145 bis et 150 bis. Adoption. Ministère de la Marine: Chapitres 1, 2, 5, 23, 28 et 54. Adoption. Marine marchande: Chapitres 1 et 23. Adoption. Ministère du Commerce et de l'Industrie: Chapitres 43 bis et 43 noniès. Adoption. Postes et Télégraphes: Chapitres 12 et 14. Adoption. Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale: Chapitre 28. Adoption. Ministère de l'Agriculture: Chapitres 91 et 95. Adoption. Ministère des Travaux publics: Chapitres premier, 29, 31, 33 et 90. Adoption. Adoption de l'état A et de l'article premier. Articles 2 à 8. Adoption. Sur l'ensemble: MM. Halgan, le Rapporteur général, Dominique Delahaye. Adoption au scrutin [13 juillet] (A. t. I, p. 1419 à 1424; J.O., p. 1194). Promulgation (J.O., 16 juillet, p. 6338).

15 — 1914. Projet de loi portant: 1^o ouverture sur l'exercice 1915, des crédits provisoires applicables au premier semestre de 1915; 2^o autorisant de percevoir, pendant la même période, les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 22 décembre; rapport de M. Albert Métin le 22 décembre; adopté le 23 décembre; déposé par M. Ribot, *Ministre des Finances*. Renvoyé à la Commission des finances [23 décembre] (A. t. I, p. 1567; J.O., p. 1321; I. n^o 477). M. Aimond dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [23 décembre] (A. t. I, p. 1567; J.O., p. 1322; I. n^o 480). Promulgation (J.O., 28 décembre, p. 9464).

CRÉDITS SPÉCIAUX

1 — 1912. Projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, déposé à la Chambre le 28 mars; rapport de M. Chéron, le 5 juillet; adopté le 8 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n^o 279). M. Baudin dépose le rapport [9 juillet] (A. t. I, p. 1458, 1469; J.O., p. 1179 à 1188; I. n^o 282). Discussion: MM. Baudin, *rapporteur général*, Le Cour Grandmaison, Bienvenu Martin, *président de la Commission des finances*. Discussion immédiate. Adoption au scrutin [12 juillet] (A. t. I, p. 1597; J.O., p. 1296). Promulgation (J.O., 14 juillet, p. 6250).

2 — 1912. Projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, déposé à la Chambre le 28 mars; rapport de M. Chéron, les 5 juillet et 19 décembre; adopté le 21 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 425). M. Baudin dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Adoption au scrutin. [21 décembre] (A. t. II, p. 307, 310; J. O., p. 1567, 1569; I. n° 427). Promulgation (J. O., 23 décembre, p. 10739).

3 — 1913. Projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, déposé à la Chambre le 28 mars 1912; rapports de M. H. Chéron les 5 juillet, 19 décembre 1912, 24 février 1913; adopté le 5 mars; déposé par M. le Ministre des Finances [6 mars] (A. t. I, p. 216; J. O., p. 177; I. n° 51). M. Aimond dépose le rapport [7 mars] (A. t. I, p. 242; J. O., p. 198; I. n° 61). Discussion. Déclaration de l'extrême urgence. Adoption au scrutin [14 mars] (A. t. I, p. 273; J. O., p. 223). Promulgation (J. O., 16 mars, p. 2354).

4 — 1913. Projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, déposé à la Chambre le 12 juin; rapport de M. Noulens le 8 décembre; adopté le 22 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [23 décembre] (A. t. II, p. 232; J. O., p. 1584; I. n° 473). M. Aimond dépose le rapport [23 décembre] (A. t. II, p. 232; J. O., p. 1584; I. n° 475). Déclaration de l'urgence [26 décembre] (A. t. II, p. 275; J. O., p. 1620). Discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion des articles. Article 1^{er} (état A). Adoption. Article 2 (état B). Adoption. Article 3 à 10. Adoption. Adoption au scrutin [29 décembre] (A. t. II, p. 354; J. O., p. 1685). Promulgation (J. O., 30 décembre, p. 11231).

5 — 1913. Projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1913, pour une nouvelle répartition des sous-secrétariats d'Etat, déposé le 18 décembre; rapport de M. Clémentel le 24 décembre; adopté le 26 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [26 décembre] (A. t. II, p. 275; J. O., p. 1621; I. n° 505). || **1914.** M. Aimond dépose le rapport [22 janvier] (A. t. I, p. 29; J. O., p. 25; (I. n° 12). Adoption au scrutin [30 janvier] (A. t. I, p. 29; J. O., p. 67). Promulgation (J. O., 17 février, p. 1497).

6 — 1914. Projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit spécial pour la délégation française à la Commission internationale de délimitation de l'Albanie septentrionale, déposé à la Chambre le 10 juillet; rapport de M. Louis Marin le 10 juillet; adopté le 11 juillet; déposé par MM. les Ministres des Affaires

étrangères et des Finances. Renvoyé à la Commission des Finances [12 juillet] (A. t. I, p. 1401; J.O., p. 1179; I. n° 407). M. Paul Doumer dépose et lit le rapport. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption au scrutin [13 juillet] (A. t. I, p. 1417 et 1418; J.O., p. 1192; I. n° 414). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 6390).

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES

- I. — PROJETS COLLECTIFS.
- II. — AGRICULTURE.
- III. — COMMERCE, INDUSTRIE, POSTES ET TÉLÉGRAPHES.
- IV. — FINANCES.
- V. — GUERRE.
- VI. — INTÉRIEUR.
- VII. — TRAVAUX PUBLICS (Chemins de fer de l'Etat).

I — PROJETS COLLECTIFS

1 — 1912. Projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1911, de crédits supplémentaires concernant les opérations militaires au Maroc, déposé à la Chambre le 30 janvier; rapport de M. Chéron, le 8 mars; adopté le 19 mars; déposé par M. le Ministre des Finances [19 mars] (A. t. I, p. 811; J.O., p. 662; I. n° 111). M. Gauthier dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 890; J.O., p. 729; I. n° 135). Discussion générale : MM. Chastenot, Saint-Germain, Besnard, *Sous-Secrétaire d'Etat des finances*. Clôture de la discussion générale. Article unique. Réservé. Etat annexe. Ministère de la Guerre. Chapitres 20, 23, 26, 27, 28, 31, 34, 35, 37, 39, 43, 44, 49, 54, 55, 56, 59, 60, 61, 62. Adoption. Chapitre 63 : MM. Charles Riou, Millerand, *Ministre de la Guerre*. Adoption. Chapitres 64, 65 bis, 71, 72, 73, 77, 78, 80, 81, 82, 83, 91. Adoption. Ministère de la Marine : Chapitres 19, 22, 49. Adoption. Adoption, au scrutin, du projet [29 mars] (A. t. I, p. 1016; J.O., p. 813). Promulgation (J.O., 30 mars, p. 3054).

2 — 1912. Projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1911 au titre du budget général; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1912 au titre du budget général; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits sur les exercices 1911 et 1912 au titre des budgets annexes; 4° l'ouverture de crédits au titre du compte spécial créé par la loi du 17 février 1898, déposé à la Chambre le 4 mars; rapport de M. Chéron, le 18 mars; adopté le 19 mars; déposé

par M. le Ministre des Finances [19 mars] (A. t. I, p. 811; J.O., p. 662; I. n° 112). M. Gauthier dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 890; J.O., p. 729; I. n° 136). Discussion : MM. Dominique Delahaye, Besnard, *Sous-Secrétaire d'Etat des finances*; Halgan, Jeanneney, Milliès-Lacroix. Adoption au scrutin [29 mars] (A. t. I, p. 1016; J.O., p. 815). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 3090).

3 — 1912. Projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1911 au titre du budget général ; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1911 au titre des budgets annexes, déposé à la Chambre le 6 juin ; rapport de M. Chéron, le 18 juin ; adopté le 25 juin ; déposé par M. le Ministre des Finances [25 juin] (A. t. I, p. 1282 ; J.O., p. 1035 ; I. n° 218). M. Baudin dépose le rapport *Déclaration de l'urgence* [27 juin] (A. t. I, p. 1325 ; J.O., p. 1070 ; I. n° 232). Discussion : Article premier. Etat A. Ministère des Finances : 4^e partie. Chapitre 99. Ministère de la Justice : 3^e partie. Chapitres 15 et 16. Ministère de l'Intérieur : 3^e partie. Chapitres 34, 36, 42 et 43. Ministère de la Guerre : 1^{re} section. 3^e partie. Chapitre 23. 2^e section. 3^e partie. Chapitre 77. Ministère de l'Agriculture. 3^e partie. Chapitre 36. Adoption de l'état A et de l'article premier. Article 2. Etat B. Ministère des Finances : 3^e partie. Chapitre 44. 4^e partie. Chapitre 60. Ministère de l'Intérieur : 3^e partie. Chapitres 4 et 50 *bis*. Ministère de la Guerre : 1^{re} section. 3^e partie. Chapitres 43 et 49 *bis*. Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts : 1^{re} section (instruction publique). 3^e partie. Chapitres 119 *ter* et 120 *ter*. Ministère du Commerce et de l'Industrie : 3^e partie. Chapitre 31. Ministère des Colonies : 3^e partie. Titre premier. Chapitre 35 *bis*. Ministère de l'Agriculture : 4^e partie. Chapitre 71. Adoption de l'état B et de l'article 2. Articles 3 à 6. Adoption. Imprimerie nationale : Article 7. Adoption. Caisse des invalides de la marine : Article 8. Adoption. Réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest : Articles 9 et 10. Adoption. Scrutin sur l'ensemble. Adoption [28 juin] (A. t. I, p. 1364 ; J.O., p. 1102). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 5697).

4 — 1912. Projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1911 à l'exercice 1912 (art. 71 de la loi de finances du 27 février 1912), déposé à la Chambre le 31 mai ; rapport de M. Chéron, le 21 juin ; adopté le 25 juin ; déposé par M. le Ministre des Finances [25 juin] (A. t. I, p. 1282 ; J.O., p. 1035 ; I. n° 219). *Déclaration de l'urgence*. M. Baudin dépose le rapport [27 juin] (A. t. I, p. 1325 ; J.O., p. 1070 ; I. n° 234). Discussion : décret désignant M. Privat-Deschanel, *directeur général de la comptabilité publique*, en qualité de commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Pierre Baudin, *rapporteur*

général; Klotz, *Ministre des Finances*. Clôture de la discussion générale. Budget général. Exercice 1911. Article premier. Etat A. Ministère des Finances : 4^e partie. Chapitres 108, 109, 110, 112, 113. Ministère des Affaires étrangères : 3^e partie. Chapitres 19 et 19 *bis*. Ministère de l'Intérieur et des cultes : 3^e partie. Chapitre 46. Ministère de la Guerre : 3^e section. 3^e partie. Chapitres 92, 94, 95, 96, 98, 100, 101, 102, 104, 105. Ministère de la Marine : 3^e partie. Titre premier. Chapitres 16, 27. Titre III. Chapitres 46, 47, 49, 50, 51, 54, 55, 56. Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale : 3^e partie. Chapitre 37. Ministère des Colonies : 3^e partie. Chapitres 53 et 55. Ministère des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes. 1^{re} section (travaux publics). 3^e partie. Chapitre 75. 2^e section (postes et télégraphes). Chapitres 16, 17, 21, 22, 23, 24, 26, 27, 43 bis. Adoption de l'état A et de l'article premier. Exercice 1912. Article 2. Etat B. Ministère des Finances : 4^e partie. Chapitres 116, 117, 118, 120, 121. Ministère des Affaires étrangères : 3^e partie. Chapitre 20 bis. Ministère de l'Intérieur : 3^e partie. Chapitre 51. Ministère de la Guerre : 3^e section. 3^e partie. Chapitres 94, 96, 97, 98, 100, 102, 103, 104, 106 et 107. Ministère de la Marine : 3^e partie. Services généraux des Ministères. Titre premier. Chapitres 16 et 27. Titre III. Chapitres 47, 48, 50, 51, 52, 55, 56 et 57. Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. 3^e partie. Chapitre 4. Ministère des Colonies : 3^e partie. Chapitres 62 et 64. Ministère des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes : 2^e section (travaux publics). 3^e partie. Chapitre 98. 2^e section (postes et télégraphes). 4^e partie. Chapitres 17, 18, 22, 23, 27 et 30. Adoption de l'état B et de l'article 2. Titre II. Budgets annexes. Monnaies et Médailles. Exercice 1911. Article 3. Adoption. Caisse nationale d'épargne. Exercice 1911. Article 4 (chap. 3 et 4). Article 5. Exercice 1912. Article 6 (chap. 4 et 5). Article 7. Adoption. Scrutin sur l'ensemble. Adoption [28 juin] (A. t. I, p. 1363; J.O., p. 1099). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 5694).

5 — 1912. Projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1911, de crédits supplémentaires concernant les opérations militaires au Maroc, déposé à la Chambre le 6 juin : rapport de M. Chéron, le 18 juin ; adopté le 25 juin ; déposé par M. le Ministre des Finances [25 juin] (A. t. I, p. 1282; J.O., p. 1035; I. n° 220). M. Baudin dépose le rapport Déclaration de l'urgence [27 juin] (A. t. I, p. 1325; J.O., p. 1070; I. n° 233). Discussion. Adoption au scrutin [28 juin] (A. t. I, p. 1365; J.O., p. 1103). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 5700).

6 — 1912. Projet de loi concernant : 1^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1912 au titre du budget général ; 2^o l'ouverture

et l'annulation de crédits sur l'exercice 1912 au titre des budgets annexes ; 3° la régularisation d'un décret au titre du budget annexe des monnaies et médailles, déposé à la Chambre les 4 et 6 juin 1912 ; rapports de M. Chéron les 18 juin et 5 juillet ; adopté le 8 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 278). M. Baudin dépose un 1^{er} rapport [9 juillet] (A. t. I, p. 1456 ; J.O., p. 1179, 1188 ; I. n° 283). Discussion : Article premier. Etat A. Adoption des chapitres relatifs au Ministère des Finances. Ministère de la Justice. Chapitres premier et 12^e. Adoption. Chapitre 14 : MM. Klotz, *Ministre des Finances* ; Bienvenu Martin, *président de la Commission des finances* ; le Président. Adoption du chapitre 14 modifié. Adoption des chapitres 16, 18, 19, 24, 25. Ministère des Affaires étrangères. Chapitre premier : MM. le président de la Commission des finances, le Président. Adoption. Adoption des chapitres 16, 17, 19, 20, 24, 28 et 29. Ministère de l'Intérieur. Adoption des chapitres 6, 23 et 55. Chapitre 55 bis. Adoption du chapitre modifié. Chapitre 57. Adoption. Ministère de la Guerre. Adoption des chapitres 13, 14, 15, 16, 26, 30, 33, 36, 41, 42, 43, 45 et 50 bis. Adoption des chapitres 55 et 56 modifiés. Adoption des chapitres 58, 59, 60, 61, 62, 66, 74, 75, 81, 85, 93, 94 et 102. Adoption des chapitres relatifs au Ministère de la Marine, au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au Ministère du Commerce et de l'Industrie. Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Chapitre premier : MM. le Ministre des Finances, Baudin, *rapporteur général de la Commission des finances* ; Hervey, Brager de La Ville-Moysan, le Président de la Commission des finances. Adoption du chapitre premier modifié. Chapitre 4. Adoption. Adoption du chapitre 5 modifié, des chapitres 7, 29 et 31. Ministère des Colonies. Adoption des chapitres 2 et 3. Chapitre 42 bis : MM. Le Cour Grandmaison, le Rapporteur général, Milliès-Lacroix, le Président de la Commission des finances. Adoption. Chapitre 59. Adoption. Adoption des chapitres relatifs au Ministère de l'Agriculture. Ministère des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes. Travaux publics. Adoption des chapitres 6, 9, 14, 22, 23, 27, 29, 31, 34, 38, 49, 95 et 97 bis. Postes et Télégraphes. Adoption des chapitres 12 et 18. Chapitre 23 : MM. le Président de la Commission des finances, le Président. Adoption. Chapitres 25, 26, 31 et 33. Adoption. M. Fortier, le Ministre des Finances, le Président. Adoption de l'article premier. Article 2. Adoption. Article 3. Réservé. Articles 4 et 5. Adoption. Article 6. Etat B. Adoption des chapitres relatifs aux Ministères des Finances, des Affaires étrangères, de l'Intérieur, de la Guerre, de la Marine, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, du Travail et de la Prévoyance sociale, des Colonies, de l'Agriculture, des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes. Adoption de l'article 6. Adoption des articles 7, 8, 9. Article 10. Adop-

tion successive des chapitres relatifs à l'Imprimerie nationale. MM. Le Cour Grandmaison, le Ministre des Finances. Adoption. Article 11. Adoption successive des chapitres relatifs à la Légion d'honneur et de l'ensemble de l'article. Article 12. Adoption successive des chapitres relatifs aux poudres et salpêtres. Articles 13 et 14. Adoption. Article 3 réservé : MM. le Rapporteur général, le Président, Milliès-Lacroix, le Ministre des Finances. Adoption de l'article 3. Vote sur l'ensemble : MM. Paul Strauss, le Rapporteur général. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [12 juillet] (A. t. I, p. 1588; J.O., p. 1289). Promulgation (J.O., 14 juillet, p. 6254). || M. Baudin dépose un 2^e rapport [21 novembre] (A. t. II, p. 79; J.O., p. 1379; I. n^o 355). Discussion. Décret désignant M. Maurice Bloch, *directeur général de la comptabilité publique*, en qualité de commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Charles Riou, Klotz, *Ministre des Finances*. Clôture de la discussion générale. Discussion des articles. Article premier. Etat A. Ministère des Finances. Chapitres 59, 60, 61. Adoption. Ministère de la Guerre. Chapitre 23. Adoption. Chapitre 47. Rejet. Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Instruction publique. Chapitre 22. Adoption. Beaux-Arts. Chapitres 85, 101. Adoption. Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Chapitre 2. Adoption du chiffre de la Commission. Chapitres 49 et 49 bis. Rejet. Ministère de l'Agriculture. Chapitre premier. Rejet. Chapitre 2 : MM. le Ministre des Finances, Pierre Baudin, *rapporteur général*. Adoption du chapitre 2 avec le chiffre de la Chambre des députés. Chapitre 3. Rejet. Chapitre 4. Rejet. Chapitre 8. Rejet. Chapitre 9. Rejet. Ministère des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes. Chapitre 17. Rejet. Chapitre 25. Adoption. Adoption de l'article premier. Article 2. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [26 novembre] (A. t. II, p. 110; J.O., p. 1405). Promulgation (J.O., 28 novembre, p. 1002) || M. Baudin dépose un 3^e rapport [13 décembre] (A. t. II, p. 237; J.O., p. 1508; I. n^o 384). Adoption, au scrutin. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [20 décembre] (A. t. II, p. 288; J.O., p. 1542). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 10794).

7 — 1912. Projet de loi concernant : 1^o la régularisation de décrets au titre du budget général de l'exercice 1912; 2^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1912 au titre du budget général; 3^o la régularisation d'un décret au titre du budget annexe des Monnaies et Médailles; 4^o l'ouverture de crédits au titre du compte spécial créé par la loi du 17 février 1898, déposé à la Chambre le 8 novembre; rapport de M. Chéron le 29 novembre; adopté le 5 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [5 décembre] (A. t. II, p. 172; J.O., p. 1454; n^o 374). M. Baudin dépose le rapport [13 décembre] (A. t. II, p. 237 ;

J.O. p. 1508; I. n° 385). Discussion générale : MM. Charles Riou, Baudin, *rapporteur général*; René Besnard, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances*. Discussion des articles. Adoption de l'article premier. Article 2. Etat A. Ministère des Finances. Chapitre 93 : M. Halgan. Adoption sans observation des autres chapitres de l'état A (Ministères de la Justice, des Affaires étrangères, de l'Intérieur, de la Guerre, de la Marine, du Commerce et de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, des Colonies, de l'Agriculture, des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes). Adoption de l'article 2. Adoption des articles 3 (état B) à 13. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet [21 décembre] (A. t. II, p. 296; J.O., p. 1558). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 10795).

8 — 1912. Projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1912 au titre du budget général; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1912 au titre des budgets annexes, déposé à la Chambre le 8 novembre; rapports de M. Chéron les 29 novembre et 19 décembre; adopté le 21 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 426). M. Baudin dépose et lit un 1^{er} rapport. Déclaration de l'extrême urgence. Adoption [21 décembre] (A. t. I, p. 344; J.O., p. 1598, I. n° 447). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 10792).
 || 1913. M. Aimond dépose un second rapport sur le même projet de loi [7 mars] (A. t. I, p. 242; J.O., p. 198; I. n° 60). Discussion. Article premier. Etat A. Adoption de l'article premier, de l'article 2, et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [14 mars] (A. t. I, p. 272; J.O., p. 223). Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits, sur l'exercice 1912, au titre du budget général, déposé à la Chambre le 14 mars; rapport de M. Chéron le 18 mars; adopté le 25 mars; déposé par M. le Ministre des Finances. Dépôt du rapport par M. Aimond, *rapporteur général*. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Article premier. Etat A. Adoption. Article 2. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [27 mars] (A. t. I, p. 379; J.O., p. 312; I. n° 101). Promulgation (J.O., 29 mars, p. 2788).

9 — 1913. Projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits, sur l'exercice 1912, au titre du budget général; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits, sur l'exercice 1912, au titre des budgets annexes; 3° l'ouverture de crédits au titre du compte spécial créé par la loi du 17 février 1898, déposé à la Chambre le 4 mars; rapport de M. Chéron le 17 mars; adopté le 25 mars, déposé par M. le Ministre

des Finances. M. Aimond dépose le rapport. Urgence déclarée [27 mars] (A. t. I, p. 379; J.O., p. 312, 316; I. nos 105 et 113). Discussion. Communication d'un décret désignant en qualité de commissaire du Gouvernement M. Maurice Bloch, *directeur général de la comptabilité publique*. Discussion des articles. Article premier. Etat A : MM. Fortier, Aimond, *rapporteur général*; Dominique Delahaye. Adoption. Article 2. Etat B. Adoption. Article 3 à 16. Adoption. Adoption au scrutin [28 mars] (A. t. I, p. 448; J.O., p. 372). Promulgation (J.O., 29 mars, p. 2782).

10 — 1913. Projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1912, de crédits supplémentaires concernant les opérations militaires au Maroc, déposé à la Chambre le 4 mars; rapport de M. Chéron le 18 mars; adopté le 25 mars; déposé par M. le Ministre des Finances. M. Aimond dépose le rapport [27 mars] (A. t. I, p. 383; J.O., p. 312, 316; I. nos 103 et 114). Discussion. Communication d'un décret désignant en qualité de commissaire du Gouvernement M. Maurice Bloch, *directeur général de la comptabilité publique*. Discussion générale: MM. Aimond, *rapporteur général*; Charles Dumont, *Ministre des Finances*; Bienvenu Martin, *président de la Commission*; Gaudin de Villaine, Etienne, *Ministre de la Guerre*; de Lamarzelle, Dominique Delahaye. Clôture de la discussion générale. Article unique : MM. Charles Riou, le Ministre des Finances. Adoption au scrutin [28 mars] (A. t. I, p. 453; J.O., p. 377). Promulgation (J.O., 29 mars, p. 2787).

11 — 1913. Projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1912 à l'exercice 1913 (art. 71 de la loi de finances du 27 février 1912), déposé à la Chambre le 12 juin; rapport de M. Noulens le 20 juin; adopté le 27 juin; déposé par M. le Ministre des Finances [27 juin] (A. t. I, p. 1185; J.O., p. 978; I. n° 256). M. Aimond dépose le rapport [27 juin] (A. t. I, p. 1197; J.O., p. 985; I. n° 257). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Adoption successive des articles (état A et état B), et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [27 juin] (A. t. I, p. 1197; J.O., p. 988). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 5597).

12 — 1913. Projet de loi concernant : 1° l'ouverture de crédits sur l'exercice 1912 au titre du budget général; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1912 au titre des budgets annexes, déposé à la Chambre le 12 juin; rapport de M. Noulens, le 20 juin; adopté le 27 juin; déposé par M. le Ministre des Finances. M. Aimond dépose le rapport; communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Demande de discussion immédiate. Déclaration de

l'urgence. Discussion générale : MM. Riou, Dumont, *Ministre des Finances*. Adoption successive des articles (état A et état B) et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [27 juin] (A. t. I, p. 1219; J.O., p. 978 à 1005; I. n^{os} 255 et 258). Promulgation (J.O., 27 juin, p. 5594).

13 — 1913. Projet de loi concernant : 1^o la régularisation de décrets au titre du budget général de l'exercice 1913; 2^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1913 au titre du budget général; 3^o la régularisation de décrets au titre des budgets annexés; 4^o l'ouverture de crédits sur l'exercice 1913 au titre des budgets annexes, déposé à la Chambre les 30 juillet et 18 novembre; rapport de M. Noulens le 8 décembre; adopté le 22 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [23 décembre] (A. t. II, p. 232; J.O., p. 1584; I. n^o 474). M. Aimond dépose le rapport [23 décembre] (A. t. II, p. 232; J.O.; p. 1584; I. n^o 476). Déclaration de l'urgence. Inscription à l'ordre du jour de la séance du 27 décembre [26 décembre] (A. t. II, p. 275; J.O., p. 1620). Discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: MM. Charles Riou, Joseph Caillaux, *Ministre des Finances*; Dominique Delahaye et Hervev. Discussion des articles. Article premier. Adoption. Article 2: état A. Adoption, sans discussion, des chapitres du Ministère des Finances, du Ministère de la Justice, du Ministère des Affaires étrangères, du Ministère de l'Intérieur, du Ministère de la Guerre. Ministère de la Marine : chapitres 13, 16 et 22. Adoption. Chapitre 27 : MM. Pierre Baudin, Ernest Monis. *Ministre de la Marine*. Adoption. Chapitre 47 de la Chambre des Députés : MM. le Ministre de la Marine, Aimond, *rapporteur général de la Commission des finances*; Peytral, *président de la Commission des Finances*. Adoption. Chapitre 52. Adoption. Adoption, sans discussion, des chapitres du Sous-Secrétariat de la Marine marchande, du Ministère de l'Instruction publique, du Sous-Secrétariat des Beaux-Arts, du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, du Ministère des Colonies, du Ministère de l'Agriculture et du Ministère des Travaux publics. Adoption de l'état A et de l'ensemble de l'article 2. Article 3. Adoption. Article 4 (Etat B). Adoption. Articles 5 à 17. Adoption. Article 18 de la Chambre des Députés : M. le Rapporteur général. Disjonction. Articles 18 à 22. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [27 décembre] (A. t. II, p. 297; J.O. p. 1639). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 11201).

14 — 1913. Projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1913 en vue de l'amélioration de la situation maté-

rielle des officiers des armées de terre et de mer, ainsi que des militaires de la gendarmerie et instituant, en faveur des mêmes personnels, des indemnités pour charges de famille, déposé à la Chambre le 1^{er} juillet; rapport de M. Bénazet le 30 juillet; avis de la Commission de la marine par M. J.-B. Abel le 6 novembre; avis de la Commission de l'armée par M. Garat le 8 décembre; rapport supplémentaire de M. Bénazet le 15 décembre; adopté le 22 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [23 décembre] (A. t. II, p. 254; J.O., p. 1603; I. n° 488). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [23 décembre] (A. t. II, p. 254; J.O., p. 1603; I. n° 490). Déclaration de l'urgence. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [26 décembre] (A. t. II, p. 274; J.O. p. 1620). Discussion. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Article premier (état annexe). Adoption. Dispositions additionnelles (de la Chambre des Députés) : sur la première partie : MM. Noulens, *Ministre de la Guerre*; Milliès-Lacroix, *rapporteur*. Rejet. Sur la deuxième partie : Amendement de MM. Alexandre Bérard et Couyba : MM. Alexandre Bérard, le Ministre de la Guerre, Milliès-Lacroix, de Selves, Gaston Doumergue, *Président du Conseil*, *Ministre des Affaires étrangères*; Gaudin de Villaine et Tournon. Vote sur l'amendement. Pointage. Suspension de la séance. Proclamation du scrutin. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Article 2. M. Louis Martin. Adoption. Sur l'ensemble : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur*, le Ministre. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [27 décembre] (A. t. II, p. 311; J.O., p. 1649). Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 11286).

15 — 1914. Projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1913 au titre du budget général; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1913 au titre des budgets annexes; 3° l'ouverture de crédits au titre du compte spécial créé par la loi du 17 février 1898, déposé à la Chambre le 4 mars; rapport de M. Clémentel le 25 mars; adopté le 26 mars; déposé par M. le Ministre des Finances [26 mars] (A. t. I, p. 609; J.O., p. 511; I. n° 179). Renvoi à la Commission des finances. M. Aimond dépose le rapport [27 mars] (A. t. I, p. 641; J.O., p. 538; I. n° 184). Discussion. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale; MM. Charles Riou, Viviani, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*, Peytral, *président de la Commission des finances*, Lhopiteau, Aimond, *rapporteur général*. Adoption successive des articles, de l'état A et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 mars] (A. t. I, p. 650; J.O., p. 547). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 2971)..

16 — 1914. **Projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1913, de crédits supplémentaires et extraordinaires concernant les opérations militaires au Maroc, déposé à la Chambre le 25 juin 1913; rapports de M. Paul Bénazet le 30 juillet et de M. Messimy le 11 mars; adopté le 30 mars; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 mars] (A. t. I, p. 659; J.O., p. 554; I. n° 215).** M. Milliès-Lacroix dépose le rapport. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'extrême urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [30 mars] (A. t. I, p. 663; J.O., p. 557; I. n° 216). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. de Lamarzelle, Milliès-Lacroix, *rapporteur*, Emile Chauvtemps, Noulens, *Ministre de la Guerre*. Article unique: Etat. Ministère de la Guerre. Chapitres 20, 23, 27, 32, 38, 42. Adoption. Chapitre 45: MM. le Ministre, le Rapporteur. Adoption (chiffre de la Chambre des Députés). Chapitres 46, 54, 59, 63, 68, 69 à 78, 80, 82, 82 *bis*, 82 *ter*, 88, 89. Adoption. Chapitre 91: MM. le Ministre de la Guerre, le Rapporteur. Adoption du chapitre 91. Chapitres 91 *bis* à 94, 97, 98 *bis*, 104 à 108, 111 à 114, 116 à 121. Ministère de la Marine: Chapitres 22 et 27. Adoption. Adoption de l'article unique, de l'état et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 mars] (A. t. I, p. 707 à 712; J.O., p. 597). Promulgation (J.O., 1^{er} avril, n° 3007).

17 — 1914. **Projet de loi concernant: 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1913 au titre du budget général; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1913 au titre des budgets annexes, déposé à la Chambre le 19 juin; rapport de M. Clémentel le 23 juin; adopté le 26 juin; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [26 juin] (A. t. I, p. 1051; J.O., p. 895; I. n° 318).** M. Aimond dépose le rapport [26 juin] (A. t. I, p. 1052; J.O., p. 895; I. n° 321). Discussion. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Article premier. Etat A. Ministère des Finances: Chapitres 17, 22, 23 et 24. Adoption. Ministère de la Justice: Chapitre 27. Adoption. Ministère des Affaires étrangères: Chapitre 37. Adoption. Ministère de l'Intérieur: Chapitre 42. Adoption. Chapitre 43: MM. Charles Riou, Noulens, *Ministre des Finances*, Henry Chéron, Albert Peyronnet, Ferdinand-Dreyfus, Dominique Delahaye. Adoption. Chapitres 46 et 47. Adoption. Ministère de la Guerre: Chapitres 12, 15, 26, 68, 69, 72, 73, 75, 76, 77, 89, 97, 98 *quater*. Adoption. Ministère de la Marine: Chapitre 20. Adoption. Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes: Chapitre 36. Adoption. Ministère de l'Agriculture: Chapitre 43. Adoption. Adoption

de l'article premier. Articles 2 à 16. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 juin] (A. t. I, p. 1078 à 1085; J.O., p. 917). Promulgation (J.O., 1^{er} juillet, p. 5722).

18 — 1914. Projet de loi modifiant la loi du 14 décembre 1879 sur les crédits supplémentaires et extraordinaires à ouvrir par décret pour les besoins de la défense nationale, déposé à la Chambre le 4 août; discussion immédiate; adopté le 4 août; déposé par MM. les Ministres de la Guerre, de la Marine, des Colonies et des Finances. Renvoyé à la Commission des finances [4 août] (A. t. II, p. 1557; J.O., p. 1310; I. n° 467). M. Aimond dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [4 août] (A. t. II, p. 1557; J.O., p. 1310; I. n° 468). Promulgation (J.O., 6 août, p. 7128).

19 — 1914. Projet de loi contenant: 1° la régularisation de décrets au titre du budget général de l'exercice 1914 et des budgets annexes; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1914 au titre du budget général; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1914 au titre des budgets annexes, déposé à la Chambre le 22 décembre; rapport de M. Albert Métin le 22 décembre; adopté le 23 décembre; déposé par M. Ribot, *Ministre des Finances*; renvoyé à la Commission des finances [23 décembre] (A. t. I, p. 1568; J.O., p. 1321; I. n° 478).

II — AGRICULTURE

1 — 1914. Projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'exercice 1914, un crédit de 500.000 francs pour combattre l'invasion des campagnols, déposé à la Chambre le 15 janvier; rapport de M. Adrien Dariac, le 20 février; adopté le 27 mars; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture [31 mars] (A. t. I, p. 694; J.O., p. 585; I. n° 224). M. Develle dépose le rapport [31 mars] (A. t. I, p. 721; J.O., p. 607; I. n° 230). Discussion. Déclaration de l'extrême urgence. Adoption [3 avril] (A. t. I, p. 793 et 794; J.O., p. 674). Promulgation (J.O., 29 avril, p. 3854).

2 — 1914. Proposition de loi portant ouverture au Ministre de l'Agriculture d'un crédit de 20.000 francs pour les études relatives à l'achèvement du canal de Ventavon, déposée à la Chambre le 26 mai 1913; rapport de M. Antoine Joly, le 16 juillet, et avis de la Commission du budget, de M. Adrien Dariac, le 25 mars; adoptée le 3 avril; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission des finances [3 avril] (A.t.I., p. 806; J.O., p. 684; I. n° 280).

III — COMMERCE, INDUSTRIE, POSTES ET TÉLÉGRAPHES

1 — 1912. Projet de loi relatif à la participation de la France à l'exposition de Gand, en 1913, déposé à la Chambre le 17 décembre; rapport de M. Abel, le 19 décembre; adopté le 20 décembre; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères, du Commerce et des Finances [20 décembre] (A. t. II, p. 289; J.O., p. 1550; I. n° 413). M. Touron dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Adoption [21 décembre] (A. t. II, p. 335; J.O., p. 1592; I. n° 439). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 10962).

2 — 1913. Projet de loi relatif à la participation de la France à l'exposition internationale de l'industrie du Livre et des Arts graphiques de Leipzig, en 1914, déposé le 14 mai; rapport de M. E. Brousse, le 16 juin, et avis de M. Roblin, au nom de la Commission du commerce et de l'industrie, le 10 juillet; adopté le 10 juillet; déposé par MM. les Ministres de l'Instruction publique, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et des Finances [22 juillet] (A. t. I, p. 1380; J.O., p. 1137; I. n° 316). Renvoi à la Commission des finances. M. Touron dépose le rapport [28 juillet] (A. t. I, p. 1411; J.O., p. 1164; I. n° 348). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 1535; J.O., p. 1262). Promulgation (J.O., 12 août, p. 7334).

3 — 1913. Projet de loi concernant l'ouverture de crédits, sur l'exercice 1913, au titre du budget général, déposé à la Chambre le 6 novembre; urgence et discussion immédiate; adopté le 6 novembre; déposé par MM. les Ministres du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et des Finances [11 novembre] (A. t. II, p. 8; J.O., p. 1398; I. n° 401). M. Dupont dépose et lit le rapport. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate. Adoption [11 novembre] (A. t. II, p. 9; J.O., p. 1398; I. n° 408). Promulgation (J.O., 14 novembre, p. 9945).

4 — 1914. Projet de loi relatif à la participation de la France à l'exposition internationale urbaine de Lyon, en 1914, déposé à la Chambre le 3 février; rapport de M. Justin Godart, le 19 février, et avis de la Commission du commerce et de l'industrie, de M. Roblin, le 27 février; adopté le 6 mars; déposé par MM. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, les Ministres de l'Intérieur, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes et des Finances. Renvoi à la Commission des finances [10 mars] (A. t. I, p. 416; J.O., p. 348; I. n° 102).

M. Lourties dépose le rapport [20 mars] (A. t. I, p. 541; J.O., p. 453; I. n° 146). Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption [26 mars] (A. t. I, p. 609; J.O., p. 511). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 3253).

5 — 1914. Projet de loi relatif à la participation de la France à l'exposition internationale des industries de la pêche maritime de Boulogne-sur-Mer, en 1914, déposé à la Chambre le 4 février; rapport de M. Emmanuel Brousse, le 19 février, et avis de la Commission du commerce et de l'industrie, de M. Roblin, le 6 mars; adopté le 16 mars; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et MM. les Ministres du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, de la Marine et des Finances. Renvoi à la Commission des finances [24 mars] (A. t. I, p. 584; J.O., p. 490; I. n° 161). M. Lourties dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 609; J.O., p. 511; I. n° 173.) Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [27 mars] (A. t. I, p. 618; J.O., p. 519). Promulgation (J.O., 25 avril, p. 3766).

IV — FINANCES

1 — 1912. Projet de loi portant ouverture de crédits sur les exercices 1911 et 1912, au titre du budget du Ministère des finances (Dépenses administratives du Sénat et indemnités des sénateurs), déposé à la Chambre le 18 mars; rapport de M. Chéron, le 21 mars; adopté le 22 mars; déposé par le Ministre des Finances [22 mars] (A. t. I, p. 850; J.O., p. 696; I. n° 121). M. Saint-Germain dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 891; J.O., p. 730; I. n° 142). Discussion. Adoption au scrutin [29 mars] (A. t. I, p. 1016; J.O., p. 813). Promulgation (J.O., 30 mars, p. 3054).

2 — 1912. Projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances, sur les exercices 1901, 1904, 1905 et 1906, d'un crédit supplémentaire d'inscription pour le service des pensions civiles (loi du 9 juin 1853), déposé à la Chambre le 28 février; rapport de M. Chéron le 28 mars; adopté le 2 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances [2 juillet] (A. t. I, p. 1382; J.O., p. 1118; I. n° 243). M. Saint-Germain dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [9 juillet] (A. t. I, p. 1468; J.O., p. 1187; I. n° 284). Adoption [11 juillet] (A. t. I, p. 1574; J.O., p. 1262). Promulgation (J.O., 13 juillet, p. 6203).

3 — 1912. Projet de loi portant ouverture de crédits pour le service des pensions civiles (loi du 9 juin 1853), déposé à la Chambre le 20 juin;

rapport de M. Chéron le 1^{er} juillet ; adopté le 8 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances. M. P. Baudin dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [9 juillet] (A. t. I, p. 1469 ; J.O., p. 1187 ; I. n^{os} 277 et 294). Adoption [11 juillet] (A. t. I, p. 1566 ; J.O., p. 1269). Promulgation (J.O., 13 juillet, p. 6203).

4 — 1913. Projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1905, d'un crédit supplémentaire d'inscription pour le service des pensions civiles (loi du 9 juin 1853), déposé à la Chambre le 10 février ; rapport de M. Massé le 21 février ; adopté le 13 mars ; déposé par M. le Ministre des Finances [14 mars] (A. t. I, p. 287 ; J.O., p. 235 ; I. n^o 78). M. Aimond dépose et lit le rapport. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate. Adoption [27 mars] (A. t. I, p. 380 ; J.O., p. 313 ; I. n^o 109). Promulgation (J.O., 29 mars, p. 2789).

5 — 1913. Projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1907, d'un crédit supplémentaire d'inscription pour le service des pensions civiles (loi du 9 juin 1853), déposé à la Chambre le 6 mai ; rapport de M. Noulens le 15 mai ; adopté le 20 mai ; déposé par M. le Ministre des Finances [26 mai] (A. t. I, p. 783 ; J.O., p. 647 ; I. n^o 182). M. Aimond dépose le rapport [29 mai] (A. t. I, p. 909 ; J.O., p. 749 ; I. n^o 188). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption au scrutin [3 juin] (A. t. I, p. 974 ; J.O., p. 802). Promulgation (J.O., 10 juin, p. 4973).

6 — 1913. Projet de loi portant ouverture de crédits pour le service des pensions civiles (loi du 9 juin 1853), déposé à la Chambre le 30 juillet ; rapport de M. Noulens le 30 juillet ; adopté le 31 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances [31 juillet] (A. t. I, p. 1534 ; J.O., p. 1261 ; I. n^o 375). M. Aimond dépose le rapport. Lecture du rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption [1^{er} août] (A. t. I, p. 1575 ; J.O., p. 1292 ; I. n^o 383). Promulgation (J.O., 3 août, p. 6990).

7 — 1913. Projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1896, d'un crédit supplémentaire d'inscription pour le service des pensions civiles (loi du 9 juin 1853), déposé à la Chambre le 8 août ; rapport de M. L. Nail, le 17 novembre ; adopté le 27 novembre ; déposé par M. le Ministre des Finances [18 décembre] (A. t. II, p. 188 ; J.O., p. 1547 ; I. n^o 460). Renvoi à la Commission des finances. M. Aimond dépose le rapport [23 décembre] (A. t. II, p. 232 ; J.O., p. 1584 ; I. n^o 477). Adoption [29 décembre] (A. t. II, p. 356 ; J.O. p. 1687). Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 11286).

8 — 1914. Projet de loi portant ouverture de crédits pour le service des pensions civiles (loi du 9 juin 1853), déposé à la Chambre le 9 juillet; rapport de M. Clémentel, le 15 juillet; adopté le 15 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [15 juillet] (A. t. I, p. 1535; J.O., p. 1289; I. n° 430).

V — GUERRE

1 — 1914. Projet de loi concernant : 1° la régularisation de décrets au titre du budget de la Guerre et du budget annexe des Poudres et Salpêtres de l'exercice 1913; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits, sur l'exercice 1913, au titre du budget de la Guerre et du budget annexe des Poudres et Salpêtres, déposé à la Chambre le 18 novembre 1913; rapport de M. Paul Bénazet le 16 décembre, et rapport supplémentaire, le 5 février 1914; adopté le 26 février; déposé par MM. les Ministres de la Guerre et des Finances [10 mars] (A. t. I, p. 400; J.O., p. 335; I. n° 97). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [10 mars] (A. t. I, p. 400; J.O., p. 335; I. n° 99). Discussion. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Article premier. Adoption. Article 2. Etat A. Chapitre premier du Ministère de la Guerre : MM. Dominique Delahaye, Milliès-Lacroix, *rapporteur*. Adoption du chiffre de la Commission. Chapitre 2. Rejet. Chapitres 5, 9, 10 à 13, 15 à 19. Adoption. Chapitre 20. Adoption du chiffre de la Commission. Chapitres 21 à 23, 26 à 29 *ter*, 32, 36, 38, 39 et 40, 42, 45, 47, 49 à 51, 53 (chiffre de la Commission), 54 et 55, 57, 59, 60, 63, 63 *ter*, 63 *quater*, 68, 73 à 78, 80, 81, 82 *bis*, 82 *ter*, 84, 86, 88, 89, 91 à 94, 102, 104 à 108, 111 à 114, 116 à 120, 123. Adoption. Chapitre 140 *bis*. Rejet. Chapitre 141. Adoption. Chapitre 142 (chiffre de la Commission). Adoption. Adoption de l'état A et de l'ensemble de l'article 2. Adoption des articles 3 à 8. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [19 mars] (A. t. I, p. 510 à 514; J.O., p. 427). Promulgation (J.O., 26 mars, p. 2750).

VI — INTÉRIEUR

1 — 1912. Projet de loi ayant pour objet d'ouvrir des crédits supplémentaires au Ministre de l'Intérieur, au titre de la sûreté générale et de la police municipale de Paris, déposé à la Chambre le 26 mars; rapport de M. Chéron, le 26 mars; adopté le 26 mars; déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances [26 mars] (A. t. I, p. 889; J.O., p. 729; I. n° 132). M. Bérard dépose le rapport. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion. Adoption au scrutin [28 mars] (A. t. I, p. 960; J.O., p. 765; I. n° 146). Promulgation (J.O., 3 avril, p. 3218).

VII — TRAVAUX PUBLICS. — CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

1 — 1912. Projet de loi ayant pour objet l'ouverture sur l'exercice 1911, au titre du budget annexe du réseau racheté des chemins de fer de l'Ouest, d'un crédit supplémentaire de 52.117 fr. 77, déposé à la Chambre le 21 juin; rapport de M. Chéron, le 26 juin; adopté le 26 juin; déposé par M. le Ministre des Travaux publics [27 juin] (A. t. I, p. 1312; J.O., p. 1060; I. n° 227). M. Astier dépose et lit le rapport (I. n° 238). Déclaration de l'extrême urgence. Discussion. Adoption au scrutin [28 juin] (A. t. I, p. 1366; J.O., p. 1104). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 5700).

2 — 1912. Projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1912, au titre des chemins de fer de l'Etat, déposé à la Chambre le 29 mars; rapport de M. Chéron, le 18 juin; adopté le 2 juillet; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [2 juillet] (A. t. I, p. 1382; J.O., p. 1118; I. n° 240). M. Pierre Baudin dépose le rapport [5 juillet] (A. t. I, p. 1431; J.O., p. 1157; I. n° 263). Discussion générale: MM. Aimond, Baudin, *rapporteur général*; Jean Dupuy, *Ministre des Travaux publics*; Hervey. Clôture de la discussion générale. Adoption au scrutin [12 juillet] (A. t. I, p. 1509; J.O., p. 1298). Promulgation (J.O., 15 juillet, p. 6330).

3 — 1912. Projet de loi relatif au report de l'exercice 1911 à l'exercice 1912, de crédits concernant les budgets annexes des chemins de fer de l'Etat (art. 45 de la loi de finances du 13 juillet 1911), déposé à la Chambre le 6 juillet; rapport de M. Chéron, le 10 juillet; adopté le 11 juillet; déposé par MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics (I. n° 308). M. Aimond dépose le rapport (I. n° 323). Déclaration de l'urgence [11 juillet] (A. t. I, p. 1175; J.O., p. 1260). Adoption au scrutin [12 juillet] (A. t. I, p. 1588; J.O., p. 1302). Promulgation (J.O., 15 juillet, p. 6330).

CRÉDITS (Régularisation de). — 1913. Projet de loi concernant la régularisation d'un décret portant ouverture de crédits sur l'exercice 1912, au titre du budget annexe des Monnaies et Médailles, déposé à la Chambre le 14 janvier; rapport de M. A. Veber, le 17 février; adopté le 29 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances [30 juillet] (A. t. I, p. 1496; J.O., p. 1233; I. n° 362). M. Aimond dépose le rapport [14 novembre] (A. t. II, p. 41; J.O., p. 1424; I. n° 415). Adoption [25 novembre] (A. t. II, p. 79; J.O., p. 1456). Promulgation (J.O., 2 décembre, p. 10409).

CRÉDITS (Report de). — 1914. Projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1913 à l'exercice 1914 (art. 71 de la loi de finances du 27 février 1912), déposé à la Chambre le 19 juin; rapport de M. Clémentel, le 23 juin; adopté le 26 juin; déposé par M. le Ministre des Finances [26 juin] (A. t. I, p. 1051; J.O., p. 895; I. n° 319). M. Aimond dépose le rapport [26 juin] (A. t. I, p. 1052; J.O., p. 895; I. n° 322). Discussion du projet de loi. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Article premier: Etat A. Adoption. Art. 2: Etat B. Ministère des Finances: Chapitres 102, 120, 121, 122, 124 et 125. Adoption. Ministère de l'Intérieur: Chapitre 55. Adoption. Ministère de la Guerre: Chapitres 132, 138 à 145, 148. Adoption. Chapitre 149: MM. Milliès-Lacroix, Messimy, *Ministre de la Guerre*. Adoption. Chapitres 150, 151, 153, 153 bis. Adoption. Ministère de la Marine: Chapitres 16, 19, 32, 42, 45, 46, 47, 50, 51, 53, 54. Adoption. Ministère de l'Instruction publique: Chapitres 35 bis, 59, 149. Adoption. Beaux-Arts: Chapitres 92, 93, 109, 110 et 111. Adoption. Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes: Chapitres 14, 17, 21, 22, 24, 26 et 30. Adoption. Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale: Chapitre 21. Adoption. Ministère des Colonies: Chapitres 18 et 63. Adoption. Ministère de l'Agriculture: Chapitre 63. Adoption. Ministère des Travaux publics: Chapitre 104. Adoption. Adoption de l'article 2. Articles 3 à 18. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 juin] (A. t. I, p. 1085; J.O., p. 923). Promulgation (J.O., 1^{er} juillet, p. 5725).

CROIX-HELLÉAN. — Voir Emprunts et impositions extraordinaires, 4.

CROZON (Finistère). — Voir Octrois, 50.

CUISEAUX A SAINT-TRIVIER-DE-COURTES. — Voir Chemins de fer et tramways, § III, 48, année 1914.

CUMUL DE LA SOLDE MILITAIRE AVEC LES TRAITEMENTS CIVILS. — 1914. Projet de loi relatif au cumul de la solde militaire avec les traitements civils en cas de mobilisation, déposé à la Chambre le 4 août. Discussion immédiate; adopté le 4 août; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoyé à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [4 août] (A. t. I, p. 1553, 1554; J.O., p. 1307; I. n°s 457 et 458). Promulgation (J.O., 6 août, p. 7127).

DAOULAS (Finistère). — Voir Octrois, 53.

DARNETAL (Seine-Inférieure). — Voir Octrois, 51 et 52.

DARVAULT (Section de). — Voir Communes et cantons, 8.

DECAZEVILLE (Aveyron). — Voir Octrois, 54.

DECIZE A MOULINS-SUR-ALLIER. — Voir Chemins de fer, § III, 2, année 1914.

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES. — **1912.** Déclaration lue au nom du Gouvernement par M. Briand, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [16 janvier] (A. t. I, p. 17; J.O., p. 15; I. n° 4). || **1913.** Déclaration lue au nom du Gouvernement par M. Barthou, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [24 janvier] (A. t. I, p. 13; J.O., p. 11). — Déclaration lue au nom du Gouvernement par M. Antony Ratier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [25 mars] (A. t. I, p. 374; J.O., p. 307; I. n° 95). — Déclaration lue au nom du Gouvernement par M. Antony Ratier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [15 mai] (A. t. I, p. 551; J.O., p. 458). — Déclaration lue au nom du Gouvernement par M. Bienvenu Martin, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [11 décembre] (A. t. II, p. 137; J.O., p. 1506; I. n° 447). || **1914.** Déclaration lue au nom du Gouvernement par M. Peytral, *Ministre de l'Intérieur* [12 juin] (A. t. I, p. 816; J.O., p. 695; I. n° 287). — Déclaration lue au nom du Gouvernement par M. Bienvenu Martin, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [16 juin] (A. t. I, p. 821; J.O., p. 701; I. n° 291). — Déclaration lue au nom du Gouvernement par M. Viviani, *président du Conseil* [4 août] (A. t. I, p. 1543; J.O., p. 131). — Déclaration lue au nom du Gouvernement par M. Briand, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [22 décembre] (A. t. I, p. 1562; J.O., p. 1316; I. n° 473).

DÉCLASSEMENT D'OUVRAGES DÉFENSIFS. — Voir Armée, § V, 1, 2, 5, 6.

DÉCORATIONS

I — **1912.** Proposition de loi de M. Bassinet et de plusieurs de ses collègues tendant à augmenter le contingent des croix à décerner aux officiers de sapeurs-pompiers de France et d'Algérie, déposée au Sénat le 11 juillet 1911 (Voir Table 1909-1911, Décorations, 10). Adoption de la prise en considération [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O., p. 581). Commission : 1^{er} bureau, M. Fortier; 2^e bureau, M. Bassinet; 3^e bureau, M. Pic-Paris; 4^e bureau, M. Alexandre Bérard; 5^e bureau, M. Masclé; 6^e bureau,

M. Richard; 7^e bureau, M. le général Audren de Kerdrel; 8^e bureau, M. Alexandre Lefèvre; 9^e bureau, M. Lozé (J.O., p. 2526; F. 46). Président, M. Lefèvre; Secrétaire, M. Mascle (J.O., p. 2546; F. 47). M. Saint-Germain dépose le rapport sur l'amendement de M. Lozé au projet de loi sur les récompenses nationales [9 juillet] (A. t. I, p. 1469; J.O., p. 1187; I. n^o 291). Discussion. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1605; J.O., p. 1303). || **1913.** Proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, concernant le contingent des décorations de la Légion d'honneur attribuées aux sapeurs-pompiers de France et d'Algérie, déposée le 5 novembre 1912; rapport de M. L. Marin le 25 juin 1913; adoptée le 21 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [25 juillet] (A. t. I, p. 1399; J.O., p. 1154; I. n^o 331). M. Trouillot dépose le rapport [28 juillet] (A. t. I, p. 1436; J.O., p. 1184; I. n^o 355). Déclaration de l'urgence. Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 1534; J.O., p. 1262). Promulgation (J.O., 1^{er} août, p. 6894).

2 — 1912. Proposition de loi tendant à autoriser une promotion spéciale dans la Légion d'honneur à l'occasion du cinquantième du congrès des délégués des sociétés savantes, déposée à la Chambre le 5 mars; rapport de M. Dessoye le 14 mars; adoptée le 14 mars; transmise par M. le Président de la Chambre [15 mars] (A. t. I, p. 780; J.O., p. 635; I. n^o 108). M. Petitjean dépose le rapport [22 mars] (A. t. I, p. 862; J.O., p. 706; I. n^o 126). Déclaration de l'urgence. Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 1042; J.O., p. 833). Promulgation (J.O., 3 avril, p. 3219).

3 — 1912. Projet de loi tendant à accorder des récompenses aux sociétés d'éducation physique et de préparation militaire (article 54 du projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1912); M. Mougeot dépose le rapport [23 mai] (A. t. I, p. 1059; J.O., p. 847; I. n^o 166).

4 — 1912. Projet de loi tendant à autoriser une promotion spéciale dans la Légion d'honneur, à l'occasion de la grande fête de la mutualité, déposé à la Chambre le 24 mai; rapport de M. Lairolle le 4 juin; adopté le 6 juin; déposé par M. le Ministre du Travail [7 juin] (A. t. I, p. 1147; J.O., p. 925; I. n^o 183). M. Ferdinand-Dreyfus dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate: MM Halgan, Bourgeois, *Ministre du Travail*; Dominique Delahaye. Adoption [11 juin] (A. t. I, p. 1162; J.O. p., 937; I. n^o 184). Promulgation (J.O., 13 juin, p. 5222).

5 — 1912. Projet de loi pour l'attribution à la Marine d'un contingent supplémentaire des décorations de la Légion d'honneur, déposé à la Chambre le 17 juin; rapport de M. Bienaimé le 6 juillet; avis de la Commission du budget par M. Nail le 8 juillet; adopté le 9 juillet; déposé par MM. les Ministres de la Marine et des Finances (I. n° 272). M. Chastenet dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [9 juillet] (A. t. I, p. 1454, 1468; J.O., p. 1176, 1187; I. n° 292). Adoption [11 juillet] (A. t. I, p. 1564; J.O., p. 1260). Promulgation (J.O., 12 juillet, p. 6451).

6 — 1912. Projet de loi pour l'attribution aux travaux publics d'un contingent supplémentaire de décorations de la Légion d'honneur; déposé à la Chambre le 2 juillet; rapport de M. Roy le 8 juillet et rapport supplémentaire le 10 juillet; adopté le 11 juillet; déposé par M. le Ministre des Travaux publics (I. n° 307). M. Aimond dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [11 juillet] (A. t. I, p. 1563; J.O., p. 1269; I. n° 321). Discussion: Article premier. Adoption. Article 2: MM. Guillaume Chastenet, Jean Dupuy, *Ministre des Travaux publics des Postes et des Télégraphes*; Aimond, *rapporteur*. Adoption au scrutin de l'ensemble du projet [12 juillet] (A. t. I, p. 1605; J.O., p. 1303). Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 6411).

7 — 1912. Projet de loi relatif aux récompenses à décerner dans l'ordre national de la Légion d'honneur, à l'occasion des expositions de Turin (exposition des industries et du travail), de Rome (exposition des beaux-arts et d'archéologie), de Roubaix (exposition du nord de la France), de Dresde (exposition internationale d'hygiène), du Mans (exposition de l'ouest de la France) et du 4^e Salon du Mobilier à Paris, déposé à la Chambre le 30 mars; rapport de M. Manaut, le 4 juillet, adopté le 10 juillet; déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur, des Beaux-Arts et du Commerce [11 juillet] (A. t. I, p. 1549; J.O., p. 1248; I. n° 297). M. Touron dépose et lit le rapport (I. n° 326). Déclaration de l'urgence. Discussion. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1608; J.O., p. 1305). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 636).

8 — 1912. Projet de loi tendant à accorder un contingent spécial de décorations destinées à récompenser les services rendus soit au Maroc, soit dans les pays des Balkans tant par nos fonctionnaires civils que par nos ressortissants, déposé à la Chambre le 19 novembre; rapport de M. Carpot, le 17 décembre; adopté le 19 décembre; déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères (I. n° 392). M. Stéphane Pichon dépose le rapport [19 décembre] (A. t. I, p. 252; J.O., p. 1520; I. n° 401). Déclaration de l'urgence. Adoption [21 décembre] (A. t. I, p. 305; J.O., p. 1565). Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 10738).

9 — 1912. Projet de loi tendant à accorder un contingent spécial de décorations pour les militaires des armées de terre et de mer qui ont pris part aux opérations du Maroc, déposé à la Chambre le 5 novembre; rapport de M. Gallois, le 12 décembre; adopté le 19 décembre; déposé par M. les Ministres de la Guerre et de la Marine (I. n° 411). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [20 décembre] (A. t. I, p. 289; J.O., p. 1550; I. n° 415). Discussion. Adoption [21 décembre] (A. t. I, p. 306; J.O., p. 1566). Promulgation (J.O., 27 décembre, p. 10873).

10 — 1912. Proposition de loi tendant à autoriser une promotion spéciale dans la Légion d'honneur à l'occasion du troisième cinquantenaire de la fondation des écoles vétérinaires, déposé à la Chambre le 20 juin; rapport de M. Le Cherpy, le 19 décembre; adoptée le 23 décembre, transmise par M. le Président de la Chambre [23 décembre] (A. t. II, p. 351; J.O., p. 1605; I. n° 448). || **1913.** M. Develle dépose le rapport [15 mars] (A. t. I, p. 298; J.O., p. 244; I. n° 83). Adoption [27 mars] (A. t. I, p. 396; J.O., p. 327). Promulgation (J.O., 15 avril, p. 3333).

11 — 1913. Proposition de loi tendant à accorder dans l'ordre national de la Légion d'honneur des croix supplémentaires aux membres de l'état-major de la deuxième mission antarctique française, déposée à la Chambre le 30 mai; discussion immédiate; adoptée le 30 mai; transmise par M. le Président de la Chambre [30 mai] (A. t. I, p. 971; J.O., p. 797; I. n° 192). M. Lintilhac dépose et lit le rapport. Discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Adoption [3 juillet] (A. t. I, p. 1244; J.O., p. 1027; I. n° 269). Promulgation (J.O., 9 juillet, p. 6021).

12 — 1913. Proposition de loi relative à une promotion exceptionnelle dans la Légion d'honneur à l'occasion du 75^e anniversaire de la fondation de la Société des Gens de Lettres, déposée à la Chambre le 5 juin; rapport de M. Maurice Barrès le 13 juin; adoptée le 19 juin; transmise par M. le Président de la Chambre [20 juin] (A. t. I, p. 1134; J.O., p. 935; I. n° 226). M. Lintilhac dépose le rapport [24 juin] (A. t. I, p. 1158; J.O., p. 955; I. n° 234). Déclaration de l'urgence. Adoption [26 juin] (A. t. I, p. 1165; J.O., p. 962). Promulgation (J.O., 30 juin, p. 5645).

13 — 1913. Projet de loi attribuant au Ministère de la Guerre, pour l'année 1913, un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur en vue de récompenser les services rendus à l'aéronautique, déposé à la

Chambre le 19 mai ; rapport de M. Girod le 16 juin et rapport supplémentaire le 23 juin ; adopté le 26 juin ; déposé par MM. les Ministres de la Guerre et des Finances [26 juin] (A. t. I, p. 1180 ; J.O., p. 974 ; I. n° 249). M. Cachet dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Adoption [3 juillet] (A. t. I, p. 1243 ; J.O., p. 1026 ; I. n° 267). Promulgation (J.O., 5 juillet, p. 5782).

14 — 1913. Proposition de loi de MM. Paul Strauss, Léon Bourgeois, Ribot, Léon Labbé, Peyrot, Cazeneuve et Chautemps relative à une promotion exceptionnelle dans la Légion d'honneur à l'occasion du 25^e anniversaire de la fondation de l'institut Pasteur [8 juillet] (A. t. I, p. 1310 ; J.O., p. 1079 ; I. n° 291). M. Paul Strauss dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [10 juillet] (A. t. I, p. 1316 ; J.O., p. 1083 ; I. n° 293). Discussion générale : MM. Jeanneney, Paul Strauss, rapporteur ; Léon Labbé, Klotz, *Ministre de l'Intérieur* ; Guillaume Chastenet. Article premier. Adoption, au scrutin. Article 2. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [17 juillet] (A. t. I, p. 1339 ; J.O., p. 1102). Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 6617).

15 — 1913. Proposition de loi de M. Gervais tendant à mettre à la disposition du Ministre des Affaires étrangères un contingent spécial de récompenses nationales en faveur des Français résidant à l'étranger [8 juillet] (A. t. I, p. 1291 ; J.O., p. 1064 ; I. n° 288). Discussion sur la déclaration de l'urgence : MM. Gervais, Milliès-Lacroix, Delahaye. Renvoi à la Commission d'initiative [8 juillet] (A. t. I, p. 1311 ; J.O., p. 1079). M. Surreaux dépose le rapport [18 décembre] (A. t. II, p. 188 ; J.O., p. 1547 ; I. n° 462). Discussion sur la prise en considération : M. D. Delahaye. Rejet de la prise en considération [26 décembre] (A. t. II, p. 278 ; J.O., p. 1623).

16 — 1913. Proposition de loi ayant pour objet d'accorder un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur aux collaborateurs des œuvres complémentaires de l'école, déposée à la Chambre le 11 juillet ; rapport de M. C. Picard le 23 juillet ; adoptée le 25 juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre [28 juillet] (A. t. I, p. 1411 ; J.O., p. 1164 ; I. n° 347). Commission : 1^{er} bureau, M. Vermorel ; 2^e bureau, M. Ferdinand-Dreyfus ; 3^e bureau, M. Debierre ; 4^e bureau, M. Couyba ; 5^e bureau, M. Murat ; 6^e bureau, M. Jeanneney ; 7^e bureau, M. Defumade ; 8^e bureau, M. Paul Gouzy ; 9^e bureau, M. Chastenet (J.O., p. 7095 ; F. 78). Président, M. Couyba ; Secrétaire, M. Jeanneney (J.O., p. 9903 ; F. 85).

17 — 1913. Proposition de loi ayant pour objet d'autoriser une pro-

motion supplémentaire dans la Légion d'honneur en faveur des organisateurs du congrès forestier et du congrès franco-américain des études du crédit agricole, déposée à la Chambre le 16 juillet; rapport de M. F. Fournier le 24 juillet; adoptée le 6 novembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [11 novembre] (A. t. II, p. 8; J.O., p. 1397; I. n° 402).

18 — 1913. Proposition de loi tendant à accorder au Ministre de l'Agriculture une promotion exceptionnelle dans la Légion d'honneur à l'occasion du centenaire de Parmentier, déposée par M. Louis Martin. Sur le renvoi à la commission: MM. Jeanneney, Louis Martin. Renvoi à la Commission relative aux croix à décerner pour les œuvres complémentaires de l'époque [26 décembre] (A. t. I, p. 276; J.O., p. 1621; I. n° 499).

19 — 1914. Projet de loi tendant à accorder un contingent spécial de décorations pour les militaires des armées de terre et de mer opérant au Maroc, déposé à la Chambre le 16 février; rapport de M. Henri Gallois le 27 février; adopté le 2 mars; déposé par MM. les Ministres de la Guerre et de la Marine [16 mars] (A. t. I, p. 464; J.O., p. 389; I. n° 121). M. Millies-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 253). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [2 avril] (A. t. I, p. 747, 748; J.O., p. 630). Promulgation (J.O., 16 avril, p. 3478).

20 — 1914. Proposition de loi tendant à mettre à la disposition du Ministre des Affaires étrangères un contingent supplémentaire de récompenses nationales en faveur des Français résidant à l'étranger, déposée à la Chambre le 24 mars; rapport de M. Maurice Damour le 27 mars; adoptée le 27 mars; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi ayant pour objet d'accorder un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur aux collaborateurs des œuvres complémentaires de l'école [30 mars] (A. t. I, p. 648; J.O., p. 545; I. n° 209).

21 — 1914. Projet de loi tendant à accorder un contingent spécial de décorations au titre civil, au Maroc, déposé à la Chambre le 16 mars; rapport de M. Maurice Damour le 27 mars; adopté le 27 mars; déposé par M. le Président du Conseil, *Ministre des Affaires étrangères* [31 mars] (A. t. I, p. 694; J.O., p. 585; I. n° 225). M. Debierre dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [3 avril] (A. t. I, p. 803, 804; J.O., p. 682; I. n° 277). Promulgation (J.O., 18 avril, p. 3565).

22 — 1914. Projet de loi relatif aux récompenses à décerner dans l'ordre national de la Légion d'honneur à l'occasion de l'exposition universelle internationale de Gand en 1913, déposé à la Chambre le 3 février; rapport de M. Frédéric Manaut le 26 mars; adopté le 1^{er} avril; déposé par MM. les Ministres de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et du Commerce et de l'Industrie [2 avril] (A. t. I, p. 725; J.O., p. 612; I. n° 233). M. Debierre dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption [3 avril] (A. t. I, p. 801; J.O., p. 680; I. n° 275). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 3253).

23 — 1914. Proposition de loi tendant à autoriser une promotion spéciale dans la Légion d'honneur en faveur des collaborateurs du Ministère du Travail, déposée à la Chambre le 17 février; rapport de M. Honnorat le 31 mars; adoptée le 3 avril; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission relative aux croix de la Légion d'honneur à accorder aux collaborateurs des œuvres complémentaires de l'école [3 avril] (A. t. I, p. 806; J.O., p. 684; I. n° 281).

DÉCRETS (Ratification de). — **1914.** Projet de loi portant ratification de décrets réglant diverses mesures d'organisation militaire; déposé à la Chambre le 22 décembre; rapport de M. le général Pédoya, 23 décembre; adopté le 23 décembre; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoyé à la Commission de l'armée [23 décembre] (A. t. I, p. 1582; J.O., p. 1333; I. n° 485).

DÉFENSE DE L'ÉCOLE LAIQUE. — Voir Ecoles publiques et privées.

DÉFENSE DES COTES. — **1914.** Proposition de loi tendant à donner à la marine la défense des côtes organisée au moyen des inscrits maritimes non employés au service de la flotte et au moyen des troupes d'infanterie et d'artillerie dépendant du Ministère de la Marine, déposée par M. Cabart-Danneville. Renvoi à la Commission de la marine [17 juin] (A. t. I, p. 825; J.O., p. 703; I. n° 293).

DÉFENSE DES INCULPÉS. — Voir Tribunaux correctionnels.

DÉFENSE NATIONALE (Interdiction des ponts et barrages dans les fleuves et cours d'eau intéressant la). — **1913.** Proposition de loi déposée le 11 novembre 1902. (Voir Table années 1902-1905. Verbo Défense nationale). Promulgation (J.O., 17 janvier, p. 469).

DÉFENSE NATIONALE. — 1914. Projet de loi autorisant les Ministres de la Guerre et de la Marine à engager des dépenses non renouvelables en vue de pourvoir aux besoins de la défense nationale et déterminant les règles financières applicables auxdites dépenses, déposé à la Chambre le 16 janvier ; rapport de M. Paul Bénazet le 9 février ; avis de la Commission de la marine de M. Louis Nail le 25 février et de la Commission de l'armée de M. Joseph Reinach, le 5 mars ; adopté le 26 mars ; déposé par MM. les Ministres de la Guerre, de la Marine et des Finances. Renvoi à la Commission des finances et pour avis à la Commission de la marine et de l'armée [27 mars] (A. t. I, p. 627 ; J.O., p. 527 ; I. n° 191). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport. Déclaration de l'extrême urgence. Demande de discussion immédiate. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [30 mars] (A. t. I, p. 657 ; J.O., p. 552 ; I. n° 213). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Milliès-Lacroix, Henri-Michel, Chautemps, Noulens, *Ministre de la Guerre* ; Hervey. Adoption au scrutin. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [31 mars] (A. t. I, p. 694 à 707 ; J.O., p. 587). || Dépôt par M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine et M. le Ministre des Finances du projet modifié par la Chambre des Députés [10 juillet] (A. t. I, p. 1364 ; J.O., p. 1149 ; I. n° 391). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [10 juillet] (A. t. I, p. 1389 ; J.O., p. 1169 ; I. n° 396). M. Charles Humbert dépose un avis au nom de la Commission de l'armée [10 juillet] (A. t. I, p. 1389 ; J.O., p. 1169 ; I. n° 397). Déclaration de l'urgence. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [12 juillet] (A. t. I, p. 1406 ; J.O., p. 1183). Discussion du projet de loi. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Lecture, par M. Chautemps, de l'avis de la Commission de la marine (I. n° 418). Discussion générale : MM. Charles Humbert, *rapporteur de la Commission de l'armée* ; Messimy, *Ministre de la Guerre* ; Clemenceau, René Viviani, *président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*. Renvoi de la suite de la discussion au lendemain [13 juillet] (A. t. I, p. 1425 à 1440 ; J.O., p. 1199). Suite de la discussion. Discussion générale : MM. Charles Humbert, *rapporteur* ; Messimy, *Ministre de la Guerre* ; Boudenoot, *vice-président de la Commission de l'armée* ; Clemenceau, René Viviani, *président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères* ; Henry Chéron, Dominique Delahaye. Motion de M. Boudenoot. Adoption. Discussion des articles : Articles premier à 3. Adoption. Article 4. Etat B. Adoption. Article 5. Etat 2. Adoption. Article 6. Adoption. Chapitre 7 : MM. Gauthier, *Ministre de la Marine* ; Chautemps. Adoption. Articles 8 à 13. Adoption.

Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [14 juillet] (A. t. I, p. 1499 à 1514 ; J.O., p. 1260). Promulgation (J.O., 18 juillet, p. 6446).

DÉFRICHEMENTS DE FORÊTS (Prescription en matière de). — 1914. Proposition de loi ayant pour objet de modifier le délai de prescription de l'action publique en matière de défrichements de forêts, déposée à la Chambre le 9 juin 1913 ; rapport de M. Le Rouzic, le 18 décembre ; adoptée le 29 janvier 1914 ; transmise par M. le Président de la Chambre [30 janvier] (A. t. I, p. 79 ; J.O., p. 67 ; I. n° 24). Commission : 1^{er} bureau, M. Reynald ; 2^e bureau, M. Blanc ; 3^e bureau, M. Le Cour Grandmaison ; 4^e bureau, M. Cordelet ; 5^e bureau, M. Martinet ; 6^e bureau, M. Beauvisage ; 7^e bureau, M. Guillaume Poulle ; 8^e bureau, M. de Pontbriand ; 9^e bureau, M. Fortier [10 février] (J.O., p. 1318 ; F. 14). Président, M. Cordelet ; secrétaire, M. Reynald [12 février] (J.O., p. 1400 ; F. 15).

DÉLÉGUÉS A LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS MINEURS. — Voir Accidents du travail, 3.

DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE ENTRE L'AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE ET LE CAMEROUN. — Voir Crédits extraordinaires, § III, 1.

DENIERS PUPILLAIRES (Gestion des). — 1914. Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi du 27 juin 1904, modifié par la loi du 18 décembre 1906, sur la gestion des deniers pupillaires, déposée à la Chambre le 6 décembre 1912 ; rapport de M. Doizy le 21 janvier 1914 ; adoptée le 25 février ; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à la surveillance des établissements de bienfaisance privée [27 février] (A. t. I, p. 300 ; J.O., p. 251 ; I. n° 78).

DENRÉES ALIMENTAIRES. — Voir Fraudes et falsifications.

DÉPENSES (Contrôle de l'engagement des). — Voir Contrôle de l'engagement des dépenses.

DÉPENSES NON RENOUVENABLES DE LA DÉFENSE NATIONALE. — Voir Défense nationale.

DÉPOPULATION. — 1912. Proposition de loi de M. Lannelongue et d'un certain nombre de ses collègues tendant à combattre la dépopulation par des mesures propres à relever la natalité, déposée au Sénat le 16 juin 1910 (voir Table 1909-1911). M. Besnard dépose le

rapport [21 novembre] (A. t. II, p. 79; J.O., p. 1379; I. n° 354). M. Besnard dépose un rapport supplémentaire [19 décembre] (A. t. II, p. 264; J.O., p. 1530; I. n° 402). || **1913.** Discussion générale : M. Besnard, *rapporteur*. Renvoi de la discussion [30 janvier] (A. t. I, p. 28; J.O., p. 21). Discussion générale (suite) : MM. Charles Riou, de Las Cases, Barthou, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Flaissières. Renvoi de la discussion [31 janvier] (A. t. I, p. 31; J.O., p. 25). Discussion générale (suite) : MM. Strauss, *Président de la Commission*, Jénouvrier, E. Reymond, Vincent. Renvoi de la discussion [6 février] (A. t. I, p. 48; J.O., p. 40). Discussion générale (suite) : MM. Vincent, Jénouvrier, Cauvin. Clôture de la discussion générale. Article premier : MM. Flaissières, Louis Barthou, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Paul Strauss, *président de la Commission*; Besnard, *rapporteur*, Grosjean, Goy, Jénouvrier. Adoption des deux premiers paragraphes. 3^e paragraphe. Amendement de M. Cachet : MM. Cachet, le Rapporteur. Sur le renvoi à la Commission : MM. Chautemps, le Président de la Commission. Renvoi de l'amendement à la Commission. Adoption du 3^e paragraphe et de l'ensemble de l'article premier. Article 2. MM. Cachet, Guillier, le Rapporteur, le Président de la Commission, le Garde des Sceaux, Cazeneuve, Dominique Delahaye, Jénouvrier, Chautemps, Grosjean, Fabien-Cesbron. Renvoi de l'article 2 à la Commission. Article 3. MM. Reymond, le Président de la Commission, Cachet, Astier. Article 3 supprimé. Article 4. Amendement de M. Bérenger, M. le Président de la Commission. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 4. Article 5. M. Reymond, le Garde des Sceaux, le Président de la Commission. Renvoi de l'article 5 à la Commission. Article 6. Amendement (disposition additionnelle) de M. Fabien-Cesbron : MM. Fabien-Cesbron, Jénouvrier, Chautemps, le Président de la Commission. Renvoi de l'amendement à la Commission. Adoption de l'article 6. Articles 7 et 8. Adoption [7 février] (A. t. I, p. 60; J.O., p. 50). M. Cazeneuve dépose un 2^e rapport supplémentaire [11 décembre] (A. t. II, p. 140; J.O., p. 1507; I. n° 449). || **1914.** Suite de la 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Article 2 : MM. Cazeneuve, *rapporteur*; de Lamarzelle, Bérenger, André, *commissaire du Gouvernement*; Paul Strauss, *président de la Commission*; Raoul Péret, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur*; Cachet. Adoption de l'article 2 (nouvelle rédaction). Article 3 : MM. le Sous-Secrétaire d'Etat, le rapporteur, Cachet, Beauvisage. Adoption de l'article 3. Article 4 : MM. le Sous-Secrétaire d'Etat, le Rapporteur. Adoption. Article 5 : MM. le Sous-Secrétaire d'Etat, le Rapporteur. Adoption. Article 6 : MM. le Sous-Secrétaire d'Etat, le Rapporteur.

Adoption. Articles 7 et 8. Adoption. Article 9 : MM. le Sous-Secrétaire d'Etat, le Rapporteur. Adoption. Articles 10 à 12. Adoption. Article 13 (précédemment adopté). Article 14 : Amendement de M. Bérenger. Retrait. Adoption de l'article 14. Vote sur le passage à une 2^e délibération. Adoption [5 mars] (A. t. I, p. 351 à 362; J.O., p. 294 et suivantes).

DÉPUTÉS (Élection des). — Voir Élections, § IV, 1 à 10.

DÉSINFECTION (Service autonome de). — 1913. Projet de loi tendant à compléter l'article 7 de la loi du 15 février 1902 relative à la protection de la santé publique, en vue d'autoriser exceptionnellement les villes de moins de 20.000 habitants à avoir un service autonome de désinfection, déposé à la Chambre le 7 novembre 1911; rapport de M. Fesq le 19 décembre 1912; adopté le 21 décembre; déposé par M. le Président du Conseil, *Ministre de l'Intérieur* [13 mars] (A. t. I, p. 242; J.O., p. 207; I. n° 66). M. Paul Strauss dépose le rapport [26 juin] (A. t. I, p. 1164; J.O., p. 961; I. n° 243). Première délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Charles Riou, Paul Strauss, *rapporteur*. Adoption [10 juillet] (A. t. I, p. 4317; J.O., p. 1084). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 6310).

DESTRUCTION DES PETITS ANIMAUX NUISIBLES A L'AGRICULTURE. — Voir Animaux (petits).

DIDEROT (Fête anniversaire de la naissance de). — 1913. Proposition de [loi tendant à l'institution d'une fête anniversaire de la naissance de Diderot, déposée par M. L. Martin et plusieurs de ses collègues [13 février] (A. t. I, p. 98; J.O., p. 81; I. n° 21). M. Henry Bérenger dépose le rapport sommaire sur cette proposition [6 mai] (A. t. I, p. 490; J.O., p. 408; I. n° 160). Adoption de la prise en considération [14 mai] (A. t. I, p. 517; J.O., p. 431). Commission : 1^{er} bureau, M. Louis Martin; 2^e bureau, M. Darbot; 3^e bureau, M. Pauliat; 4^e bureau, M. Paul Strauss; 5^e bureau, M. Vincent; 6^e bureau, M. Henry Bérenger; 7^e bureau, M. Loubet; 8^e bureau, M. Fagot; 9^e bureau, M. Guillaume Poulle (J.O., p. 4363; F. 37). Président, M. Darbot; Secrétaire, M. Henry Bérenger; Rapporteur, M. Louis Martin (J.O., p. 4363; F. 37). M. Louis Martin dépose le rapport [27 juin] (A. t. I, p. 1185; J.O., p. 978; I. n° 252). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. de Lamarzelle, Louis Martin, *rapporteur*, Herriot, Antony Ratier, *Garde des Sceaux*. Adoption [22 juillet] (A. t. I, p. 1385; J.O., p. 1142).

DIEULEFIT (Drôme). — Voir Octrois, 55.

DIJON (Côte-d'Or). — Voir Octrois, 56.

DINARD-SAINT-ENOGAT (Ille-et-Vilaine). — Voir Emprunts et Impositions, 17.

DIRINON (Finistère). — Voir Octrois, 57.

DISPENSAIRES D'HYGIÈNE SOCIALE ET DE PRÉSERVATION ANTITUBERCULEUSE. — 1913. Proposition de loi de MM. Léon Bourgeois, Ribot, Paul Strauss, Peyrot, Ferdinand-Dreyfus et Lourties, tendant à instituer des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse [25 juillet] (A. t. I, p. 1399; J.O., p. 1154; I. n° 344). M. Henry Bérenger dépose le rapport sommaire [18 novembre] (A. t. II, p. 44; J.O., p. 1427; I. n° 417) Prise en considération et renvoi aux bureaux [25 novembre] (A. t. II, p. 78; J.O., p. 1456). Commission : 1^{er} bureau, M. Léon Bourgeois; 2^e bureau, M. Chauveau; 3^e bureau, M. Beauvisage; 4^e bureau, M. Cuvinot; 5^e bureau, M. Caze-neuve; 6^e bureau, M. Lourties; 7^e bureau, M. Henry Bérenger; 8^e bureau, M. Paul Strauss; 9^e bureau, M. Mollard [27 novembre] (J.O., p. 10307; F. 91). Président, M. Léon Bourgeois; Secrétaire, M. Henry Bérenger [3 décembre] (J.O., p. 10468; F. 94): || 1914. M. Paul Strauss dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 1330; J.O., p. 1024; I. n° 377).

DIVORCE. — Voir Code civil, 3. — Abrogation de l'article 295 du Code civil qui interdit le divorce aux époux divorcés et remariés ensemble. Voir *Ibid.*, 17. — Signification des arrêts de rejet de la Chambre des requêtes. Voir *Ibid.*, 20.

DOMAINES CONGÉABLES. — 1913. Proposition de loi relative aux domaines congéables, déposée à la Chambre le 11 juillet 1912; rapport de M. Turmel le 29 mai 1913; adoptée le 12 juin; transmise par M. le Président de la Chambre [17 juin] (A. t. I, p. 1092; J.O., p. 900; I. n° 217). Commission : 1^{er} bureau, M. Bérenger; 2^e bureau, M. Larère; 3^e bureau, M. Charles Riou; 4^e bureau, M. Lemarié; 5^e bureau, M. de Keranfle'h; 6^e bureau, M. le comte de Tréveneuc; 7^e bureau, M. le général Audren de Kerdrel; 8^e bureau, M. de Lamarzelle; 9^e bureau, M. Fenoux (J.O., p. 5450; F. 59).

DOMMAGES (Réparation des) en cas de troubles et d'émeutes. — Voir Loi municipale.

DON A FROMELLES. — Voir Chemins de fer, § III, 1, année 1914.

DOUANES

1 — 1912. Projet de loi portant modification de la loi du 11 janvier 1892, en ce qui concerne le régime douanier de Saint-Pierre-et-Miquelon, déposé au Sénat le 11 juillet 1911 (Voir Table 1909-1911). M. Méline dépose le rapport [11 juillet] (A. t. I, p. 1549; J.O., p. 1249; I. n° 298). Discussion: Décrets désignant MM. Branet, *directeur général des douanes*, et Tesseron, *chef du service de l'Amérique et de l'Océanie et des services pénitentiaires*, en qualité de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Jean Morel, Dominique Delahaye, Lebrun, *Ministre des Colonies*; Méline, *rapporteur*. Clôture de la discussion générale. Déclaration de l'urgence. Discussion des articles. Articles 1^{er}. Amendement de M. Dominique Delahaye soumis à la prise en considération. Rejet. Articles 1 et 2. Adoption. Vote sur l'ensemble. Adoption [7 novembre] (A. t. I, p. 8; J.O., p. 1322). Promulgation (J.O., 13 novembre, p. 9613).

2 — 1912. Proposition de loi tendant à modifier le n° 603 *ter* du tarif général des douanes concernant les manches d'instruments agricoles, déposée au Sénat le 29 décembre 1911 (Voir Table 1909-1911). M. Borne dépose le rapport [14 mars] (A. t. I, p. 777; J.O., p. 632; I. n° 105). Adoption [25 juin] (A. t. I, p. 1282; J.O., p. 1036). Promulgation (J.O., 9 juillet, p. 6042).

3 — 1912. Projet de loi portant modification de la loi du 4 février 1902 concernant le régime de l'admission temporaire du froment, déposé à la Chambre le 24 mai; rapport de M. Loth, le 28 mai; adopté le 13 juin; déposé par MM. les Ministres de l'Agriculture, des Finances et du Commerce [20 juin] (A. t. I, p. 1250; J.O., p. 1008; I. n° 199). M. Lourties dépose le rapport: MM. Lourties, Fernand David, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*; Eugène Lintilhac, le Président. Fixation de la discussion au 25 juin [21 juin] (A. t. I, p. 1267; J.O., p. 1024; I. n° 205). 1^{re} délibération: Décret désignant M. Branet, *directeur général des douanes*, en qualité de commissaire du Gouvernement. Motion préjudicielle de M. Flaissières: MM. Flaissières, Fernand David, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*. Rejet. Discussion générale: MM. Le Breton, Pams, *Ministre de l'Agriculture*. Clôture de la discussion générale. Déclaration de l'urgence. Adoption [25 juin] (A. t. I, p. 1283; J.O., p. 1036). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 5700).

4 — 1912. Proposition de loi tendant à classier le métabisulfite de potasse dans le tarif général des douanes, déposée à la Chambre

le 11 janvier; rapport de M. Chassaing, le 12 novembre; adoptée le 28 novembre; transmise par M. le Président de la Chambre [3 décembre] (A. t. II, p. 134; J.O., p. 1423; I. n° 364). M. Cazeneuve dépose le rapport [10 décembre] (A. t. II, p. 194; J.O., 1471; I. n° 376). Déclaration de l'urgence. Adoption [17 décembre] (A. t. II, p. 246; J.O., p. 1515). Promulgation (J.O., 9 janvier 1913, p. 234).

5 — 1913. Projet de loi portant modification du régime douanier des chevaux destinés à la boucherie, déposé à la Chambre le 21 novembre 1911; rapport de M. le vicomte de Villebois-Mareuil, le 1^{er} décembre; adopté le 26 mai 1913; déposé par MM. les Ministres de l'Agriculture, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et des Finances [26 juin] (A. t. I, p. 1164; J.O., p. 961; I. n° 241). M. Noël dépose le rapport [22 juillet] (A. t. I, p. 1370; J.O., p. 1130; I. n° 311). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [30 juillet] (A. t. I, p. 845; J.O., p. 1251). Promulgation (J.O., 21 août, p. 7637).

6 — 1914. Proposition de loi tendant à frapper d'un droit de douane à l'entrée les bois contreplaqués, déposée à la Chambre le 14 mars 1914; rapport de M. Crolard, le 10 juin 1913 et rapport supplémentaire le 24 décembre; adoptée le 20 février 1914; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission des douanes [25 février] (A. t. I, p. 254; J.O., p. 214; I. n° 68).

7 — 1914. Projet de loi tendant à accorder le bénéfice du régime de l'admission temporaire aux châssis d'automobiles d'origine étrangère destinés à recevoir une carrosserie française, déposé à la Chambre le 19 juin 1913; rapport de M. le vicomte de Villebois-Mareuil, le 25 novembre; adopté le 27 janvier 1914; déposé par MM. les Ministres des Finances, du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission des douanes [27 février] (A. t. I, p. 322; J.O., p. 270; I. n° 80).

8 — 1914. Proposition de loi tendant à modifier le n° 112 du tarif général des douanes en ce qui concerne les essences de néroli et de petitgrain, déposée à la Chambre le 22 mai 1913; rapport de M. le vicomte de Villebois-Mareuil, le 27 janvier 1914; adoptée le 25 mars; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission des douanes [26 mars] (A. t. I, p. 690; J.O., p. 495; I. n° 165).

9 — 1914. Projet de loi relatif au régime douanier des zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie, déposé à la Chambre le

24 mars; rapport de M. Plichon, le 27 mars; adopté le 31 mars, déposé par MM. les Ministres du Commerce, de l'Agriculture et des Finances [31 mars] (A. t. I, p. 719; J.O., p. 607; I. n° 228).

DOUANES. — Voir Régime douanier colonial.

DOUANES (Agents des). — Voir Infraction en matière d'extraction de matériaux sur le rivage de la mer. — Voir Conventions internationales et traités, année 1914, 2. — Voir Personnel des douanes.

DRAGUIGNAN (Var). — Voir Octrois, 58, et Emprunts et impositions extraordinaires, 5.

DREUX (Eure-et-Loir). — Voir Octrois, 59.

DROIT DE RÉQUISITION. — Voir Réquisition (Droit de).

DROITS DE MUTATION A TITRE GRATUIT (Liquidation des). — 1913. Amendements de MM. Fessard, Touron et Fortier à l'article 8 de la loi de finances de l'exercice 1910 (disjoints par le Sénat dans ses séances du 5 avril 1910 et relatifs à l'évaluation de la valeur des immeubles pour la liquidation des droits de mutation à titre gratuit). M. Aimond dépose le rapport [3 juillet] (A. t. I, p. 1238; J.O., p. 1022; I. n° 265). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Renvoi de la discussion à la prochaine séance [18 novembre] (A. t. II, p. 45; J.O., p. 1428). Demande d'ajournement: MM. Fortier, Touron, Aimond, Deligne, *commissaire du Gouvernement*. Ajournement [18 décembre] (A. t. II, p. 192; J.O., p. 1550 et suiv.). || 1914. 1^{re} délibération (suite). Sur l'ajournement de la discussion: MM. Aimond, *rapporteur général*; Touron et Fortier. Fixation de la discussion à la séance qui suivra celle du mardi 10 mars [6 mars] (A. t. I, p. 383; J.O., p. 321).

EAUX ET FORÊTS (Age d'admission dans l'administration des). — Voir Code forestier.

ÉCHANGES

I — 1912. Projet de loi relatif à un échange de terrains forestiers entre l'Etat et l'hospice de Rue (Somme), déposé à la Chambre le 7 novembre 1911; rapport de M. Vandame, 21 novembre; adopté le 23 novembre; déposé par MM. les Ministres de l'Agriculture, de l'Inté-

rieur et des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 714; J.O., p. 580; Fa. 9, n° 10). M. Lefèvre dépose le rapport [15 mars] (A. t. I, p. 780; J.O., p. 635; Fa. 23, n° 77). Adoption [28 mars] (A. t. I, p. 965; J.O., p. 769). Promulgation (J.O., 12 avril, p. 3642).

2 — 1912. Projet de loi relatif à un échange de parcelles boisées entre l'Etat et M^{me} Ernest Carnot, déposé à la Chambre le 22 février; rapport de M. Bozonet le 7 mars; adopté le 11 mars; déposé par MM. les Ministres de l'Agriculture et des Finances [28 mars] (A. t. I, p. 981; J.O., p. 782; Fa. 33, n° 88). M. Lefèvre dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 1045; J.O., p. 837; Fa. 36, n° 92). Promulgation (J.O., 12 avril, p. 3642).

3 — 1912. Projet de loi relatif à un échange de terrains entre l'Etat et M. Nicolas, déposé à la Chambre le 24 mai; rapport de M. Ducarouge le 19 juin; adopté le 21 juin; déposé par MM. les Ministres de l'Agriculture et des Finances [11 juillet] (A. t. I, p. 1566; J.O. p. 1262; Fa. 49, n° 105); M. Lefèvre dépose le rapport [21 novembre] (A. t. II, p. 91; J.O., p. 1388; Fa. 54, n° 110). Adoption [3 décembre] (A. t. II, p. 134; J.O., p. 1424). Promulgation (J.O., 12 décembre, p. 10394).

4 — 1912. Projet de loi relatif à un échange de parcelles boisées entre l'Etat et M. Jacques-Gustave Béjot, déposé à la Chambre le 1^{er} juillet; rapport de M. Denis le 11 novembre; adopté le 14 novembre; déposé par MM. les Ministres de l'Agriculture et des Finances [19 décembre] (A. t. II, p. 253; J.O., p. 1520; Fa. 59, n° 115). M. Monnier dépose le rapport [20 décembre] (A. t. II, p. 286; J.O., p. 1548; Fa. 70, n° 145). Déclaration de l'urgence. Adoption [21 décembre] (A. t. II, p. 304; J.O., p. 1564). Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 10738).

5 — 1912. Projet de loi relatif à un échange de terrains boisés entre l'Etat et les époux Leprêtre, déposé à la Chambre le 9 juillet; rapport de M. Denis, le 11 novembre; adopté le 14 novembre; déposé par MM. les Ministres de l'Agriculture et des Finances [29 décembre] (A. t. II, p. 289; J.O., p. 1550; Fa. 72, n° 147). || **1913.** M. Monnier dépose le rapport [6 février] (A. t. I, p. 48; J.O., p. 39; Fa. 8, n° 42). Adoption [20 février] (A. t. I, p. 143; J.O., p. 120). Promulgation (J.O., 5 mars, p. 2065).

6 — 1913. Projet de loi relatif à un échange de terrains entre l'Etat et MM. Hermant et C^{ie}, déposé à la Chambre le 14 janvier; rapport de M. Roblin, le 24 janvier; adopté le 28 janvier; déposé par MM. les Ministres des Finances et de l'Agriculture [28 février] (A. t. I, p. 194; J.O.,

p. 160 ; Fa. 13, n° 59). M. Lefèvre dépose le rapport [15 mars] (A. t. I, p. 298 ; J.O., p. 243 ; Fa. 19, n° 79). Adoption [25 mars] (A. t. I, p. 375 ; J.O., p. 308). Promulgation (J.O., 9 avril, p. 3174).

7 — 1913. Projet de loi relatif à un échange de terrains entre l'État et M. Auzet, déposé à la Chambre le 6 mai ; rapport de M. Heuzé, le 1^{er} juillet ; adopté le 3 juillet ; déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur et de l'Agriculture [25 juillet] (A. t. I, p. 1406 ; J.O., p. 1160 ; Fa. 58, n° 161). || **1914.** M. Fabien-Cesbron dépose le rapport [27 février] (A. t. I, p. 323 ; J.O., p. 270 ; Fa. 31, n° 105). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2834).

8 — 1913. Projet de loi relatif à un échange de terrains forestiers entre l'État et le département du Loiret, déposé à la Chambre le 6 mai ; rapport de M. Auzet le 1^{er} juillet ; adopté le 3 juillet ; déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur, de l'Agriculture et de la Guerre [5 août] (A. t. I, p. 1616 ; J.O., p. 1326 ; Fa. 61, n° 164). || **1914.** M. Fabien-Cesbron dépose le rapport [27 février] (A. t. I, p. 323 ; J.O., p. 270 ; Fa. 31, n° 104). Promulgation (J.O., 1^{er} avril, p. 3009).

9 — 1914. Projet de loi relatif à un échange de terrains forestiers entre l'État et M. Sauvage de la Martinière, déposé à la Chambre le 4 novembre 1913 ; rapport de M. Amédée Chenal le 17 novembre ; adopté le 20 novembre ; déposé par MM. les Ministres des Finances et de l'Agriculture [16 janvier 1914] (A. t. I, p. 8 ; J.O., p. 8 ; Fa. 1, n° 1). M. Riotteau dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 200 ; J.O., p. 168 ; Fa. 18, n° 53). Adoption [20 février] (A. t. I, p. 234 ; J.O., p. 197). Promulgation (J.O., 5 mars, p. 1990).

ÉCHELLES DU LEVANT ET DE BARBARIE. — 1914. Projet de loi modifiant l'article 67 de la loi du 28 mars 1836 relative à la poursuite et au jugement des contraventions, délits et crimes commis par des Français dans les Echelles du Levant et de Barbarie, déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères et de la Justice [6 mars] (A. t. I, p. 382 ; J.O., p. 321 ; I. n° 95). Commission : 1^{er} bureau, M. Paul Fleury ; 2^e bureau, M. Lozé ; 3^e bureau, M. Charles Dupuy ; 4^e bureau, M. Dominique Delahaye ; 5^e bureau, M. Bonnefoy-Sibour ; 6^e bureau, M. Louis Martin ; 7^e bureau, M. Guillaume Poulle ; 8^e bureau, M. Belhomme ; 9^e bureau, M. Lucien Cornet [12 mars] (J.O., p. 2247 ; F. 27) ; M. Poulle dépose le rapport [13 mars] (A. t. I, p. 439 ; J.O., p. 369 ; I. n° 113). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [23 mars] (A. t. I, p. 547 ; J.O., p. 458).

ÉCOLE DES MINES DE SAINT-ÉTIENNE (Reconstruction des bâtiments de I'). — 1913. Projet de loi relatif à la reconstruction des bâtiments de l'École nationale des mines de Saint-Etienne, déposé à la Chambre le 10 décembre 1912; rapport de M. Simyan le 24 février 1913; adopté le 18 juin; déposé par MM. les Ministres de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, des Travaux publics et des Finances [3 juillet] (A. t. I, p. 1238; J.O., p. 1022; I. n° 263). M. Trouillot dépose le rapport [18 juillet] (A. t. I, p. 1356; J.O., p. 1117; I. n° 305). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [25 juillet] (A. t. I, p. 1399; J.O., p. 1154). Promulgation (J.O., 8 août, p. 7137).

ÉCOLE NATIONALE PROFESSIONNELLE A TARBES (Création d'une). — 1914. Projet de loi ayant pour objet de créer une Ecole nationale professionnelle à Tarbes, déposé à la Chambre le 12 mars; rapport de M. René Besnard le 24 mars; adopté le 30 mars; déposé par MM. les Ministres du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et des Finances. Renvoi à la Commission des Finances [30 mars] (A. t. I, p. 671; J.O., p. 564; I. n° 223). M. Lourties dépose le rapport [26 juin] (A. t. II, p. 1151; J.O., p. 895; I. n° 317). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption successive des articles. Sur l'ensemble des articles: MM. Lourties, *rapporteur*; Peytral, *président de la Commission des finances*; Aimond, *rapporteur général de la Commission des finances*; Thomson, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*. Adoption de l'ensemble du projet de loi [6 juillet] (A. t. I, p. 1240, 1241; J.O., p. 1049). Promulgation (J.O., 6 août, p. 7128).

ÉCOLE POLYTECHNIQUE (Conditions de limite d'âge). — 1914. Projet de loi tendant à fixer les conditions de limite d'âge d'admission à l'École polytechnique, déposé à la Chambre le 10 mars; rapport de M. Garat le 19 mars; adopté le 23 mars; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [24 mars] (A. t. I, p. 584; J.O., p. 490; I. n° 160). M. Boudenoot dépose le rapport [2 avril] (A. t. I, p. 730, 731; J.O., p. 616; I. n° 242). Discussion. Article premier. Retrait d'un contre-projet de M. Cuvinot. Adoption de l'article premier. Article 2. Adoption. Article 3. MM. Hervey, Noulens, *Ministre de la Guerre*. Adoption. Article 4. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [3 avril] (A. t. I, p. 799, 800; J.O., p. 679). Promulgation (J.O., 9 avril, p. 3326).

ÉCOLES DE COMMERCE. — 1912. Projet de loi relatif aux subventions à titre de participation de l'Etat dans les dépenses de construction ou d'aménagement des bâtiments des écoles pratiques de com-

merce ou d'industrie, déposé à la Chambre le 12 juillet; rapport de M. Abel le 28 novembre; adopté le 13 décembre; déposé par MM. les Ministres du Commerce et de l'Industrie et des Finances [19 décembre] (A. t. II, p. 252; J.O., p. 1520; I. n° 393). M. Touron dépose et lit le rapport. Discussion immédiate. Adoption [21 décembre] (A. t. II, p. 337; J.O., p. 1594; I. n° 442). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 41006).

ÉCOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES. — 1913. Proposition de loi concernant la création d'emplois de professeurs spéciaux dans les écoles primaires supérieures. (Voir amendement 18 au budget de 1913); rapport de M. Bouffandeau le 25 juillet; adoptée le 18 novembre; transmise par M. le Président de la Chambre [20 novembre] (A. t. II, p. 51; J.O. p. 1435; I. n° 427). || **1914.** M. Vincent dépose le rapport [27 janvier] (A. t. I, p. 56; J.O., p. 45; I. n° 20). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [17 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 168). Promulgation, 27 février, (J.O., p. 1848).

ÉCOLES PUBLIQUES ET PRIVÉES (Fréquentation régulière des). — **1914.** Projet de loi tendant à assurer la fréquentation régulière des écoles publiques ou privées et la défense de l'école laïque, déposé à la Chambre le 26 février 1912; rapport de M. Dessoye, le 6 décembre 1913; rapport supplémentaire de M. Pierre Dupuy, le 20 janvier; adopté le 20 janvier; déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts [29 janvier] (A. t. I, p. 76; J.O., p. 64; I. n° 22). Commission: 1^{er} bureau MM. Vincent, Simonet; 2^e bureau, MM. Goy, Chautemps; 3^e bureau, MM. Eugène Guérin, Cazeneuve; 4^e bureau, MM. René Béranger, Leblond; 5^e bureau, MM. Loubet, Faisans; 6^e bureau, MM. Alexandre Bérard, Maurice-Faure; 7^e bureau, MM. Lucien Cornet, Viseur; 8^e bureau, MM. Milliard, Debierre; 9^e bureau, MM. Savary, Ferdinand-Dreyfus [10 février] (J.O., p. 1318; F. 14); Président, M. Savary; Vice-Président, M. Maurice-Faure; Secrétaire, M. Vincent [12 février] (J.O., p. 1400; F. 15). M. Goy dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 371; J.O., p. 311; I. n° 91). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Goy, rapporteur; de Lamarzelle, Viviani, *Ministre de l'Instruction publique* [23 mars] (A. t. I, p. 548 à 563; J.O., p. 459). Suite de la discussion. Discussion générale (suite): M. Viviani, *Ministre de l'Instruction publique*. Demande d'affichage du discours de M. le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. Reprise de la

discussion générale : MM. Gaudin de Villaine, de Las Cases, Jénouvrier. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [24 mars] (A. t. I, p. 567 à 584; J.O., p. 476 et suiv.). Discussion générale (suite) : MM. Debierre, de Lamarzelle, Viviani, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*; Dominique Delahaye. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [26 mars] (A. t. I, p. 593 à 608; J.O., p. 498 et suiv.). Suite de la discussion. Discussion générale (suite) : MM. Dominique Delahaye, Empereur, Hervey. Adoption, au scrutin, de la clôture de la discussion générale. Vote sur le passage à la discussion des articles. Adoption. Contre-projet de M. Larère : M. Larère. Renvoi de la discussion à la prochaine séance [27 mars] (A. t. I, p. 628 à 640; J.O., p. 528). Suite de la discussion. Contre-projet de M. Larère : MM. Larère, Viviani, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*; de Lamarzelle. Rejet, au scrutin, de l'article premier du contre-projet. Contre-projet de M. de Lamarzelle : M. de Lamarzelle. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [30 mars] (A. t. I, p. 663 à 671; J.O., p. 557). Contre-projet de M. de Lamarzelle et plusieurs de ses collègues : MM. de Lamarzelle, René Viviani, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [31 mars] (A. t. I, p. 713 à 719; J.O., p. 602). Contre-projet de M. de Lamarzelle et plusieurs de ses collègues : MM. de Lamarzelle, Savary, *président de la Commission*, et Goy, *rapporteur*. Demande de clôture de la discussion. Scrutin. Adoption. Sur le contre-projet de M. de Lamarzelle et plusieurs de ses collègues : MM. de Lamarzelle et René Viviani, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. Rejet, au scrutin, du contre-projet. Ajournement de la suite de la discussion [2 avril] (A. t. I, p. 739 à 747; J.O., p. 623).

ÉCOLES VÉTÉRINAIRES (Cinquantenaire de la fondation des).—
Voir Décorations, 10.

EFFETS DE COMMERCE. — 1913. Proposition de loi tendant à reporter au lendemain l'encaissement des effets de commerce à l'échéance du 2 janvier, déposée à la Chambre le 25 novembre; rapport de M. Failliot, le 15 décembre; adoptée le 18 décembre; transmise par M. le Président de la Chambre [19 décembre] (A. t. II, p. 206; J.O., p. 1564; I. n° 468). Renvoi à la Commission des finances. M. Lourties dépose le rapport [23 décembre] (A. t. II, p. 235; J.O., p. 1586; I. n° 483). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Vote sur le passage à la discussion des articles. Rejet [27 décembre] (A. t. II, p. 297; J.O., p. 1638).

ÉLECTIONS

- I. — ELECTIONS PARTIELLES ET RENOUELEMENTS.
- II. — TIRAGE AU SORT DU DÉPARTEMENT APPELÉ A ÉLIRE UN SÉNATEUR EN REMPLACEMENT DE M. CAZOT, SÉNATEUR INAMOVIBLE DÉCÉDÉ.
- III. — VÉRIFICATIONS DE POUVOIRS.
- IV. — LÉGISLATION ÉLECTORALE.
 - A) Élection des Sénateurs.
 - B) Élection des Députés.
 - C) Questions diverses.

I — ÉLECTIONS PARTIELLES ET RENOUELEMENTS

(Pour les élections partielles et les renouvellements, voir les tableaux placés en tête du volume).

II — TIRAGE AU SORT DU DÉPARTEMENT APPELÉ A ELIRE UN SÉNATEUR EN REMPLACEMENT DE M. CAZOT, DÉCÉDÉ.

1912. — Tirage au sort du département qui sera appelé à élire un Sénateur, en remplacement de M. Cazot, décédé. Le sort désigne le département de la Haute-Loire [5 décembre] (A. t. I, p. 154; J.O., p. 1440).

III — VÉRIFICATIONS DE POUVOIRS

1912. M. Besnard dépose et lit le rapport sur l'élection de l'Ain. Admission de MM. Baudin, Bérard et Bollet. — M. Nègre dépose et lit le rapport sur l'élection de l'Allier. Admission de MM. Gacon, Peyronnet et Ville. — M. Surreaux dépose et lit le rapport sur l'élection des Hautes-Alpes. Admission de MM. Vagnat et Blanc. — M. Sabaterie dépose et lit le rapport sur l'élection de l'Ardèche. Admission de MM. Astier, Murat et Vincent. — M. J. Morel dépose et lit le rapport sur l'élection des Ardennes. Admission de MM. Alb. Gérard, Fagot et Lucien Hubert. — M. Boucher dépose et lit le rapport sur l'élection du Calvados. Admission de MM. Boivin-Champeaux, de Saint-Quentin et Tillaye. — M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport sur l'élection de l'Ariège. Admission de MM. Reynald et Bernère. — M. Murat dépose et lit le rapport sur l'élection des Côtes-du-Nord. Admission de MM. Le

Provost de Launay, de Tréveneuc, de Keranflec'h, de Kerouartz et Larère. M. Reynald dépose et lit le rapport sur l'élection du Cher. Admission de MM. Pauliat, Bonnelat et Martinet. — M. Reynald dépose et lit le rapport sur l'élection de la Charente. Admission de MM. Mulac, Limouzain-Laplanche et Martell. — M. Reynald dépose et lit le rapport sur l'élection de la Charente-Inférieure. Admission de MM. Genet, Combes, Réveillaud et Perreau. — M. Reynald dépose et lit le rapport sur l'élection de la Corrèze. Admission de MM. Rouby, Dellestable et Bussière. — M. Reynald dépose et lit le rapport sur l'élection de la Gironde. Admission de M. Chastenot. — M. Pontaille dépose et lit le rapport sur l'élection de la Creuse. Admission de MM. Defumade, Mazière et Simonet. — M. Poulle dépose et lit le rapport sur l'élection de la Dordogne. Admission de MM. Denoix, de la Batut, Peyrot et Guillier. — M. Guillier dépose et lit le rapport sur l'élection de la Loire. Admission de M. J. Morel. — M. Empereur dépose et lit le rapport sur l'élection de la Drôme. Admission de MM. Maurice-Faure, Ch. Chabert et L. Blanc. — M. Goy dépose et lit le rapport sur l'élection de l'Eure. Admission de MM. Milliard, Monnier et Hervey. — M. Monnier dépose et lit le rapport sur l'élection de la Seine-Inférieure. Admission de MM. Brindeau et Quesnel. — M. Ranson dépose et lit le rapport sur l'élection du Gard. Admission de MM. Doumergue, Bonnefoy-Sibour et Crémieux [12 janvier] (A. t. I, p. 8; J.O., p. 8). — M. Debierre dépose et lit le rapport sur l'élection du Cantal. Admission de MM. Lintilhac et Peschaud. — M. Le Roux dépose et lit le rapport sur l'élection du Doubs. Admission de MM. Borne, Grosjean et Butterlin. — M. Besnard dépose et lit le rapport sur l'élection de l'Aisne. Admission de MM. Touron, Ermant, Séblin et Gentilliez. — M. Faisant dépose et lit le rapport sur l'élection de l'Aude. Admission de MM. Gauthier, Dujardin-Beaumetz et Mir. — M. Vincent dépose et lit le rapport sur l'élection du Finistère. Admission de MM. Pichon, Delobean, Fortin, Hémon et Fenoux. — M. Rey dépose et lit le rapport sur l'élection de l'Aube. Admission de MM. Castillard, Renaudat et Rambourgt. — M. Riou dépose et lit le rapport sur l'élection de la Corse. Admission de MM. Doumer, Gavini et Gabrielli. — M. Ranson dépose et lit le rapport sur l'élection d'Alger. Admission de M. Colin. M. Cachet dépose et lit le rapport sur l'élection des Basses-Alpes. Admission de MM. Henri-Michel et Perchot. — M. Pauliat dépose et lit le rapport sur l'élection de la Côte-d'Or. Admission de MM. Chauveau, Philipot et Messner. — M. Peyronnet dépose et lit le rapport sur l'élection de l'Aveyron. Admission de MM. Vidal de Saint-Urbain, Monsservin et Cannac [16 janvier] (A. t. I, p. 19; J.O., p. 16). — M. J. Codet dépose et lit le rapport sur l'élection des Alpes-Maritimes. Admission

de MM. Sauvan et Amic [19 janvier] (A. t. I, p. 40; J.O., p. 33). — M. Fortin dépose et lit le rapport sur l'élection d'Eure-et-Loir. Admission de MM. Vinet, Lhopiteau et Baudet [23 janvier] (A. t. I, p. 46; J.O., p. 39). — M. Bérard dépose et lit le rapport sur l'élection des Bouches-du-Rhône [30 janvier] (A. t. I, p. 71; J.O., p. 58; I. n° 40). Discussion des conclusions du rapport de M. Bérard : MM. le Président, Pujes, Alexandre Bérard, *rapporteur*; Dominique Delahaye, Richard. Vote par division : 1° validation des opérations électorales en ce qui concerne MM. Peytral, Flaissières et Camille Pelletan; 2° annulation du 3° tour de scrutin. Adoption des conclusions relatives au 2° tour de scrutin. M. Mascle, élu : MM. le Président, Dominique Delahaye. Admission de MM. Peytral, Flaissières, Camille Pelletan et Mascle [3 février] (A. t. I, p. 132; J.O., p. 111). — M. Saint-Germain dépose et lit le rapport de l'élection de la Réunion. Admission de M. Crépin [26 mars] (A. t. I, p. 867; J.O., p. 710). — M. Pauliat dépose et lit le rapport sur l'élection de Meurthe-et-Moselle. Admission de M. de Langenhagen [24 mai] (A. t. I, p. 1092; J.O., p. 875). — M. Al. Bérard dépose et lit le rapport sur l'élection du Haut-Rhin. Admission de M. L. Thiéry [30 mai] (A. t. I, p. 1097; J.O., p. 880). — M. Pinault dépose et lit le rapport sur l'élection du Gers. Admission de M. Decker-David [4 juin] (A. t. I, p. 1125; J.O., p. 905). — M. Murat dépose et lit le rapport sur l'élection de la Seine-Inférieure. Admission de M. Rouland [27 juin] (A. t. I, p. 1313; J.O., p. 1060). — M. Cachet dépose et lit le rapport sur l'élection du Tarn-et-Garonne. Admission de M. Capéran [12 juillet] (A. t. I, p. 1596; J.O., p. 1288). — M. Hervey dépose et lit le rapport sur l'élection du Rhône. Admission de M. Herriot [7 novembre] (A. t. II, p. 19; J.O., p. 1330). — M. Vallé dépose et lit le rapport sur l'élection du Finistère. Admission de M. Villiers [3 décembre] (A. t. II, p. 134; J.O., p. 1423). — M. H. Leygue dépose le rapport sur l'élection de la Guadeloupe [10 décembre] (A. t. II, p. 194; J.O., p. 1472; I. n° 378). Discussion des conclusions du rapport de M. H. Leygue. MM. Dominique Delahaye, Honoré Leygue, *rapporteur*. Vote sur la demande d'ajournement de la discussion. Rejet. Admission de M. Henry Bérenger [13 décembre] (A. t. II, p. 220; J.O., p. 1493). — M. Vincent dépose et lit le rapport sur l'élection des Côtes-du-Nord. Admission de M. Limon [19 décembre] (A. t. II, p. 264; J.O., p. 1530).

1913. — M. Darbot dépose et lit le rapport sur l'élection de la Meuse. Admission de M. Grosdidier [15 mai] (A. t. I, p. 540; J.O., p. 449). — M. Quesnel dépose et lit le rapport sur l'élection de la Haute-Loire. Admission de M. Devins [22 mai] (A. t. I, p. 709; J.O., p. 587). — M. Ranson dépose et lit le rapport sur l'élection du Morbihan. Admission de

M. Guilloteaux [8 juillet] (A. t. I, p. 1290; J.O., p. 1064). — M. Faisans dépose et lit le rapport sur l'élection de l'Ille-et-Vilaine. Admission de M. Le Hérisse [22 juillet] (A. t. I, p. 1371; J.O., p. 1130). M. Lintilhac dépose et lit le rapport sur l'élection du Doubs. Admission de M. Maurice Ordinaire [11 novembre] (A. t. I, p. 91; J.O., p. 1399). — M. Fenoux dépose et lit le rapport sur l'élection du Calvados. Admission de M. Henry Chéron [11 décembre] (A. t. II, p. 139; J.O., p. 1507). — M. Murat dépose et lit le rapport sur l'élection de l'Yonne. Admission de M. Ribière [11 décembre] (A. t. II, p. 140; J.O., p. 1507). — M. Limouzain-Laplanche dépose et lit le rapport sur l'élection de la Seine-Inférieure. Admission de M. Leblond [12 décembre] (A. t. II, p. 144; J.O., p. 1512). — M. Sauvan dépose et lit le rapport sur l'élection de l'Aude. Admission de M. Maurice Sarraut [23 décembre] (A. t. II, p. 233; J.O., p. 1584).

1914. — M. Faisans dépose et lit le rapport sur l'élection de l'Ariège. Admission de M. Eugène Pérès [2 avril] (A. t. I, p. 725; J.O., p. 612). — M. Pontelle dépose et lit le rapport sur l'élection de la Seine. Admission de MM. Deloncle et Steeg [3 avril] (A. t. I, p. 762, 763; J.O., p. 645). — M. Poirson dépose et lit le rapport sur l'élection du Pas-de-Calais. Admission de M. Jonnart [15 juin] (A. t. I, p. 819; J.O., p. 699). — M. de Lamarzelle dépose et lit le rapport sur l'élection du Finistère. Admission de M. de Penanros [23 juin] (A. t. I, p. 954; J.O., p. 813). — M. Pauliat dépose et lit le rapport sur l'élection du Nord. Admission de M. Dron [24 juin] (A. t. I, p. 981; J.O., p. 837). — M. Vieu dépose et lit le rapport sur l'élection de la Seine. Admission de M. Magny [29 juin] (A. t. I, p. 1054; J.O., p. 898). — M. Vincent dépose et lit le rapport sur l'élection de la Savoie. Admission de M. Milan [30 juin] (A. t. I, p. 1104; J.O., p. 938). — M. Limouzain-Laplanche dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale de Lot-et-Garonne. Admission de M. Galup [8 juillet] (A. t. I, p. 1310; J.O., p. 1107). — M. Guillaume Poulle dépose et lit le rapport sur l'élection du Nord. Admission de M. Dehove [22 décembre] (A. t. II, p. 1564, 1565; J.O., p. 1318).

IV — Législation Électorale

a) Élection des Sénateurs.

1 — 1913. Proposition de loi déposée le 23 décembre 1908 (voir tables 1906-1908 et 1909-1911); M. Guillier dépose un rapport supplémentaire [17 juin] (A. t. I, p. 1095; J. O., p. 902; I. n° 219). 1^{re} délibération. Sur le renvoi de la discussion : M. Cazeneuve. Ajournement de la 1^{re} délibération [18 juillet] (A. t. I, p. 1367; J.O., p. 1126). 1^{re} délibération (suite). Déclaration de l'urgence. Article unique (modifications aux articles 7 et

8 de la loi du 2 août 1875). Article 7. Contre-projet de M. Boivin-Champeaux : M. Boivin-Champeaux. Retrait. Amendement de M. Cazeneuve : MM. Cazeneuve, Guillier, *rapporteur* ; Paul Morel, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur* ; Boivin-Champeaux, Monis. Nouveaux amendements de M. Cazeneuve. Renvoi de la proposition de loi et des amendements à la Commission [21 novembre] (A. t. II, p. 71 ; J.O., p. 1450).

2 — 1914. Projet de loi tendant à proroger les pouvoirs des Sénateurs appartenant à la série B, déposé par M. Bienvenu Martin, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoyé à la Commission des finances [22 décembre] (A. t. I, p. 1565 ; J.O., p. 1318 ; I. n° 476). M. Alexandre Bérard dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [23 décembre] (A. t. I, p. 1568 ; J.O., p. 1321 ; I. n° 479). Promulgation (J.O., 25 décembre 1914, p. 9338).

b) Élection des Députés.

1 — 1912. Projet de loi portant modification aux lois organiques sur l'élection des Députés, déposé à la Chambre le 30 juin 1910 ; rapports de M. Groussier, les 16 mars, 16 juin, 26 décembre 1911, 26 janvier, 13 février, 12 mars, 19 mars, 26 mars, 11 juin, 6 juillet et 9 juillet 1912 ; adopté les 4 juin et 10 juillet ; déposé par M. le Président du Conseil et par M. le Ministre de l'Intérieur [12 juillet] (A. t. I, p. 1614 ; J.O., p. 1310 ; I. n° 331). Commission : 1^{er} bureau, MM. Jeanneney, Trouillot ; 2^e bureau, MM. Sarrien, Bepmale ; 3^e bureau, MM. Lourties, Guillaume Poulle ; 4^e bureau, MM. Gervais, Alexandre Bérard ; 5^e bureau, MM. Clemenceau, Albert Decrais ; 6^e bureau, MM. Ferdinand-Dreyfus, Régismanset ; 7^e bureau, MM. Maujan, Bérenger ; 8^e bureau, MM. Théodore Girard, Peytral ; 9^e bureau, MM. Antony Ratier, Couyba ; Président, M. Clemenceau ; Vice-Présidents, MM. Sarrien et Decrais ; Secrétaires, MM. Couyba et Jeanneney (J.O., p. 9678 ; F. 81). || 1913. M. Jeanneney dépose le rapport [28 février] (A. t. I, p. 178 ; J.O., p. 147 ; I. n° 43). Fixation de la discussion au jeudi 13 mars [7 mars] (A. t. I, p. 234 ; J.O., p. 191). 1^{re} délibération. Discussion générale : MM. Maujan, Lhopiteau, Louis Martin [13 mars] (A. t. I, p. 253 ; J.O., p. 208). Discussion générale (suite) : MM. Maxime Lecomte, Pauliat, Trouillot, Réveillaud [14 mars] (A. t. I, p. 273 ; J.O., p. 224). Discussion générale (suite) : MM. Couyba, Maurice Colin, Bepmale, Félix Martin [15 mars] (A. t. I, p. 298 ; J.O., p. 244). Suite de la discussion générale : MM. Servant, Flandin, Théodore Girard, Jeanneney, *rapporteur* [17 mars] (A. t. I, p. 323 ; J.O., p. 264). Discussion générale (suite) : MM. Viger, Aristide Briand, *président du Conseil*, *Ministre de l'Intérieur* ; Clemenceau, *président de la*

Commission. Clôture de la discussion générale. Déclaration de l'urgence. Discussion des articles. Article premier de la Commission. Contre-projet de M. Maujan : M. Maujan. Amendement de M. Peytral : MM. Peytral, le Président du Conseil, Ferdinand-Dreyfus. Sur la clôture : M. Félix Martin. Sous-amendement de M. Jean Codet à l'amendement de M. Peytral : M. Jean Codet. Retrait du sous-amendement. Adoption des premiers mots de l'article premier du contre-projet de M. Maujan. Scrutin sur l'amendement de M. Peytral. Pointage. Proclamation du scrutin sur l'amendement de M. Peytral. Adoption de l'amendement. Renvoi de la suite de la discussion à une prochaine séance [18 mars] (A. t. I, p. 353; J.O., p. 290). Discussion des articles (suite). Article premier : MM. Jeanneney, *rapporteur*; Clemenceau, *président de la Commission*. Suspension de la séance. Reprise de la séance. Article premier. MM. Jeanneney, *rapporteur*; Barthou, *président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Jean Codet et Debierre : M. Jean Codet. Retrait de l'amendement. Amendement de M. Etienne Flandin : M. Etienne Flandin. Amendement de M. Louis Martin : M. Louis Martin. Retrait de l'amendement. Sur l'amendement de M. Flandin : MM. Jeanneney, *rapporteur*; Klotz, *Ministre de l'Intérieur*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Amendement de M. Guillaume Poulle : M. Guillaume Poulle. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article premier. Article 2. Amendement de M. Maxime Lecomte : MM. Maxime Lecomte, le Rapporteur. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 2. Article 3. Amendement de MM. Debierre et Codet. Non appuyé. Amendement de MM. Gervais et plusieurs de ses collègues : MM. Gervais, Alexandre Bérard, le Ministre de l'Intérieur, le Rapporteur, Paul Strauss et Jénouvrier. Rejet de l'amendement par l'adoption, au scrutin, de la première partie du texte de la Commission. Amendement de M. Colin : M. le Rapporteur. Discussion réservée. Adoption de la deuxième partie de l'article 3. Article 4 (supprimé). Article 4 (ancien art. 5) : MM. Quesnel, le Rapporteur. Adoption. Articles 5 à 9 (anciens art. 6 à 10). Adoption. Article 10 (ancien art. 11) : MM. Cuvinot, le Rapporteur. Adoption. Sur la partie de l'article 3 réservée : M. le Rapporteur. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [10 juin] (A. t. I. p. 1061; J.O., p. 872). M. Klotz, *Ministre de l'Intérieur*, et M. le Président du Conseil déposent le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant modification aux lois organiques sur l'élection des Députés. Renvoi à la Commission précédemment saisie [20 novembre] (A. t. II, p. 51; J.O., p. 1435; I. n° 426). || 1914. M. Jeanneney dépose le rapport [12 février] (A. t. I, p. 162; J.O., p. 135; I. n° 49). — Discussion générale :

MM. Jeanneney, *rapporteur* ; René Renoult, *Ministre de l'Intérieur* ; Le Breton. Discussion des articles. Article premier. Contre-projet de M. Debierre : M. Debierre. Retrait. Adoption de l'article premier. Article 2. Adoption. Article 3 : M. Paul Strauss. Amendement de M. Bérard : MM. Alexandre Bérard, le Rapporteur, Hervey. Adoption de l'amendement et de l'article 3 modifié. Articles 4 à 10. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Halgan, le rapporteur. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [10 mars] (A. t. I, p. 401 à 407 ; J.O., p. 336).

2 — 1912. Proposition de loi portant modification aux lois organiques sur l'élection des députés, déposée par M. Cuvinot [21 novembre] (A. t. II, p. 91 ; J.O., p. 1388 ; I. n° 356).

3 — 1913. Proposition de loi tendant à la modification des lois organiques sur l'élection des députés, déposée par M. Félix Martin [6 février] (A. t. I, p. 47 ; J.O., p. 39 ; I. n° 10). Nouvelle proposition de loi sur cette question, déposée par M. Félix Martin [25 mars] (A. t. I, p. 375 ; J.O., p. 308 ; I. n° 98).

4 — 1913. Proposition de loi portant modification aux lois organiques sur l'élection des députés, déposée par M. Lintilhac [11 février] (A. t. I, p. 74 ; J.O., p. 61 ; I. n° 19).

5 — 1913. Proposition de loi portant modification des lois organiques sur l'élection des députés, déposée par M. Maujan [20 février] (A. t. I, p. 147 ; J.O., p. 123 ; I. n° 29).

6 — 1913. Proposition de loi portant modification aux lois organiques sur l'élection des députés, déposée par M. Pauliat [7 mars] (A. t. I, p. 233 ; J.O., p. 191 ; I. n° 59). Renvoi à la Commission relative au vote obligatoire [21 novembre] (A. t. II, p. 69 ; J.O., p. 1453).

7 — 1913. Proposition de loi portant modification des lois organiques sur l'élection des députés, déposée par M. Maujan [14 mars] (A. t. I, p. 292 ; J.O., p. 240 ; I. n° 79).

8 — 1913. Proposition de loi tendant à la modification des lois organiques sur l'élection des députés ; déposée par M. Félix Martin [21 novembre] (A. t. II, p. 69 ; J.O., p. 1449 ; I. n° 429). Renvoi à la commission chargée d'examiner le projet de loi portant modifications aux lois organiques sur l'élection des députés.

9 — 1913. Proposition de loi portant modification des lois organiques sur l'élection des députés, déposée par M. Maujan [19 décembre]

Renvoi à la Commission relative à l'élection des députés (A. t. I, p. 206; J.O., p. 1564; I. n° 467).

10 — 1914. Projet de loi tendant à modifier le tableau des circonscriptions électorales annexé à la loi du 13 février 1889, déposé à la Chambre le 13 mars; rapport de M. Paul Aubriot, le 23 mars; adopté le 25 mars; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [26 mars] (A. t. I, p. 591; J.O., p. 496; I. n° 166). Renvoi à la Commission chargée de l'examen du projet de loi portant modification aux lois organiques sur l'élection des députés. M. Bepmale dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [26 mars] (A. t. I, p. 609; J.O., p. 511; I. n° 182). Discussion du projet de loi. Discussion générale: M. Louis Martin. Art. 1^{er}. Tableau des circonscriptions. Amendement de M. Fabien-Cesbron (soumis à la prise en considération): MM. Fabien-Cesbron, Bepmale, *rapporteur*; Malvy, *Ministre de l'Intérieur*. Rejet. Sur l'ensemble de l'article 1^{er}: M. Louis Martin. Adoption du tableau des circonscriptions et de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [27 mars] (A. t. I, p. 619 à 623; J.O., p. 520). Promulgation. (J.O. 28 mars, p. 2830).

c) *Questions diverses.*

1 — 1912. Proposition de loi ayant pour objet d'assurer le secret et la liberté du vote ainsi que la sincérité des opérations électorales, transmise au Sénat le 4 novembre 1904. (Voir Table 1902-1905, élections, § IV, 8; Table 1906-1908, élections, § IV, 2; Table 1909-1911, élections, 1); transmise à la Chambre le 1^{er} mars 1910; rapport de M. J. Reinach, le 8 février 1912; adoptée le 15 mars; transmise par M. le Président de la Chambre [15 mars] (A. t. I, p. 780; J.O., p. 635; I. n° 109). || 1913. M. Lintilhac dépose un rapport supplémentaire [25 février] (A. t. I, p. 150; J.O., p. 125; I. n° 30). Discussion générale: M. Eugène Lintilhac, *rapporteur*. Article premier: MM. Guillaume Poulle, le *Rapporteur*, Morel, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur*; René Bérenger, Guillier. Amendement de M. Guillier. Renvoi de l'amendement à la Commission. Article premier réservé. Article 2: MM. Alexandre Bérard, le *Rapporteur*, Cazeneuve, Dominique Delahaye, Savary. Amendement (disposition additionnelle) de M. Bérard. Adoption du premier paragraphe de l'article. Sur la fin de l'article: MM. Fortier, le *Rapporteur*, Charles Riou, Dominique Delahaye. Adoption de la fin de l'article 2. Sur l'amendement (disposition additionnelle) de M. Bérard: MM. Alexandre Bérard, le *Rapporteur*, Félix Martin, Fortier, de Las

Cases. Rejet, au scrutin, de l'amendement (disposition additionnelle) de M. Bérard. Article 3. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Bérard : M. le Rapporteur. Adoption de l'amendement et de l'ensemble de l'article 3. Articles 4 à 7. Adoption. Article 8. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, le Rapporteur, Cazeneuve. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 8. Article 9. Amendement de M. Peschaud : MM. Peschaud, le Rapporteur. Renvoi de l'amendement à la Commission. Article 10. Amendement de M. Peschaud : MM. Peschaud, Charles Riou. Renvoi à la Commission de l'amendement et de l'article 10. Article 11. Adoption. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, le Rapporteur, Fabien-Cesbron. Rejet de l'amendement. Articles 12 à 16. Adoption. Article 17 : MM. le Sous-Secrétaire d'Etat, le Rapporteur. Adoption de l'article 17 modifié. Article 18 : MM. Félix-Martin, le Rapporteur, Cazeneuve. Rejet. Observation : MM. Maurice-Faure, le Rapporteur. Renvoi de la discussion à une séance ultérieure [20 juin] (A. t. I, p. 1141 ; J.O., p. 941). Discussion des articles réservés : M. Eugène Lintilhac, *rapporteur*. Article premier et article premier bis : M. le Rapporteur. Adoption de l'article premier et de l'article premier bis. Article 9 : MM. Charles Riou, le Rapporteur. Amendement de M. Riou : M. Félix Martin. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 9. Article 10. Amendement de M. Peschaud : M. le Rapporteur. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 10. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [27 juin] (A. t. I, p. 1187 ; J.O., p. 980). Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 6749).

2. — 1914. Projet de loi tendant à modifier les articles 1, 3, 4, 9 et 11 de la loi du 29 juillet 1913, ayant pour objet d'assurer le secret et la liberté du vote ainsi que la sincérité des opérations électorales, déposé à la Chambre le 19 janvier ; rapport de M. Joseph Reinach, le 6 février ; adopté le 5 mars ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Sur le renvoi : MM. Milliès-Lacroix, Alexandre Bérard, le Président, le Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur. Renvoi à la Commission chargée de l'examen du projet de loi portant modification aux lois organiques sur l'élection des députés [5 mars] (A. t. I, p. 362 ; J.O., p. 303 ; I. n° 88). M. Alexandre Bérard dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Demande de discussion immédiate. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [26 mars] (A. t. I, p. 591 ; J.O., p. 496 ; I. n° 170). Demande d'ajournement de la discussion : MM. Milliard, Alexandre Bérard, *rapporteur*. Renvoi de la discussion à la suite de l'ordre du jour [27 mars] (A. t. I, p. 619 ; J.O., p. 520). Discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du

Gouvernement. Article premier. Adoption. Article 2. Amendement de M. Lemarié : M. Bérard, *rapporteur*. Adoption de l'amendement et de l'article 2 modifié. Article 3 de la Chambre des Députés. Rejet. Article 3 (ancien article 4 du projet voté par la Chambre des Députés) : MM. Charles Riou, Malvy, *Ministre de l'Intérieur*. Adoption de l'article 3. Article 4 : MM. Fortier, le Rapporteur. Adoption de l'article 4. Article 5. Adoption. Article 7 de la Chambre des Députés : MM. le Rapporteur, Lemarié. Rejet. Article 8 de la Chambre des Députés. Rejet. Articles 6 à 11. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [30 mars] (A. t. I, p. 659 à 662; J.O., p. 554). Promulgation (J.O., 1^{er} avril, p. 3007).

3 — 1912. Proposition de loi relative au vote obligatoire pour les élections législatives, déposée par M. Pauliat [5 novembre] (A. t. II, p. 4; J.O., p. 1317; I. n° 339).

4 — 1912. Proposition de loi relative au vote obligatoire, déposée par M. Maxime Lecomte [5 novembre] (A. t. II, p. 4; J.O., p. 1317; I. n° 340). || 1913. M. Maxime Lecomte dépose le rapport sommaire [22 juillet] (A. t. I, p. 1393; J.O., p. 1149; I. n° 321). Prise en considération [11 novembre] (A. t. I, p. 10; J.O., p. 1399). Commission : 1^{er} bureau, M. Charles Riou; 2^e bureau, M. Mulac; 3^e bureau, M. Reymonenq; 4^e bureau, M. Etienne Flandin; 5^e bureau, M. Goirand; 6^e bureau, M. Maxime Lecomte; 7^e bureau, M. Henry Béranger; 8^e bureau, M. Louis Martin; 9^e bureau, M. Théodore Girard (J.O., p. 10091; F. 87). Président, M. Th. Girard; Secrétaire, M. Henry Béranger; Rapporteur, M. Maxime Lecomte (J.O., p. 10137; F. 88).

5 — 1913. Proposition de loi ayant pour objet de réprimer les actes de corruption dans les opérations électorales (Voir Tables 1906-1908 Elections, § IV), déposée à la Chambre des Députés le 10 juin 1910; rapport de M. Aubriot le 27 juin 1913; adoptée le 22 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre [22 juillet] (A. t. I, p. 1393; J.O., p. 1149; I. n° 323). || 1914. M. Henry Boucher dépose le rapport [12 mars] (A. t. I, p. 422; J.O., p. 355; I. n° 106). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Articles 1 à 9. Adoption. Article 10 : MM. Charles Riou, Henry Boucher, *rapporteur*; Bienvenu Martin, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Fabien-Cesbron. Adoption. Articles 11 et 12. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [27 mars] (A. t. I, p. 623 à 627; J.O., p. 524). Promulgation (J.O., 1^{er} avril, p. 3006).

6 — 1913. Projet de loi tendant à confier à la Chambre des requêtes de la cour de cassation l'examen des pourvois en matière électorale, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [3 juillet]

A. t. I, p. 1238; J. O., p. 1022; I. n° 261). Commission : 1^{er} bureau, M. Boivin-Champeaux; 2^e bureau, M. Alexandre Bérard; 3^e bureau, M. Savary; 4^e bureau, M. de Las Cases; 5^e bureau, M. Vieu; 6^e bureau, M. Lhopiteau; 7^e bureau, M. Guillier; 8^e bureau, M. Martinet; 9^e bureau, M. Chastenet (J. O., p. 7095; F. 78). Président, M. Martinet; Secrétaire, M. Lhopiteau; Rapporteur, M. Boivin-Champeaux (J. O., p. 7121, F. 79). M. Boivin-Champeaux dépose le rapport [18 novembre] (A. t. II, p. 43; J. O., p. 1429; I. n° 423). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [28 novembre] (A. t. II, p. 112; J. O., p. 1485). Promulgation (J. O., 8 février 1914, p. 1162).

7 — 1914. Proposition de loi tendant à réglementer l'affichage électoral, déposée à la Chambre le 16 janvier; rapport de M. Arthur Grousier, le 22 janvier; adoptée le 29 janvier; transmise par M. le Président de la Chambre [30 janvier] (A. t. I, p. 79; J. O., p. 67; I. n° 23). Renvoi à la Commission chargée d'examiner le projet de loi portant modification aux lois organiques relatives à l'élection des députés. M. Alexandre Bérard dépose le rapport [3 février] (A. t. I, p. 97; J. O., p. 83; I. n° 27). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Alexandre Bérard, *rapporteur*. Discussion des articles : Article 1^{er}. Amendement de M. Brager de La Ville-Moysan : MM. Brager de La Ville-Moysan, Fortier, Charles Riou, Le Breton, le Rapporteur, Emile Chautemps, Bodinier, Eugène Lintilhac, Merlet, Surreaux, Guillaume Poulle, Séblin, Raoul Péret, *Sous-Secrétaire d'Etat de l'Intérieur*. Adoption de l'amendement de M. Brager de La Ville-Moysan (premier paragraphe de l'article 1^{er}). Demande de renvoi de l'article 1^{er} à la Commission. Rejet. Adoption de la deuxième partie de l'article 1^{er}. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Article 2 : MM. Brager de La Ville-Moysan, Jénouvrier, Guillaume Chastenet, Herriot. Adoption de la 1^{re} partie de l'article 2. Rejet de la 2^e partie de l'article 2. Article 3 : MM. le Rapporteur, Brager de la Ville-Moysan, Jénouvrier, Dominique Delahaye, de Lamarzelle, Touron. Renvoi à la Commission de l'article 3. Article 4 : M. Brager de la Ville-Moysan. Renvoi à la Commission. Article 5 : M. Jénouvrier. Renvoi à la Commission. Articles 6 et 7. Adoption [5 mars] (A. t. I, p. 363 à 371; J. O., p. 304). Suite de la discussion : Articles 3, 4 et 5 précédemment réservés : Observations : M. Alexandre Bérard, *rapporteur*. Article 3. Amendement (paragraphe additionnel) de M. Dominique Delahaye (non appuyé). Retrait. Adoption de l'article 3. Article 4. Adoption. Article 5. MM. Brager de la Ville Moysan, Vieu, le Rapporteur, Raoul Péret, *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur*, Eugène Lintilhac. Retrait de l'article 5. Amendement (disposi-

tion additionnelle) de M. Hervey soumis à la prise en considération) : MM. Hervey, le Rapporteur, Tournon. Rejet. Sur l'ensemble de la proposition de loi : MM. Brager de La Ville-Moysan, Charles Riou, de Lamazelle, le Rapporteur, Gaudin de Villaine. Adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi [6 mars] (A. t. I., p. 377 à 382 ; J.O., p. 317). Promulgation (J.O., 21 mars, p. 2575).

8 — 1914. Proposition de loi tendant à créer le vote familial, déposée par M. Louis Martin [26 juin] (A. t. I, p. 1052; J.O., p. 895; I. n° 325).

9 — 1914. Projet de loi tendant : 1° à ajourner les opérations de révision des listes électorales pour 1915 ; 2° à ajourner les élections législatives, départementales et communales, déposé à la Chambre le 22 décembre ; rapport de M. Alexandre Varenne, le 23 décembre ; adopté le 23 décembre ; déposé par M. Malvy, *Ministre de l'Intérieur*. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [23 décembre] (A. t. I, p. 1581; J.O., p. 1331; I. n° 481). M. Alexandre Bérard dépose le rapport. Discussion immédiate ordonnée. Adoption [23 décembre] (A. t. I, p. 1582; J.O., p. 1333; I. n° 486). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 9338).

ÉLECTIONS DES CONSEILLERS MUNICIPAUX DE PARIS ET DES DÉPARTEMENTS. — 1912. Proposition de loi relative aux élections des conseillers municipaux de Paris et des départements, des députés et des sénateurs, déposée par M. Maxime Lecomte [5 novembre] (A. t. II, p. 4; J.O., p. 1317; I. n° 341). || **1914.** M. Vincent dépose le rapport sommaire [24 mars] (A. t. I, p. 566; J.O., p. 475; I. n° 156). Rejet de la prise en considération [31 mars] (A. t. I, p. 694; J.O., p. 585).

ÉLÈVES DE LA MARINE MARCHANDE. — Voir Marine, 10.

ÉLÈVES DES ÉCOLES POLYTECHNIQUE ET SPÉCIALE MILITAIRE. — Voir Armée, § II, 10, 11 et 12.

ELLIANT (Finistère). — Voir Octrois, 60.

ÉMISSION DE TIMBRES-PRIMES. — Voir Timbres-primés (émission de).

EMPRUNTS DES COLONIES FRANÇAISES ET DES PROTECTORATS.

1 — 1912. Projet de loi autorisant le gouvernement tunisien à contracter un emprunt de 90.500.000 francs, pour accélérer l'achève-

ment du réseau de ses chemins de fer, déposé à la Chambre le 23 mars 1911; rapport de M. Bouge, le 23 juin; adopté le 3 février 1912; déposé par MM. les Ministres des Finances et des Affaires étrangères [9 février] (A. t. I, p. 241; J.O., p. 201; I. n° 54). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [5 mars] A. t. I, p. 715; J.O., p. 580; I. n° 81). Déclaration de l'urgence. Adoption [8 mars] (A. t. I, p. 743; J.O., p. 605). Promulgation (J.O., 29 mars, p. 3083).

2 — 1912. Projet de loi tendant à autoriser le gouverneur général de l'Indo-Chine à contracter un emprunt de 90 millions pour exécuter divers travaux d'utilité publique et d'intérêt général, déposé à la Chambre le 7 novembre 1911; rapport de M. Métin, le 1^{er} mars 1912; Avis de la Commission des finances par M. Viollette, le 12 juin; rapport supplémentaire par M. Métin, le 27 juin; Adopté le 5 juillet; déposé par MM. les Ministres des Colonies et des Finances [5 juillet] (A. t. I, p. 1431; J.O., p. 1157; I. n° 259). M. Gervais dépose le rapport [29 novembre] (A. t. II, p. 130; J.O., p. 1422; I. n° 361). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [20 décembre] (A. t. II, p. 278; J.O., p. 1541). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 10962).

3 — 1912. Projet de loi autorisant une répartition nouvelle des fonds des deux emprunts de 65 millions et de 100 millions de l'Afrique occidentale française (lois des 5 juillet 1903, 22 janvier 1907 et 12 mars 1909), déposé à la Chambre le 3 juillet; rapport de M. Pierre Goujon, le 3 juillet; avis de la Commission du budget par M. Viollette, le 8 juillet; avis adopté le 10 juillet; déposé par MM. les Ministres des Colonies et des Finances [11 juillet] (A. t. I, p. 1549; J.O., p. 1248. I. n° 304). M. Saint-Germain dépose et lit le rapport. 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1613; J.O., p. 1309; I. n° 330). Promulgation (J.O., 28 juillet, p. 6787).

4 — 1913. Projet de loi ayant pour objet de déterminer le programme des travaux à entreprendre, dans les établissements français de l'Inde, sur le reliquat des fonds de l'emprunt autorisé par les lois des 1^{er} avril 1906 et 11 avril 1910, déposé à la Chambre le 16 décembre 1912; rapport de M. P. Bluysen, le 19 décembre; avis de la Commission du budget le 6 février 1913; rapport supplémentaire de M. P. Bluysen, le 7 mars; adopté le 13 mars; déposé par MM. les Ministres des Colonies et des Finances [15 mars] (A. t. I, p. 397; J.O., p. 243; I. n° 80). M. Gervais dépose le rapport [27 mars] (A. t. I, p. 396; J.O., p. 327; I. n° 120). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 474; J.O., p. 395). Promulgation (J.O., 9 avril, p. 3174).

5 — 1913. Projet de loi autorisant le gouvernement de l'Afrique occidentale française à contracter un emprunt de 167 millions pour la construction de nouvelles lignes de chemins de fer et travaux d'aménagement des ports, déposé le 28 mars 1912; rapport de M. P. Goujon, le 23 décembre; avis de la Commission des finances par M. Viollette le 5 juin 1913 et rapport supplémentaire de M. P. Goujon le 2 juillet; adopté le 11 juillet; déposé par MM. les Ministres des Finances et des Colonies [17 juillet] (A. t. I, p. 1338; J.O., p. 1101; I. n° 301). M. Gervais dépose le rapport [14 novembre] (A. t. II, p. 41; J.O., p. 1424; I. n° 414). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [12 décembre] (A. t. II, p. 145; J.O., p. 4513). Promulgation (J.O., 12 décembre, p. 11010).

6 — 1914. Projet de loi autorisant le gouvernement du Maroc à contracter un emprunt de 170.250.000 francs pour exécution de travaux publics et remboursement du passif maghzen, déposé à la Chambre le 17 mars 1913; rapports de M. Long les 18 juin et 21 décembre; rapport supplémentaire; avis de la Commission du budget de M. Bouge les 8 décembre et 28 janvier 1914; adopté le 28 janvier; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères et des Finances [5 février] (A. t. I, p. 109; J.O., p. 93; I. n° 32). Renvoi à la Commission des Finances. M. Lucien Hubert dépose le rapport [10 février] (A. t. I, p. 144; J.O., p. 121; I. n° 42). 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Déclaration générale: MM. Lucien Hubert, *rapporteur*; Gaston Doumergue, *Président du Conseil*, *Ministre des Affaires étrangères*, et de Lamarzelle. Discussion des articles: Article premier: MM. Dominique Delahaye, le Rapporteur. Adoption. Articles 2 à 8. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [27 février] (A. t. I, p. 300 à 311; J.O., p. 252). Promulgation (J.O., 21 mars, p. 2574).

7 — 1914. Projet de loi portant modification de la loi du 12 juillet 1909 autorisant l'emprunt du Congo français, déposé à la Chambre le 8 mars 1913; rapport de M. Amiard le 15 décembre, et avis de la Commission du budget de M. Ceccaldi le 10 février, 1914; adopté le 16 février; déposé par MM. les Ministres des Colonies et des Finances. Renvoi à la Commission des Finances [17 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 167; I. n° 53). M. Gervais dépose le rapport [13 mars] (A. t. I, p. 649; J.O. p. 369; I. n° 116). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [30 mars] (A. t. I. p. 649; J.O., p. 546). Promulgation (J.O., 2 avril, p. 3062).

8 — 1914. Projet de loi autorisant le gouvernement général de l'Afrique équatoriale française à contracter un emprunt de 171 millions

pour construction de chemins de fer et travaux d'aménagement et installations, déposé à la Chambre le 8 août 1913; rapport de M. Amiard le 30 janvier 1914 et avis de la Commission du budget de M. Ceccaldi le 18 mars; adopté le 26 mars; déposé par MM. les Ministres des Colonies et des Finances. Renvoi à la Commission des finances [27 mars] (A. t. I, p. 628; J.O., p. 527; I. n° 188). M. Gervais dépose le rapport [23 juin] (A. t. I, p. 980; J.O., p. 835; I. n° 302). 1^{re} délibération. Communication de deux décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [8 juillet] (A. t. I, p. 1310; J.O., p. 1108). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 6399).

EMPRUNTS ET IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES.

1 — 1914. Projet de loi tendant à autoriser la ville d'Aix (Bouches-du-Rhône) à percevoir une taxe sur les propriétés bâties desservies par le réseau d'égouts, déposé à la Chambre le 28 juin; rapport de M. Emile-Dumas, le 9 juillet; adopté le 10 juillet; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [10 juillet] (A. t. I, p. 1389; J.O., p. 1169; F. 63, n° 167). M. Monnier dépose le rapport [10 juillet] (A. t. I, p. 1390; J.O., p. 1170; Fa. 64, n° 169). Adoption [13 juillet] (A. t. I, p. 1415; J.O., p. 1190). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 6392).

2 — 1914. Projet de loi tendant à autoriser la ville de Bordeaux (Gironde), à percevoir une taxe sur les places occupées, payantes ou non, dans les lieux permanents ou temporaires de spectacle, déposé à la Chambre le 10 mars; rapport de M. Amédée Chenal le 18 mars; adopté le 19 mars; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [19 mars] (A. t. I, p. 521; J.O., p. 436; Fa. 47, n° 142). M. Ponteille dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 591; J.O., p. 496; Fa. 51, n° 146). M. Ponteille dépose un rapport supplémentaire [10 juillet] (A. t. I, p. 1364; J.O., p. 1150; Fa. 61, n° 163).

3 — 1913. Projet de loi tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Combrit (Finistère), déposé à la Chambre le 16 décembre 1912; rapport de M. Berniolle, le 27 février 1913; adopté le 3 mars; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [13 mars] (A. t. I, p. 252; J.O., p. 207; Fa. 17, n° 77). M. Monnier dépose le rapport [15 mai] (A. t. I, p. 540; J.O., p. 449; Fa. 28, n° 88). Adoption [22 mai] (A. t. I, p. 693; J.O., p. 575). Promulgation (J.O., 4 juin, p. 4810).

4 — 1914. Projet de loi tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de la Croix-Helléan (Morbihan), dé-

posé à la Chambre le 7 novembre 1912; rapport et rapport supplémentaire de M. Albert Denis, les 10 mars 1913 et 19 janvier 1914; adopté le 19 mars; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [30 janvier] (A. t. I, p. 95; J.O., p. 80; Fa. 6, n° 13). M. Riotteau dépose le rapport [6 février] (A. t. I, p. 128; J.O., p. 107; Fa. 8, n° 15).

5 — 1912. Projet de loi tendant à autoriser la ville de **Draguignan** (Var), à percevoir une taxe sur la propriété bâtie, déposé à la Chambre le 5 juin; rapport de M. Berniolle, le 24 juin; adopté le 1^{er} juillet; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [2 juillet] (A. t. I, p. 1382; J.O., p. 1117; Fa. 43, n° 99). M. Lefèvre dépose le rapport [4 juillet] (A. t. I, p. 1406; J.O., p. 1137; Fa. 45, n° 101), Adoption [9 juillet] (A. t. I, p. 1455; J.O., p. 1176). Promulgation (J.O., 12 juillet, p. 6150).

6 — 1912. Projet de loi tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de **Grazac** (Haute-Loire), déposé à la Chambre le 7 novembre; rapport de M. Denis, le 12 décembre; adopté le 19 décembre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur (Fa. 66, n° 139). M. Monnier dépose le rapport [20 décembre] (A. t. II, p. 276; J.O., p. 1541; Fa. 69, n° 144). Déclaration de l'urgence. Adoption [21 décembre] (A. t. II, p. 330; J.O., p. 1588). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 10771).

7 — 1914. Projet de loi tendant à autoriser la ville de **Grenoble** (Isère) à percevoir une taxe sur les propriétés bâties desservies par le réseau d'égouts, déposé à la Chambre le 15 janvier; rapport de M. Jean Durand, le 24 février; adopté le 26 février; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [27 février] (A. t. I, p. 323; J.O., p. 270; Fa. 30, n° 103). M. Riotteau dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 376; J.O., p. 316; Fa. 39, n° 134). Adoption [12 mars] (A. t. I, p. 422; J.O., p. 354). Promulgation (J.O., 22 mars, p. 2610).

8 — 1913. Projet de loi tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de **Landévant** (Morbihan), déposé à la Chambre le 8 juillet; rapport de M. Cabrol, le 22 juillet; adopté le 24 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances [25 juillet] (A. t. I, p. 1398; J.O., p. 1154; Fa. 56, n° 159). M. Monnier dépose le rapport [30 juillet] (A. t. I, p. 1521; J.O., p. 1252; Fa. 59, n° 162). Adoption [5 août] (A. t. I, p. 1594; J.O., 1309). Promulgation (J.O., 9 août, p. 7166).

9 — 1913. Projet de loi tendant à autoriser la ville de **Menton** (Alpes-Maritimes), à percevoir une taxe sur les propriétés bâties, déposé à la Chambre le 10 février; rapport de M. Berniolle le 17 février; adopté le

21 février; déposé par M. le Président du Conseil, *Ministre de l'Intérieur* [13 mars] (A. t. I, p. 252; J.O., p. 207; Fa. 18, n° 78). M. Lefèvre dépose le rapport [15 mars] (A. t. I, p. 298; J.O., p. 243; Fa. 20, n° 80). Adoption [25 mars] (A. t. I, p. 375; J.O., p. 308). Promulgation (J.O., 29 mars, p. 2762).

10 — 1912. Projet de loi tendant à établir une imposition d'office sur la commune de **Nivillac** (Morbihan), déposé à la Chambre le 1^{er} juin 1911; rapport de M. Grodet, le 10 juillet 1912; adopté le 11 juillet; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [11 juillet] (A. t. I, p. 1563; J.O., p. 1260; Fa. 47, n° 103). M. Lefèvre dépose le rapport [21 novembre] (A. t. II, p. 91; J.O., p. 1388; Fa. 55, n° 111). Adoption [3 décembre] (A. t. II, p. 134; J.O., p. 1424). Promulgation (J.O., 8 décembre, p. 10261).

11 — 1913. Projet de loi tendant à modifier la loi du 5 décembre 1912 établissant une imposition d'office sur la commune de **Nivillac** (Morbihan), déposé à la Chambre le 12 mars; rapport de M. Heuzé, le 20 mars; adopté le 27 mars; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur (Fa. 24, n° 84). M. Lefèvre dépose le rapport [27 mars] (A. t. I, p. 384; J.O., p. 312, 316; Fa. 25, n° 85). Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 473; J.O., p. 395). Promulgation (J.O., 30 mars, p. 2830).

12 — 1914. Projet de loi tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de **Nivillac** (Morbihan), déposé à la Chambre le 28 janvier; rapport de M. Berniole, le 18 février; adopté le 20 février; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [5 mars] (A. t. I, p. 362; J.O., p. 303; Fa. 32, n° 106). M. Riotteau dépose le rapport [16 mars] (A. t. I, p. 465; J.O., p. 390; Fa. 43, n° 138). Adoption [24 mars] (A. t. I, p. 566; J.O., p. 476). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2832).

13 — 1912. Projet de loi tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de **Plouhinec** (Finistère), déposé à la Chambre le 6 février; rapport de M. Chenal, le 19 mars; adopté le 25 mars; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur (Fa. 28, n° 82); M. Lefèvre dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 891; J.O., p. 712, 730. Fa. 30, n° 85). Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 1013; J.O., p. 810). Promulgation (J.O., 3 avril, p. 3218).

14 — 1913. Projet de loi tendant à autoriser la ville de **Privas** (Ardèche), à percevoir une taxe sur la propriété bâtie, déposé à la Chambre le 10 mars; rapport de M. Berniolle, le 25 juin; adopté le 27 juin; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [8 juillet] (A. t. I, p. 1310; J.O., p. 1079; Fa. 53, n° 156). M. Monnier dépose le rapport

[22 juillet] (A. t. I, p. 1393 ; J.O. p. 1149 ; Fa. 54, n° 157). Adoption [29 juillet] (A. t. I, p. 1454 ; J.O., p. 1199). Promulgation (J.O., 3 août, p. 6990).

15 — 1913. Projet de loi tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de **Razac-sur-l'Isle** (Dordogne), déposé à la Chambre le 5 décembre 1912 ; rapport de M. Denis, le 4 février 1913 ; adopté le 7 février ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur [25 février] (A. t. I, p. 150 ; J.O., p. 125 ; Fa. 12, n° 58). M. Lefèvre dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 216 ; J.O., 178 ; Fa. 16, n° 76). Adoption [18 mars] (A. t. I, p. 352 ; J.O., p. 289). Promulgation (J.O., 30 mars, p. 2830).

16 — 1914. Projet de loi tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la section du Poux, commune de **Sannat** (Creuse), déposé à la Chambre le 28 janvier ; rapport de M. Amédée Chenal, le 11 février ; adopté le 13 février ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [17 février] (A. t. I, p. 215 ; J.O., p. 180 ; Fa. 23, n° 70). M. Riotteau, dépose le rapport [12 mars] (A. t. I, p. 422 ; J.O., p. 353 ; Fa. 40, n° 135). Adoption [24 mars] (A. t. I, p. 566 ; J.O., p. 475). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2833).

17 — 1913. Projet de loi tendant à autoriser la ville de **Saint-Enogat** (Ille-et-Vilaine) à percevoir une taxe annuelle de 4 p. 100 sur le revenu cadastral des propriétés bâties situées dans le périmètre desservi par un réseau d'égouts, déposé le 20 mai ; rapport de M. Hubert Rouger, le 26 juin ; adopté le 30 juin ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [3 juillet] (A. t. I, p. 1262 ; J.O., p. 1041 ; Fa. 50, n° 153). M. Monnier dépose le rapport [19 décembre] (A. t. II, p. 206 ; J.O., p. 1564 ; Fa. 74, n° 214). Adoption [24 décembre] (A. t. II, p. 265 ; J.O., p. 1613). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 11.200).

18 — 1912. Projet de loi tendant à établir sur la commune de **Saint-Loubouer** (Landes), une imposition extraordinaire destinée à pourvoir au remboursement d'un emprunt scolaire, déposé à la Chambre le 22 février ; rapport de M. Berniolle, le 19 mars ; adopté le 21 mars ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [22 mars] (A. t. I, p. 842 ; J.O., p. 689 ; Fa. 24, n° 78). M. Lefèvre dépose le rapport [22 mars] (A. t. I, p. 862 ; J.O., p. 706 ; Fa. 25, n° 79). Adoption [28 mars] (A. t. I, p. 965 ; J.O., p. 769). Promulgation (J.O., 2 avril, p. 3170).

19 — 1912. Projet de loi tendant à autoriser le département de la Seine à s'imposer 11 centimes additionnels au principal des quatre

contributions directes pour divers services d'assistance, déposé à la Chambre le 7 novembre ; rapport de M. Berniolle, le 10 décembre ; adopté le 13 décembre ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur (Fa. 58, n° 114). M. Monnier dépose le rapport [19 décembre] (A. t. II, p. 252, 270 ; J.O., p. 1520, 1534 ; Fa. 64, n° 136). Adoption [21 décembre] (A. t. II, p. 296 ; J.O., p. 1558) Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 10771).

20 — 1914. Projet de loi tendant à autoriser le département de la Seine à s'imposer 3 centimes 50 centièmes additionnels au principal des quatre contributions directes pour diverses dépenses annuelles obligatoires ou facultatives d'assistance, déposé à la Chambre le 4 février ; rapport de M. Amédée Chenal, le 11 février ; adopté le 13 février ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [17 février] (A. t. I, p. 215 ; J.O., p. 180 ; Fa. 22, n° 69). M. Riotteau dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 371 ; J.O., p. 311 ; Fa. 33, n° 107). Adoption [12 mars] (A. t. I, p. 422 ; J.O., p. 354). Promulgation (J.O., 22 mars, p. 2609).

21 — 1914. Projet de loi tendant à autoriser la commune de Vanves (Seine) à percevoir une taxe sur les propriétés bâties desservies par le réseau d'égouts, déposé à la Chambre le 28 juin ; rapport de M. Emile Dumas, le 9 juillet ; adopté le 10 juillet ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [10 juillet] (A. t. I, p. 1389 ; J.O., p. 1169 ; Fa. 63, n° 166). M. Monnier dépose le rapport [10 juillet] (A. t. I, p. 1390 ; J.O., p. 1170 ; Fa. 64, n° 168). Adoption [13 juillet] (A. t. I, p. 1415 ; J.O., p. 1190). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 6393).

ENFANTS (Travail des). — 1912. Proposition de loi tendant à abroger les dispositions de la loi du 2 novembre 1892 permettant l'emploi dans l'industrie d'enfants n'ayant pas 13 ans révolus, déposée à la Chambre le 13 novembre 1911 ; rapport de M. Lemire, le 15 mars 1912 ; adoptée le 14 juin ; transmise par M. le Président de la Chambre [14 juin] (A. t. I, p. 4210 ; J.O., p. 976 ; I. n° 194).

ENFANTS ADULTÉRINS ET NATURELS. — Voir Code civil, 5.

ENFANTS ET ADOLESCENTS. — Voir Tribunaux pour enfants.

ENFANTS INFIRMES OU INCURABLES. — 1914. Proposition de loi sur l'assistance aux enfants infirmes ou incurables, déposée par M. Paul Strauss. Renvoi à la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi relative à l'assistance des enfants infirmes et incurables [27 février] (A. t. I, p. 300 ; J.O., p. 251 ; I. n° 79) ; Président, M. Cauvin (J.O., p. 5393 ; F. 47).

ENFANTS NATURELS (Reconnaissance par les ascendants des).

— Voir Code civil, 13.

ENGAGEMENT DE DÉPENSES POUR L'UTILISATION DE LOCAUX PRÉCÉDEMMENT OCCUPÉS PAR LA COUR DES COMPTES. — Voir Cour des comptes.

ENGAGEMENT DE DÉPENSES POUR ACQUISITION D'UN IMMEUBLE DÉPENDANT DE LA LIQUIDATION DE LA CONGRÉGATION DES PÈRES DE PICPUS. — Voir Acquisition d'un immeuble.

ENGAGEMENT DES DÉPENSES. — Voir Contrôle de l'engagement des dépenses.

ENGAGEMENT ET RENGAGEMENT DANS L'ARMÉE DE MER.

— Voir Marine, 8.

ENREGISTREMENT.— 1913. Propositions de loi ayant pour objet de modifier l'article 61 de la loi du 22 frimaire an VII, sur l'enregistrement, déposées le 4 mars et le 24 décembre 1912; rapport collectif de M. J. Durand, le 10 juillet 1913; adoptée le 21 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre [22 juillet] (A. t. I, p. 1371; J. O., p. 1130; I. n° 312). Commission : 1^{er} bureau, M. Bourganel; 2^e bureau, M. Pic-Paris; 3^e bureau, M. Cachet; 4^e bureau, M. Perreau; 5^e bureau, M. Guillaume Poulle; 6^e bureau, M. de La Batut; 7^e bureau, M. Ringot; 8^e bureau, M. Martinet; 9^e bureau, M. Fortier (J.O., p. 7095; F. 79). Président, M. Pic-Paris; Secrétaire, M. Guillaume Poulle; Rapporteur, M. Guillaume Poulle (J.O., p. 7121; F. 80). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [19 décembre] (A. t. II, p. 206; J. O., p. 1564; I. n° 466). || 1911. Première délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [23 janvier] (A. t. I, p. 43; J.O., p. 36). Promulgation (J.O., 3 février, p. 946).

ENSEIGNEMENT DE L'AGRICULTURE. — 1912. Projet de loi relatif à l'enseignement départemental et communal de l'agriculture, déposé au Sénat le 13 février 1902. (Voir Table 1902-1905). 1^{re} délibération : décret désignant M. Privat-Deschanel, *directeur général de la comptabilité publique*, en qualité de commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Viger, *rapporteur*; Dominique Delahaye, Guillaume Poulle. Clôture de la discussion générale : M. le Rapporteur. Demande d'urgence : M. Richard. Retrait de la demande d'urgence. Art. 1^{er} : MM. Richard, Méline, le Rapporteur, Dominique Delahaye. Amendements de M. Richard : MM. Richard,

le Rapporteur, Cornet. Retrait des deux amendements par leur auteur : M. Cornet. Adoption de l'article 1^{er}. Art. 2. Amendement de M. Hervey : MM. Hervey, le Rapporteur. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption de l'article 2. Art. 3. Amendement de M. Darbot : MM. Darbot, le Rapporteur. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption de l'article 3. Art. 4. Amendement de M. Darbot : MM. Darbot, le Rapporteur. Retrait de l'amendement par son auteur : M. Richard. Adoption de l'article 4. Art. 5. Adoption. Art. 6 : MM. Fortier, le Rapporteur. Adoption de l'article 6. Art. 7 : MM. Richard, Guillaume Poulle, le Rapporteur. Adoption de l'article 7. Art. 8 et 9. Adoption. Art. 10 : MM. Cornet, le Rapporteur. Adoption de l'article 10. Art. 11 à 14. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet [19 janvier] (A. t. I, p. 32; J.O., p. 27) : M. Viger dépose un rapport supplémentaire [8 mars] (A. t. I, p. 742; J.O., p. 603; I. n° 96). 2^e délibération : Art. 1^{er}. Adoption. Art. 2. Disposition additionnelle de M. Hervey : MM. Viger, rapporteur; le Président. Adoption de l'article 2. Art. 3. Retrait d'un amendement de M. Darbot. Amendement de MM. Cazeneuve, Ponteille et Reymonenq : MM. Cazeneuve, le Rapporteur. Retrait de l'amendement. Adoption de l'art. 3. Art. 4. Adoption. Art. 5 : MM. Milliès-Lacroix, le Rapporteur, Dominique Delahaye, Pams, *Ministre de l'Agriculture*. Rejet de la proposition de M. Milliès-Lacroix, tendant au renvoi de la discussion à la prochaine séance. Adoption de l'article 5. Art. 6 : MM. Milliès-Lacroix, le Rapporteur. Rejet de l'article 6. Art. 7 : MM. Milliès-Lacroix, le Ministre de l'Agriculture, le Rapporteur. Renvoi à la Commission. Art. 8 : M. le Rapporteur. Renvoi à la Commission. Art. 9 : MM. Milliès-Lacroix, le Ministre de l'Agriculture, le Rapporteur. Adoption. Art. 10 à 14. Adoption [11 juin] (A. t. I, p. 1174; J.O., p. 948). Suite de la discussion : Articles 6, 7 et 8 réservés. Art. 6. Amendement de M. Milliès-Lacroix : MM. Viger, rapporteur; Milliès-Lacroix. Retrait de l'amendement. Adoption du texte nouveau de la Commission. Art. 7. Amendement de M. Milliès-Lacroix : MM. Milliès-Lacroix, le Rapporteur, le Président. Adoption de l'amendement modifié de M. Milliès-Lacroix. Art. 8 : MM. Milliès-Lacroix, Pams, *Ministre de l'Agriculture*; Jeanneney, le Rapporteur. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet [14 juin] (A. t. I, p. 1198; J.O., p. 966). Promulgation (J.O., 25 août p. 7641).

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE. — 1912. Proposition de loi relative à l'enseignement primaire et à l'enseignement secondaire déposée par M. Debierre [15 mars] (A. t. I, p. 780; J.O., p. 635, I. n° 110).

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL DE L'AGRICULTURE. —

1914. Projet de loi sur l'organisation de l'enseignement professionnel de l'agriculture, déposé à la Chambre le 30 mars 1912; rapport de M. Plissonnier, le 20 février 1913; adopté le 6 mars 1914; déposé par MM. les Ministres de l'Agriculture, de l'Instruction publique et des Finances; renvoi à la Commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à l'enseignement départemental et communal de l'agriculture [16 mars] (A. t. I, p. 474; J.O., p. 398; I. n° 122).

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. — Voir loi n° 381, Table 1901, p. 367. || **1914.** M. Charles-Dupuy dépose le rapport [23 mars] (A. t. I, p. 546; J.O., p. 457; I. n° 148).

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

— **1913.** Proposition de loi relative à l'organisation de l'enseignement technique, industriel et commercial, déposée par M. Astier [4 mars] (A. t. I, p. 198; J.O., p. 163; I. n° 47). || **1914.** M. Astier dépose le rapport [1^{er} juillet] (A. t. I, p. 1108; J.O., p. 942; I. n° 335).

ENTREPRISES INDUSTRIELLES, COMMERCIALES OU FINANCIÈRES (Interdiction à certains condamnés de droit commun).

— **1912.** Proposition de loi tendant à interdire à certains condamnés de droit commun, la fondation, la direction et l'administration de toute entreprise industrielle, commerciale ou financière faisant appel à l'épargne ou au crédit, déposée à la Chambre le 17 novembre 1911; rapport de M. Bender, le 1^{er} février 1912; adoption le 12 février; transmise par M. le Président de la Chambre [13 février] (A. t. I, p. 311; J.O., p. 258; I. n° 58). Commission: 1^{er} bureau, M. Trystram; 2^e bureau, M. Guillier; 3^e bureau, M. Bérenger; 4^e bureau, M. Lemarié; 5^e bureau, M. Flandin; 6^e bureau, M. Chastenet; 7^e bureau, M. Lourties; 8^e bureau, M. Louis Martin; 9^e bureau, N. (J.O., p. 2221, F. 42). Président, M. Bérenger; Secrétaire, M. L. Martin; Rapporteur, M. Guillier (J.O., p. 2327; F. 44).

ENVOIS POSTAUX. — **1912.** Projet et proposition de loi relatifs aux sanctions applicables aux envois postaux abusivement expédiés aux conditions du tarif réduit, déposés à la Chambre les 5 février et 22 mars; rapport collectif de M. Delonclé, le 19 décembre; adopté le 20 décembre; déposé par MM. les Ministres des Postes et Télégraphes et des Finances [21 décembre] (A. t. II, p. 304; J.O., p. 1564; I. n° 423). M. Dupont dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion. Adoption [21 décembre] (A. t. II, p. 313; J.O., p. 1571; I. n° 430). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 10802).

EPARGNE (Protection de l'). — Voir Titres de capitalisation de longue durée.

ERNÉE (Mayenne). — Voir Octrois, 62.

ESPAGNE (Convention entre la France et l'Espagne). — Voir Conventions internationales et traités, année 1913, 3.

ESSAIRES (Nord). — Voir Communes et cantons, 5.

ESSENCES DE NÉROLI ET DE PETIT GRAIN. — Voir Douanes, 8.

ESSERTS-ESCRY. — Voir Communes et cantons, 9.

ESTAIRE (Nord). — Voir Octrois, 63.

ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX (Revision de la législation des).

— **1912.** Proposition de loi tendant à la revision de la législation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, déposée le 8 juin 1906. (Voir Table 1906-1908.) M. Chautemps dépose un 2^e rapport supplémentaire [10 décembre] (A. t. II, p. 194; J.O., p. 1471; I. n^o 377). || **1913.** 2^e délibération. MM. Chautemps, rapporteur; Tournon, Guist'hau, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*. Renvoi à la Commission [28 janvier] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 14). || **1914.** M. Chautemps dépose un 3^e rapport supplémentaire [22 janvier] (A. t. I, p. 37; J.O., p. 31; I. n^o 13).

ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE PRIVÉE (Surveillance des).

— **1912.** Projet de loi relatif à la surveillance des établissements de bienfaisance privée, déposé à la Chambre le 21 octobre 1902; rapport de M. Breton, le 21 mars 1911; adopté le 11 juillet 1912; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [15 novembre] (A. t. II, p. 63; J.O., p. 1365; I. n^o 348). Commission: 1^{er} bureau, M. Strauss; 2^e bureau, M. Raymond Leygue; 3^e bureau, M. Lemarié; 4^e bureau, M. Ermant; 5^e bureau, M. Guillier; 6^e bureau, M. Ferdinand-Dreyfus; 7^e bureau, M. René Bérenger; 8^e bureau, M. Halgan; 9^e bureau, M. Blanc (J.O., p. 10069; F. 87). Président, M. Bérenger; Secrétaire, M. Lemarié (J.O., p. 10183; F. 88). || **1914.** M. Ferdinand-Dreyfus dépose le rapport [3 février] (A. t. I, p. 97; J.O., p. 83; I. n^o 28). 1^{re} délibération. Discussion générale: MM. Ferdinand-Dreyfus, de Las Cases, Dominique Delahaye. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [6 mars] (A. t. I, p. 383 à 395; J.O., p. 321 et suivantes). Discussion générale (suite): M. Raoul Péret, *Sous-Secrétaire d'Etat au*

Ministère de l'Intérieur. Discussion des articles: Article premier. Adoption du 1^{er} paragraphe. Amendement de M. Dominique Delahaye: MM. Dominique Delahaye, le Rapporteur. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Renvoi de la suite de la discussion à une prochaine séance [10 mars] (A. t. I, p. 407 à 415; J.O., p. 341).

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS D'OcéANIE. — Voir Télégraphie sans fil.

ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS. — Voir Travail des enfants et des femmes. — Voir Travail des ouvriers adultes.

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS. — Voir Offices nationaux.

ÉTAT DE SIÈGE. — 1914. Projet de loi relatif à l'état de siège, déposé à la Chambre le 4 août; discussion immédiate; adopté le 4 août; déposé par MM. les Ministres de la Guerre, de la Marine, de l'Intérieur et de la Justice. M. H. Chéron dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [4 août] (A. t. I, p. 1552, 1553; J.O., p. 1307; I. n° 455 et 456). Promulgation (J.O., 6 août, p. 7126).

ÉTRANGERS NATURALISÉS (Réglementation de l'accès des fonctions publiques aux). — 1914. Proposition de loi de M. Jénouvrier tendant à réglementer l'accès aux fonctions publiques et électives des étrangers naturalisés et descendants d'étrangers. Renvoi à la Commission d'initiative [22 décembre] [A. t. I, p. 1565; J.O., p. 1318; I. n° 475].

ÉVALUATION DES IMMEUBLES DÉPENDANT DES SUCCESSIONS. — Voir Droits de mutation à titre gratuit.

ÉVREUX (Eure). — Voir Octrois, 64.

EXPERTISES MÉDICO-LÉGALES. — Voir Table année 1889, loi 184; || 1914. M. Cazeneuve dépose le rapport [25 juin] (A. t. I, p. 1007; J.O., p. 859; I. n° 308).

EXPLOITATIONS FORESTIÈRES. — Voir Accidents du travail.

EXPLOITATIONS RURALES (Petites). — Voir Petites exploitations rurales.

EXPOSITIONS

Boulogne-sur-Mer. — Voir Crédits supplémentaires, § III, 5.

Gand. — Voir Crédits extraordinaires, § IV, 4. Crédits supplémentaires, § III, 1. Décorations, 22.

Leipzig. — Voir Crédits supplémentaires, § III, 2.

Lyon. — Voir Crédits supplémentaires, § III, 4.

Munich. — Voir Crédits additionnels, 6.

San-Francisco. — Voir Crédits additionnels, 16.

Saint-Petersbourg. — Voir Crédits extraordinaires, § IV, 2.

EXPROPRIATIONS.

1 — **1912.** Proposition de loi relative à l'expropriation pour cause d'insalubrité publique, déposée à la Chambre le 18 novembre 1910; rapport de M. Honnorat le 19 janvier 1912; adoptée le 22 mars; transmise par M. le Président de la Chambre [26 mars] (A. t. I, p. 869; J.O., p. 712; I. n° 131). || **1913.** M. Jeanneney dépose le rapport [26 décembre] (A. t. II, p. 274; J.O., p. 1620; I. n° 495).

2 — **1912.** Proposition de loi tendant à modifier la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, déposée par M. Lucien Cornet [12 décembre] (A. t. II, p. 218; J.O., p. 1491; I. n° 380).

3 — **1913.** Projet de loi portant modification de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, déposé à la Chambre le 21 novembre 1911; rapport de M. Escudier le 11 juillet 1912; adopté le 30 juillet 1913; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [30 juillet] (A. t. I, p. 1233; J.O., p. 1496; I. n° 363). || **1914.** M. Jeanneney dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 609; J.O., p. 511; I. n° 176). 1^{re} délibération. Communication de deux décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption. [3 avril] (A. t. I, p. 800; J.O., p. 679). Promulgation (J.O., 24 avril, p. 3741).

EXPROPRIATION DES SOURCES DE LA LOUE. — Voir Loue (La).

EXTRACTION DE MATÉRIAUX SUR LE RIVAGE DE LA MER. — Voir Infraction en matière d'extraction de matériaux.

EXTRADITION. — Voir Conventions internationales et traités, année 1913, 7.

FAISAN (Reproduction du). — Voir Chasse.

FAMILLES NOMBREUSES (Logements et jardins). — 1914.

Projet de loi relatif au logement des familles nombreuses et à la création de jardins ouvriers pour lesdites familles, déposé à la Chambre le 18 novembre 1913; rapport de M. Bonnevey le 2 décembre; adopté le 22 décembre; déposé par MM. les Ministres des Finances, de l'Intérieur, du Travail et de la Prévoyance sociale. Renvoi à la Commission relative aux habitations à bon marché (A. t. I, p. 8; J.O., p. 8; I. n° 4). M. Paul Strauss dépose le rapport [20 mars] (A. t. I, p. 541; J.O., p. 453; I. n° 147).

FAMILLES NOMBREUSES (Assistance aux). — Voir Assistance aux familles. — Voir Insaisissabilité du mobilier.

FAMILLES NÉCESSITEUSES (Allocations aux). — 1914. Projet

de loi tendant à accorder, pendant la durée de la guerre, des allocations aux familles nécessiteuses dont le soutien serait appelé ou rappelé sous les drapeaux, déposé à la Chambre le 4 août; discussion immédiate; adopté le 4 août; déposé par MM. les Ministres de la Guerre, de la Marine, de l'Intérieur et des Finances. Renvoyé à la Commission des Finances. M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption [4 août] (A. t. I, p. 1556; J.O., p. 1310; I. nos 465 et 466). Promulgation (J. O., 6 août, p. 7127).

FAOU (Le Finistère). — Voir Octrois, 65.

FEMME MARIÉE (Salaire de la). — 1914. Proposition de loi tendant à compléter les articles premier et 2 de la loi du 13 juillet 1907 relative au libre salaire de la femme mariée et à la contribution des époux aux charges du ménage, déposée à la Chambre, le 4 novembre 1913; rapport de M. Viollette le 24 décembre; adopté le 17 février 1914; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoyée à la Commission chargée d'examiner la proposition de loi relative aux droits civils des femmes [19 février] (A. t. I, p. 218; J.O., p. 183; I. n° 59).

FEMMES COMMERÇANTES (Élection aux tribunaux et chambres de commerce des). — 1914. Proposition de loi tendant à rendre les femmes commerçantes éligibles aux tribunaux et cham-

bres de commerce, déposée par M. Louis Martin [26 juin] (A. t. I, p. 1052; J.O., p. 895; I. n° 326).

FEMMES EN COUCHES (Assistance aux).

1 — 1914. Projet de loi tendant à compléter la loi du 17 juin 1913 sur l'assistance aux femmes en couches par une disposition donnant compétence aux conseils de préfecture pour statuer sur les contestations relatives au domicile de secours, soulevées à l'occasion de l'application de cette loi, déposé à la Chambre le 6 novembre 1913; rapport de M. Lemire le 21 novembre; adopté le 1^{er} décembre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de la protection et de l'assistance des mères et des nourrissons [16 janvier] (A. t. I, p. 8; J.O., p. 8; I. n° 3). M. Paul Strauss dépose le rapport [9 juillet] (A. t. I, p. 1336; J.O., p. 1127; I. n° 381). Déclaration de l'urgence. Adoption [13 juillet] (A. t. I, p. 1416; J.O., p. 1191). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 6392).

2 — 1914. Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 17 juin 1913 sur les femmes en couches, déposée à la Chambre le 4 novembre 1913; rapport collectif de M. Henri Schmidt le 26 décembre; adoptée le 17 mars 1914; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission relative à la protection et à l'assistance des mères et des nourrissons [18 mars] (A. t. I, p. 484; J.O., p. 405; I. n° 123).

3 — 1914. Projet de loi ayant pour objet de dispenser du timbre les actes faits en exécution de la loi du 17 juin 1913 sur l'assistance aux femmes en couches, déposé à la Chambre le 4 février; rapport de M. Clémentel le 11 mars; adopté le 26 mars; déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances. Renvoi à la Commission des finances [2 juin] (A. t. I, p. 812; J.O., p. 689; I. n° 286). M. de Selves dépose le rapport [29 juin] (A. t. I, p. 1054; J.O., p. 898; I. n° 330). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [3 juillet, 1^{re} séance] (A. t. I, p. 1168; J.O., p. 991).

FEMMES RÉCIDIVISTES (Suppression de l'envoi dans les colonies pénitentiaires des). — 1913. Projet de loi ayant pour objet de rendre applicable aux colonies la loi du 19 juillet 1907, déposé à la Chambre le 12 juillet 1910; rapport de M. Brunet, le 17 décembre 1912; adopté le 4 juin 1913; déposé par M. le Garde des Sceaux et M. le Ministre des Colonies [10 juin] (A. t. I, p. 1061; J.O., p. 872; I. n° 207). M. Chaumemps dépose le rapport [10 juillet] (A. t. I, p. 1333; J.O., p. 1097; I. n° 300). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption

[22 juillet] (A. t. I, p. 1379; J.O., p. 1137). Promulgation (J.O., 8 août, p. 7334).

FERTÉ-MACÉ (La) (Orne). — Voir Octrois, 66. — Voir Notaires du canton de la Ferté-Macé.

FEURS A PANISSIÈRES. — Voir Chemins de fer, § III, 15, année 1912.

FEZ (Frais d'une mission à). — Voir Crédits extraordinaires, § I, 1.

FIGEAC (Lot) — Voir Octrois, 67.

FLOTTE (Constitution de la). — Voir Marine, 1.

FLOTTE MARCHANDE DE GRANDS VOILIERS. — Voir Compensation d'armement.

FONCTIONNAIRES (Réintégration des). — Voir Réintégration des fonctionnaires.

FONCTIONS PUBLIQUES ET ÉLECTIVES (Accès aux). — Voir Étrangers naturalisés.

FONDS DE COMMERCE (Vente et nantissement des).

1 — 1912. Proposition de loi ayant pour objet de modifier et compléter la loi du 17 mars 1900 relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce, déposée par M. Cordelet [2 juillet] (A. t. I, p. 1401; J.O., p. 1133; I. n° 246). M. Besnard dépose le rapport sommaire [15 novembre] (A. t. II, p. 65; J.O., p. 1367; I. n° 351). Adoption de la prise en considération [22 novembre] (A. t. II, p. 93; J.O., p. 139). Commission : 1^{er} bureau, M. Jeanneney; 2^e bureau, M. Besnard; 3^e bureau, M. Pouille; 4^e bureau, M. Baudet; 5^e bureau, M. Guillier; 6^e bureau, M. Loubet; 7^e bureau, M. de Langenhagen; 8^e bureau, M. Cordelet; 9^e bureau, M. Bussière [27 novembre] (J.O., p. 9986; F. 86). Président, M. Guillier; Secrétaire, M. Loubet (J.O., p. 10069; F. 87). || 1914. Dépôt du rapport par M. Cordelet [1^{er} juillet] (A. t. I, p. 1108; J.O., p. 942; I. n° 336).

2 — 1912. Proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 3 de la loi du 17 mars 1909 relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce, déposée à la Chambre le 7 juin 1911; rapport de M. Bureau le 27 juin 1912; adoptée le 9 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre [11 juillet] (A. t. I, p. 1564; J.O., p. 1249; I. n° 303). Commission : 1^{er} bureau, M. Dominique Delahaye; 2^e bureau, M. Poirrier; 3^e bureau, M. Lemarié; 4^e bureau, M. Lebert; 5^e bu-

reau, M. Murat; 6^e bureau, M. Mascraud; 7^e bureau, M. Henry Boucher; 8^e bureau, M. Cordelet; 9^e bureau, M. Colin (J. O., p. 9461; F. 78). Président, M. Poirrier; Secrétaire, M. Lebert (J. O., p. 9485; F. 79). M. Cordelet dépose le rapport [20 décembre] (A. t. II, p. 278; J. O., p. 1541; I. n^o 409). || 1913. Déclaration de l'urgence. Article premier. Amendement de M. Noël et amendement de MM. Grosjean et Hayez : MM. Cordelet, *rapporteur*; Noël, Grosjean. Retrait des amendements. Adoption de l'article premier modifié. Article 2 (disposition transitoire). Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [4 mars] (A. t. I, p. p. 199; J. O., p. 164). Promulgation (J. O., 1^{er} août, p. 6895).

FONDS DE GARANTIE EN MATIÈRE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL. — Voir Accidents du travail, 4.

FORÊT D'EU. — Voir acquisition de la forêt d'Eu. — Voir Crédits additionnels, 15.

FORÊT DOMANIALE DE BAGNÈRES-DE-LUCHON. — Voir Bagnères-de-Luchon.

FORÊTS PRIVÉES (Reboisement des). — 1912. Proposition de loi tendant à favoriser le reboisement et la conservation des forêts privées, déposée au Sénat le 16 mars 1909 (Voir table 1909-1911). M. Audiffred dépose un rapport supplémentaire [11 juillet] (A. t. I, p. 1565; J. O., p. 1261; I. n^o 317). Discussion. Décrets désignant en qualité de commissaires du Gouvernement : MM. Luquet, *directeur du mouvement général des fonds*; Delatour, *directeur général de la Caisse des dépôts et consignations*; Dabat, *directeur général des eaux et forêts*, et Georges Paulet, *directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales*. Adoption des articles 1 à 4. Article 5. Amendement de M. Cornet : MM. Cornet, Audiffred, *rapporteur*; Paulet, *commissaire du Gouvernement*. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 5. Article 6. Adoption. Adoption de l'ensemble de la loi [20 décembre] (A. t. II, p. 280; J. O., p. 1543). Promulgation (J. O., 6 juillet 1913, p. 5809).

FORT SAINT-PIERRE, A CETTE (Vente du). — 1912. Projet de loi autorisant la vente du fort déclassé Saint-Pierre, à Cette, déposé au Sénat le 6 mai 1911 (Voir table 1909-1911); M. Doumergue dépose le rapport [7 mars] (A. t. I., p. 728; J. O., p. 591; I. n^o 90). Déclaration de l'urgence. Adoption [14 mars] (A. t. I, p. 765; J. O., p. 622). Promulgation (J. O., 31 mars, p. 3108).

FOUREAU (Fernand). — Voir Récompenses nationales.

FRAUDES (Répression des). — 1912. Projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et la loi du 29 juin 1907 sur le mouillage et le sucrage des vins, déposé au Sénat le 19 décembre 1911. (Voir Table 1909-1911). M. Cazeneuve dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 867; J.O., p. 740; I. n° 128). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Cazeneuve, rapporteur; Dominique Delahaye, Millès-Lacroix, Cachet. Renvoi de la discussion [13 juin] (A. t. I, p. 1190; J.O., p. 960). Suite de la discussion. Décret désignant M. Roux, *directeur des services sanitaires et scientifiques et de la répression des fraudes*, en qualité de commissaire du Gouvernement. Discussion générale (suite) : MM. Dominique Delahaye, Cazeneuve, rapporteur. Clôture de la discussion générale. Discussion des articles. Article premier. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. le Rapporteur, Dominique Delahaye, Pams, *Ministre de l'Agriculture*. Rejet de la prise en considération de l'amendement. Adoption de l'article premier. Article 2. Amendement de M. Dominique Delahaye. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption de l'article 2. Article 3. Adoption. Article 4. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, le Rapporteur. Rejet de la prise en considération de l'amendement. Adoption de l'article 4. Article 5 : MM. Guillaume Poulle, le Rapporteur, Roux, *commissaire du Gouvernement*; Grosjean, le Ministre de l'Agriculture, Genoux, Bérenger. Amendement de M. Dominique Delahaye : M. Dominique Delahaye. Renvoi de l'article 5 à la Commission. Article 6 : M. Cachet. Renvoi à la Commission. Article 7 : MM. Dominique Delahaye, le Ministre de l'Agriculture, Guillaume Poulle, le Rapporteur. Renvoi de l'article 7 à la Commission [14 juin] (A. t. I, p. 1201; J.O., p. 968). Suite de la discussion. Rédaction nouvelle de la Commission (art. 5, 6 et 7) : MM. Nègre (retrait de sa disposition additionnelle à l'article 5), Gaston Menier, Pams, *Ministre de l'Agriculture*; Cazeneuve, rapporteur; Article 5. Amendement de M. Fortier : MM. Fortier, le Ministre de l'Agriculture, Bérenger, Guillaume Poulle, Théodore Girard, le Rapporteur, Grosjean, Dominique Delahaye. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, Belhomme. Retrait de l'amendement par son auteur. Retrait de l'amendement de M. Fortier par son auteur. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, le Rapporteur. Adoption. Vote sur l'article 5 (nouveau texte modifié). Adoption. Article 6 : MM. le Rapporteur, Guillaume Chastenot, Bérenger, Théodore Girard, Lemarié. Amendement de M. Bérenger. Adoption. Vote sur l'article 6 (nouveau texte modifié). Adoption. Article 7. Adoption. Rectification

des libellés des articles 1 et 2. Vote sur l'ensemble du projet. Adoption [2 juillet] (A. t. I, p. 1386; J.O., p. 1121). Promulgation (J.O., 1^{er} août, p. 6897).

FRAUDES ET FALSIFICATIONS DE DENRÉES ALIMENTAIRES. — 1914. Proposition de loi tendant à compléter la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et les falsifications de denrées alimentaires en ce qui concerne la vente du lait et du vin, déposée par M. Darbot [10 février] (A. t. I, p. 144; J.O., p. 121; I. n° 43). Renvoi à la Commission chargée d'examiner la proposition de loi sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises.

FROMENT (Admission temporaire du). — Voir Douanes, 3.

FUNÉRAILLES DE S. A. R. LE RÉGENT DE BAVIÈRE. — Voir Crédits extraordinaires, § I, 7.

FUNÉRAILLES DE S. M. LE ROI DE DANEMARK. — Voir Crédits extraordinaires, § I, 3.

FUNÉRAILLES DE M. HENRI BRISSON. — Voir Crédits extraordinaires, § VIII, 1.

FUNÉRAILLES DE M. ALFRED PICARD AUX FRAIS DE L'ÉTAT. — Voir Crédits additionnels, 2.

FUNÉRAILLES DU GÉNÉRAL PICQUART, AUX FRAIS DE L'ÉTAT — Voir Crédits additionnels, 9.

GAP (Hautes-Alpes). — Voir Octrois, 68.

GARANTIE (Construction d'un immeuble en vue de la réinstallation du service de la). — 1912. Projet de loi relatif à la construction et à l'aménagement d'un immeuble en vue de la réinstallation du service de la garantie de Paris, du laboratoire central du Ministère des Finances et du dépôt des archives de la cour des comptes, déposé au Sénat le 16 mars 1910 (Voir Table 1909-1911); M. Saint-Germain dépose le rapport [7 mars] (A. t. I, p. 729; J.O., p. 592; I. n° 95). Déclaration de l'urgence. Adoption [22 mars] (A. t. I, p. 844; J.O., p. 691). Déposé à la Chambre le 24 mai 1912; rapport de M. Bourély, le 19 décembre; adopté le 20 décembre; dépôt par M. le Ministre des Finances du projet de loi modifié par la Chambre [21 décembre] (A. t. II, p. 296; J.O., p. 1557; I. n° 419). M. Saint-Germain dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Adoption [24 décembre]

(A. t. II, p. 332 ; J.O., p. 1589 ; I. n° 437). Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 10738).

GARANTIE DU CAUTIONNEMENT DES EMPLOYÉS. — Voir Cautionnement des employés.

GARDANNE (Bouches-du-Rhône). — Voir Octrois, 69.

GAVRES (Morbihan). — Voir Octrois, 70.

GENDARMERIE. — Voir Pensions des militaires de la gendarmerie.

GENÈVE (Convention signée le 6 juillet 1906 à). — Voir Conventions internationales et traités, année 1913, 4 et 5.

GENÈVE A LA PLAINE. — Voir Chemins de fer, année 1913, § III, 8.

GENS DE MAISON, DOMESTIQUES, SERVITEURS. — Voir Accidents du travail, 5.

GEX (Pays de) ET HAUTE-SAVOIE. — Voir Douanes, 9.

GOUESNON (Finistère). — Voir Octrois, 71.

GRANDCAMP-LES-BAINS. — Voir Octrois, 72.

GRAZAC (Commune de). — Voir Emprunts et Impositions extraordinaires, 6.

GRÈCE (Convention entre la France et la). — Voir Conventions internationales et traités, année 1913, 1.

GRENOBLE (Ville de). — Voir Emprunts et Impositions, 7.

GROIX (Morbihan). — Voir Octrois, 73.

GUÉRET (Creuse). — Voir Octrois, 74.

GUÉTHARY (Basses-Pyrénées). — Voir Octrois, 75.

GUIMET (Musée). — Voir Musée Guimet.

GUIPAVAS (Finistère). — Voir Octrois, 76.

GUYANE (Vente des fortifications de la). — 1912. Projet de loi ayant pour objet d'autoriser la vente des bâtiments et terrains d'anciens ou-

vrages de fortifications déclassés de la Guyane et de la Guadeloupe et dépendances, déposé au Sénat le 14 décembre 1909 (Voir Table 1909-1911); M. Gervais dépose le rapport [25 juin] (A. t. I, p. 1308; J.O., p. 1056; I. n° 226). Déclaration de l'urgence. Adoption [28 juin] (A. t. I, p. 1359; J.O., p. 1098). Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 6412).

HABITATIONS A BON MARCHÉ.

I — 1912. Projet de loi modifiant et complétant la loi du 12 avril 1906 sur les habitations à bon marché, déposé à la Chambre le 21 novembre 1911; rapport de M. Bonnevoy, le 29 mars; adopté le 11 juillet; déposé par MM. les Ministres du Travail, des Finances et de l'Intérieur [12 juillet] (A. t. I, p. 1614; J.O., p. 1310; I. n° 334). Commission: 1^{er} bureau, M. Paul Strauss; 2^e bureau, M. Jénouvrier; 3^e bureau, M. Lourties; 4^e bureau, M. Ribot; 5^e bureau, M. Guillier; 6^e bureau, M. Ranson; 7^e bureau, M. Brindeau; 8^e bureau, M. Viseur; 9^e bureau, M. Emile Dupont (J.O., p. 9621; F. 81). Président, M. Ribot; Secrétaire, M. Brindeau; Rapporteur, M. Strauss (J.O., p. 9620; F. 81). M. Strauss dépose le rapport [19 novembre] (A. t. II, p. 67; J.O., p. 1369; I. n° 352). M. Baudin dépose l'avis de la Commission des finances [3 décembre] (A. t. II, p. 150; J.O., p. 1436; I. n° 365). Décrets désignant en qualité de commissaires du Gouvernement MM. Maurice Bloch, *directeur général de la comptabilité publique*; Baudouin-Bugnet, *directeur général des contributions directes*; A. Delatour, *directeur général de la Caisse des dépôts et consignations* et Georges Paulet, *directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales*. Discussion générale: MM. Strauss, *rapporteur*; Félix Martin, Ribot, *président de la Commission*; Baudin, *rapporteur de la Commission des finances*; Bourgeois, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. Clôture de la discussion générale. Déclaration de l'urgence. Discussion des articles: Article premier. Adoption. Article 2: MM. Peyrot, le Ministre, Fortier, le Rapporteur. Adoption. Article 3. Amendement de M. Hervey: M. Hervey, le Rapporteur. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption de l'article 3. Renvoi de la discussion [10 décembre] (A. t. II, p. 175; J.O., p. 1457). Suite de la discussion: Articles 4 et 5. Adoption. Article 6. Amendement de MM. Hervey, Strauss, *rapporteur*; Jénouvrier. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption de l'article 6. Articles 7 à 12. Adoption. Article 13. Amendement de M. Hervey: MM. Hervey, le Rapporteur. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 13. Article 14. Adoption. Article 15. MM. Hervey, Ribot, *président de la Commission*. Adoption de l'article 15. Articles 16 à 20. Adoption. Article 21. MM. Audiffred, le Rapporteur, Guillaume Poulle. Adoption de l'article 21.

Articles 22 à 27. Adoption. Article 28. Amendement de M. Herriot : MM. Herriot, le Rapporteur, Bourgeois, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. Disjonction de l'amendement. Amendement de M. Guillaume Poulle : MM. Poulle, le Rapporteur. Disjonction de l'amendement. Adoption de l'article 28. Articles 29 à 35. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet [12 décembre] (A. t. II, p. 211 ; J.O., p. 1485). Promulgation (J. O., 25 décembre, p. 10813).

2 — 1914. Proposition de loi relative aux prêts faits par l'Etat aux sociétés coopératives d'habitations à bon marché. (Amendements de MM. Herriot et G. Poulle à l'article 28 du projet de loi modifiant et complétant la loi du 12 avril 1906) (Loi du 23 décembre 1912). M. Paul Strauss dépose le rapport [3 mars] (A. t. I, p. 440 ; J.O., p. 369 ; I. n° 115).

HALLES CENTRALES. — Voir Repos hebdomadaire.

HANVEC (Finistère). — Voir Octrois, 77 et 78.

HAUMONT-PRÈS-SAMOGNEUX (Meuse). — Voir Communes et cantons, 10.

HAUTE COUR. — **1912.** Scrutin pour la nomination de neuf membres de la Commission d'instruction de la Haute Cour : MM. Théodore Girard, Cordelet, Tillaye, Ratier, Decrais, Saint-Germain, Savary, Régismanset, Vallé, sont élus. — Scrutin pour la nomination de cinq membres suppléants de la Commission d'instruction de la Haute Cour : MM. Jeanneney, Vidal de Saint-Urbain, Vieu, A. Bérard et Poulle sont élus [7 mars] (A. t. I, p. 729 ; J.O., p. 592). — Scrutin pour la désignation du Vice-Président chargé de présider la Haute Cour en cas d'empêchement du Président : M. Maxime Lecomte est élu [8 mars] (A. t. I, p. 755 ; J.O., p. 615). || **1913.** Scrutin pour la nomination de neuf membres de la Commission d'instruction de la Haute Cour : MM. Cordelet, Théodore Girard, Antony Ratier, Tillaye, Saint-Germain, Decrais, Jeanneney, Vallé, Régismanset sont élus [6 février] (A. t. I, p. 48 ; J.O., p. 40). — 2° tour de scrutin pour la nomination de cinq membres suppléants de la Commission d'instruction de la Haute Cour : MM. Poulle, Bérard, Trouillot, Vieu, Vidal de Saint-Urbain, sont élus. — Scrutin pour la désignation du Vice-Président chargé de présider la Haute Cour en cas d'empêchement du Président : M. Savary est élu [7 février] (A. t. I, p. 59 ; J.O., p. 49). || **1914.** Scrutin pour la nomination de neuf membres de la Commission d'instruction de la Haute Cour : MM. Cordelet, Théodore Girard, Decrais, Saint-Germain, Antony Ratier, Jeanneney, Vidal de

Saint-Urbain, Vallé et Régismanset, sont élus. — Scrutin pour la nomination de cinq membres suppléants de la Commission d'instruction de la Haute Cour : MM. Guillier, G. Poulle, A. Bérard, Trouillot et Vieu sont élus. — Scrutin pour la désignation du Vice-Président chargé de présider la Haute Cour en cas d'empêchement du Président : M. Savary est élu [29 janvier] (A. t. I, p. 76 ; J.O., p. 63 et 64).

HAUTE-GARONNE (Département de la). — Voir Chemins de fer, année 1914, § III, 19.

HAUTE-SAVOIE (Département de la). — Voir Chemins de fer, année 1914, § III, 20.

HAVRE (Ville du). — Voir Magasin des tabacs du Havre.

HAZEBROUCK (Nord). — Voir Octrois, 79.

HENDAYE. — Voir Octrois, 80.

HERBORISTES (Suppression de la 2^e classe des). — Voir Sages-femmes.

HIRSON (Aisne). — Voir Octrois, 81.

HCEDIC (Morbihan). — Voir Octrois, 82.

HONDSCHOOTE A BRAY-DUNES. — Voir Chemins de fer, année 1914, § III, 1

HONFLEUR (Calvados). — Voir Octrois, 83.

HOPITAL-HOSPICE DE SAINT-LAURENT-DU-PONT. — 1913.

Projet de loi tendant à attribuer au département de l'Isère, en vue de constituer la dotation de l'hôpital-hospice de Saint-Laurent-du-Pont, l'actif net de la liquidation des biens ayant appartenu à la congrégation des chartreux, déposé à la Chambre le 10 juillet 1912 ; rapport de M. H. Chéron le 19 décembre ; adopté le 21 décembre ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et par M. le Ministre des Finances [4 mars] (A. t. I, p. 198 ; J.O., p. 163 ; I. n° 45). M. Aimond dépose le rapport [27 mars] (A. t. I, p. 379 ; J.O., p. 316 ; I. n° 111). Discussion. Communication d'un décret désignant en qualité de commissaire du Gouvernement M. Deligne, *directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre*. Discussion

générale : MM. Charles Riou, Dominique Delahaye. Adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [28 mars] (A. t. I, p. 445 ; J.O., p. 371). Promulgation (J.O., 4 avril, p. 3006).

HOPITAL MARITIME A LORIENT (Construction d'un). — 1914.

Projet de loi relatif à la construction d'un hôpital maritime de 500 lits à Lorient, déposé à la Chambre le 25 mars ; rapport de M. Maurice Maunoury le 1^{er} avril ; adopté le 2 avril ; déposé par MM. les Ministres de la Marine, de la Guerre et des Finances. Renvoyé à la Commission des finances [4 juillet, 2^e séance] (A. t. II, p. 1235 ; J.O., p. 1044 ; I. n° 357). M. Chautemps dépose le rapport [7 juillet] (A. t. I, p. 1292 ; J.O., p. 1092 ; I. n° 361). Adoption [9 juillet] (A. t. I, p. 1336 ; J.O., p. 1127). Promulgation (J.O., 26 juillet, p. 6814).

HOTEL DIPLOMATIQUE A ATHÈNES (Achat d'un). — Voir Crédits additionnels, 17.

HOUAT (Morbihan). — Voir Octrois, n° 84.

HUISSIERS (Actes judiciaires et extra-judiciaires des). — Voir Actes judiciaires.

HYÈRES (Var). — Voir Octrois, 95.

HYPOTHÈQUE MARITIME. — 1914. Projet de loi complétant les dispositions de la loi du 10 juillet 1885 sur l'hypothèque maritime, déposé à la Chambre le 10 février 1913 ; rapport de M. Georges Bureau le 23 décembre ; adopté le 16 février 1914 ; déposé par MM. les Ministres de la Marine et des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 mars] (A. t. I, p. 647 ; J.O., p. 545 ; I. n° 201). M. Jénouvrier dépose le rapport [3 avril] (A. t. I, p. 761 ; J.O., p. 645 ; I. n° 267). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [29 juin] (A. t. I, p. 1055 ; J.O., p. 898). Promulgation (J.O., 7 juillet, p. 5922).

ILES D'ANJOUAN, DE MOHÉLI ET DE LA GRANDE-COMORE.

— 1912. Projet de loi déclarant les îles d'Anjouan, de Mohéli et de la Grande-Comore, colonies françaises, déposé le 19 décembre 1908 (Voir table 1906-1908). M. Crépin dépose le rapport [29 mars] (A. t. I, p. 1012 ; J.O., p. 810 ; I. n° 155). Déclaration de l'urgence. Adoption [5 juillet] (A. t. I, p. 1431 ; J.O., p. 1157). Promulgation (J.O., 3 août, p. 6961).

IMPOTS SUR LE REVENU. — 1913. Projet de loi portant suppression des contributions directes et établissement d'un impôt général sur les revenus et d'un impôt complémentaire sur l'ensemble du

revenu, déposé au Sénat le 16 mars 1909 (voir Table 1909-1911), M. Aimond dépose le rapport [27 novembre] (A. t. II, p. 88; J.O., p. 1463; I. n° 438). || 1914. 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Perchot, Martinet [20 janvier] (A. t. I, p. 13 à 24; J.O., p. 11 et suivantes). Discussion générale (suite) : MM. Martinet, d'Estournelles de Constant [22 janvier] (A. t. I p. 30 à 37; J.O., p. 25 et suivantes). Discussion générale (suite) : M. Camille Pelletan [3 février] (A. t. I, p. 101 à 108; J.O., p. 86). Discussion générale (suite) : MM. Camille Pelletan et Hervey [5 février] (A. t. I, p. 109 à 124; J.O., p. 93). Discussion générale (suite) : M. Aimond, *rapporteur* [6 février] (A. t. I, p. 128 à 141; J.O., p. 107). Discussion générale (suite) : M. Joseph Caillaux, *Ministre des Finances* [10 février] (A. t. I, p. 145 à 158; J.O., p. 123). Discussion générale (suite) : M. Touron [12 février] (A. t. I, p. 162 à 176; J.O., p. 135). Discussion générale (suite) : MM. Alexandre Ribot, de Lamarzelle [17 février] (A. t. I, p. 201 à 215; J.O., p. 168). Discussion générale (suite) MM. Joseph Caillaux, *Ministre des Finances*, et Alexandre Ribot. Clôture de la discussion générale. Déclaration de l'urgence. Discussion des articles : Lecture de l'article premier, de l'amendement de M. Perchot, et de l'amendement de M. Jean Codet (à l'article premier). Sur le renvoi de la discussion. MM. Perchot, Poirrier, *président de la Commission*; Doumergue, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères* [19 février] (A. t. I, p. 219 à 230; J.O., p. 184 et suivantes). Suite de la discussion des articles. Article premier. Amendement de M. Perchot et amendement de M. Codet : MM. Perchot, Aimond, *rapporteur*; Gaston Doumergue, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*; Debierre, Alexandre Ribot et Jean Codet. Scrutin sur la première partie de l'amendement de M. Perchot. Pointage. Suspension de la séance. Reprise de la séance. Proclamation du scrutin sur l'amendement de M. Perchot. Rejet de l'amendement. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [25 février] (A. t. I, p. 256 à 273; J.O., p. 215). Suite de la discussion des articles. Article premier : M. Martinet. Adoption. Article 2 : MM. Martinet, Joseph Caillaux, *Ministre des Finances*; Touron. Amendement de M. Touron (soumis à la prise en considération). Rejet. M. Barbier : amendement (disposition additionnelle) de M. Barbier (soumis à la prise en considération). M. Aimond, *rapporteur*. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 2. Article 3. MM. Touron, Baudouin-Bugnet, commissaire du Gouvernement. Articles 4 et 5 réservés. Article 6. Adoption. Article 7. Amendement de M. Hervey (soumis à la prise en considération) : MM. Hervey, le Rapporteur, le commissaire du Gouvernement, le

Ministre des Finances. Rejet. Amendement de M. Martinet : MM. Martinet, le Rapporteur. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 7. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [26 février] (A. t. I, p. 283 à 296 ; J.O., p. 238). Suite de la discussion des articles.

Article 8. Amendement de M. Martinet : M. le Président. Amendement de M. Touron : MM. Touron, Fortier, Aimond, rapporteur de la Commission ; Lourties. Adoption de l'amendement et de la seconde partie de l'article. Adoption de l'ensemble de l'article 8. Article 9. Adoption. Article 10. Amendement de M. Martinet : MM. Hervey, le Président. Adoption de l'article 10. Article 11. Adoption. Article 12. Amendement de M. Touron : MM. Touron, le Rapporteur, Le Breton, le Ministre des Finances. Adoption de l'amendement. Adoption de l'ensemble de l'article 12. Article 13. Amendement de M. Martinet : M. le Président. Adoption de l'article 13. Article 14. Adoption. Article 15. Adoption. Article 16. MM. Boivin-Champeaux, le Ministre des Finances, le Rapporteur. Renvoi à la Commission. Article 17. Adoption. Article 18. MM. Hervey, le Ministre des Finances. Adoption de l'article 18. Article 19. Adoption. Article 20. Adoption. Article 3 (réservé). MM. le Rapporteur, Baudoïn-Bugnet, commissaire du Gouvernement. Touron, le Ministre des Finances, Dominique Delahaye, Brager de La Ville-Moysan. Adoption de l'article 3. Article 4 (réservé). Adoption. Article 5 (réservé). Adoption. Article 21. Amendement de M. Brager de La Ville-Moysan (soumis à la prise en considération) : MM. Brager de La Ville-Moysan, le Ministre des Finances, le Rapporteur. Rejet. Adoption de l'article 21. Article 22. Amendement de M. Touron (soumis à la prise en considération) : MM. Touron, le Rapporteur, le Commissaire du Gouvernement. Adoption de l'amendement. Adoption de l'article 22 modifié. Article 23. Adoption. Article 24. Adoption. Article 25 : MM. Séblin, le Ministre des Finances, le Rapporteur. Adoption de l'article 25. Article 26. Adoption. Article 27. M. Séblin, le Rapporteur, le Ministre des Finances. Adoption de l'article 27. Article 28. Adoption. Article 29. Adoption. Article 30. MM. Lintilhac, le Rapporteur, le Ministre des Finances, le Président. Ajournement de la suite de la discussion à une séance ultérieure [3 mars] (A. t. I, p. 326 à 346 ; J.O., p. 274 et suivantes). M. Aimond dépose un rapport supplémentaire [5 mars]. (A. t. I, p. 371 ; J.O., p. 311 ; I. n° 89). M. Aimond dépose un 2^e rapport supplémentaire [10 mars] (A. t. I, p. 400 ; J.O., p. 335 ; I. n° 98). Discussion des articles du titre II : Article 31 : M. Gaudin de Villaine. Amendement de M. Henri-Michel : MM. Henri-Michel, Joseph Caillaux, Ministre des Finances. Renvoi de la suite de la discussion à une prochaine séance [12 mars] (A. t. I, p. 424 à 437 ; J.O., 355). Suite de la discus-

sion des articles. Article 31. Suite de la discussion de l'amendement de M. Henri-Michel : MM. Aimond, *rapporteur*; Goirand, Joseph Caillaux, *Ministre des Finances*, et Ribot. Adoption du premier alinéa et des 1^o et 2^o de l'article 31. Adoption des premiers mots du 3^o. Vote sur la première partie de l'amendement de M. Henri-Michel. Pointage. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption des derniers mots du 3^o. Adoption de l'ensemble du 3^o. Sur la deuxième partie de l'amendement de M. Henri-Michel : MM. le Ministre des Finances, le Rapporteur. Renvoi à la Commission de l'amendement et de l'article. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [13 mars] (A. t. I, p. 441 à 459; J.O., 370). Suite de la discussion des articles. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Observations : M. Aimond, *rapporteur*. Article 32. Réservé. Article 33 : MM. Henry Boucher, Joseph Caillaux, *Ministre des Finances*; le Rapporteur. Nouvelle rédaction. Adoption de l'article 33 (nouvelle rédaction). Article 34 : M. le Ministre des Finances. Amendement de MM. Touron et Boucher (soumis à la prise en considération) : M. Touron, le Rapporteur. Renvoi à la Commission de l'article et de l'amendement. Article 35 : MM. Touron, le Rapporteur, le Ministre. Renvoi à la Commission. Suspension de la séance. Reprise de la discussion. Observations : MM. Aimond, *rapporteur*, et Touron. Article 34 (précédemment réservé). Adoption. Article 35 (précédemment réservé). Amendement de M. Perchot : MM. Perchot, le Rapporteur. Adoption de l'amendement et de l'article 35 modifié. Article 36 : MM. Barbier, le Ministre, Milliès-Lacroix et Boivin-Champeaux. Adoption de l'article 36 modifié. Article 37. Amendement de M. Touron : MM. Touron, le Ministre. Adoption de l'amendement et de l'article 37 modifié. Article 38. Amendement de M. Perchot : MM. Perchot, le Ministre, Fortier, Barbier et Boivin-Champeaux. Adoption de l'amendement et de l'article 38 modifié. Article 39. Adoption. Renvoi de la suite de la discussion au mercredi 18 mars [16 mars] (A. t. I, p. 465 à 479; J.O., p. 390 à 398). Suite de la discussion des articles : Article 40 : amendement de M. Henri-Michel (soumis à la prise en considération) : MM. Henri-Michel, René Renoult, *Ministre des Finances*; Aimond, *rapporteur*. Rejet de l'amendement. Sur l'article : MM. Touron, le Rapporteur. Demande de disjonction de l'article par M. Touron. Rejet. Adoption de l'article 40. Article 41. Amendement de M. Henri-Michel. Retrait. Adoption de l'article 41. Article 42 : M. Aimond. Adoption de l'article 42 modifié. Article 43 : MM. René Bérenger, Aimond. Adoption. Article 44. Adoption. Article 45 : MM. Ribot, le Rapporteur. Adoption de l'article 45 modifié. Article 46 : MM. le Ministre des Finances, le Rapporteur. Adoption

de l'article 46 modifié. Article 47. Adoption. Article 16 (précédemment réservé). Nouvelle rédaction de la Commission. Adoption de l'article 16. Article 30 (précédemment réservé). Amendement de M. Lintilhac : MM. Eugène Lintilhac, le Ministre des Finances, Camille Pelletan, le Rapporteur. Adoption du premier paragraphe de l'article 30. Adoption de l'amendement et de l'ensemble de l'article 30 modifié. Article 31 et amendement de M. Henri-Michel (précédemment réservés) : MM. le Rapporteur, le Ministre des Finances. Demande de renvoi à la Commission du 4^o de l'amendement. Adoption Sur le 5^o : MM. Touron, le Ministre. Rejet. Rejet du 6^o de l'amendement. Sur le 7^o : MM. Maurice Colin, le Ministre, le Rapporteur. Demande de renvoi à la Commission. Adoption. Adoption du dernier paragraphe de l'article. Adoption de l'ensemble de l'article 31. Article 32 (précédemment réservé). Adoption. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [18 mars] (A. t. I, p. 485 à 504; J.O., p. 406). Discussion du titre III. Article 48 (ancien 45). Amendement de M. Lintilhac : MM. Eugène Lintilhac, René Renoult, *Ministre des Finances*; Aimond, *rapporteur*. Vote sur l'amendement. Pointage. Suspension de la séance. Reprise de la séance. Proclamation du scrutin. Adoption de l'amendement (disjonction du titre III). Article 48 (ancien 76). Amendement de M. Lintilhac : MM. le Rapporteur, Eugène Lintilhac, Touron, Hervey. Adoption de l'amendement rectifié. Observations : MM. Aimond et Touron. Rectification au texte de l'article 45 précédemment voté. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification de l'intitulé de la loi [19 mars] (A. t. I, p. 514 à 521; J.O., p. 430). Promulgation des deux premiers titres de la loi (J.O., 31 mars, p. 2967). M. Aimond dépose un avis au nom de la Commission [26 juin] (A. t. I, p. 1030; J.O., p. 877; I. n^o 313).

IMPRIMERIE NATIONALE. — 1914. Projet de loi tendant à autoriser le Ministre des Finances à entreprendre les travaux nécessaires à l'achèvement de l'Imprimerie nationale et au transfert dans les nouveaux bâtiments de la rue de la Convention, déposé à la Chambre le 9 juillet 1912; rapport de M. Emmanuel Brousse, le 12 décembre 1913; adopté le 2 avril 1914; déposé par M. le Ministre des Finances [2 avril] (A. t. I, p. 736; J.O., p. 621; I. n^o 246). — Voir aussi Crédits additionnels, 14.

INCOMPATIBILITÉ. — 1914. Projet de loi établissant une incompatibilité entre les fonctions de membre du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels et celles de directeur et d'administrateur

d'une société créant au profit d'une catégorie de ses membres des avantages particuliers, déposé à la Chambre le 19 mai 1913; rapport de M. Marquet, le 23 décembre; adopté le 21 janvier 1914; déposé par M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission chargée d'examiner la proposition de loi ayant pour objet de modifier et compléter la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels [10 février] (A. t. I, p. 144; J.O., p. 121; I. n° 40). M. Lourties dépose le rapport [12 mars] (A. t. I, 431; J.O., p. 361; I. n° 110). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [26 mars] (A. t. I, p. 592; J.O., p. 497). Promulgation (J.O., 3 avril, p. 3102).

INCORPORATION EN TEMPS DE GUERRE DES HOMMES DE LA TERRITORIALE DANS L'ARMÉE ACTIVE. — Voir Armée, § VI, 15.

INDE FRANÇAISE (Emprunt de l'). — Voir Emprunts des colonies françaises et des protectorats, 4.

INDEMNITÉ DES CONSEILLERS MUNICIPAUX DE PARIS. — Voir Paris (Ville de), 5.

INDIGÉNAT EN ALGÉRIE (Régime de l'). — Voir Algérie, § I, 6.

INDO-CHINE. — Voir Emprunts des colonies françaises et des protectorats, 2.

INFRACTION EN MATIÈRE D'EXTRACTION DE MATÉRIAUX SUR LE RIVAGE DE LA MER. — 1913. Projet de loi ayant pour objet d'habiliter les agents du service des douanes à constater par procès-verbal les infractions en matière d'extraction de matériaux sur le rivage de la mer, déposé à la Chambre le 6 mars; rapport de M. Armez le 20 mars; adopté le 28 mars; déposé par M. le Ministre des Finances [6 mai] (A. t. I, p. 490; J.O., p. 407; I. n° 159). M. Chauvets dépose le rapport [25 juillet] (A. t. I, p. 1401; J.O., p. 1156; I. n° 336). Première délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [8 août] (A. t. I, p. 1692; J.O., p. 1337). Promulgation (J.O., 21 août, p. 7638).

INGÉNIEURS DE L'ARTILLERIE NAVALE. — Voir Marine, 14.

INGÉNIEURS DU GÉNIE MARITIME. — Voir Marine, 11.

INGÉNIEURS MILITAIRES DES POUDRES. — Voir Armée, § VI, 11.

INSAISSABILITÉ DU MOBILIER. — 1914. Proposition de loi relative à l'insaisissabilité du mobilier des familles nombreuses, déposée par M. Chéron [20 janvier] (A. t. I, p. 26; J.O., p. 22; I. n° 10). M. Guilloteaux dépose un rapport sommaire [2 avril] (A. t. I, p. 725; J.O., p. 612; I. n° 232). Prise en considération; renvoi aux bureaux [24 juin] (A. t. I, p. 982; J.O., p. 837).

INSCRIPTION MARITIME, INSCRITS MARITIMES. — Voir Marine, 6, 13, 16.

INSCRITS MARITIMES AU SERVICE DES ÉTABLISSEMENTS DE PÊCHE ÉMERGENTS. — Voir Marine, 3.

INSPECTEURS DE LA GARDE A MADAGASCAR. — Voir Pensions militaires.

INSTITUT MÉDICO-LÉGAL (Création d'un).— Voir Conventions, 3.

INSTITUT PASTEUR (25^e anniversaire de la fondation de l'). — Voir Décorations, 14.

INSTITUTEURS (Déplacement des). — 1912. Proposition de loi relative au déplacement d'office des instituteurs; déposée à la Chambre le 9 juin 1910; rapport de M. Lefas, le 9 juillet 1912; adoptée le 11 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre [11 juillet] (A. t. I, p. 1564; J.O., p. 1261; I. n° 316). Commission: 1^{er} bureau, M. Genet; 2^e bureau, M. Lhopiteau; 3^e bureau, M. Debierre; 4^e bureau, M. Jean Codet; 5^e bureau, M. Denoix; 6^e bureau, M. Vieu; 7^e bureau, M. Ponteille; 8^e bureau, M. Savary; 9^e bureau, M. Vincent (J.O., p. 9986; F. 86). Président, M. Denoix; Secrétaire, M. Ponteille (J.O., p. 10069; F. 87). || **1914.** Fusion de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi relative au déplacement d'office des instituteurs avec la Commission chargée d'examiner la proposition de loi concernant la nomination et la révocation des instituteurs et institutrices titulaires [18 juin] (A. t. I, p. 851; J.O., p. 727).

INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES TITULAIRES (Nomination et révocation des). — 1914. Proposition de loi tendant à modifier les articles 27 et 31 de la loi du 30 octobre 1886 et concernant la nomination et la révocation des instituteurs et institutrices titulaires (Voir les amendements de MM. Beauregard et Ellen-Prévo); rapport de M. Ellen-Prévo, le 27 janvier; adoptée le 5 février; transmise par M. le Président de la Chambre. Sur le renvoi sont entendus :

MM. Audiffred, Couyba, le Président, Savary. Le renvoi aux bureaux est ordonné [10 février] (A. t. I, p. 144; J.O., p. 121; I. n° 44). Commission : 1^{er} bureau, MM. Simonet, Bussière; 2^e bureau, MM. Lhopiteau, Goy; 3^e bureau, MM. Empereur, Cazeneuve; 4^e bureau, MM. Paul Gouzy, Sabaterie; 5^e bureau, MM. Raymond Leygue, Peschaud; 6^e bureau, MM. Beauvisage, Murat; 7^e bureau, MM. Viseur, Huguet; 8^e bureau, MM. Léopold Goirand, Cannac; 9^e bureau, MM. Astier, Maxime Lecomte [13 février] (J.O., p. 1428; F. 16). Président, M. Huguet; Secrétaire, M. Cazeneuve [17 février] (J.O., p. 1539; F. 17).

INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES PRIMAIRES DE FRANCE ET D'ALGÉRIE. — 1914. Projet de loi concernant la promotion de la 2^e à la 1^{re} classe pour le personnel des instituteurs et institutrices primaires de France et d'Algérie, déposé à la Chambre le 7 juillet; rapport de M. Lefas, le 7 juillet; adopté le 7 juillet; déposé par MM. les Ministres de l'Instruction publique, des Finances et de l'Intérieur. Renvoyé à la Commission des finances [8 juillet] (A. t. I, p. 1330; J.O., p. 1024; I. n° 375). M. Lintilhac dépose et lit le rapport (I. n° 389). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Article unique : MM. Eugène Lintilhac, *rapporteur*; Fortier, *Augagneur, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*; Dominique Delahaye. Adoption [10 juillet] (A. t. I, p. 1364 à 1366; J.O., p. 1150). Promulgation (J.O., 16 juillet, p. 6341).

INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES DE L'ALGÉRIE (Amélioration du traitement des). — Voir Algérie, § V, I.

INSTRUCTION PROFESSIONNELLE (Relèvement de l'). — 1912. Proposition de loi relative au relèvement de l'Instruction professionnelle, déposée par MM. Henri-Michel et Mascuraud [27 juin] (A. t. I, p. 1327; J.O., p. 1072; I. n° 236). M. Murat dépose un rapport sommaire [22 novembre] (A. t. II, p. 93; J.O., p. 1391; I. n° 357). Adoption de la prise en considération [3 décembre] (A. t. II, p. 134; J.O., p. 1424).

INSTRUMENTS AGRICOLES (Manches d'). — Voir Douanes, 2.

INSTRUMENTS DE MUSIQUE MÉCANIQUES. — 1914. Projet de loi portant abrogation de la loi du 16 mai 1866 sur la fabrication et la vente des instruments de musique mécaniques, déposé à la Chambre le 10 mars 1913; rapport de M. Théodore Reinach, le 25 juillet; adopté le 10 février 1914; déposé par MM. les Ministres du

Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes et de l'Instruction publique et des Beaux-Arts [19 février] (A. t. I, p. 218; J.O., p. 183; I. n° 56). Commission : 1^{er} bureau, M. Forsans; 2^e bureau, M. Georges Trouillot; 3^e bureau, M. Surreaux; 4^e bureau, M. Petitjean; 5^e bureau, M. Butterlin; 6^e bureau, M. X; 7^e bureau, M. X; 8^e bureau, M. Faisans; 9^e bureau, M. Sauvan [27 février] (J.O., p. 1878; F. 22). Président, M. Georges Trouillot; Vice-Président, M. Butterlin; Secrétaire, M. Surreaux [6 mars] (J.O., p. 2034; F. 24).

INTERDICTION DE SÉJOUR. — 1913. (Voir Table 1909-1911). M. René Bérenger retire sa proposition de loi [18 novembre] (A. t. II, p. 16; J.O., p. 1429).

INTERPELLATIONS

ANNÉE 1912

1 — M. Mollard demande à interpeller M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sur la nomination d'un juge au tribunal de Dôle (Jura). Discussion de l'interpellation: M. Mollard, M. Aristide Briand, *Ministre de la Justice*. Ordre du jour motivé déposé par M. Mollard: MM. le Président, le Garde des Sceaux, Julien Goujon, Mollard. Ordre du jour pur et simple demandé par M. Goujon. Retrait de l'ordre du jour motivé de M. Mollard. Clôture de l'incident [25 janvier] (A. t. I, p. 54; J.O., p. 45).

2 — M. Debierre demande à interpeller M. le Ministre de l'Instruction publique sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour hâter la revision des lois scolaires, la protection de l'école laïque et l'abrogation de la loi Falloux. Discussion de l'interpellation: MM. Debierre, de Lamarzelle. Renvoi de la discussion [14 mars] (A. t. I, p. 765; J.O., p. 622). Suite de la discussion: MM. de Lamarzelle, Guist'hau, *Ministre de l'Instruction publique*. Renvoi de la discussion [15 mars] (A. t. I, p. 781; J.O., p. 636). Suite de la discussion: MM. Dominique Delahaye, Debierre, de Lamarzelle, Flaissières. Ordres du jour motivés présentés, l'un par MM. Maurice-Faure, Combes, Ratier, Bérard et Maxime Lecomte; l'autre par M. Debierre; le troisième, par M. Flaissières: MM. le Président, Debierre. Retrait de l'amendement de M. Debierre: M. Guist'hau, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. Adoption de la priorité pour l'ordre du jour de M. Maurice-Faure et plusieurs de ses collègues. Vote, au scrutin, sur ce dernier ordre du jour [19 mars] (A. t. I, p. 798; J.O., p. 653).

3 — M. René Béranger demande à interpeller M. le Gardé des Sceaux sur l'insuffisance de la répression des outrages aux bonnes mœurs et notamment sur la liberté accordée aux représentations théâtrales les plus manifestement licencieuses. Discussion de l'interpellation : MM. Steeg, *Ministre de l'Intérieur*, Richard, de Lamarzelle, Réveillaud [22 mars] (A. t. I, p. 844; J.O., p. 701).

4 — M. Astier demande à interpeller M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie sur l'enseignement technique, industriel et commercial. Discussion : M. Astier [22 mars] (A. t. I, p. 856; J.O., p. 701). Suite de la discussion : MM. Goy, Jules Mercier, Henri-Michel, Fernand David *Ministre du Commerce*. Renvoi de la discussion [18 juin] (A. t. I, p. 1214; J.O., p. 980). Suite de la discussion : MM. Astier, Dominique Delahaye. Renvoi de la discussion [20 juin] (A. t. I, p. 1235; J.O., p. 997). Suite de la discussion : MM. Darbot, Bepmale, Fernand David, *Ministre du Commerce*, Noël, Henri-Michel, Réveillaud, Goy, Tournon. Clôture de la discussion. Ordres du jour : 1° de M. Astier et plusieurs de ses collègues ; 2° de M. Henri-Michel et plusieurs de ses collègues. Demande de priorité en faveur de l'ordre du jour de M. Astier. Retrait par son auteur de l'ordre du jour de M. Henri-Michel. Vote sur l'ordre du jour de M. Astier. Adoption [21 juin] (A. t. I, p. 1255; J.O., p. 1014).

5 — M. Cazeneuve demande à interpeller MM. les Ministres de la Guerre et de la Marine : 1° sur le nouveau règlement de la fabrication des poudres ; 2° sur l'organisation du contrôle des poudres fabriquées ; 3° sur le recrutement des ingénieurs des poudres et salpêtres et des chimistes indispensables pour assurer d'une façon irréprochable la fabrication industrielle des explosifs usités dans nos armées de terre et de mer. Discussion : MM. Cazeneuve, Delcassé, *Ministre de la Marine*, Cabart-Danneville. Renvoi de la discussion [30 mai] (A. t. I, p. 1098; J.O., p. 881). Suite de la discussion : MM. Chautemps, Delcassé, *Ministre de la Marine*, Henri-Michel, Millerand, *Ministre de la Guerre*. Renvoi de la discussion [31 mai] (A. t. I, p. 1113; J.O., p. 895). Suite de la discussion : MM. Henri-Michel, Cazeneuve, Chautemps, Delcassé, *Ministre de la Marine*, Aimond, l'amiral de la Jaille. Ordre du jour déposé par MM. Cazeneuve, Chautemps, Lucien Hubert, Grosjean, Gaston Menier, Goy. Adoption [4 juin] (A. t. I, p. 1126; J.O., p. 905).

6 — M. Maxime Lecomte demande à interpeller M. le Ministre de la Guerre sur l'organisation légale de la Défense nationale. Discussion : MM. Maxime Lecomte, Millerand, *Ministre de la Guerre*. Adoption de l'ordre du jour de M. Maxime Lecomte [6 juin] (A. t. I, p. 1141; J.O., p. 919).

7 — M. Empereur demande à interpellier M. le Ministre de l'Intérieur sur les jeux dans les casinos. Discussion : MM. Empereur, Beaupin, Antoine Perrier [4 juillet] (A. t. I, p. 1406; J.O., p. 1138). Suite de la discussion : MM. Flaissières, Empereur, Paul Morel, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur*. Ordre du jour de M. Flaissières. Vote sur l'ordre du jour pur et simple. Adoption [5 juillet] (A. t. I, p. 1431; J.O., p. 1157).

8 — M. Tournon demande à interpellier M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale sur l'application de la loi sur le repos hebdomadaire au cours de la fête locale de Saint-Quentin. Discussion : MM. Tournon, Bourgeois, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. Vote de l'ordre du jour pur et simple [12 décembre] (A. t. II, p. 196; J.O., p. 1473).

ANNÉE 1913

1 — M. Gaudin de Villaine demande à interpellier M. le Ministre de la Guerre sur la fabrication par les établissements français de pièces d'artillerie destinées à une puissance étrangère faisant partie de la Triple alliance. Discussion : MM. Etienne, *Ministre de la Guerre*; Gaudin de Villaine. Retrait de l'interpellation [11 février] (A. t. I, p. 74; J.O., p. 62).

2 — M. Henry Bérenger demande à interpellier M. le Ministre des Colonies sur l'aménagement des ports français des Antilles et de l'océan Pacifique en vue de l'ouverture du canal de Panama (interpellation jointe à la discussion du budget des Colonies) : MM. Henry Bérenger, Audiffred, le Ministre des Colonies. Adoption de l'ordre du jour de M. Bérenger [26 mai] (A. t. I, p. 782 et suiv.; J.O., p. 647 et suiv.).

3 — Question de M. de Lamarzelle à M. le Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique, jointe à la discussion du budget du Ministère de l'Instruction publique et transformée en interpellation. Discussion : MM. de Lamarzelle, Barthou, *Président du Conseil*, Flaissières, Jénouvrier. Ordres du jour : 1^o de MM. Lintilhac, Maurice-Faure, etc.; 2^o de M. Cazeneuve; 3^o de MM. Milliès-Lacroix et Aimond. Adoption au scrutin de ce dernier ordre du jour [28 mai] (A. t. I, p. 866 et suiv.; J.O., p. 714 et suiv.).

4 — M. Gaudin de Villaine demande à interpellier le Gouvernement sur la Déclaration ministérielle. M. Doumergue, *Président du Conseil*, est entendu sur la fixation de l'ordre du jour de la discussion [12 dé-

cembre] (A. t. II, p. 144; J.O., p. 1510). Discussion : MM. Gaudin de Villaine, de Lamarzelle, Gaston Doumergue, *Président du Conseil*, *Ministre des Affaires étrangères*; Henry Bérenger, Goirand, Dominique Delahaye, Jénouvrier. Ordres du jour : 1^o de M. Gaudin de Villaine; 2^o de MM. Couyba, Antoine Perrier, Combes, Clemenceau, Herriot, d'Aunay, Vincent, Bepmale, Sancet et Vieu; 3^o de M. Jean Codet. Demande de priorité de M. Jean Codet. Ordre du jour pur et simple : MM. Séblin, le Président du Conseil. Retrait par M. Jean Codet de son ordre du jour. Rejet, au scrutin, de l'ordre du jour pur et simple. Adoption, au scrutin, de la priorité pour l'ordre du jour de MM. Couyba, Antoine Perrier et leurs collègues. Adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de MM. Couyba, Antoine Perrier et leurs collègues [16 décembre] (A. t. II, p. 164; J.O., p. 1528 et suiv.).

5 — M. Emile Reymond demande à interpeller M. le Ministre de la Guerre sur l'aéronautique militaire. Ajournement à la prochaine session de la fixation de la date de l'interpellation [23 décembre] (A. t. II, p. 235; J.O., p. 1586).

ANNEE 1914

1 — Discussion des interpellations de M. Emile Reymond sur l'aéronautique militaire et de M. Cazeneuve sur la suppression du centre d'aviation militaire et de l'école d'aviation militaire à Bron, près Lyon. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Interpellation de M. Emile Reymond : M. Emile Reymond. Renvoi de la suite de la discussion des interpellations à la prochaine séance [23 janvier] (A. t. I, p. 44 à 52; J.O., p. 37). Suite de la discussion : MM. Emile Reymond, Cazeneuve, Maxime Lecomte, Guillaume Poulle, Hervey, Herriot et Alexandre Bérard. Renvoi de la suite de la discussion à une prochaine séance [27 janvier] (A. t. I, p. 56 à 74; J.O., p. 45). Suite de la discussion : MM. Noulens, *Ministre de la Guerre*; Flaissières, de Las Cases, Emile Reymond, le général Bernard, *commissaire du Gouvernement*, et Fabien-Cesbron. Ordres du jour : le 1^{er}, de MM. Emile Reymond, Peytral, Aimond, Chastenet et plusieurs de leurs collègues; le 2^e, de M. Flaissières. Sur la priorité : M. Flaissières. Vote de la priorité sur l'ordre du jour de M. Emile Reymond et ses collègues. Adoption de l'ordre du jour de MM. Emile Reymond, Peytral, Aimond, Chastenet et plusieurs de leurs collègues [30 janvier] (A. t. I, p. 80 à 95; J.O., p. 67 et suiv.).

2 — M. Jénouvrier demande à interpeller M. le Ministre des Travaux publics sur les causes de la catastrophe de Melun. Discussion : MM.

Jénouvrier, Dominique Delahaye, Ponteille, Fernand David, *Ministre des Travaux publics*. Ordre du jour pur et simple. Adoption [13 février] (A. t. I, p. 182 à 196; J.O., p. 151).

3 — MM. Gaudin de Villaine et Larère demandent à interpellier M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sur les mesures qu'il a prises ou qu'il compte prendre pour réprimer les manœuvres qui ont amené des variations insolites sur le cours de la rente [6 mars] (A. t. I, p. 395; J.O., p. 331).

4 — M. de Lamarzelle demande à interpellier sur les mesures que le Gouvernement compte prendre au sujet des faits révélés à la Chambre des Députés à l'occasion de la proposition de résolution de M. Jules Delahaye [18 mars] (A. t. I, p. 484; J.O., p. 406). Jonction de l'interpellation à la discussion de la proposition de loi tendant à attribuer les pouvoirs judiciaires à la Commission d'enquête de la Chambre des Députés sur l'affaire Rochette [18 mars] (A. t. II, p. 505; J.O., p. 422). Discussion : MM. de Lamarzelle, Gaston Doumergue, *Président du Conseil* [20 mars] (A. t. I, p. 526 à 541; J.O., p. 443).

5 — M. Dominique Delahaye demande à interpellier M. le Ministre de l'Intérieur sur les conditions dans lesquelles ont été rendus les récents décrets portant fermeture et suppression de plusieurs établissements religieux. Ajournement de la fixation de la date de la discussion [4 juillet, 1^{re} séance] (A. t. I, p. 1203; J.O., p. 1021). Discussion sur le renvoi à la prochaine session : MM. Malvy, *Ministre de l'Intérieur*, et Dominique Delahaye. Ajournement à la prochaine session [7 juillet] (A. t. I, p. 1302, 1303; J.O., p. 1101).

6 — M. René Bérenger demande à interpellier M. le Garde des Sceaux sur les scandales qui se seraient produits récemment au théâtre et dans un bal public [6 juillet] (A. t. I, p. 1264, 1265, J.O., p. 1070).

7 — M. Henry Chéron demande à interpellier sur les mesures législatives que compte proposer M. le Ministre des Finances pour combattre la dépopulation [13 juillet] (A. t. I, p. 1440; J.O., p. 1211).

8 — M. Gaudin de Villaine demande à interpellier M. le Garde des Sceaux au sujet de la mise sous séquestre de maisons austro-allemandes. M. Gaudin de Villaine est entendu sur la fixation de la date de son interpellation [22 décembre] (A. t. I, p. 1565; J.O., p. 1318).

INVALIDES DE LA MARINE. — Voir Pensions des Invalides de la Marine.

IRVILLAC (Finistère). — Voir Octrois, 86.

JAPON (Convention entre la France et le Japon). — Voir Conventions internationales et traités, année 1912, 3.

JEUX (Régime des).

1 — 1913. Projet de loi relatif au régime des jeux, déposé à la Chambre le 5 novembre 1912; rapports de M. J. Godart le 26 novembre 1912 et le 14 mai 1913; adopté le 22 mai; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [10 juin] (A. t. I, p. 1058; J.O., p. 869; I. n° 204). Commission: 1^{er} bureau, MM. Murat, Grosjean; 2^e bureau, MM. Henri-Michel, Basire; 3^e bureau, MM. Bepmale, Ranson; 4^e bureau, MM. Rouland, de Langenhagen; 5^e bureau, MM. Cachet, Sauvan; 6^e bureau, MM. Maquennehen, Perreau; 7^e bureau, MM. Aimond, Empereur; 8^e bureau, MM. Boivin-Champeaux, Cazeneuve; 9^e bureau, MM. Léon Labbé, Audiffred (J.O., p. 5450; F. 59). Président, M. Léon Labbé; Vice-Présidents, MM. Sauvan et Cazeneuve; Secrétaire, M. Rouland (J.O., p. 5699; F. 61). Rapporteur, M. Henri-Michel (J.O., p. 7095; F. 78). || 1914. M. Henri Michel dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 608; J.O., p. 511; I. n° 174).

2 — 1913. Proposition de loi relative au régime des jeux, déposée par M. Empereur [4 novembre] (A. t. II, p. 3; J.O., p. 1392; I. n° 398).

3 — 1914. Proposition de loi de M. Gaudin de Villaine [22 février 1910] (Voir Table 1909-1911). M. Monnier dépose le rapport sommaire [13 mars] (A. t. I, p. 440; J.O., p. 369; I. n° 114). Prise en considération. Renvoi à la Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif au régime des jeux [24 mars] (A. t. I, p. 567; J.O., p. 476).

JEUX OLYMPIQUES DE STOCKHOLM. — Voir Crédits extraordinaires, § I, 4.

JOURS FÉRIÉS. — 1912. Proposition de loi tendant à ce qu'aucun paiement ne soit exigé ni aucun protêt dressé le lendemain du 1^{er} janvier, lorsque cette fête tombera un mercredi ou un jeudi, déposée à la Chambre le 2 décembre; rapport de M. Failliot, le 10 décembre; adoptée le 16 décembre; transmise par M. le Président de la Chambre [17 décembre] (A. t. II, p. 242; J.O., p. 1511; I. n° 387). Incident provoqué par M. Strauss sur cette proposition, le Président de la Commission des finances est entendu [21 décembre] (A. t. II, p. 342; J.O., p. 1597). || 1913. M. Touron dépose le rapport [4 juillet]

let] (A. t. I, p. 1267; J.O., p. 1045; I. n° 280). 1^{re} délibération. Discussion générale : MM. Paul Strauss, Jénouvrier. Rejet de l'urgence. Article unique : MM. Touron, rapporteur ; Paul Strauss. Amendement de MM. Paul Strauss et Poirrier. Rejet. Rejet de l'article unique [10 juillet] (A. t. I, p. 1317; J.O., p. 1085). || 1914. — Proposition de loi tendant à appliquer aux comptables publics les dispositions des lois relatives aux jours fériés, déposée à la Chambre le 30 juin ; rapport de M. Louis Nail, le 8 juillet ; adoptée le 9 juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission des finances [9 juillet] (A. t. I, p. 1355; J.O., p. 1143; I. n° 382). M. Lourties dépose le rapport [9 juillet] (A. t. I, p. 1355; J.O., p. 1143; I. n° 386). Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Vote sur le passage à la discussion de l'article unique. Rejet [12 juillet] (A. t. I, p. 1401, 1402; J.O., p. 1179).

JUGES CONSULAIRES (Élection des). — 1912. Proposition de loi tendant à modifier les articles 4, 7, 9 et 10 de la loi du 8 décembre 1883, relative à l'élection des juges consulaires, déposée à la Chambre les 24 décembre 1910 ; rapport de M. Brard, le 12 novembre 1912 ; rapport supplémentaire de M. Brard, le 19 juin ; adoptée le 1^{er} juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre [2 juillet] (A. t. I, p. 1402; J.O., p. 1134; I. n° 249). || 1913. M. Savary dépose le rapport [25 novembre] (A. t. II, p. 78; J.O., p. 1456; I. n° 433). Discussion générale : M. Savary, rapporteur. Discussion des articles. Article premier. Adoption. Article 2 : MM. Le Cour Grandmaison, le Rapporteur. Articles 3 et 4. Adoption. Article 5 (de la Chambre des Députés). Rejet. Article 5. Adoption. Adoption de l'ensemble de la loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [18 décembre] (A. t. II, p. 189; J.O., p. 1548 et suiv.).

JUGES DE PAIX EN ALGÉRIE (Compétence des). — Voir Algérie, § IV, 1.

JUGES SUPPLÉANTS. — 1914. Projet de loi concernant le traitement annuel des juges suppléants et attachés titulaires du Ministère de la Justice ayant subi avec succès l'examen d'admission dans la magistrature (art. 68 du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914). (Voir Budget de l'exercice 1914.) M. A. Bérard dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [2 juillet] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 967; I. n° 348). Adoption

[3 juillet, 2^e séance] (A. t. I, p. 1180; J.O., p. 1001). Promulgation (J.O., 24 juillet 1912, p. 6757). || — 1914. Projet de loi tendant à admettre au droit de pension les juges suppléants de carrière recrutés antérieurement au décret du 13 février 1908 (art. 69 disjoint du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914). (Voir Budget de l'exercice 1914.) M. A. Bérard dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [2 juillet] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 968; I. n° 346). Adoption [3 juillet, 2^e séance] (A. t. I, p. 1180; J.O., p. 1001). Retour à la Chambre des Députés. Rapport de M. de Castelnau, le 8 juillet; avis de la Commission du budget, de M. J.-B. Abel, le 8 juillet; adopté le 10 juillet; dépôt par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et par M. le Ministre des Finances du projet modifié par la Chambre des Députés [10 juillet] (A. t. I, p. 1389; J.O., p. 1169; I. n° 392). M. Aimond dépose et lit le rapport au nom de M. Bérard. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption [12 juillet] A. t. I, p. 1401; J.O., p. 1179; I. n° 409). Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 6789).

KAYES AU NIGER (Chemin de fer de).—Voir Chemins de fer, § IV, 2.

KERYADO (Morbihan). — Voir Octrois, 87.

LACELLE A TRUN. — Voir Chemins de fer et tramways, § III, 12, année 1914.

LA CIOTAT (Bouches-du-Rhône). — Voir Octrois, 44.

LAIGLE (Orne). — Voir Octrois, 88.

LAMBÉZELLEC (Finistère). — Voir Octrois, 89.

LAMPAUL-GUIMILIAU (Finistère). Voir Octrois, 90.

LANDES (Département des). — Voir Chemins de fer, § III, 20, année 1912.

LANDÉVANT (Morbihan). — Voir Emprunts et Impositions, 8.

LANDÉVENNEC (Finistère). — Voir Octrois, 91.

LANDIVISIAU (Finistère). — Voir Octrois, 92.

LANDRECIES (Nord). — Voir Octrois, 93.

LANGRES (Haute-Marne). — Voir Octrois, 94.

LANNION (Côtes-du-Nord). — Voir Octrois, 95.

LANRIEC (Finistère). — Voir Octrois, 96.

LANRIVOARÉ (Finistère). — Voir Octrois, 97.

LANVÉOC (Finistère). — Voir Octrois, 98.

LAVANDOU (Section du). — Voir Communes et Cantons, 11.

LEGION D'HONNEUR (Ordre national de la). — Voir Décorations.

LEVIER à CHAFFOIS. — Voir Chemins de fer, § III, 2, année 1913.

LIBERTÉ PROVISOIRE DES ACCUSÉS (Mise en). — 1912. Projet de loi, adopté avec modification par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, ayant pour objet la mise en liberté provisoire des accusés, déposé à la Chambre le 29 décembre 1911; rapport de M. Viollette, le 16 février 1912; adopté le 15 mars; déposé par M. le Ministre de la Justice [2 juillet] (A. t. I, p. 1402; J.O., p. 1134; I. n° 250). M. Monis dépose le rapport [7 novembre] (A. t. II, p. 24; J.O., p. 1331; I. n° 344). Adoption [19 novembre] (A. t. II, p. 67; J.O., p. 1369). Promulgation (J.O., 27 novembre, p. 9977).

LILLE (Nord). — Voir Octroi, 99.

LILLERS (Pas-de-Calais). — Voir Octrois, 100.

LISIEUX (Calvados). — Voir Octrois, 101.

LISTES ÉLECTORALES. — Voir Ajournement des opérations de revision des listes électorales.

LIVRET D'ASSURANCE SOCIALE. — 1913. Projet de loi portant création d'un livret d'assurance sociale et modification de la législation de la caisse nationale d'assurance en cas de décès, déposé par M. le Ministre du Travail [11 novembre] (A. t. II, p. 8; J.O., p. 1398; I. n° 407). Commission : 1^{er} bureau, M. Mascle; 2^e bureau, M. Guilleoteaux; 3^e bureau, M. Reymoneng; 4^e bureau, M. Louis Quesnel; 5^e bureau, M. Ferdinand-Dreyfus; 6^e bureau, M. Surreaux; 7^e bureau, M. Poirrier; 8^e bureau, M. Nègre; 9^e bureau, M. Colin [27 no-

vembre] (J.O., p. 10307; F. 91). || 1914. M. Ferdinand-Dreyfus dépose le rapport [3 juillet, 2^e séance] (A. t. I, p. 1180; J.O., p. 1001; I. n^o 352).

LOCHES (Indre-et-Loire). — Voir Octrois, 102.

LOGEMENT ET JARDIN DES FAMILLES NOMBREUSES. — Voir Familles nombreuses (Logement des).

LOI DU 19 JUILLET 1907. — Voir Femmes récidivistes.

LOI DU 22 JUILLET 1893 (Modification de la). — Voir Marchés de travaux et de fournitures.

LOI MUNICIPALE. — 1912. Proposition de loi portant modification de divers articles de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, déposée par MM. Ferdinand-Dreyfus, Louis Martin et plusieurs de leurs collègues [14 mars] (A. t. I, p. 764; J.O., p. 621; I. n^o 101). || — 1914. Proposition de loi portant modification des articles 106, 107, 108 et 109 de la loi municipale du 5 avril 1884, déposée au Sénat le 19 novembre 1907 (Voir Tables 1906-1908 et 1909-1911), déposée à la Chambre le 19 juin 1911; rapport de M. Frayssinet, le 19 juin 1912; adoptée avec modifications le 21 janvier 1914; transmise par M. le Président de la Chambre [22 janvier] (A. t. I, p. 29; J.O., p. 25; I. n^o 11). M. Tournon dépose le rapport [18 mars] (A. t. I, p. 484; J.O., p. 406; I. n^o 127). Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption [3 avril] (A. t. I, p. 804; J.O., p. 683). Promulgation (J.O., 18 avril, p. 3566).

LOIRE (Département de la). — Voir Chemins de fer, § III, 12, année 1912.

LOIS OUVRIÈRES. — Voir Code du Travail.

LONS-LE-SAUNIER A PIERRE-EN-BRESSE ET A SAINT-JULIEN. — Voir Chemins de fer, § III, 4, année 1913.

LORIENT (Morbihan). — Voir Octrois, 103, 104, 105. — Voir aussi Hôpital maritime.

LOUE (La) (Expropriation des sources de). — 1913. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'expropriation de la source et des gorges de La Loue (art. 109 disjoint du projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes

de l'exercice 1913). M. Alexandre Bérard dépose le rapport [23 décembre] (A. t. II, p. 235; J.O., p. 1586; I. n° 486).

LOYERS PAYÉS D'AVANCE (Réglementation du paiement des).
 — 1913. Proposition de loi ayant pour objet la réglementation du paiement des loyers payés d'avance. déposée à la Chambre le 4 juillet 1910; rapport de M. G. Berry, le 12 mars 1913; adoptée le 3 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre [3 juillet] (A. t. I, p. 1262; J.O., p. 1041; I. n° 278). Commission : 1^{er} bureau, M. Fortin; 2^e bureau, M. Limouzain-Laplanche; 3^e bureau, M. Catalogne; 4^e bureau, M. Paul Fleury; 5^e bureau, M. Guillaume Poulle; 6^e bureau, M. Jeanneuy; 7^e bureau, M. Paul Strauss; 8^e bureau, M. Simonet; 9^e bureau, M. Chastenet (J.O., p. 6365; F. 66). Président, M. Fleury; Secrétaire, M. G. Poulle (J.O., p. 6399; F. 67).

LUC (Var). — Voir Octrois, 106.

LYON (Ville de). — 1912. Projet de loi tendant à modifier le nombre des arrondissements municipaux et des adjoints de la ville de Lyon, déposé à la Chambre le 6 juin 1911; rapport de M. Colliard, le 26 janvier 1912; adopté le 30 janvier; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [10 février] (A. t. I, p. 283; J.O., p. 236; Fa. 6, n° 7). M. Cazeneuve dépose le rapport [19 février] (A. t. I, p. 460; J.O., p. 375; Fa. 7, n° 8). Discussion. Adoption [22 février] (A. t. I, p. 579; J. O., p. 469). Promulgation (J.O., 9 mars 1912, p. 2310). || 1914. Voir Communes et cantons, 12 et 22,

MADAGASCAR. — 1912. Projet de loi portant règlement définitif du compte de dépenses de l'expédition de Madagascar, déposé au Sénat le 30 décembre 1909 (Voir Table 1909-1911). M. Gervais dépose le rapport [5 juillet] (A. t. I, p. 1424; J.O., p. 1152; I. n° 258). Discussion. Adoption au scrutin [11 juillet] (A. t. I, p. 1351; J.O., p. 1250). Promulgation (J.O., 14 juillet, p. 6251). || Voir Chemin de fer de Tananarive à Antsirabé. (Chemins de fer § IV, 1.) || Voir aussi Pensions militaires des inspecteurs de la garde indigène de Madagascar.

MAGASIN DES TABACS DU HAVRE (Reconstruction du). — 1913. Projet de loi relatif à la reconstruction du magasin de transit des tabacs du Havre, déposé à la Chambre le 6 juin; rapport de M. Nail le 19 juin; adopté le 30 juin; déposé par M. le Ministre des Finances [3 juillet] (A. t. I, p. 1238; J.O., p. 1022; I. n° 262). Renvoi à la Commission des Finances. M. Saint-Germain dépose le rapport [22 juillet] (A. t. I, p. 1370; J.O., p. 1130; I. n° 310). Première délibération. Com-

munication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [28 juillet] (A. t. I, p. 1412; J.O., p. 1165). Promulgation (J.O., 3 août, p. 6990).

MAGISTRATS (Recrutement des). — 1914. Proposition de loi tendant à réorganiser le recrutement des magistrats, déposée par M. Louis Martin [2 avril] (A. t. I, p. 750; J.O., p. 632; I. n° 259).

MALADIES D'ORIGINE PROFESSIONNELLE. — Voir Accidents du travail, 6.

MALO-LES-BAINS (Nord). — Voir Octrois, 107.

MANDAT-RETRAITE (Création et tarif du). — 1913. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la création et au tarif du mandat-retraite (art. 6, disjoint du projet de loi portant : 1° ouverture sur l'exercice 1913, des crédits provisoires applicables au mois de juin 1913; 2° autorisation de percevoir, pendant le même mois, les impôts et revenus publics); M. Ferdinand-Dreyfus dépose le rapport [30 mai] (A. t. I, p. 967; J.O., p. 795; I. n° 194). Discussion. Décret désignant un commissaire du Gouvernement. Article unique : MM. Ferdinand-Dreyfus, rapporteur; Victor Lourties, Chéron, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. Adoption [10 juin] (A. t. I, p. 1059; J.O., p. 870). Promulgation (J.O., 19 juin, p. 5253).

MANS (Le) (Sarthe). — Voir Octrois, 108.

MARCHÉS A LIVRER PAR DES ACHETEURS EN SUSPENSION DE PAYEMENT. — Voir Code de commerce, 1.

MARCHÉS DE TRAVAUX ET DE FOURNITURES. — 1914. Projet de loi portant modification de la loi du 29 juillet 1893 sur l'admission des associations d'ouvriers français aux marchés de travaux et de fournitures à passer pour le compte des communes, déposé à la Chambre le 23 février; rapport de M. Justin Godart le 11 mars; adopté le 16 mars; déposé par MM. les Ministres du Travail et de la Prévoyance sociale, de l'Intérieur et des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 mars] (A. t. I, p. 647; J.O., p. 545; I. n° 195). M. Ferdinand-Dreyfus dépose le rapport [2 avril] (A. t. I, p. 725; J.O., p. 612; I. n° 240). Première délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [1^{er} juillet] (A. t. I, p. 1109; J.O., p. 942). Promulgation (J.O., 1^{er} août, p. 7022).

MARENNES (Charente-Inférieure). — Voir Octrois, 109.

MARIAGE. — Mariage entre beaux-frères et belles-sœurs. Voir Code civil, 4. — Oppositions au mariage. Voir Code civil, 6. — Témoins du mariage. Voir Code civil, 8. — Mariage des mineurs de 21 ans. Voir Code civil, 9. — Action en nullité de mariage. Voir Code civil, 7. — Délai de viduité. Voir Code civil, 11. — Revision de certaines dispositions légales. Voir Code civil, 16.

MARIAGE DES INDIGENTS. — Voir Conventions internationales et traités, année 1913, 6.

MARINE

1 — 1912. Projet de loi relatif à la constitution de la flotte, déposé à la Chambre le 1^{er} juillet 1910; rapports de M. Chaumet les 12 juillet 1910 et 24 janvier 1911; rapport supplémentaire de M. Louis Nail, le 14 avril 1911; deuxième rapport supplémentaire de M. Louis Nail, le 6 février 1912; avis de la Commission du budget par M. Painlevé, le 6 février; adopté le 13 février; déposé par M. le Ministre de la Marine [16 février] (A. t. I, p. 395; J.O., p. 325; I. n° 63). M. Chautemps dépose le rapport [19 mars] (A. t. I, p. 819; J.O., p. 669; I. n° 113). M. Gauthier dépose l'avis de la Commission des finances [26 mars] (A. t. I, p. 890; J.O. p. 729; I. n° 134). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Décrets désignant M. Privat-Deschanel, directeur général de la comptabilité publique, et M. Desforges, directeur de la comptabilité générale au Ministère de la Marine, en qualité de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Chautemps, rapporteur; Cabart-Danneville, d'Estournelles de Constant, Delcassé, Ministre de la Marine; Monis. Renvoi de la discussion [23 mars] (A. t. I, p. 966; J.O., p. 770). Suite de la discussion générale: MM. Monis, Delcassé, Ministre de la Marine; Chautemps, rapporteur; Honoré Leygue. Clôture de la discussion générale. Articles 1 à 8. Adoption. Article 9: MM. Hervey, Klotz, Ministre des Finances; Gauthier, rapporteur général de la Commission des finances. Adoption de l'article 9. Article 10: MM. Henri-Michel, le Ministre de la Marine, Charles Chabert, le Rapporteur. Adoption de l'article 10. Article 11. Adoption. Vote sur l'ensemble. Adoption du projet [29 mars] (A. t. I, p. 1028; J.O., p. 823). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 3112).

2 — 1912. Proposition de loi tendant à étendre aux officiers généraux du corps des mécaniciens le bénéfice du cadre de réserve dont jouissent tous les autres corps de la marine, déposée à la Chambre le

10 juin ; rapport de M. Bienaimé. le 13 juin ; avis de la Commission des pensions civiles et militaires par M. de Chappedelaine, le 5 juillet ; adoptée le 8 juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre [9 juillet] (A. t. I, p. 1454 ; J.O., p. 1176 ; I. n° 269). M. Cabart-Danneville dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [9 juillet] (A. t. I, p. 1462 ; J.O., p. 1182 ; I. n° 293). Adoption [11 juillet] (A. t. I, p. 1563 ; J.O., p. 1260). Promulgation (J.O., 7 août, p. 7106).

3 — 1912. Projet de loi admettant à compter pour sa durée entière la navigation constatée par les rôles d'équipages durant la période comprise entre le 1^{er} août 1898 et le 1^{er} janvier 1908 et effectuée par les inscrits maritimes au service des établissements de pêche émergents, déposé à la Chambre le 7 novembre 1911 ; rapport de M. Hesse, le 7 décembre ; adopté le 30 mai 1912 ; déposé par MM. les Ministres de la Marine et des Finances [7 novembre] (A. t. II, p. 7 ; J.O., p. 1321 ; I. n° 343). M. Perreau dépose le rapport [10 décembre] (A. t. I, p. 194 ; J.O., p. 1471 ; I. n° 375). M. Chautemps dépose l'avis de la Commission des finances [19 décembre] (A. t. II, p. 264 ; J.O., p. 1529 ; I. n° 396). Déclaration de l'urgence. Adoption [20 décembre] (A. t. II, p. 289 ; J.O., p. 1550). Promulgation (J.O., 11 janvier 1913, p. 305).

4 — 1913. Projet de loi ayant pour objet de modifier les lois des 3 août 1892 et 29 juillet 1905, portant organisation du corps des officiers mécaniciens de la marine, déposé à la Chambre le 1^{er} juillet 1912 ; rapport de M. Abel le 5 décembre ; adopté le 12 décembre ; déposé par M. le Ministre de la Marine [6 février] (A. t. I, p. 55 ; J.O., p. 46 ; I. n° 13). M. Henri-Michel dépose et lit le rapport. Renvoi du projet, pour avis, à la Commission des Finances. Déclaration de l'urgence [28 mars] (A. t. I, p. 464 ; J.O., p. 386 ; I. n° 128). Discussion. M. Chautemps dépose l'avis de la Commission des Finances. Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 486 ; J.O., p. 405 ; I. n° 150). Promulgation (J.O., 4 avril, p. 3006).

5 — 1913. Projet de loi tendant à faire allouer des bonifications de rente viagère aux ouvriers et ouvrières auxiliaires de la marine comptant des services antérieurs au département, déposé à la Chambre le 5 novembre 1912 ; rapport de M. Chéron du 27 janvier 1913 ; adopté le 17 mars ; déposé par MM. les Ministres des Finances et de la Marine [29 mars] (A. t. I, p. 472 ; J.O., p. 393 ; I. n° 129). M. Chautemps dépose le rapport [25 juillet] (A. t. I, p. 1401 ; J.O., p. 1156 ; I. n° 335). Première délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [6 août] (A. t. I, p. 1644 ; J.O., p. 1348). Promulgation (J.O., 21 août, p. 7638).

6 — 1913. Projet de loi modifiant l'article 61 de la loi du 24 décembre 1896 sur l'inscription maritime en ce qui concerne les conditions d'admission des mousses dans la marine nationale, déposé le 6 mai; rapport de M. l'amiral Bienaimé, le 25 juin; adopté le 16 juillet; déposé par M. le Ministre de la Marine [22 juillet] (A. t. I, p. 1370; J.O., p. 1129; I. n° 309). Renvoyé à la Commission de la Marine. M. Perreau dépose le rapport [1^{er} août] (A. t. I, p. 1560; J.O., p. 1281; I. n° 380). Première délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [7 août] (A. t. I, p. 1669; J.O., p. 1369). Promulgation (J.O., 9 août, p. 7166).

7 — 1913. Projet de loi modifiant la loi du 10 juin 1896, portant organisation du corps des officiers de marine et du corps des équipages de la flotte, déposé à la Chambre le 6 mai; rapport de M. l'amiral Bienaimé, le 25 juin, et rapport supplémentaire de M. L. Nail, le 17 juillet; adopté le 25 juillet; déposé par M. le Ministre de la Marine [28 juillet] (A. t. I, p. 1436; J.O., p. 1184; I. n° 352). M. Chastenot dépose le rapport [1^{er} août] (A. t. I, p. 1573; J.O., p. 1291; I. n° 382). Première délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [7 août] (A. t. I, p. 1670; J.O., p. 1369). Promulgation (J.O., 9 août, p. 7168).

8 — 1913. Projet de loi sur les engagements et les rengagements dans l'armée de mer et portant modification à la loi du 24 décembre 1896 sur l'inscription maritime, déposé à la Chambre le 15 mai; rapport et rapport supplémentaire de M. G. Le Bail, les 6 juin et 25 juillet; adopté le 29 juillet; déposé par MM. les Ministres de la Marine et de la Guerre [30 juillet] (A. t. I, p. 1496; J.O., p. 1233; I. n° 361). M. Cabart-Danneville dépose le rapport [1^{er} août] (A. t. I, p. 1559; J.O., p. 1281; I. n° 379). M. Chautemps dépose l'avis de la Commission des finances [1^{er} août] (A. t. I, p. 1593; J.O., p. 1206; I. n° 385). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [7 août] (A. t. I, p. 1667; J.O., p. 1367). Promulgation (J.O., 9 août, p. 7166).

9 — 1913. Projet de loi portant modification à l'échelonnement des constructions neuves (cuirassés) fixé par la loi du 30 mars 1912, relative à la constitution de la flotte, déposé à la Chambre le 19 décembre; rapport de M. Trouin, le 24 décembre. Avis de la Commission du budget par M. Maunoury, le 24 décembre; adopté le 26 décembre; déposé par MM. les Ministres des Finances et de la Marine [26 décembre] (A. t. II, p. 274; J.O., p. 1619; I. n° 491). Renvoi à la Commission des finances. Renvoi à la Commission de la Marine pour avis. M. Chautemps dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel* [27 décembre] (A. t. II, p. 324; J.O.,

p. 1660; I. n° 508). M. Cabart-Danneville dépose un avis au nom de la Commission de la marine [27 décembre] (A. t. II, p. 325; J.O., p. 1661; I. n° 510). Discussion. Décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption [29 décembre] (A. t. II, p. 356; J.O., p. 1687). Promulgation (J.O., 11 janvier 1914, p. 314).

10 — 1914. Projet de loi sur les conditions d'obtention du grade d'officier dans la réserve de l'armée de mer par les élèves de la marine marchande et les anciens élèves libres de l'école principale du génie maritime, déposé à la Chambre le 29 juillet 1913; rapport de M. Ernest Lamy, le 22 janvier 1914; adopté le 4 février; déposé par M. le Ministre de la Marine [19 février] (A. t. I, p. 218; J.O., p. 183; I. n° 57). Renvoyé à la Commission de la Marine. M. Riotteau dépose le rapport [27 mars] (A. t. I, p. 641; J.O., p. 538; I. n° 183). 1^{re} délibération. Décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [3 avril] (A. t. II, p. 797; J. O., p. 677). Promulgation (J.O., 25 avril, p. 3766).

11 — 1914. Projet de loi portant organisation du corps des ingénieurs du génie maritime, déposé à la Chambre le 4 novembre 1913; rapport de M. Louis Nail, le 26 décembre et avis de la Commission du budget de M. Maurice Maunoury, le 9 mars 1914; adopté le 13 mars; déposé par MM. les Ministres de la Marine et des Finances. Renvoi à la Commission de la Marine [19 mars] (A. t. I, p. 508; J.O., p. 425; I. n° 132). M. Cabart-Danneville dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 591; J.O., p. 496; I. n° 169). Renvoi pour avis à la Commission des Finances [30 mars] (A. t. I, p. 659; J.O., p. 554). M. Chautemps dépose l'avis de la Commission des finances [30 mars] (A. t. I, p. 662; J.O., p. 557; I. n° 217). 1^{re} délibération. Décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [3 avril] (A. t. I, p. 795 à 797; J.O., p. 676). Promulgation (J.O., 24 avril, p. 3743).

12 — 1914. Projet de loi ayant pour objet l'intégration du corps des armuriers de la marine dans le corps des équipages de la flotte, déposé à la Chambre le 25 février; rapport de M. Louis Nail, le 19 mars, et avis de la Commission du budget de M. Maurice Maunoury le 20 mars; adopté le 27 mars; déposé par MM. les Ministres de la Marine et des Finances [2 avril] (A. t. I, p. 725; J.O., p. 612; I. n° 235); M. Genet dépose le rapport [1^{er} juillet] (A. t. I p. 1135; J.O., p. 963; I. n° 341).

13 — 1914. Proposition de loi tendant à admettre les inscrits maritimes dont les demi-soldes ont été liquidées dans la période comprise

entre le 14 juillet 1908 et le 14 juin 1910 à réclamer la liquidation du supplément pour services à l'Etat, en raison du temps passé en congé renouvelable, déposée à la Chambre le 9 février; rapport de M. de Chappedelaine, le 20 mars, et avis de la Commission du budget de M. Louis Nail, le 25 mars; adoptée le 31 mars; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission des finances [2 avril] (A. t. I p. 747; J.O., p. 630; I. n° 248). M. Jénouvrier dépose le rapport [26 juin] (A. t. I, p. 1030; J.O., p. 877; I. n° 311). 1^{re} délibération. Décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [6 juillet] (A. t. I p. 1240; J.O., p. 1049). Promulgation (J.O., 26 juillet, p. 6814).

14 — 1914. Projet de loi tendant à modifier la loi du 5 novembre 1909 portant création d'un corps d'ingénieurs de l'artillerie navale, déposé à la Chambre le 12 juin 1913; rapport de M. Kerguézec, le 22 janvier 1914, et rapport supplémentaire, le 16 mars; avis de la Commission du budget de M. Maurice Maunoury, le 30 mars; adopté le 31 mars; déposé par MM. les Ministres des Finances et de la Marine [2 avril] (A. t. I, p. 725; J.O., p. 612; I. n° 236). M. Chautemps dépose l'avis de la Commission des finances [2 avril] (A. t. I, p. 736; J.O., p. 621; I. n° 245). M. Cabart-Danneville dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Demande de discussion immédiate. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [2 avril] (A. t. I, p. 749; J.O., p. 632; I. n° 255). Discussion. Décret désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption [3 avril] (A. t. I, p. 794; J.O., p. 675). Promulgation (J.O., 24 avril, p. 3742).

15 — 1914. Projet de loi tendant à autoriser l'engagement des crédits nécessaires à l'incorporation en surnombre dans les cadres des commis de certains employés en service au Ministère de la Marine (art. 104 disjoint du projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914). M. Emile Chautemps dépose le rapport [1^{er} juillet] (A. t. I, p. 1135; J.O., p. 963; I. n° 342). M. Chautemps dépose un rapport supplémentaire [3 juillet, 2^e séance] (A. t. I, p. 1199; J.O., p. 1017; I. n° 354). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [7 juillet] (A. t. I, p. 1272; J.O., p. 1076).

16 — 1914. Projet de loi réglant la situation des inscrits maritimes français embarqués sur des navires monégasques, déposé à la Chambre le 5 novembre 1912; rapport de M. François Coreil, le 9 décembre;

adopté le 9 février 1914; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères, de la Marine et des Finances. Renvoyé à la Commission des finances [4 juillet, 2^e séance] (A. t. I, p. 1235; J.O., p. 1044; I. n^o 358).

MAROC (Affaire du). — Approbation du traité du 30 mars 1912. Voir Conventions et Traités, année 1912, 7. — Dépenses d'occupation. Voir Rentes 3 0/0 (Emission de). — Chemin de fer de Tanger à Fez. Voir Chemins de fer, § IV, 3. — Exécution de travaux publics, remboursement du passif maghzen. Voir Emprunts des Colonies françaises et des protectorats, 6. — Occupation militaire du Maroc. Voir Budget de l'exercice 1914 (art. 22 bis et 22 ter de la Loi de finances) et crédits supplémentaires, § I, 5, 10, 16. — Décorations aux militaires des armées de terre et de mer. Voir Décorations, 8, 9, 19, 21.

MARSEILLE (Bouches-du-Rhône). — Voir Octrois, 110, 111, 112.

MARSEILLETTE (Aude). — Voir Communes et cantons, 13.

MATIÈRES GRASSES. — 1913. Proposition de loi tendant à additionner de substances révélatrices les matières grasses présentant une composition chimique permettant de les confondre avec le beurre de cacao, déposée par M. Lucien Cornet [18 novembre] (A. t. II, p. 44; J.O., p. 1427; I. n^o 416). || **1914.** M. Vincent dépose le rapport sommaire [24 mars] (A. t. I, p. 566; J.O., p. 475; I. n^o 157). Prise en considération. Renvoi à la Commission chargée d'examiner la proposition de loi tendant à modifier la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises [30 mars] (A. t. I, p. 649; J.O., p. 546).

MAUBEUGE (Place de). — Voir Armée, § V, 1.

MEAUX (Seine-et-Marne). — Voir Octrois, 113.

MÉCANICIENS DE LA MARINE. — Voir Marine, 2.

MÉDAILLE COLONIALE. — 1913. Projet de loi relatif à la médaille coloniale sans agrafe pour les militaires, indigènes exceptés, qui comptent dix ans au moins de services effectifs pour les hommes de troupe et quinze ans pour les officiers (article 87 disjoint du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1913), dépôt du rapport par M. Gervais [4 juin] (A. t. I, p. 1021; J.O., p. 842; I. n^o 199). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [20 juin] (A. t. I, p. 1139; J.O., p. 939). Déposé à la Chambre, le 30 juin; rapport de M. H. Gallois, le 27 novembre; adopté

avec de nouvelles modifications le 18 décembre; déposé par M. le Ministre de la Guerre [23 décembre] (A. t. II, p. 254; J.O., p. 1602; I n° 487). || 1914. M. Gervais dépose le rapport [12 mars] (A. t. I, p. 437; J.O., p. 366; I. n° 112). Adoption [19 mars] (A. t. I, p. 510; J.O., p. 427). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2334).

MÉDAILLE COMMÉMORATIVE DE 1870-1871. — 1912. Proposition de loi, relative à la médaille de 1870-1871 pour les médecins, infirmiers, infirmières, aumôniers, pompiers, aérostiers, otages et blessés dans les bombardements, déposée au Sénat le 17 décembre 1911 (Voir Tables 1909-1911). M. Cauvin dépose le rapport [1^{er} février] (A. t. I, p. 73; J.O., p. 61; I. n° 44). Déclaration de l'urgence. Adoption [5 mars] (A. t. I, p. 722; J.O., p. 586). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2964).

MÉDECINS, PHARMACIENS MILITAIRES, AIDES-VÉTÉRINAIRES (Bénéfices de la loi du 7 juillet 1908). — Voir Armée, § VI, 5.

MELUN (Catastrophe de). — Voir Crédits supplémentaires, § III, 3.

MELUN (Seine-et-Marne). — Voir Octrois, 114.

MENDICITÉ ET VAGABONDAGE (Revision des lois pénales). — 1912. Proposition de loi de M. Etienne Flandin relative à la revision des lois pénales concernant la mendicité, le vagabondage et le vagabondage spécial, à l'organisation de l'assistance par le travail et à la surveillance des nomades exerçant des professions ambulantes, déposée au Sénat le 1^{er} juin 1910 (Voir Table 1909-1911, Nomades); M. Bérard dépose l'avis de la Commission des finances [14 mars] (A. t. I, p. 777; J. O., p. 632; I. n° 106). Discussion générale: MM. Etienne Flandin, rapporteur; Briand, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Clôture de la discussion générale. Articles 1 et 2. Adoption. Article 3 (Art. 269 et 270 du Code pénal). Adoption. Article 3 (Art. 271 du Code pénal): MM. Théodore Girard, le Rapporteur, Sarrien, Président de la Commission. Adoption de l'article 3 (Art. 271 du Code pénal. Article 3 (Art. 274, 275, 276 et 282 du Code pénal). Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 3. Articles 4 et 5. Adoption. Article 6. Amendement de M. Rey: MM. Rey, le Rapporteur. Adoption de l'article 6. Articles 7 et 8. Adoption. Adoption de la proposition en 1^{re} délibération. Modification de l'intitulé du projet de loi: M. le Président. Adoption [28 juin] (A. t. I, p. 1368; J.O., p. 1106).

MENTON (Alpes-Maritimes). — Voir Emprunts et impositions et Octrois, 115.

MÈRES ET NOURRISSONS (Protection et assistance des). —

1912. Proposition de loi de M. Strauss sur la protection et l'assistance des mères et des nourrissons, déposée le 14 novembre 1899 (Voir Tables 1900 à 1911); 2^e délibération : Article 2: MM. le Président, Strauss, *rapporteur*; Guillier, Fortier, Réveillaud. Renvoi de l'article 2 à la Commission. Article 3. Amendement de M. Emile Rey: MM. Emile Rey, Strauss, *rapporteur*; Milliès-Lacroix, *rapporteur de la Commission des finances*; Fortier, Paul Morel, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur*; Besnard, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances*; Brager de La Ville-Moysan, Cazeneuve. Renvoi de l'article 3, ainsi que de l'amendement de M. Emile Rey, à la Commission. Renvoi de la discussion [8 mars] (A. t. I, p. 744; J.O., p. 605). Suite de la 2^e délibération. Décret désignant M. Maurice Bloch, *Directeur [général de la comptabilité publique, en qualité de commissaire du Gouvernement]*. Article 2 (Nouvelle rédaction). Articles 54 a et 164 a du livre II du Code du travail. Article 54 a. Adoption. Article 164 a. Amendement de M. Dominique Delahaye: MM. Strauss, *rapporteur*; Dominique Delahaye, Fortier, Tournon, Morel, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur*; Cazeneuve, Klotz, *Ministre des Finances*; Milliès-Lacroix, *rapporteur de la Commission des finances*; Fontaine, *directeur du travail, commissaire du Gouvernement*; Lemarié, Félix Martin. Adoption de l'article 164 a modifié. Amendement (disposition additionnelle) de M. Dominique Delahaye: MM. Dominique Delahaye, le *Ministre des Finances*, le *Rapporteur*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 2. Article 3 (nouvelle rédaction). Amendement de M. Cazeneuve: M. Cazeneuve. Retrait de l'amendement par son auteur. Amendement de MM. Emile Rey, Empereur, Flaissières, Gacon, Vacherie, Dellestable, Cazeneuve, Lintilhac, Codet, Loubet, Mazière: MM. Emile Rey, le *Ministre des Finances*, le *Rapporteur*, Fortier. Vote sur la disjonction de l'amendement. Adoption, au scrutin, de la disjonction. Adoption de l'article 3. Articles 4, 5, 6 et 7 réservés. Article 8 (nouvelle rédaction). Amendement de M. Milliès-Lacroix: MM. Milliès-Lacroix, René Bérenger, le *Ministre des Finances*, le *Rapporteur*, Fortier, Tournon, Hervey. Adoption de l'amendement et de l'article 8 modifié. Retrait des articles 9 à 14. Article 4. Amendement de M. Emile Rey: M. Emile Rey. Retrait de l'amendement. Renvoi de la discussion [3 décembre] (A. t. II, p. 135; J.O., p. 1424). Suite de la discussion; article 4: MM. Cazeneuve, Strauss, *rapporteur*; Fortier. Amendement de M. Félix-Martin, soumis à la prise en considération: MM. Félix-Martin, Paul Morel, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur*; le *Rapporteur*. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 4. Ar-

article 5 modifié. Adoption. Article 6. Adoption. Article 7. Amendement (Paragraphe additionnel) de MM. Rey, Cazeneuve et Denoix. Adoption de l'article 7 modifié. Article 9 (ancien art. 15). Adoption. Article 10 (Ancien art. 16). Amendement de M. Cazeneuve et plusieurs de ses collègues : MM. Cazeneuve, le Rapporteur, Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 10. Article 11 (Ancien art. 17). Amendement de M. Rey : MM. Rey, le Rapporteur, le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption. Adoption de l'article 11 modifié. Article 12 (ancien art. 18). Amendement de M. Touron. Adoption. Adoption de l'article 12 modifié : MM. Cazeneuve, Colin. Disposition additionnelle : M. le Rapporteur. Adoption. Rectification de l'article premier de la loi. Adoption de l'ensemble de la loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [5 décembre] (A. t. II, p. 155 ; J.O., p. 1440). || 1913. Promulgation (J.O., 19 juin 1913, p. 5253).

MÉRU (Oise). — Voir Octrois, 116.

MERVILLE (Nord). — Voir Octrois, 117.

MESSAGES DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

1 — 1913. M. Barthou, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lecture d'un message de M. le Président de la République [20 février] (A. t. I, p. 142 ; J.O., p. 119 ; I. n° 25).

2 — 1914. M. Bienvenu Martin, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lecture d'un message de M. le Président de la République (4 août) (A. t. I, p. 1543 ; J.O., p. 1298 ; I. n° 438).

MESURES (Unités de). — 1914. Projet de loi sur les unités de mesure, déposé à la Chambre le 11 novembre 1913 ; rapport de M. James Hennessy le 17 mars 1914 ; adopté le 3 avril ; déposé par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes [20 juin] (A. t. I, p. 925 ; J.O., p. 789 ; I. n° 297).

MÉTABISULFITE DE POTASSE. — Voir Douanes, 4.

MEYRUELS A MILLAU. — Voir Chemins de fer, § III, année 1914, 16.

MILLAU (Aveyron). — Voir Octrois, 118.

MINES (Redevances des). — Voir Algérie, § II, 1.

MINES DE SEL (Concessions aux particuliers de). — 1912. Proposition de loi tendant à modifier la loi du 17 juin 1840 réglementant

les concessions de mines de sel aux particuliers pour remédier à la surproduction du sel de consommation et arrêter la concession de nouvelles mines de sel dans l'Est de la France, déposée par M. Perreau [27 juin] (A. t. I, p. 1313; J.O., p. 1060; I. n° 229). || 1914. M. Vincent dépose le rapport sommaire [26 février] (A. t. I, p. 280; J.O., p. 235; I. n° 76). Prise en considération [6 mars] (A. t. I, p. 377; J.O., p. 317). Commission : 1^{er} bureau, M. Forsans; 2^e bureau, M. Maurice Ordinaire; 3^e bureau, M. Perreau; 4^e bureau, M. Riotteau; 5^e bureau, M. Herriot; 6^e bureau, M. Delhon; 7^e bureau, M. Catalogne; 8^e bureau, M. Le Cour Grandmaison; 9^e bureau, M. de Langenhagen [12 mars] (J.O., p. 2247; F. 27). Président, M. Riotteau; Secrétaire, M. Herriot [13 mars] (J.O., p. 2300; F. 28).

MINEURS DE MOINS DE TREIZE ANS (Obligations des patrons envers les). — 1914. Proposition de loi sur les obligations imposées aux patrons qui louent les services des mineurs de moins de treize ans, déposée à la Chambre le 1^{er} février 1912; rapport de M. Lemire le 29 juillet 1913; adoptée le 22 janvier 1914; transmise par M. le Président de la Chambre [23 janvier] (A. t. I, p. 40; J.O., p. 33; I. n° 15). Renvoi à la Commission des accidents du travail.

MINISTÈRES ET SOUS-SECRETARIATS D'ÉTAT. — Voir Création de Ministères et Sous-Secrétariats d'Etat.

MINISTÈRES

Ministère du 14 janvier 1912.

MM.

<i>Présidence du Conseil, Affaires étrangères..</i>	POINCARÉ, sénateur.
<i>Garde des Sceaux, Justice.....</i>	Aristide BRIAND, député.
<i>Intérieur.....</i>	STEEG, député.
<i>Finances.....</i>	KLOTZ, député.
<i>Guerre</i>	MILLERAND, député.
<i>Marine.....</i>	DELCASTÉ, député.
<i>Instruction publique.....</i>	GUIST'HAU, député.
<i>Travaux publics.....</i>	Jean DUPUY, sénateur.
<i>Commerce et Industrie.....</i>	Fernand DAVID, député.
<i>Agriculture.....</i>	PAMS, sénateur.
<i>Colonies.....</i>	LEBRUN, député.
<i>Travail et Prévoyance sociale.....</i>	BOURGOIS, sénateur.

Sous-Secrétaires d'État.

<i>Intérieur</i>	Paul MOREL, député.
<i>Finances</i>	René BESNARD, député.
<i>Postes et Télégraphes</i>	CHAUMET, député.
<i>Beaux-Arts</i>	BÉRARD, député.

DÉCRETS DU 12 JANVIER 1913.

M. A. LEBRUN, député, *Ministre de la Guerre*.

M. R. BESNARD, député, *Ministre des Colonies*.

Ministère du 21 janvier 1913.

MM.

<i>Présidence du Conseil, Intérieur</i>	Aristide BRIAND, député.
<i>Garde des Sceaux, Justice</i>	L. BARTHOU, député.
<i>Affaires étrangères</i>	JONNART, député.
<i>Finances</i>	KLOTZ, député.
<i>Guerre</i>	ETIENNE, député.
<i>Marine</i>	BAUDIN, sénateur.
<i>Instruction publique</i>	STEEG, député.
<i>Travaux publics</i>	Jean DUPUY, sénateur.
<i>Commerce et Industrie</i>	GUIST'HAU, député.
<i>Agriculture</i>	Fernand DAVID, député.
<i>Colonies</i>	Jean MOREL, sénateur.
<i>Travail et Prévoyance sociale</i>	R. BESNARD, député.

Sous-Secrétaires d'État.

<i>Intérieur</i>	Paul MOREL, député.
<i>Finances</i>	BOURÉLY, député.
<i>Postes et Télégraphes</i>	CHAUMET, député.
<i>Beaux-Arts</i>	BÉRARD, député.

Le Ministère est maintenu par décret du 18 février 1913.

Ministère du 23 mars 1913.

MM.

<i>Présidence du Conseil, Instruction publique et Beaux-Arts</i>	L. BARTHOU, député.
<i>Garde des Sceaux, Justice</i>	ANTONY RATIER, sénateur.
<i>Intérieur</i>	KLOTZ, député.
<i>Affaires étrangères</i>	Stéphen PICHON, sénateur.
<i>Finances</i>	Charles DUMONT, député.
<i>Guerre</i>	ETIENNE, député.

<i>Marine</i>	Pierre BAUDIN, sénateur.
<i>Travaux publics</i>	Joseph THIERRY, député.
<i>Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes.</i>	Alfred MASSÉ, député.
<i>Agriculture</i>	CLÉMENTEL, député.
<i>Colonies</i>	Jean MOREL, sénateur.
<i>Travail et Prévoyance sociale</i>	Henry CHÉRON, député.

Sous-Secrétaires d'État.

<i>Intérieur</i>	Paul MOREL, député.
<i>Finances</i>	Paul BOURÉLY, député.
<i>Beaux-Arts</i>	LÉON BÉRARD, député.
<i>Marine</i>	DE MONZIE, député.

Ministère du 10 décembre 1913.

MM.

<i>Présidence du Conseil, Affaires étrangères.</i>	G. DOUMERGUE, sénateur.
<i>Garde des Sceaux, Justice</i>	BIENVENU MARTIN, sénateur.
<i>Intérieur</i>	René RENOULT, député.
<i>Finances</i>	J. CAILLAUX, député.
<i>Guerre</i>	NOULENS, député.
<i>Marine</i>	MONIS, sénateur.
<i>Instruction publique</i>	VIVIANI, député.
<i>Travaux publics</i>	F. DAVID, député.
<i>Commerce</i>	MALVY, député.
<i>Agriculture</i>	RAYNAUD, député.
<i>Colonies</i>	LEBRUN, député.
<i>Travail et Prévoyance sociale</i>	MÉTIN, député.

Sous-Secrétaires d'État.

<i>Intérieur</i>	PÉRET, député.
<i>Guerre</i>	MAGINOT, député.
<i>Beaux-Arts</i>	JACQUIER, député.
<i>Marine marchande</i> ..	AJAM, député.

18 MARS 1914 SONT NOMMÉS :

- M. RENOULT, député, *Ministre des Finances* ;
- M. MALVY, député, *Ministre de l'Intérieur* ;
- M. PÉRET, député, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*.

21 MARS 1914.

- M. GAUTHIER, sénateur, *Ministre de la Marine*.

Ministère du 10 juin 1914.

	MM.
<i>Présidence du Conseil, Justice</i>	A. RIBOT, sénateur.
<i>Affaires étrangères</i>	L. BOURGEOIS, sénateur.
<i>Intérieur</i>	P. PEYTRAL, sénateur.
<i>Finances</i> ...	CLÉMENTEL, député.
<i>Guerre</i>	DELGASSÉ, député.
<i>Marine</i>	CHAUTEMPS, sénateur.
<i>Instruction publique</i>	DESSOYE, député.
<i>Travaux publics</i>	Jean DUPUY, sénateur.
<i>Commerce et Industrie</i>	Marc RÉVILLE, député.
<i>Agriculture</i>	DARIAC, député.
<i>Colonies</i>	MAUNOURY, député.
<i>Travail et Prévoyance sociale</i>	ABEL, député.

Sous-Secrétaires d'État.

<i>Intérieur</i>	LE CHERPY, député.
<i>Guerre</i>	MARGAINE, député.
<i>Marine marchande</i>	GUERNIER, député.

Ministère du 14 juin 1914.

	MM.
<i>Présidence du Conseil, Affaires étrangères</i>	VIVIANI, député.
<i>Justice</i>	BIENVENU MARTIN, sénateur.
<i>Intérieur</i>	MALVY, député.
<i>Finances</i>	NOULENS, député.
<i>Guerre</i>	MESSIMY, député.
<i>Marine</i>	GAUTHIER, sénateur.
<i>Instruction publique</i>	AUGAGNEUR, député.
<i>Travaux publics</i>	René RENOULT, député.
<i>Agriculture</i>	Fernand DAVID, député.
<i>Commerce</i>	THOMSON, député.
<i>Colonies</i>	RAYNAUD, député.
<i>Travail et Prévoyance sociale</i>	COUYBA, sénateur.

Sous-Secrétaires d'État.

<i>Affaires étrangères</i>	ABEL FERRY, député.
<i>Intérieur</i>	JACQUIER, député.
<i>Guerre</i>	LAURAINÉ, député.
<i>Beaux-Arts</i>	DALIMIER, député.
<i>Marine marchande</i>	AJAM, député.

Ministère du 27 août 1914.

MM.

<i>Présidence du Conseil, sans portefeuille</i>	VIVIANI, député.
<i>Vice-présidence du Conseil, Justice</i>	Aristide BRIAND, député.
<i>Affaires étrangères</i>	DELGASSÉ, député.
<i>Intérieur</i>	MALVY, député.
<i>Finances</i>	RIBOT, sénateur.
<i>Guerre</i>	MILLERAND, député.
<i>Marine</i>	AUGAGNEUR, député.
<i>Instruction publique</i>	Albert SARRAUT, député.
<i>Travaux publics</i>	Marcel SEMBAT, député.
<i>Commerce, Postes et Télégraphes</i>	THOMSON, député.
<i>Colonies</i>	G. DOUMERGUE, sénateur.
<i>Agriculture</i>	Fernand DAVID, député.
<i>Travail et Prévoyance sociale</i>	BIENVENU MARTIN, sénateur.
<i>Ministre sans portefeuille</i>	Jules GUESDE, député.

Sous-Secrétaires d'État.

<i>Affaires étrangères</i>	Abel FERRY, député.
<i>Intérieur</i>	JACQUIER, député.
<i>Beaux-Arts</i>	DALIMIER, député.

MISSION HELLÉNIQUE (Frais de réception d'une). — Voir Crédits extraordinaires, § I, 10.

MISSION (2^e) ANTARCTIQUE FRANÇAISE. — Voir Décorations, 11.

MONACO (Principauté de). — Voir Conventions internationales et traités, année 1914, 2.

MONNAIES DE NICKEL. — 1912. Projet de loi portant retrait des monnaies de billon en circulation et leur remplacement par des monnaies de nickel perforées, déposé à la Chambre le 11 juin; rapport de M. Veber, le 10 décembre; adopté le 20 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [20 décembre] (A. t. II, p. 289; J.O., p. 1550; I. n^o 414). || 1913. M. Couyba dépose le rapport [24 juin] (A. t. I, p. 1158; J.O., p. 956; I. n^o 236). 1^{re} délibération. Décret désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption [18 juillet] (A. t. I, p. 1361; J.O., p. 1121). Promulgation (J.O., 7 août, p. 7405).

MONTBRISON (Loire). — Voir Octrois, 119.

MONTLUÇON A GOUTTIÈRES. — Voir Chemins de fer, § III, année 1912, 6.

MONTMORENCY (Seine-et-Oise). — Voir Octrois, 120.

MONTMORILLON (Vienne). — Voir Octrois, 121.

MONTPARNASSE A PORTE DE VANVES (Gare de). — Voir Chemins de fer, § III, année 1912, 13.

MONTREUIL-SUR-MER (Pas-de-Calais). — Voir Octrois, 122.

MONUMENTS ANCIENS NON CLASSÉS. — Voir Office (Création d'un) des monuments anciens non classés.

MONUMENTS ET OBJETS D'ART (Conservation des). — 1912. Proposition de loi de M. Cachet tendant à modifier l'article 11 et le deuxième paragraphe de l'article 13 de la loi du 30 mars 1887 concernant la conservation des monuments et objets d'arts ayant un caractère historique et artistique, déposée le 7 novembre 1911 (voir Table 1909-1911); M. Cachet dépose le rapport [12 mars] (A.t.I. p. 759; J.O., p. 917; I. n° 98). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [21 mars] (A. t. I, p. 825; J.O., p. 674).

MONUMENTS HISTORIQUES. — 1913. Projets de loi sur les monuments historiques, déposés à la Chambre le 28 mars et 23 mai 1912; rapports collectifs de M. T. Reinach (Savoie) les 14 juin 1912 et 13 novembre 1913; adopté le 20 novembre; déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts [19 décembre] (A. t. II, p. 206; J.O., p. 1563; I. n° 469). Renvoi à la Commission relative à la création d'une Caisse des monuments historiques. M. Audiffred dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [26 décembre] (A. t. II, p. 278; J.O., p. 1623; I. n° 503). Discussion des articles : Articles 1^{er} à 15. Adoption. Article 16 : MM. Larère, Audiffred, rapporteur; Jacquier, *Sous-Secrétaire d'Etat des Beaux-Arts*. Adoption du premier paragraphe, du second paragraphe et de l'ensemble de l'article 16. Articles 17 à 39. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [29 décembre] (A. t. I, p. 357; J.O., p. 1687). || 1914. Promulgation (J.O., 4 janvier 1914, p. 129).

MONUMENTS HISTORIQUES (Caisse des). Voir Caisse des monuments historiques.

MOREZ A LA FRONTIÈRE SUISSE. — Voir Chemins de fer, § III, année 1913, 3.

MORLAIX (Finistère). — Voir Octrois, 123.

MORNANT A RIVE-DE-GIER. — Voir Chemins de fer, § III, année 1913, 7.

MORTAGNE (Orne). — Voir Octrois, 124.

MOTIONS. — 1912. 1^o Motion de la Commission des finances tendant au renvoi des articles 72 à 81, relatifs aux retraites ouvrières et paysannes, du projet de loi de finances de l'exercice 1912, à une Commission spéciale. Voir Retraites ouvrières et paysannes, 1. — 2^o Motion présentée par M. Jénouvrier, tendant à donner à la Commission qui avait été nommée pour examiner la convention franco-allemande les pouvoirs d'une Commission d'enquête : MM. le Président, Ratier. Demande de discussion préalable : MM. le Président, Jénouvrier, Raymond Poincaré, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*; de Las Cases, Ribot, *président de la Commission*. Adoption, au scrutin, de la question préalable [10 février] (A. t. I, p. 283; J.O., p. 236).

MOUTHE A FONCINE-LE-HAUT. — Voir Chemins de fer, § III, année 1913, 2.

MURE (LA) (Isère). — Voir Octrois, 125.

MURET A AURIGNAC. — Voir Chemins de fer, III, année 1912, 16.

MUSÉE GUIMET. — 1913. Proposition de loi tendant à rattacher aux Beaux-Arts le musée Guimet, déposée le 7 juillet; rapport de M. Jules Roche, le 8 juillet; adoptée le 21 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre [22 juillet] (A. t. I, p. 1371; J.O., p. 1130; I. n^o 313). Renvoi à la Commission des finances. M. Couyba dépose le rapport [12 décembre] (A. t. II, p. 144; J.O., p. 1511; I. n^o 451). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [19 décembre] (A. t. II, p. 207; J.O., p. 1565). Promulgation (J.O., 26-27 décembre, p. 11114).

MUSÉUM D'HISTOIRE NATURELLE. — 1913. Projet de loi relatif aux travaux de construction et de réfection à effectuer au Muséum d'histoire naturelle, déposé à la Chambre le 5 novembre 1912; rapport de M. Simyan, le 5 juin 1913; adopté le 18 juin; déposé par MM. les Ministres de l'Instruction publique et des Finances [20 juin]

(A. t. I, p. 1155; J.O., p. 953; I. n° 230). M. Couyba dépose le rapport [3 juillet] (A. t. I, p. 1245; J.O., p. 1027; I. n° 270). 1^{re} délibération. Décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [18 juillet] (A. t. I, p. 1358; J.O., p. 1119). Promulgation (J.O., 2 août, p. 6950).

MUSIQUES D'ARTILLERIE. — Voir Armée, § VI, 3, 4, 12.

MUSIQUES MILITAIRES. — Voir Armée, § VI, 2.

MUTATIONS CADASTRALES. — 1914. Projet de loi relatif au relevé des actes translatifs ou attributifs de propriété immobilière pour le service des mutations cadastrales, déposé à la Chambre le 16 février; rapport de M. Edouard Andrieu, le 1^{er} avril; adopté le 2 avril; déposé par MM. les Ministres de la Justice et des Finances. Renvoi à la Commission des finances [3 avril] (A. t. I, p. 761; J.O., p. 644; I. n° 262).

NANTES (Loire-Inférieure). — Voir Octrois, 126 et 127. — Voir Conventions, 1 et 2, et Ports maritimes, 4.

NANTES A PAIMBŒUF. — Voir Chemins de fer, § III, année 1912, 17.

NANTUA (Ain). — Voir Octrois, 128.

NATIONALITÉ FRANÇAISE (Acquisition de la). — 1914. Projet de loi relatif à l'acquisition de la qualité de citoyen français par les sujets français non originaires de l'Algérie et les protégés français non originaires de la Tunisie et du Maroc, qui résident en France, en Algérie ou dans une colonie autre que leur pays d'origine, déposé à la Chambre le 24 décembre 1913; rapport de M. Louis Andrieux le 1^{er} avril 1914; adopté le 2 avril; déposé par M. le Ministre des Colonies et par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux articles 8, 9, 10, 12, 17 à 21 du Code civil sur la nationalité [2 juin] (A. t. I, p. 811; J.O., p. 689; I. n° 285). — Voir aussi Pupilles de l'Assistance publique et Code civil, 14.

NAVIRES EN DÉMOLITION (Péage sur les). — Voir Péages.

NÉRAC (Lot-et-Garonne). — Voir Octrois, 129.

NEUFCHATEAU (Vosges). — Voir Octrois, 130.

NEUFCHATEAU A CONTREXÉVILLE. — Voir Chemins de fer, § III, année 1914, 8.

NEVERS (Nièvre). — Voir Octrois, 131.

NICE (Alpes-Maritimes). — Voir Communes et cantons, 15.

NICKEL (Monnaies de). — Voir Monnaies de nickel.

NIVILLAC (Morbihan). — Voir Emprunts et impositions, 11. — Voir Communes et cantons, 10, 11 et 12.

NOMADES (Circulation des). — Voir Professions ambulantes. — Voir Mendicité et vagabondage.

NOTAIRES DU CANTON DE LA FERTÉ-MACÉ. — 1913. Proposition de loi de M. Cachet ayant pour objet de compléter la loi du 28 juin 1913 en ce qui concerne la compétence des notaires du canton de la Ferté-Macé (Orne), déposée par M. Cachet [25 novembre] (A. t. II, p. 83; J.O., p. 1460; I. n° 435). M. Vincent dépose le rapport sommaire [12 décembre] (A. t. II, p. 144; J.O., p. 1511; I. n° 450). Prise en considération : M. Bienvenu Martin. Renvoi aux bureaux [19 décembre] (A. t. II, p. 207; J.O., p. 1565). Commission : 1^{er} bureau, M. Richard; 2^e bureau, M. Blanc; 3^e bureau, M. Guillier; 4^e bureau, M. Cachet; 5^e bureau, M. Vincent; 6^e bureau, M. Th. Girard; 7^e bureau, M. Laurent Thiéry; 8^e bureau, M. Jeanneney; 9^e bureau, M. Paul Le Roux (J.O., p. 11021; F. 100). Président, M. Blanc; Secrétaire, M. Jeanne-ney (J.O., p. 11101; F. 101).

NOTAIRES DU CANTON D'OUessant. — 1913. Projet de loi ayant pour objet d'autoriser les notaires du canton de Saint-Renan à instrumenter dans le canton d'Ouessant et de conférer au greffier de la justice de paix de ce canton les attributions des huissiers, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [18 novembre] (A. t. II, p. 44; J.O., p. 1428; I. n° 420).

NYONS (Drôme). — Voir Octrois, 132.

OBLIGATIONS DU CHEMIN DE FER DE L'ÉTAT. — Voir Chemins de fer de l'État, 1 et 2.

OCTROI DE LA BANLIEUE DE PARIS.

I — 1912. Projet de loi portant prorogation du droit d'octroi de banlieue sur l'alcool dans le département de la Seine, déposé à la Chambre le 4 juin; rapport de M. Thomas, le 25 juin; adopté le 26 juin; déposé par MM. les Ministres des Finances et de l'Intérieur (Fa. 41, n° 97)

M. Lefèvre dépose le rapport [27 juin] (A. t. I, p. 1312; J.O., p. 1060, 1071; Fa. 42, n° 98). Adoption [28 juin] (A. t. I, p. 1360; J.O., p. 1099). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 5694).

2 — 1912. Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à approuver par décret la prorogation du droit d'octroi de banlieue sur l'alcool dans le département de la Seine, déposé à la Chambre le 18 novembre; rapport de M. Thomas, le 19 décembre; adoption le 20 décembre; déposé par MM. les Ministres des Finances et de l'Intérieur (I. n° 418). M. Saint-Germain dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Adoption [21 décembre] (A. t. II, p. 331; J.O., p. 1588; I. n° 432). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 10794).

3 — 1913. Projet de loi portant réorganisation de l'octroi de banlieue sur l'alcool dans le département de la Seine, déposé à la Chambre le 10 juin; rapport de M. Thomas, le 25 juin; adopté le 26 juin; déposé par M. le Ministre des Finances [26 juin] (A. t. I, p. 1164; J.O., p. 962; Fa. 44, n° 147). M. Monnier dépose le rapport [26 juin] (A. t. I, p. 1180; J.O., p. 974; Fa. 46, n° 149). Discussion du projet de loi. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption [27 juin] (A. t. I, p. 1185; J.O., p. 978). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 5603).

OCTROIS (SURTAXES D')

I. — PROJETS COLLECTIFS.

II. — PROJETS SPÉCIAUX.

I — PROJETS COLLECTIFS

1 — 1912. Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à approuver par décrets la prorogation de surtaxes d'octroi sur l'alcool, déposé à la Chambre le 18 novembre; rapport de M. Thomas, le 17 décembre; adopté le 20 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [21 décembre] (A. t. II, p. 296; J.O., p. 1557; I. n° 417). M. Saint-Germain dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion. Adoption [21 décembre] (A. t. II, p. 331; J.O., p. 1588; I. n° 431). Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 10378).

2 — 1913. Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à approuver par décrets la prorogation des surtaxes d'octroi sur l'alcool, déposé à la Chambre le 4 novembre; rapport de M. Delpierre

le 11 décembre; adopté le 16 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [18 décembre] (A. t. II, p. 188; J.O., p. 1547; I. n° 459). Renvoi à la Commission des finances. M. Alexandre Bérard dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [23 décembre] (A. t. II, p. 235; J.O., p. 1586; I. n° 484). Discussion. Adoption [24 décembre] (A. t. II, p. 268; J.O., p. 1615). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 11034).

II — PROJETS SPÉCIAUX

1 — 1914. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Airvault** (Deux-Sèvres), déposé à la Chambre le 25 novembre 1913; rapport de M. Paul Aubriot, le 5 février; adopté le 9 février 1914; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I., p. 200; J.O., p. 167; Fa. 16, n° 42). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 376; J.O., p. 316; Fa. 36, n° 120). Adoption [18 mars] (A. t. I, p. 485; J.O., p. 406). Promulgation (J.O., 24 mars, p. 2650).

2 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Aix-les-Bains** (Savoie), déposé à la Chambre le 15 janvier; rapport de M. Albert Thomas, le 6 février; adopté le 10 février; déposé par M. le Ministre des Finances [26 février] (A. t. I, p. 280; J.O., p. 235; Fa. 28, n° 89). M. Riotteau dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 376; J.O., p. 315; Fa. 34, n° 108). Adoption [13 mars] (A. t. I, p. 440; J.O., p. 369). Promulgation (J.O., 20 mars, p. 2482).

3 — 1914. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Alais** (Gard), déposé à la Chambre le 24 décembre 1913; rapport de M. Paul Aubriot, le 5 février 1914; adopté le 9 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 167; Fa. 16, n° 43). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 376; J.O., p. 316; Fa. 36, n° 121). Adoption [18 mars] (A. t. I, p. 485; J.O., p. 406). Promulgation (J.O., 24 mars, p. 2650).

4 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Albertville** (Savoie), déposé à la Chambre le 5 novembre; rapport de M. Rouger, le 5 décembre; adopté le 9 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances (Fa. 60, n° 116). M. Monnier dépose le rapport [19 décembre] (A. t. II, p. 270; J.O., p. 1520, 1534; Fa. 65, n° 137). Adoption [21 décembre] (A. t. II, p. 296, 305; J.O., p. 1558). Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 10739).

5 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Aniche** (Nord), déposé à la Chambre le 4 novembre; rapport de M. Hubert Rouger, le 18 novembre; adopté le 21 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [25 novembre] (A. t. II, p. 77; J.O., p. 1455; Fa. 63, n° 167). M. Lefèvre dépose le rapport [28 novembre] (A. t. II, p. 106; J.O., p. 1479; Fa. 66, n° 187). Adoption [16 décembre] (A. t. II, p. 164; J.O., p. 1527). Promulgation (J.O., 20 décembre, p. 10918).

6 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Antrain** (Ille-et-Vilaine), déposé à la Chambre le 4 novembre; rapport de M. Hubert Rouger, le 18 novembre; adopté le 21 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [25 novembre] (A. t. II, p. 77; J. O., p. 1455; Fa. 63, n° 168). M. Lefèvre dépose le rapport [28 novembre] (A. t. II, p. 106, J.O., p. 1479; Fa. 66, n° 188). Adoption [16 décembre] (A. t. II, p. 164; J.O., p. 1528). Promulgation (J.O., 20 décembre, p. 10918).

7 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Arcachon** (Gironde), déposé à la Chambre le 20 décembre 1912; rapport de M. Vandame, le 30 janvier 1913; adopté le 3 février; déposé par M. le Ministre des Finances [28 février] (A. t. I, p. 194; J.O., p. 160; Fa. 14, n° 60). M. Lefèvre dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 216; J.O., p. 178; Fa. 15, n° 68). Adoption [14 mars] (A. t. I, p. 271; J.O., p. 223). Promulgation (J.O., 22 mars, p. 2554).

8 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Argentan** (Orne), déposé à la Chambre le 3 février; rapport de M. Delpierre, le 12 février; adopté le 15 février; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O. p. 580; Fa. 10, n° 11). M. Lefèvre dépose le rapport [7 mars] (A. t. I, p. 728; J.O., p. 591; Fa. 15, n° 42). Adoption [14 mars] (A. t. I, p. 724; J.O., p. 622). Promulgation (J.O., 21 mars, 2751).

9 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation de surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Armentières** (Nord), déposé à la Chambre le 6 décembre; rapport de M. Rouger, le 17 décembre; adopté le 19 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [21 décembre] (A. t. II, p. 310; J.O., p. 1569; Fa. 73, n° 148). || **1913.** M. Monnier dépose le rapport [6 février] (A. t. I, p. 48; J.O., p. 39; Fa. 9, n° 43). Adoption [20 février] (A. t. I, p. 143; J.O., 120). Promulgation (J.O., 4 mars, p. 2042).

10 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Arras** (Pas-de-Calais), déposé à la Chambre le

26 décembre 1911; rapport de M. Delpierre, le 16 février 1912; adopté le 23 février; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O., p. 580; Fa. 10, n° 12). M. Lefèvre dépose le rapport [8 mars] (A. t. I, p. 756; J.O., p. 615; Fa. 18, n° 60). Adoption [21 mars] (A. t. I, p. 824; J.O., p. 674). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2962).

11 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'Aubagne (Bouches-du-Rhône), déposé à la Chambre le 27 décembre 1913; rapport de M. Hubert le 4 février 1914; adopté le 6 février; déposé par M. le Ministre des Finances [12 février] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 147; Fa. 9, n° 16). M. Riotteau dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 168; Fa. 21, n° 63). Adoption [27 février] (A. t. I, p. 300; J.O., p. 252). Promulgation (J.O., 5 mars, p. 1990).

12 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'Aubenas (Ardèche), déposé à la Chambre le 25 novembre 1913; rapport de M. Paul Aubriot, le 5 février 1914; adopté le 9 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 167; Fa. 16, n° 44). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 376; J.O., p. 316; Fa. 36, n° 122). Adoption [19 mars] (A. t. I, p. 509; J.O., p. 426). Promulgation (J.O., 26 mars, p. 2746).

13 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'Aubin (Aveyron), déposé à la Chambre le 15 janvier; rapport de M. Albert Thomas, le 6 février; adopté le 10 février; déposé par M. le Ministre des Finances [26 février] (A. t. I, p. 280; J.O., p. 235; Fa. 28, n° 90). M. Riotteau dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 376; J.O., p. 315; Fa. 34, n° 109). Adoption [13 mars] (A. t. I, p. 440; J.O., p. 369). Promulgation (J.O., 20 mars, p. 2482).

14 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'Aulnay (Charente-Inférieure), déposé à la Chambre le 4 novembre; rapport de M. Hubert Rouger le 18 novembre; adopté le 21 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [25 novembre] (A. t. II, p. 77; J.O., p. 1455; Fa. 63, n° 169). M. Lefèvre dépose le rapport [28 novembre] (A. t. II, p. 106; J.O., p. 1479; Fa. 66 n° 189). Adoption [16 décembre] (A. t. II, p. 164; J.O., p. 1528). Promulgation (J.O., 20 décembre, p. 10918).

15 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'Avesnes (Nord), déposé à la Chambre le 5 novembre; rapport de M. Rouger le 5 décembre; adopté le 9 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [19 décembre] (A. t. II, p. 252; J.O., p. 1520; Fa. 60, n° 117). 11 — 1913. M. Monnier dépose le rapport [28 jan-

vier] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 13; Fa. 3, n° 15). Adoption [7 février] (A. t. I, p. 60; J.O., p. 49). Promulgation (J.O., 23 février, p. 1757).

16 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Avignon** (Vaucluse), déposé à la Chambre le 20 janvier; rapport de M. Rouger le 9 mai; adopté le 15 mai; déposé par M. le Ministre des Finances [20 mai] (A. t. I, p. 622; J.O., p. 515; Fa. 30, n° 90). M. Reymonenq dépose le rapport [30 mai] (A. t. I, p. 952; J.O., p. 782; Fa. 36, n° 119). Adoption [4 juin] (A. t. I, p. 1002; J.O., p. 824). Promulgation (J.O., 10 juin, p. 4974).

17 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Bailleul** (Nord), déposé à la Chambre le 3 février; rapport de M. Delpierre le 12 février; adopté le 15 février; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O., p. 579; Fa. 10, n° 13). M. Lefèvre dépose le rapport [7 mars] (A. t. I, p. 728; J.O., p. 591; Fa. 15, n° 43). Adoption [14 mars] (A. t. I, p. 764; J.O., 622). Promulgation (J.O., 21 mars, p. 2751).

18 — 1912. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Bannalec** (Finistère), déposé à la Chambre le 28 décembre 1911; rapport de M. Delpierre, le 16 février 1912; adopté le 23 février; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O., p. 580; Fa. 10, n° 14). M. Lefèvre dépose le rapport [8 mars] (A. t. I, p. 756; J.O., p. 615; Fa. 18, n° 61). Adoption [21 mars] (A. t. I, p. 824; J.O., p. 674). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2964).

19 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Barbezieux** (Charente), déposé à la Chambre le 16 janvier; rapport de M. Delpierre le 12 février; adopté le 15 février; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 615; J.O., p. 580; Fa. 10, n° 15). M. Lefèvre dépose le rapport [7 mars] (A. t. I, p. 728; J.O. p. 591; Fa. 15, n° 44). Adoption [14 mars] (A. t. I, p. 764; J.O., p. 622). Promulgation (J.O., 21 mars, p. 2750).

20 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Barcelonnette** (Basses-Alpes), déposé à la Chambre le 16 juin; rapport de M. Albert Grodet le 23 juin; adopté le 26 juin; déposé par M. le Ministre des Finances [26 juin] (A. t. I, p. 1051; J.O., p. 895; Fa. 56, n° 151). M. Perreau dépose le rapport [26 juin] (A. t. I, p. 1052; J.O., p. 895; Fa. 57, n° 152). Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Adoption [29 juin] (A. t. I, p. 1055; J.O., p. 898). Promulgation (J.O., 30 juin, p. 5691).

21 — 1912. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de l'île de **Batz** (Finistère), déposé à la Chambre le

11 janvier ; rapport de M. Delpierre le 12 février ; adopté le 14 février ; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 715 ; J.O., p. 580 ; Fa. 10, n° 16). M. Lefèvre dépose le rapport [7 mars] (A. t. I, p. 728 ; J.O., p. 591 ; F. 15, n° 45). Adoption [14 mars] (A. t. I, p. 764 ; J.O., p. 622). Promulgation (J.O., 21 mars, p. 2750).

22 — 1913. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'octroi de **Bavay** (Nord), déposé à la Chambre le 20 janvier ; rapport de M. Rouger le 9 mai ; adopté le 15 mai ; déposé par M. le Ministre des Finances [20 mai] (A. t. I, p. 622 ; J.O., p. 515 ; Fa. 30, n° 91). M. Reymoncq dépose le rapport [30 mai] (A. t. I, p. 952 ; J.O., p. 782 ; Fa. 36, n° 120). Adoption [4 juin] (A. t. I, p. 1002 ; J.O., p. 824). Promulgation (J.O., 10 juin, p. 4974).

23 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Beaurepaire** (Isère), déposé à la Chambre le 17 décembre 1913 ; rapport de M. Delpierre, le 23 décembre ; adopté le 24 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances [27 décembre] (A. t. II, p. 296 ; J.O., p. 1637 ; Fa. 80, n° 221). M. Lefèvre dépose le rapport (Fa. 81, n° 223). Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel* [27 décembre] (A. t. II, p. 324 ; J.O., p. 1661). Adoption [29 décembre] (A. t. II, p. 332 ; J.O., p. 1667). Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 11286).

24 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Bernay** (Eure), déposé à la Chambre le 13 décembre 1912 ; rapport de M. Rouger, le 20 décembre ; adopté le 21 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances [24 janvier] (A. t. I, p. 15 ; J.O., p. 12 ; Fa. 1, n° 1). M. Lefèvre dépose le rapport [28 janvier] (A. t. I, p. 24 ; J.O., p. 18 ; Fa. 6, n° 30). Adoption [13 février] (A. t. I, p. 98 ; J.O., p. 82). Promulgation (J.O., 23 février, p. 1757).

25 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Beuzec-Conq** (Finistère), déposé à la Chambre le 4 novembre ; rapport de M. Hubert Rouger, le 18 novembre ; adopté le 21 novembre ; déposé par M. le Ministre des Finances [25 novembre] (A. t. II, p. 77 ; J.O., p. 1455 ; Fa. 63, n° 170). M. Lefèvre dépose le rapport [28 novembre] (A. t. II, p. 106 ; J.O., p. 1479 ; Fa. 66, n° 190). Adoption [18 décembre] (A. t. II, p. 189 ; J.O., p. 1548). Promulgation (J.O., 23 décembre, p. 10990).

26 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Bizanos** (Basses-Pyrénées), déposé à la Chambre le 17 décembre ; rapport de M. Delpierre, le 23 décembre ;

adopté le 24 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [27 décembre] (A. t. II, p. 296; J.O., p. 1637; Fa. 80, n° 220). || **1914.** M. Hervey dépose le rapport [13 février] (A. t. I, p. 197; J.O., p. 164; Fa. 14, n° 40). Adoption [19 février] (A. t. I, p. 218; J.O., p. 184). Promulgation (J.O., 26 février, p. 1794).

27 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Bohars** (Finistère), déposé à la Chambre le 5 novembre; rapport de M. Rouger, le 5 décembre; adopté le 9 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [19 décembre] (A. t. II, p. 252; J.O., p. 1520; Fa. 60, n° 118). || **1913.** M. Monnier dépose le rapport [28 janvier] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 13; Fa. 3, n° 16). Adoption [7 février] (A. t. I, p. 60; J.O., p. 50). Promulgation (J.O., 23 février, p. 1756).

28 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Boucau** (Basses-Pyrénées), déposé à la Chambre le 2 décembre 1912; rapport de M. Rouger, le 20 décembre; adopté le 21 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [24 janvier] (A. t. I, p. 15; J.O., p. 12; Fa. 1, n° 2). M. Lefèvre dépose le rapport [30 janvier] (A. t. I, p. 27; J.O., p. 21; Fa. 7, n° 41). Adoption [20 février] (A. t. I, p. 143; J.O., p. 120). Promulgation (J.O., 4 mars, p. 2042).

29 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Bourbourg-Ville** (Nord), déposé à la Chambre le 5 décembre 1912; rapport de M. Rouger, le 9 mai 1913; adopté le 15 mai; déposé par M. le Ministre des Finances [20 mai] (A. t. I, p. 622; J.O., p. 515; Fa. 30, n° 92). M. Reymonenq dépose le rapport [19 juin] (A. t. I, p. 1130; J.O., p. 932; Fa. 142, n° 141). Adoption [26 juin] (A. t. I, p. 1165; J.O., p. 962). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 5602).

30 — 1914. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Bourbourg-Ville** (Nord), déposé à la Chambre le 17 décembre 1913; rapport de M. Delpierre le 23 décembre; adopté le 24 décembre; déposé au Sénat par M. le Ministre des Finances [16 janvier] (A. t. I, p. 8; J.O., p. 8; F. 2, n° 2). M. Riotteau dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 168; Fa. 19, n° 54). Adoption [25 février] (A. t. I, p. 255; J.O., p. 214). Promulgation (J.O., 5 mars, p. 1990).

31 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Bourgoin** (Isère), déposé à la Chambre le 3 février; rapport de M. Delpierre le 12 février; adopté le 15 février; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O.,

p. 580; Fa. 11, n° 17). M. Lefèvre dépose le rapport [7 mars] (A. t. I, p. 728; J.O., p. 591; Fa. 15, n° 46). Adoption [15 mars] (A. t. I, p. 780; J.O., p. 636). Promulgation (J.O., 21 mars, p. 2750).

32 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Brignoles** (Var), déposé à la Chambre le 16 janvier; rapport de M. Delpierre le 12 février; adopté le 15 février; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O., p. 580; Fa. 11, n° 18). M. Lefèvre dépose le rapport [7 mars] (A. t. I, p. 728; J.O., p. 591; Fa. 15, n° 47). Adoption [15 mars] (A. t. I, p. 780; J.O., p. 636). Promulgation (J.O., 21 mars, p. 2751).

33 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Brive** (Corrèze) déposé à la Chambre le 20 janvier; rapport de M. Rouger, le 9 mai; adopté le 15 mai; déposé par M. le Ministre des Finances [20 mai] (A. t. I, p. 622; J.O., p. 515; Fa. 30, n° 93). M. Reymond dépose le rapport [30 mai] (A. t. I, p. 952; J.O., p. 782; Fa. 36, n° 121). Adoption [4 juin] (A. t. I, p. 1002; J.O., p. 824). Promulgation (J.O., 10 juin, p. 4974).

34 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Caen** (Calvados), déposé à la Chambre le 24 décembre 1913; rapport de M. Hubert Rouger le 4 février 1914; adopté le 6 février; déposé par M. le Ministre des Finances [12 février] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 147; Fa. 9, n° 17). M. Riotteau dépose le rapport [19 février] (A. t. I, p. 218; J.O., p. 184; Fa. 24, n° 71). Adoption [3 mars] (A. t. I, p. 326; J.O., p. 274). Promulgation (J.O., 14 mars, p. 2290).

35 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Cambrai** (Nord), déposé à la Chambre le 26 décembre 1911; rapport de M. Delpierre le 16 février 1912; adopté le 23 février; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O., p. 580; Fa. 11, n° 19). M. Lefèvre dépose le rapport [8 mars] (A. t. I, p. 756; J.O., p. 615; Fa. 18, n° 62). Adoption [21 mars] (A. t. I, p. 824; J.O., p. 674). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2963).

36 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Carantec** (Finistère), déposé à la Chambre le 28 décembre 1911; rapport de M. Delpierre le 16 février 1912; adopté le 23 février; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O., p. 580; Fa. 11, n° 20). M. Lefèvre dépose le rapport [8 mars] (A. t. I, p. 756; J.O., p. 615; Fa. 18, n° 63). Adoption [21 mars] (A. t. I, p. 824; J.O., p. 674). Promulgation (J.O., 28 mars, 2963).

37 — 1914. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Carcassonne** (Aude), déposé à la Chambre le

16 juin, rapport de M. Guiraud, le 23 juin; adopté le 26 juin; déposé par M. le Ministre des Finances [1^{er} juillet] (A. t. I, p. 1109; J.O., p. 942; Fa. 58, n° 153). M. Monnier dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 1310; J.O., p. 1107; Fa. 60, n° 161). Adoption [13 juillet] (A. t. I, p. 1414; J.O., p. 1190). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 6397).

38 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Cassel** (Nord), déposé à la Chambre le 4 novembre; rapport de M. Hubert Rouger, le 18 novembre; adopté le 21 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [25 novembre] (A. t. II, p. 77; J.O., p. 1455; Fa. 63, n° 171). M. A. Lefèvre dépose le rapport [28 novembre] (A. t. II, p. 106; J.O., p. 1479; Fa. 66, n° 191). Adoption du projet de loi [18 décembre] (A. t. II, p. 189; J.O., p. 1548). Promulgation (J.O., 23 décembre, p. 10990).

39 — 1914. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Cassis** (Bouches-du-Rhône), déposé à la Chambre le 15 janvier; rapport de M. Paul Aubriot, le 5 février; adopté le 6 février; déposé par M. le Ministre des Finances [12 février] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 147; Fa. 9, n° 18). M. Riotteau dépose le rapport [19 février] (A. t. I, p. 218; J.O., p. 184; Fa. 24, n° 72). Adoption [3 mars] (A. t. I, p. 326; J.O., p. 274). Promulgation (J.O., 14 mars, p. 2290).

40 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Charleville** (Ardennes), déposé à la Chambre le 15 janvier; rapport de M. Albert Thomas, le 6 février; adopté le 10 février; déposé par M. le Ministre des Finances [26 février] (A. t. I, p. 280; J.O., p. 235; Fa. 28, n° 91). M. Riotteau dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 376; J.O., p. 315; Fa. 34, n° 110). Adoption [16 mars] (A. t. I, p. 464; J.O., p. 389). Promulgation (J.O., 20 mars, p. 2482).

41 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Châteaudun** (Eure-et-Loir), déposé à la Chambre le 20 janvier; rapport de M. Rouger, le 9 mai; adopté le 15 mai; déposé par M. le Ministre des Finances [20 mai] (A. t. I, p. 622; J.O., p. 515; Fa. 30, n° 94). M. Reymonenq dépose le rapport [30 mai] (A. t. I, p. 952; J.O., p. 782; Fa. 36, n° 122). Adoption [5 juin] (A. t. I, p. 1030; J.O., p. 845). Promulgation (J.O., 14 juin, p. 5090).

42 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Châteaulin** (Finistère), déposé à la Chambre le 5 novembre; rapport de M. Rouger, le 5 décembre; adopté le 9 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [19 décembre] (A. t. II, p. 252; J.O., p. 1520; Fa. 60, n° 119). || **1913.** M. Monnier

dépose le rapport [28 janvier] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 13; Fa. 3, n° 17). Adoption [7 février] (A. t. I, p. 60; J.O., p. 50). Promulgation (J.O., 23 février, p. 1756).

43 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Cholet** (Maine-et-Loire), déposé à la Chambre le 17 juin; rapport de M. Hubert Rouger, le 25 juin; adopté le 26 juin, déposé par M. le Ministre des Finances [26 juin] (A. t. I, p. 1164; J.O.; p. 962; Fa. 45, n° 148). M. Forsans dépose le rapport [26 juin] (A. t. I, 1180; J.O., p. 974; Fa. 47, n° 150). Adoption [27 juin] (A. t. I, p. 1185; J.O., p. 978). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 5602).

44 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **La Ciotat** (Bouches-du-Rhône), déposé à la Chambre le 20 décembre 1912; rapport de M. Vandame, le 30 janvier 1913; adopté le 3 février; déposé par M. le Ministre des Finances [28 février] (A. t. I, p. 194; J.O., p. 160; Fa. 14, n° 61). M. Lefèvre dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 216; J.O., p. 178; Fa. 15, n° 70). Adoption [14 mars] (A. t. I, p. 271; J.O., p. 223). Promulgation (J.O., 22 mars, p. 2554).

45 — 1913. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Cléder** (Finistère), déposé à la Chambre le 2 décembre 1912; rapport de M. Rouger, le 20 décembre; adopté le 21 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [28 janvier] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 13; Fa. 5, n° 28). M. Lefèvre dépose le rapport [30 janvier] (A. t. I, p. 27; J.O., p. 21; Fa. 7, n° 38). Adoption [14 février] (A. t. I, p. 120; J.O., p. 100). Promulgation (J.O., 23 février, p. 1756).

46 — 1914. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Clermont-l'Hérault** (Hérault), déposé à la Chambre le 15 janvier; rapport de M. Paul Aubriot, le 5 février; adopté le 9 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 167; Fa. 16, n° 45). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 376; J.O., p. 316; Fa. 36, n° 123). Adoption [19 mars] (A. t. I, p. 509; J.O., p. 426). Promulgation (J.O., 26 mars, p. 2746).

47 — 1913. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Condé-sur-Noireau** (Calvados), déposé à la Chambre le 4 novembre; rapport de M. Hubert Rouger, le 18 novembre; adopté le 21 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [25 novembre] (A. t. II, p. 77; J.O., p. 1455; Fa. 63, n° 172). M. Lefèvre dépose le rapport [28 novembre] (A. t. II, p. 106; J.O., p. 1479; Fa. 66, n° 192).

Adoption [18 décembre] (A. t. II, p. 169; J.O., p. 1548). Promulgation (J.O., 23 décembre, p. 11990).

48 — 1912. Projet de loi autorisant la [prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Coray** (Finistère), déposé à la Chambre le 26 décembre 1911; rapport de M. Delpierre, le 16 février 1912; adopté le 23 février; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O., p. 580; Fa. 11, n° 21). M. Lefèvre dépose le rapport [8 mars] (A. t. I, p. 756; J.O., p. 615; Fa. 18, n° 64). Adoption [22 mars] (A. t. I, p. 842; J.O., p. 690). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2964).

49 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Cosne** (Nièvre), déposé à la Chambre le 15 janvier; rapport de M. Albert Thomas, le 6 février; adopté le 10 février; déposé par M. le Ministre des Finances [26 février] (A. t. I, p. 280; J.O., p. 235; Fa. 28, n° 92). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 376; J.O., p. 316; Fa. 37, n° 127). Adoption [20 mars] (A. t. I, p. 526; J.O., p. 441). Promulgation (J.O., 26 mars, p. 2746).

50 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Crozon** (Finistère), déposé à la Chambre le 4 novembre; rapport de M. Hubert Rouger, le 18 novembre; adopté le 21 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [15 novembre] (A. t. II, p. 77; J.O., p. 1455; Fa. 64, n° 173). M. Monnier dépose le rapport [12 décembre] (A. t. II, p. 144; J.O., p. 1511; Fa. 72, n° 207). Adoption [18 décembre] (A. t. II, p. 189; J.O., p. 1548). Promulgation (J.O., 23 décembre, p. 10990).

51 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Daoulas** (Finistère), déposé à la Chambre le 4 novembre; rapport de M. Hubert Rouger, le 18 novembre; adopté le 21 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [25 novembre] (A. t. II, p. 77; J.O., p. 1455; Fa. 64, n° 174). M. Monnier dépose le rapport [12 décembre] (A. t. II, p. 144; J.O., p. 1511; Fa. 72, n° 208). Adoption [19 décembre] (A. t. II, p. 207; J.O., p. 1564). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 11035).

52 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Darnétal** (Seine-Inférieure), déposé à la Chambre le 11 janvier; rapport de M. Delpierre, le 12 février; adopté le 14 février; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O., p. 580; Fa. 11, n° 22). M. Lefèvre dépose le rapport [7 mars] (A. t. I, p. 728; J.O., p. 592; Fa. 15, n° 48). Adoption [15 mars] (A. t. I, p. 780; J.O., p. 636). Promulgation (J.O., 21 mars, p. 2750).

53 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe

sur l'alcool à l'octroi de **Darnétal** (Seine-Inférieure), déposé à la Chambre le 20 janvier; rapport de M. Rouger, le 9 mai; adopté le 15 mai; déposé par M. le Ministre des Finances [20 mai] (A. t. I, p. 622; J.O., p. 515; Fa. 30, n° 95). M. Reymoncq dépose le rapport [30 mai] (A. t. I, p. 952; J.O., p. 782; Fa. 36, n° 123). Adoption [5 juin] (A. t. I, p. 1030; J.O., p. 845). Promulgation (J.O., 14 juin, p. 5090).

54 — 1915. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Decazeville** (Aveyron), déposé à la Chambre le 16 juin; rapport de M. Bouvery, le 23 juin; adopté le 26 juin; déposé par M. le Ministre des Finances [1^{er} juillet] (A. t. I, p. 1109; J.O., p. 942; Fa. 58, n° 154). M. Monnier dépose le rapport [4 juillet, 2^e séance] (A. t. I, p. 1218; J.O., p. 1030; Fa. 59, n° 159). Adoption [9 juillet] (A. t. I, p. 1336; J.O., p. 1127). Promulgation (J.O., 14 juillet, p. 6285).

55 — 1913. Projet de loi tendant à autoriser la commune de **Dieulefit** (Drôme), à établir une surtaxe sur l'alcool et diverses taxes directes en remplacement des droits d'octroi supprimés, déposé à la Chambre le 16 décembre; rapport de M. Hubert Rouger, le 26 décembre; adopté le 26 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [26 décembre] (A. t. II, p. 278; J.O., p. 1622; Fa. 73, n° 218). M. Lefèvre dépose le rapport (Fa. 79, n° 219). Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [26 décembre] (A. t. II, p. 324; J.O., p. 1623). Adoption [27 décembre] (A. t. II, p. 297; J.O., p. 1633). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 11200).

56 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de **Dijon** (Côte-d'Or), déposé à la Chambre le 4 novembre; rapport de M. Hubert Rouger, le 18 novembre; adopté le 21 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [25 novembre] (A. t. II, p. 77; J.O., p. 1455; Fa. 64, n° 175). M. Monnier dépose le rapport [12 décembre] (A. t. II, p. 144; J.O., p. 1511; Fa. 72, n° 209). Adoption [19 décembre] (A. t. II, p. 207; J.O., p. 1564). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 11035).

57 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Dirinon** (Finistère), déposé à la Chambre le 4 novembre; rapport de M. Hubert Rouger, le 18 novembre; adopté le 21 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [25 novembre] (A. t. II, p. 77; J.O., p. 1455; Fa. 64, n° 176). M. Monnier dépose le rapport [12 décembre] (A. t. II, p. 144; J.O., p. 1511; Fa. 72, n° 210). Adoption [19 décembre] (A. t. II, p. 207; J.O., p. 1564). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 11035).

58 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Draguignan** (Var), déposé à la Chambre le 20 janvier; rapport de M. Rouger, le 9 mai; adopté le 15 mai; déposé par M. le Ministre des Finances [20 mai] (A. t. I, p. 622; J.O., p. 515; Fa. 31, n° 96). M. Reymonenq dépose le rapport [30 mai] (A. t. I, p. 952; J.O., p. 782; F. 37, n° 124). Adoption [10 juin] (A. t. I, p. 1059; J.O., p. 870). Promulgation (J.O., 18 juin, p. 5230).

59 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Dreux** (Eure-et-Loir), déposé à la Chambre le 20 janvier; rapport de M. Rouger, le 9 mai; adopté le 15 mai; déposé par M. le Ministre des Finances [20 mai] (A. t. I, p. 622; J.O., p. 515; Fa. 31, n° 97). M. Reymonenq dépose le rapport [30 mai] (A. t. I, p. 952; J.O., p. 782; Fa. 37, n° 125). Adoption [10 juin] (A. t. I, p. 1059; J.O., p. 870). Promulgation (J.O., 18 juin, p. 5230).

60 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Elliant** (Finistère), déposé à la Chambre le 5 novembre; rapport de M. Rouger, le 5 décembre; adopté le 9 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [19 décembre] (A. t. II, p. 252; J.O., p. 1520; Fa. 60, n° 120). || **1913.** M. Monnier dépose le rapport [28 janvier] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 13; Fa. 3, n° 18). Adoption [11 février] (A. t. I, p. 75; J.O., p. 62). Promulgation (J.O., 23 février, p. 1756).

61 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Ernée** (Mayenne), déposé à la Chambre le 25 novembre 1913; rapport de M. Paul Aubriot, le 5 février 1914; adopté le 9 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 167; Fa. 16, n° 46). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 376; J.O., p. 316; Fa. 36, n° 124). Adoption [19 mars] (A. t. I, p. 509; J.O., p. 426). Promulgation (J.O., 26 mars, p. 2746).

62 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Estaires** (Nord), déposé à la Chambre le 5 décembre 1912; rapport de M. Rouger, le 9 mai 1913; adopté le 15 mai; déposé par M. le Ministre des Finances [20 mai] (A. t. I, p. 622; J.O., p. 515; Fa. 31, n° 98). M. Reymonenq dépose le rapport [30 mai] (A. t. I, p. 952; J.O., p. 782; Fa. 37, n° 126). Adoption [12 juin] (A. t. I, p. 1079; J.O., p. 889). Promulgation (J.O., 18 juin, p. 5230).

63 — 1913. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Evreux** (Eure), déposé à la Chambre le 16 juin; rapport de M. Edouard Andrieu, le 23 juin; adopté le 26 juin; déposé

par M. le Ministre des Finances [1^{er} juillet] (A. t. I, p. 1109; J.O., p. 942; Fa. 58, n° 155). M. Monnier dépose le rapport [10 juillet] (A. t. I, p. 1364; J.O., p. 1150; Fa. 62, n° 164). Adoption [13 juillet] (A. t. I, p. 1415; J.O., p. 1190). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 6397).

64 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi du **Faou** (Finistère), déposé à la Chambre le 5 novembre; rapport de M. Rouger, le 5 décembre; adoption le 9 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [19 décembre] (A. t. II, p. 252; J.O., p. 1520; Fa. 60, n° 121). || **1913.** M. Monnier dépose le rapport [28 janvier] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 13; Fa. 4, n° 25). Adoption [13 février] (A. t. I, p. 98; J.O., p. 82). Promulgation (J.O., 23 février, p. 1756).

65 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la **Ferté-Macé** (Orne), déposé à la Chambre le 15 janvier; rapport de M. Albert Thomas, le 6 février; adopté le 10 février; déposé au Sénat par M. le Ministre des Finances [26 février] (A. t. I, p. 280; J.O., p. 235; Fa. 28, n° 23). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 376; J.O., p. 316; Fa. 37, n° 126). Adoption [20 mars] (A. t. I, p. 526; J.O., p. 441). Promulgation (J.O., 24 mars, p. 2746).

66 — 1912. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Figeac** (Lot), déposé à la Chambre le 11 janvier; rapport de M. Delpierre le 12 février; adopté le 14 février; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O., p. 580; Fa. 12, n° 23). M. Lefèvre dépose le rapport [7 mars] (A. t. I, p. 278; J.O., p. 592; Fa. 16, n° 49). Adoption [15 mars] (A. t. I, p. 780; J.O., p. 636). Promulgation (J.O., 21 mars, p. 2750).

67 — 1913. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Gap** (Hautes-Alpes), déposé à la Chambre le 20 décembre 1912; rapport de M. Rouger le 9 mai 1913; adopté le 15 mai; déposé par M. le Ministre des Finances [20 mai] (A. t. I, p. 622; J.O., p. 515; Fa. 31, n° 99). M. Reymonenq dépose le rapport [30 mai] (A. t. I, p. 952; J.O., p. 782; Fa. 37, n° 127). Adoption [12 juin] (A. t. I, p. 1079; J.O., p. 889). Promulgation (J.O., 18 juin, p. 5230).

68 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Gardanne** (Bouches-du-Rhône), déposé à la Chambre le 15 janvier; rapport de M. Albert Thomas, le 6 février; adopté le 10 février; déposé par M. le Ministre des Finances [26 février] (A. t. I, p. 280; J. O., p. 235; Fa. 28, n° 94). M. Maurice Ordinaire dépose le rap-

port [6 mars] (A. t. I, p. 376; J.O., p. 316; Fa. 36, n° 125). Adoption [20 mars] (A. t. I, p. 526; J.O., p. 441). Promulgation (J.O., 26 mars, p. 2746).

69 — 1914. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Gavres** (Morbihan), déposé à la Chambre le 17 décembre 1913; rapport de M. Delpierre le 23 décembre; adopté le 24 décembre; déposé au Sénat par M. le Ministre des Finances [16 janvier] (A. t. I, p. 8; J.O., p. 8; Fa. 2, n° 3). M. Riotteau dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 168; Fa. 19, n° 55). Adoption [25 février] (A. t. I, p. 255; J.O., p. 214). Promulgation (J.O., 5 mars, p. 1990).

70 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Gouesnon** (Finistère), déposé à la Chambre le 27 décembre 1913; rapport de M. Hubert Rouger le 4 février; adopté le 6 février; déposé par M. le Ministre des Finances [12 février] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 147; Fa. 9, n° 19). M. Riotteau dépose le rapport [19 février] (A. t. I, p. 218; J.O., p. 184; Fa. 24, n° 73). Adoption [5 mars] (A. t. I, p. 351; J.O., p. 294). Promulgation (J.O., 14 mars, p. 2290).

71 — 1914. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Grandcamp-les-Bains** (Calvados), déposé à la Chambre le 17 décembre 1913; rapport de M. Delpierre le 23 décembre; adopté le 24 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [16 janvier] (A. t. I, p. 9; J.O., p. 8; Fa. 2, n° 4). M. Riotteau dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 168; Fa. 19, n° 56). Adoption [25 février] (A. t. I, p. 255; J.O., p. 214). Promulgation (J.O., 5 mars, p. 1990).

72 — 1913. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Groix** (Morbihan), déposé à la Chambre le 22 décembre 1912; rapport de M. Hubert Rouger, le 20 décembre; adopté le 21 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [28 janvier] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 13; Fa. 5, n° 27). M. Lefèvre dépose le rapport [30 janvier] (A. t. I, p. 27; J.O., p. 21; Fa. 7, n° 36). Adoption [14 février] (A. t. I, p. 120; J.O., p. 100). Promulgation (J.O., 23 février, p. 1756).

73 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Guéret** (Creuse), déposé à la Chambre le 27 décembre 1913; rapport de M. Hubert Rouger, le 14 février 1914; adopté le 6 février; déposé par M. le Ministre des Finances [12 février] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 147; Fa. 9, n° 20). M. Riotteau dépose le rapport [19 février] (A. t. I, p. 218; J.O., p. 184; Fa. 24, n° 74). Adoption [5 mars] (A. t. I, p. 351; J.O., p. 294). Promulgation (J.O., 14 mars, p. 2290).

74 — 1914. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Guéthary** (Basses-Pyrénées); déposé à la Chambre

le 16 juin ; rapport de M. Edouard Andrieu, le 23 juin ; adopté le 26 juin ; déposé par M. le Ministre des Finances [1^{er} juillet] (A. t. I, p. 1109 ; J.O., p. 942 ; Fa. 50, n° 156). M. Monnier dépose le rapport [10 juillet] (A. t. I, p. 1364 ; J.O., p. 1150 ; Fa. 62, n° 155). Adoption [13 juillet] (A. t. I, p. 1415 ; J.O., p. 1190). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 6397).

75 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Guipavas** (Finistère), déposé à la Chambre le 5 novembre ; rapport de M. Rouger, le 5 décembre ; adopté le 9 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances [19 décembre] (A. t. II, p. 252 ; J. O., p. 1520 ; Fa. 64, n° 122). || **1913.** M. Monnier dépose le rapport [28 janvier] (A. t. I, p. 18 ; J.O., p. 13 ; Fa. 3, n° 19). Adoption [11 février] (A. t. I, p. 75 ; J.O., p. 62). Promulgation (J.O., 23 février, p. 1755).

76 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Hanvec** (Finistère), déposé à la Chambre le 5 novembre ; rapport de M. Rouger, le 5 décembre ; adopté le 9 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances [19 décembre] (A. t. II, p. 252 ; J.O., p. 1520 ; Fa. 61, n° 123). || **1913.** M. Monnier dépose le rapport [28 janvier] (A. t. I, p. 18 ; J.O., p. 13 ; Fa. 3, n° 20). Adoption [11 février] (A. t. I, p. 75 ; J.O., p. 62). Promulgation (J.O., 23 février, p. 1755).

77 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Hanvec** (Finistère), déposé à la Chambre le 27 décembre 1913 ; rapport de M. Hubert Rouger, le 4 février 1914 ; adopté le 6 février ; déposé par M. le Ministre des Finances [12 février] (A. t. I, p. 176 ; J.O., p. 147 ; Fa. 10, n° 21). M. Riotteau dépose le rapport [19 février] (A. t. I, p. 218 ; J.O., p. 184 ; F. 24, n° 75). Adoption [5 mars] (A. t. I, p. 351 ; J.O., p. 294). Promulgation (J.O., 14 mars, p. 2291).

78 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Hazebrouck** (Nord), déposé à la Chambre le 13 décembre 1912 ; rapport de M. Rouger le 20 décembre ; adopté le 21 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances [24 janvier] (A. t. I, p. 15 ; J.O., p. 12 ; Fa. 1, n° 3). M. Lefèvre dépose le rapport [28 janvier] (A. t. I, p. 24 ; J.O., 18 ; Fa. 6, n° 31). Adoption [13 février] (A. t. I, p. 98 ; J.O., p. 82). Promulgation (J.O., 23 février, p. 1755).

79 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Hendaye** (Basses-Pyrénées). Déposé à la Chambre le 17 décembre ; rapport de M. Delpierre le 23 décembre ; adopté le 24 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances [27 décembre] (A. t. I, p. 296 ; J.O., p. 1637 ; Fa. 80, n° 222). || **1914.**

M. Hervey dépose le rapport [13 février] (A. t. I, p. 197; J.O. p. 164; Fa. 14, n° 39). Adoption [19 février] (A. t. I, p. 219; J.O. p. 184). Promulgation (J.O., 26 février, p. 1794).

80 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Hirson** (Aisne), déposé à la Chambre le 5 novembre; rapport de M. Rouger, le 5 décembre; adopté le 9 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances (19 décembre) (A. t. II, p. 253; J.O., p. 1520; Fa. 61, n° 124). || **1913.** M. Monnier dépose le rapport [28 janvier] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 13; Fa. 4, n° 21). Adoption [11 février] (A. t. I, p. 75; J.O., p. 62). Promulgation (J.O., 23 février, p. 1755).

81 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Hœdic** (Morbihan), déposé à la Chambre le 2 décembre; rapport de M. Rouger le 20 décembre; adopté le 21 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [24 janvier] (A. t. I, p. 15; J.O., p. 12; Fa. 1, n° 4). M. Lefèvre dépose le rapport [30 janvier] (A. t. I, p. 27; J.O., p. 21; Fa. 7, n° 40). Adoption [20 février] (A. t. I, p. 143; J.O., p. 120). Promulgation (J.O., 4 mars, p. 2042).

82 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Honfleur** (Calvados), déposé à la Chambre le 28 juin; rapport de M. Aubriot, le 4 juillet; adopté le 8 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances [7 novembre] (A. t. II, p. 21; J.O., p. 1331; Fa. 52, n° 108). M. Lefèvre dépose le rapport [21 novembre] (A. t. II, p. 91; J.O., p. 1388; Fa. 57, n° 113). Adoption [5 décembre] (A. t. II, p. 154; J.O., p. 1440). Promulgation (J.O., 12 décembre, p. 10394).

83 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Houat** (Morbihan), déposé à la Chambre le 2 décembre 1912; rapport de M. Rouger le 20 décembre; adopté le 21 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [24 janvier] (A. t. I, p. 15; J.O., p. 12; Fa. 1, n° 5). M. Lefèvre dépose le rapport [30 janvier] (A. t. I, p. 27; J.O., p. 21; Fa. 7, n° 37). Adoption [14 février] (A. t. I, p. 120; J.O., p. 100). Promulgation (J.O., 23 février, p. 1755).

84 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Hyères** (Var), déposé à la Chambre le 20 janvier; rapport de M. Rouger le 9 mai; adopté le 15 mai; déposé par M. le Ministre des Finances [20 mai] (A. t. I, p. 622; J.O., p. 515; Fa. 31, n° 100). M. Reymonenq dépose le rapport [30 mai] (A. t. I, p. 952; J.O., p. 782; Fa. 37, n° 128). Adoption [12 juin] (A. t. I, p. 1079; J.O., p. 889). Promulgation (J.O., 18 juin, p. 5230).

85 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'Irvillac (Finistère), déposé à la Chambre le 29 juillet; rapport de M. Hubert Rouger le 25 novembre; adopté le 28 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [18 décembre] (A. t. II, p. 187; J.O., p. 1547; Fa. 73, n° 213). M. A. Lefèvre dépose le rapport [23 décembre] (A. t. II, p. 233; J.O., p. 1584; Fa. 77, n° 217). Adoption [27 décembre] (A. t. II, p. 296; J.O., p. 1638). || **1914.** Promulgation (J.O., 8 janvier, p. 233).

86 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Keryado (Morbihan), déposé à la Chambre le 20 décembre; rapport de M. Vandame le 30 janvier 1913; adopté le 3 février; déposé par le Ministre des Finances [28 février] (A. t. I, p. 194; J.O., p. 160; Fa. 14, n° 62). M. Alexandre Lefèvre dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 216; J.O., p. 178; Fa. 15, n° 69). Adoption [14 mars] (A. t. I, p. 271; J.O., p. 223). Promulgation (J.O., 22 mars, p. 2554).

87 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Laigle (Orne), déposé à la Chambre le 5 novembre; rapport de M. Rouger le 5 décembre; adopté le 9 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [9 décembre] (A. t. II, p. 253; J.O., p. 1520; Fa. 61, n° 125). || **1913.** M. Monnier dépose le rapport [28 janvier] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 13; Fa. 4, n° 22). Adoption [11 février] (A. t. II, p. 75; J.O., p. 63). Promulgation (J.O., 23 février, p. 1755).

88 — 1913. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Lambézellec (Finistère), déposé à la Chambre le 20 janvier; rapport de M. Rouger le 7 février; adopté le 11 février; déposé par M. le Ministre des Finances [28 février] (A. t. I, p. 194; J.O., p. 160; Fa. 14, n° 63). M. Alexandre Lefèvre dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 216; J.O., p. 178; Fa. 15, n° 71). Adoption [14 mars] (A. t. I, p. 271; J.O., p. 223). Promulgation (J.O., 22 mars, p. 2554).

89 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool dans la commune de Lampaul-Guimiliau (Finistère), déposé à la Chambre le 4 novembre; rapport de M. Hubert Rouger le 20 novembre; adopté le 24 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [25 novembre] (A. t. II, p. 77; J.O., p. 1455; Fa. 64, n° 177). M. Monnier dépose le rapport [12 décembre] (A. t. II, p. 144; J.O., p. 1511; Fa. 72, n° 211). Adoption [19 décembre] (A. t. II, p. 207; J.O., p. 1564). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 11035).

90 — 1914. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Landévennec (Finistère), déposé à la Chambre

le 17 décembre 1913; rapport de M. Delpierre le 23 décembre; adopté le 24 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [16 janvier] (A. t. I., p. 9; J.O., p. 8; Fa. 2, n° 5). M. Riotteau dépose le rapport [17 février] (A. t. I., p. 200; J.O., p. 168; Fa. 19, n° 57). Adoption [26 février] (A. t. I., p. 280; J.O., p. 236). Promulgation (J.O., 5 mars, p. 1990).

91 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Landivisiau (Finistère), déposé à la Chambre le 5 novembre; rapport de M. Rouger le 5 décembre; adopté le 10 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [19 décembre] (A. t. II, p. 253; J.O. p. 1520; Fa. 61, n° 126). || **1913.** M. Monnier dépose le rapport [28 janvier] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 13; Fa. 4, n° 23). Adoption [11 février] (A. t. I, p. 75; J.O., p. 63). Promulgation (J.O., 23 février, p. 1754).

92 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Landrecies (Nord), déposé à la Chambre le 28 décembre 1911; rapport de M. Delpierre le 16 février 1912; adopté le 23 février; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O., p. 580; Fa. 12, n° 24). M. Lefèvre dépose le rapport [8 mars] (A. t. I, p. 756; J.O., p. 615; Fa. 18, n° 65). Adoption [22 mars] (A. t. I, p. 842; J.O., p. 690). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2964).

93 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Langres (Haute-Marne), déposé à la Chambre le 24 décembre 1913; rapport de M. Hubert Rouger le 4 février 1914; adopté le 6 février; déposé par M. le Ministre des Finances [12 février] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 147; Fa. 10, n° 22). M. Riotteau dépose le rapport [19 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 184; Fa. 24, n° 76). Adoption [5 mars] (A. t. I, p. 351; J.O., p. 294). Promulgation (J.O., 14 mars, p. 2291).

94 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Lannion (Côtes-du-Nord), déposé à la Chambre le 5 décembre 1912; rapport de M. Rouger le 9 mai 1913; adopté le 15 mai; déposé par M. le Ministre des Finances [20 mai] (A. t. I, p. 622; J.O., p. 515; Fa. 32, n° 101). M. Sauvan dépose le rapport [24 juin] (A. t. I, p. 1158; J.O., p. 956; Fa. 43, n° 142). Adoption [27 juin] (A. t. I, p. 1192; J.O., p. 984). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 5602).

95 — 1914. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Lanriec (Finistère), déposé à la Chambre le 27 décembre 1913; rapport de M. Paul Aubriot le 5 février 1914; adopté le 9 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 167; Fa. 17, n° 47). M. Maurice Ordinaire dépose le rap-

port [6 mars] (A. t. I, p. 376; J.O., p. 316; Fa. 17, n° 47). Adoption [20 mars] (A. t. I, p. 526; J.O., p. 442). Promulgation (J.O., 26 mars, p. 2747).

96 — 1914. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Lanrivouaré** (Finistère), déposé à la Chambre le 27 décembre 1913; rapport de M. Paul Aubriot le 5 février 1914; adopté le 9 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 167; Fa. 17, n° 48). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 376; J.O., p. 316; Fa. 37, n° 129). Adoption [23 mars] (A. t. I, p. 546; J.O., p. 458). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2833).

97 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Lanvéoc** (Finistère), déposé à la Chambre le 24 décembre 1913; rapport de M. Hubert Rouger le 4 février 1914; adopté le 6 février; déposé par M. le Ministre des Finances [12 février] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 147; Fa. 10, n° 23). M. Riotteau dépose le rapport [19 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 184; Fa. 25, n° 77). Adoption [5 mars] (A. t. I, p. 351; J.O., p. 294). Promulgation (J.O., 14 mars, p. 2291).

98 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Lille** (Nord), déposé à la Chambre le 20 janvier; rapport de M. Rouger, le 9 mai; adopté le 15 mai; déposé par M. le Ministre des Finances [20 mai] (A. t. I, p. 622; J.O., p. 515; Fa. 32, n° 102). M. Sauvan dépose le rapport [24 juin] (A. t. I, p. 1158; J.O., p. 956; Fa. 43, n° 143). Adoption [27 juin] (A. t. I, p. 1192; J.O., p. 984). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 5602).

99 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Lillers** (Pas-de-Calais), déposé à la Chambre le 2 décembre 1912; rapport de M. Rouger, le 20 décembre; adopté le 21 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [24 janvier] (A. t. I, p. 15; J.O., p. 12; Fa. 1, n° 6). M. Lefèvre dépose le rapport [28 janvier] (A. t. I, p. 24; J.O., p. 18; Fa. 6, n° 32). Adoption [13 février] (A. t. I, p. 98; J.O., p. 82). Promulgation (J.O., 23 février, p. 1754).

100 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Lisieux** (Calvados), déposé à la Chambre le 27 décembre 1913; rapport de M. Hubert Rouger, le 4 février 1914; adopté le 6 février; déposé par M. le Ministre des Finances [12 février] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 147; Fa. 10, n° 24). M. Riotteau dépose le rapport [19 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 184; Fa. 25, n° 78). Adoption [5 mars] (A. t. I, p. 351; J.O., p. 294). Promulgation (J.O., 14 mars, p. 2291).

101 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Loches** (Indre-et-Loire), déposé à la Chambre le 5 novembre; rapport de M. Rouger, le 5 décembre; adopté le 10 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [19 décembre] (A. t. II, p. 253; J.O., p. 1520; Fa. 62, n° 128). || **1913.** M. Monnier dépose le rapport [6 février] (A. t. I, p. 48; J.O., p. 39; Fa. 9, n° 45). Adoption [25 février] (A. t. I, p. 151; J.O., p. 126). Promulgation (J.O., 5 mars, p. 2066).

102 — 1912. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Lorient** (Morbihan), déposé à la Chambre le 21 mars; rapport de M. Delpierre, le 22 mars; adopté le 22 mars; déposé par M. le Ministre des Finances (Fa. 26, n° 80). M. Lefèvre dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 891; J.O., 730; Fa. 31, n° 86). Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 1013; J.O., p. 810). Promulgation (J.O., 30 mars, p. 3055).

103 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation de deux surtaxes sur l'alcool à l'octroi de **Lorient** (Morbihan), déposé à la Chambre le 20 janvier; rapport de M. Rouger, le 9 mai; adopté le 15 mai; déposé par M. le Ministre des Finances [20 mai] (A. t. I, p. 622; J.O., p. 515; Fa. 32, n° 103). M. Sauvan dépose le rapport [24 juin] (A. t. I, p. 1158; J.O., p. 956; Fa. 43, n° 144). Adoption [27 juin] (A. t. I, p. 1192; J.O., p. 984). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 5602).

104 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation de deux surtaxes sur l'alcool à l'octroi de **Lorient** (Morbihan), déposé à la Chambre le 24 décembre 1913; rapport de M. Delpierre, le 2 février 1914; adopté le 4 février; déposé par M. le Ministre des Finances [12 février] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 147; Fa. 10, n° 25). M. Riotteau dépose le rapport [19 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 184; Fa. 25, n° 79). Adoption [6 mars] (A. t. I, p. 376; J.O., p. 316). Promulgation (J.O., 14 mars, p. 2291).

105 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Luc** (Var), déposé à la Chambre le 20 janvier; rapport de M. Rouger, le 9 mai; adopté le 16 mai; déposé par M. le Ministre des Finances [20 mai] (A. t. I, p. 622; J.O., p. 515; Fa. 32, n° 104). M. Sauvan dépose le rapport [24 juin] (A. t. I, p. 1158; J.O., p. 956; Fa. 43, n° 145). Adoption [27 juin] (A. t. I, p. 1192; J.O., p. 984). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 3603).

106 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Malo-les-Bains** (Nord), déposé à la Chambre le 11 janvier; rapport de M. Delpierre, le 12 février; adopté le 14 février. déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O.,

p. 580; Fa. 12, n° 25). M. Lefèvre dépose le rapport [7 mars] (A. t. I, p. 728; J.O., p. 592; Fa. 16, n° 56). Adoption [21 mars] (A. t. I, p. 824; J.O., p. 673). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2962).

107 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi du **Mans** (Sarthe), déposé à la Chambre le 11 janvier; rapport de M. Delpierre, le 12 février; adopté le 14 février; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O., p. 580; Fa. 12, n° 26). M. Lefèvre dépose le rapport [7 mars] (A. t. I, p. 728; J.O., p. 592; Fa. 16, n° 50). Adoption [15 mars] (A. t. I, p. 780; J.O., p. 636). Promulgation (J.O., 21 mars, p. 2751).

108 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool dans la commune de **Marenes** (Charente-Inférieure), déposé à la Chambre le 4 novembre 1913; rapport de M. Hubert Rouger, le 20 novembre; adopté le 24 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [25 novembre] (A. t. II, p. 77; J.O., p. 1455; Fa. 64, n° 178). M. Monnier dépose le rapport [12 décembre] (A. t. II, p. 144; J.O., p. 1511; Fa. 72, n° 217). Adoption [19 décembre] (A. t. II, p. 207; J.O., p. 1564). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 11035).

109 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Marseille** (Bouches-du-Rhône), déposé à la Chambre le 3 février; rapport de M. Delpierre, le 12 février; adopté le 15 février; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O., p. 580; Fa. 12, n° 27). M. Lefèvre dépose le rapport [7 mars] (A. t. I, p. 728; J.O., p. 592; Fa. 16, n° 51). Adoption [19 mars] (A. t. I, p. 798; J.O., p. 651). Promulgation (J.O., 23 mars, p. 2806).

110 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Marseille** (Bouches-du-Rhône); déposé à la Chambre le 20 janvier; rapport de M. Rouger le 9 mai; adopté le 16 mai; déposé par M. le Ministre des Finances [20 mai] (A. t. I, p. 622; J.O., p. 515; Fa. 32, n° 105). M. Sauvan dépose le rapport [24 juin] (A. t. I, p. 1158; J.O., p. 956; Fa. 43, n° 146). Adoption [27 juin] (A. t. I, p. 1192; J.O., p. 985). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 5603).

111 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Marseille** (Bouches-du-Rhône), déposé à la Chambre le 15 janvier; rapport de M. Albert Thomas, le 6 février; adopté le 10 février; déposé par M. le Ministre des Finances [26 février] (A. t. I, p. 280; J.O., p. 235; Fa. 28, n° 95). M. Riotteau dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 376; J.O., p. 315; Fa. 34, n° 111). Adoption [16 mars] (A. t. I, p. 464; J.O., p. 390). Promulgation (J.O., 20 mars, p. 2482).

112 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Meaux** (Seine-et-Marne), déposé à la Chambre le 16 janvier; rapport de M. Delpierre, le 12 février; adopté le 15 février; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O., p. 580; Fa. 12, n° 28). M. Lefèvre dépose le rapport [7 mars] (A. t. I, p. 728; J.O., p. 592; Fa. 16, n° 52). Adoption [19 mars] (A. t. I, p. 798; J.O., p. 651). Promulgation (J.O., 23 mars, p. 2806).

113 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Melun** (Seine-et-Marne), déposé à la Chambre le 28 décembre 1911; rapport de M. Delpierre, le 16 février 1912; adopté le 23 février; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O., p. 580; Fa. 13, n° 29). M. Lefèvre dépose le rapport [8 mars] (A. t. I, p. 756; J.O., p. 615; Fa. 18, n° 66). Adoption [22 mars] (A. t. I, p. 842; J.O., p. 690). Promulgation (J.O., 28 mars, 2963).

114 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Menton** (Alpes-Maritimes), déposé à la Chambre le 24 décembre 1913; rapport de M. Delpierre le 2 février 1914; adopté le 4 février; déposé par M. le Ministre des Finances [12 février] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 147; Fa. 11, n° 26). M. Riotteau dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 168; Fa. 21, n° 64). Adoption [27 février] (A. t. I, p. 300; J.O., p. 252). Promulgation (J.O., 5 mars, p. 1991).

115 — 1914. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Méru** (Oise), déposé à la Chambre le 27 décembre 1913; rapport de M. Paul Aubriot le 5 février 1914; adopté le 9 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 167; M. Ordinaire dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 376; J.O., p. 316; Fa. 37, n° 130). Adoption [23 mars] (A. t. I, p. 546; J.O., p. 458). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2833).

116 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Merville** (Nord), déposé à la Chambre le 20 janvier; rapport de M. Rouger le 9 mai; adopté le 16 mai; déposé par M. le Ministre des Finances [20 mai] (A. t. I, p. 622; J.O., p. 515; Fa. 32, n° 106). M. Reymonenq dépose le rapport [3 juin] (A. t. I, p. 984; J.O., p. 809; Fa. 38, n° 129). Adoption [17 juin] (A. t. I, p. 1093; J.O., p. 900). Promulgation (J.O., 22 juin, p. 5325).

117 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Millau** (Aveyron), déposé à la Chambre le 15 janvier; rapport de M. Albert Thomas, le 6 février; adopté le 10 février; déposé par M. le Ministre des Finances [26 février] (A. t. I, p. 280;

J.O., p. 235; Fa. 29, n° 96). M. Riotteau dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 376; J.O., p. 316; Fa. 34, n° 112). Adoption [16 mars] (A. t. I, p. 464; J.O., p. 390). Promulgation (J.O., 20 mars, p. 2482).

118 — 1914. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Montbrison** (Loire), déposé à la Chambre le 27 décembre 1913; rapport de M. Delpierre, le 2 février 1914; adopté le 4 février; déposé par M. le Ministre des Finances [12 février] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 147; Fa. 11, n° 27). M. Riotteau dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 168; Fa. 21, n° 67). Adoption [3 mars] (A. t. I, p. 326; J.O., p. 273). Promulgation (J.O., 14 mars, p. 2292).

119 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Montmorency** (Seine-et-Oise), déposé à la Chambre le 20 décembre 1912; rapport de M. Vandame, le 30 janvier 1913; adopté le 3 février; déposé par M. le Ministre des Finances; [28 février] (A. t. I, p. 194; J.O., p. 160; Fa. 14, n° 64). M. Lefèvre dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 216; J.O., p. 178; Fa. 15, n° 72). Adoption [17 mars] (A. t. I, p. 322; J.O., p. 263). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2730).

120 — 1914. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Montmorillon** (Vienne), déposé à la Chambre le 17 décembre 1913; rapport de M. Delpierre, le 23 décembre; adopté le 24 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [16 janvier] (A. t. I, p. 9; J.O., p. 8; Fa. 3, n° 6). M. Riotteau dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 168; Fa. 20, n° 60). Adoption [26 février] (A. t. I, p. 281; J.O., p. 236). Promulgation (J.O., 5 mars, p. 1991).

121 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool de l'octroi de **Montreuil-sur-Mer** (Pas-de-Calais), déposé à la Chambre le 27 décembre 1913; rapport de M. Hubert Rouger, le 4 février 1914; adopté le 6 février; déposé par M. le Ministre des Finances [12 février] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 147; Fa. 11, n° 28). M. Riotteau dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 168; Fa. 21, n° 65). Adoption [3 mars] (A. t. I, p. 326; J.O., p. 273). Promulgation (J.O., 14 mars, 2292)

122 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool dans la commune de **Morlaix** (Finistère), déposé à la Chambre le 4 novembre; rapport de M. Hubert Rouger, le 20 novembre; adopté le 24 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [25 novembre] (A. t. II, p. 77; J.O., p. 1455; Fa. 65, n° 179). M. Lefèvre dépose le rapport [11 décembre] (A. t. II, p. 140; J.O., p. 1507; Fa. 69, n° 197).

Adoption [19 décembre] (A. t. II, p. 207; J.O., p. 1564). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 11035).

123 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Mortagne** (Orne), déposé à la Chambre le 5 novembre; rapport de M. Rouger le 5 décembre; adopté le 10 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [19 décembre] (A. t. II, p. 253; J.O., p. 1520; Fa. 62, n° 128). || **1913.** M. Monnier dépose le rapport [6 février] (A. t. I, p. 48; J.O., p. 39; Fa. 9, n° 46). Adoption [25 février] (A. t. I, p. 151 (J.O., p. 126). Promulgation (J.O., 5 mars, p. 2066).

124 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la **Mure** (Isère), déposé à la Chambre le 24 décembre 1913; rapport de M. Hubert Rouger, le 4 février 1914; adopté le 6 février; déposé par M. le Ministre des Finances [12 février] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 147; Fa. 11, n° 29). M. Riotteau dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 168; Fa. 21, n° 66). Adoption [3 mars] (A. t. II, p. 326; J.O., p. 273) Promulgation (J.O., 14 mars, p. 2291).

125 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Nantes** (Loire-Inférieure), déposé à la Chambre le 11 janvier; rapport de M. Delpierre, le 12 février; adopté le 14 février; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O., p. 580; Fa. 13, n° 30). M. Lefèvre dépose le rapport [7 mars] (A. t. I, p. 728; J.O., p. 592; Fa. 16, n° 53). Adoption [19 mars] (A. t. I, p. 798; J.O., p. 651). Promulgation (J.O., 23 mars, p. 2806).

126 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Nantes** (Loire-Inférieure), déposé à la Chambre le 15 janvier; rapport de M. Albert Thomas, le 6 février; adopté le 10 février; déposé par M. le Ministre des Finances [26 février] (A. t. I, p. 280; J.O., p. 235; Fa. 29, n° 97). M. Riotteau dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 376; J.O., p. 315; Fa. 34, n° 113). Adoption [16 mars] (A. t. I, p. 464; J.O., p. 390). Promulgation (J.O., 20 mars, p. 2482)

127 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Nantua** (Ain), déposé à la Chambre le 24 décembre 1913; rapport de M. Delpierre, le 2 février 1914; adopté le 4 février; déposé par M. le Ministre des Finances [12 février] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 147; Fa. 11, n° 30). M. Riotteau dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 168; Fa. 21, n° 68). Adoption [3 mars] (A. t. I, p. 326; J.O., p. 273). Promulgation (J.O., 14 mars, p. 2292).

128 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Nérac** (Lot-et-Garonne), déposé à la Chambre le 2 décembre 1912; rapport de M. Rouger, le 20 décembre; adopté le 21 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [24 janvier] (A. t. I, p. 15; J.O., p. 12; Fa. 1, n° 7). M. Lefèvre dépose le rapport [30 janvier] (A. t. I, p. 27; J.O., p. 21; Fa. 7, n° 39). Adoption [20 février] (A. t. I, p. 143; J.O., p. 120). Promulgation (J.O., 4 mars, p. 2041).

129 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation de surtaxes sur l'alcool à l'octroi de **Neufchâteau** (Vosges), déposé à la Chambre le 6 décembre; rapport de M. Rouger, le 17 décembre; adopté le 19 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [21 décembre] (A. t. II, p. 310; J.O., p. 1569; Fa. 73, n° 149). || **1913.** M. Monnier dépose le rapport [6 février] (A. t. I, p. 48; J.O., p. 39; Fa. 9, n° 44). Adoption [20 février] (A. t. I, p. 143; J.O., p. 120). Promulgation (J.O., 4 mars, p. 2042).

130 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Nevers** (Nièvre), déposé à la Chambre le 16 janvier; rapport de M. Delpierre, le 12 février; adopté le 15 février; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O., p. 580; Fa. 13, n° 31). M. Lefèvre dépose le rapport [7 mars] (A. t. I, p. 728; J.O., p. 592; Fa. 16, n° 58). Adoption [21 mars] (A. t. I, p. 824; J.O., p. 674). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2962).

131 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Nyons** (Drôme), déposé à la Chambre le 28 décembre 1911; rapport de M. Delpierre, le 16 février 1912; adopté le 23 février; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O., p. 580; Fa. 13, n° 32). M. Lefèvre dépose le rapport [8 mars] (A. t. I, p. 756; J.O., p. 615; Fa. 19, n° 67). Adoption [22 mars] (A. t. I, p. 842; J.O., p. 690). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2963).

132 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Orange** (Vaucluse), déposé à la Chambre le 20 janvier; rapport de M. Rouger, le 9 mai; adopté le 16 mai; déposé par M. le Ministre des Finances [20 mai] (A. t. I, p. 622; J.O., p. 515; Fa. 32, n° 107). M. Reymonenq dépose le rapport [3 juin] (A. t. I, p. 984; J.O., p. 809; Fa. 38, n° 130). Adoption [17 juin] (A. t. I, p. 1093; J.O., p. 900). Promulgation (J.O., 22 juin, p. 5325).

133 — 1913. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool dans la commune d'**Outreau** (Pas-de-Calais), déposé à la Chambre le 4 novembre; rapport de M. Hubert Rouger, le 20 novembre;

adopté le 24 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [25 novembre] (A. t. II, p. 77; J.O., p. 1455; Fa. 67, n° 180). M. Lefèvre dépose le rapport [11 décembre] (A. t. II, p. 140; J.O., p. 1507; Fa. 69, n° 198). Adoption [23 décembre] (A. t. II, p. 233; J.O., p. 1585). Promulgation (J.O., 28 décembre, p. 11150).

134 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Paimbœuf** (Loire-Inférieure), déposé à la Chambre le 3 février; rapport de M. Delpierre, le 12 février; adopté le 15 février; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O., p. 580; Fa. 13, n° 33). M. Lefèvre dépose le rapport [7 mars] (A. t. I, p. 728; J.O., p. 592; Fa. 16, n° 54). Adoption [19 mars] (A. t. I, p. 798; J.O., p. 652). Promulgation (J.O., 23 mars, p. 2806).

135 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi du **Palais** (Morbihan), déposé à la Chambre le 24 décembre 1913; rapport de M. Delpierre, le 2 février 1914; adopté le 4 février; déposé par M. le Ministre des Finances [12 février] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 147; Fa. 12, n° 31). M. Riotteau dépose le rapport [19 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 184; Fa. 25, n° 80). Adoption [6 mars] (A. t. I, p. 377; J.O., p. 316). Promulgation (J.O., 14 mars, p. 2292).

136. — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Parthenay** (Deux-Sèvres), déposé à la Chambre le 20 décembre 1912; rapport de M. Vandame, le 30 janvier 1913; adopté le 3 février; déposé par M. le Ministre des Finances [28 février] (A. t. I, p. 194; J.O., p. 160; Fa. 14, n° 65). M. Lefèvre dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 216; J.O., p. 178; Fa. 15, n° 73). Adoption [17 mars] (A. t. I, p. 322; J.O., p. 263). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2730).

137 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Parthenay** (Deux-Sèvres), déposé à la Chambre le 27 décembre 1913; rapport de M. Hubert Rouger le 4 février 1914; adopté le 6 février; déposé par M. le Ministre des Finances [12 février] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 147; Fa. 12, n° 32). M. Riotteau dépose le rapport [19 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 184; Fa. 25, n° 81). Adoption [6 mars] (A. t. I, p. 377; J.O., p. 316). Promulgation (J.O., 14 mars, p. 2292).

138 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Péronne** (Somme), déposé à la Chambre le 26 décembre 1913; rapport de M. Delpierre le 2 février 1914; adopté le 4 février; déposé par M. le Ministre des Finances [12 février] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 147; Fa. 12, n° 33). M. Riotteau dépose le rapport

[19 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 184; Fa. 25, n° 82). Adoption [6 mars] (A. t. I, p. 377; J.O., p. 316). Promulgation (J.O., 14 mars, p. 2239).

139 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Plérin** (Côtes-du-Nord), déposé à la Chambre le 16 janvier; rapport de M. Delpierre le 12 février; adopté le 15 février; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O., p. 580; Fa. 13, n° 34). M. Lefèvre dépose le rapport [7 mars] (A. t. I, p. 728; J.O., p. 592; Fa. 16, n° 55). Adoption [19 mars] (A. t. II, p. 798; J.O., p. 652). Promulgation (J.O., 23 mars, p. 2806).

140 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Plobannalec** (Finistère), déposé à la Chambre le 5 novembre; rapport de M. Rouger, le 5 décembre; adopté le 10 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [19 décembre] (A. t. II, p. 253; J.O., p. 1520; Fa. 62, n° 130). || **1913.** M. Monnier dépose le rapport [6 février] (A. t. I, p. 48; J.O., p. 39; Fa. 9, n° 47). Adoption [25 février] (A. t. I, p. 151; J.O., p. 126). Promulgation (J.O., 5 mars, p. 2066).

141 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool dans la commune de **Plobannalec** (Finistère), déposé à la Chambre le 4 novembre; rapport de M. Hubert Rouger le 20 novembre; adopté le 24 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances 25 novembre (A. t. II, p. 77; J.O., p. 1455; Fa. 65, n° 181). M. Lefèvre dépose le rapport [11 décembre] (A. t. II, p. 140; J.O., p. 1507; Fa. 69, n° 199). Adoption [23 décembre] (A. t. II, p. 233; J.O., p. 1585). Promulgation (J.O., 28 décembre, p. 11151).

142 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Plomeur** (Morbihan), déposé à la Chambre le 2 décembre 1912; rapport de M. Rouger le 20 décembre; adopté le 21 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [24 janvier] (A. t. I, p. 15; J.O., p. 12; Fa. 2, n° 8). M. Lefèvre dépose le rapport [28 janvier] (A. t. I, p. 24; J.O., p. 18; Fa. 6, n° 33). Adoption [14 février] (A. t. I, p. 120; J.O., p. 99). Promulgation (J.O., 23 février, p. 1754).

143 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool dans la commune de **Plonéour-Lanvern** (Finistère), déposé à la Chambre le 4 novembre; rapport de M. Hubert Rouger, le 20 novembre; adopté le 24 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [25 novembre] (A. t. II, p. 77; J.O., p. 1455; Fa. 65, n° 182). M. Lefèvre dépose le rapport [11 décembre] (A. t. II, p. 140; J.O., p. 1507; Fa. 69, n° 200). Adoption [23 décembre] (A. t. II, p. 233; J.O., p. 1585). Promulgation (J.O., 28 décembre, p. 11151).

144 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool dans la commune de **Plougastel-Daoulas** (Finistère), déposé à la Chambre le 4 novembre ; rapport de M. Hubert Rouger, le 20 novembre ; adopté le 24 novembre ; déposé par M. le Ministre des Finances [25 novembre] (A. t. II, p. 77 ; J.O., p. 1455 ; Fa. 65, n° 183). M. Lefèvre dépose le rapport [11 décembre] (A. t. II, p. 140 ; J.O., p. 1507 ; Fa. 70, n° 201). Adoption [23 décembre] (A. t. II, p. 234 ; J. O., p. 1585). Promulgation (J.O., 28 décembre, p. 11150).

145 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Plouneventer** (Finistère), déposé à la Chambre le 5 novembre ; rapport de M. Rouger, le 5 novembre ; adopté le 10 novembre ; déposé par M. le Ministre des Finances [19 décembre] (A. t. II, p. 253 ; J.O., p. 1520 ; Fa. 62, n° 131). || **1913.** M. Monnier dépose le rapport [6 février] (A. t. I, p. 48 ; J.O., p. 39 ; Fa. 9, n° 48). Adoption [25 février] (A. t. I, p. 151 ; J.O., p. 126). Promulgation (J.O., 5 mars, p. 2066).

146 — 1913. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Plozévet** (Finistère), déposé à la Chambre le 27 mars ; rapport de M. Rouger, le 9 mai ; adopté le 16 mai ; déposé par M. le Ministre des Finances [20 mai] (A. t. I, p. 622 ; J.O., p. 515 ; Fa. 32, n° 108). M. Reymonenq dépose le rapport [17 juin] (A. t. I, p. 1092 ; J.O., p. 900 ; Fa. 40, n° 139). Adoption [20 juin] (A. t. I, p. 1134 ; J.O., p. 935). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 5603).

147 — 1913. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Pont-a-Mousson** (Meurthe-et-Moselle), déposé à la Chambre le 20 janvier ; rapport de M. Rouger, le 9 mai ; adopté le 16 mai ; déposé par M. le Ministre des Finances [20 mai] (A. t. I, p. 622 ; J.O., p. 515 ; Fa. 33, n° 109). M. Reymonenq dépose le rapport [3 juin] (A. t. I, p. 984 ; J.O., p. 809 ; Fa. 38, n° 131). Adoption [17 juin] (A. t. I, p. 1093 ; J.O., p. 900). Promulgation (J.O., 22 juin, p. 5326).

148 — 1913. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Pont-Croix** (Finistère), déposé à la Chambre le 27 mars ; rapport de M. Rouger, le 9 mai ; adopté le 16 mai ; déposé par M. le Ministre des Finances [20 mai] (A. t. I, p. 622 ; J.O., p. 515 ; Fa. 33, n° 110). M. Reymonenq dépose le rapport [3 juin] (A. t. I, p. 984 ; J.O., p. 809 ; Fa. 38, n° 132). Adoption [19 juin] (A. t. I, p. 1110 ; J.O., p. 915). Promulgation (J.O., 24 juin, p. 5382).

149 — 1913. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Pont-l'Evêque** (Calvados), déposé à la

Chambre le 20 décembre 1912 ; rapport de M. Rouger, le 21 décembre ; adopté le 23 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances [28 janvier] (A. t. I, p. 18 ; J.O., p. 13 ; Fa. 5, n° 29). M. Monnier dépose le rapport [20 février] (A. t. I, p. 143 ; J.O., p. 120 ; Fa. 11, n° 57). Adoption [4 mars] (A. t. I, p. 198 ; J.O., p. 164). Promulgation (J.O., 12 mars, p. 2238).

150 — 1914. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Pontoise** (Seine-et-Oise), déposé à la Chambre le 17 décembre ; rapport de M. Delpierre le 23 décembre ; adopté le 24 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances [16 janvier] (A. t. I, p. 9 ; J.O., p. 8 ; Fa. 3, n° 7). M. Riotteau dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 200 ; J.O., p. 168 ; Fa. 20, n° 61). Adoption [27 février] (A. t. I, p. 300 ; J.O., p. 251). Promulgation (J.O., 5 mars, p. 1991).

151 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Port-Launay** (Finistère), déposé à la Chambre le 27 décembre 1913 ; rapport de M. Hubert Rouger le 4 février 1914 ; adopté le 6 février ; déposé par M. le Ministre des Finances [12 février] (A. t. I, p. 176 ; J.O., p. 147 ; Fa. 12, n° 34). M. Riotteau dépose le rapport [19 février] (A. t. I, p. 200 ; J.O., p. 184 ; Fa. 26, n° 83). Adoption [6 mars] (A. t. I, p. 377 ; J.O., p. 316). Promulgation (J.O., 14 mars, p. 2292).

152 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi du **Quesnoy** (Nord), déposé à la Chambre le 16 janvier ; rapport de M. Delpierre le 12 février ; adopté le 14 février ; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 715 ; J.O., p. 580 ; Fa. 19, n° 68). M. Lefèvre dépose le rapport [8 mars] (A. t. I, p. 756 ; J.O., 615 ; Fa. 14, n° 35). Adoption [22 mars] (A. t. I, p. 842 ; J.O., p. 690). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2963).

153 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Quintin** (Côtes-du-Nord), déposé à la Chambre le 2 décembre 1912 ; rapport de M. Rouger le 20 décembre ; adopté le 21 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances [24 janvier] (A. t. I, p. 15 ; J.O., p. 12 ; Fa. 2, n° 9). M. Lefèvre dépose le rapport [28 janvier] (A. t. I, p. 24 ; J.O., p. 81 ; Fa. 6, n° 34). Adoption [14 février] (A. t. I, p. 120 ; J.O., p. 100). Promulgation (J.O., 23 février, p. 1754).

154 — 1913. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Rambouillet** (Seine-et-Oise), déposé à la Chambre le 20 janvier 1913 ; rapport de M. Rouger le 9 mai ; adopté le 16 mai ; déposé par M. le Ministre des Finances [20 mai] (A. t. I, p. 622 ; J.O., p. 515 ; Fa. 33, n° 111). M. Reymonenq dépose le rapport [3 juin] (A. t. I,

p. 984; J.O., p. 809; Fa. 38, n° 133). Adoption [19 juin] (A. t. I, p. 1110; J.O., p. 916). Promulgation (J.O., 24 juin, p. 5382).

155 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Redon** (Ille-et-Vilaine), déposé à la Chambre le 20 décembre 1912; rapport de M. Vandame, le 30 janvier 1913; adopté le 3 février; déposé par M. le Ministre des Finances [28 février] (A. t. I, p. 194; J.O., p. 160; Fa. 14, n° 66). M. Lefèvre dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 216; J.O., p. 178; Fa. 15, n° 74). Adoption [17 mars] (A. t. I, p. 322; J.O., p. 264). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2730).

156 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Reims** (Marne), déposé à la Chambre le 15 janvier; rapport de M. Albert Thomas, le 6 février; adopté le 10 février; déposé par M. le Ministre des Finances [26 février] (A. t. I, p. 280; J.O., p. 235; Fa. 29, n° 98). M. Riotteau dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 379; J.O., p. 315; Fa. 35, n° 115). Adoption [16 mars] (A. t. I, p. 465; J.O., p. 390). Promulgation (J.O., 20 mars, p. 2483).

157 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Rethel** (Ardennes), déposé à la Chambre le 13 décembre 1912; rapport de M. Rouger, le 20 décembre; adopté le 21 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [24 janvier] (A. t. I, p. 15; J.O., p. 12; Fa. 2, n° 10). M. Lefèvre dépose le rapport [28 janvier] (A. t. I, p. 24; J.O., p. 18; Fa. 6, n° 35). Adoption [14 février] (A. t. I, p. 120; J.O., p. 100). Promulgation (J.O., 23 février, p. 1754).

158 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Riantec** (Morbihan), déposé à la Chambre le 2 décembre 1912; rapport de M. Rouger, le 20 décembre, adopté le 21 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [24 janvier] (A. t. I, p. 29; J.O., p. 12; Fa. 2, n° 11). M. Monnier dépose le rapport [20 février] (A. t. I, p. 143; J.O., p. 120; Fa. 11, n° 56). Adoption [4 mars] (A. t. I, p. 198; J.O., p. 164). Promulgation (J.O., 12 mars, p. 2238).

159 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **La Ricamarie** (Loire), déposé à la Chambre le 15 janvier; rapport de M. Albert Thomas, le 6 février; adopté le 10 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances [26 février] (A. t. I, p. 280; J.O., p. 235; Fa. 29, n° 99). M. Riotteau dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 376; J.O., p. 315; Fa. 35, n° 114). Adoption [16 mars] (A. t. I, p. 465; J.O., p. 390). Promulgation (J.O., 20 mars, p. 2483).

160 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Rives-sur-Fure** (Isère), déposé à la Chambre

le 21 décembre 1912; rapport de M. Rouger, le 9 mai 1913; adopté le 16 mai; déposé par M le Ministre des Finances [20 mai] (A. t. I, p. 622; J.O., p. 515; Fa. 33, n° 112). M. Reymonenq dépose le rapport [3 juin] (A. t. I, p. 984; J.O., p. 809; Fa. 38, n° 134). Adoption [19 juin] (A. t. I, p. 1110; J.O., p. 916). Promulgation (J.O., 24 juin, p. 5382).

161 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **La Roche-Bernard** (Morbihan), déposé à la Chambre le 5 novembre; rapport de M. Rouger, le 5 décembre; adopté le 10 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [19 décembre] (A. t. II, p. 253; J.O., p. 1520; Fa. 61, n° 127). ¶ **1913.** M. Monnier dépose le rapport [28 janvier] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 13; Fa. 4, n° 24). adopté [13 février] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 81). Promulgation (J.O., 23 février, p. 1754).

162 — 1913. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Rodez** (Aveyron), déposé à la Chambre le 21 décembre 1912; rapport de M. Rouger, le 9 mai 1913; adopté le 16 mai; déposé par M. le Ministre des Finances [20 mai] (A. t. I, p. 622; J.O., p. 515; Fa. 33, n° 113). M. Reymonenq dépose le rapport [3 juin, (A. t. I, p. 984; J.O., p. 809; Fa. 38, n° 135). Adoption [24 juin] (A. t. I, p. 1559; J.O., p. 956). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 5601).

163 — 1914. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Roncq** (Nord), déposé à la Chambre le 16 juin; rapport de M. Albert Grodet, le 23 juin; adopté le 26 juin; déposé par M. le Ministre des Finances [1^{er} juillet] (A. t. I, p. 1109; J.O., p. 942; Fa. 58, n° 157). M. Monnier dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 1310; J.O., p. 1107; Fa. 60, n° 160). Adoption [13 juillet] (A. t. I, p. 1414; J.O., p. 1190). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 6397).

164 — 1913. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool dans la commune de **Rosendaël** (Nord), déposé à la Chambre le 4 novembre; rapport de M. Hubert Rouger, le 20 novembre; adopté le 24 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [25 novembre] (A. t. II, p. 77; J.O., p. 1455; Fa. 65, n° 184). M. Lefèvre dépose le rapport [11 décembre] (A. t. II, p. 140; J.O., p. 1507; Fa. 70, n° 202). Adoption [23 décembre] (A. t. II, p. 233; J.O., p. 1585). Promulgation (J.O., 28 décembre, p. 11150).

165 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool dans la commune de **Sainte-Adresse** (Seine-Inférieure), déposé à la Chambre le 4 novembre; rapport de M. Hubert Rouger, le 20 novembre; adopté le 24 novembre; déposé par M. le Ministre des

Finances [25 novembre] (A. t. II, p. 77; J.O., p. 1455; Fa. 65, n° 185).
 M. Lefèvre dépose le rapport [11 décembre] (A. t. II, p. 140; J.O., p. 1507;
 Fa. 70, n° 202). Adoption [23 décembre] (A. t. II, p. 233; J.O., p. 1585).
 Promulgation (J.O., 28 décembre, p. 11150).

166 — 1914. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Saint-Amand-les-Eaux** (Nord), déposé à la Chambre le 16 juin; rapport de M. Albert Grodet, le 23 juin; adopté le 26 juin; déposé par M. le Ministre des Finances [1^{er} juillet] (A. t. I, p. 1109; J.O., p. 942; Fa. 58, n° 158). M. Monnier dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 1310; J.O., p. 1107; Fa. 60, n° 162). Adoption [13 juillet] (A. t. I, p. 1415; J.O., p. 1190). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 6398).

167 — 1912. Projet de loi autorisant la perception de surtaxes sur l'alcool à l'octroi de **Saint-Chinian** (Hérault), déposé à la Chambre le 10 décembre; rapport de M. Rouger, le 17 décembre; adopté le 19 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances (Fa. 67, n° 140). M. Monnier dépose le rapport [20 décembre] (A. t. II, p. 286; J.O., p. 1540, 1548; Fa. 71, n° 146). Adoption [21 décembre] (A. t. II, p. 305; J.O., p. 1565). Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 10739).

168 — 1914. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Saint-Claude** (Jura), déposé à la Chambre le 27 décembre; rapport de M. Paul Aubriot, 5 février 1914; Adopté le 9 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 167; Fa. 17, n° 50). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 376; J.O., p. 316; Fa. 37, n° 131). Adoption [23 mars] (A. t. I, p. 546; J.O., p. 458). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2833).

169 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Saint-Jean-de-Luz** (Basses-Pyrénées), déposé à la Chambre le 20 janvier; rapport de M. Rouger, le 9 mai; adopté le 16 mai; déposé par M. le Ministre des Finances [20 mai] (A. t. I, p. 682; J.O., p. 515; Fa. 33, n° 114). M. Reymonenq dépose le rapport [3 juin] (A. t. I, p. 984; J.O., p. 809; Fa. 38, n° 136). Adoption [24 juin] (A. t. I, p. 1159; J.O., p. 956). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 5601).

170 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Saint-Maixent** (Deux-Sèvres), déposé à la Chambre le 16 janvier; rapport de M. Delpierre le 12 février; adopté le 14 février; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 15; J.O., p. 580; Fa. 14, n° 33). M. Lefèvre dépose le rapport [8 mars]

(A. t. I, p. 756; J.O., p. 615; Fa. 19, n° 69). Adoption [22 mars] (A. t. I, p. 842; J.O., p. 690). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2963).

171 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Saint-Malo** (Ille-et-Vilaine), déposé à la Chambre le 5 novembre; rapport de M. Rouger le 5 décembre; adopté le 10 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [19 décembre] (A. t. II, p. 253; J.O., p. 1520; Fa. 63, n° 132). || **1913.** M. Monnier dépose le rapport [6 février] (A. t. I, p. 48; J.O., p. 39; Fa. 10, n° 49). Adoption [28 février] (A. t. I, p. 178; J.O., p. 147). Promulgation (J.O., 11 mars, p. 2206).

172 — 1914. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Saint-Marcellin** (Isère), déposé à la Chambre le 17 décembre 1913; rapport de M. Delpierre, le 23 décembre; adopté le 24 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [16 janvier] (A. t. I, p. 9; J.O., p. 8; Fa. 3, n° 8). M. Riotteau dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 168; Fa. 20, n° 58). Adoption [26 février] (A. t. I, p. 280; J.O., p. 236). Promulgation (J.O., 6 mars, p. 2018).

173 — 1914. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool, à l'octroi de **Saint-Martin-Boulogne** (Pas-de-Calais), déposé à la Chambre le 17 décembre 1913; rapport de M. Delpierre le 23 décembre; adopté le 24 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [16 janvier] (A. t. I, p. 9; J.O., p. 8; Fa. 3, n° 9). M. Riotteau dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 168; Fa. 20, n° 59). Adoption [26 février] (A. t. I, p. 281; J.O., p. 236). Promulgation (J.O., 5 mars, p. 1991).

174 — 1914. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Saint-Nazaire** (Loire-Inférieure), déposé à la Chambre le 27 décembre 1913; rapport de M. Paul Aubriot le 5 février 1914; adopté le 9 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 167; Fa. 17, n° 51). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 376; J.O., p. 316; Fa. 37, n° 132). Adoption [23 mars] (A. t. I, p. 547; J.O., p. 458). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2833).

175 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Saint-Pierre-Quilbignon** (Finistère), déposé à la Chambre le 2 décembre 1912; rapport de M. Rouger le 20 décembre; adopté le 21 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [24 janvier] (A. t. I, p. 15; J.O., p. 12; Fa. 2, n° 12). M. Monnier dépose le rapport [20 février] (A. t. I, p. 143; J.O., p. 120; Fa. 11, n° 55). Adoption [4 mars] (A. t. I, p. 198; J.O., p. 164). Promulgation (J.O., 12 mars, p. 2238).

176 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Saint-Servan** (Ille-et-Vilaine), déposé à la Chambre le 5 novembre; rapport de M. Rouger, le 5 décembre; adopté le 10 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [19 décembre] (A. t. II, p. 253; J.O., p. 4520; Fa. 63, n° 133). || **1913.** M. Monnier dépose le rapport [6 février] (A. t. I, p. 48; J.O., p. 39; Fa. 10, n° 50). Adoption [28 février] (A. t. I, p. 178; J.O., p. 147). Promulgation (J.O., 11 mars, 2206).

177 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool de **Saint-Tropez** (Var), déposé à la Chambre le 22 décembre 1913; rapport de M. Paul Aubriot, le 5 février 1914; adopté le 9 février; déposé par M. le Ministre des Finances [17 février] (A. t. I, p. 200; J. O., p. 167; Fa. 17, n° 52). M. Riotteau dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 376; J.O., p. 315; Fa. 35, n° 119). Adoption [18 mars] (A. t. I, p. 485; J.O., p. 406). Promulgation (J.O., p. 24 mars, p. 2650).

178 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Saint-Valéry-en-Caux** (Seine-Inférieure), déposé à la Chambre le 2 décembre 1912; rapport de M. Rouger, le 20 décembre; adopté le 21 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [24 janvier] (A. t. I, p. 15; J.O., p. 12; Fa. 2, n° 13). M. Monnier dépose le rapport [20 février] (A. t. I, p. 143; J.O., p. 121; Fa. 11, n° 54). Adoption [4 mars] (A. t. I, p. 198; J.O., p. 163). Promulgation (J.O., 12 mars, p. 2238).

179 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Salon** (Bouches-du-Rhône), déposé à la Chambre le 15 janvier; rapport de M. Albert Thomas, le 6 février; adopté le 10 février; déposé par M. le Ministre des Finances [26 février] (A. t. I, p. 280; J.O., p. 235; Fa. 29, n° 100). M. Riotteau dépose le rapport [11 mars] (A. t. I, p. 376; J.O. p. 315; Fa. 35, n° 117). Adoption [18 mars] (A. t. I, p. 485; J.O., p. 406). Promulgation (J.O., 24 mars, p. 2650).

180 — 1914. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Sanvic** (Seine-Inférieure), déposé à la Chambre le 9 mars; rapport de M. Delpierre, le 17 mars; adopté le 19 mars; déposé par M. le Ministre des Finances [26 mars] (A. t. I, p. 591; J. O., p. 496; Fa. 49, n° 144). M. Ponteille dépose le rapport [24 juin] (A. t. I, p. 1006; J.O., p. 857; Fa. 55, n° 150). Adoption [1^{er} juillet] (A. t. I, p. 1109; J.O., p. 942). Promulgation (J.O., 5 juillet, p. 5878).

181 — 1913. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Sauzon** (Morbihan), déposé à la Chambre le

20 décembre 1912; rapport de M. Rouger, le 9 mai 1913, adopté le 16 mai; déposé par M. le Ministre des Finances [20 mai] (A. t. I, p. 622; J.O., p. 515; Fa. 33, n° 115). M. Sauvan dépose le rapport [23 mai] (A. t. I, p. 752; J.O., 621; Fa. 34, n° 117). Adoption [27 mai] (A. t. I, p. 828; J.O., p. 683). Promulgation (J.O., 31 mai, p. 4646).

182 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Savenay** (Loire-Inférieure), déposé à la Chambre le 27 décembre 1913; rapport de M. Hubert Rouger le 4 février 1914; adopté le 6 février; déposé par M. le Ministre des Finances [12 février] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 147; Fa. 12, n° 35). M. Riotteau dépose le rapport [19 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 184; Fa. 26, n° 84). Adoption [6 mars] (A. t. I, p. 377; J.O., p. 316). Promulgation (J.O., 14 mars, p. 2293).

183 — 1914 Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Segré** (Maine-et-Loire), déposé à la Chambre le 15 janvier; rapport de M. Albert Thomas le 6 février; adopté le 10 février; déposé par M. le Ministre des Finances [26 février] (A. t. I, p. 280; J.O., p. 235; Fa. 29, n° 101). M. Riotteau dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 376; J.O., p. 315; Fa. 35, n° 116). Adoption [18 mars] (A. t. I, p. 485; J.O., p. 406). Promulgation (J.O., 24 mars, p. 2651).

184 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Sisteron** (Basses-Alpes), déposé à la Chambre le 16 janvier; rapport de M. Delpierre, le 12 février; adopté le 14 février; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O., p. 580; Fa. 14, n° 37). M. Lefèvre dépose le rapport [8 mars] (A. t. I, p. 756; J.O., p. 615; Fa. 19, n° 70). Adoption [22 mars] (A. t. I, p. 842; J.O. p. 690). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2963).

185 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Sotheville-lès-Rouen** (Seine-Inférieure), déposé à la Chambre le 20 décembre; rapport de M. Vandame le 30 janvier 1913; adopté le 3 février; déposé par M. le Ministre des Finances [28 février] (A. t. I, p. 194; J.O., p. 160; Fa. 14, n° 67). M. Alexandre Lefèvre dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 216; J.O., p. 178; Fa. 15, n° 75). Adoption [18 mars] (A. t. I, p. 393; J.O., p. 289). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2730).

186 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Tarascon** (Bouches-du-Rhône), déposé à la Chambre le 11 janvier; rapport de M. Delpierre le 12 février; adopté le 14 février; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I,

p. 715; J.O., p. 580; Fa. 14, n° 38). M. Lefèvre dépose le rapport [7 mars] (A. t. I, p. 728; J.O., p. 592; Fa. 16, n° 57). Adoption [21 mars] (A. t. I, p. 824; J.O., p. 674). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2962).

187 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Thonon-les-Bains** (Haute-Savoie), déposé à la Chambre le 20 janvier; rapport de M. Rouger, le 9 mai; adopté le 16 mai; déposé par M. le Ministre des Finances [20 mai] (A. t. I, p. 622; J.O., p. 515; Fa. 33, n° 116). M. Reymoncq dépose le rapport [3 juin] (A. t. I, p. 984; J.O., p. 809; Fa. 38, n° 137). Adoption [24 juin] (A. t. I, p. 1159; J.O., p. 956). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 5602).

188 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Toulon** (Var), déposé à la Chambre le 15 janvier; rapport de M. Albert Thomas, le 6 février; adopté le 10 février; déposé par M. le Ministre des Finances (A. t. I, p. 280; J.O., p. 2351; Fa. 29, n° 102). M. Riotteau dépose le rapport [6 mars] (A. t. I, p. 376; J.O., p. 315; Fa. 35, n° 118). Adoption [18 mars] (A. t. I, p. 485; J.O., p. 406). Promulgation (J.O., 24 mars, p. 2651).

189 — 1913. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Tréguier** (Côtes-du-Nord), déposé à la Chambre le 4 novembre; rapport de M. Hubert Rouger le 20 novembre; adopté le 24 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances [25 novembre] (A. t. II, p. 77; J.O., p. 1455; Fa. 65, n° 186). M. Lefèvre dépose le rapport [11 décembre] (A. t. I, p. 140; J.O., p. 1507; Fa. 70, n° 204). Adoption [23 décembre] (A. t. II, p. 233; J.O., p. 1585). Promulgation (J.O., 28 décembre, p. 11.150).

190 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Tregunc** (Finistère), déposé à la Chambre le 5 novembre; rapport de M. Rouger, le 5 décembre, adopté le 10 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [19 décembre] (A. t. II, p. 253; J.O., p. 1520; Fa. 63, n° 134). || **1913.** M. Monnier dépose le rapport [6 février] (A. t. I, p. 48; J.O., p. 39; Fa. 10, n° 51). Adoption [28 février] (A. t. I, p. 178; J.O., p. 148). Promulgation (J.O., 11 mars, p. 2206).

191 — 1912. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi du **Tréport** (Seine-Inférieure), déposé à la Chambre le 29 mars; rapport de M. Aubriot, le 10 juillet; adopté le 11 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances [11 juillet] (A. t. I, p. 1563; J.O., p. 1260; Fa. 48, n° 104). M. Lefèvre dépose le rapport [21 novembre] (A. t. II, p. 91; J.O., p. 1388; Fa. 56, n° 112). Adoption

[5 décembre] [A. t. II, p. 154; J.O., p. 1440]. Promulgation (J.O., 12 décembre, p. 10394).

192 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation de deux surtaxes sur l'alcool à l'octroi du **Tréport** (Seine-Inférieure), déposé à la Chambre le 27 décembre 1913; rapport de M. Hubert Rouger, le 4 février 1914; adopté le 6 février; déposé par M. le Ministre des Finances [12 février] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 447; Fa. 13, n° 36). M. Riotteau dépose le rapport [19 février] (A. t. I, p. 200; J. O., p. 184; Fa. 26, n° 85). Adoption [10 mars] (A. t. I, p. 400; J.O., p. 336). Promulgation (J.O., 17 mars, p. 2390).

193 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Trouville-sur-Mer** (Calvados), déposé à la Chambre le 24 décembre 1913; rapport de M. Delpierre, le 2 février 1914; adopté le 4 février; déposé par M. le Ministre des Finances [12 février] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 147; Fa. 13, n° 37). M. Riotteau dépose le rapport [19 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 184; Fa. 26, n° 86). Adoption [10 mars] (A. t. I, p. 401; J.O., p. 336). Promulgation (J.O., 17 mars, p. 2390).

194 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Tulle** (Corrèze), déposé à la Chambre le 28 décembre 1911; rapport de M. Delpierre, le 16 février; adopté le 23 février; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O., p. 580; Fa. 14, n° 39). M. Lefèvre dépose le rapport [8 mars] (A. t. I, p. 756; J.O., p. 615; Fa. 19, n° 71). Adoption [26 mars] (A. t. I, p. 868; J.O., p. 711). Promulgation (J.O., 10 avril, p. 3586).

195 — 1913. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Valenciennes** (Nord), déposé à la Chambre le 10 mars; rapport de M. Delpierre le 28 mars; adopté le 29 mars; déposé par M. le Ministre des Finances [29 mars] (A. t. I, p. 472; J.O., p. 394; Fa. 26, n° 86). M. Monnier dépose le rapport [23 mai] (A. t. I, p. 752; J.O., p. 621; Fa. 35, n° 118). Adoption [28 mai] (A. t. I, p. 866; J.O., p. 713). Promulgation (J.O., 31 mai, p. 4666).

196 — 1913. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe, sur l'alcool à l'octroi de **Vidauban** (Var), déposé à la Chambre le 2 décembre 1912; rapport de M. Rouger le 20 décembre; adopté le 21 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [24 janvier] (A. t. I, p. 15; J.O., p. 12; Fa. 2, n° 14). M. Monnier dépose le rapport [20 février] (A. t. I, p. 143; J.O., p. 120; Fa. 11, n° 53). Adoption [4 mars] (A. t. I, p. 198; J.O., p. 163). Promulgation (J.O., 12 mars, p. 2239).

197 — 1912. Projet autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Villefranche-de-Rouergue** (Aveyron), déposé à la Chambre le 16 janvier; rapport de M. Delpierre le 12 février; adopté le 14 février; déposé par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O., p. 580; Fa. 14, n° 40). M. Lefèvre dépose le rapport [8 mars] (A. t. I, p. 756; J.O., p. 615; Fa. 19, n° 72). Adoption [26 mars] (A. t. I, p. 868; J.O., p. 711). Promulgation (J.O., 10 avril, p. 3585).

198 — 1914. Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Villeneuve-Saint-Georges** (Seine-et-Oise), déposé à la Chambre le 17 décembre 1913; rapport de M. Delpierre le 23 décembre; adopté le 24 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [16 janvier] (A. t. I, p. 9; J.O., p. 8; Fa. 3; n° 10). M. Riotteau dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 168; Fa. 20, n° 62). Adoption [27 février] (A. t. I, p. 300; J.O., p. 251). Promulgation (J.O., 5 mars, p. 1991).

199 — 1912. Projet de loi autorisant la perception de surtaxes sur l'alcool à l'octroi de **Villeurbanne** (Rhône), déposé à la Chambre le 19 décembre; rapport de M. Rouger le 19 décembre; adopté le 19 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances (Fa. 67, n° 141). M. Cazeneuve dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Adoption [20 décembre] (A. t. II, p. 276; J.O., p. 1540; Fa. 68, n° 142). Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 10739).

200 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Vitré** (Ille-et-Vilaine); déposé à la Chambre le 5 novembre; rapport de M. Rouger le 5 décembre; adopté le 10 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances [19 décembre] (A. t. II, p. 253; J.O., p. 1520; Fa. 63, n° 135). || **1913.** M. Monnier dépose le rapport [6 février] (A. t. I, p. 48; J.O., p. 39; Fa. 10, n° 52). Adoption [28 février] (A. t. I, p. 178; J.O., p. 148). Promulgation (J.O., 11 mars, p. 2206).

201 — 1914. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Vizille** (Isère), déposé à la Chambre le 27 décembre 1913; rapport de M. Hubert Rouger le 4 février 1914; adopté le 6 février; déposé par M. le Ministre des Finances [12 février] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 147; Fa. 13, n° 38). M. Riotteau dépose le rapport [19 février] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 184; Fa. 26, n° 87). Adoption [10 mars] (A. t. I, p. 401; J.O., p. 336). Promulgation (J.O., 17 mars, p. 2390).

202 — 1912. Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Voiron** (Isère), déposé à la Chambre le 16 janvier; rapport de M. Delpierre le 12 février; adopté le 14 février; déposé

par M. le Ministre des Finances [5 mars] (A. t. I, p. 715; J.O., p. 580; Fa. 14, n° 41). M Lefèvre dépose le rapport [8 mars] (A. t. I, p. 756; J.O., p. 615; Fa. 19, n° 73). Adoption [26 mars] (A. t. I, p. 868; J.O., p. 711). Promulgation (J.O., 10 avril, p. 3586).

ŒUVRES ARTISTIQUES ET LITTÉRAIRES (Protection des). —

Voir Conventions internationales et traités année 1912, 4; année 1913, 3.

ŒUVRES SCOLAIRES FRANÇAISES A TANGER. — Voir Crédits additionnels, 19.

OFFICE DES MONUMENTS ANCIENS NON CLASSÉS (Création d'un). — 1914. Proposition de loi portant création, au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, d'un Office des monuments anciens d'intérêt régional ou local non classés en vertu des lois des 30 mars 1887 et 31 décembre 1913, déposée à la Chambre le 27 mars; rapport de M. Fournol le 1^{er} avril; adoptée le 2 avril; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission des monuments historiques et artistiques [3 avril] (A. t. I, p. 761; J.O., p. 645; I. n° 268).

OFFICE SCIENTIFIQUE DE CRIMINOLOGIE. — Voir Crédits extraordinaires § I, 1.

OFFICES NATIONAUX (Etablissements publics). — 1914. Proposition de loi ayant pour objet de réglementer le personnel des offices nationaux (établissements publics), déposée par M. Lucien Cornet [1^{er} juillet] (A. t. I, p. 1108; J.O., p. 942; I. n° 339).

OFFICIERS DES TROUPES COLONIALES. — Voir Armée, § VI, 9.

OFFICIERS ET SOUS-OFFICIERS (Amélioration de la solde des). — Voir Crédits supplémentaires, § I, 14.

OFFICIERS PUBLICS ET MINISTÉRIELS (Suppléance en cas de guerre des). — 1914. Projet de loi relatif à la suppléance des officiers publics et ministériels en cas de guerre, déposé à la Chambre le 4 août; discussion immédiate; adopté le 4 août; déposé par M. le Ministre de la Justice. Renvoyé à la Commission des Finances [4 août] (A. t. I, p. 1556; J.O., p. 1308; I. n° 463). M. Mougeot dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [4 août] (A. t. I, p. 1556; J.O., p. 1309; I. n° 464). Promulgation (J.O., 6 août 1914, p. 7126).

OPIUM (Réglementation du commerce de l'). — 1913. Proposition de loi tendant à réglementer l'importation, le commerce, la détention et l'usage de l'opium, déposée par M. Catalogne le 4 avril 1911 (Voir Table 1909-1911). M. Louis Martin dépose le rapport sommaire [26 juin] (A. t. I, p. 1180; J.O., p. 975; I. n° 230). Prise en considération [4 juillet] (A. t. I, p. 1268; J.O., p. 1045). Commission : 1^{er} bureau, M. Félix Chautemps; 2^e bureau, M. Goy; 3^e bureau, M. Catalogne; 4^e bureau, M. Milliès-Lacroix; 5^e bureau, M. Louis Martin; 6^e bureau, M. Cazeneuve; 7^e bureau, M. Rouland; 8^e bureau, M. Léon Labbé; 9^e bureau, M. Le Cour Grandmaison (J.O., p. 7095; F. 79). Président, M. Milliès-Lacroix; Secrétaire, M. Louis Martin; Rapporteur, M. Catalogne (J.O., p. 7121; F. 81).

OPPOSITIONS AUX MAINS DES COMPTABLES (Réduction des). — 1914. Projet de loi tendant à réduire à cinq années l'effet des oppositions pratiquées entre les mains des comptables des départements, communes et autres établissements publics, déposé à la Chambre le 12 mars 1912; rapport de M. Emile Bender le 4 février 1914; adopté le 12 février; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [17 février] (A. t. I, p. 215; J.O., p. 180; I. n° 55). Commission : 1^{er} bureau, M. Monnier; 2^e bureau, M. Maurice Ordinaire; 3^e bureau, M. Magnien; 4^e bureau, M. Vieu; 5^e bureau, M. Loubet; 6^e bureau, M. Reymoneng; 7^e bureau, M. Guillaume Poulle; 8^e bureau, M. Guillier; 9^e bureau, M. Pontaille. [20 février] (J.O., 1688; F. 19). Président, M. Magnien; Secrétaire, M. Loubet; Rapporteur, M. Guillier (25 février) (J.O., p. 1809; F. 20).

ORANGE (Vaucluse). — Voir Octrois, 133.

ORGANISATION JUDICIAIRE (Réforme de la). — 1912. Proposition de loi de M. Savary modifiant l'article 15 de la loi du 30 août 1883 sur la réforme de l'organisation judiciaire, déposée le 23 novembre 1911 (Voir Table 1909-1911). M. Savary dépose le rapport [14 juin] (A. t. I, p. 1198; J.O., p. 965; I. n° 190). Discussion générale : MM. Savary, rapporteur; Boivin-Champeaux, de Las Cases, Briand, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*; Guillaume Poulle. Clôture de la discussion générale. Article unique (art. 15 modifié). Amendement de M. Boivin-Champeaux : MM. Boivin-Champeaux, le rapporteur, Guillier, Bérenger, Monis. Amendement de M. Monis, accepté par la Commission. Rejet, au scrutin, de l'amendement de M. Boivin-Champeaux. Adoption du texte de la Commission modifié et du 2^e paragraphe de l'article 15. Article 16. Adoption. Adoption en 1^{re} délibération [12 novembre] (A. t. II, p. 52; J.O., p. 1356). Adop-

tion en 2^e délibération. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition [17 décembre] (A. t. II, p. 247; J.O., p. 1516).

ORGANISATION MUNICIPALE. — Voir Loi municipale.

ORLÉANS (Ville d'). — Voir Approbation d'un acte administratif.
— Voir Conventions, 5.

OUESSANT (Canton d'). — Voir Notaires du canton d'Ouessant.

OUTREAU (Pas-de-Calais). — Voir Octrois, 134.

OUVRAGES DÉFENSIFS (Classement ou déclassement d'). — Voir Armée, § V,

OUVRAGES DE PLATINE, D'OR ET D'ARGENT ADJUGÉS DANS LES VENTES PUBLIQUES. — 1914. Projet de loi ayant pour objet de dispenser du poinçonnement et du paiement du droit de garantie les ouvrages de platine, d'or et d'argent adjugés dans les ventes publiques et destinés à être exportés, déposé à la Chambre le 24 novembre 1913; rapport de M. Clémentel, le 22 décembre; adopté le 22 janvier 1914; déposé par M. le Ministre des Finances [3 février] (A. t. I, p. 98; J.O., p. 83; I. n° 31). M. de Selves dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 371; J.O., p. 311; I. n° 93). Retrait du projet de loi [29 juin] (A. t. I, p. 1054; J.O., p. 897; I. n° 327).

OUVRIERS AUXILIAIRES DE LA MARINE. — Voir Marine, 5.

OUVRIERS MINEURS (Caisse de retraite des). — 1912. Proposition de loi tendant à modifier la loi du 29 juin 1894 et à créer une caisse nationale de retraite des ouvriers mineurs, miniers et ardoisiers, déposée à la Chambre les 9 avril 1908 et 16 janvier 1912; rapports de M. Roden le 1^{er} juillet, de M. Basly le 6 juillet; avis de la Commission du budget par M. Chéron, le 9 juillet 1912; adoptée le 12 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre [5 novembre] (A. t. II, p. 2; J.O., p. 1316; I. n° 337). Commission: 1^{er} bureau, M. Richard; 2^e bureau, M. Lhopiteau; 3^e bureau, M. Reymond; 4^e bureau, M. Ringot; 5^e bureau, M. Bourganel; 6^e bureau, M. Hayez; 7^e bureau, M. Hervey; 8^e bureau, M. Viseur; 9^e bureau, M. Boudenoot (J.O., p. 9848; F. 84). Président, M. Viseur; Secrétaire, M. Hervey (J.O., p. 10069; F. 87). || 1914. M. Hervey dépose le rapport [6 février] (A. t. I, p. 128; J.O., p. 107; I. n° 37). Sur l'urgence: MM. Tournon, Albert Métin, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. Déclaration de

l'urgence. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Flaissières, Hervey, rapporteur ; Albert Métin, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. Discussion des articles : Article premier. Amendement de M. Flaissières. Adoption de la première partie de l'article premier. Rejet de l'amendement. Adoption de la deuxième partie et de l'ensemble de l'article premier. Articles 2 à 9. Adoption. Article 10 : MM. Cuvinot, le Rapporteur, Aimond, *rapporteur général de la Commission des finances* ; Dominique Delahaye, le *Ministre du Travail*. Adoption de l'article 10 (nouvelle rédaction). Article 11 : MM. Guillier, le Rapporteur, le *Ministre*, Paul Strauss, Jénouvrier, Henry Boucher, Dominique Delahaye. Adoption des premiers mots de l'article. Adoption, au scrutin, des mots : « par une convention collective du travail ». Adoption de la fin de l'article et de l'ensemble de l'article 11. Article 12. Adoption. Article 13 : M. Delatour, *commissaire du Gouvernement*. Adoption. Article 14. Adoption. Article 15 : M. Aimond, *rapporteur général de la Commission des finances* ; le Rapporteur. Adoption de l'article 15 modifié. Articles 16 à 18. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [20 février] (A. t. I, p. 235 à 250 ; J.O., p. 198). Promulgation (J.O., 26 février, p. 1794).

PAIMBŒUF (Loire-Inférieure). — Voir Octrois, 135.

PALAIS (Le) (Morbihan). — Voir Octrois, 136.

PAPEETE. — Voir Conventions, 6.

PARIS (Ville de).

1 — 1912. Projet de loi tendant à autoriser la ville de Paris à emprunter une somme de 205 millions de francs pour amélioration du service du gaz, déposé à la Chambre le 8 novembre 1910 ; rapport de M. Marin le 22 décembre ; adopté le 30 décembre 1911 ; déposé par M. le *Ministre de l'Intérieur* [12 janvier] (A. t. I, p. 14 ; J.O., p. 13 ; Fa. 2, n° 2). M. Lefèvre dépose le rapport [2 février] (A. t. I, p. 103 ; J.O., p. 87 ; Fa. 4, n° 5). Discussion : M. Lefèvre, *rapporteur*. Adoption [5 mars] (A. t. I, p. 716 ; J.O., p. 581). Promulgation (J.O., 7 mars, p. 2230).

2 — 1912. Projet de loi tendant à autoriser la ville de Paris à porter de 3 fr. 60 à 3 fr. 75 p. 100 le taux d'intérêt de l'emprunt de 240 millions autorisé par la loi du 18 juillet 1911, déposé à la Chambre le 20 décembre 1911 ; rapport de M. Louis Puech, le 1^{er} mars 1912 ; adopté le 8 mars ; déposé par M. le *Ministre de l'Intérieur* [12 mars] (A. t. I, p. 762 ;

J.O., p. 619; Fa. 20, n° 74). M. Lefèvre dépose le rapport [15 mars] (A. t. I, p. 780; J.O., p. 635; Fa. 22, n° 76). Adoption [26 mars] (A. t. I, p. 868; J.O., p. 711). Promulgation (J.O., 29 mars, p. 3034).

3 — 1912. Projet de loi tendant à autoriser la ville de Paris à porter de 3 fr. 60 à 3 fr. 80 p. 100 le taux d'intérêt de l'emprunt de 205 millions autorisé par la loi du 16 mars 1912, déposé à la Chambre le 14 mars; rapport de M. Marin le 21 mars; adopté le 26 mars; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur (Fa. 27, n° 81). M. Lefèvre dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 869, 890; J.O., p. 712, 730; Fa. 29, n° 84). Discussion: MM. Riou, Lefèvre, *rapporteur*. Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 1013; J.O., p. 810). Promulgation (J.O., 3 avril, p. 3218).

4 — 1912. Projet de loi tendant à autoriser la ville de Paris à contracter un emprunt de 200 millions en vue de la construction, de l'acquisition ou de l'assainissement d'habitations à bon marché, déposé à la Chambre le 9 juillet; rapport de M. Voilin le 11 juillet; adopté le 11 juillet; déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur et du Travail (Fa. 50, n° 106). M. Lefèvre dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. [11 juillet] (A. t. I, p. 1566, 1573; J.O., p. 1268; Fa. 51, n° 107). Discussion: MM. Chastenet, Strauss. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1606; J.O., p. 1304). Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 6842).

5 — 1913. Proposition de loi (sous forme d'amendement à l'article 47 du projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1913) tendant à autoriser le Conseil municipal de Paris à allouer à ses membres une indemnité annuelle, déposée par M. Paul Strauss [3 juin] (A. t. I, p. 990; J.O., p. 814). Renvoi à la Commission départementale et communale. M. Lhopiteau dépose le rapport [16 décembre] (A. t. II, p. 164; J.O., p. 1527; I. n° 455). || **1914.** Adoption [31 mars] (A. t. I, p. 712; J.O., p. 601). Promulgation (J.O., 11 avril, p. 3414).

6 — 1913. Projet de loi tendant à modifier la répartition des fonds affectés aux grands travaux du gaz de la ville de Paris par la loi du 6 mars 1912, déposé à la Chambre le 8 juillet; rapport de M. de Bagnoux, le 22 juillet; adopté le 24 juillet; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [25 juillet] (A. t. I, p. 1399; J.O., p. 1154; Fa. 55, n° 158). || **1914.** M. Monnier dépose le rapport [23 janvier] (A. t. I, p. 40; J.O., p. 33; F. 5, n° 12). Adoption [3 février] (A. t. I, p. 100; J.O., p. 85). Promulgation (J.O., 8 février, p. 1162).

7 — 1913. Projet de loi tendant à porter de 3,80 à 4,20 0/0 le taux maximum de l'emprunt de 200 millions que la ville de Paris a été au-

torisée à contracter par la loi du 13 juillet 1912, en vue de permettre la construction, l'acquisition ou l'assainissement d'habitations à bon marché, déposé à la Chambre le 20 novembre; rapport de M. Bouffandeau, le 17 décembre; adopté le 19 décembre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [19 décembre] (A. t. II, p. 227; J.O., p. 1580; Fa. 75, n° 215). M. Lefèvre [dépose le rapport (Fa. 76, n° 216). Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [23 décembre] (A. t. II, p. 233; J.O., p. 1584). Adoption [23 décembre] (A. t. II, p. 266; J.O., p. 1613). Promulgation (J.O., 26-27 décembre, p. 11114).

8 — 1914. Projet de loi tendant à porter de 3,60 0/0 à 4,30 0/0 le taux, maximum de l'emprunt [de 221 millions, deuxième fraction de l'emprunt de 900 millions, que la ville de Paris a été autorisée à contracter par la loi du 30 décembre 1909, déposé à la Chambre le 2 avril; rapport de M. Amédée Chenal, le 3 avril; adopté le 3 avril; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [3 avril] (A. t. I, p. 794; J.O., p. 675; Fa. 53, n° 148). M. Ponteille dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [3 avril] (A. t. I, p. 802, 803; J.O., p. 681; Fa. 54, n° 149). Promulgation (J.O., 11 avril, p. 3414).

PARIS (Ville de). (Police et sûreté générale de la). — Voir Crédits supplémentaires, § VI, 1. — Voir Poissons de mer (Suppression des taxes sur les). — Voir Postes, télégraphes, téléphones, § II, 7.

PARMENTIER (Centenaire de). — Voir Décorations, 18.

PARTAGES FAITS PAR LES ASCENDANTS. — Voir Code civil, 12.

PARTHENAY (Deux-Sèvres). — Voir Octrois, 137 et 138.

PATERNITÉ NATURELLE.

1 — Reconnaissance de la paternité naturelle. — Voir Code civil, 10.

2 — Suspension de la prescription de l'action en reconnaissance de la paternité pendant le temps de [service militaire du père prétendu. — Voir Code civil, 18.

PAU A SAULT-DE-NAVAILLES. — Voir Chemins de fer, année 1914, § III, 9.

PÉAGE SUR LES NAVIRES EN DÉMOLITION. — 1913. Projet de loi ayant pour objet de permettre l'institution de péage sur les navires en démolition à flot, déposé à la Chambre le 7 novembre 1912;

rapport de M. H. Chéron, le 19 décembre; adopté le 21 décembre; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics, des Finances et du Commerce [20 février] (A. t. I, p. 142; J.O., p. 120; I. n° 27). M. Touron dépose le rapport [25 mars] (A. t. I, p. 374; J.O., p. 308; I. n° 96). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant, en qualité de commissaire du Gouvernement, M. Branet, *directeur général des douanes*. Déclaration de l'urgence. Adoption [28 mars] (A. t. I, p. 445; J.O., p. 370). Promulgation (J.O., 19 avril, p. 3430).

PÊCHE. — 1913. Proposition de loi de M. Genoux, relative à la pêche [24 juin] (A. t. I, p. 1158; J.O., p. 956; I. n° 235). || 1914. M. Surreaux dépose le rapport sommaire [30 mars] (A. t. I, p. 657; J.O., p. 552; I. n° 212).

PÊCHE A LA LIGNE. — 1913. Proposition de loi tendant à permettre l'autorisation de la pêche à la ligne le 15 juin, lorsque cette date tombe un dimanche, déposée à la Chambre le 4 juin; rapport de M. Léon Perrier, le 5 juin; adoptée le 6 juin; transmise par M. le Président de la Chambre. M. Lintilhac dépose et lit le rapport [10 juin] (A. t. I, p. 1076; J.O., p. 870, 884; I. nos 202 et 209). Discussion générale: MM. Flaissières, Denoix, Eugène Lintilhac, *rapporteur*; Clémentel, *Ministre de l'Agriculture*. Article unique. Amendement de M. Flaissières. Rejet. Amendement de M. Denoix: M. Denoix. Adoption de la première partie de l'article. Rejet de l'amendement de M. Denoix par l'adoption du texte de la Commission. Adoption de la fin de l'article. Adoption de l'ensemble de l'article unique [12 juin] (A. t. I, p. 1080; J.O., p. 889). Promulgation (J.O., 14 juin, p. 5090).

PÊCHES MARITIMES (Protection de l'industrie des). — 1913. Proposition de loi tendant à protéger l'industrie des pêches maritimes par une réglementation des taxes d'octroi sur le poisson de mer, déposée à la Chambre le 20 janvier 1911; rapport de M. E. Flandin, le 23 novembre 1911, et avis de la Commission des octrois par M. Aubriot, le 14 novembre 1912; adoptée le 27 juin; transmise par M. le Président de la Chambre [27 juin] (A. t. I, p. 1232; J.O., p. 1017; I. n° 260). M. Riotteau dépose le rapport [17 juillet] (A. t. I, p. 4338; J.O., p. 1101; I. n° 302). M. Riotteau donne lecture de son rapport. Déclaration de l'urgence. Demande de discussion immédiate. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [18 juillet] (A. t. I, p. 1356; J.O., p. 1117). Discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: MM. Emile Villiers, Guilloteaux, de Monzie, *Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine*; Poirrier, Riotteau, *rapporteur*; Louis Hémon. Article

unique. Amendement de M. Villiers. Retrait. Amendement de M. Poirrier. Rejet. Adoption de l'article unique [22 juillet] (A. t. I, p. 1380; J.O., p. 1137). Promulgation (J.O., 15 août, p. 7433).

PENSION VIAGÈRE A M^{lle} SOPHIE PICARD. — Voir Récompense nationale.

PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES. — 1913. Projet de loi sur les pensions, déposé à la Chambre le 30 décembre 1911; rapports de M. André Renard les 18 mars, 25 et 29 juillet 1913; adopté le 30 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances [6 août] (A. t. I, p. 1643; J.O., p. 1347; I. n° 388). M. Lintilhac dépose le rapport [18 décembre] (A. t. II, p. 196; J.O., p. 1554; I. n° 463). Discussion. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Discussion des articles : Articles 1 et 2. Adoption. Article 3. Amendement de M. Perreau : MM. Perreau, Lucien Cornet, Eugène Lintilhac, *rapporteur*. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 3. Articles 4 à 6. Adoption. Article 7. Amendement (disposition additionnelle) de M. Lucien Cornet : MM. Lucien Cornet, le Rapporteur. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 7. Articles 8 et 9. Adoption. Article 10 : MM. Flaissières, le Rapporteur, Bley, *directeur de la dette inscrite, commissaire du Gouvernement*; Peytral, *président de la Commission des finances*. Renvoi de l'article à la Commission. Articles 11 à 18. Adoption. Article 19. Amendement de M. Perreau : MM. Perreau, Guilloteaux, le Rapporteur; Ernest Monis, *Ministre de la Marine*. Adoption du premier paragraphe. Rejet de l'amendement. Adoption du deuxième paragraphe et de l'ensemble de l'article 19. Articles 20 à 23. Adoption. Article 24. MM. Léon Barbier, le Ministre de la Marine. Adoption. Articles 25 à 31. Adoption. Article 32. Amendement (disposition additionnelle) de M. Lucien Cornet : M. Lucien Cornet. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 32. Articles 33 à 37. Adoption. Article 38. Amendement de M. Villiers. Retrait. Adoption de l'article 38. Article 39. Adoption. Article 40. Amendement de M. Boivin-Champeaux : M. Séblin. Retrait de l'amendement. Sur l'article : MM. le Rapporteur, Bley, *commissaire du Gouvernement*, Perreau et de Selves. Adoption de l'article 40. Article 41. Adoption. Article 10 (réservé) : M. Flaissières. Adoption. Adoption de l'ensemble de la loi [23 décembre] (A. t. II, p. 235; J.O., p. 1587; et suiv.). Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 11288).

PENSIONS DES AGENTS DES DOUANES ET DES FORÊTS. — 1914. Projet de loi relatif à la liquidation des pensions des agents et préposés du service actif des douanes et de l'administration des eaux

et forêts, déposé à la Chambre le 19 novembre 1912; rapport de M. Auguste Girard le 24 décembre et avis de la Commission du budget de M. Louis Nail le 17 février 1914; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [10 mars] (A. t. I, p. 416; J.O., p. 348; I. n° 103). M. de Selves dépose le rapport [12 juin] (A.t.I, p. 817; J.O., p. 696; I. n° 288). Première délibération. Déclaration de l'urgence. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Adoption [20 juin] (A. t. I, p. 904; J.O., p. 771). Promulgation (J.O., 27 juin, p. 5585).

PENSIONS DES INVALIDES DE LA MARINE.

1 — 1913. Projet de loi concernant les pensions sur la Caisse des Invalides de la marine réglées antérieurement au 1^{er} janvier 1908, déposé à la Chambre le 5 novembre 1912; rapport de M. G. Le Bail le 20 mars et avis de M. Aldy au nom de la Commission du Budget le 4 juillet 1913; adopté le 16 juillet; déposé par MM. les Ministres des Finances et de la Marine [30 juillet] (A. t. I, p. 1496; J.O., p. 1233; I. n° 360). Renvoi pour avis à la Commission des finances [1^{er} août] (A.t.I, p. 1593; J.O., p. 1306). M. Cabart-Danneville dépose le rapport [6 août] (A. t. I, p. 1643; J.O., p. 1347; I. n° 389). Demande, par M. Cabart-Danneville, de la lecture de son rapport. Sur la demande : MM. Peytral, Bienvenu Martin, *président de la Commission des finances*. Rejet [8 août] (A. t. I, p. 1693; J.O., p. 1389). M. Chautemps dépose un avis au nom de la Commission des finances [11 novembre] (A.t.II, p. 16; J.O., p. 1404; I. n° 413). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Guilloteaux. Discussion des articles : Articles 1 à 5. Adoption. Article 6. M. Cabart-Danneville, *rapporteur*. Adoption. Article 7. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [21 novembre] (A. t. II, p. 69; J.O., p. 1449). Promulgation (J.O., 19 décembre, p. 10897).

2 — 1914. Proposition de loi transmise au Sénat le 2 avril 1910. (Voir Table, années 1909-1911). M. Riotteau dépose le rapport [2 juillet] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 967; I. n° 344). M. Jénouvrier dépose un avis au nom de la Commission des finances [10 juillet] (A. t. I, p. 1390; J.O., p. 1170; I. n° 400). Première délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [13 juillet] (A. t. I, p. 1416; J.O., p. 1191). Promulgation (J.O., 1^{er} août, p. 7022).

PENSIONS DES MILITAIRES DE LA GENDARMERIE. — 1912.

Projet de loi concernant la liquidation des pensions des militaires de la gendarmerie, déposé à la Chambre le 30 décembre 1911; rapport de M. de l'Estourbeillon, le 20 juin 1912; adopté le 8 juillet; déposé

par M. le Ministre des Finances [9 juillet] (A. t. I, p. 1458; J.O., p. 1179; I. n° 280). M. Richard dépose le rapport [19 décembre] (A. t. II, p. 264; J.O., p. 1529; I. n° 398). Discussion : MM. Richard, *rapporteur*; Jénouvrier. Adoption [20 décembre] (A. t. II, p. 288; J.O., p. 1549). Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 10738).

PENSIONS DES MILITAIRES INDIGÈNES DE L'ALGÉRIE ET DE LA TUNISIE. — 1913. Projet de loi modifiant la loi du 11 juillet 1903 sur les pensions des militaires indigènes de l'Algérie et de la Tunisie, déposé à la Chambre le 5 novembre 1912; rapport de M. des Lyons, le 14 mai; avis de la Commission du budget par M. Noulens, le 19 mai 1913; adopté le 26 mai; déposé par MM. les Ministres de la Guerre et des Finances [27 mai] (A. t. I, p. 846; J.O., p. 697; I. n° 183). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [3 juillet] (A. t. I, p. 1247; J.O., p. 1028; I. n° 272). 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [17 juillet] (A. t. I, p. 1338; J.O., p. 1101). Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 6378).

PENSIONS DES VEUVES ET ORPHELINS DES MÉDECINS MILITAIRES. — 1914. Proposition de loi tendant à accorder aux veuves et orphelins des médecins militaires succombant par suite d'une maladie épidémique ou contagieuse contractée dans leur service d'hôpital ou d'ambulance, les mêmes pensions et secours que si la mort avait été causée par des événements de guerre, déposée à la Chambre le 14 novembre 1912; rapport de M. Marquet, le 15 janvier et avis de la Commission du budget, de M. Louis Nail, le 23 janvier; adoptée le 2 février; transmise par M. le Président de la Chambre [3 février] Renvoi à la Commission des finances (A. t. I, p. 98; J.O., p. 83; I. n° 29).

PENSIONS MILITAIRES DES INSPECTEURS DE LA GARDE INDIGÈNES DE MADAGASCAR. — 1914. Proposition de loi tendant à donner l'« assimilation » pour les pensions militaires aux inspecteurs et gardes principaux de la garde indigène de Madagascar, déposée à la Chambre le 12 février 1912; rapport de M. Henri Simon, le 11 juin 1913 et avis de la Commission du budget, de M. Maurice Viollette, le 20 février 1914; adoptée le 5 mars; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission des finances [10 mars] (A. t. I, p. 400; J.O., p. 336, I. n° 101). M. Gervais dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 671; J.O., p. 564; I. n° 222). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [10 juillet] (A. t. I, p. 1366, 1367; J.O., p. 1151). Promulgation (J.O., 9 octobre, p. 8231).

PÉRIODES D'INSTRUCTION DES SAPEURS-POMPIERS. — Voir Sapeurs-pompiers.

PÉRONNE (Somme). — Voir Octrois, 139.

PERSONNEL DES POSTES ET DES DOUANES (Amélioration de la situation du). — 1912. Projet de loi pour l'amélioration de la situation du personnel des postes, des télégraphes et des téléphones, du personnel des contributions indirectes et du personnel des douanes, déposé à la Chambre le 21 juin ; rapports de M. Bourély, le 8 juillet, et de M. Dalimier, le 10 juillet ; adopté le 12 juillet ; déposé par MM. les Ministres des Finances et des Postes et Télégraphes [12 juillet] (A. t. I, p. 1614 ; J.O., p. 1310 ; I. n° 333).

PETITE PROPRIÉTÉ. — 1912. Projet de loi tendant à modifier diverses dispositions de la loi du 10 avril 1908, relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché, déposé à la Chambre le 30 novembre 1911 ; rapport de M. Bonnevey, le 21 décembre ; adopté le 29 décembre ; déposé par MM. les Ministres du Travail et des Finances [19 janvier] (A. t. I, p. 31 ; J.O., p. 26 ; I. n° 11). M. Gauthier dépose le rapport [3 février] (A. t. I, p. 131 ; J.O., p. 171 ; I. n° 47). Discussion. Déclaration de l'urgence. Adoption [20 février] (A. t. I, p. 501 ; J.O., p. 407). Promulgation (J.O., 28 février, p. 1932). || — 1913. Proposition de loi relative aux avances des sociétés de crédit immobilier pour l'acquisition de la petite propriété, déposée par MM. Ribot, Méline, Léon Bourgeois, Paul Strauss [24 juin] (A. t. I, p. 1158 ; J.O., p. 956 ; I. n° 238). M. Paul Strauss dépose le rapport [3 juillet] (A. t. I, p. 1238 ; J.O., p. 1022 ; I. n° 264). M. Paul Strauss dépose un rapport supplémentaire [3 décembre] (A. t. II, p. 135 ; J.O., p. 1503 ; I. n° 443). 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion des articles. Articles premier et 2. Adoption. Amendement de M. Méline : M. Paul Strauss, *rapporteur*. Disjonction de l'amendement. Article 3. Adoption. Article 4 : MM. Albert Métin, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale* ; Ribot, *président de la Commission*. Disjonction du dernier paragraphe. Adoption de l'article 4 modifié. Article 5 : MM. Hervey, le Président de la Commission. Adoption de l'article 5 (nouvelle rédaction). Article 6. Adoption. Article 7 : MM. le Ministre du Travail, le Rapporteur. Disjonction de l'article 7. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [24 décembre] (A. t. II, p. 268 ; J.O., p. 1615 et suiv.). Promulgation (J.O., 13 février 1914, p. 1358).

PETITES EXPLOITATIONS RURALES. — 1913. Proposition de loi sous forme d'amendement n° 1 à la proposition de loi de MM. Ribot,

Méline, Léon Bourgeois et Paul Strauss, relative aux avances des sociétés de crédit immobilier pour l'acquisition de la petite propriété.

|| 1914. M. Paul Strauss dépose le rapport [19 février] (A. t. I, p. 218; J.O., p. 183; I. n° 58).

PÉTITIONS

I. — COMPOSITION DES COMMISSIONS.

II. — RAPPORTS IMPRIMÉS PAR DÉCISION SPÉCIALE.

III. — PÉTITIONS INSÉRÉES AUX ANNALES (Sur lesquelles les résolutions sont devenues définitives aux termes de l'article 100 du Règlement).

I — COMPOSITION DES COMMISSIONS

Voir Commissions des pétitions.

II — RAPPORT IMPRIMÉ PAR DÉCISION SPÉCIALE

I — 1913. M. Cabart-Danneville dépose un rapport de la 6^e Commission des pétitions (novembre 1912), chargée d'examiner la pétition n° 201 de MM. Gautreau frères, demeurant à Paris [28 janvier] (A. t. I, p. 19; J.O., p. 13; I. n° 5).

2 — 1914. M. Perreau dépose, au nom de la Commission des pétitions, un rapport sur la pétition n° 7 de la Société d'enseignement positiviste à Paris (Erection au Panthéon d'un monument à Descartes) [10 février] (A. t. I, p. 159; J.O., p. 133; I. n° 46).

III — PÉTITIONS INSÉRÉES AUX ANNALES ET SUR LESQUELLES LES RÉSOLUTIONS SONT DEVENUES DÉFINITIVES AUX TERMES DE L'ARTICLE 100 DU RÈGLEMENT.

ANNÉE 1909

G — Gauron (M^{me} veuve), à Brehemont [M. R. Leygue, rapporteur] [19 novembre] (A. t. II de 1912, p. 76; J.O., p. 1376).

ANNÉE 1911

A — Avortement (Ligue contre l') [M. Le Roux, rapporteur] [24 janvier] (A. t. I, de 1912, p. 50; J.O., p. 43).

B — Barre (J.), à la Devinais [M. Philipot, rapporteur] [6 février] (A. t. I de 1913, p. 7; J.O., p. 49). — Bou Douna Bou Harka Azza Ben Maatala, à Oran [M. Calvet, rapporteur] [23 janvier] (A. t. I de 1912, p. 50; J.O., p. 43). — Ben Jamine Ould Abdelkader, à Oran [amiral de La Jaille, rapporteur] [15 février] (A. t. I de 1912, p. 382; J.O., p. 315).

C — Commune de Saint-Julien-de-Mailloc (Calvados) [M. Cachet, rapporteur] [23 janvier] (A. t. I de 1912, p. 50; J.O., p. 43). — Comité albanais Kombi, au Monténégro [M. Calvet, rapporteur] [23 janvier] (A. t. I de 1912, p. 50, J.O., p. 43). — Chambre de commerce d'Hanoï [M. Calvet, rapporteur] [23 janvier] (A. t. I de 1912, p. 50; J.O., p. 43). — Carmante, Louise de Bourbon (M^{lle}), d'Angers [M. Calvet, rapporteur] [23 janvier] (A. t. I de 1912, p. 50; J.O., p. 43). — Chapuis (Aug.), à Anteyrac [M. Calvet, rapporteur] [23 janvier] (A. t. I de 1912, p. 50; J.O., p. 43). — Comité du droit des gens, à Avignon [M. Servant, rapporteur] [15 février] (A. t. I de 1912, p. 382; J.O., p. 315). — Cousard (M^{me} Marie), à Orange [M. Fagot, rapporteur] [15 mars] (A. t. I de 1912, p. 795; J.O., p. 648).

D — Département de la Seine [M. Calvet, rapporteur] [23 janvier] (A. t. I de 1912, p. 50; J.O., p. 43). — Durudeau, à Levallois-Perret [amiral de La Jaille, rapporteur] [15 février] (A. t. I de 1912, p. 383; J.O., p. 315). — Département de la Seine [M. Calvet, rapporteur] [15 février] (A. t. II de 1912, p. 383; J.O., p. 315). — Daudet (Al.), aux Salettes (Lozère) [M. Fagot, rapporteur] [15 mars] (A. t. I de 1912, p. 795; J.O., p. 649).

E — Enjoy (M. d') à Paris [M. Delhon, rapporteur] [5 juin] (A. t. I de 1913, p. 1055; J. O., p. 867).

F — Fermes Écoles (Instituteurs des) [M. Strauss, rapporteur] [15 février] (A. t. I de 1912, p. 383; J.O., p. 315).

G — Guernier, à Rennes [M. Calvet, rapporteur] [23 janvier] (A. t. I de 1912, p. 50; J.O., p. 43). — Germond, à la Naze (Seine-et-Oise) [M. Servant, rapporteur] [15 février] (A. t. I de 1912, p. 382; J.O., p. 315).

H — Hébart, à Paris [M. Catalogne, rapporteur] [19 novembre] (A. t. II de 1911, p. 76; J.O., p. 1370).

J — Joudoux (R.), à Uzerches (Corrèze) [M. Fagot, rapporteur] [15 mars] (A. t. I de 1912, p. 795; J.O., p. 649).

L — Leclerc (D.), à Elbeuf (Seine-Inférieure) [M. Fagot, rapporteur] [15 mars] (A. t. I de 1912, p. 795; J.O., p. 649).

M — Martin, à Nîmes [M. Calvet, rapporteur] [23 janvier] (A. t. I de 1910, p. 50; J.O., p. 43). — Marins de la *Gloire* et de la *Liberté* (Veuves et mères de) [M. de Las Cases, rapporteur] [15 février] (A. t. I de 1912, p. 383; J.O., p. 315). — Morbihan (Familles de marins du) [M. Catalogne, rapporteur] [19 novembre] (A. t. II de 1912, p. 77; J.O., p. 1377).

P — Pigassau (M^{lle}), à Narbonne [M. Strauss, rapporteur] [15 février] (A. t. I de 1912, p. 383; J.O., p. 315).

R — Robardey, à Paris [M. Servant, rapporteur] [15 février] (A. t. I de 1912, p. 382; J.O., p. 315).

S — Sociétés de secours mutuels de la Seine-Inférieure [M. Servant, rapporteur] [15 février] (A. t. I de 1912, p. 382; J.O., p. 315). — Sociétés coopérative de Burbure (Pas-de-Calais), de Mont-St-Martin (Meurthe-et-Moselle), de Saint-André-le-Gaz (Isère) [M. Fagot, rapporteur] [15 mars] (A. t. I de 1912, p. 795; J.O., p. 648). — Syndicat des capitaines au long cours, à Marseille [M. Fagot, rapporteur] [15 mars] (A. t. I de 1912, p. 795; J.O., p. 648). — Syndicats des vins et spiritueux de Meurthe-et-Moselle à Nancy et de l'Isère à Grenoble [M. Catalogne, rapporteur] [19 novembre] (A. t. II, p. 76; J.O., p. 1376). — Syndicat des charcutiers de Sens [M. Catalogne, rapporteur] [19 novembre] (A. t. II de 1912, p. 77; J.O., p. 1377). — Société de secours mutuels de Saint-Elme, à Vincennes [M. Delhon, rapporteur] [5 juin] (A. t. I de 1913, p. 1055; J.O., p. 867).

T — Tifaux (M^{me}), à Paris [M. Catalogne, rapporteur] [19 novembre] (A. t. II de 1912, p. 77; J.O., p. 1377).

Z — Zikmunda (Frantiska), à Prybislau (Autriche) [Amiral de la Jaille, rapporteur] [15 février] (A. t. I de 1912, p. 383; J.O., p. 315).

ANNÉE 1912

A — Ahmed ben Mohamed des Beni Mansour [M. Hervey, rapporteur] [6 février] (J.O., p. 41). — Ardisson-Maille (M^{lle}), à Fains [M. Hervey, rapporteur] [6 février] (A. t. I, de 1913, p. 57; J.O., p. 41). — Audureau, à Chauche [M. Bérenger, rapporteur] [18 décembre] (A. t. II, p. 273; J.O., p. 1537).

B — Beaudeau, à Tours [M. Reynald, rapporteur] [23 mai] (A. t. I, p. 1074; J.O., p. 859). — Bolly (L.), à Paris [M. Riou, rapporteur] [20 juin] (A. t. I, p. 1251; J.O., p. 1010). — Bergez, à Mont-de-Marsan [M. Riou, rapporteur] [20 juin] (A. t. I, p. 1251; J.O., p. 1010). — Billot-Mornet, à Vaissant [M. Perreau, rapporteur] [9 juillet] (A. t. I, p. 1546; J.O., p. 1204). — Barriol (M^{me}), à Brioude [général Audren de Kerdrel, rapporteur] [9 juillet] (A. t. I, p. 1546; J.O., p. 1204). — Blanc, à Chartres [M. de Selves, rapporteur] [6 février] (A. t. I, de 1913, p. 57; J.O., p. 41). — Beni Mishel, près Tlemcen [M. Hervey, rapporteur] [13 février] (A. t. I, de 1913, p. 117; J.O., p. 98). — Bezombes, à Sauveterre-la-Lémance [M. Poirson, rapporteur] [6 mai] (A. t. I, de 1913, p. 493; J.O., p. 414).

C — Chabert, à Lyon [M. Reynald, rapporteur] [21 mai] (A. t. I, p. 1054; J.O., p. 843). — Camps (G.), à Auterive [général Audren de Kerdrel, rapporteur] [18 décembre] (A. t. II, p. 273; J.O., p. 1537). —

Charpentier (M^{me} D.), à Alençon [M. Bérenger, rapporteur] [18 décembre] (A. t. II, p. 273 ; J.O., p. 1537). — Corbonnois (E.), à Crespières [M. Bérenger, rapporteur] [18 décembre] (A. t. II, p. 273 ; J.O., p. 1537). — Cadet, à Paris [M. Hervey, rapporteur] [6 février] (A. t. I, de 1913, p. 58, J.O., p. 41). — Court (M^{me}), à Eyglisiers [général Audren de Kerdrel, rapporteur] [13 février] (A. t. I, de 1913, p. 117 ; J.O., p. 98).

D — Dufour Clarac, à Castelnau-Rivière-Basse [M. Loubet, rapporteur] [19 novembre] (A. t. II, p. 77 ; J.O., p. 1377). — Dubais-Luc fils, à Beaurevoir [M. Hervey, rapporteur] [6 février] (A. t. I, de 1913, p. 57 ; J.O., p. 41). — Doniani Salah ben Ahmed, à Munier (Algérie) [M. Jules Develle, rapporteur] [27 mars] (A. t. I, de 1913, p. 441 ; J.O., p. 367).

F — Fouretier, à Saint-Juire (Vendée) [M. Darbot, rapporteur] [20 juin] (A. t. I, p. 1252 ; J.O., p. 1011). — Fabre (L.), à Concoret (Lot) [M. Bérenger, rapporteur] [9 juillet] (A. t. I, p. 1546 ; J.O., p. 1204). — Fontaine (J.), à la Getture (Rhône) [M. Fiquet, rapporteur] [18 décembre] (A. t. II, p. 272 ; J.O., p. 1536). — Ferbu (veuve), à Angers [M. Martinet, rapporteur] [23 janvier] (A. t. I de 1913, p. 10 ; J.O., p. 9). — François (Marius), à Fresnes [M. Martinet, rapporteur] [23 janvier] (A. t. I de 1913, p. 11 ; J.O., p. 10). — Faure (Stanislas), à Paris [M. Hervey, rapporteur] [6 février] (A. t. I de 1913, p. 57 ; J.O., p. 41). — Froissard, à Voyennes [général Audren de Kerdrel, rapporteur] [13 février] (A. t. I de 1913, p. 117 ; J.O., p. 98).

G — Greffiers des justices de paix des départements de l'Ain, des Deux-Sèvres, de l'Isère, de l'arrondissement de Bourges (Cher), du département de la Haute-Vienne, de l'arrondissement de Blaye (Gironde), de l'arrondissement d'Orange (Vaucluse), des arrondissements de Saint-Malo et de Montfort (Ille-et-Vilaine), du département des Vosges, des arrondissements d'Issoudun et de la Châtre (Indrè), du département de la Haute-Loire, de l'arrondissement de Cherbourg (Manche), de l'arrondissement de Reims (Marne), de l'arrondissement de Sancerre (Cher), du département de l'Aude, de l'arrondissement de Dunkerque (Nord), des départements du Nord, de la Seine-Inférieure, de la Haute-Vienne, de l'Oise, de Maine-et-Loire, de la Côte-d'Or, de l'Aube, de la Loire-Inférieure, de la Drôme, de la Charente, d'Indre-et-Loire, de la Manche et de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais) [M. Reynald, rapporteur] [15 mars et 21 mai] (A. t. I, p. 796 et 1053 ; J.O., p. 649). — Gendarmes retraités de Maine-et-Loire [M. Reynald, rapporteur] [23 mai] (A. t. I, p. 1074 ; J.O., p. 860). — Guillot, à Paris [M. Reynald, rapporteur] [23 mai] (A. t. I, p. 1074 ; J.O., p. 860). — Greffiers des justices de paix des arrondissements de Villefranche (Aveyron), Grasse (Alpes-Maritimes), Bastia (Corse), Nantes et Paimbœuf (Loire-Inférieure), Laon, Vervins, et Château-Thierry

(Aisne), Chartres (Eure-et-Loir), Nevers et Cosne (Nièvre) [général Audren de Kerdrel, rapporteur] [20 juin] (A. t. I, p. 1251; J.O., p. 1010). — Geneix (M^{me}), à Neuilly-sur-Marne [comte de Tréveneuc, rapporteur] [20 juin] (A. t. I, p. 1252; J.O., p. 1010). — Greffiers de justice de paix de l'arrondissement de Nantes et du département de la Manche [M. Loubet, rapporteur] [19 novembre] (A. t. II, p. 77; J.O., p. 1377). — Giraud (L.), à Cavalaire [général Audren de Kerdrel, rapporteur] [18 décembre] (A. t. II, p. 273; J.O., p. 1537). — Ginestet, à Nîmes [M. Bérenger, rapporteur] [18 décembre] (A. t. II, p. 273; J.O., p. 1537). — Gendarmes de Grenoble [Général Audren de Kerdrel, rapporteur] [18 décembre] (A. t. II, p. 274; J.O., p. 1537). — Guitard, au Colombié [général Audren de Kerdren, rapporteur] [23 janvier] (A. t. I de 1913, p. 11; J.O., p. 10). — Gilquin (Veuve), à Pouilly-sur-Seine [M. Hervey, rapporteur] [6 février] (A. t. I de 1913, p. 57; J.O., p. 41).

H — Habitants de Mahé (Inde) [M. Reynald, rapporteur] [21 mai] (A. t. I, p. 1054; J.O., p. 843). — Habitants de Nouméa [Général Audren de Kerdrel, rapporteur] [20 juin] (A. t. I, p. 1251; J.O., p. 1010). — Habitants d'Alfortville [Comte de Goulaine, rapporteur] [20 juin] (A. t. I, p. 1252; J.O., p. 1010). — Hardouin (M^{me} veuve), à Neuilly-sur-Marne [Général Audren de Kerdrel, rapporteur] [23 décembre] (A. t. I, de 1913 p. 10; J.O., p. 9). — Hébrides (Colons des Nouvelles) [M. Hervey, rapporteur] [23 janvier] (A. t. I, de 1913 p. 11; J.O., p. 10).

I — Indigènes de Dellys [M. Bérenger, rapporteur] [6 février] (A. t. I, de 1913 p. 56; J.O., p. 41). — Indigènes de Médéah (Alger) [M. Reynald, rapporteur] [21 mars] (A. t. I, p. 1055; J.O., p. 844).

J — Jacquemier, à Paris [M. Develle, rapporteur] [23 janvier] (A. t. I, de 1913, p. 11; J.O., p. 10).

K — Kuenegel, à Paris [M. de Tréveneuc, rapporteur] [20 juin] (A. t. I, p. 1252; J.O., p. 1011).

L — Lemoine, à Tergnier [M. Loubet, rapporteur] [19 novembre] (A. t. II, p. 77; J.O., p. 1377). — Lechevin (E.), à Paris [M. Bérenger, rapporteur] [18 novembre] (A. t. II, p. 273; J.O., p. 1537). — Loisel, à Saint-Pierre-de-Plesguen [M. Bérenger, rapporteur] [18 décembre] (A. t. II, p. 273; J.O., p. 1537). — Leclerc, à Elbeuf [M. Poirson, rapporteur] [6 mai] (A. t. I de 1913, p. 493; J.O., p. 411).

M — Myre (César), hospice de Bicêtre [M. Reynald, rapporteur] [21 mai] (A. t. I, p. 1055; J.O., p. 844). — Mères de famille de Vignieu (Isère) [M. Reynald, rapporteur] [21 mai] (A. t. I, p. 1055; J.O., p. 844). — Marchetti, à Constantine [M. Castillard, rapporteur] [6 février] (A. t. I, de 1913, p. 58; J.O., p. 42). — Moriaux, au Creusot [Général Audren de Kerdrel, rapporteur] [13 février] (A. t. I de 1913, p. 118; J.O., p. 98).

N — Navarre Quentin (M^{me}), à Paris [M. Reynald, rapporteur] [21 mai] (A. t. I, p. 1055; J.O., p. 844). — Nodot, à Paris (M. Hervey, rapporteur) [13 février] (A. t. I de 1913, p. 118; J.O., p. 98).

P — Prevost (El.), à Bellignies (Nord) [M. Raynald, rapporteur] [23 mai] (A. t. I, p. 1074; J.O., p. 860). — Péraud, à Limoges [M. Darbot, rapporteur] [5 décembre] (A. t. II, p. 173; J.O., p. 1456). — Postel (R. de), à Beaugency [M. Bérenger, rapporteur] [18 décembre] (A. t. II, p. 273; J.O., p. 1537). — Protot (L.), à Carisey [M. Bérenger, rapporteur] [18 décembre] (A. t. II, p. 273; J.O., p. 1537). — Pas-de-Calais (Habitants du département du) [M. Castillard, rapporteur] [23 janvier] (A. t. I de 1913, p. 11; J.O., p. 10). — Peronnet, à Vichy [M. Hervey, rapporteur] [13 février] (A. t. I de 1913, p. 118; J.O., p. 98).

R — Roblin, à Bourges [M. Reynald, rapporteur] [21 mai] (A. t. I, p. 1054; J.O., p. 843). — Rosely Vitry, à la Réunion [Comte de Goulaine, rapporteur] [20 juin] (A. t. I, p. 1251; J.O., p. 1010). — Ricard, à Anglès (Var) [M. Darbot, rapporteur] [20 juin] (A. t. I, p. 1252; J.O., p. 1011). — Rendu (Simon), à Genève [M. Hervey, rapporteur] [13 février] (A. t. I de 1913, p. 118; J.O., p. 98).

S — Syndicat des limonadiers de l'Yonne [M. Reynald, rapporteur] [15 mars] (A. t. I, p. 796; J.O., p. 796; J.O., p. 649). — Syndicat des mécaniciens et fondeurs de Grenoble [M. Reynald, rapporteur] [21 mai] (A. t. I, p. 1055; J.O., p. 844). — Syndicat de Nalliers (Vendée) [M. Reynald, rapporteur] [23 mai] (A. t. I, p. 1074; J.O., p. 859). — Sculler, à la Guyane [M. Riou, rapporteur] [20 juin] (A. t. I, p. 1251; J.O., 1010). — Société d'études d'Alger [M. Riou, rapporteur] [20 juin] (A. t. I, p. 1251; J.O., p. 1010). — Société d'agriculture de l'Yonne [M. Darbot, rapporteur] [15 décembre] (A. t. II, p. 173; J.O., p. 1456). — Société de secours mutuels des Ardennes [Général Audren de Kerdel, rapporteur] [23 janvier] (A. t. I, de 1913, p. 11; J.O., p. 10). — Simou (E.), à Rochefort [M. Hervey, rapporteur] [6 février] (A. t. I de 1913, p. 57; J.O., p. 41).

T — Taison (E.), à Rosiers [M. d'Estournelles de Constant, rapporteur] [5 décembre] (A. t. II, p. 173; J.O., p. 1456).

V — Vitry (Général), à Saint-Pierre (Réunion) [Comte de Goulaine, rapporteur] [20 juin] (A. t. I, p. 1251; J.O., p. 1010). — Vaillant (Alph.), à Antilly [Général Audren de Kerdel, rapporteur] [23 janvier] (A. t. I, de 1913, p. 10; J.O., p. 9). — Vinciguerra (M.), à Toulon [M. Jules Develle, rapporteur] [27 mars] (A. t. I, de 1913, p. 441; J.O., p. 367).

ANNÉE 1913

A — Abrard (Eugène), détenu à Saint-Laurent du Maroni [M. Latappy, rapporteur] [6 mai] (A. t. I, p. 494; J.O., p. 412). — Adam, perruquier, à

Marcilly-le-Hayer (Aube) [M. Basire, rapporteur] [24 mars] (A. t. I. de 1914, p. 585; J.O., p. 492).

B — Briois, à Sergines [M. Lebert, rapporteur] [6 mai] (A. t. I, p. 494; J.O., p. 411). — Besnard, ancien constructeur mécanicien à Nantes [M. Martell, rapporteur] [6 mai] (A. t. I, p. 494; J.O., p. 412). — Ben Mansour Aïcha ben Abdër Rahmane (M^{me}), à Constantine [5 février] [M. Peschaud, rapporteur] (A. t. I de 1914, p. 124; J.O., p. 108). — Bit (Marius), détenu à Saint-Laurent-du-Maroni (Guyane française) [M. Poirrier, rapporteur] [12 février] (A. t. I de 1914, p. 178; J.O., p. 149). — Bonnal, à Montauban [M. Lozé, rapporteur] [12 février] (A. t. I de 1914, p. 178; J.O., p. 149). — Bourdareau, à Entreoches (Charente) [M. Peschaud, rapporteur] [5 février] (A. t. I de 1914, p. 125; J.O., p. 108). — Besnard, à Nantes [M. Empereur, rapporteur] [24 mars] (A. t. I de 1914, p. 585; J.O., p. 492). — Bernard (M^{me} veuve), à Paris [M. Thounens, rapporteur] [5 mars] (A. t. I de 1914, p. 374; J.O., p. 314).

C — Coupris, tailleur à Paris [M. G. Lhopiteau, rapporteur] [5 février] (A. t. I de 1914, p. 125; J.O., p. 106). — Comité de défense des soldats, à Paris [M. Le Breton, rapporteur] [5 mars] (A. t. I de 1914, p. 374; J.O., p. 314). — Commis algériens des postes et télégraphes, à Biskra [M. Villiers, rapporteur] [4 juillet] (A. t. I, p. 1287; J.O., p. 1061).

D — Defontaine, à Chauché (Vendée) [M. Vermorel, rapporteur] [5 juin] (A. t. I, p. 1055; J.O., p. 868).

E — Estérier (M^{me} veuve), à Angoulême [M. Arthur Latappy, rapporteur] [18 novembre] (A. t. I, p. 49; J.O., p. 1432). — Employés et ouvriers des chemins de fer de l'Yonne [M. Le Breton, rapporteur] [5 mars] (A. t. I de 1914, p. 374; J.O., p. 314).

F — Favier, à la Fouillouse (Loire) [M. Le Breton, rapporteur] [15 janvier] (A. t. I, de 1914, p. 5; J.O., p. 6). — François, à Paris [M. Delhon, rapporteur] [5 juin] (A. t. I, p. 1055; J.O., p. 868). — Fouretier, à Nantes [M. Defumade, rapporteur] [12 février] (A. t. I de 1914, p. 177; J.O., p. 148).

G — Greffiers des justices de paix et des tribunaux de simple police des départements de Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, de l'Ain, de l'Eure, de la Somme, de Maine-et-Loire, de la Haute-Loire, de la Charente-Inférieure, de la Meuse, d'Eure-et-Loir, du Lot, de l'Aube et de l'Isère [M. Régismanset, rapporteur] [4 juillet] (A. t. I, p. 1286; J.O., p. 1061). — Girault, à Paris [M. Defumade, rapporteur] [12 février] (A. t. I de 1914, p. 178; J.O., p. 149). — Gardes-consigne du port de Lorient [M. Halgan, rapporteur] [12 février] (A. t. I de 1914, p. 178; J.O., p. 149). — Greffiers des justices de paix et des tribunaux de simple police des départements de la Drôme, de la Vendée et de l'Yonne [M. Thounens, rapporteur] [5 mars] (A. t. I de 1914, p. 373; J.O., p. 314). — Greffiers des

justices de paix et des tribunaux de simple police de l'arrondissement de Castellane (Basses-Alpes) [M. Le Breton, rapporteur] [5 mars] (A. t. I de 1914, p. 374; J.O., p. 314).

H — Habitants de Soulaines (Aube) [M. Arthur Latappy, rapporteur] [18 novembre] (A. t. II, p. 49; J.O., p. 1432). — Huissiers de Pont-Audemer (Eure) [M. Arthur Latappy, rapporteur] [18 novembre] (A. t. II, p. 50; J.O., p. 1432). — Habitants de la commune de Subligny (Yonne) [M. G. Lhopiteau, rapporteur] [5 février] (A. t. I de 1914, p. 125; J.O., p. 106). — Hyvernât, à Epinac-les-Mines (Saône-et-Loire) [M. Le Breton, rapporteur] [5 février] (A. t. I de 1914, p. 125; J.O., p. 106). — Héray, lieutenant démissionnaire, à Pont-Saint-Esprit (Gard) [M. Le Breton, rapporteur] [12 février] (A. t. I de 1914, p. 179; J.O., p. 150). — Herre (Jean), à Banyuls-sur-Mer (Pyrénées-Orientales) [M. Thounens, rapporteur] [5 mars] [A. t. I de 1914, p. 373; J.O., p. 314].

J — Jasienski, capitaine en retraite, à Lorient [M. Poirrier, rapporteur] [12 février] (A. t. I, de 1914, p. 178; J.O., p. 149).

K — Karboni el Haoussine ben Salem, à Constantine [M. Arthur Latappy, rapporteur] [4 novembre] (A. t. II, p. 50; J.O., p. 1433).

L — Luksch, éditeur à Bruxelles [M. Daudé, rapporteur] [6 mai] (A. t. I, p. 494; J.O., p. 411). — Larbany Larbi ben Mustapha, à Hussein-Bey (Alger) [M. Latappy, rapporteur] [6 mai] (A. t. I, p. 494; J.O., p. 411). — Legros Cénéry, à Laleu (Orne) [M. Vallé, rapporteur] [18 novembre] (A. t. II, p. 49; J.O., p. 1432). — Lavaud, caporal, à Casablanca (Maroc) [M. Le Breton, rapporteur] [12 février] (A. t. I, de 1914, p. 178; J.O., p. 150). — Lounis Ahmed ben Lounis, à ChercHELL (Algérie) [M. Le Breton, rapporteur] [5 mars] (A. t. I, de 1914, p. 374; J.O., p. 314). — Lescheneault, née Gaulin (veuve), à Lyon [M. Empereur, rapporteur] [24 mars] (A. t. I, de 1914, p. 586; J.O., p. 492).

M — Mazuc, à l'asile d'aliénés de Montpellier (Hérault) [M. Guillemaut, rapporteur] [4 juillet] (A. t. I, p. 1287; J.O., p. 1061).

P — Philippe (Georges), à Orléansville (Algérie) [M. Le Breton, rapporteur] [15 janvier] (A. t. I, de 1914, p. 5; J.O., p. 6). — Pech, tailleur, à Bordeaux [M. Le Breton, rapporteur] [5 mars] (A. t. I, de 1914, p. 374; J.O., p. 314).

Q — Querrec (François), à Ploumilliau (Côtes-du-Nord) [M. Lozé, rapporteur] [12 février] (A. t. I, de 1914, p. 178; J.O., p. 149).

R — Rameau (M^{me}), née Lamoureux, à Château-du-Loir [M. Daniel, rapporteur] [18 novembre] (A. t. II, p. 50; J.O., p. 1433). — Ravenet, à Bourbon-l'Archambault [M. Poirrier, rapporteur] [12 février] (A. t. I, de 1914, p. 177; J.O., p. 149). — Ricard, à Anglès (Tarn) [M. Le Breton, rapporteur] [12 février] (A. t. I, de 1914, p. 178; J.O., p. 150).

S — Sibillot (Charles), à Paris [M. Rey, rapporteur] [18 novembre] (A. t. II, p. 50 ; J.O., p. 1433). — Sénemaud, à Juan-les-Pins [M. Le Breton, rapporteur] [15 janvier] (A. t. I de 1914, p. 5 ; J.O., p. 6). — Saïdi Salem ben Saïd Aoun, à Houïra (Algérie) [M. Thounens, rapporteur] [3 mars] (A. t. I de 1914, p. 373 ; J.O., p. 314).

T — Thiolat-Hervet, instituteur à Orval (Cher) [M. Rey, rapporteur] [18 novembre] (A. t. II, p. 50 ; J.O., p. 1433). — Thebyne, conseiller municipal, à Mana (Guyane française) [M. Basire, rapporteur] [5 février] (A. t. I de 1914, p. 125 ; J.O., p. 108). — Talhi Mohamed ben Ali, à Jemmapes (Algérie) [M. Le Breton, rapporteur] [5 mars] (A. t. I de 1914, p. 374 ; J.O., p. 314).

V — Vermiglio (M^{lle}) et Vernis, à Sens [M. Delhon, rapporteur] [5 juin] (A. t. I, p. 1055 ; J.O., p. 867). — Vatin (Jules), à Serqueux (Haute-Marne) [M. Halgan, rapporteur] [12 février] (A. t. I de 1914, p. 178 ; J.O., p. 149).

ANNÉE 1914

A — Association des actionnaires et obligataires des Chemins de fer français à Paris [M. Perreau, rapporteur] [24 mars] (A. t. I, p. 587 ; J.O., p. 493).

B — Bernard (M^{me}) à Gentilly (Seine) [M. Ranson, rapporteur] [22 décembre] (A. t. I, p. 1566 ; J.O., p. 1319). — Bureau, notaire, à Condé-sur-l'Escaut (Nord) [M. Martell, rapporteur] [22 décembre] (A. t. I, p. 1566 ; J.O., p. 1319).

C — Cathelin (M^{me}), à Tours [M. Perreau, rapporteur] [24 mars] (A. t. I, p. 587 ; J.O., p. 493). — Chambre (la) de commerce de La Roche-sur-Yon [M. d'Estournelles de Constant, rapporteur] [2 juin] (A. t. I, p. 813 ; J.O., p. 693). — Charolais (Pierre), à l'asile Saint-Georges, à Bourg [M. Aubry, rapporteur] [1^{er} juillet] (A. t. I, p. 1137 ; J.O., p. 966).

E — Employés (les) de la Trésorerie et des recettes des finances du département de la Vendée [M. d'Estournelles de Constant, rapporteur] [2 juin] (A. t. I, p. 813 ; J.O., p. 693). — Employés de la trésorerie de la Seine-Inférieure [M. Aubry, rapporteur] [1^{er} juillet] (A. t. I, p. 1137 ; J.O., p. 966).

F — François (Eugène), à Paris [M. d'Estournelles de Constant, rapporteur] [2 juin] (A. t. I, p. 813 ; J.O., p. 693).

G — Guedj Mardochée, à Saint-Arnaud (Algérie) [M. Chapuis, rapporteur] [2 juin] (A. t. I, p. 813 ; J.O., p. 693). — Guessoum Mohamed ben Ahmed à Guelma (Algérie) [M. Chapuis, rapporteur] [2 juin] (A. t. I, p. 813 ; J.O., p. 693).

H — Habitants du Pin (Indre) [M. Defumade, rapporteur] [2 juin] (A. t. I, p. 812; J.O., p. 693).

K — Kaddour Mohamed ben Ahmed, à Constantine (Algérie). [M. Chapuis, rapporteur] [2 juin] (A. t. I, p. 813; J.O., p. 693).

L — Luksch, éditeur à Bruxelles [M. Martell, rapporteur] [22 décembre] (A. t. I, p. 1566; J.O., p. 1319).

O — Orgeas (docteur), à Bruxelles [M. Martell, rapporteur] [22 décembre] (A. t. I, p. 1566; J.O., p. 1319).

P — Perrin (Jules), à l'asile d'aliénés de Maréville (Meurthe-et-Moselle) [M. Viger, rapporteur] [2 juin] (A. t. I, p. 813; J.O., p. 693).

S — Sajous (Ignace), à Saint-Martin-de-Montastruc (Haute-Garonne) [M. Ferdinand-Dreyfus, rapporteur] [1^{er} juillet] (A. t. I, p. 1136; J.O., p. 965). — Sultana Lévy, épouse de M. Amar Atlan, à Saint-Arnaud (Algérie) [M. Aubry, rapporteur] [1^{er} juillet] (A. t. I, p. 1136; J.O., p. 965).

T — Thonnard du Temple, à Jarnac (Charente) [M. Ferdinand-Dreyfus, rapporteur] [1^{er} juillet] (A. t. I, p. 1136; J.O., p. 965).

PICARD (M^{lle} Sophie). — Voir Récompense nationale.

PIERREFITTE (Seine). — Voir Communes et cantons, 16.

PLAN DE LA ROME ANTIQUE (Transformation en bronze du). — Voir Crédits extraordinaires, § VII, 3.

PLATEAU DE CHANTRAINE, A ÉPINAL (Classement d'ouvrages du). — Voir Armée, § V, 5.

PLÉRIN (Côtes-du-Nord). — Voir Octrois, 140.

PLOBANNALEC (Finistère). — Voir Octrois, 141 et 142.

PLCEMEUR (Morbihan). — Voir Octrois, 143.

PLONÉOUR-LANVERN (Finistère). — Voir Octrois, 144.

PLOUGASTEL-DAOULAS (Finistère). — Voir Octrois, 145.

PLOUHINEC (Finistère). — Voir Emprunts et impositions extraordinaires, 13.

PLOUNEVENTER (Finistère). — Voir Octrois, 146.

PLOZÉVET (Finistère). — Voir Octrois, 147.

POISSONS DE MER (Suppression des taxes d'octroi sur les). — 1914. Proposition de loi tendant à supprimer les taxes d'octroi de

la ville de Paris pour certaines catégories de poissons de mer, déposée à la Chambre le 1^{er} avril; rapport de M. Paul Aubriot, le 3 avril; adoptée le 3 avril; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission de la marine [3 avril] (A. t. I, p. 805; J.O., p. 684; I. n° 282).

POISSONS DE MER. — Voir Pêches marchandes.

POLICE D'ÉTAT DANS LES COMMUNES DE TOULON ET DE LA SEYNE. — 1914. Projet de loi tendant à instituer la police d'Etat dans les communes de Toulon et de la Seyne, déposé à la Chambre le 8 juillet 1913; rapport de M. Félix Chautemps, le 25 mars 1914; adopté le 30 mars; déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances. Renvoi à la Commission des finances [3 avril] (A. t. I, p. 362; J.O., p. 645; I. n° 269). M. Bérard dépose le rapport [2 juillet] (A. t. I, p. 1440; J.O., p. 968; I. n° 349). Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [2 juillet] (A. t. I, p. 1163; J.O., p. 968). Adoption [3 juillet, 2^e séance] (A. t. I, p. 1181; J.O., p. 1001).

PONT-A-MOUSSON (Meurthe-et-Moselle). — Voir Octrois, 148.

PONT-CHRÉTIEN-CHABENET (Indre). — Voir Communes et cantons, 17.

PONT-CROIX (Finistère). — Voir Octrois, 149.

PONT-DE-FILLINGES A HABÈRE-POCHE. — Voir Chemins de fer, § III, 15, année 1914.

PONT-L'ÉVÊQUE (Calvados). — Voir Octrois, 150.

PONTOISE (Seine-et-Oise). — Voir Octrois, 151.

PORT-LAUNAY (Finistère). — Voir Octrois, 152.

PORTS ET VOIES NAVIGABLES. — 1914. Proposition de loi de M. Audiffred, déposée le 2 avril 1909 (Voir Table 1909-1911). M. Audiffred dépose le rapport [10 juillet] (A. t. I, p. 1364; J.O., p. 1150; I. n° 388).

PORTS MARITIMES.

| — 1914. Projet de loi ayant pour objet la création d'un avant-port et d'un arrière-port à Bougie et la concession à la Chambre de commerce de cette ville d'une partie des terre-pleins dudit port, déposé à

la Chambre le 9 juillet; rapport de M. Lacave La Plagne, le 11 juillet; adopté le 12 juillet; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, de l'Intérieur et des Finances. Renvoyé à la Commission de l'outillage national [13 juillet] (A. t. I, p. 1415; J.O., p. 1190; I. n° 411). M. Audiffred dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [13 juillet] (A. t. I, p. 1418; J.O., p. 1193; I. n° 415). Discussion générale: MM. Dominique Delahaye et Audiffred, *rapporteur*. Articles 1 à 3. Adoption. Article 4. Amendement de M. Dominique Delahaye: MM. Dominique Delahaye, le Rapporteur. Adoption. Articles 5 à 8. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [15 juillet] (A. t. I, p. 1520 à 1522; J.O., p. 1278). Promulgation (J.O., 19 août, p. 7493).

2 — 1913. Projet de loi relatif à la construction d'un quai à grande profondeur au port de commerce de BRËST, déposé à la Chambre le 7 novembre 1911; rapport de M. Lucien Dior, le 6 juillet 1912; adopté le 19 décembre; déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur, du Commerce et de l'Industrie, des Finances et des Travaux publics [28 janvier] (A. t. I, p. 17; J.O., p. 13; I. n° 4). M. Audiffred dépose le rapport [20 février] (A. t. I, p. 146; J.O., p. 123; I. n° 28). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [28 février] (A. t. I, p. 179; J.O., p. 148). Promulgation (J.O., 9 mars, p. 2157).

3 — 1914. Projet de loi ayant pour objet l'amélioration et l'extension du port de LA ROCHELLE-PALLICE, déposé à la Chambre le 10 mars 1913; rapport de M. Tournaïde, le 11 juin; adopté le 26 mars 1914; déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur, des Travaux publics, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et des Finances. Renvoi à la Commission de l'outillage national [30 mars] (A. t. I, p. 647; J.O., p. 545; I. n° 204). M. Genet dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 650; J.O., p. 547; I. n° 211). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [3 avril] (A. t. I, p. 763; J.O., p. 648). Promulgation (J.O., 3 mai, p. 3998).

4 — 1913. Projet de loi ayant pour objet l'amélioration et l'extension du port de NANTES, déposé à la Chambre le 12 mars 1912; rapport et rapport supplémentaire de M. Sibille, les 26 mars et 24 juin et avis de la Commission du budget par M. Péchadre, le 27 juin; adopté le 6 mai 1913; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [19 mai] (A. t. I, p. 594; J.O., p. 493; I. n° 171). M. le comte de Pontbriand dépose le rapport [17 juin] (A. t. I, p. 1092; J.O., p. 900; I. n° 218). Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Merlet,

le comte de Pontbriand, Thierry, *Ministre des Travaux publics*. Adoption [26 juin] (A. t. I, p. 1174; J.O., p. 970). Promulgation (J.O., 9 juillet, p. 6023).

5 — 1913. Projet de loi ayant pour objet l'amélioration et l'extension du port de ROUEN et de ses accès, déposé à la Chambre le 10 mars; rapport de M. Bignon, le 4 juin; adopté le 25 juin; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes, de l'Intérieur et des Finances [10 juillet] (A. t. I, p. 1333; J.O., p. 1097; I. n° 299). M. Audiffred dépose le rapport [31 juillet] (A. t. I, p. 1533; J.O., p. 1261; I. n° 374). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [6 août] (A. t. I, p. 1620; J.O., p. 1330). Promulgation (J.O., 30 août, p. 7829).

6 — 1914. Projet de loi ayant pour objet la création au VERDON d'un avant-port en eau profonde, annexe du port de Bordeaux, déposé à la Chambre le 13 mars; rapport de M. Charles Chaumet, le 24 mars; adopté le 25 mars; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, de l'Intérieur et des Finances. Renvoi à la Commission de l'outillage national [30 mars] (A. t. I, p. 647; J.O., p. 545; I. n° 205). M. Monis dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 671; J.O., p. 564; I. n° 219). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [3 avril] (A. t. I, p. 763; J.O., p. 646). Promulgation (J.O., 3 mai, p. 4001).

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

I. — SERVICES MARITIMES POSTAUX

II. — CONVENTIONS POSTALES INTERNATIONALES

III. — QUESTIONS DIVERSES

I — SERVICES MARITIMES POSTAUX

1 — 1912. Projet de loi concernant l'exploitation provisoire du service maritime postal entre le Havre et New-York, déposé à la Chambre le 29 novembre; rapport de M. Simyan, le 19 décembre; adopté le 20 décembre; déposé par MM. les Ministres des Postes, des Télégraphes et des Finances [21 décembre] (A. t. II, p. 304; J.O., p. 1564; I. n° 422). M. Dupont dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion. Adoption [21 décembre] (A. t. II, p. 312; J.O., p. 1571; I. n° 429). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 10802).

2 — 1913. Projet de loi concernant l'ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, sur l'exercice 1912, d'un crédit supplémentaire imputable au chapitre 47 de la 2^e section (Postes et Télégraphes) : subvention au service maritime du Brésil et de la Plata, déposé à la Chambre le 8 novembre 1912; rapports de M. H. Chéron, les 29 novembre, 19 décembre et 24 février 1913; adopté le 27 mars; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes et des Finances. M. Aimond dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate [28 mars] (A. t. I, p. 452; J.O., p. 369; I. n^o 121 et 126). Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 475; J.O., p. 396). Promulgation (J.O., 30 mars, p. 2830).

3 — 1913. Projet de loi concernant l'exploitation provisoire du service maritime postal entre le Havre et New-York, déposé à la Chambre le 25 mars; rapport de M. Simyan, le 25 mars; adopté le 27 mars; déposé par M. le Ministre des Finances [27 mars] (A. t. I, p. 378; J.O., p. 412; I. n^o 100). M. Aimond dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée [28 mars] (A. t. I, p. 452; J.O., p. 377; I. n^o 125). Discussion. Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 475; J.O., p. 396). Promulgation (J.O., 1^{er} avril, p. 2886).

II — CONVENTIONS

1 — 1912. Projet de loi portant approbation de la convention conclue à Paris, le 15 septembre 1911, entre la France, les Pays-Bas et la Belgique, pour régler le service de la correspondance téléphonique entre la France et les Pays-Bas par la Belgique, déposé à la Chambre le 4 mars; rapport de M. Joseph Denais, le 25 mars; adopté le 28 mars; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères, des Postes et des Télégraphes et des Finances [5 décembre] (A. t. II, p. 168; J.O., p. 1451; I. n^o 372). M. Dupont dépose et lit le rapport (I. n^o 428). Déclaration de l'urgence. Discussion. Adoption [21 décembre] (A. t. II, p. 311; J.O., p. 1570). Promulgation (J.O., 5 janvier 1913, p. 162).

2 — 1913. Projet de loi portant approbation d'un avenant à la convention télégraphique conclue les 24 octobre 1909, 22 janvier 1910 entre la France et la Russie pour régler les relations télégraphiques entre les deux pays, déposé à la Chambre le 5 novembre 1912; rapport de M. Lacour, le 6 février 1913; adopté le 23 mai; déposé par MM. les Ministres du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Finances [17 juin] (A. t. I, p. 1107; J.O., p. 911; I. n^o 220). M. Dupont dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 1290; J.O., p. 1064; I. n^o 235). Déclaration de l'ur-

gence. Discussion. Adoption [18 juillet] (A. t. I, p. 1360; J.O., p. 1121). Promulgation (J.O., 4 octobre, p. 8797).

3 — 1913. Projet de loi portant approbation de l'arrangement conclu à Paris, le 5 février 1912, entre la France et la Grande-Bretagne pour régler le service de la correspondance téléphonique entre les deux pays, déposé à la Chambre le 3 juillet 1912; rapport de M. Lacour le 6 février 1913; adopté le 23 mai; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères, du Commerce et des Postes, et des Finances [24 juin] (A. t. I, p. 1158; J.O., p. 955; I. n° 232). M. Dupont dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 1290; J.O., p. 1064; I. n° 286). Déclaration de l'urgence. Adoption [18 juillet] (A. t. I, p. 1360; J.O., p. 1125). Promulgation (J.O., 19 août, p. 7510).

4 — 1913. Projet de loi portant approbation de la convention conclue entre l'Etat et la Compagnie générale transatlantique pour l'exploitation du service maritime postal entre le Havre et New-York, déposé à la Chambre le 29 novembre 1912; rapport de M. Simyan, le 14 mars 1913. Avis de la Commission du budget par M. Dalimier, le 16 juillet; adopté le 25 juillet; déposé par MM. les Ministres du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes, de la Marine et des Finances [28 juillet] (A. t. I, p. 1410; J.O., p. 1164; I. n° 346). M. Dupont dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Demande de discussion immédiate. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la séance du mercredi 30 juillet [28 juillet] (A. t. I, p. 1411; J.O., p. 1165; I. n° 351). Discussion. Décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Henry Bérenger, Louis Pichon, Dupont, rapporteur; de Monzie, Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine marchande. Demande de renvoi à la Commission. Rejet. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [30 juillet] (A. t. I, p. 1500; J.O., p. 1235). Promulgation (J.O., 31 juillet, p. 6871).

5 — 1913. Projet de loi portant approbation de la convention conclue à Paris le 7 avril 1912 entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg pour régler le service de la correspondance téléphonique entre les deux pays, déposé à la Chambre le 24 juin 1912; rapport de M. Pourquery de Boisserin le 27 juin 1913; adopté le 2 juillet; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes et des Finances [22 juillet] (A. t. I, p. 1370; J.O., p. 1129; I. n° 315). Renvoyé à la Commission des finances. M. Dupont dépose le rapport [28 juillet] (A. t. I, p. 1411; J.O., p. 1184; I. n° 356). Déclaration de l'urgence. Adoption [6 août] (A. t. I, p. 1619; J.O., p. 1329). Promulgation (J.O., 6 septembre, p. 7973).

6 — 1913. Projet de loi portant approbation de la convention radiotélégraphique internationale et de ses annexes, arrêtées par la conférence internationale de Londres, le 5 juillet 1912, déposé à la Chambre le 4 juin; rapport de M. Bouctot, le 23 juin et avis de la Commission du budget par M. Dalimier, le 16 juillet; adopté le 24 juillet; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes, des Colonies et des Finances [11 novembre] (A. t. II, p. 8; J.O., p. 1398; I. n° 406). M. Dupont dépose le rapport [16 décembre] (A. t. II, p. 164; J.O., p. 1527; I. n° 456). Déclaration de l'urgence. Adoption [29 décembre] (A. t. II, p. 361; J.O., p. 1691). Promulgation (J.O. 20 janvier 1914, p. 538).

7 — 1914. Projet de loi relatif à l'approbation de la convention conclue entre la caisse nationale d'épargne et la ville de Paris pour l'acquisition d'un terrain sur lequel sera édifié le bureau central de poste et de télégraphe du 9^e arrondissement et pour la location à la ville de Paris d'une partie de l'immeuble à construire, déposé à la Chambre le 31 mars; rapport de M. Dalimier, le 2 avril; adopté le 3 avril; déposé par MM. les Ministres du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et des Finances; renvoi à la Commission des finances [20 juin] (A. t. I, p. 925; J.O., p. 789; I. n° 298). M. Dupont dépose le rapport [24 juin] (A. t. I, p. 1006; J.O., p. 857; I. n° 307). Déclaration de l'urgence. Adoption [9 juillet] (A. t. I, p. 1336; J.O., p. 1128). Promulgation (J.O., 6 août, p. 7128).

III — QUESTIONS DIVERSES

1 — 1912. Projet de loi relatif à l'établissement d'un câble télégraphique sous-marin entre Marseille et Alger et d'une ligne télégraphique aérienne entre Paris et Marseille, déposé à la Chambre le 4^{er} février; rapport de M. Fougère, le 4 juillet. Avis de la Commission du budget par M. Dalimier, le 10 juillet; adopté le 11 juillet; déposé par MM. les Ministres des Postes et Télégraphes et des Finances [11 juillet] (A. t. I, p. 1563; J.O., p. 1260; I. n° 312). M. Dupont dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1611; J.O., p. 1308; I. n° 329). Promulgation (J.O., 6 août, p. 7050).

2 — 1913. Projet de loi concernant la fixation de certaines taxes télégraphiques internationales, déposé à la Chambre le 5 novembre 1912; rapport de M. Dalimier, le 19 mai 1913; adopté le 27 mai; déposé par MM. les Ministres du Commerce et des Postes et des Finances [12 juin] (A. t. I, p. 1079; J.O., p. 889; I. n° 210). M. Dupont dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 1290; J.O., p. 1064; I. n° 287). Déclaration de

l'urgence. Adoption [18 juillet] (A. t. I, p. 1359; J.O., p. 1120). Promulgation (J.O., 5 août, p. 7054).

3 — 1914. Projet de loi relatif à la construction d'un immeuble à Paris, rues Bergère et du Conservatoire, pour l'installation du bureau de poste et de télégraphe n° 48, déposé à la Chambre le 8 août 1913; rapport de M. Dalimier, le 16 février 1914; adopté le 2 avril; déposé par MM. les Ministres du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes et des Finances. Renvoi à la Commission des finances [20 juin] (A. t. I, p. 925; J.O., p. 789; I. n° 299). M. Dupont dépose le rapport [26 juin] (A. t. I, p. 1052; J.O., p. 895; I. n° 324). Déclaration de l'urgence. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1395; J.O., p. 1174). Promulgation (J.O., 6 août, p. 7128).

POURVOIS EN MATIÈRE ÉLECTORALE. — Voir Elections, § IV.

POUVOIRS JUDICIAIRES. — Voir Commission d'enquête.

POUX (Commune de Gannat) (Creuse). — Voir Emprunts et impositions, 16.

PRÉFECTURES ET SOUS-PRÉFECTURES (Classement des). —

1914. Proposition de loi de M. Jeanneney relative au classement des préfectures et des sous-préfectures (amendement n° 19 du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914). (Voir amendement 19 au projet de budget de l'exercice 1914.) M. Alexandre Bérard dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [2 juillet] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 968; I. n° 347). Adoption [3 juillet, 2^e séance] (A. t. I, p. 1181; J.O., p. 1001).

PRÉSIDENT DE COUR D'ASSISES. — **1913.** Proposition de loi déposée par M. Lhopiteau tendant à modifier les pouvoirs du président de Cour d'assises [25 février] (A. t. I, p. 150; J.O., p. 126; I. n° 35).

PRESSE. — **1914.** Projet de loi tendant à réprimer les indiscretions de la presse en temps de guerre, déposé à la Chambre le 4 août; discussion immédiate; adopté le 4 août; déposé par M. le Ministre de la Guerre. M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [4 août] (A. t. I, p. 1549, 1550; J.O., p. 1304; I. n° 447 et 448). Promulgation (J.O., 6 août, p. 7131).

PRESTATIONS (Suppression des). — 1914. Proposition de loi tendant à la suppression des prestations. (Voir l'amendement n° 111, au projet de budget de l'exercice 1914.) Rapport de M. Ceccaldi, le 26 mars 1912; adoptée le 6 février 1914; transmise par M. le Président de la Chambre. Sur le nombre des membres de la Commission chargée de l'examen : M. Séblin. Renvoi aux bureaux et nomination d'une Commission de dix-huit membres [10 février] (A. t. I, p. 158; J.O., p. 133; I. n° 45). Commission : 1^{er} bureau, MM. Lemarié, Ordinaire; 2^e bureau, MM. Potié, Courrégelongue; 3^e bureau, MM. Pierre Baudin, Ranson; 4^e bureau, MM. Séblin, Henry Boucher; 5^e bureau, MM. Jean Morel, Perreau; 6^e bureau, MM. Belhomme, Basire; 7^e bureau, MM. Jeanneney, Lucien Cornet; 8^e bureau, MM. Dellestable, Limon; 9^e bureau, MM. Fortier, de Langenhagen [13 février] (J.O., p. 1428; F. 16). Président, M. Fortier; Secrétaire, M. Lucien Cornet [17 février] (J.O., p. 1539; F. 17).

PRIVAS (Ardèche). — Voir Emprunts et Impositions, 14.

PRIVILÈGE AGRICOLE. — 1912. Proposition de loi tendant à instituer un privilège agricole, déposée par M. Chastenet et plusieurs de ses collègues [30 mai] (A. t. I, p. 1098; J.O., p. 881; I. n° 179). M. Chastenet dépose le rapport sommaire [28 juin] (A. t. I, p. 1376; J.O., p. 1112; I. n° 239). Prise en considération [11 juillet] (A. t. I, p. 1550; J.O., p. 1249). Commission : 1^{er} bureau, M. Mascle; 2^e bureau, M. Besnard; 3^e bureau, M. Guillaume Poulle; 4^e bureau, M. le comte de Pontbriand; 5^e bureau, M. Darbot; 6^e bureau, M. Cachet; 7^e bureau, M. Chastenet; 8^e bureau, M. Jean Morel; 9^e bureau, M. Dujardin-Beaumetz (J.O., p. 9621; F. 81). Président, M. Dujardin-Beaumetz; Secrétaire, M. G. Poulle; Rapporteur, M. Chastenet (J.O., p. 9704; F. 82). || 1914. M. Cauvin est nommé Président, en remplacement de M. Dujardin-Beaumetz [29 juin] (J.O., p. 5708; F. 54).

PRIVILÈGE EN MATIÈRE D'ASSURANCE. — 1912. Proposition de loi relative à la création d'un privilège au profit de la victime d'un accident sur l'indemnité d'assurance due à l'auteur de l'accident, assuré pour couvrir sa responsabilité, déposée à la Chambre le 4 mars; rapport de M. Marquet, le 25 juin; adoptée le 25 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre [11 juillet] (A. t. I, p. 1550; J.O., p. 1249; I. n° 302). Commission : 1^{er} bureau, M. Limouzain-Laplanche; 2^e bureau, M. Besnard; 3^e bureau, M. Lemarié; 4^e bureau, M. Lebert; 5^e bureau, M. de Las [Cases]; 6^e bureau, M. Vieu; 7^e bureau, M. de Langenhagen; 8^e bureau, M. Etienne Flandin; 9^e bureau, M. Colin (J.O., p. 9461; F. 78). Président, M. Limouzain-Laplanche;

Secrétaire et Rapporteur, M. de Langenhagen (J.O., p. 9485; F. 79). ||
1913. M. de Langenhagen dépose le rapport [30 janvier] (A. t. I, p. 27; J.O., p. 21; I. n° 6). Discussion générale: M. de Langenhagen, rapporteur; Article unique. Amendement de M. Théodore Girard: MM. Théodore Girard, Limouzain-Laplanche, *président de la Commission*. Adoption de l'amendement substitué à l'article unique de la proposition de loi [20 février] (A. t. I, p. 144; J.O., p. 121). Promulgation (J.O., 30 mai, p. 4606).

PRODUITS NATURELS ET FABRIQUÉS. — 1913. Projet de loi relatif aux altérations ou suppositions de noms sur les produits naturels et fabriqués et à la protection des appellations d'origine, déposé à la Chambre le 30 juin 1911; rapports de M. Fernand David, les 8 avril et 7 juillet; rapports supplémentaires de M. Dariac, les 8 juillet 1912 et 27 février 1913; adopté le 27 novembre; déposé par MM. les Ministres de l'Agriculture et des Finances [11 décembre] (A. t. II, p. 139; J.O., p. 1505; I. n° 446). MM. Vallé et Rambourgt sont entendus sur le renvoi. Renvoi à la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi tendant à la suppression des délimitations administratives [11 décembre] (A. t. II, p. 139; J.O., p. 1505). ||
1914. M. Jénouvrier dépose le rapport [3 juillet, 2^e séance] (A. t. I, p. 1180; J.O., p. 1001; I. n° 353).

PROFESSIONS AMBULANTES. — 1912. Projet de loi sur l'exercice des professions ambulantes et la réglementation de la circulation des nomades [23 décembre 1910]. M. Flandin dépose un rapport supplémentaire [7 mars] (A. t. I, p. 729; J.O., p. 592; I. n° 92). 2^e délibération. Adoption [12 mars] (A. t. I, p. 760; J.O., p. 617). Rectification au texte du projet de loi [6 juin] (A. t. I, p. 1445; J.O., p. 922). Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 6410).

PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE BATIE ET NON BATIE (Évaluation de la). — 1913. Proposition de loi portant modification des lois des 8-9 août 1885, article 34, 8-12 août 1890, article 5, 21-22 juillet 1894, article 4, relatives aux méthodes et procédés d'évaluation de la propriété immobilière bâtie et non bâtie, déposée par M. Martinet, le 27 mars (A. t. I, p. 384; J.O., p. 317; I. n° 115).

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE (Protection internationale de la). —
 Voir Conventions internationales et traités, année 1913, 2.

PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE (Protection de la). —
 Voir Conventions internationales et traités, année 1912, 4, et année 1914, 3.

PROROGATION DES POUVOIRS DES SÉNATEURS. — Voir Elections § 4 (a).

PROTÈTS (Signification des). — Voir Clercs d'huissier.

PUPILLES DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE D'ORIGINE ÉTRANGÈRE. — 1913. Projet de loi relatif à l'acquisition de la nationalité française par les pupilles de l'assistance publique d'origine étrangère, déposé par M. le Garde des Sceaux et MM. les Ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur [11 novembre] (A. t. II, p. 8; J.O., p. 1398; I. n° 405). Commission: 1^{er} bureau, M. Sarrien; 2^e bureau, M. Lemarié; 3^e bureau, M. Larère; 4^e bureau, M. Paul Le Roux; 5^e bureau, M. Goy; 6^e bureau, M. Butterlin; 7^e bureau, M. Bonnefoy-Sibour; 8^e bureau, M. Emile Reymond; 9^e bureau, M. Henry Boucher [27 novembre] (J.O., p. 10307; F. 91). Président, M. Sarrien; Secrétaire, M. Jeanneney; rapporteur, M. Goy (J.O., p. 10326; F. 92).

PYRÉNÉES-ORIENTALES (Département des). — Voir Chemins de fer, § III, 14, année 1913.

QUATRE-ROUTES (Section des) (Lot). — Voir Communes et cantons, 18.

QUESNOY (Le) (Nord). — Voir Octrois, 153.

QUESTIONS

ANNÉE 1912

1 — Question adressée par M. Knight à M. le Ministre des Colonies à propos du percement prochain du canal de Panama [19 janvier] (A. t. I, p. 30; J.O., p. 25).

2 — Question adressée par M. Crépin à M. le Ministre des Colonies au sujet des élections de la Réunion. M. Lebrun, *Ministre des Colonies*, lui répond [28 mars] (A. t. I, p. 961; J.O., p. 766).

3 — Question adressée par M. Riou à M. le Ministre de la Justice au sujet de l'application de l'article 10 du Code d'instruction criminelle. M. Briand, *Ministre de la Justice*, lui répond [19 novembre] (A. t. II, p. 68; J.O., p. 1369).

ANNÉE 1913

1 — Question adressée par M. Nègre à M. le Ministre de l'Agriculture au sujet de la situation des récoltes dans les départements viticoles du Midi [19 mai] (A. t. I, p. 594; J.O., p. 494).

2 — Question adressée par M. Herriot à M. le Ministre des finances au sujet de l'Exposition internationale de Munich [27 juin] (A. t. I, p. 1186; J.O., p. 979).

ANNÉE 1914

1 — Question adressée par M. d'Estournelles de Constant à M. le Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre. M. Maginot, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre*, lui répond [23 janvier] (A. t. I, p. 40 à 43; J.O., p. 34).

2 — Question adressée par M. Lebert à M. le Ministre de la Guerre sur l'organisation des camps d'instruction. M. Noulens, *Ministre de la Guerre*, lui répond [3 février] (A. t. I, p. 98 à 100; J.O., p. 83).

3 — Question adressée par M. Ribot à M. le Ministre de l'Instruction publique à propos du prolongement de la rue de Rennes. M. Viviani, *Ministre de l'Instruction publique*, lui répond [2 avril] (A. t. I, p. 731 à 733; J.O., p. 617).

4 — Question adressée par M. Gaudin de Villaine à M. le Ministre de la Marine sur la situation des armuriers de la marine. M. Gauthier, *Ministre de la Marine*, lui répond [13 juillet] (A. t. I, p. 1419; J.O., p. 1193).

5 — Question adressée à M. le Ministre de la Guerre par M. Boudenoit sur les engagements volontaires. M. Messimy, *Ministre de la Guerre*, lui répond [4 août] (A. t. II, p. 1552; J.O., p. 1306).

QUESTIONS ÉCRITES

ANNÉE 1912

1 — Question de M. Gaudin de Villaine, le 12 janvier, sur les retraites ouvrières (J.O., p. 13). Réponse [1^{er} février] (J.O., p. 85).

2 — Question de M. Sabaterie sur les sérums de tuberculines [21 mai] (J.O., p. 842). Réponse [23 mai] (J.O., p. 857).

3 — Question de M. Ch. Humbert sur l'augmentation de la ration de pain [21 mai] (J.O., p. 842). Réponse [6 juin] (J.O., p. 922).

4 — Question de M. Ch. Humbert sur la réduction possible de la ration des hommes [21 mai] (J.O., p. 842). Réponse [6 juin] (J.O., p. 923).

5 — Question de M. Ch. Humbert sur l'utilisation d'un reliquat de 4.500 fr. au budget de 1912 [23 mai] (J.O., p. 857). Réponse [6 juin] (J.O., p. 923).

6 — Question de M. Ch. Humbert sur le dégrèvement des produits coloniaux [4 juin] (J.O., p. 916). Réponse [13 juin] (J.O., p. 964).

7 — Question de M. Ch. Humbert concernant les admissions à la retraite [6 juin] (J.O., p. 922). Réponse [15 juin] (J.O., p. 5337).

8 — Question de M. Peschaud au sujet de deux conducteurs du chemin de fer d'Aurillac à Espalion [17 juin] (J.O., p. 935). Réponse [17 juin] (J.O., p. 5377).

9 — Question de M. Ch. Humbert au sujet d'un rédacteur du Ministère de la Guerre [20 juin] (J.O., p. 1009).

10 — Question de M. Ch. Humbert au sujet du décret du 1^{er} février 1909 [20 juin] (J.O., p. 1009). Réponse [3 juillet] (J.O., p. 1150).

11 — Question de M. Ch. Humbert au sujet de la Commission d'exonération des cafés [20 juin] (J.O., p. 1009). Réponse [28 juin] (J.O., p. 1113).

12 — Question de M. Audiffred au sujet de l'exécution des grands travaux [28 juin] (J.O., p. 1113). Réponse [17 juillet] (J.O., p. 6372).

13 — Question de M. Ch. Dupuy au sujet des pompiers de Vorey (Haute-Loire) [9 juillet] (J.O., p. 1189). Réponse [23 juillet] (J.O., p. 6637).

14 — Question de M. Ch. Dupuy au sujet de la retenue d'une pension par un percepteur [9 juillet] (J.O., p. 1189). Réponse [27 juillet] (J.O., p. 6777).

15 — Question de M. de Kérouartz au sujet de la loi sur les retraites ouvrières [11 juillet] (J.O., 1271). Réponse [26 juillet] (J.O., p. 6756).

16 — Question de M. Lhopiteau au sujet de l'envoi des wagons en Allemagne [11 juillet] (J.O., p. 1271). Réponse [27 juillet] (J.O., p. 6777).

17 — Question de M. Perreau au sujet d'un inspecteur primaire [12 juillet] (J.O., p. 1311). Réponse [26 juillet] (J.O., p. 6756).

18 — Question de M. Rouby au sujet de la retraite des commis auxiliaires des administrations centrales [13 juillet] (J.O., p. 1317). Réponse [5 novembre] (J.O., p. 1318).

19 — Question de M. Perreau au sujet d'un différend entre les instituteurs et l'inspecteur d'Académie de la Charente-Inférieure [6 août] (J.O., p. 1318). Réponse [15 novembre] (J.O., p. 1367).

20 — Question de M. Paul Strauss, relativement au remboursement des retenues faites aux employés et ouvriers [31 octobre] (J.O., p. 1318). Réponse [21 novembre] (J.O., p. 1389).

21 — Question de M. Ch. Humbert à propos du décret du 1^{er} février 1909 [19 novembre] (J.O., p. 1376). Réponse [29 novembre] (J.O., p. 1422).

22 — Question de M. Dominique Delahaye au sujet de la bibliothèque du Ministère de l'Intérieur [21 novembre] (J.O., p. 1389). Réponse [2 décembre] (J.O., 10160).

23 — Question de M. Brager de la Ville-Moysan à propos des retraites ouvrières [22 novembre] (J.O., p. 1402). Réponse [16 décembre] (J.O., p. 10548).

24 — Question de M. Delhon au sujet d'un acte administratif du préfet de l'Hérault [29 novembre] (J.O., p. 1422). Réponse [6 décembre] (J.O., p. 10251). Deuxième réponse [14 décembre] (J.O., p. 10502).

25 — Question de M. Audiffred au sujet des raccordements des voies de fer avec les voies d'eaux [3 décembre] (J.O., p. 1437). Réponse [13 décembre] (J.O., p. 1508).

26 — Question de M. Gaudin de Villaine à propos de la situation de la « caisse du gendarme » [5 décembre] (J.O., p. 1454). Réponse [14 décembre] (J.O., p. 10502).

27 — Question de M. Perreau à propos des maréchaux de logis de gendarmerie [17 décembre] (J.O., p. 1516). Réponse [27 décembre] (J.O., p. 10946).

28 — Question de M. Gaudin de Villaine au sujet d'une donation à l'hospice de Ducey (Manche) [17 décembre] (J.O., p. 1516). Réponse [24 décembre] (J.O., p. 10850).

29 — Question de M. Gaudin de Villaine à propos de la situation de la « caisse du gendarme » [17 décembre] (J.O., p. 1517).

30 — Question de M. de Kerouartz à propos de l'évaluation des propriétés non bâties [17 décembre] (J.O., p. 1517). Réponse [2 janvier] (J.O., p. 117).

31 — Question de M. de Kerouartz au sujet de l'évaluation des propriétés non bâties [17 décembre] (J.O., p. 1517). Réponse [2 janvier] (J.O., p. 117).

32 — Question de M. de Kerouartz au sujet des résultats de l'évaluation des propriétés non bâties [17 décembre] (J.O., p. 1517). Réponse [2 janvier] (J.O., p. 117).

33 — Question de M. de Kerouartz à propos de l'évaluation des propriétés non bâties [17 décembre] (J.O., p. 1517). Réponse [2 janvier] (J.O., p. 117).

34 — Question de M. Lhopiteau au sujet d'un commutateur télémechanique [19 décembre] (J.O., p. 1535). Réponse [2 janvier] (J.O., p. 117).

35 — Question de M. E. Rey, relative aux droits de la femme du cultivateur [20 décembre] (J.O., p. 1551). Réponse [2 janvier 1913] (J.O., p. 117).

36 — Question de M. de Tréveneuc au sujet d'un bureau de bienfaisance [21 décembre] (J.O., p. 1601). Réponses [24 décembre 1912 et 4 janvier 1913] (J.O., p. 179).

ANNÉE 1913

37 — Question de M. Brager de la Ville-Moysan à propos des retraites ouvrières [27 décembre 1912] (J.O., p. 4). Réponse [23 janvier 1913] (J.O., p. 9).

38 — Question de M. Perreau au sujet des emprunts des offices publics d'habitations à bon marché [31 décembre 1912] (J.O., p. 4). Réponse [29 janvier 1913] (J.O., p. 962).

39 — Question de M. le marquis de Kerouartz au sujet des propriétés non bâties [14 janvier] (J.O., p. 4). Réponse [6 février] (J.O., p. 59) [19 février] (J.O., p. 1670).

40 — Question de M. Gaudin de Villaine au sujet d'une retraite proportionnelle [28 janvier] (J.O., p. 19). Réponse [6 février] (J.O., p. 1206).

41 — Question de M. Gaudin de Villaine au sujet du décès d'un soldat à Oran [28 janvier] (J.O., p. 19). Réponse [10 février] (J.O., p. 1385).

42 — Question de M. Gaudin de Villaine relative aux chemins ruraux [28 janvier] (J.O., p. 19). Réponse [14 février] (J.O., p. 115).

43 — Question de M. Gaudin de Villaine relative à la fondation d'un lit à l'hospice de Ducey [reproduction de la question 28] [28 janvier] (J.O., p. 19). Réponse [16 février] (J.O., p. 1530).

44 — Question de M. Dominique Delahaye au sujet des archives nationales [30 janvier] (J.O., p. 23).

45 — Question de M. Gaudin de Villaine au sujet des pensions de retraite [11 février] (J.O., p. 77). Réponse [18 février] (J.O., p. 1642).

46 — Question de M. Gaudin de Villaine au sujet de la pension de retraite de M^{me} Le Mire, ancienne receveuse des postes [11 février] (J.O., p. 77). Réponse [22 février] (J.O., p. 1736).

47 — Question de M. Dellestable à propos des cascades de Gimel [13 février] (J.O., p. 96). Réponse [4 mars] (J.O., p. 175).

48 — Question de M. Gaudin de Villaine à propos du service des constructions navales [13 février] (J.O., p. 96). Réponse [27 février] (J.O., p. 1918).

49 — Question de M. Riou sur les retards apportés aux travaux d'assainissement de la commune de Sauzon [20 février] (J.O., p. 124). Question renouvelée [25 mars]. Réponse (J.O., p. 3058).

50 — Question de M. Gaudin de Villaine sur l'application de la loi des cadres de l'infanterie [20 février] (J.O., p. 124). Réponse [28 février] (J.O., p. 1937).

51 — Question de M. Gaudin de Villaine sur le retard apporté à la liquidation de retraites dans la commune de Saint-Jean-du-Corail [20 février] (J.O., p. 124). Réponse [14 mars] (J.O., p. 240).

52 — Question de M. Gaudin de Villaine à M. le Ministre de la Marine sur l'application de la circulaire du 4 octobre 1912 [20 février] (J.O., p. 124). Réponse [4 mars] (J.O., p. 2049).

53 — Question de M. Brager de la Ville-Moysan à M. le Ministre du Travail sur l'application des timbres-retraite sur les cartes d'assujettis facultatifs [25 février] (J.O., p. 145). Réponse [11 mars] (J.O., p. 2218).

54 — Question de M. Gaudin de Villaine à M. le Ministre des Beaux-Arts sur la démolition d'une partie des remparts du Mont Saint-Michel par un maître d'hôtel de la localité [25 février] (J.O., p. 145). 1^{re} réponse [11 mars] (J.O., p. 2218). 2^e réponse [17 mars] (J.O., p. 281).

55 — Question de M. Gaudin de Villaine au sujet de l'ouverture d'un bureau de poste à Notre-Dame du Touchet (Manche) [25 février] (J.O., p. 145). Réponse [7 mars] (J.O., p. 204).

56 — Question de M. Martinet à M. le Ministre des Finances sur la création d'emplois de classificateurs prévus par l'instruction du 31 décembre 1908 [28 février] (J.O., p. 161). Réponse [23 mars] (J.O., p. 2633).

57 — Question de M. Forsans à M. le Ministre de la Marine sur la situation des pêcheurs du golfe de Gascogne [6 mars] (J.O., p. 189). Réponse [17 mars] (J.O., p. 281).

58 — Question de M. Perreau à M. le Ministre de la Guerre sur la rapidité des opérations des conseils de revision [13 mars] (J.O., p. 221). Réponse [23 mars] (J.O., p. 2633).

59 — Question de M. Bussièrre à M. le Ministre des Travaux publics sur la nécessité de reviser les tarifs d'exportation des fruits frais [17 mars] (J.O., p. 281). Réponse [6 avril] (J.O., p. 3092).

60 — Question de M. Brager de la Ville-Moysan à M. le Ministre de la Guerre sur la situation militaire de certains ecclésiastiques rappelés à tort sous les drapeaux en 1907 [25 mars] (J.O., p. 309). Réponse [17 avril] (J.O., p. 3405).

61 — Question de M. Brager de la Ville-Moysan à M. le Ministre du Travail sur la situation de certains salariés de la période transitoire (loi des retraites ouvrières) [25 mars] (J.O., p. 309). Réponse [8 avril] (J.O., p. 3154).

62 — Question de M. Bussièrre à M. le Ministre des Finances sur le taux de l'escompte de la Banque d'Algérie [25 mars] (J.O., p. 309). Réponse [12 avril] (J.O., p. 3264).

63 — Question de M. Riou à M. le Ministre de l'Intérieur sur une protestation de la commune de Sauzon contre une répartition de secours [25 mars] (J.O., p. 309). Réponse [15 avril] (J.O., p. 3341).

64 — Voir Question 49.

65 — Question de M. Cabart-Danneville sur une demande d'indemnité formulée par la commune de Théville [29 mars] (J.O., p. 405). Réponse [9 mai] (J.O., p. 4020).

66 — Question de M. Quesnel à M. le Ministre de l'Intérieur demandant si dans les bureaux de bienfaisance comme dans les hospices, c'est le président qui doit présenter les budgets de la commission administrative [13 mai] (J.O., p. 430). Réponse [27 mai] (J.O., p. 710).

67 — Question de M. Quesnel à M. le Ministre de l'Intérieur sur les

distributions de bons aux vieillards et aux indigents par les bureaux de bienfaisance [13 mai] (J.O., p. 430). Réponse [29 mai] (J.O., p. 765).

68 — Question de M. Villiers à M. le Ministre de la Guerre sur le paiement de la solde spéciale aux sous-officiers des troupes coloniales [13 mai] (J.O., p. 430). Réponse [23 mai] (J.O., p. 645).

69 — Question de M. Perreau à M. le Ministre de la Guerre relative aux caporaux tambours et clairons commissionnés [14 mai] (J.O., p. 447). Réponse [3 juin] (J.O., p. 4787).

70 — Question de M. de Las Cases à M. le M. le Ministre de l'Intérieur relative aux hospices recevant des malheureux atteints d'idiotie, dans les départements voisins de la Lozère [16 mai] (J.O., p. 492). Réponse [27 mai] (J.O., p. 710).

71 — Question de M. Villiers à M. le Ministre de la Marine relative à la nomination des quartiers-maitres des équipages de la flotte au grade de commis de 4^e classe [19 mai] (J.O., p. 514). Réponse [23 mai] (J.O., p. 646).

72 — Question de M. Brager de La Ville-Moysan à M. le Ministre de la Justice au sujet d'un acte de naissance incomplet, et demandant en outre si, pour le mariage d'une jeune fille, un acte de notoriété pourrait éviter un jugement rectificatif [19 mai] (J.O., p. 514). Réponse [27 mai] (J.O., p. 710).

73 — Question de M. Poulle à M. le Ministre de la Guerre relative au rengagement d'un soldat au titre d'un régiment de France pour servir au Maroc, et demandant en outre s'il a le droit à la prime coloniale [19 mai] (J.O., p. 514). Réponse [10 juin] (J.O., p. 885).

74 — Question de M. Limon à M. le Ministre de l'Agriculture relative à l'exemption de la patente pour une machine agricole appartenant à un cultivateur non industriel [20 mai] (J.O., p. 533). Réponse [5 juin] (J.O., p. 865).

75 — Question de M. Brager de La Ville-Moysan à M. le Ministre du Travail relative à l'admission d'une femme assurée au bénéfice de l'allocation spéciale, même si elle prend une part importante à la direction de l'exploitation commerciale ou agricole du mari [29 mai] (J.O., p. 765). Réponse [17 juin] (J.O., p. 5219).

76 — Question de M. Bussière à M. le Ministre de la Guerre sur la situation des réservistes convoqués le 17 juillet pour une période de vingt-trois jours [3 juin] (J.O., p. 821). Réponse [10 juin] (J.O., p. 885).

77 — Question de M. Gaudin de Villaine sur la situation des ouvriers artificiers de l'arsenal de Cherbourg qui ont suivi des cours à l'école de pyrotechnie de Toulon [12 juin] (J.O., p. 897). Réponse [20 juin] (J.O., p. 953).

78 — Question de M. de Las Cases sur la liquidation de certaines

retraites ouvrières [17 juin] (J.O., p. 912). Réponse [2 juillet] (J.O., p. 5699).

79 — Question de M. Chastenet à M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts relative au fait qu'un instituteur public, détaché dans un collège, qui est considéré au point de vue de l'avancement comme faisant partie du personnel primaire, ne peut, en cette année 1913, recevoir un secours thermal, alors que, étant déjà détaché pendant les années 1907, 1908, 1911, il a touché ledit secours thermal (sa situation n'a pas changé, il est toujours instituteur détaché, et il se voit, en 1913, refuser le secours qu'il était habitué à toucher les années précédentes, parce qu'il ferait partie du personnel de l'enseignement secondaire : ou il est considéré comme faisant partie du cadre primaire et doit pouvoir bénéficier des avantages réservés à ce cadre, ou il fait partie du cadre secondaire, et il n'est plus instituteur détaché) [24 juin] (J.O., p. 959). Réponse [8 juillet] (J.O., p. 5935).

80 — Question de M. Mollard à M. le Ministre de la Guerre relative à l'extension aux jeunes gens devenus Français par option, en vertu de conventions internationales, de la mesure dont bénéficient les jeunes gens des classes antérieures à 1910 actuellement sous les drapeaux, lesquels seront libérés en septembre prochain, dans le cas où ils ont été ajournés ou ont obtenu un sursis [26 juin] (J.O., p. 975). Réponse [17 juillet] (J.O., p. 6327).

81 — Question de M. Maurice-Faure à M. le Ministre de la Guerre relative à la situation faite à certains sous-officiers d'artillerie qui ne bénéficient pas des avantages accordés à leurs camarades de l'infanterie et de la cavalerie aux termes des lois votées pour l'infanterie et la cavalerie [26 juin] (J.O., p. 975). Réponse [8 juillet] (J.O., p. 1081).

82 — Question de M. Gabrielli à M. le Ministre de la Guerre sur le point de savoir : 1° s'il ne serait pas possible de procéder dès le mois d'octobre prochain à la nomination de 120 sous-lieutenants choisis parmi les adjudants et adjudants-chefs ; 2° de faire participer à l'avancement, pour le grade de sous-lieutenant, les sous-officiers ayant plus de quinze ans de service et moins de trente-cinq ans d'âge, maintenus au corps en vertu des articles 72 et 96 de la loi du 21 mars 1905, non encore classés pour un emploi civil [3 juillet] (J.O., 1042). Réponse [18 juillet] (J.O., 1127).

83 — Question de M. l'amiral de La Jaille à M. le Ministre de la Marine relative à la décision du Bureau des longitudes de rapporter au méridien de Greenwich les données astronomiques de la connaissance du temps et autres éphémérides nautiques [3 juillet] (J.O., p. 1042). Réponse [18 juillet] (J.O., p. 1127).

84 — Question de M. Jénouvrier à M. le Ministre de la Guerre sur

le point de savoir si les gendarmes retraités sont admis à bénéficier, à partir du 1^{er} janvier 1913, de l'unification des retraites votées par le Sénat le 20 décembre 1912, conformément à l'article 7 du projet relatif aux douzièmes provisoires voté par le Sénat le 27 mars 1913 et en tous cas à partir de quelle date cette unification leur sera-elle appliquée? [4 juillet] (J.O., p. 1059). Réponse [24 juillet] (J.O., p. 6608).

85 — Question de M. Vacherie à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale sur l'usage qui a été fait de timbres mixtes pour certains assurés de la loi relative aux retraites ouvrières [4 juillet] (J.O., p. 1059). Réponse [25 juillet] (J.O., p. 1160).

86 — Question de M. Jénouvrier à M. le Ministre des Travaux publics relative à l'intérêt qu'il y aurait à modifier l'article 6 des conditions générales de transport P.V., en substituant à l'obligation imposée au demandeur en matériel d'indiquer le réseau destinataire celle d'indiquer le pays destinataire, quand il s'agit de transports hors frontière [10 juillet] (J.O., p. 1098). Réponse [24 juillet] (J.O., p. 6608).

87 — Question de M. Dellestable à M. le Ministre de la Guerre sur le point de savoir si les jeunes gens de la classe qui ont comparu devant le conseil de revision et sur l'aptitude desquels il a été statué ne peuvent — s'ils pensent que la décision prise à leur égard est susceptible de modification — être appelés à se présenter de nouveau devant le conseil de revision qui se réunit en septembre [10 juillet] (J.O., p. 1098). Réponse [18 juillet] (J.O., p. 1127).

88 — Question de M. Delahaye à M. le Ministre de l'Instruction publique relative aux garanties que possèdent en matière disciplinaire les membres de l'enseignement supérieur [17 juillet] (J.O., p. 1114). Réponse [28 juillet] (J.O., p. 1186).

89 — Question de M. Larère à M. le Ministre de l'Intérieur sur le point de savoir : 1^o si le maire d'une commune, président de droit du bureau de bienfaisance, a le droit de délivrer, en certain cas, des bons de secours aux indigents ; 2^o si la majorité du bureau de bienfaisance peut interdire au maire le droit de délivrer des bons pour quelque cause que ce soit [17 juillet] (J.O., p. 1114). 1^{re} Réponse [28 juillet] (J.O., p. 1186). 2^e Réponse [13 août] (J.O., p. 7378).

90 — Question de M. Quesnel à M. le Ministre de l'Instruction publique relative au mode et aux conditions de paiement des allocations prévues pour les instituteurs ayant au moins quatre enfants [17 juillet] (J.O., p. 1114). Réponse [25 juillet] (J.O., p. 6635).

91 — Question de M. Reynald à M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes, pour connaître les raisons qui motivent le décret du 2 juillet 1913 abrogeant celui du 3 mai 1912, qui

accordait aux professeurs, instructeurs et moniteurs des sociétés ayant pour but le développement de l'instruction et de l'éducation populaires le bénéfice du décret du 16 juillet 1886 [25 juillet] (J.O., p. 1160). Réponse [23 août] (J.O., p. 7684).

92 — Question de M. le général Audren de Kerdrel à M. le Ministre de la Guerre relative : 1° au point de savoir s'il ne serait pas équitable de dispenser les élèves reçus à Saint-Cyr cette année de servir dans des régiments jusqu'au moment de leur entrée à l'école ; 2° s'il ne serait pas possible de recruter les élèves cavaliers de l'école de Saint-Cyr, non pas d'après le numéro d'admission, mais sur la constatation de leurs aptitudes équestres à l'école [30 juillet] (J.O., p. 1220). Réponse [10 août] J.O., p. 7212).

93 — Question de M. Dellestable à M. le Ministre de la Guerre tendant à savoir pourquoi le 139^e régiment d'infanterie, rentrant du camp de la Courtine pour se rendre à Aurillac, a été cantonné au chef-lieu de la commune de Neuvic (Corrèze) et les officiers logés chez l'habitant les vendredi 25 et samedi 26 juillet 1913, alors qu'antérieurement à ces dates, et actuellement encore, la petite ville de Neuvic est consignée aux militaires permissionnaires des divers corps de troupes [30 juillet] (J.O., p. 1256). 1^{re} Réponse [5 août] (J.O., p. 7062). 2^e Réponse [13 septembre] (J.O., p. 8161).

94 — Question de M. Villiers à M. le Ministre de la Guerre relative au rappel de l'indemnité dite B aux employés de la poudrerie du Moulin-Blanc et à la date du paiement de ladite indemnité [31 juillet] (J.O., p. 1279). Réponse [21 août] (J.O., p. 7643).

95 — Question de M. Delhon à M. le Ministre de la Guerre sur l'achat fait par le comité de remonte d'Arles, passant à Béziers le 18 juillet 1913, de chevaux à un maquignon de Toulouse, sans avoir examiné ceux qui lui furent présentés par les propriétaires [4 novembre] (J.O., p. 1394). Réponse [8 novembre] (J.O., p. 9795).

96 — Question de M. le comte de Saint-Quentin à M. le Ministre de la Guerre relativement aux achats de chevaux de 4 ans 1/2 effectués par les étrangers [4 novembre] (J.O., p. 1394). Réponse [19 novembre] (J.O., p. 1431).

97 — Question de M. Larère à M. le Ministre de la Guerre relativement au droit à l'allocation de première mise d'équipement, lors de l'entrée au régiment, aux élèves de l'Ecole centrale des arts et manufactures, sortis diplômés, avec certificat d'aptitude au grade de sous-lieutenant d'artillerie [4 novembre] (J.O., p. 1394). Réponse [9 novembre] (J.O., p. 9825).

98 — Question de M. Larère à M. le Ministre de la Guerre pour demander si les jeunes gens de la classe 1913 qui vont être incorporés

au mois de novembre 1913 et feront trois ans de service actif — alors que les appelés de la classe 1912 ne feront que deux ans — peuvent compter qu'il leur sera réservé un nombre équitable de grades de brigadiers et sous-officiers, bien que les appelés de la classe 1912 soient plus anciens qu'eux [4 novembre] (J.O., p. 1394). Réponse [8 novembre] (J.O., p. 9795).

99 — Question de M. Brager de La Ville-Moysan à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale relativement au droit à l'allocation de la période transitoire, allouée aux assurés facultatifs, pour la veuve d'un petit patron ayant perdu son mari en 1910, après avoir été associée au commerce de celui-ci et l'avoir continué jusqu'à ce jour [6 octobre] (J.O., p. 1394). Réponse [4 novembre] (J.O., p. 1394).

100 — Question de M. Quesnel à M. le Ministre de la Guerre relativement : 1° aux mesures prises pour que dans les casernements en bois les hommes ne couchent pas sur des fournitures posées sur le sol ; 2° à l'insuffisance des infirmeries à l'arrivée de la classe ; 3° aux allocations supplémentaires pour boissons chaudes et pour collections supplémentaires de chaussures et de vêtements [11 novembre] (J.O., p. 1405). Réponse [27 novembre] (J.O., p. 1476).

101 — Question de M. Butterlin à M. le Ministre des Finances demandant comment dans le projet de budget pour 1914 est calculé le compte provisionnel, alimenté en partie par un excédent de recettes de 100 millions (exercice 1912) (la situation financière de l'exercice 1912 semble pouvoir se résumer comme suit : excédents de recettes sur les prévisions avec les annulations de crédits : 311.919.500 francs, compléments de crédits, y compris dépenses du Maroc : 311.151.717 francs, d'où résulte un excédent de recettes de 767.783 francs) [11 novembre] (J.O., p. 1405). Réponse [27 novembre] (J.O., p. 1476).

102 — Question de M. Gaudin de Villaine à M. le Ministre de la Marine relativement aux mesures qu'il compte prendre concernant l'adjudication publique de terrains militaires dans l'île de Chausey [20 novembre] (J.O., p. 1447). Réponse [25 novembre] (J.O., p. 1460).

103 — Question de M. Gaudin de Villaine à M. le Ministre de la Marine sur le point de savoir pourquoi le personnel technique et administratif de la marine n'est pas compris dans le projet de relèvement des soldes des officiers de la Marine [25 novembre] (J.O., p. 1460). Réponse [16 décembre] (J.O., p. 1543).

104 — Question de M. Le Hérisse à M. le Ministre des Travaux publics exposant que depuis le 10 novembre il n'y a plus sur les locomotives d'un certain nombre de lignes secondaires de l'Etat qu'un mécanicien sans chauffeur — chose très préjudiciable à la

sécurité des convois et des voyageurs — et demandant quelles mesures il compte prendre pour mettre fin, le plus tôt possible, à cette situation lamentable [27 novembre] (J.O., p. 1476). Réponse [16 décembre] (J.O., p. 1543).

105 — Question de M. Quesnel à M. le Ministre du Travail pour lui demander si — au moment où ses services étudient les retouches à apporter à la loi actuelle sur l'assistance aux femmes en couches — il ne serait pas possible de comprendre dans les modifications qui seront soumises au Parlement une disposition accordant le bénéfice de la loi aux mères de famille que la présence au logis d'autres enfants encore en bas âge oblige à rester chez elles et prive par conséquent, dans l'état actuel de la loi, des avantages accordés aux femmes salariées [28 novembre] (J.O., p. 1486). Réponse [11 décembre] (J.O., p. 1508).

106 — Question de M. Devins à M. le Ministre du Travail sur le point de savoir si un assuré facultatif, né le 27 octobre 1852, inscrit comme tel le 3 juillet 1911 et qui a déjà opéré deux versements peut, à la date du 27 octobre 1913, passer au régime obligatoire et faire liquider sa pension d'après ce régime en différant sa demande de liquidation jusqu'à ce qu'il ait passé dans le régime obligatoire un temps égal à celui qu'il a passé dans le régime facultatif [2 décembre] (J.O., p. 1501). Réponse [16 décembre] (J.O., p. 1543).

107 — Question de M. Bussière à M. le Ministre de la Guerre sur le point de savoir si les indemnités prévues par l'instruction ministérielle du 2 avril 1912 seront allouées aux maîtres-ouvriers tailleurs et cordonniers [23 décembre] (J.O., p. 1069). Réponse [13 janvier 1914] (J.O., p. 2).

108 — Question de M. Gaudin de Villaine à M. le Ministre de la Guerre pour lui demander les raisons pour lesquelles la solde double accordée aux sous-officiers en service aux colonies ne l'est pas également aux sous-officiers servant au Maroc [23 décembre] (J.O., p. 1609). Réponse [13 janvier 1914] (J.O., p. 2).

109 — Question de M. Herriot à M. le Ministre des Finances demandant si la Commission instituée pour réviser le décret du 6 novembre 1907, concernant les employés des trésoreries générales et des recettes des finances, a envisagé la possibilité d'établir la péréquation des traitements de ces agents par mesure corrélatrice au relèvement du traitement de début [24 décembre] (J.O., p. 1617). Réponse [30 janvier 1914] (J.O., p. 81).

110 — Question de M. Maureau à M. le Ministre des Travaux publics sur le point de savoir si une association légale (société post-scolaire laïque) ne possédant pas la capacité juridique a ou non le droit de

bénéficiaire des dispositions du tarif spécial G. V. n° 8 (billets d'excursion collectifs) et dans la négative sur quels textes ou sur quelle jurisprudence on se base pour motiver un refus [26 décembre] (J. O., p. 1624). Réponse [15 janvier] (J.O., p. 6).

III — Question de M. Boudenoot à M. le Ministre de la Guerre sur le point de savoir si un projet de loi va être prochainement déposé relativement à la limite d'âge pour l'admission à l'école polytechnique [26 décembre] (J.O., p. 1624). Réponse [13 janvier 1914] (J.O., p. 2).

ANNÉE 1914

112 — Question de M. Reynald à M. le Ministre de l'Instruction publique lui demandant si dans une école primaire à plusieurs classes où l'un des maîtres obtient un congé de maladie et un suppléant est désigné pour le remplacer, ce suppléant prendra obligatoirement la classe du maître malade, ou s'il pourra être affecté par le directeur de l'école à une autre classe en remplacement d'un adjoint désigné lui-même pour remplacer son collègue malade, et dans quelles conditions peut être réalisée cette dernière mesure [13 janvier] (J.O., p. 2). Réponse [27 janvier] (J.O., p. 61).

113 — Question de M. Reynald à M. le Ministre de l'Instruction publique sur le point de savoir, dans le cas où un nouvel emploi est créé dans une école primaire à plusieurs classes, quel est le maître à affecter à la nouvelle classe et dans quelles conditions il est procédé à sa désignation [13 janvier] (J.O., p. 2). Réponse [27 janvier] (J.O., p. 61).

114 — Question de M. Quesnel à M. le Ministre des Travaux publics sur le point de savoir si dans la somme de 1.761.000 francs d'économies proposées au budget des Travaux publics de 1914 ne figurent pas certains crédits indispensables tels que ceux prévus pour les gares d'Yvetot, de Saint-Valery-en-Caux, de Motteville et pour le doublement de la ligne Motteville-Clères-Serqueux, et si dans les mêmes prévisions d'économies ne sont pas compris les crédits destinés aux travaux des divers ports de la Seine-Inférieure [13 janvier] (J.O., p. 2). Réponse [20 janvier] (J.O., p. 22).

115 — Question de M. Perreau à M. le Ministre de la Marine pour lui demander si les syndics et gardes maritimes en fonctions au jour de la promulgation de la loi nouvelle sur les pensions et qui sont pourvus de retraites proportionnelles militaires continueront à avoir droit à la revision des pensions qui leur étaient acquises et si les droits qui leur étaient acquis par la loi du 18 avril 1832 ont été respectés par la nouvelle loi [15 janvier] (J.O., p. 6). Réponse [27 janvier] (J.O., p. 61).

116 — Question de M. Charles Dupuy à M. le Ministre de l'Instruc-

tion publique pour lui demander si un instituteur qui a débuté le 17 avril 1882 peut être privé de l'augmentation de 100 fr. accordée à partir du 1^{er} octobre 1913 aux maîtres pourvus du brevet supérieur et en exercice avant le 19 juillet 1889 pour le motif qu'à cette dernière date il était en congé; s'il est dans l'esprit ou même dans les termes de la loi de considérer cet instituteur comme n'exerçant pas à la date indiquée; et si un congé régulier fait sortir des cadres le maître qui l'a obtenu [15 janvier] (J.O., p. 6). Réponse [30 janvier] (J.O., p. 81).

117 — Question de M. Bussièrre à M. le Ministre de la Guerre exposant qu'aux termes d'une décision ministérielle du 28 octobre 1913 les maîtres ouvriers de toutes professions des troupes métropolitaines, en dehors de ceux qui reçoivent une indemnité de première mise d'équipement, peuvent, sur autorisation du chef de corps, s'habiller à leurs frais, et dans ce cas perçoivent, à ce titre, une indemnité journalière d'habillement, fixée à 24 centimes en France et 23 centimes en Algérie-Tunisie, et payée par la masse d'habillement; demandant si des ordres ont été donnés aux corps de troupe pour assurer l'exécution des prescriptions ci-dessus, et, dans la négative, si des instructions précises seront envoyées d'urgence pour que satisfaction soit accordée aux maîtres ouvriers [16 janvier] (J.O., p. 10). Réponse [3 février] (J.O. p. 92).

118 — Question de M. Gaudin de Villaine à M. le Ministre de la Guerre sur le point de savoir si les gardes auxiliaires d'artillerie coloniale, assimilés, pour les diverses allocations, aux gardes titulaires (aujourd'hui officiers d'administration) sont appelés à bénéficier des pensions de retraites fixées par l'article 80 de la loi de finances de l'exercice 1911 en faveur des officiers subalternes et assimilés [16 janvier] (J.O., p. 10). Réponse [27 janvier] (J.O., p. 61). Deuxième réponse [17 février] (J.O., p. 180).

119 — Question de M. Gaudin de Villaine à M. le Ministre de la Guerre exposant que la loi du 30 décembre 1913 a accordé aux militaires jusqu'au grade de commandant une indemnité de 200 francs par enfant de moins de 16 ans, à leur charge, au-dessus de deux enfants dans des conditions telles que cette disposition peut conduire les pères de famille à ne plus faire admettre leurs fils comme enfants de troupes, et demandant pour éviter cette conséquence l'unification des indemnités à allouer aux parents pour leurs fils, enfants de troupe ou non, en règle avec la loi [16 janvier] (J.O., p. 10). Réponse [27 janvier] (J.O., p. 61).

120 — Question de M. Rey à M. le Ministre des Finances sur le point de savoir quels sont les pouvoirs des préfets en ce qui concerne la réglementation des caisses d'assurances contre la grêle établies entre les planteurs de tabac dans les conditions de l'article 44 de la loi

des finances de 1895 [20 janvier] (J.O., p. 22). Réponse (5 février) (J.O., p. 105).

121 — Question de M. Chastenet à M. le Ministre des Travaux publics exposant que dans le train de Saint-Quentin à Paris se trouvent des wagons où de larges pancartes indiquent seules, par les mots « Raucher, Nicht Raucher, Frauen », sans aucune traduction française. les compartiments des fumeurs, ceux dans lesquels il est interdit de fumer, et ceux réservés, sans doute, aux dames allemandes et demandant s'il n'est pas singulièrement humiliant et quelque peu inconvenant de tolérer ces essais de germanisation sur un matériel français, circulant sur un réseau français? [20 janvier] (J.O., p. 22). Réponse [3 février] (J.O., p. 92).

122 — Question de M. Peschaud à M. le Ministre des Travaux publics lui demandant les motifs pour lesquels les entrepreneurs des transports automobiles du département du Cantal n'ont pas obtenu les subventions de l'Etat comme leurs collègues des départements voisins [23 janvier] (J.O., p. 44). Réponse [29 janvier] (J.O., p. 64).

123 — Question de M. Gabrielli à M. le Ministre des Finances sur le point de savoir si la somme de 206.366 francs figurant au chapitre des économies réalisées sur le budget de l'agriculture et prélevée sur le crédit affecté à l'assainissement de la côte orientale de la Corse. constitue une réduction de ce crédit ou bien si elle sera reportée sur un nouvel exercice dès qu'elle pourra être utilisée [27 janvier] (J.O., p. 60). Réponse [10 février] (J.O., p. 134).

124 — Question de M. Rouland à M. le Ministre de l'Instruction publique lui demandant si, au cours de la visite des écoles qui leur sont désignées, les délégués cantonaux peuvent se faire présenter les cahiers des élèves, et demander à l'instituteur de continuer sa leçon pendant la durée de leur visite, en s'abstenant, bien entendu, dans l'un et l'autre cas, de toute intervention, de toute remarque et de toute observation [27 janvier] (J.O., p. 60). Réponse [26 février] (J.O., p. 248).

125 — Question de M. Bourganel à M. le Ministre de l'Intérieur lui demandant si les médecins de l'assistance médicale gratuite ont le droit, comme cela se pratique dans certains départements, de désigner l'officine d'un pharmacien pour y donner leurs consultations aux indigents à certains jours, à certaines heures qu'ils ont fait connaître au préfet ou au maire [29 janvier] (J.O., p. 64). Réponse [17 février] (J.O., p. 181).

126 — Question de M. de Kéranflech à M. le Ministre de la Guerre sur le point de savoir quelle est la situation faite par la loi sur l'augmentation des soldes aux vétérinaires aides-majors de 2^e classe, élèves

à l'école de cavalerie [5 février] (J.O., p. 105). Réponse [17 février] (J.O., p. 181).

127 — Question de M. Butterlin à M. le Ministre des Finances sur le point de savoir quel sera le montant des annulations de crédits de l'exercice 1913 [6 février] (J.O. p. 119). Réponse [20 février] (J.O., p. 211).

128 — Question de M. Guilloteaux à M. le Ministre de la Marine tendant à savoir si un marin engagé pour cinq ans aux équipages de la flotte peut, à sa libération, se réclamer de la candidature militaire pour un emploi civil? Par exemple, peut-il être matelot en douane ou bien ne peut-il postuler qu'au titre civil? Il semble que l'on doit étendre à l'armée de mer (engagés de cinq ans) la faveur qu'on accorde à l'armée de terre (engagés de quatre ans) [6 février] (J.O., p. 119). Réponse [12 février] (J.O., p. 148).

129 — Question de M. Rouby à M. le Ministre de la Guerre exposant que, d'après la dépêche ministérielle du 25 août 1908, fixant les règles à suivre pour l'embauchage des ouvriers des établissements d'artillerie, un tour de priorité est donné aux anciens ouvriers des établissements de la guerre et demandant s'il ne conviendrait pas d'accorder également aux anciens ouvriers de la marine un tour de priorité sur les candidats n'ayant jamais travaillé dans les établissements de l'Etat [10 février] (J.O., p. 134). Réponse [19 février] (J.O., p. 195).

130 — Question de M. Maurice Ordinaire à M. le Ministre des Travaux publics sur le point de savoir s'il est exact que des négociations soient engagées pour la rétrocession à la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée de l'exploitation de la ligne Pontarlier-les-Verrières [10 février] (J.O., p. 434). Réponse [25 février] (J.O., p. 230).

131 — Question de M. Gaudin de Villaine à M. le Ministre de la Marine demandant à quelle date il pourra répondre à la lettre si documentée que M. Le Cerf, commis principal de 2^e classe des directions de travaux du port de Cherbourg, lui a adressée le 4 janvier 1914, par la voie hiérarchique, au sujet de l'application de la nouvelle loi sur les pensions aux commis principaux nommés avant la promulgation de cette loi [10 février] (J.O., p. 134). Réponse [19 février] (J.O., p. 195).

132 — Question de M. l'amiral de la Jaille à M. le Ministre de la Marine pour lui demander quelles sont les raisons qui peuvent rendre nécessaire l'adjudication des épaves des vaisseaux qui furent coulés à l'issue de la glorieuse bataille de la Hougue? Pendant plus de deux cent vingt ans ces restes d'une flotte qui s'est couverte de gloire dans une lutte malheureuse mais absolument héroïque, ont été respectés. Ils sont un souvenir parlant des hauts faits des marins de l'illustre Tourville. Pourquoi, aujourd'hui, après deux siècles, se trouvent-ils avoir mérité cette honteuse mise à l'encan annoncée publiquement

pour le 27 février [10 février] (J.O., p. 134). Réponse [17 février] (J.O., p. 181).

133 — Question de M. de Kérouartz à M. le Ministre du Travail pour lui demander si deux frères exploitant en commun une ferme de 1.100 francs de loyer peuvent être considérés chacun comme petit fermier au regard de la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes et bénéficier, en cette qualité, des avantages réservés au fermier payant moins de 600 francs de loyer [12 février] (J.O., p. 147). Réponse [25 février] (J.O., p. 230).

134 — Question de M. de Kérouartz à M. le Ministre de la Justice exposant que la formule figurant au formulaire général des actes de l'état civil, adopté par la Commission de l'état civil instituée au Ministère de la Justice, et imposé aux maires par arrêtés en date des 17 juillet et 25 novembre 1911, indique comme finale des actes de mariage la rédaction « lecture faite, les époux et les témoins ont signé avec nous », et demandant si cette formule exclut désormais les signatures des pères et mères des époux qui étaient antérieurement exigées [12 février] (J.O., p. 148). Réponse [26 février] (J.O., p. 249).

135 — Question de M. Guilloteaux à M. le Ministre du Travail pour lui demander quelle jurisprudence va être appliquée à certaines femmes et veuves d'inscrits maritimes qui ont été inscrites aux retraites ouvrières comme assurées obligatoires et bénéficient du régime transitoire [12 février] (J.O., p. 148). Réponse [25 février] (J.O., p. 230).

136 — Question de M. Gaudin de Villaine à M. le Ministre de la Marine, lui demandant si les commis principaux de la Marine nommés avant la promulgation de la loi du 30 décembre 1913, c'est-à-dire sous l'empire du statut organique de 1901, ne doivent pas être traités pour la pension de retraite comme les agents de 2^e classe antérieurement dénommés sous-agents et aujourd'hui devenus officiers d'administration de 2^e classe — et cela sur la base de l'ancienneté de grades et de services [12 février] (J.O., p. 148). Réponse [19 février] (J.O., p. 195).

137 — Question de M. Poulle à M. le Ministre des Finances pour lui demander quelles mesures seront prises pour faciliter l'avancement des percepteurs de 4^e classe en particulier, avancement retardé par suite de la diminution du nombre des perceptions de 3^e classe (109) dont le produit net se trouve supérieur à 4.000 francs, par application du décret du 11 juin 1912, ce qui les fait passer en 2^e classe et ne les rend plus accessibles aux percepteurs de 4^e classe [13 février] (J.O., p. 164). Réponse [16 mars] (J.O., p. 403).

138 — Question de M. Charles Riou à M. le Ministre de l'Intérieur exposant la situation des anciens frères de Ploërmel et lui demandant quand on finira par accorder à ces malheureux, pour la plupart âgés

ou infirmes, les pensions auxquelles ils ont droit alors qu'ils sont dans une misère profonde et que leurs premières requêtes remontent à près de onze ans [17 février] (J.O., p. 180). 1^{re} réponse [25 février] (J.O., p. 230). 2^e réponse [10 mars] (J.O., p. 350).

139 — Question de M. Leblond à M. le Ministre de l'Instruction publique sur le point de savoir si les candidats au baccalauréat, reçus à l'écrit seulement en novembre dernier, pourront se présenter à la session extraordinaire de mars prochain, pour y subir à nouveau les épreuves orales sans toutefois perdre le bénéfice des épreuves écrites de novembre ? [17 février] (J.O., p. 180). Réponse [5 mars] (J.O., p. 292).

140 — Question de M. Trouillot à M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes pour lui demander s'il est exact que l'administration des postes se propose, sous prétexte de rendre les contrefaçons plus difficiles, de supprimer des timbres français l'effigie républicaine de la Semeuse, chef-d'œuvre de Roty [25 février] (J.O., p. 230). 1^{re} réponse [16 mars] (J.O., p. 403). 2^e réponse [22 juin] (J.O., p. 914).

141 — Question de M. Leblond à M. le Ministre de l'Instruction publique pour lui demander s'il serait possible, en raison de l'application de la nouvelle loi militaire et afin de faire gagner une année aux jeunes gens qui se destinent aux carrières libérales, d'autoriser les candidats à la première partie du baccalauréat ayant été reçus à l'écrit seulement à la session d'octobre et aux examens oraux à la session de juillet suivant à passer la deuxième partie de ce baccalauréat à la session d'octobre de la même année [25 février] (J.O., p. 230). Réponse [3 mars] (J.O., p. 292).

142 — Question de M. Gaudin de Villaine à M. le Ministre de la Guerre pour lui demander si les gardes auxiliaires de l'artillerie coloniale qui constituent un personnel civil ont cessé ou devaient cesser juridiquement d'être assimilés pour les allocations et la pension de retraite avec les gardes titulaires d'artillerie le jour où ces derniers sont devenus par simple voie de changement d'appellation des officiers d'administration [26 février] (J.O., p. 248). 1^{re} réponse [27 mars] (J.O., p. 512). 2^e réponse [12 juin] (J.O., p. 697).

143 — Question de M. Brager de la Ville-Moysan à M. le Ministre de l'Intérieur pour lui demander si un inspecteur titulaire départemental des services de protection de la santé publique peut être admis à concourir pour les fonctions de professeur suppléant à l'école de médecine, et, en cas de succès, peut cumuler cette seconde fonction avec celle d'inspecteur départemental des services de protection de la santé publique [3 mars] (J.O., p. 292). Réponse [16 mars] (J.O., p. 403).

144 — Question de M. Dominique Delahaye à M. le Ministre de la

Guerre pour lui demander pour quelle période de temps il a autorisé le dépôt dans un musée étranger d'une armure du musée de l'armée faisant partie du domaine de l'État inaliénable et imprescriptible [5 mars] (J.O., p. 313).

145 — Question de M. Gaudin de Villaine à M. le Ministre de la Marine pour lui demander si l'arrêté ministériel qui doit déterminer le fonctionnement de l'école d'administration de la marine créée par le décret du 24 février 1914 et portant réorganisation du personnel administratif de gestion et d'exécution de la marine stipulera que les élèves ayant satisfait aux examens de sortie de cette école seront immédiatement nommés officiers d'administration de 3^e classe dans les mêmes conditions que les élèves de l'école d'administration de Vincennes [5 mars] (J.O., p. 313). Réponse [18 mars] (J.O., p. 423).

146 — Question de M. Gaudin de Villaine à M. le Ministre de la Marine pour lui demander si le décret du 20 février 1914 donne aux commis principaux et aux commis des trois premières classes de l'administration centrale du Ministère de la Marine, réunissant les conditions exigées des candidats à l'École d'administration de la marine, le droit de prendre part dans la même année aux quatre concours distincts prévus pour les différentes branches du personnel administratif de gestion et d'exécution de la marine. Dans le cas de l'affirmative, pourquoi ledit décret ne donnerait-il pas le même droit aux commis principaux et commis des trois premières classes du personnel administratif civil de la marine [5 mars] (J.O., p. 313). Réponse [27 mars] (J.O., p. 540).

147 — Question de M. Gaudin de Villaine à M. le Ministre de la Marine pour lui demander si les agents administratifs, rayés des contrôles de l'activité en qualité d'agents administratifs depuis le dépôt du projet de loi sur les pensions jusqu'à la promulgation de la loi, pourront bénéficier (bien qu'ils ne doivent jamais porter le titre d'officiers d'administration) des pensions de retraite que la loi nouvelle accorde aux officiers d'administration [5 mars] (J.O., p. 313). Réponse [12 mars] (J.O., p. 366).

148 — Question de M. Herriot à M. le Ministre des Travaux publics pour lui demander : 1^o s'il ne pourrait pas obliger les compagnies de chemins de fer à fournir aux expéditeurs de bestiaux les wagons du type réclamé par eux dans un délai de vingt-quatre heures à compter de la réception de la demande; 2^o s'il ne pourrait pas, dans le cas où les voitures fournies seraient de dimensions plus grandes que les voitures demandées, obtenir des compagnies qu'elles ne perçoivent pas de taxe supplémentaire [6 mars] (J.O., p. 332). Réponse [2 avril] (J.O., p. 633).

149 — Question de M. Louis Martin à M. le Ministre de l'Intérieur

pour lui demander où en est la question des secrétaires et employés de mairie, et s'il pourra déposer prochainement un projet de loi pour régler leur situation et leur donner des garanties de stabilité qu'ils demandent, sans porter atteinte aux attributions du pouvoir municipal [6 mars] (J.O., p. 332). Réponse [16 mars] (J.O., p. 403).

150 — Question de M. Delahaye à M. le Ministre de l'Instruction publique pour lui demander pour quel motif les neuf directeurs adjoints de la cinquième section (sciences religieuses) de l'école pratique des hautes études viennent d'être gratifiés du titre de directeur, alors que rien n'a été changé au titre et à la situation des directeurs adjoints de la première section de la même école (sciences historiques et philologiques), dont quelques-uns comptent de très longs services [10 mars] (J.O., p. 350). Réponse [23 mars] (J.O., p. 472).

151 — Question de M. Leblond à M. le Ministre de l'Instruction publique pour lui demander si, par dérogation ou modification du paragraphe 5 de l'article 16 du décret du 31 mars 1902, les candidats à la première partie du baccalauréat reçus à l'écrit à la session d'octobre, et à l'oral à la session de juillet de l'année suivante, ne pourraient pas être autorisés à passer la deuxième partie de ce baccalauréat à la session d'octobre de la même année, sur la production d'un certificat établissant qu'ils ont fait dans l'intervalle une année de philosophie ou de mathématiques élémentaires [10 mars] (J.O., p. 350). Réponse [18 mars] (J.O., p. 423).

152 — Question de M. Henri-Michel à M. le Ministre de la Marine pour lui demander pour quelles raisons les patrons-pilotes ne sont pas admis à concourir pour le grade d'adjudant principal de manœuvre ou de timonerie, sans changer de spécialité et perdre ainsi le bénéfice des promesses qui leur ont été faites [12 mars] (J.O., p. 366). Réponse [18 mars] (J.O., p. 423).

153 — Question de M. Gabrielli à M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes pour lui demander si les employés des chemins de fer de l'Etat doivent bénéficier des dispositions de l'article 46 du cahier des charges relatif à l'exploitation des services maritimes postaux entre le continent et la Corse, ou si ces dispositions s'appliquent seulement aux fonctionnaires et agents des services publics et aux militaires, ainsi que le prétend la compagnie concessionnaire [16 mars] (J.O., p. 403). Réponse [30 mars] (J.O., p. 565).

154 — Question de M. Chauveau à M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes pour lui demander : 1° pour quels motifs les chefs et sous-chefs de bureau de l'administration centrale des Postes et Télégraphes se trouvent exclus des dispositions bienveillantes proposées par la Commission extraparlamentaire

et votées par le Parlement; 2° s'il ne serait pas équitable de tenir compte à ces fonctionnaires, d'une façon quelconque, des avantages accordés à toutes les catégories du personnel [16 mars] (J.O., p. 403). Réponse [30 mars] (J.O., p. 565).

155 — Question de M. Delhon à M. le Ministre de l'Instruction publique pour lui demander si un répétiteur de collège qui, n'ayant figuré ni sur le tableau de classement de 1913, ni sur le tableau des majorations aux fonctionnaires de l'enseignement secondaire, ne fut pas proposé pour une promotion par son principal, comme n'ayant pas le minimum d'ancienneté de classe exigé, ne pourrait pas néanmoins être promu, étant donné qu'il bénéficie d'une majoration de deux ans d'ancienneté de classe sur le tableau de classement pour 1914 communiqué aux intéressés après les propositions [16 mars] (J.O., p. 403). Réponse [23 mars] (J.O., 472).

156 — Question de M. Louis Martin à M. le Ministre des Finances pour lui demander les raisons pour lesquelles, tandis qu'à la frontière belge, la visite en douane des bagages portés à la main par les voyageurs est effectuée par les douaniers belges dans les compartiments et sans aucun dérangement pour les voyageurs, ceux-ci sont astreints, lorsqu'ils passent la frontière française, à porter eux-mêmes leurs colis à la douane. Ne pourrait-on procéder à la frontière française comme il est procédé à la frontière belge? [16 mars] (J.O., p. 403). Réponse [2 juin] (J.O., p. 690).

157 — Question de M. Gaudin de Villaine à M. le Ministre de la Marine pour lui demander si, au moment de l'ouverture de l'école des officiers d'administration, les candidats ayant obtenu aux récents concours un total de 455 points pourront être admis de droit à cette école [19 mars] (J.O., p. 437). Réponse [27 mars] (J.O., p. 540).

158 — Question de M. Perreau à M. le Ministre de la Marine pour lui demander si les greffiers des tribunaux maritimes, nommés sous l'empire de la loi du 5 août 1879 et ne figurant plus au tableau des tarifs annexés à la loi du 30 décembre 1913, ont toujours droit à la révision de leurs pensions, comme les syndics des gens de mer et les gardes maritimes, qui ne figurent également plus à ce tableau et ont cependant conservé leurs droits [19 mars] (J.O., p. 437). Réponse [30 mars] (J.O., p. 566).

159 — Question de M. Dominique Delahaye à M. le Ministre des Travaux publics pour lui demander : 1° s'il est exact qu'une collision survenue le 28 février 1914 près de la gare de Blanc-Mesnil (ligne du Nord), entre les trains 4540 et 5730, ait eu pour cause l'inobservation, par le mécanicien du train tamponneur, de plusieurs disques qui lui imposaient l'arrêt; 2° quels ont été, dans cet accident, le rôle et l'effi-

cacité des appareils dits « crocodiles » dont les disques étaient munis ; 3° si vraisemblablement on ne peut pas admettre que l'accident eût été évité par l'emploi de signaux d'arrêt absolu munis de pétards, au lieu et place des disques, même pourvus du « crocodile » [19 mars] (J.O., p. 437). Réponse [31 mars] (J.O., p. 608).

160 — Question de M. Brager de La Ville-Moysan à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale pour lui demander si un assuré de la loi des retraites ouvrières, inscrit sur le vu des pièces paraissant régulières et entre en jouissance de sa retraite, doit être rayé de la liste des retraités après que l'administration a découvert qu'il a été inscrit à tort, ayant au moment de l'inscription dépassé de quelques jours l'âge légal ? L'extrait d'inscription doit-il lui être retiré et les versements faits doivent-ils être restitués ? [26 mars] (J.O., p. 512). Réponse [3 avril] (J.O., p. 685).

161 — Question de M. Villiers à M. le Ministre de la Marine pour lui demander si la question des indemnités à allouer au personnel en service dans les établissements de pyrotechnie est résolue et quel en est le résultat en ce qui concerne les agents techniques de l'artillerie navale détachés à l'établissement de pyrotechnie de Saint-Nicolas et non logés [27 mars] (J.O., p. 539). Réponse [2 juin] (J.O., p. 690).

162 — Question de M. Villiers à M. le Ministre de la Marine lui demandant pour quelles raisons existe, en ce qui concerne les indemnités, une différence de traitement entre les commis de comptabilité et les agents techniques non logés de l'artillerie navale détachés à Saint-Nicolas et pourquoi ces derniers se trouvent dans une situation inférieure à celle des commis de comptabilité [27 mars] (J.O., p. 539). Réponse [2 juin] (J.O., p. 690).

163 — Question de M. Villiers à M. le Ministre de la Marine pour lui demander : 1° si une Commission, réunie à Paris en 1913, ne s'est pas montrée favorable à l'attribution aux agents techniques de l'artillerie navale détachés à Saint-Nicolas, d'indemnités annuelles identiques à celles que les dépêches ministérielles des 28 août et 24 septembre 1910 ont accordées aux commis de comptabilité en service dans le même établissement ; 2° quelle décision M. le Ministre de la Marine prendra au sujet de ces indemnités promises par l'un de ses prédécesseurs [27 mars] (J.O., p. 539). Réponse [2 juin] (J.O., p. 690).

164 — Question de M. Gaudin de Villaine à M. le Ministre de l'Instruction publique demandant pour quelles raisons aucune audience n'a été accordée au bureau de l'association nationale des instituteurs laïques qui compte plusieurs milliers de directeurs d'écoles et d'instituteurs patriotes et antisindicalistes alors que tous ses prédécesseurs le recevaient en audience [30 mars] (J.O., p. 565).

165 — Question de M. Gabrielli à M. le Ministre des Travaux publics pour lui demander quelle suite il compte donner aux demandes que lui ont adressées au mois de décembre 1913 divers commis des ponts et chaussées aujourd'hui adjoints techniques à l'effet d'être autorisés à verser rétroactivement les retenues afférentes à leurs services d'agents temporaires, pour la période qui sépare la date de leur admissibilité et celle de leur titularisation [30 mars] (J.O., p. 565). Réponse [2 juin] (J.O., p. 691).

166 — Question de M. Quesnel à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale pour lui demander : 1° si les employés et ouvriers des chemins de fer de l'Etat sont autorisés, moyennant les versements prévus par la loi, à bénéficier, outre leur retraite particulière, de la loi sur les retraites ouvrières ; 2° dans le cas où ils ne seraient pas ou ne seraient plus autorisés à bénéficier de la loi des retraites ouvrières, quels moyens devront-ils employer pour récupérer les sommes qu'ils auront pu verser à l'Etat dans ce but [30 mars] (J.O., p. 565). Réponse [3 avril] (J.O., p. 685).

167 — Question de M. Boivin-Champeaux à M. le Ministre de la Guerre pour lui demander à quelles allocations ont droit, en vertu de l'article 12 de la loi du 7 août 1913 : 1° l'enfant naturel de moins de seize ans, reconnu par le père seul ; 2° l'enfant légitime de moins de seize ans, dont la mère est décédée. Dans l'un et l'autre cas, cet enfant qui constitue à lui seul la famille du père appelé sous les drapeaux, a-t-il droit à une allocation journalière de 1 fr. 25 majorée de 50 centimes ou bien n'a-t-il droit qu'à une allocation de 50 centimes [30 mars] (J.O., p. 565). Réponse [2 juin] (J.O., p. 691).

168 — Question de M. Peyrot à M. le Ministre de la Guerre pour lui demander s'il lui serait possible de trancher la question des retraites sans solde (sorte de propriété du grade), qui donnerait aux officiers de réserve, arrivés à la limite d'âge de 60 et 65 ans, une satisfaction purement morale qu'ils réclament depuis longtemps [31 mars] (J.O., p. 608). Réponse [26 juin] (J.O., p. 895).

169 — Question de M. Gaudin de Villaine à M. le Ministre des Finances pour lui demander à quel sigue on pourra reconnaître un chèque visé par l'article 35 (2° alinéa) de la loi sur le revenu des valeurs mobilières françaises et étrangères qui interdit à toutes les personnes désignées audit article de payer les chèques ou autres instruments de crédit énumérés, sans opérer immédiatement la retenue de l'impôt? Quelle différence y a-t-il entre ces chèques et un chèque viré de l'étranger sur une place de France pour toute autre cause que celles stipulées par l'article précité [3 avril] (J.O., p. 685). Réponse [2 juin] (J.O., p. 691).

170 — Question de M. Gaudin de Villaine à M. le Ministre de la Marine pour lui demander s'il ne pourrait pas étendre aux commis du personnel administratif nommés élèves de l'école d'administration les avantages de solde concédés aux commis nommés stagiaires du commissariat ou de l'inscription maritime, c'est-à-dire de leur donner la solde minimum prévue par le décret du 20 avril 1912 et les décrets suivants [3 avril] (J.O., p. 685). Réponse [17 juin] (J.O., p. 724).

171 — Question de M. Gaudin de Villaine à M. le Ministre de la Marine pour lui demander si l'article 10 du décret du 20 février 1914 laisse subsister les dispositions du décret du 4 novembre 1904 stipulant que les désignations d'office du personnel administratif pour servir dans les colonies ou pays de protectorat ne s'appliquent qu'au personnel nommé postérieurement à ce décret [3 avril] (J.O., p. 685). Réponse [17 juin] (J.O., p. 724).

172 — Question de M. Gaudin de Villaine à M. le Ministre de la Marine pour lui demander la raison pour laquelle le décret du 20 février 1914 a ramené du tiers au cinquième des vacances d'officiers d'administration de 2^e classe le nombre des places à attribuer dans ce grade aux commis, alors que ledit décret crée pour ces derniers un examen leur donnant l'accès à cet emploi [3 avril] (J.O., p. 685). Réponse [17 juin] (J.O., p. 724).

173 — Question de M. Dominique Delahaye à M. le Ministre des Travaux publics pour lui demander s'il peut lui faire connaître l'avis de ses services techniques sur la question suivante : l'accident survenu dans la nuit du 28 février au 1^{er} mars, près de la gare de Blanc-Mesnil (ligne du Nord), au pied du sémaphore n° 12, eût-il été vraisemblablement évité si les deux disques munis de crocodiles qui devaient protéger le train tamponné avaient été des signaux d'arrêt absolu munis de pétards [2 juin] (J.O., p. 690). Réponse [12 juin] (J.O., p. 697).

174 — Question de M. Villiers à M. le Ministre de la Marine pour lui demander si l'indemnité familiale prévue par la loi du 30 décembre 1913 dont bénéficient seulement les militaires sera prochainement applicable aux fonctionnaires civils des diverses administrations de l'Etat [2 juin] (J.O., p. 690). Réponse [24 juin] (J.O., p. 858).

175 — Question de M. Mulac à M. le Ministre de la Guerre pour lui demander si les pharmaciens ou étudiants en pharmacie, munis de douze inscriptions, appartenant à des classes antérieures à celle de 1913 et appelés en même temps que celle-ci, à l'expiration de leur sursis d'incorporation, seront admis, à la fin de leur première année de service, à subir l'examen de pharmacien auxiliaire, conformément à l'article 25 de la loi du 21 mars 1905, modifiée par celle du 7 août 1913 [2 juin] (J.O., p. 690). Réponse [24 juin] (J.O., p. 858).

176 — Question de M. Leblond à M. le Ministre du Travail pour lui demander s'il a l'intention de déposer un projet de loi dans le sens de l'avis émis par la Commission supérieure de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse qui s'est montrée favorable à un texte qui étendrait aux agents communaux le bénéfice des dispositions de la loi du 27 mars 1911 [2 juin] (J.O., p. 690). Réponse [2 juin] (J.O., p. 691).

177 — Question de M. Brager de la Ville-Moysan à M. le Ministre du Travail pour lui demander si une femme, âgée au 3 juillet 1911 d'environ soixante-trois ans et demi et qui aurait négligé de se faire inscrire à ce moment comme assurée obligatoire de la loi des retraites ouvrières peut, au 30 décembre 1912, réclamer le bénéfice du paragraphe 3 de l'article 62 de la loi et demander son inscription par rétroactivité, bien qu'ayant dépassé depuis dix-huit jours l'âge de soixante-cinq ans [2 juin] (J.O., p. 690). Réponse [2 juin] (J.O., p. 691).

178 — Question de M. Brager de la Ville-Moysan à M. le Ministre du Travail pour lui demander si les statuts d'une société de secours mutuels établissant le mode de renouvellement partiel des membres du bureau et du conseil d'administration peuvent légalement décider que l'élection de ces membres ne pourra avoir lieu que sur présentation par ledit bureau ou conseil d'une liste de candidats en nombre double de celui des membres à élire [2 juin] (J.O., p. 690). Réponse [20 juin] (J.O., 789).

179 — Question de M. Brager de la Ville-Moysan à M. le Ministre du Travail pour lui demander quel a été le produit de la vente des timbres-retraite pendant l'année 1913 et le premier trimestre de l'année 1914 [2 juin] (J.O., p. 690). Réponse [2 juin] (J.O., p. 691).

180 — Question de M. Henri-Michel à M. le Ministre de l'Instruction publique pour lui demander les raisons pour lesquelles les maîtres élémentaires figurant au tableau G des lycées de garçons ne sont pas versés au tableau D des chargés de cours bacheliers et brevetés [2 juin] (J.O., p. 690). Réponse [12 juin] (J.O., p. 697).

181 — Question de M. Charles Dupuy à M. le Ministre de la Guerre pour lui demander si un jeune homme de la classe 1912, ajourné en 1913, reconnu bon en 1914, dépendra pour son incorporation de la lettre initiale tirée au sort en 1912 ou de celle de 1913 ou de celle de 1914 [2 juin] (J.O., p. 690). Réponse [24 juin] (J.O., p. 858).

182 — Question de M. Crépin à M. le Ministre des Colonies pour lui demander quelles mesures il compte prendre à l'égard d'un magistrat exerçant par intérim les fonctions de procureur de la République à Saint-Pierre-de-la-Réunion, et qui est intervenu abusivement dans une instance en séparation de corps introduite à la requête de la femme d'un employé des contributions indirectes devant le tribunal de

Saint-Denis (Réunion) [12 juin] (J.O., p. 697). Réponse [23 juin] (J.O., p. 835).

183 — Question de M. Villiers à M. le Ministre de la Guerre pour lui demander si tous les emplois réservés par la loi du 21 mars 1905 aux anciens militaires peuvent être attribués, à défaut de candidats militaires, à des candidats civils [17 juin] (J.O., p. 724). Réponse [25 juin] (J.O., p. 875).

184 — Question de M. Villiers à M. le Ministre de la Guerre pour lui demander si, dans le cas où le nombre des postulants civils serait insuffisant pour combler les emplois laissés disponibles par la loi du 21 mars 1905, cette quotité peut être, en tout ou en partie, attribuée à des candidats militaires [17 juin] (J.O., p. 875). Réponse [28 juin] (J.O., p. 875).

185 — Question de M. Villiers à M. le Ministre de la Guerre pour lui demander si, dans les deux cas visés par les questions précédentes, les candidats, tant civils que militaires, étant en nombre suffisant pour remplir toutes les vacances, les emplois réservés seraient exclusivement attribués aux candidats militaires et ceux laissés disponibles exclusivement attribués aux candidats civils [17 juin] (J.O., p. 724). Réponse [25 juin] (J.O., p. 875).

186 — Question de M. Villiers à M. le Ministre de la Guerre pour lui demander si la quotité en totalité des emplois disponibles annexés aux tableaux E, F, G, de la loi du 21 mars 1905 doit être réservée aux candidats civils lorsqu'ils sont assez nombreux pour occuper toutes les vacances, ou si au contraire la loi permet encore d'en distraire une partie en faveur des militaires (17 juin) (J.O., p. 724). Réponse [25 juin] (J.O., p. 875).

187 — Question de M. Gaudin de Villaine à M. le Ministre de la Guerre pour lui demander si l'instruction du 16 avril 1914 (*Journal officiel* du 17 avril) pour l'exécution de la loi relative à la constitution des cadres de l'artillerie qui prévoit en son paragraphe K (dispositions particulières), et par mesure transitoire, la nomination au grade d'adjudant, du garde-magasin titulaire de cet emploi, à la date du 10 avril 1914, lorsqu'il aura dix ans de grade de sous-officier, n'a pas eu pour objet de comprendre la nomination, non prévue dans la composition d'un régiment d'artillerie à pied (tableau 1, série C), du garde-magasin d'un régiment d'artillerie à pied en fonction à cette date et ayant plus de dix ans de grade de sous-officier [17 juin] (J.O., p. 724). Réponse [3 juillet] (J.O., p. 1017).

188 — Question de M. Dominique Delahaye à M. le Ministre des Travaux publics pour lui demander si l'accident qui s'est produit en gare de Mâcon, le 23 mai dernier (tamponnement d'une machine en manœuvre par un rapide), n'aurait pas été évité au cas où le disque avancé

qui protège cette gare aurait été remplacé par un signal d'arrêt absolu muni de pétards [18 juin] (J.O., p. 745). Réponse [26 juin] (J.O., p. 896).

189 — Question de M. Emile Rey à M. le Ministre des Finances pour lui demander si les subventions que l'Etat est tenu d'accorder aux départements et aux communes pour l'application d'un certain nombre de lois seront calculées sur les anciens principaux ou s'il n'y aura pas lieu de prendre pour base de calcul les principaux réels [19 juin] (J.O., p. 769). 1^{re} réponse [4 août] (J.O., p. 1312).

190 — Question de M. Gaudin de Villaine à M. le Ministre de la Guerre pour lui demander s'il pense pouvoir donner bientôt les instructions nécessaires pour que les avantages résumés dans la dépêche ministérielle du 22 septembre 1913 en faveur des militaires coloniaux et métropolitains servant au Maroc soient attribués aux militaires des troupes métropolitaines, qui n'ont encore rien reçu depuis la publication de la dépêche ministérielle, tandis que les militaires coloniaux bénéficient régulièrement de ces primes [19 juin] (J.O., p. 769). Réponse [15 juillet] (J.O., p. 1292).

191 — Question de M. Chauveau à M. le Ministre des Travaux publics pour lui demander s'il ne lui paraît pas possible et rationnel de désigner pour faire partie du « comité du code de la route », chargé d'examiner la future réglementation des routes, à côté des représentants des sociétés hippiques et des sociétés d'automobiles, les représentants autorisés de l'agriculture dont les intérêts méritent également d'être défendus [20 juin] (J.O., p. 789). Réponse [3 juillet] (J.O., p. 1018).

192 — Question de M. Villiers à M. le Ministre de la Guerre pour lui demander si les familles des engagés volontaires antérieurement à la loi du 7 août 1913 qui ont été classés par les conseils cantonaux dans la catégorie des soutiens de famille, doivent être exclues du bénéfice de l'allocation journalière ou si, au contraire, elles ont droit à cette allocation [22 juin] (J.O., p. 811). Réponse [15 juillet] (J.O., p. 1292).

193 — Question de M. Dominique Delahaye à M. le Ministre des Travaux publics pour lui demander s'il est exact, comme l'a annoncé un journal du soir, dans un article sans signature, du 9 mars dernier, qu'en raison de l'opposition manifestée par les corps commerciaux à l'égard des propositions concernant la réglementation du transport à découvert et du bâchage, il ait fallu « renoncer à régler l'affaire par voie administrative », et si, en conséquence, on peut considérer lesdites propositions, approuvées en principe le 7 décembre 1912 et restées en suspens depuis, comme étant à l'heure actuelle définitivement abandonnées [23 juin] (J.O., p. 835). Réponse [1^{er} juillet] (J.O., p. 965).

194 — Question de M. Villiers à M. le Ministre de la Marine pour

lui demander quelle suite il compte donner aux demandes qui lui ont été adressées le 5 décembre 1913 et les 10 et 29 mars 1914 par divers commis et par l'association des commis du personnel administratif de gestion en service à Paris, à l'effet d'obtenir les mêmes indemnités (résidence et fonctions réunies) que celles allouées aux agents techniques des différents services de la marine détachés dans la capitale [24 juin] (J.O., p. 857).

195 — Question de M. Villiers à M. le Ministre de la Marine pour lui demander : 1° pour quelles raisons existe, en ce qui concerne les indemnités, une différence de traitement entre les agents détachés à Paris des personnels administratif et technique de la marine ; 2° pourquoi les commis se trouvent dans une situation inférieure à celle des agents techniques, alors que ces deux personnels sont régis et assimilés en tous points par les décrets de réorganisation du 20 février 1914 et qu'ils reçoivent les mêmes indemnités dans les colonies et la métropole, sauf à Paris [24 juin] (J.O., p. 858).

196 — Question de M. Le Breton à M. le Ministre des Finances pour lui demander si les grosses recettes et conservations de l'enregistrement ne pourraient être divisées afin qu'un plus grand nombre de petits receveurs et de petits conservateurs pussent parvenir, à la fin de leur carrière, à une situation convenable et bénéficier des avantages de la loi du 30 décembre 1913 sur les retraites [25 juin] (J.O., p. 875). Réponse [4 août] (J.O., p. 1312).

197 — Question de M. Gaudin de Villaine à M. le Ministre des Finances pour lui demander : 1° de préciser les termes de la réponse qui a été faite le 2 juin à sa question écrite n° 169, les chèques tirés de l'étranger sur une place de France risquant d'être suspectés par l'administration de l'enregistrement, puisqu'aucun chèque ne peut mentionner la cause pour laquelle il est tiré ; 2° si, dans ces conditions, le bénéficiaire ou tiers porteur de bonne foi devra faire la preuve que le chèque incriminé n'a pas été tiré en couverture de dividendes ou arrérages [3 juillet] (J.O., p. 1017). Réponse [4 août] (J.O., p. 1312).

198 — Question de M. Gaudin de Villaine à M. le Ministre de la Marine pour lui demander pourquoi un premier maître armurier, promu le 1^{er} avril 1914, est resté en service sur la France, étant le 4^e à l'embarquement [4 juillet] (J.O., p. 1045). Réponse [4 août] (J.O., p. 1312).

199 — Question de M. Gaudin de Villaine à M. le Ministre de la Marine pour lui demander pourquoi l'effectif des premiers maîtres armuriers en service dans les directions d'artillerie navale, au contrôle des fabrications et à Ruelle, qui est fixé à 17, par dépêche ministérielle du 25 août 1913, n'a jamais atteint ce chiffre [4 juillet] (J.O., p. 1045). Réponse [4 août] (J.O., p. 1313).

200 — Question de M. Ermant à M. le Ministre de la Guerre pour lui demander si les séances des conseils de revision doivent être considérées comme secrètes, et si les procès-verbaux de ces séances contenant les décisions motivées de réforme peuvent être communiquées à des tiers et publiées [6 juillet] (J.O., p. 1071). Réponse [4 août] (J.O., p. 1313).

201 — Question de M. Lhopiteau à M. le Ministre de la Guerre pour lui demander s'il ne paraît pas possible de modifier l'article 457 du règlement sur le service de santé, afin d'épargner à de malheureux parents de payer pour rentrer en possession des effets personnels d'un fils décédé au régiment [8 juillet] (J.O., p. 1125).

202 — Question de M. Villiers à M. le Ministre de la Guerre pour lui demander si des militaires autres que des sous-officiers réunissant au moins dix années de services dont quatre ans de grade, peuvent concourir pour l'obtention des emplois énumérés au tableau E annexé à la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée [12 juillet] (J.O., p. 1184). Réponse [4 août] (J.O., p. 1313).

203 — Question de M. l'amiral de La Jaille à M. le Ministre de la Marine pour lui demander si des dispositions sont prises pour assurer le service religieux dans l'armée de mer ainsi qu'il a été fait pour l'armée de terre et si en particulier l'armement des transports-hôpitaux comporte un aumônier dans l'état-major de chacun de ces bâtiments [4 août] (J.O., p. 1312). Réponse [22 décembre] (J.O., p. 1319).

204 — Question de M. Dominique Delahaye à M. le Ministre de la Guerre pour demander : 1° s'il a pris des mesures pour assurer aux aumôniers militaires le rang et la solde que comportent leurs fonctions ; 2° s'il consent à ce qu'un brancardier par bataillon soit pris, autant que possible, parmi les ministres des cultes réservistes inscrits sur les contrôles des régiments mobilisés [4 août] (J.O., p. 1312).

QUINTIN (Côtes-du-Nord). — Voir Octrois, 154.

RAMBOUILLET (Seine-et-Oise). — Voir Octrois, 155.

RATIFICATION DE DÉCRETS. — Voir Décrets (Ratification de).

RAZAC-SUR-L'ISLE (Dordogne). — Voir Emprunts et impositions, 15.

REBOISEMENT DES FORÊTS PRIVÉES. — Voir Forêts privées (Reboisement des).

RECEL. — 1913. Projet de loi sur le recel, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [19 mai] (A. t. I, p. 594; J.O., 493; I.

n° 172). Commission: 1^{er} bureau, M. Léon Monnier; 2^e bureau, M. Lemarié; 3^e bureau, M. Savary; 4^e bureau, M. Reynald; 5^e bureau, M. Réveillaud; 6^e bureau, M. Nègre; 7^e bureau, M. Loubet; 8^e bureau, M. Richard; 9^e bureau, M. Guillaume Poulle (J.O., p. 4587; F. 47). Président, M. Savary; Secrétaire, M. Poulle (J.O., p. 4627; F. 49). || 1914. M. Poulle dépose le rapport [23 janvier] (A. t. I. p. 40; J.O., p. 23; I. n° 14). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [3 juillet, 1^{re} séance] (A. t. I, p. 1168; J.O., p. 991).

RÉCOMPENSES INDUSTRIELLES. — Voir Table 1909-1911, Décorations, 12. || 1912. Promulgation (J.O., 11 août, p. 7281).

RÉCOMPENSES NATIONALES.

1 — 1912. Projet de loi sur les récompenses nationales, déposé à la Chambre le 7 décembre 1911; rapport de M. Guist'hau, le 18 décembre 1911; rapport supplémentaire de M. Louis Marin, le 29 février 1912; adopté le 26 mars; déposé par M. le Ministre de la Justice (I. n° 130). M. Saint-Germain dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 868, 891; J.O., p. 711, 730; I. n° 143). Déclaration de l'urgence. Article premier: M. D. Delahaye. Adoption. Articles 2 à 4. Adoption. Article 5: MM. Bassinet, Pelletan, Saint-Germain. Renvoi à la Commission [29 mars] (A. t. I, p. 1044; J.O., p. 835). M. Saint-Germain dépose un rapport supplémentaire [9 juillet] (A. t. I, p. 1468; J.O., p. 1187; I. n° 290). Suite de la discussion des articles. Article 5. Retrait d'un amendement de M. Lozé. Adoption de l'article 5. Articles 6 et 7. Adoption. Article 8: MM. Fortier, Saint-Germain, rapporteur. Adoption. Article 9. Adoption. Vote sur l'ensemble du projet de loi. Adoption [11 juillet] (A. t. I, p. 1565; J.O., p. 1261). Promulgation (J.O., 28 juillet, p. 6786).

2 — Projet de loi, ayant pour objet l'attribution d'une pension viagère à M^{lle} Sophie Picard, sœur de M. Pierre Picard, ancien inspecteur des télégraphes, décédé, à titre de récompense nationale en reconnaissance des services rendus à la science et à la nation par les travaux de M. Pierre Picard en matière d'électricité et de télégraphie, particulièrement en matière de télégraphie sous-marine, déposé à la Chambre le 1^{er} décembre 1911; rapport de M. Dalimier, le 28 mars 1912; adopté le 30 mars; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [25 juin] (A. t. I, p. 1307; J.O., p. 1056; I. n° 224). M. Saint-Germain dépose le rapport [27 juin] (A. t. I, p. 1313; J.O., p. 1060; I. n° 230). Déclaration de l'urgence. Adoption [2 juillet] (A. t. I, p. 1384; J.O., p. 1119). Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 641).

3 — 1913. Projet de loi ayant pour objet d'accorder à M. Foureau

(Fernand), à titre de récompense nationale, une pension de 12.000 francs déposé à la Chambre le 21 juillet; rapport de M. Nail le 29 juillet; adopté le 13 novembre; déposé par MM. les Ministres des Finances et des Colonies [18 novembre] (A. t. II, p. 44; J.O., p. 1427; I. n° 418). M. Gervais dépose le rapport [3 décembre] (A. t. II, p. 135; J.O., p. 1503; I. n° 444). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [24 décembre] (A. t. II, p. 270; J.O., p. 1617). Promulgation (J.O., 2 janvier 1914, p. 106).

REDON (Ille-et-Vilaine). — Voir Octrois, 156.

REDOUTE DU TILLEUL A MAUBEUGE. — Voir Armée, § V, 7.

RÉGIME DOUANIER COLONIAL. — 1913. Projet de loi relatif à l'établissement du régime douanier colonial, déposé à la Chambre le 12 décembre 1912; rapport de M. Sévère le 27 mars, et rapport supplémentaire le 5 juin. Avis de la Commission des Affaires étrangères par M. Lagrosillière, le 9 juin; adopté le 12 juin; déposé par MM. les Ministres des Finances, du Commerce et de l'Agriculture [17 juin] (A. t. I, p. 1092; J.O., p. 899; I. n° 212). M. Flandin dépose le rapport [10 juillet] (A. t. I, p. 1319; J.O., p. 1086; I. n° 297). M. Gervais dépose l'avis de la Commission des Finances [22 juillet] (A. t. I, p. 1393; J.O., p. 1149; I. n° 319). 1^{re} délibération : Décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [29 juin] (A. t. I, p. 1479; J.O., p. 1219). Promulgation J.O., 8 août, p. 7143).

REIMS (Marne). — Voir Octrois, 157.

RÉINTÉGRATION DE FONCTIONNAIRES ET D'OFFICIERS. — 1913. Projet de loi déposé le 19 mars 1908 (voir Table, 1906-1908). Dépôt, par M. Lebert, d'un rapport supplémentaire sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la réintégration de fonctionnaires et d'officiers de la réserve et de l'armée territoriale [14 mars] (A. t. I, p. 273; J.O., p. 224; I. n° 76). Discussion. Décret désignant un commissaire du Gouvernement. Article unique. Rejet du texte de la Chambre des Députés. Adoption de l'article unique (texte de la commission). Modification du libellé de l'intitulé de la loi [25 juillet] (A. t. I, p. 1400; J.O., p. 1155).

RENTES 3 50 % (Émission de). — 1914. Projet de loi ayant pour objet l'émission de rentes 3,50 % amortissables, en vue de subvenir aux dépenses extraordinaires de la défense nationale et aux dépenses

d'occupation au Maroc, déposé à la Chambre le 16 juin; rapport de M. Métin le 18 juin; adopté le 19 juin; déposé par M. le Ministre des Finances. Déclaration de l'urgence. Lecture par M. le Ministre des Finances de l'exposé des motifs du projet de loi. Renvoi à la Commission des Finances. M. Aimond dépose le rapport et en donne lecture. Demande de discussion immédiate. Décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Hervey, Touron, Noulens, *Ministre des Finances*, et Dominique Delahaye. Article premier : Adoption. Art. 2 : MM. Charles Riou, le Rapporteur général, Gaudin de Villaine. Adoption. Art. 3 : M. de Selves. Adoption. Art. 4 et 5. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [20 juin] (A. t. I, p. 905 à 914; J.O., p. 772; I. n^{os} 295 et 296). Promulgation (J.O., 21 juin, p. 5405).

REPOS HEBDOMADAIRE AUX HALLES CENTRALES. — 1913.

Projet de loi concernant le repos hebdomadaire aux halles centrales, déposé à la Chambre le 19 mai; rapport de M. Lemire le 11 juillet; adopté le 20 novembre; déposé par M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale [27 novembre] (A. t. II, p. 87; J.O., p. 1463; I. n^o 437). Commission : 1^{er} bureau, M. Cannac; 2^e bureau, M. Eugène Guérin; 3^e bureau, M. Emile Rey; 4^e bureau, M. Decker-David; 5^e bureau, M. de Las Cases; 6^e bureau, M. Henry Bérenger; 7^e bureau, M. H. Chéron; 8^e bureau, M. Poirrier; 9^e bureau, M. Lozé (J.O., p. 10765; F. 96). Président, M. Poirrier; Secrétaire, M. Decker-David [16 décembre] (J.O., p. 10853; F. 97). || 1914. M. Chéron dépose le rapport [24 mars] (A. t. I, p. 584; J.O., p. 490; I. n^o 159). Promulgation (J.O., p. 5 avril, p. 3158).

RÉQUISITION (Droit de).

1 — 1914. Projet de loi tendant à attribuer à l'autorité militaire le droit de pourvoir, par voie de réquisition, au logement et à la subsistance des personnes étrangères évacuées sur certaines régions de l'intérieur, déposé à la Chambre le 4 août; discussion immédiate; adopté le 4 août; déposé par MM. les Ministres de la Guerre et de l'Intérieur. M. Lebert dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [4 août] (A. t. I, p. 1549; J.O., p. 1303; I. n^{os} 445 et 446). Promulgation (J.O., 6 août, p. 7131).

2 — Projet de loi tendant à attribuer à l'autorité militaire le droit de pourvoir, par voie de réquisition, au logement et à la subsistance des individus expulsés des places fortes comme bouches inutiles, déposé à la Chambre le 4 août; discussion immédiate; adopté le 4 août; déposé par MM. les Ministres de la Guerre et de l'Intérieur. M. de la

Batut dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate [4 août] (A. t. I, p. 1548 et 1549; J.O., p. 1303; I. n° 443 et 444). Promulgation (J.O., 6 août, p. 7130).

RÉSEAU NORD-SUD DE PARIS. — Voir Chemins de fer, § III, 1, année 1912.

RÉSOLUTIONS (PROJETS DE)

ANNÉE 1912

1 — M. Guillaume Poulle dépose un rapport de la Commission de comptabilité (année 1912) sur : 1° le projet de résolution portant règlement définitif : 1° du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1911; 2° du compte des recettes et des dépenses de la caisse de retraites des anciens sénateurs et de celle des employés du Sénat pour 1911; 2° le projet de résolution portant : 1° fixation du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1913; 2° évaluation des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle des employés du Sénat [25 juin] (A. t. I., p. 1282; J.O., p. 1035; I. n° 221). Le premier projet est adopté sans discussion. Sur le 2° projet, discussion générale : MM. Gaudin de Villaine, Poulle, rapporteur; Flaissières, Bassinet, Dominique Delahaye, Denoix, Maurice-Faure, Clôture de la discussion générale. Adoption [5 juillet] (A. t. I, p. 1424; J.O., p. 1152).

ANNÉE 1913

1 — M. Guillaume Chastenet dépose un projet de résolution tendant à compléter l'article 16 du règlement du Sénat et à la création d'une grande commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies [30 janvier] (A. t. I, p. 27; J.O., p. 21; I. n° 7). M. Chastenet dépose le rapport [26 juin] (A. t. I, p. 1180; J.O., p. 975; I. n° 251). Discussion générale : MM. Decrais, G. Chastenet, Milliès-Lacroix, Barbier, Hubert, Bérard. Rejet, au scrutin, du passage à la discussion de l'article [18 décembre] (A. t. II, p. 196; J.O., p. 1554 et suivantes).

2 — Projet de résolution déposé par M. Louis Martin relatif à l'institution d'une Commission des affaires étrangères et coloniales [25 février 1910] (voir Table 1909-1911). Résolutions (Projets de). M. Louis Martin dépose le rapport sommaire [6 mars] (A. t. I, p. 216; J.O., p. 178; I. n° 53). Discussion sur la prise en considération : MM. de Lamarzelle,

Louis Martin. Adoption. Renvoi du projet à la Commission précédemment saisie d'un projet analogue [28 mars] (A. t. I, p. 444; J.O., p. 370). M. Chastenet dépose le rapport [26 juin] (A. t. I, p. 1180; J.O., p. 975; I. n° 251). Discussion générale : MM. Decrais, Chastenet, Milliès-Lacroix, Hubert, Barbier, Bérard. Rejet, au scrutin, du passage à la discussion de l'article unique [18 décembre] (A. t. II, p. 196; J.O., p. 1554 et suiv.).

3 — M. Debierre dépose un projet de résolution tendant à nommer des Commissaires de contrôle auprès des grandes administrations. Renvoi à la Commission des finances [22 mai] (A. t. I, p. 721; J.O., p. 597).

4 — M. Henry Bérenger dépose un projet de résolution tendant à instituer une Commission permanente des affaires extérieures, des protectorats et des colonies [6 mars] (A. t. I, p. 230; J.O., p. 189; I. n° 58). M. Chastenet dépose le rapport [26 juin] (A. t. I, p. 1180; J.O., p. 975; I. n° 251). Discussion générale : MM. Decrais, *président de la Commission*; Guillaume Chastenet, *rapporteur*; Milliès-Lacroix, Lucien Hubert, Léon Barbier, Alexandre Bérard. Rejet, au scrutin, du passage à la discussion de l'article unique [18 décembre] (A. t. II, p. 196; J.O., p. 1554 et suiv.).

5 — M. Gaudin de Villaine dépose un projet de résolution sur les moyens d'atténuer les effets de la rétroactivité en ce qui concerne les classes 1910 et 1911 sans affaiblissement des effectifs. Renvoi à la Commission de l'armée [28 mars] (A. t. I, p. 444; J.O., p. 369; I. n° 123).

6 — M. Guillaume Poulle dépose un rapport au nom de la Commission de comptabilité (année 1913), sur : 1° le projet de résolution portant règlement définitif : 1° du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1912; 2° du compte des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle des employés du Sénat pour 1912; 2° le projet de résolution portant : 1° fixation du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1914; 2° évaluation des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle des employés du Sénat [3 juin] (A. t. I, p. 983; J.O., p. 809; I. n° 194). Adoption des deux projets de résolution [17 juin] (A. t. I, p. 1093; J.O., p. 901).

7 — M. Monis dépose un projet de résolution tendant à la nomination d'une Commission de 18 membres à l'effet de rechercher les réformes que comporterait la situation de l'Algérie. Déclaration de l'urgence.

Renvoi aux bureaux [20 juin] (A. t. I, p. 1155; J.O., p. 939). Commission : 1^{er} bureau, M. Jeanneney; 2^e bureau, M. Saint-Germain; 3^e bureau, M. Gaston Doumergue; 4^e bureau, M. Hervey; 5^e bureau, M. de la Batut; 6^e bureau, M. Henry Bérenger; 7^e bureau, M. Ernest Monis; 8^e bureau, M. Peytral; 9^e bureau, M. Etienne Flandin (J.O., p. 5554; F. 61). || 1914. M. Henry Bérenger dépose le rapport [16 juin] (A. t. I, p. 822; J.O., p. 701; I. n^o 292). Discussion générale : MM. Jonnart, Halgan, le Président, Dominique Delahaye, Milliès-Lacroix, Monis, Henry Bérenger, *rapporteur*. Adoption [10 juillet] (A. t. I, p. 1386 à 1388; J.O., p. 1167).

8 — M. Louis Martin dépose un projet de résolution tendant à modifier l'article 20 du règlement du Sénat et à porter de 27 à 36 le nombre des membres de la Commission des finances [18 novembre] (A. t. II, p. 47; J.O., p. 1429; I. n^o 424). Déclaration de l'urgence : MM. Louis Martin, Dominique Delahaye [18 novembre] (A. t. I, p. 47; J.O., p. 1430). Commission : 1^{er} bureau, M. Vermorel; 2^e bureau, M. Sauvan; 3^e bureau, M. Beauvisage; 4^e bureau, M. Murat; 5^e bureau, M. Debierre; 6^e bureau, M. Pédebidou; 7^e bureau, M. Henry Bérenger; 8^e bureau, M. Louis Martin; 9^e bureau, M. Guillaume Poulle (J.O., p. 10137; F. 88). Président, M. Beauvisage; Secrétaire, M. Poulle; Rapporteur, M. Louis Martin (J.O., p. 10137; F. 88). M. Louis Martin dépose le rapport [20 novembre] (A. t. II, p. 66; J.O., p. 1447; I. n^o 428). Discussion immédiate prononcée. Article unique. Rejet [21 novembre] (A. t. II, p. 75; J.O., p. 1454).

ANNÉE 1914

1 — M. Guillaume Poulle dépose un rapport au nom de la Commission de comptabilité (année 1914), sur : 1^o le projet de résolution portant règlement définitif : 1^o du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1913; 2^o du compte des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle des employés du Sénat pour l'exercice 1913; 2^o le projet de résolution portant : 1^o fixation du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1915; 2^o évaluation des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle des employés du Sénat [7 juillet] (A. t. I, p. 1291; J.O., p. 1091; I. n^o 366). Demande de discussion. Déclaration de l'urgence. Insertion du rapport au *Journal officiel*. Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance [9 juillet] (A. t. I, p. 1335; J.O., p. 1143). Discussion générale : MM. Gaudin de Villaine,

Fortier, Guillaume Poulle, Eugène Lintilhac. Adoption des deux projets de résolution [10 juillet] (A. t. I, p. 1368 à 1370; J.O., p. 1152).

2 — Projet de résolution tendant à l'affichage du discours de M. René Viviani, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts [24 mars] (A. t. I, p. 571; J.O. p. 479).

3 — Projet de résolution tendant à l'affichage de l'allocation de M. le Président du Sénat [5 août] (A. t. I, p. 1547; J.O., p. 1301).

4 — Projet de résolution tendant à l'affichage de l'allocation de M. le Président du Sénat [22 décembre] (A. t. I, p. 1562; J.O., p. 1316).

5 — Projet de résolution de MM. Chastenet, Clemenceau, Emile Combes, etc., tendant à ériger au Sénat le buste de M. le sénateur Emile Reymond [22 décembre] (A. t. I, p. 1564; J.O., p. 1317).

RETAIL (Le) (Deux-Sèvres). — Voir Communes et cantons, 19.

RETHEL (Ardennes). — Voir Octrois, 158.

RETRAITES DES AGENTS DES CHEMINS DE FER SECONDAIRES D'INTÉRÊT GÉNÉRAL. — 1913. Projet de loi relatif aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, déposé à la Chambre le 12 juillet 1911; rapport de M. Ceccaldi le 25 mars et avis de la Commission du budget par M. Péchadre le 21 juillet; adopté le 30 juillet; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics, des Finances et de l'Intérieur [4 novembre] (A. t. II, p. 4; J.O., p. 1393; I. n° 399).
 || 1914. M. Lhopiteau dépose le rapport [23 juin] (A. t. I, p. 980; J.O., p. 835; I. n° 304).

RETRAITES OUVRIÈRES ET PAYSANNES.

1 — 1912. Motion de la Commission des finances tendant au renvoi à une Commission spéciale des articles 72 à 81 du projet de loi de finances de l'exercice 1912, adoptés par la Chambre des Députés, et relatifs aux retraites ouvrières et paysannes [16 janvier] (A. t. I, p. 22; J.O., p. 49. Commission : 1^{er} bureau, MM. Théodore Girard, Barbier; 2^e bureau, MM. Ferdinand-Dreyfus, Reymonenq; 3^e bureau, MM. Dupont, Lourties; 4^e bureau, MM. Poirrier, Cauvin; 5^e bureau, MM. Fortier, Richard; 6^e bureau, MM. Bassinet, Pauliat; 7^e bureau, MM. Cuvinot, Bepmale; 8^e bureau, MM. Strauss, Goy; 9^e bureau, MM. Goirand, Cordelet (J.O., p. 691; F. 5). Président, M. Cuvinot; Vice-Président, M. Poir-

rier; Secrétaire, M. Richard (J.O., p. 743; F. 6). M. Théodore Girard dépose le rapport au nom de la Commission des finances [16 janvier] (A. t. I, p. 22; J.O., p. 19; I. n° 5). M. Cuvinot dépose le rapport au nom de la Commission des retraites [15 février] (A. t. I, p. 375; J.O., p. 308; I. n° 62). M. Gervais dépose l'avis de la Commission des finances [21 février] (A. t. I, p. 572; J.O., p. 464; I. n° 68). Le Sénat ordonne la réincorporation des articles dans le budget de 1912.

2 — 1912. Proposition de loi tendant à modifier l'article 36 de la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes, déposée par MM. Chastenot et Courrégelongue [1^{er} février] (A. t. I, p. 101; J.O., p. 84; I. n° 46).

3 — 1912. Proposition de loi tendant à modifier l'application des articles 4, paragraphe 5, et 36, paragraphes 6, 7 et 8, de la loi du 5 avril 1910, sur les retraites ouvrières et paysannes, déposée par MM. Brager de la Ville-Moysan, de La Riboisière et plusieurs de leurs collègues [8 février] (A. t. I, p. 239; J.O., p. 198; I. n° 53).

4 — 1912. Proposition de loi tendant à modifier le paragraphe 6 de l'article 36 de la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes, déposée par M. Brager de la Ville-Moysan [10 février] (A. t. I, p. 286; J.O., p. 238; I. n° 56).

5 — 1912. Proposition de loi relative à une modification de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes, déposée par M. Rey [31 mai] (A. t. I, p. 1124; J.O., p. 903; I. n° 180).

6 — 1912. Proposition de loi tendant à modifier le paragraphe 3 de l'article 62 de la loi du 27 février 1912, concernant les retraites ouvrières et paysannes, afin d'étendre au 1^{er} janvier 1913 le délai de rétroactivité accordé aux assurés pour bénéficier des avantages de la période transitoire, déposée à la Chambre le 28 juin; rapport de M. Chéron le 1^{er} juillet; adoptée le 2 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre [2 juillet] (A. t. I, p. 1402; J.O., p. 1133; I. n° 247). M. Ferdinand-Dreyfus dépose le rapport [4 juillet] (A. t. I, p. 1420; J.O., 1149; I. n° 254). Discussion: Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Tournon, Léon Bourgeois, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. Clôture de la discussion générale. Adoption [9 juillet] (A. t. I, p. 1458; J.O., p. 1179). Promulgation (J.O., 12 juillet, p. 6151).

7 — 1912. Projet de loi tendant à modifier le troisième paragraphe de l'article 9 de la loi du 5 avril 1910 relative aux retraites ouvrières et paysannes, déposé à la Chambre le 6 juin; rapports de M. Chéron, les

18 juin, 5 juillet et 6 juillet; adopté le 11 juillet; déposé par M. le Ministre du Travail [11 juillet] (A. t. I, p. 1573; J.O., p. 1268; I. n° 320). M. Ferdinand-Dreyfus dépose le rapport [5 décembre] (A. t. II, p. 154; J.O., p. 1439; I. n° 369). M. Ferdinand-Dreyfus dépose l'avis de la Commission des finances [13 décembre] (A. t. II, p. 219; J.O., p. 1493; I. n° 383). Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Ferdinand-Dreyfus, rapporteur; Morel, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur*. Clôture de la discussion générale. Adoption [20 décembre] (A. t. II, p. 286; J.O., p. 1548). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 10963).

8 — 1913. Projet de loi portant modification de la loi des 5 avril 1910 et 27 février 1912 sur les retraites ouvrières et paysannes, déposé à la Chambre le 24 juin 1912; rapport et rapport supplémentaire de M. Métin les 3 décembre 1912 et 25 juillet; adopté le 29 juillet; déposé par MM. les Ministres des Finances et du Travail [8 août] [A. t. I, p. 1692; J.O., 1387; I. n° 392]. || 1914. M. Théodore Girard dépose le rapport [19 mars] (A. t. I, p. 521; J.O., p. 436; I. n° 142).

9 — 1914. Projet de loi ayant pour objet d'accorder, en cas de décès de leur mari, une bonification aux femmes d'assurés inscrites en vertu du paragraphe 5 de l'article 36 de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes, déposé à la Chambre le 5 mars; rapport de M. Honnorat le 6 mars; adopté le 17 mars; déposé par MM. les Ministres du Travail et des Finances. Renvoi à la Commission chargée de l'examen des articles 72 à 81 de la loi de finances de 1912 et relatifs aux retraites ouvrières et paysannes [23 mars] (A. t. I, p. 546; J.O., p. 457; I. n° 150).

RÉUNION (La). — 1914. Projet de loi ayant pour objet de consentir à la colonie de la Réunion une avance de 550.000 francs, remboursable sans intérêts, destinée à faire face aux dépenses nécessitées par les dégâts du cyclone du 4 mars 1913, et une subvention extraordinaire de 150.000 francs au budget local pour venir en aide aux victimes du même cyclone, déposé à la Chambre le 21 juillet 1913; rapport de M. Maurice Viollette, le 22 décembre; adopté le 22 janvier 1914; déposé par MM. les Ministres des Colonies et des Finances [29 janvier] (A. t. I, p. 76; J.O., p. 64; I. n° 21). M. Gervais dépose le rapport [19 mars] (A. t. I, p. 521; J.O., p. 436; I. n° 141). Discussion. Décret nommant un commissaire du Gouvernement. Article unique. Rejet du texte voté par la Chambre des Députés. Adoption, au scrutin, du texte de la Commission du Sénat. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [30 mars] (A. t. I, p. 649; J.O., p. 546). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 3253).

REYMOND (Émile), sénateur. (Erection au Sénat, du buste de). — Voir Résolution (Projets de), année 1914, 5.

RHONE (Département du). — Voir Chemins de fer, § III, 12, année 1912.

RHONE (Aménagement de la puissance hydraulique du). — Voir Conventions internationales et traités, année 1914, 1.

RHUNE. — Voir Chemins de fer, § III, 14, année 1912.

RIANTEC (Morbihan). — Voir Octrois, 159.

RICAMARIE (La) (Loire). — Voir Octrois, 160.

RIOM (Ville de). — Voir Conventions, 4.

RIOM A VICHY. — Voir Chemins de fer, § III, 9, année 1912.

RIVES-SUR-FURE (Isère). — Voir Octrois, 161.

ROANNE A BOEN. — Voir Chemins de fer, § III, 2, année 1912.

ROCHE-BERNARD (La) (Morbihan). — Voir Octrois, n^{os} 162 et 163.

ROCHELLE-PALICE (La). — Voir Ports maritimes, 3.

ROCHETTE (Affaire). — Voir Commission d'enquête.

RODEZ (Aveyron). — Voir Octrois, 164.

RONCQ (Nord). — Voir Octrois, 165.

ROSENDAEL (Nord). — Voir Octrois, 166.

ROUEN (Seine-Inférieure). — Voir Ports maritimes, 5.

ROUTE DÉPARTEMENTALE DE PUTEAUX A NANTERRE. — Voir Chemins de fer, § III, 10, année 1912.

ROUTE DES ALPES (Classement comme route nationale de la).
— 1912. Projet de loi ayant pour objet le classement, dans les départements de la Haute-Savoie, de la Savoie, des Hautes-Alpes, des Basses-Alpes et des Alpes-Maritimes, sous la dénomination de route nationale n^o 212, d'une nouvelle voie dite « Route des Alpes », allant de Thonon à Nice, déposé à la Chambre le 8 février; rapport de

M. Péchadre, le 16 février; adopté le 8 mars; déposé par MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics [14 mars] (A. t. I, p. 764; J.O., p. 621; I. n° 103). M. Aimond dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 866; J.O., p. 710; I. n° 127). Déclaration de l'urgence: M. Empereur. Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 1042; J.O., p. 834). Promulgation (J.O., 7 avril, p. 3482).

RUDELIÈRE (Vente du bois de la). — 1914. Projet de loi relatif à la vente par l'État à la ville des Sables-d'Olonne des bois de la Rude-lière dépendant de la forêt du château d'Olonne (Vendée), déposé à la Chambre le 15 janvier; rapport de M. Louis Nail, le 23 janvier; adopté le 2 février; déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances [3 février] (A. t. I, p. 98; J.O., p. 83; Fa. 7, n° 14). M. Riotteau dépose le rapport [13 février] (A. t. I, p. 197; J.O., p. 164; Fa. 15, n° 41). Adoption [20 février] (A. t. I, p. 234; J.O., p. 197). Promulgation (27 février, J.O., p. 1847).

SAGES-FEMMES (Recrutement des). — 1914. Proposition de loi tendant à assurer le recrutement des sages-femmes et à supprimer la 2^e classe pour les herboristes et les sages-femmes, déposée à la Chambre le 3 février; rapport de M. Gilbert Laurent, le 25 mars; adoptée le 2 avril; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission relative aux articles 20 et 25 de la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique [3 avril] (A. t. I, p. 806; J.O., p. 684; I. n° 283).

SAINTE-ADRESSE (Seine-Inférieure). — Voir Octrois, 167.

SAINTE-AMAND-LES-EAUX (Nord). — Voir Octrois, 168.

SAINTE-BARTHÉLEMY (Guadeloupe). — Voir Batterie de Saint-Barthélemy.

SAINTE-CHINIAN (Hérault). — Voir Octrois, 169.

SAINTE-CLAUDE (Jura). — Voir Octrois, 170.

SAINTE-JEAN-DE-LUZ (Basses-Pyrénées). — Voir Octrois, 171.

SAINTE-JEAN-DE-LUZ A PEYREHORADE. — Voir Chemins de fer, § III, 14, année 1912.

SAINTE-LAURENT-DU-PONT. — Voir Hôpital-hospice de Saint-Laurent-du-Pont.

- SAINT-LÉGER** (Commune de). — Voir Communes et cantons, 23.
- SAINT-LÉONARD A AUZANCES**. — Voir Chemins de fer, § III, 5, année 1912.
- SAINT-LOUBOUER** (Landes). — Voir Emprunts et impositions extraordinaires, 18.
- SAINT-MAIXENT** (Deux-Sèvres). — Voir Octrois, 172.
- SAINT-MALO** (Ille-et-Vilaine). — Voir Octrois, 173, 174.
- SAINT-MARCELLIN** (Isère). — Voir Octrois, 175.
- SAINT-MARTIN-BOULOGNE** (Pas-de-Calais). — Voir Octrois, 176.
- SAINT-NAZAIRE** (Loire Inférieure). — Voir Octrois, 177.
- SAINT-PALAIS A SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT**. — Voir Chemins de fer, § III, 14, année 1912.
- SAINT-PATERNE**. — Voir Tour de Saint-Paterne.
- SAINT-PIERRE ET MIQUELON**. — Voir Douanes, 1.
- SAINT-PIERRE-QUILBIGNON** (Finistère). — Voir Octrois, 178.
- SAINT-SERVAN** (Ille-et-Vilaine). — Voir Octrois, 179, 180.
- SAINT-TROPEZ** (Var). — Voir Octrois, 181.
- SAINT-VALERY-EN-CAUX** (Seine-Inférieure). — Voir Octrois, 182.
- SALAIRES DE LA FEMME MARIÉE**. — Voir Femme mariée (Salaire de la).
- SALAIRES DES OUVRIÈRES A DOMICILE DANS L'INDUSTRIE DU VÊTEMENT**. — Voir Code du travail, 5.
- SALINS A ANDELOT**. — Voir Chemins de fer, § III, 18, année 1912.
- SALON** (Bouches-du-Rhône)). — Voir Octrois, 183.
- SAMOENS A SIXT**. — Voir Chemins de fer, § III, 15, année 1914.
- SAN-FRANCISCO**. — Voir Expositions.

SANTÉ PUBLIQUE (Protection de la). — 1913. Projet de loi déposé le 28 janvier 1908. (Voir Table 1909-1911). M. Paul Strauss dépose un rapport supplémentaire [10 juillet] (A. t. I, p. 1316; J.O., p. 1083; I. n° 292). — Voir aussi Désinfection (Service de la).

SANVIC (Loire-Inférieure). — Voir Octrois, 184.

SAONE-ET-LOIRE (Département de). — Voir Chemins de fer, § III, 5, année 1913.

SAPEURS-POMPIERS.

1 — 1913. Proposition de loi ayant pour but de modifier le paragraphe 3 de l'article 41 de la loi du 21 mars 1905 concernant l'exemption des périodes d'instruction pour les sapeurs-pompiers, déposée le 1^{er} juillet 1910; rapport de M. R. Méquillet, le 14 juin 1912 et rapport supplémentaire, le 21 février 1913; adoptée le 27 février; transmise par M. le Président de la Chambre [28 février] (A. t. I, p. 178; J.O., p. 147; I. n° 39). || 1914. M. Chapuis dépose le rapport [12 février] (A. t. I, p. 162; J.O., p. 135; I. n° 48). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [20 février] (A. t. I, p. 235; J.O., p. 198). Promulgation [27 février] (J.O., p. 1848).

2 — 1913. Projet de loi ayant pour objet de modifier les conditions exigées pour l'obtention de la médaille des sapeurs-pompiers, déposé à la Chambre le 15 décembre 1911; rapport de M. Louis Marin, le 14 novembre 1912; adopté le 23 juin 1913; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [3 juillet] (A. t. I, p. 1262; J.O., p. 1041; I. n° 275). M. Alexandre Bérard dépose le rapport [23 décembre] (A. t. II, p. 235; J.O., p. 1586; I. n° 485). || 1914. M. Alexandre Bérard dépose un rapport supplémentaire [3 février] (A. t. I, p. 97; J.O., p. 83; I. n° 26). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [12 mars] (A. t. I, p. 424; J.O., p. 355). Promulgation (J.O., 11 avril, p. 3414).

SAPEURS-POMPIERS DE FRANCE ET D'ALGÉRIE (Officiers de).
— Voir Décorations, 1.

SATHONAY (Ain). — Voir Communes et cantons, 24.

SAUZON (Morbihan). — Voir Octrois, 185.

SAVENAY (Loire-Inférieure). — Voir Octrois, 186.

SAXY-BOURDON A DECIZE. — Voir Chemins de fer, § III, année 1914, 2.

SECOURS AUX FRANÇAIS VICTIMES DES TROUBLES AU MEXIQUE. — Voir Crédits extraordinaires, § I, 13.

SECRÉTAIRES DE MAIRIE. — 1914. Proposition de loi tendant à donner des garanties de stabilité aux secrétaires de mairie et autres employés communaux. Déposée par M. Louis Martin [2 avril] (A. t. I, p. 750; J.O., p. 632; I. n° 260).

SEGRÉ (Maine-et-Loire). — Voir Octrois, 187.

SEINE (Département de la). — Voir Octroi de la banlieue de Paris. — Voir aussi Emprunts et Impositions extraordinaires, 19 et 20.

SEL (Mines de). — Voir Mines de sel.

SÉNAT (Dépenses administratives du). — Voir Crédits supplémentaires, § IV, I.

SÉNATEURS (Élection des). — Voir Élections, § IV (A), 1 et 2.

SERVICES DE LA TRÉSORERIE ET DES POSTES AUX ARMÉES. — Voir Trésorerie aux armées.

SERVICES MARITIMES POSTAUX. — Voir Postes, télégraphes, téléphones, § I, 1, 2, 3.

SERVICES PUBLICS. — 1914. Projet de loi portant addition à l'article 65 de la loi de finances du 26 décembre 1908 relatif à l'exécution de services publics par les entrepreneurs de services réguliers de voitures automobiles subventionnés, déposé à la Chambre le 13 juin 1913; rapport de M. Dalimier, le 22 décembre; adopté le 18 février 1914; déposé par MM. les Ministres du Commerce et de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Travaux publics et des Finances. Renvoi à la Commission des finances [26 mars] (A. t. I, p. 609; J.O., p. 511; I. n° 180). M. Dupont dépose le rapport [24 juin] (A. t. I, p. 1006; J.O., p. 857; I. n° 306). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1395; J.O., p. 1174). Promulgation (J.O., 14 août, p. 7418).

SESSIONS ORDINAIRES. — 1912. M. Huguet, doyen d'âge, déclare ouverte la session ordinaire [9 janvier] (A. t. I, p. 1; J.O., p. 1). M. Briand, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lecture du décret de clôture de la session ordinaire [12 juillet] (A. t. I, p. 1614; J.O., p. 1310; I. n° 335). || 1913. M. Huguet, président d'âge, déclare

ouverte la session ordinaire [14 janvier] (A. t. I, p. 1; J.O., p. 1). M. Ratier, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, lit le décret de clôture [8 août] (A. t. I, p. 1695; J.O., p. 1390; I. n° 396). || 1914. M. Huguet, président d'âge, déclare ouverte la session ordinaire [13 janvier] (A. t. I, p. 1; J.O., p. 1). M. Bienvenu Martin, *Ministre de la Justice*, donne lecture du décret de clôture de la session ordinaire [15 juillet] (A. t. I, p. 1537; J.O., p. 1291; I. n° 436).

SESSIONS EXTRAORDINAIRES. — 1912. M. le Président donne lecture du décret de convocation des Chambres en session extraordinaire (5 novembre) (A. t. II, p. 2; J.O., p. 1315; I. n° 336). M. Briand, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lecture du décret de clôture de la session extraordinaire [23 décembre] (A. t. II, p. 353; J.O., 1606; I. n° 451). || 1913. M. le Président donne lecture du décret convoquant le Parlement en session extraordinaire [4 novembre] (A. t. II, p. 2; J.O., p. 1391; I. n° 397). M. Bienvenu Martin, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lecture du décret de clôture de la session extraordinaire [29 décembre] (A. t. II, p. 362; J.O., p. 1691; I. n° 515). || 1914. M. le Président donne lecture du décret convoquant le Parlement en session extraordinaire [4 août] (A. t. I, p. 1542; J.O., 1298; I. n° 437). Clôture de la session [4 septembre] (J.O., p. 7854). M. le Président donne lecture du décret convoquant le Parlement pour une deuxième session extraordinaire [22 décembre] (A. t. I, p. 1561; J.O., p. 1315; I. n° 471). M. Briand, *Garde des Sceaux*, donne lecture du décret de clôture de la deuxième session extraordinaire [23 décembre] (A. t. I, p. 1584; J.O., p. 1334; I. n° 490).

SIDI-BEL-ABBÈS A SAIDA (Chemin de fer de). — Voir Algérie, § III, 2.

SISTERON (Basses-Alpes). — Voir Octrois, 188.

SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES (75^e anniversaire de la fondation de la). — Voir Décorations, 12.

SOCIÉTÉS (Loi sur les).

1 — 1913. Projet de loi ayant pour objet de compléter l'article 27, paragraphe 1^{er}, de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, déposé à la Chambre le 11 janvier 1912; rapport de M. Roblin le 19 mars; adopté le 30 mars; déposé par MM. les Ministres du Commerce et de la Justice [6 mars] (A. t. I, p. 216; J.O., 177; I. n° 57). Commission: 1^{er} bureau, M. Chastenet; 2^e bureau, M. Astier; 3^e bureau, M. Besnard; 4^e bureau, M. Poirrier; 5^e bureau, M. Fortier; 6^e bureau, M. Dominique Delahaye;

7^e bureau, M. Forsans ; 8^e bureau, M. Cordelet ; 9^e bureau, M. Colin (J.O., p. 2382 ; F. 22). Président, M. Poirrier ; Secrétaire, M. Chastenet (J.O., p. 2433 ; F. 23). M. Chastenet dépose le rapport [5 juin] (A. t. I, p. 1053 ; J.O., p. 865 ; I. n^o 201). Déclaration de l'urgence. Adoption [24 juin] (A. t. I, p. 1159 ; J.O., p. 957). Promulgation (J.O., 23 novembre, p. 10178).

2 — 1913. Proposition de loi ayant pour objet de remplacer l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867 et de compléter le paragraphe 1^{er} de l'article 27 de la même loi sur les sociétés par actions, déposée par M. Guillaume Chastenet [18 mars] (A. t. I, p. 370 ; J.O., p. 304 ; I. n^o 93). Renvoi à la Commission chargée d'examiner le projet de loi tendant à compléter l'article 27, § 1^{er} de la loi du 24 juillet 1867. M. G. Chastenet dépose le rapport [5 juin] (A. t. I, p. 1053 ; J.O., p. 865 ; I. n^o 201).

3 — 1914. Proposition de loi sur les obligations émises par les sociétés et sur les parts de fondateurs, déposée par M. Guillaume Chastenet [27 janvier] (A. t. I, p. 56 ; J.O., p. 45 ; I. n^o 19). Renvoi à la Commission relative à la loi sur les sociétés [30 janvier] (A. t. I, p. 80 ; J.O., p. 67).

4 — 1914. Projet de loi réglant la situation de certaines sociétés au regard des lois des 17 mars 1905 et 19 décembre 1907, déposé à la Chambre le 2 décembre 1911 ; rapport de M. Jules Cels, le 10 février 1914 ; adopté le 6 mars ; déposé par M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale [16 mars] (A. t. I, p. 464 ; J.O., p. 389 ; I. n^o 119). Commission : 1^{er} bureau, M. Lourties ; 2^e bureau, M. de Las Cases ; 3^e bureau, M. Lemarié ; 4^e bureau, M. Aubry ; 5^e bureau, M. Chastenet ; 6^e bureau, M. Cordelet ; 7^e bureau, M. Antony Ratier ; 8^e bureau, Eugène Guérin ; 9^e bureau, Reynald [23 mars] (J.O., p. 2676 ; F. 33).

5 — 1914. Proposition de loi portant modification des articles 1, 2 et 4 de la loi du 22 novembre 1913 sur les sociétés, déposée par M. Antony Ratier. Renvoyée à la Commission relative à l'article 27, paragraphe premier, de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés [15 juillet] (A. t. I, p. 1535 ; J.O., p. 1290 ; I. n^o 431).

SOCIÉTÉS D'ASSURANCES SUR LA VIE. — 1914. Projet de loi portant modification à la loi du 17 mars 1905, relative à la surveillance et au contrôle des sociétés d'assurances sur la vie et de toutes les entreprises dans les opérations desquelles intervient la durée de la vie humaine, et à la loi du 19 décembre 1907 relative à la surveillance et au contrôle des sociétés de capitalisation, déposé à la Chambre le 19 mai 1913 ; rapport de M. Jules Cels, le 10 février 1914 ; adopté le 3 mars ; déposé par M. le Ministre du Travail [10 mars] (A. t. I, p. 416 ; J.O., p. 348 ; I. n^o 104). Commission : 1^{er} bureau, M. Lour-

ties; 2^e bureau, M. de Las Cases; 3^e bureau, M. Lemarié; 4^e bureau, M. Aubry; 5^e bureau, M. Chastenet; 6^e bureau, M. Cordelet; 7^e bureau, M. Ratier; 8^e bureau, M. Eug. Guérin; 9^e bureau, M. Reynald [23 mars] (J.O., p. 2676; F. 33). Président, M. Cordelet; Secrétaire, M. Reynald [25 mars] (J.O., p. 2730; F. 34).

SOCIÉTÉS DE CRÉDIT IMMOBILIER. — Voir Petite propriété.

SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE. — 1912. Proposition de loi relative aux sociétés d'épargne, déposée à la Chambre le 2 mars 1909 et repris le 10 juin 1910; rapport de M. Bonnevey, le 23 décembre 1910; adoptée le 30 mars 1912; transmise par M. le Président de la Chambre [23 mai] (A. t. I, p. 1059; J.O., p. 846; I. n^o 162). Commission : 1^{er} bureau, M. Sarrien; 2^e bureau, M. Fortier; 3^e bureau, M. Lourties; 4^e bureau, M. Poirrier; 5^e bureau, M. Albert Peyronnet; 6^e bureau, M. de Langenhagen; 7^e bureau, M. Reynald; 8^e bureau, M. Jean Morel; 9^e bureau, M. Mascle (J.O., p. 5426; F. 65). Président, M. Poirrier; Secrétaire, M. Reynald [20 juin] (J.O., p. 5482; F. 66). || 1913. M. Lourties dépose le rapport [16 mai] (A. t. I, p. 590; J.O., p. 491; I. n^o 168). 1^{re} délibération. Décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Article premier : M. Lourties, rapporteur. Adoption. Articles 2 à 4. Adoption. Article 5. Amendement de M. Henry Bérenger : MM. Henry Bérenger, Chéron, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 5. Articles 6 à 11. Adoption. Article 12 : M. le Rapporteur. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [12 juin] (A. t. I, p. 1083; J.O., p. 894). Promulgation (J.O., 4 juillet, p. 5754).

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. — 1913. Proposition de loi tendant à admettre les sociétés et unions de sociétés de secours mutuels à bénéficier d'avances de l'Etat en vue de l'application de la loi du 10 avril 1908 relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché, déposée par MM. Ribot, Strauss, Lourties et Audiffred [11 février] (A. t. I, p. 74; J.O., p. 62; I. n^o 20). M. Paul Strauss dépose le rapport [25 février] (A. t. I, p. 150; J.O., p. 125; I. n^o 32). 1^{re} délibération. Décrets désignant en qualité de commissaires du Gouvernement : MM. Luquet, *directeur du mouvement général des fonds*; A. Delatour, *directeur général de la Caisse des dépôts et consignations*, et Georges Paulet, *directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales au Ministère du Travail*. Déclaration de l'urgence. Adoption [4 mars] (A. t. I, p. 200; J.O., p. 165). Promulgation (J.O., 23 mars, p. 2614). —

Scrutin pour la nomination d'un membre du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels. M. Paul Strauss, élu [30 mai] (A. t. I, p. 952; J.O., p. 795. || 1914. Projet de loi tendant à réprimer l'emploi abusif du titre de société de secours mutuels et de toute qualification similaire, déposé à la Chambre le 19 mai 1913; rapport de M. Bonne-vay, le 24 décembre; adopté le 30 mars 1914; déposé par MM. les Ministres du Travail et de la Justice. Renvoi à la Commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Victor Lourties ayant pour objet de modifier et compléter la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels [3 avril] (A. t. I, p. 794; J.O., p. 675; I. n° 274).

SOLDE MILITAIRE. — Voir Cumul de la solde militaire avec les traitements civils.

SOTTEVILLE-LÈS-ROUEN (Seine-Inférieure). — Voir Octrois, 189.

SOUS-LIEUTENANTS. — (Nomination des élèves de l'École polytechnique et de l'École spéciale militaire entrés en 1913 au grade de sous-lieutenant). — Voir Armée, § II, 10, 11 et 12.

SOUS-SECRETARIAT D'ÉTAT AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Voir Crédits additionnels, 12.

SOUS-SECRETARIATS D'ÉTAT (Répartition des). — Voir Crédits spéciaux, 5.

SOUTIENS DE FAMILLE RÉSIDANT A L'ÉTRANGER. — 1912.

Projet de loi tendant à accorder une allocation journalière aux soutiens indispensables de famille résidant à l'étranger (article 53 du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1912); M. Mougeot dépose le rapport [23 mai] (A. t. I, p. 1059; J.O., p. 847; I. n° 165).

|| 1913. M. Millies-Lacroix dépose l'avis de la Commission des finances [17 mars] (A. t. I, p. 322; J.O., p. 263; I. n° 87).

SPIRITUEUX (Contraventions aux lois sur les). — 1914. Proposition de loi tendant à compléter l'article 19 de la loi du 30 janvier 1907, relatif à la pénalité du quintuple droit en matière de contraventions aux lois et règlements sur les spiritueux, déposée à la Chambre le 16 mai 1913; rapport de M. Paul Aubriot le 10 mars 1914; adoptée le 24 mars; transmise par M. le Président de la Chambre; renvoi à la Commission des finances [26 mars] (A. t. I, p. 690; J.O., p. 496; I. n° 163).

STATISTIQUE COMMERCIALE INTERNATIONALE. — Voir Conventions internationales et traités, année 1914, 4.

SUBVENTIONS AUX DÉPARTEMENTS (Fonds de). — **1912.** Projet de loi portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1913), déposé à la Chambre le 25 juin; rapport de M. Chéron le 1^{er} juillet; adopté le 8 juillet; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur (I. n° 271). M. Jeanneney dépose le rapport [9 juillet] (A. t. I, p. 1455; J.O., p. 1176, 1177; I. n° 275). Adoption [11 juillet] (A. t. I, p. 1575; J.O., p. 1270). Promulgation (J.O., 18 juillet, p. 6386). || **1913.** Projet de loi portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1914), déposé à la Chambre le 25 juillet; rapport de M. Noulens le 30 juillet; adopté le 30 juillet; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [30 juillet] (A. t. I, p. 1525; J.O., p. 1255; I. n° 372). M. Jeanneney dépose le rapport [31 juillet] (A. t. I, p. 1556; J.O., p. 1279; I. n° 377). Première délibération. Lecture du rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [1^{er} août] (A. t. I, p. 1576; J.O., p. 1293). Promulgation (J.O., 3 août, p. 6989). || **1914.** Projet de loi portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1915), déposé à la Chambre le 6 juillet; rapport de M. Clémentel le 10 juillet; adopté le 11 juillet; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoyé à la Commission des finances [12 juillet] (A. t. I, p. 1394; J.O., p. 1174; I. n° 403). M. Aimond dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [13 juillet] (A. t. I, p. 1415, 1416; J.O., p. 1191; I. n° 412). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 6390).

SUCRES (Convention des). — **1912.** Projet de loi portant approbation d'un protocole concernant la prorogation de l'union internationale constituée par la convention des sucres du 5 mars 1902, déposé à la Chambre le 19 mars; rapport de M. Chéron le 20 mars; adopté le 22 mars; déposé par M. le Ministre des Finances [22 mars] (A. t. I, p. 850; J.O., p. 696; I. n° 122). M. Gauthier dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 890; J.O., p. 729; I. n° 137). Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 1028; J.O., p. 822). Promulgation (J.O., 30 mars, p. 3055).

SUPPLÉANCE DES OFFICIERS PUBLICS ET MINISTÉRIELS. — Voir Officiers publics et ministériels.

TANGER A FEZ (Chemin de fer de). — Voir Chemins de fer, § IV, 3.

TARASCON (Bouches-du-Rhône). — Voir Octrois, 190.

TARBES (Hautes-Pyrénées). — Voir Ecole nationale professionnelle.

TARIF DE PENSION D'ADJUDANT-CHEF. — Voir Armée, § VI, 13.

TARN (Département du). — Voir Chemins de fer, § III, 19, année 1914.

TAULIGNAN A GRIGNAN. — Voir Chemins de fer et tramways, § III, 3, année 1914.

TAXE DE FABRICATION SUR LES ALCOOLS INDUSTRIELS. — Voir Alcools d'origine industrielle.

TAXES TÉLÉGRAPHIQUES INTERNATIONALES. — Voir Postes, télégraphes, téléphones, § III, 2.

TÉLÉGRAPHIE MILITAIRE (Troupes de). — Voir Armée, § VI, 6.

TÉLÉGRAPHIE SANS FIL. — 1914. Projet de loi relatif à l'établissement de postes de télégraphie sans fil dans les établissements français d'Océanie et en Nouvelle-Calédonie, déposé à la Chambre le 30 mars; rapport de M. Ceccaldi, le 31 mars; adopté le 2 avril; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des finances [3 avril] (A. t. I, p. 761; J.O., p. 644; I. n° 265).

TÉMOINS DU MARIAGE. — Voir Code civil, 8.

TERRAINS EN MONTAGNE

ANNÉE 1912

1 — Projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de l'Asse-supérieure, département des Basses-Alpes, en exécution de la loi du 4 avril 1882 relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, déposé le 5 décembre 1911 (voir Table 1909-1911). M. Blanc dépose le rapport [21 juin] (A. t. I, p. 1267; J.O., p. 1024; I. n° 207). Adoption [27 juin] (A. t. I, p. 1313; J.O., p. 1061). Promulgation (J.O., 13 août, p. 7346).

2 — Projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de l'Asse-inférieure, département des Basses-Alpes, en exécution de la loi du 4 avril 1882 relative à la

restauration et à la conservation des terrains en montagne, projet de loi déposé le 5 décembre 1911 (voir Table 1909-1911). M. Blanc dépose le rapport [21 juin] (A. t. I, p. 1267 ; J.O., p. 1024 ; I. n° 206). Adoption [27 juin] (A. t. I, p. 1313 ; J.O., p. 1060). Promulgation (J.O., 13 août, p. 7346).

3 — Projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de la Haute-Bléone département des Basses-Alpes, en exécution de la loi du 4 avril 1882 relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, déposé le 5 décembre 1911 (Voir table 1909-1911) ; M. Blanc dépose le rapport [21 juin] (A. t. I, p. 1267 ; J.O., p. 1024 ; I. n° 208). Adoption [27 juin] (A. t. I, p. 1313 ; J.O., 1061). Promulgation (J.O., 13 août, p. 7347).

4 — Projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre du Buëch-supérieur, département des Hautes-Alpes, en exécution de la loi du 4 avril 1882 relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, déposé le 5 décembre 1911 (Voir table 1909-1911). M. Blanc dépose le rapport [21 juin] (A. t. I, p. 1267 ; J.O., p. 1024 ; I. n° 209). Adoption [28 juin] (A. t. I, p. 1358 ; J.O., p. 1098 ; Promulgation (J.O., 13 août, p. 7348).

5 — Projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de Caulon-Nesque, département des Basses-Alpes, en exécution de la loi du 4 avril 1882 relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, déposé le 5 décembre 1911 (Voir table 1909-1911) ; M. Blanc dépose le rapport [21 juin] (A. t. I, p. 1267 ; J.O., p. 1024 ; I. n° 210). Adoption [28 juin] (A. t. I, p. 1358 ; J.O., p. 1098). Promulgation (J.O., 13 août, p. 7345).

6 -- Projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de Durance-Largue, département des Basses-Alpes, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, déposé le 5 décembre 1911 (Voir table 1909-1911 ; M. Blanc dépose le rapport [21 juin] (A. t. I, p. 1267 ; J.O., p. 1024 ; I. n° 211). Adoption [28 juin] (A. t. I, p. 1358 ; J.O., p. 1098). Promulgation (J.O., 13 août, p. 7346).

7 — Projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de Durance-Lauzon, département des Basses-Alpes, en exécution de la loi du 4 avril 1882 relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, déposé le 5 décembre 1911 (Voir table 1909-1911) ; M. Blanc dépose le rapport [21 juin] (A. t. I, p. 1267 ; J.O., p. 1024 ; I. n° 212). Adoption [2 juillet] (A. t. I, p. 1383 ; J.O., p. 1118). Promulgation (J.O., 13 août, p. 7347).

8 — Projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de la Haute-Durance, département des Hautes-Alpes, en exécution de la loi du 4 avril 1882 relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, déposé le 5 décembre 1911 (Voir table 1909-1911) ; M. Blanc dépose le rapport [21 juin] (A. t. I, p. 1267 ; J.O., p. 1024 ; I. n° 213). Adoption [2 juillet] (A. t. I, p. 1383 ; J.O., p. 1118). Promulgation (J. O., 13 août, p. 7348).

9 — Projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de la Romanche, département des Hautes-Alpes, en exécution de la loi du 4 avril 1882 relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, déposé le 5 décembre 1911 (Voir table 1909-1911). M. Blanc dépose le rapport [21 juin] (A. t. I, p. 1267 ; J.O., p. 1024 ; I. n° 214). Adoption [4 juillet] (A. t. I, p. 1406 ; J.O., p. 1137). Promulgation (J.O., 13 août, p. 7347).

10 — Projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans la périmètre du Verdon-Inferieur, département des Basses-Alpes, en exécution de la loi du 4 avril 1882 relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, déposé le 5 décembre 1911 (Voir table 1909-1911). M. Blanc dépose le rapport [21 juin] (A. t. I, p. 1267 ; J.O., p. 1024 ; I. n° 215). Adoption [4 juillet] (A. t. I, p. 1406 ; J.O., 1138). Promulgation (J.O., 13 août, p. 7347).

ANNÉE 1913

1 — Proposition de loi ayant pour objet de modifier et de compléter la loi du 4 avril 1882 relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne. Transmise au Sénat le 2 avril 1910 (voir Table 1909-1911, Terrains en montagne, année 1910, 1). M. Vagnat dépose le rapport [18 juillet] (A. t. I, p. 1367 ; J.O., 1127 ; I. n° 307). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi (modification des articles 1, 2, 4 et 5 de la loi du 4 avril 1882) [8 août] (A. t. I, p. 1692 ; J.O., p. 1388). Promulgation (J.O., 22 août, p. 7653).

ANNÉE 1914

1 — Projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de la Loire, département de la Loire, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, déposé à la Chambre le 6 novembre 1913 ; rapport de M. Deléglise, le 26 février 1914 ; adopté le

17 mars; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture [30 mars] (A. t. I, p. 647; J.O., p. 545; I. n° 199). Commission: 1^{er} bureau, M. Martinet; 2^e bureau, M. Murat; 3^e bureau, M. Gravin; 4^e bureau, M. Vagnat; 5^e bureau, M. Empereur; 6^e bureau, M. Reymonenq; 7^e bureau, M. Jouffray; 8^e bureau, M. Raymond; 9^e bureau, M. Perreau [15 juin] (J.O., p. 5291; F. 43). Président, M. Jouffray; Secrétaire, M. Reymonenq; Rapporteur, M. Empereur [16 juin] (J.O., p. 5326; F. 44).

2 — Projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre complémentaire de la Haute-Isère, département de la Savoie, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, déposé à la Chambre le 19 juin 1913; rapport de M. Deléglise, le 12 février 1914; adopté le 17 mars; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture [30 mars] (A. t. I, p. 647; J.O., p. 545; I. n° 198).

3 — Projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de Var-Colomb, département des Basses-Alpes, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, déposé à la Chambre le 6 novembre 1913; rapport de M. Deléglise, le 26 février 1914; adopté le 17 mars; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture [30 mars] (A. t. I, p. 647; J.O., p. 546; I. n° 196).

4 — Projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre du Verdon-Moyen, département des Basses-Alpes, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, déposé à la Chambre le 6 novembre 1913; rapport de M. Deléglise le 26 février 1914; adopté le 17 mars; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture [30 mars] (A. t. I, p. 647; J.O., p. 546; I. n° 197).

TÉTINES EN CAOUTCHOUC DE FABRICATION DÉFECTUEUSE

(Interdiction de la vente de). — 1913. Proposition de loi tendant à modifier la loi du 6 avril 1910 et à interdire la vente, la mise en vente, l'exposition et l'importation des tétines en caoutchouc de fabrication défectueuse, déposée le 3 février; rapport de M. P. Dupuy le 17 juillet; adoptée le 23 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre [25 juillet] (A. t. I, p. 1399; J.O., p. 1154; I. n° 332). M. Paul Strauss dépose le rapport [1^{er} août] (A. t. I, p. 1576; J.O., p. 1293; I. n° 384).

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON. — Voir Crédits supplémentaires, § VII, 4.

THONON-LES-BAINS (Haute-Savoie). — Voir Octrois, 181.

TIARET A TRUMELET (Chemin de fer de). — Voir Algérie, § III, 3.

TILLEUL A TURCOING. — Voir Chemins de fer, § III, 10, année 1913.

TIMBRE (Droit de). — Voir affiches.

TIMBRES-PRIMES (Emission de). — 1913. Article 137 de la loi de finances disjoint par le Sénat du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1911, concernant l'émission des timbres-primés et des timbres dits du commerce. M. Cazeneuve dépose le rapport [6 février] (A. t. I, p. 48; J.O., p. 39; I. n° 11). Première délibération. Article unique : MM. Cazeneuve, rapporteur; Flaissières, Jénouvrier, Dominique Delahaye, Guist'hau, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*. Adoption du paragraphe premier. Amendement de M. Flaissières et amendement de M. Jénouvrier : MM. Flaissières, le rapporteur. Demande de renvoi à la Commission : MM. le Rapporteur, le Président. Adoption [7 mars] (A. t. I, p. 243; J.O., p. 199).

TITRES DE CAPITALISATION DE LONGUE DURÉE. — 1914.

Proposition de loi tendant à protéger l'épargne contre le placement des titres de capitalisation de longue durée créés postérieurement au 28 décembre 1903, déposée à la Chambre le 11 décembre 1913; rapport de M. Bonnevey, le 19 mars 1914; adoptée le 30 mars; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission relative à la modification des lois de 1905 sur la surveillance et le contrôle des sociétés d'assurances, et de 1907 sur le contrôle des sociétés de capitalisation [3 avril] (A. t. I, p. 806; J.O., p. 684; I. n° 279).

TORMERY (Rocher de) (Savoie). — Voir Crédits additionnels, 1.

TOULON (Assainissement de la ville de). — 1912. Projet de loi tendant à modifier l'article 7 de la loi du 16 décembre 1902 relative à l'assainissement de la ville de Toulon (Var), déposé à la Chambre le 28 mai; rapport de M. Berniolle, le 10 juillet; adopté le 12 juillet; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [15 novembre] (A. t. II, p. 64; J.O., p. 1365; Fa. 53, n° 109). || 1913. M. Monnier dépose le rapport [28 janvier] (A. t. I, p. 18; J.O., p. 13; Fa. 4, n° 26). Adoption [13 février] (A. t. I, p. 98; J.O., p. 82). — Voir Octrois, 182. — Voir Police d'État.

TOULOUSE A BOULOGNE-SUR-GESSE. — Voir Chemins de fer, § III, 5, année 1914.

TOUQUET (Le). — Voir Communes et cantons, 25.

TOUR DE SAINT-PATERNE. — 1914. Projet de loi tendant à la désaffectation de la Tour de Saint-Paterne à Orléans, déposé à la Chambre le 12 février; rapport de M. Vazeille, le 27 février; adopté le 12 mars; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Cachet, tendant à modifier l'article 11 et le deuxième paragraphe de l'article 13 de la loi du 30 mars 1887, concernant la conservation des monuments et objets d'art ayant un intérêt historique et artistique [16 mars] (A. t. I, p. 464; J.O., p. 389; I. n° 120). M. Cachet dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 609; J.O., p. 511; I. n° 175). 1^{re} délibération. Décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [2 avril] (A. t. I, p. 736; J.O., p. 621). Promulgation (J.O., 11 avril, p. 3414).

TRAMWAYS DE LA CORRÈZE. — Voir Chemins de fer et tramways, § III, 10, année 1914.

TRAMWAYS DE LA HAUTE-VIENNE. — Voir Chemins de fer et tramways, § III, 21, année 1914.

TRAMWAYS D'ILLE-ET-VILAINE. — Voir Chemins de fer et tramways, § III, 13, année 1914.

TRAMWAYS DU LOT-ET-GARONNE. — Voir Chemins de fer et tramways, § III, 17, année 1914.

TRANSCRIPTION EN MATIÈRE HYPOTHÉCAIRE. — 1912. Proposition de loi tendant à modifier le paragraphe 5 de l'article 2 de la loi du 23 mars 1855 sur la transcription en matière hypothécaire, déposée par Théodore Girard [23 mai] (A. t. I, p. 1072; J.O., p. 857; I. n° 171). M. Genet dépose un rapport sommaire [20 juin] (A. t. I, p. 1235; J.O., 997; I. n° 200). Adoption de la prise en considération [28 juin] (A. t. I, p. 1350; J.O., p. 1098). M. Théodore Girard dépose le rapport [5 décembre] (A. t. II, p. 154; J.O., p. 1439; I. n° 370). Adoption [17 décembre] (A. t. II, p. 246; J.O., p. 1515).

TRANSPORTS DE L'ADMINISTRATION DES COLONIES. — 1914.

Projet de loi autorisant l'arbitrage entre le Ministre des Colonies et les Compagnies des Messageries maritimes et des Chargeurs réunis pour l'application des conditions particulières des transports de l'administration des colonies, déposé à la Chambre le 28 janvier 1913; rapport de M. Amiard le 17 juillet; adopté le 3 avril 1914; déposé par

MM. les Ministres des Finances, des Travaux publics, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, de la Marine et des Colonies. Renvoi à la Commission des finances [3 avril] (A. t. I, p. 761; J.O., p. 644; I. n° 264).

TRANSPORTS HORS FRONTIÈRE. — Voir Chemins de fer, § V, 1.

TRAVAIL (Réduction de la durée du travail dans les établissements industriels relevant du Ministère des Finances et du Ministère de la Guerre). — Voir Crédits additionnels, 11.

TRAVAIL DANS LES MINES. — 1912. Proposition de loi modifiant la loi du 29 juin 1905 sur la durée du travail dans les mines, transmise au Sénat le 9 juillet 1907 (Voir Table 1906-1908); adoption avec modifications par le Sénat le 22 novembre 1910 (Voir Table 1909-1911); transmise à la Chambre le 25 novembre 1910; rapport de M. Durafour le 22 février 1912; adoptée le 30 mars; transmise au Sénat par M. le Président de la Chambre [23 mai] (A. t. I, p. 1058; J.O., p. 846). M. Boudenoot dépose le rapport [22 juillet] (A. t. I, p. 1393; J.O., p. 1149; I. n° 322). Discussion. Décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: MM. Boudenoot, *rapporteur*; Henry Chéron, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*; Flaissières et Lucien Hubert. Discussion des articles (modification aux articles 9 et 12 du code du travail). Article premier: Article 9 (du code du travail). Adoption de la première partie du premier paragraphe. Sur la disjonction des mots (texte de la Chambre des Députés): ouvriers des ardoisières et mines métalliques: MM. le Rapporteur, Fabien Cesbron, le Ministre. Disjonction des mots. Adoption de la deuxième partie du premier paragraphe, des paragraphes suivants et de l'ensemble de l'article 9. Articles 9 a et 9 b. Adoption. Article 9 c (de la Chambre des Députés). Rejet. Article 9 c (ancien 9 d) et 9 d (ancien 9 c). — Adoption. Article premier (suite). Article 12 (du code du travail). Amendement de M. Reymond: MM. Emile Reymond, le Ministre. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 12. Article 12 a. Amendement de MM. Debierre et Devins: MM. Debierre, le Rapporteur le Ministre. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption de l'article 12 a. Article 12 b. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2. Adoption. Article 3. Amendement de MM. Devins et Debierre: MM. le Rapporteur et Debierre. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 3 modifié. Articles 4 et 5. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [14 novembre] (A. t. II, p. 20; J.O., p. 1407 et suiv.). Transmise à la Chambre le 17 novembre; rapport de M. Durafour le 21 no-

vembre ; adoptée le 24 novembre. Transmission de la proposition modifiée de nouveau par la Chambre des Députés [25 novembre] (A. t. II, p. 78 ; J.O., p. 1456 ; I. n° 434). M. Boudenoot dépose le rapport [3 décembre] (A. t. II, p. 135 ; J.O., p. 1503 ; I. n° 445). Discussion: Article premier (articles 9 à 9 d et 12 à 12 b du livre II du Code du travail). Sur l'ensemble de l'article premier : MM. Flaissières, Boudenoot, *rapporteur*. Adoption de l'article premier. Articles 2 à 5. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [24 décembre] (A. t. II, p. 226 ; J.O., p. 1613 et suiv.). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1914, p. 3).

TRAVAIL DES ENFANTS ET DES FEMMES DANS LES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS. — 1912. Projet de loi tendant à modifier l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants et des femmes dans les établissements industriels, déposé par M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale [9 février] (A. t. I, p. 241 ; J.O., p. 201 ; I. n° 55).

TRAVAIL DES OUVRIERS ADULTES (Réduction de la durée du). — 1912. Projet de loi tendant à réduire à dix heures la durée normale du travail des ouvriers adultes dans les établissements industriels, déposé à la Chambre le 7 juillet 1910 ; rapport de M. Godart, le 15 avril 1911 ; rapport supplémentaire par M. Godart, le 1^{er} février 1912 et 2^e rapport supplémentaire par M. Godart, le 30 mai ; adopté le 4 juillet ; déposé par M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale [5 novembre] (A. t. II, p. 4 ; J.O., p. 1317 ; I. n° 342). Commission : 1^{er} bureau, M. Touron ; 2^e bureau, M. Cauvin ; 3^e bureau, M. Cazeneuve ; 4^e bureau, M. Audiffred ; 5^e bureau, M. Belhomme ; 6^e bureau, M. Maxime Lecomte ; 7^e bureau, M. Henry Boucher ; 8^e bureau, M. Lozé ; 9^e bureau, M. Milliard (J.O., p. 9849 ; F.84). Président, M. Cauvin ; Secrétaire, M. Touron (J.O., p. 9875 ; F. 85).

TRAVAILLEURS (Hygiène et sécurité des). — 1912. Projet de loi modifiant les articles 2, 4 et 6 de la loi du 12 juin 1893 et de la loi du 11 juillet 1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Déposé le 12 juillet 1911 (Voir table 1909-1911). M. Strauss dépose le rapport [7 mars] (A. t. I, p. 728 ; J.O., p. 592 ; I. n° 93). M. Strauss dépose un rapport supplémentaire [5 décembre] (A. t. II, p. 154 ; J.O., p. 1439 ; I. n° 368). Discussion: décret désignant M. Arthur Fontaine, *directeur du travail*, en qualité de commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Strauss, *rapporteur*. Clôture de la discussion générale. Article premier. Adoption. Article 2 (art. 66 et 66 a du Code du travail). Retrait d'un amendement de M. Touron

par son auteur. Adoption de l'article 2. Article 3 (art. 69 et 70 du Code du travail). Retrait d'un amendement de M. Dominique Delahaye et d'un amendement de M. Touron. Adoption de l'article 3. Article additionnel de M. Touron : MM. Touron, le Rapporteur, Fontaine, *commissaire du Gouvernement*. Adoption. Adoption de la disposition comme article 4 nouveau. Article 5 (art. 82 du Code du travail), article 6 (art. 90 a, 90 b du Code du travail), article 7 (art. 182, livre II du Code du travail) et 8. Adoption. Adoption de l'ensemble. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [17 décembre] (A. t. II, p. 243; J.O., p. 1512). Promulgation (J.O., 3 janvier 1913, p. 98).

TRÉGUIER (Côtes-du-Nord). — Voir Octrois, 193.

TRÉGUNC (Finistère). — Voir Octrois, 194.

TREIGNAC A BUGÉAT. — Voir Chemins de fer, § III, 7, année 1912.

TRÉPORT (LE) (Seine-Inférieure). — Voir Octrois, 195 et 196.

TRÉSORERIE (Service de la trésorerie et de la poste aux armées). — 1912. Projet de loi relatif à la séparation des services de la trésorerie et de la poste aux armées, déposé à la Chambre le 26 mars; rapport de M. Dutreil, le 28 mars; adopté le 21 juin; déposé par MM. les Ministres de la Guerre, des Travaux publics et des Finances [28 juin] (A. t. I., p. 1365; J.O., p. 1103; I. n° 237).

TRIBUNAL D'ALGER. — Voir Algérie, § IV, 1.

TRIBUNAL D'ORAN. — Voir Algérie, § IV, 2.

TRIBUNAUX DE POLICE CORRECTIONNELLE. — 1913. Projet de loi tendant à autoriser les avocats à représenter leurs clients devant les tribunaux de police correctionnelle (art. 59 disjoint du projet de loi portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1913). M. Antoine Perrier dépose le rapport [4 juin] (A. t. I, p. 1021; J.O., p. 839; I. n° 197). 1^{re} délibération. Décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence : MM. Jénouvrier, A. Perrier et Lhopiteau. Adoption du texte modifié [8 juillet] (A. t. I, p. 1291; J.O., p. 1064). || 1914. Proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 4 de la loi du 20 mai 1863 et d'assurer la défense des inculpés aux audiences de flagrants délits des tribunaux correctionnels, déposée à la Chambre le 16 mars 1910; rapport de M. Raoul Briquet, le 5 mars 1914; adoptée le 23 mars; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commis-

sion chargée d'examiner la proposition de loi de M. Monis tendant à modifier l'intitulé du chapitre VIII du livre I et les articles 113 à 126, 135, 136, 296, 421 du Code d'instruction criminelle [24 mars] (A. t. I, p. 566; J.O., p. 475; I. n° 158).

TRIBUNAUX POUR ENFANTS ET ADOLESCENTS. 1912. (Voir Table 1909-1911, Mineurs délinquants). Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, sur les tribunaux pour enfants et adolescents et sur la liberté surveillée, déposée à la Chambre le 29 mai 1911; rapport de M. Drelon, le 27 juin 1911 et rapport supplémentaire le 11 janvier 1912; adoptée le 11 mars; transmise par M. le Président de la Chambre [12 mars] (A. t. I, p. 762; J.O., p. 619; I. n° 99). M. Ferdinand-Dreyfus dépose le rapport [23 mai] (A. t. I, p. 1072; J.O., p. 857; I. n° 170). Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Ferdinand-Dreyfus, *rappor-teur*. Adoption [13 juin] (A. t. I, p. 1185; J.O., p. 956). Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 6690). — Voir Crédits additionnels, 10.

TRIGNAC (Section de). — Voir Communes et cantons, 14.

TROUVILLE-SUR-MER (Calvados). — Voir Octrois, 197.

TULLE (Corrèze). — Voir Octrois, n° 198.

TUNISIE. — Voir Emprunts des Colonies françaises et des Protectorats, I.

TUTELLE. — Voir Code civil, 2.

USINES HYDRAULIQUES. — 1913. Projet de loi relatif aux usines hydrauliques établies sur les cours d'eau et canaux du domaine public déposé le 27 juillet 1909 (voir Table 1909-1911). M. Cazeneuve dépose un rapport supplémentaire [7 février] (A. t. I, p. 60; J.O., p. 49; I. n° 15). 1^{re} délibération. Décret désignant en qualité de commissaire du Gouvernement M. Chargueraud, *directeur des routes et de la navigation au ministère des Travaux publics*. Discussion générale: MM. Goy, Cazeneuve, *rapporteur*. Clôture de la discussion générale. Discussion des articles. Article premier. Adoption. Article 2. Amendement de M. Guillier: MM. Guillier, Jean Dupuy, *Ministre des Travaux publics*, le Rapporteur, Fabien-Cesbron, Henry Boucher, Fortier. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 2. Article 3. Amendement de M. Guillier: MM. Guillier, le Rapporteur, Boivin-Champeaux, le Ministre, Herriot. Renvoi de l'article à la Commission. Article 4. Amendement de M. Guillier: MM. Guillier, le Mi-

nistre, le Rapporteur. Vote sur l'amendement. Ajournement du vote faute de quorum : MM. Audiffred, Bérenger, le Président. Renvoi de la discussion à la prochaine séance [28 février] (A. t. I, p. 179; J. O., p. 149). Article 3 (nouvelle rédaction). Amendement de M. Guillier. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 3. Article 4. Amendement de M. Guillier : MM. Cazeneuve, *rapporteur*; Guillier, Jean Dupuy, *Ministre des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes*; Savary, Dominique Delahaye, Henry Boucher. Rejet de l'amendement par l'adoption, au scrutin, du texte de la Commission. Article 5 : MM. Goy, le Ministre. Adoption de l'article 5. Article 6. Amendement (disposition additionnelle au § 1^{er}) de M. Empereur : MM. Empereur, le Ministre. Ajournement de la discussion de l'amendement à la discussion de l'article 9. Sur l'article : M. Henry Boucher. Adoption de l'article 6. Article 7. Adoption. Article 8. Amendement de M. Boivin-Champeaux : MM. Boivin-Champeaux, le Ministre, Chastenot, le Rapporteur. Adoption du premier paragraphe de l'article 8, modifié. Vote sur le deuxième paragraphe (Amendement de M. Boivin-Champeaux). Ajournement du vote, faute de quorum : MM. Audiffred, le Président. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [4 mars] (A. t. I, p. 201; J. O., p. 165). Article 8 (suite). Deuxième paragraphe. Amendement de M. Boivin-Champeaux. Retrait de l'amendement. Amendement de M. Savary : MM. Savary, Jean Dupuy, *Ministre des Travaux publics*; Chastenot Cazeneuve, *rapporteur*. Adoption de l'amendement. Troisième paragraphe. Adoption. Quatrième paragraphe. Amendement de M. Savary : MM. Savary, le Rapporteur, le Ministre, Théodore Girard, Jénouvrier, Boivin-Champeaux. Adoption de la première partie du paragraphe modifié. Adoption de l'amendement. Adoption de l'ensemble de l'article 8. Article 9. Adoption du premier paragraphe et du 1^o de de l'article. Amendement de M. Guillier sur le 2^o de l'article : M. Guillier. Retrait de l'amendement. Amendement de M. Empereur sur le 2^o de l'article : MM. Empereur, le Ministre, Henry Boucher. Retrait de l'amendement. Adoption du texte modifié du 2^o. Adoption des 3^o et 4^o de l'article. Sur le 5^o de l'article, amendement de M. Audiffred : MM. Audiffred, le Ministre. Retrait de l'amendement. Adoption du 5^o modifié. Sur le 6^o de l'article, amendement de M. Guillier : MM. Guillier, le Rapporteur, Dominique Delahaye, le Ministre, Henry Boucher, Doumer. Adoption de l'amendement. Amendement de M. Dominique Delahaye. Renvoi de l'amendement à la Commission [6 mars] (A. t. I, p. 217; J. O., p. 178). Article 9 (suite). Adoption des derniers paragraphes et de l'ensemble de l'article 9. Amendement (article additionnel) de M. Jouffray : MM. Jouffray,

Cazeneuve, *rapporteur*; Jean Dupuy, *Ministre des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes*; Astier, Jénouvrier. Retrait de l'amendement. Reprise de l'amendement par M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, Gustave Rivet. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Article 10. Adoption. Article 11. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Empereur : M. Empereur. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 11. Article 12. Adoption. Article 13. Amendement de M. Guillier : MM. Guillier, le Ministre, le Rapporteur, Jénouvrier, Bérenger. Adoption de l'article 13, modifié. Renvoi à la Commission d'une disposition additionnelle de M. Guillier. Article 14. Adoption. Article 15 : MM. Boivin-Champeaux, le Ministre. Adoption de l'article 15. Article 16. Adoption. Article 16 bis. Amendement de M. Guillier : M. Guillier. Retrait de l'amendement. Amendement de M. Goy. Retrait de l'amendement. Sur l'article : M. Boivin-Champeaux, le Rapporteur, le Ministre. Adoption de l'article 16 bis modifié. Article 17 : MM. le Rapporteur, Fabien-Cesbron, le Ministre, M. Henry Boucher. Adoption. Articles 18 et 19. Adoption. Vote sur le passage à une 2^e délibération. Adoption [7 mars] (A. t. I, p. 234; J.O., p. 191). M. Cazeneuve dépose un rapport supplémentaire [25 juillet] (A. t. I, p. 1399; J.O., p. 1154; n° 330). 2^e délibération. Décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : M. Cazeneuve, *rapporteur*. Discussion des articles : Article premier. Adoption. Article 2. Amendement de M. Goy : MM. Goy, Thierry, *Ministre des Travaux publics*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 2. Articles 3 et 4. Adoption. Article 5. Amendement de M. Goy : M. Goy. Retrait. Adoption de l'article 5. Article 6. Amendement de M. Savary : MM. Savary, le Rapporteur. Adoption, au scrutin, de l'amendement. Amendement de M. Goy. Retrait. Adoption de l'article 6 modifié. Article 7. Adoption. Article 8. MM. Mulac, le Rapporteur, le Ministre des Travaux publics, Fabien-Cesbron, Savary, Bérenger. Amendement de M. Mulac. Adoption de l'amendement et de l'article 8 modifié. Article 9 : MM. le Rapporteur, Audiffred. Amendement (disposition additionnelle) de M. Lhopiteau : MM. Lhopiteau, Gustave Rivet, le Rapporteur, le Ministre. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption de l'article 9 modifié. Articles 10 et 13. Adoption. Article 14. Amendement de M. Goy : M. Goy. Adoption de l'article 14. Article 15. Adoption. Article 15 bis de M. Audiffred. Adoption (sous le n° 16). Article 17 (ancien 16) à 20 (ancien 19). Adoption [20 novembre] (A. t. II, p. 52; J.O., p. 1435 et suivantes).

VACCINATION ANTITYPHOÏDIQUE. — 1913. Proposition de loi

de M. Léon Labbé tendant à rendre obligatoire dans l'armée la vaccination antityphoïdique [11 novembre] (A. t. II, p. 10; J.O., p. 1399; F. n° 409). Renvoi à la Commission de l'armée. M. Léon Labbé dépose le rapport [11 décembre] (A. t. II, p. 139; J.O., p. 1507). Première délibération. Décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Léon Labbé, *rapporteur*; Chautemps, Maginot, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre*. Adoption [19 décembre] (A. t. II, p. 225; J.O., p. 1578). Promulgation (J.O., 28 mars 1914, p. 2834).

VALENCIENNES. — Voir Octrois, 199.

VALEURS DE BOURSE (Vente à crédit des). — 1914. Proposition de loi tendant à modifier la loi du 12 mars 1900 ayant pour objet de réprimer les abus commis en matière de vente à crédit des valeurs de bourse. déposée à la Chambre le 12 juillet 1910; rapports de M. Viollette le 11 mars, et rapport supplémentaire le 10 juin 1913; adoptée le 10 février 1914; transmise par M. le Président de la Chambre [19 février] (A. t. I, p. 218; J.O., p. 183; I. n° 60). Commission : 1^{er} bureau, M. Pauliat; 2^e bureau, M. Cordelet; 3^e bureau, M. Albert Peyronnet; 4^e bureau, M. Bussière; 5^e bureau, M. Loubet; 6^e bureau, M. X...; 7^e bureau, M. X...; 8^e bureau, M. Guillier; 9^e bureau, M. Hervey [27 février] (J.O., p. 1878; F. 22). Président, M. Pauliat; Secrétaire, M. Bussière [5 mars] (J.O., p. 2034; F. 24).

VALEURS MOBILIÈRES (Commerce des). — 1913. Projet de loi relatif au commerce des offres et demandes de valeurs mobilières (article 56 du projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1913). Commission : 1^{er} bureau, M. le Comte de Saint-Quentin; 2^e bureau, M. Lemarié; 3^e bureau, M. Hervey; 4^e bureau, M. Capéran; 5^e bureau, M. de La Batut; 6^e bureau, M. Lourties; 7^e bureau, M. Eugène Guérin; 8^e bureau, M. Ringot; 9^e bureau, M. Brindeau [18 novembre] (J.O., p. 10091; F. 87). || 1914. M. Eugène Guérin a été nommé président en remplacement de M. Ringot [29 juin] (J.O., p. 5708; F. 54).

VALEURS NÉGOCIABLES (Échéance des). — 1914. Projet de loi portant interprétation des lois des 27 janvier et 24 décembre 1910, relative à la prorogation des échéances des valeurs négociables, déposé à la Chambre le 4 août; discussion immédiate; adopté le 4 août; déposé par MM. les Ministres du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, du Travail et de la Justice. Renvoyé à la Commission des finances. M. Jénouvrier dépose et lit le rapport. Décla-

ration de l'urgence. Discussion immédiate. Sur l'article premier : MM. Fortier, Noulens, *Ministre des Finances*. Adoption. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [4 août] (A. t. I, p. 1558, 1559; J.O., p. 1341; I. n^{os} 469 et 470). Promulgation (J.O., 6 août, p. 7126).

VANNERIE-LA-JOLIE. — Voir Communes et cantons, 26.

VANVES (Seine). — Voir Emprunts et impositions, 21.

VENDANGES FRAICHES (Transport des). — 1914. Proposition de loi concernant le transport des vendanges fraîches, déposée à la Chambre le 9 juin 1913; rapport de M. Edouard Barthe le 30 juin; adoptée le 24 mars 1914; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission des finances [26 mars] (A. t. I, p. 590; J.O., p. 496; I. n^o 164).

VENDÉE (Département de la). — Voir Chemins de fer et tramways, § III, 9, année 1913.

VENTAVON (Canal de). — Voir Crédits supplémentaires, § II, 2.

VENTE A CRÉDIT DES VALEURS DE BOURSE. — Voir Valeurs de bourse.

VENTE D'ANIMAUX. — 1913. Proposition de loi de M. Fortier, tendant à modifier la loi du 2 août 1884 sur les vices rédhibitoires en matière de vente d'animaux, et à abroger l'article 6 de la même loi, relatif à l'augmentation des délais de garantie à raison des distances auxquelles a pu être conduit un animal en dehors du lieu du domicile de son vendeur, déposée le 26 mai 1908 (Voir Table 1906-1908). M. Richard dépose le rapport [28 mars] (A. t. I, p. 462; J.O., p. 384; I. n^o 127). Adoption [27 juin] (A. t. I, p. 1192; J.O., p. 983). || 1914. Promulgation (J.O., 27 février, p. 1848).

VENTE DE COPIES DE TABLEAUX. — 1913. Projet de loi déposé le 24 décembre 1910. (Voir Table 1909-1911.) M. Couyba dépose le rapport [3 juillet] (A. t. I, p. 1245; J.O., p. 1027; I. n^o 271). 1^{re} délibération. Décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Charles Riou, Léon Bérard, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts*. Adoption [18 juillet] (A. t. I, p. 1358; J.O., p. 1120). Promulgation (J.O., 1^{er} août, p. 6896).

VENTE DES IMMEUBLES DU FAILLI. — Voir Code de commerce, 2.

VENTE DU FORT SAINT-PIERRE A CETTE. — Voir Fort Saint-Pierre (Vente du).

VERDON. — Voir Ports maritimes, 6.

VERDUN A MONTMÉDY. — Voir Chemins de fer, § III, 11, année 1914.

VÉRIFICATIONS DE POUVOIRS. — Voir Elections, § III.

VERSOLS-ET-LAPEYRE (Aveyron). — Voir Communes et cantons, 27.

VÉTÉRINAIRES MILITAIRES. — Voir Armée, § II, 4.

VEUVES ET ORPHELINS DES MÉDECINS MILITAIRES. — Voir Pensions des veuves et orphelins des médecins militaires.

VIANDES FRIGORIFIÉES D'ORIGINE TUNISIENNE. — 1913.
Projet de loi étendant le régime de la loi du 19 juillet 1890 aux viandes de boucherie frigorifiées d'origine et de provenance tunisiennes, déposé le 22 février 1912; rapport de M. de La Trémoille, le 7 mars; adopté le 26 mars; déposé par MM. les Ministres du Commerce, de l'Agriculture et des Finances [18 mars] (A. t. I, p. 370; J.O., p. 304; I. n° 91). || **1914.** M. Noël dépose le rapport [26 février] (A. t. I, p. 280; J.O., p. 236; I. n° 77). 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [13 mars] (A. t. I, p. 440; J.O., p. 370). Promulgation (J.O., 4 avril 1914, p. 3189).

VICES RÉDHIBITOIRES. — Voir Vente d'animaux.

VICTOR HUGO (Inauguration à Guernesey d'une statue de). — Voir Crédits extraordinaires, § VII, 5.

VIDAUBAN (Var). — Voir Octrois, 200.

VIF AUX SAILLANTS-DU-GUA. — Voir Chemins de fer, § III, 11, année 1913.

VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE (Aveyron). — Voir Octrois, 201.

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES (Seine-et-Oise). — Voir Octrois, 202.

VILLEPERDRIX (Drôme). — Voir Communes et cantons, 28.

VILLEURBANNE (Rhône). — Voir Octrois, 203.

VINS (Mouillage des). — 1912. Proposition de loi tendant à compléter l'article 6 de la loi du 29 juin 1907 sur le mouillage des vins et

les abus du sucrage, déposée par M. Lucien Cornet le 22 juin 1911 (Voir Table 1909-1911). M. Loubet dépose le rapport sommaire [5 décembre] (A. t. II, p. 172; J.O., p. 1454; I. n° 373). ¶ 1913. Prise en considération [24 janvier] (A. t. I, p. 14; J.O., p. 12. — Voir Fraudes (Répression des).

VINS ORDINAIRES DE CONSOMMATION COURANTE. — 1913.

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 1^{er} août 1905 en ce qui concerne les vins ordinaires de consommation courante, déposée par M. Genoux [5 juin] (A. t. I, p. 1053; J.O., p. 865; I. n° 200).

VITRÉ (Ille-et-Vilaine). — Voir Octrois, 204.

VIZILLE (Isère). — Voir Octrois, 205.

VOIES FERRÉES D'INTÉRÊT LOCAL. — 1912. Projet de loi relatif aux voies ferrées d'intérêt local, déposé le 2 avril 1910. (Voir Table 1909-1911.) M. Alexandre Bérard dépose un rapport supplémentaire [3 décembre] (A. t. II, p. 150; J.O., p. 1436; I. n° 367). ¶ 1913. M. Boudenoot dépose l'avis de la Commission des finances [7 février] (A. t. I, p. 71; J.O., p. 59; I. n° 17). 1^{re} délibération. Décrets désignant en qualité de commissaires du Gouvernement : MM. Fontaneilles, *directeur des chemins de fer au Ministère des Travaux publics*; Maurice Bloch, *directeur général de la comptabilité publique*; Deligne, *directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre*, et Luquet, *directeur du mouvement général des fonds*. Renvoi de la discussion à la prochaine séance [20 février] (A. t. I, p. 147; J.O., p. 123). Déclaration de l'urgence. Discussion des articles. Articles premier et 2. Adoption. Article 3. Amendement de M. Faisans. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 3. Articles 4 et 5. Adoption. Article 6. Amendement de M. Cazeneuve. Adoption. Adoption de l'article 6 modifié. Article 7. Amendement (paragraphe additionnel) de M. Darbot : MM. Darbot, Bérard, *rapporteur*; Jean Dupuy, *Ministre des Travaux publics*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 7. Article 8. Adoption. Article 9. Amendement de M. Cazeneuve : M. le Rapporteur. Adoption de l'amendement. Adoption de l'article 9 modifié. Article 10. Adoption. Article 11. Amendement (paragraphe additionnel de M. Cazeneuve) : M. le Rapporteur. Adoption de l'amendement et de l'article 11. Article 12. Adoption. Amendement (article additionnel) de M. Faisans : M. Faisans. Retrait de l'amendement. Article 13. Amendement de M. Faisans : MM. le Ministre, le Rapporteur. Adoption. Adoption de l'article 13 modifié. Article 14. Amendement de M. Boudenoot : M. Boudenoot. Retrait de l'amende-

ment. Amendement de MM. Faisans et Antoine Perrier. Retrait de l'amendement. Adoption du premier paragraphe de l'article 14. Amendement de M. Séblin sur le deuxième paragraphe : M. le Rapporteur. Retrait de l'amendement. Amendement de M. Antoine Perrier : MM. Antoine Perrier, le Ministre. Adoption de l'amendement. Adoption des deuxième et troisième paragraphes. Sur l'ensemble de l'article : MM. Boudenoot, *rapporteur de la Commission des finances*; le Ministre, Sarrien. Adoption de l'ensemble de l'article 14 modifié. Article 15. Amendement de M. Faisans : M. le Rapporteur. Adoption. Adoption de l'article 15 (1^{er} paragraphe modifié). Articles 16 à 22. Adoption. Article 23. Amendement de M. Faisans : MM. Faisans, le Ministre. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 23. Article 24. Adoption. Article 25 : MM. Touron, Empereur, le Ministre, Antoine Perrier, le Rapporteur. Adoption de l'article 25 modifié. Articles 26 à 29. Adoption. Article 30. MM. Audiffred, le Ministre. Adoption. Articles 31 à 35. Adoption. Articles 36. MM. Bollet, Charles Chabert, le Ministre, le Rapporteur. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, le Ministre, Cazeneuve, Antoine Perrier. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 36. Articles 37 à 48. Adoption. Article 49. Amendement de M. Faisans. Adoption. Sur l'article : MM. Antoine Perrier, le Ministre. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 49 modifié. Adoption de l'ensemble de la loi [25 février] (A. t. I, p. 151; J.O., p. 126). Dépôt, au nom du Ministre des Travaux publics du même projet de loi adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, déposé à la Chambre le 28 février; rapport et rapport supplémentaire de M. Emile Favre, les 18 mars et 12 juin; adopté le 26 juin; M. Alexandre Bérard déposé le rapport [3 juillet] (A. t. I, p. 1262; J.O., p. 1041; I. n^{os} 276 et 277). Discussion. Décret désignant des commissaires du Gouvernement. Articles 1 à 29. Adoption. Article 30 : MM. Audiffred, J. Thierry, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Articles 31 à 49. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. [22 juillet] (A. t. I, p. 1371; J.O., p. 1130). Promulgation (J.O., 8 septembre, p. 8022).

VOIES PRIVÉES (Assainissement des). — 1912. Proposition de loi relative à l'assainissement des voies privées, déposée par M. Paul Strauss le 9 juin 1910 (Voir Table 1909-1911). Suite de la deuxième délibération. Article premier. Amendement (disposition additionnelle) de M. Audiffred : MM. Audiffred, Strauss, *rapporteur*; Fortier, Gaston Menier, Lemarié, Cordelet, *président de la Commission*; Paul

Morel, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur. Adoption de l'article premier. Rejet, au scrutin, de l'amendement (disposition additionnelle) de M. Audiffred. Article premier. Amendement de M. Lemarié : MM. le Rapporteur, Lemarié, le Sous-Secrétaire d'Etat, le président de la Commission. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Renvoi de la discussion [27 juin] (A. t. I, p. 1314; J.O., p. 1062). Suite de la discussion : Articles 2 à 12. Adoption. Article 13. Amendement de MM. Lemarié et Guillaume Poulle, non soutenu : MM. Cordelet, *président de la Commission* ; le Président. Adoption de l'article 13. Article 14. Amendement de MM. Guillaume Poulle et Lemarié, non soutenu : MM. Cordelet, *président de la Commission* ; le Président. Adoption de l'article 14. Article 15. Adoption. Vote sur l'ensemble de la proposition. Adoption [28 juin] (A. t. I, p. 1367; J.O., p. 1104). Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 6657).

VOIRON (Isère). — Voir Octrois, 206.

VOITURES AUTOMOBILES SUBVENTIONNÉES. — Voir Services publics.

VOITURIERS (Obligations des). — 1912. Proposition de loi ayant pour objet d'obliger les voituriers à avertir les destinataires de l'arrivée des objets qui ne doivent pas être livrés à domicile, déposée par M. Dominique Delahaye [17 décembre] (A. t. II, p. 242; J.O., p. 1512; I. n° 388).

VOTE (Secret du). — Voir Élections, § IV (C), 1, 2.

VOTE FAMILIAL. — Voir Élections, § IV (C), 8.

VOTE OBLIGATOIRE. — Voir Élections, § IV (C), 3, 4.

VOYAGES. — 1° De S. M. le roi de la Grande-Bretagne. Voir Crédits extraordinaires, § I, 11. — 2° De S. M. la reine des Pays-Bas. Voir Crédits extraordinaires, § I, 2. — 3° De S. M. le bey de Tunis. Voir Crédits extraordinaires, § 1, 5. — 4° De S. M. le roi d'Espagne. Voir Crédits extraordinaires, § I, 8. — 5° Du Président de la République en Angleterre et en Espagne, Russie, Suède, Danemark et Norvège. Voir Crédits extraordinaires, § I, 9 et 12.

WARRANT-HOTELIER. — 1913. Projet de loi relatif au warrant-hôtelier, déposé à la Chambre le 12 juillet 1912; rapport de M. Lefol le 10 décembre; adopté le 20 décembre; déposé par MM. les Ministres de la Justice, du Commerce et de l'Industrie [20 février] (A. t. I

p. 143; J.O., p. 120; I. n° 26). **Commission** : 1^{er} bureau, M. Lucien Cornet; 2^e bureau, M. Raymond Leygue; 3^e bureau, M. Fabien-Cesbron; 4^e bureau, M. Mulac; 5^e bureau, M. Jules Mercier; 6^e bureau, M. Goirand; 7^e bureau, M. Guillier; 8^e bureau, M. Réveillaud; 9^e bureau, M. Sauvan (J.O., p. 2126; F. 18). **Président**, M. Jules Mercier; **Secrétaire**, M. Fabien-Cesbron (J.O., p. 2149; F. 19). **M. Goirand dépose le rapport. Déclaration de l'urgence** [3 juillet] (A. t. I, p. 1239; J.O., p. 1022; I. n° 266). **Discussion** : MM. Goirand, *rapporteur*; Jules Mercier. **Adoption** [4 juillet] (A. t. I., p. 1268; J.O., p. 1045). **Promulgation** (J.O., 8 août, p. 7198). || **1914. Proposition de loi ayant pour objet de compléter la loi du 8 août 1913 relative au warrant-hôtelier**, déposée à la Chambre le 24 décembre 1913; **rapport de M. Lefol**, le 10 février 1914; **adoptée** le 23 février; **transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission chargée de l'examen du projet de loi relatif au warrant-hôtelier** [25 février] (A. t. I, p. 254; J.O., p. 214; I. n° 70). M. Lucien Cornet **dépose le rapport** [23 juin] (A. t. I, p. 954; J.O., p. 813; I. n° 301).

WATTRELOS (Nord). — Voir Communes et cantons, 21.

WOINCOURT A AULT-ONIVAL. — Voir Chemins de fer, § III, 1, année 1913.

ZONES DE PÊCHE (Délimitation des). — Voir Conventions internationales et traités, année 1912.